JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

REPONSES DES MINISTRES

SOMMAIRE

1. Questions écrites (p. 33).
2. Réponses des ministres aux questions écrites (p. 68).
 - Premier ministre (p. 68).
 - Agriculture (p. 68).
 - Budget (p. 76).
 - Commerce extérieur (p. 86).
 - Condition féminine (p. 87).
 - Coopération (p. 87).
 - Défense (p. 87).
 - Éducation (p. 89).
 - Environnement et cadre de vie (p. 98).
 - Fonction publique (p. 106).
 - Industrie (p. 107).
 - Industries agricoles et alimentaires (p. 107).
 - Intérieur (p. 108).
 - Justice (p. 111).
 - Postes et télécommunications (p. 112).
 - Recherche (p. 113).
 - Santé et sécurité sociale (p. 113).
 - Transports (p. 129).
 - Travail et participation (p. 129).
 - Universités (p. 129).
2. Questions écrites pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse (p. 130).
4. Lists de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (p. 131).
5. Rectificatifs (p. 133).

★ (2 f.)

QUESTIONS ÉCRITES

Enseignement secondaire (personnel).

24502. — 14 janvier 1980. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des documentalistes exerçant leur activité dans les établissements scolaires du deuxième degré. Bien que les centres de documentation fonctionnent depuis plus de vingt ans, les personnels assurant leur fonctionnement sont toujours dans l'attente d'un statut garantissant leur emploi et précisant leurs modalités de carrière. Ce projet de statut a été envisagé à plusieurs reprises au cours des deux dernières décennies, mais ne s'est pas encore, à l'heure actuelle, concrétisé par un texte reconnaissant la spécificité de l'emploi et apportant à ceux qui l'exercent les garanties qu'ils sont en droit d'attendre. La possibilité de mise en œuvre de dispositions permettant à toutes les catégories d'enseignants du second degré d'exercer des fonctions de documentation ou d'information dans les lycées et collèges va, par ailleurs, à l'encontre de cette notion de spécialisation et risque de remettre totalement en question le principe même du statut. Il lui demande s'il ne lui paraît pas de bonne logique et de stricte équité que les adjoints d'enseignement documentaliste actuellement en fonctions voient reconnues leurs compétences professionnelles et leur qualification pédagogique par l'élaboration d'un statut leur assurant par ailleurs de justes perspectives de carrière.

Enseignement privé
(enseignement supérieur et post-baccalauréat : Rhône).

24503. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des établissements privés supérieurs, tels que l'école catholique des arts et métiers de Lyon (E.C.A.M.), dont le financement dépend exclusivement de la taxe d'apprentissage, du fait que cette forme d'enseignement exclue du champ d'application de la loi sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé. Il serait en effet envisagé de modifier la répartition de la taxe d'apprentissage, dont le paiement doit intervenir le 28 février 1980, au détriment des écoles dont elle constitue l'unique ressource. La réduction qui en résulterait serait de l'ordre de 9 p. 100 à 10 p. 100. Si cette mesure devait être confirmée, elle aggraverait une situation déjà difficile pour les établissements privés d'enseignement supérieur (à Lyon : E.C.A.M., E.S.C.L.L., I.C.P.I. et E.S.C.L.) puisque depuis une décennie environ la création des I.U.T., des écoles nationales d'ingénieurs, et plus anciennement des I.N.S.A. ont accru les besoins alors que, dans le même temps, le taux de la taxe d'apprentissage était ramené de 0,5 p. 100 à 0,3 p. 100 par la loi de 1971 sur la formation continue. Sans mésestimer la nécessité des efforts à consentir pour la formation à l'artisanat, il apparaît par ailleurs tout aussi utile de continuer à assurer le financement normal de l'enseignement supérieur privé, qui représente en France une part importante de la formation des cadres moyens et des cadres supérieurs (40 écoles d'ingénieurs, par exemple, sur les 150 que compte le pays). Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui donner des précisions sur une éventuelle modification de la répartition de la taxe d'apprentissage, en appelant particulièrement son attention sur l'exceptionnelle injustice que représenterait une diminution des moyens de financement dégagés par l'intermédiaire de cette taxe au profit des établissements d'enseignement supérieur privé.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(professions et activités sociales).

24504. — 14 janvier 1980. — **Mme Jacqueline Chonavel** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la réforme des études des assistants sociaux, lesquels sont de plus en plus confrontés aux besoins de leurs usagers et se heurtent de front aux problèmes que la crise économique développe. Ces textes constituent une grave menace pour la profession d'assistant social et pour l'ensemble des services d'action sociale. En effet, les conditions d'admission aux études ont été modifiées au point qu'il suffirait désormais pour les entreprendre d'« être âgé de plus de vingt-cinq ans et justifier de cinq années professionnelles ou de responsabilités familiales ». Sans garantie quant au niveau de sélection, c'est la porte ouverte à tous les bénévoles, c'est la remise en cause du niveau de la formation. Les études elles-mêmes deviennent très « utilitaires », orientées vers une conception étroite du service social. Tandis que les questions abordées par les assistants sociaux sont de plus en plus complexes, tandis qu'ils sont de plus en plus souvent amenés à collaborer avec d'autres techniciens pour aider les familles, les futurs assistants sociaux auront moins d'instruments d'analyse et de réflexion leur permettant d'appréhender les problèmes. En conséquence, elle lui demande les raisons pour lesquelles ont été refusées les propositions des syndicats et des associations professionnelles visant à assurer la formation des assistants sociaux en quatre ans et dans le cadre universitaire.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

24505. — 14 janvier 1980. — **Mme Hélène Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers (O.P.A.) des ponts et chaussées. Depuis le 1^{er} août 1975 l'évolution de leurs traitements a été liée à celle de la fonction publique par un arrêté interministériel du 19 novembre 1975. Les O.P.A. ont, de ce fait, le droit de percevoir le supplément familial de traitement (S.F.T.) au même titre que les fonctionnaires de l'Etat et autres personnels non titulaires qui dépendent de la fonction publique ; ce droit leur a été confirmé par une décision du Conseil d'Etat prise le 29 juillet 1979, qui annulait le refus opposé par le ministère des finances et de l'équipement. Malgré cette décision, les O.P.A. des ponts et chaussées ne perçoivent toujours pas le supplément familial de traitement. Elle lui demande de prendre les mesures nécessaires pour que ce supplément leur soit versé dans les délais les plus brefs.

Enseignement secondaire (personnel).

24506. — 14 janvier 1980. — **Mme Hélène Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des documentalistes des C.D.I. Ces personnels sont légitimement inquiets d'un projet de décret qui prévoit que des professeurs certifiés ou agrégés pourront exercer à temps plein ou partiel des fonctions de documentaliste, auxquelles leurs études ne les auront nullement préparés, ce qui revient à affirmer que ces fonctions n'exigent aucune formation initiale ou continue. Le projet va par là-même à l'encontre de l'élaboration d'un statut de documentaliste que ces personnels demandent depuis des années. Elle lui demande de prendre en compte les observations que les organisations représentatives des documentalistes des C.D.I. lui ont soumises à cet égard et d'engager avec elles des négociations qui permettraient d'aboutir à la définition d'un statut de documentaliste.

Justice (ministère : personnel).

24507. — 14 janvier 1980. — **M. Guy Ducloné** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation des fonctionnaires des cours et tribunaux, et notamment sur la dégradation du système d'indemnité de ces personnels. En effet, on constate que le pourcentage des indemnités par rapport au salaire net tend à décroître d'une façon constante. Des propositions ont été faites par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des cours et tribunaux en vue d'une réforme des bases de ces indemnités. Il lui demande s'il compte prendre des mesures en toute concertation avec les organisations syndicales pour remédier à cette situation préjudiciable pour cette catégorie de travailleurs et au fonctionnement de la justice.

Tourisme et loisirs (politique du tourisme et des loisirs).

24508. — 14 janvier 1980. — **M. Maxime Gremetz** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la décision prise par la ville d'Amiens et plusieurs communes de la région parisienne de constituer un syndicat intercommunal pour les vacances et les loisirs. C'est une décision importante qui répond à la préoccupation de ces communes de prendre en compte les besoins réels de la population dans ce domaine. Pourtant son application se trouve remise en cause par l'avis défavorable qu'a émis le préfet de région à l'encontre de cette décision. Les oppositions faites par l'autorité de tutelle ne sont pas réellement un obstacle. Seule en fait une volonté a priori d'empêcher les communes concernées de se donner les moyens d'une véritable politique de vacances et de loisirs semble animer cette attitude, qui relève d'un autoritarisme bien mal venu à l'heure où le Gouvernement parle du développement de l'autonomie et des libertés communales.

Bourses et allocations d'études
(bourses d'enseignement supérieur : Nord).

24509. — 14 janvier 1980. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des étudiants éducateurs spécialisés et assistants sociaux de l'U.E.R. des techniques de réadaptation de Lille. La formation de ces étudiants, étalée sur trois ans, après sélection vigoureuse, comporte pour mi-temps des stages pratiques d'expérience clinique entraînant des frais élevés, notamment pour le transport et le logement. Il constate que l'aide financière qui leur est allouée par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale est nettement insuffisante et ne tient pas compte des astreintes qui leur sont imposées. Il s'interroge sur les raisons qui peuvent justifier la faiblesse des quotas d'allocations professionnelles attribuées pour l'année 1979-1980 aux éducateurs et assistants sociaux en formation : ce quota a en effet été porté de 350 à 450 allocations pour toute la France, ce qui est désirable au regard du nombre d'ayants droit. En conséquence, il lui demande qu'en application des dispositions de la loi du 17 juillet 1978 l'allocation professionnelle soit versée par son ministère à tous les ayants droit.

Education physique et sportive (personnel).

24510. — 14 janvier 1980. — **M. Georges Hage** qui se félicite que la riposte immédiate et vigoureuse du syndicat national de l'éducation physique et des étudiants en E.P.S. ait pu faire échec à la décision, arbitraire à ses yeux, de remettre en cause, trois mois après la rentrée, les épreuves du C.A.P.E.S. 1980, demande à **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** s'il ne juge pas urgent de publier au plus tôt les textes organisant les stages pédagogiques et le C.A.P.E.S. 1980. Il lui demande en

outre d'abandonner définitivement les dispositions qui avaient été envisagées. Il lui rappelle que l'intérêt de l'éducation physique et sportive scolaire et universitaire exige la mise au concours d'au moins 1 000 postes. Il lui demande enfin s'il ne juge pas nécessaire d'ouvrir immédiatement des négociations avec les intéressés pour : la mise en place d'un véritable C. A. P. E. S., identique aux autres C. A. P. E. S. ; l'abandon des mesures d'élimination du décret du 11 juin 1979 (telles que l'admissibilité, l'interdiction de se présenter plus de trois fois, etc.) ; le développement des U. E. R. d'E. P. S. et la création immédiate de Nice et d'Orsay ; l'adoption d'un plan pluriannuel de recrutement de 2 500 professeurs d'E. P. S.

Sécurité sociale (cotisations).

24511. — 14 janvier 1980. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les faits suivants : il semble qu'à l'occasion des réformes de la R. T. F. en 1959 et de l'O. R. T. F. en 1974 les cotisations de sécurité sociale n'auraient pas été reversées aux caisses concernées. Ainsi, ces sommes n'apparaîtraient pas dans les documents comptables de la caisse régionale de Lille. Si c'était le cas, les agents concernés perdraient deux années de droits à la retraite. En conséquence, il lui demande de lui donner toute précision à ce sujet.

Professions et activités sociales (aides familiales et aides ménagères).

24512. — 14 janvier 1980. — **M. André Lajoie** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'une déclaration de son secrétaire d'Etat ne semble pas correspondre à la réalité : dans le journal *La Montagne* du 20 novembre 1979, M. Hoeffel déclarait en effet que « l'aide ménagère aux personnes âgées ne pose plus de problèmes quand cette prestation est prise en charge par l'aide sociale et que, en particulier pour les autres bénéficiaires pour lesquels interviennent les caisses de retraite, les difficultés rencontrées dans quelques régimes sont aplanies ». Or les caisses appliquent des mesures de plus en plus restrictives qui aboutissent à la diminution des heures d'aide ménagère accordées, voire même à leur suppression lorsque la personne ne peut payer la participation demandée. Jusqu'à 1 225 francs de ressources mensuelles, cette prestation est prise en totalité en charge par l'aide sociale. Au-delà de 1 225 francs, c'est la caisse de retraite qui intervient, et là, les régimes sont bien différents. S'agissant d'une prestation extralégale, il n'y a pas uniformité et chaque organisme applique des conditions qui varient en fonction des possibilités de son fonds d'action sanitaire et sociale. C'est ainsi que la M. S. A. de l'Allier a adopté le barème de participation demandée par heure suivant, pour une personne seule :

Ressources mensuelles :

1 225 à 1 355 francs	5 francs
1 336 à 1 575 francs	7 francs
1 576 à 1 775 francs	10 francs
1 776 à 1 975 francs	15 francs
1 976 à 2 150 francs	20 francs
plus de 2 150 francs	Totalité.

D'autres conditions sont en outre exigées : prise en charge limitée à six mois, maximum accordé : quinze heures par mois, prise en compte de la situation des enfants. La C. R. A. M. de l'Auvergne n'a pas modifié les plafonds de ressources depuis deux ans. Celle du Rhône ne prend plus en compte les nouvelles demandes depuis le 31 août 1978. Les caisses de M. S. A. de l'Oise et de la Creuse ont supprimé cette forme d'aide. La plupart des personnes, chez lesquelles interviennent ces aides ont plus de quatre-vingts ans et sont malades ou handicapés chroniques. C'est dire que le service d'aide ménagère accordé doit être pour le restant de leurs jours. Une révision annuelle des dossiers serait suffisante. Ces restrictions ont des conséquences également sur les associations qui gèrent les centres sociaux : diminution des heures de travail des aides ou licenciement éventuel ; tâche administrative alourdie par suite de la révision des dossiers à intervalles souvent rapprochées. Pourtant, ces services, qui permettent le maintien à domicile des personnes âgées, font réaliser des économies aux organismes sociaux en évitant des hospitalisations coûteuses. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour faire droit aux demandes des responsables des centres sociaux qui sollicitent soit un soutien financier suffisant de l'Etat aux caisses de retraite, soit que ce service d'aide ménagère devienne une prestation légale.

Verre (entreprises : Allier).

24513. — 14 janvier 1980. — **M. André Lajoie** expose à **M. le ministre de la justice** que des propriétaires d'entreprises profitent des dispositifs permettant le dépôt de bilan et le règlement judi-

naire pour échapper à la loi en ce qui concerne les autorisations de licenciement du personnel. C'est ce qui s'est produit à la Verrerie-cristallerie de Souvigny (Allier), où le patronat de cette entreprise a obtenu du tribunal de commerce le règlement judiciaire malgré l'absence de passif et de dettes. De telles pratiques sont particulièrement négatives, à la fois pour les travailleurs concernés, qui ne se trouvent plus protégés par les lois concernant les licenciements, mais aussi pour la poursuite de l'activité économique. Le syndic est le seul maître de la destination des biens de ces entreprises et nombre d'exemples montrent que le souci de chercher une solution industrielle sérieuse, susceptible de maintenir l'emploi, s'efface souvent devant les tentations de spéculations financières contraires à la poursuite de l'activité de ces entreprises. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour éviter que des entreprises indispensables à la vie du pays et de ses régions puissent être livrées à la démolition en dehors de tout contrôle des pouvoirs publics et des représentants des travailleurs sous la seule responsabilité du syndic et s'il n'estime pas qu'en tout état de cause la législation sur les licenciements puisse continuer de s'appliquer dans ces cas.

Service national (objecteurs de conscience).

24514. — 14 janvier 1980. — **M. Alain Berger** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le cas de plusieurs jeunes gens qui se voient refuser le statut d'objecteur de conscience. Ces personnes ont introduit un recours en cassation devant le Conseil d'Etat. Mais le recours n'étant pas suspensif, plusieurs d'entre eux ont reçu un préavis d'appel sous les drapeaux et ont été déclarés insoumis, suite à leur refus d'obtempérer. Cette situation, pour le moins inéquitable car la décision de l'incorporation devrait normalement être prise après les délibérations du Conseil d'Etat, souligne la nécessité d'un véritable statut d'objecteur de conscience. Il lui demande : 1° de bien vouloir organiser un débat sur ce problème à l'Assemblée nationale ; 2° de retarder, selon les cas, l'incorporation jusqu'à la décision du Conseil d'Etat.

Notariat (actes et formalités).

24515. — 14 janvier 1980. — **M. Dominique Tadel** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 (art. 6) qui stipule que les notaires doivent réclamer la consignation d'une somme suffisante pour le paiement des frais, droits, déboursés et émoluments. En comptabilité à partie double, les sommes correspondant aux diverses rubriques de la taxe sont débitées le jour de la signature de l'acte authentique par le crédit des comptes de contreparties. Ainsi, les droits d'enregistrement ou les taxes de formalités seraient crédités aux comptes d'enregistrement ou des bureaux des hypothèques auxquels la formalité doit être effectuée. Cette pratique répond au désir de sécurité en soustrayant, dès la signature de l'acte, la somme correspondant aux droits de la trésorerie de l'Etat. En conséquence, il lui demande si le débit des droits d'enregistrement et de formalité le jour de la signature de l'acte est légal, ou si, comme le pensent certains notaires, il ne conviendrait pas de ne débiter le compte du client que le jour du retour de la formalité.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Indre-et-Loire).

24516. — 14 janvier 1980. — **M. Gilbert Millet** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que, au cours du premier trimestre 1980, est prévue l'ouverture de l'hôpital Trousseau à Chambray, en Indre-et-Loire. Des services du centre Bretonneau (hôpital de Tours) doivent être transférés dans ce nouvel établissement. Pour permettre le fonctionnement normal de l'hôpital Trousseau de Chambray, il serait nécessaire de créer 700 emplois. La création de ces emplois a été, par ailleurs, acceptée par le ministère de la santé. Or, aujourd'hui il ne serait plus question que de 500 postes et la direction de l'administration de l'hôpital semble ne pas être sûre de les obtenir. Cette situation compromettrait l'ouverture de l'établissement Trousseau à Chambray. De plus, aujourd'hui, on envisage le licenciement de quatre-vingt-dix auxiliaires de l'hôpital de Tours, sous prétexte des transferts des services au nouvel établissement. Ces mesures, s'inscrivant dans la politique d'austérité du Gouvernement, constituent la mise en cause du droit à la santé de la population et sont inacceptables. Il lui demande : 1° de débloquent d'urgence les crédits nécessaires pour la création de 700 emplois et pour la titularisation des quarante auxiliaires dont le poste est menacé de fermeture.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

24517. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Odru** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** pour quelles raisons a été supprimé le remboursement du vaccin anti-grippe aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Etant donné que ces personnes sont les plus vulnérables à la maladie et qu'elles sont par ailleurs parmi les plus démunies financièrement, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit rétabli le remboursement par la sécurité sociale de ce vaccin.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel : Bouches-du-Rhône).

24518. — 14 janvier 1980. — **Mme Jeanine Porte** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur une revendication du personnel des Etablissements A.F.P.A. d'Istres portant sur la suppression de l'abattement de zone de 2 p. 100. En réponse à une correspondance du 19 octobre 1976 du syndicat national C.G.T. de l'A.F.P.A., le délégué à l'emploi, M. X., précisait qu'« en matière de rémunération les agents de l'association sont soumis à un régime rattaché à celui des ouvriers de la défense nationale, lequel comporte des abattements de zone atteignant le taux de 6 p. 100 ». Or, en application des dispositions de l'article 9 du décret n° 73-966 du 16 octobre 1973, les personnels civils et militaires de l'Etat implantés à Istres bénéficient du taux d'abattement de zone 0 (note-circulaire n° 51-777 du 3 avril 1975 du ministère de la défense, direction des personnels civils). En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation d'injustice préjudiciable aux salariés A.F.P.A. d'Istres.

Industrie : ministère (personnel).

24519. — 14 janvier 1980. — **M. Emile Roger** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les difficultés rencontrées par les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (Mines) pour remplir leurs missions à la fois des services publics et des services de l'Etat. Alors que les tâches, les missions affectées aux directions interdépartementales n'ont pas cessé d'augmenter et de se diversifier, les moyens en personnels et parfois en matériel n'ont pas suivi si bien qu'à l'heure présente l'on peut se demander si à brève échéance ce n'est pas la qualité et aussi l'inefficacité qui atteindront ce service dont l'importance n'est plus à démontrer. C'est pourquoi il lui demande s'il entend répondre favorablement à la demande des personnels du 15 décembre 1979 et ce dans les meilleurs délais.

Fleurs, graines et arbres (horticulteurs et pépiniéristes).

24520. — 14 janvier 1980. — **M. André Soury** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les conséquences de l'augmentation des produits énergétiques sur les productions des horticulteurs et pépiniéristes. Les augmentations du prix du fuel lourd en mars et décembre 1979, celles frappant les prix des gaz liquéfiés, la réduction de la part des vendeurs de fuel des délais de règlement, lorsqu'ils n'exigent pas un paiement au comptant, la menace de remise en cause des contrats de fourniture de gaz liquéfié conclus par des serristes que brandissent l'ensemble des compagnies, dont les bénéfices énormes sont pourtant bien connus, constituent un ensemble de faits fort préoccupants, car la vie des entreprises horticoles se livrant à des cultures sous serres s'en trouve menacée. La situation est d'autant plus sérieuse que, si ces difficultés persistent, l'horticulture hollandaise prendra progressivement la place de l'horticulture française sur les marchés. Or il y va de l'intérêt national qui exige au contraire de sauvegarder une profession qui, tout en représentant 6 p. 100 de la profession végétale, garde des possibilités d'extension. En conséquence, il lui demande les mesures rapides qu'il entend prendre pour sauvegarder ces professions, et notamment pour mettre l'horticulture française à parité avec son homologue hollandaise.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

24521. — 14 janvier 1980. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'obligation qui est faite aux consultants, pris en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale, de régler le prix total de la consultation dans les hôpitaux de l'assistance publique. C'est ainsi que la direction de l'hôpital Tenon, Paris (20^e), exige des personnes, pour la plupart âgées, aux ressources très modestes et bénéficiant d'une prise en charge de la sécurité sociale à 100 p. 100, de payer le

prix de la consultation d'avance si celle-ci ne dépasse pas 100 francs. Cette exigence de l'administration de l'hôpital est douloureusement ressentie par les personnes concernées, qui n'ont comme choix que de payer si le taux de leur pension ou retraite le leur permet ou de ne pas se soigner. Aussi, la situation qui leur est faite est inacceptable. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les assurés, pris en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale, n'aient pas à supporter de prix de la consultation payée d'avance.

Transports urbains (R.A.T.P. : tarifs).

24522. — 14 janvier 1980. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur une menace qui pèse sur 1 200 enfants d'agents de la R.A.T.P. Ils bénéficient depuis 1968 de demi-tarif pour les transports le mercredi et les petites vacances. Cela concerne cinq centres de loisirs de l'œuvre sociale des cadets de la R.A.T.P. Le 10 décembre 1979, une décision a été prise par la direction qui prétend augmenter de 32,15 p. 100 le prix du kilomètre. Il lui demande : dans l'immédiat, de maintenir le demi-tarif ; d'ouvrir une négociation tripartite entre les cadets, le comité d'entreprise, la direction générale, envisageant la gratuité totale des transports.

Baux (baux commerciaux).

24523. — 14 janvier 1980. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le problème de la spécialisation des baux commerciaux dans les villes nouvelles. Il lui demande s'il n'estime pas qu'avec le bouleversement des facteurs de commercialité dû à l'apparition d'une telle ville il ne serait pas opportun de permettre la désécialisation des baux dans ce cas particulier pour les commerçants implantés de longue date dans l'agglomération ancienne.

24524. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le Premier ministre (Recherche)** de lui exposer quel est d'ores et déjà le bilan du programme Rita (Riviera Tamayo) de recherche sur la dorsale du Pacifique Est, auquel la France, les Etats-Unis et le Mexique sont associés, et quelles sont les activités prévues au titre de ce programme en 1980.

Radiodiffusion et télévision (budget).

24525. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** avoue à **M. le ministre de la culture et de la communication** qu'il a pris connaissance avec quelque surprise de ses déclarations en séance publique, le 17 décembre 1979, au Sénat, lors de l'examen de l'article 15 du collectif budgétaire pour 1979. Se référant expressément, entre autres, aux déclarations qu'il avait faites le 22 février 1979 à la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision, **M. le ministre** a en effet déclaré que le plan initial de redressement comportait une dotation en capital de 100 millions de francs à attribuer en 1980. Or il n'en a jamais été question, les 100 millions dont il s'agit étant prévus sous forme de subvention de fonctionnement. Il lui demande en conséquence quelle différence il fait entre la subvention de fonctionnement prévue apparemment au printemps 1979 et la dotation en capital nouvellement insérée au collectif 1979, pour quelles raisons il a fait cette confusion en séance publique au Sénat, et s'il souscrit à l'engagement qu'a sollicité de lui **M. Robert-André Vivien**, que les concours publics insérés dans le collectif 1979 le sont « pour solde de tout compte ».

Parlement (fonctionnement des Assemblées).

24526. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** expose à **M. le Premier ministre (Relations avec le Parlement)** qu'il ne lui paraît pas indifférent, pour l'histoire de l'institution parlementaire en France, de savoir quel est le dernier discours, prononcé soit au Palais-Bourbon, soit au palais du Luxembourg, dont l'affichage a été décidé. Il lui demande donc de bien vouloir l'éclairer sur ce point d'histoire.

Gouvernement (conseil des ministres).

24527. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le Premier ministre** de lui faire connaître qu'elle a été, pour chaque année, du 1^{er} janvier 1975 au 26 décembre 1979, la durée globale des conseils des ministres.

Copropriété (charges communes).

24528. — 14 janvier 1980. — **M. Georges Gorse** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la comptabilisation des charges des copropriétés. Il n'existe actuellement aucune réglementation sur la forme des comptes tenus par les syndics de copropriété. Les contrôles effectués par les conseils syndicaux montrent que les syndics tiennent les comptes d'immeubles en partie simple et que l'efficacité de ces contrôles est très aléatoire. Par ailleurs, les charges de gestion des immeubles deviennent de plus en plus lourdes et onéreuses, les contestations entraînent des expertises judiciaires de plus en plus nombreuses et, dans la majorité des cas, les diligences conduisent à la conclusion que la comptabilité de l'immeuble n'est ni régulière ni probante. Aussi, il lui demande s'il ne serait pas opportun de s'engager dans la voie d'une normalisation des comptabilités d'immeubles et de rendre obligatoire l'application du plan comptable général ou d'un plan comptable professionnel qui impliquerait nécessairement la mise en œuvre de la comptabilisation en partie double aux opérations de gestion des immeubles.

Départements et territoires d'outre-mer (logement).

24529. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Legourgue** constate une fois de plus que les départements d'outre-mer sont écartés du champ d'application de mesures sociales fixées pour la métropole. En effet, le décret n° 79-1124 du 19 décembre 1979 portant attribution d'une majoration exceptionnelle aux familles et aux personnes bénéficiant d'une allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement prévoit expressément dans son article 1-1 que cette majoration exceptionnelle ne sera attribuée qu'aux familles et personnes résidant en France métropolitaine. Il demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les raisons de cette mise à l'écart et les mesures qu'il envisage de prendre pour y remédier.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : banques et établissements financiers).*

24530. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Legourgue** expose à **M. le ministre de l'intérieur** le fait suivant : un chèque de la Caisse d'épargne et de prévoyance de la réunion tiré sur la Caisse de dépôts et consignations, trésorerie générale de Saint-Denis, fut traité par une banque métropolitaine comme chèque étranger avec donc les retards que cela comporte. Une telle pratique peut très rapidement être nuisible à cette caisse en raison de l'accroissement des transferts de compte entre la métropole et la Réunion. En conséquence il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour que ces transferts se fassent à l'avenir dans les meilleures conditions.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

24531. — 14 janvier 1980. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du Gasset attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème de l'indemnité de logement due aux instituteurs. Charge très lourde supportée par les communes. Se référant à un souhait émis lors du récent congrès départemental des maires de Loire-Atlantique, il lui demande, d'une part, à combien peut se chiffrer, pour toute la France, le montant de ces indemnités, d'autre part, s'il n'envisagerait pas de faire prendre à l'Etat cette charge, les communes fournissant déjà, à l'enseignement une contribution fort importante, du fait des constructions scolaires.

Publicité (publicité extérieure).

24532. — 14 janvier 1980. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du Gasset expose à **M. le ministre de l'intérieur**, que, de plus en plus la publicité est faite au moyen de prospectus ou « papillons » posés sur les pare-brise des automobiles. « Papillons » qui, une fois lus, vont rejoindre les feuilles mortes, dans les caniveaux, augmentant de ce fait, le travail des préposés au nettoyage des villes. Il lui demande si un maire aurait le droit de prendre un arrêté subordonnant l'usage d'une telle publicité au versement d'une taxe au bénéfice, par exemple, des bureaux d'aide sociale ; cela, suivant modalités à définir.

Automobiles et cycles (commerce extérieur).

24533. — 14 janvier 1980. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du Gasset expose à **M. le ministre de l'industrie**, que, selon certaines informations, la « British Leyland » aurait signé un accord avec « Honda », donnant licence à la firme anglaise pour produire dans ses propres

usines une voiture japonaise. La cadence de production annuelle serait de l'ordre de 85 000 unités. Et la destination serait les marchés européens. Il lui demande s'il n'y a pas là un grave danger pour la production automobile européenne, et spécialement la production française ; et si, après avoir vu se déclarer la « guerre du mouton », on ne va pas se trouver devant une « guerre de l'automobile ».

Parlement (fonctionnement des assemblées).

24534. — 14 janvier 1980. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du Gasset demande à **M. le Premier ministre (Relations avec le Parlement)** de lui indiquer, année par année, combien de questions écrites et de questions orales ont été posées entre 1970 et 1980, par les députés. Il lui demande de lui donner le même renseignement pour les sénateurs.

Handicapés (politique en faveur des handicapés : Loire-Atlantique).

24535. — 14 janvier 1980. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du Gasset expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le 15 décembre 1979, 120 familles de Loire-Atlantique se sont réunies à Carquefou, en Loire-Atlantique, pour chercher en commun une solution pour leurs enfants handicapés adolescents ou adultes. Elles ont constaté l'inexistence d'une solution satisfaisante d'accueil des grands handicapés dans le département, l'inexistence d'aide aux familles ayant un grand handicapé chez elles et le manque de structures d'accueil pour les grands handicapés. Elles ont affirmé l'interprétation restrictive de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, et le retard que semble prendre ce département par rapport à d'autres départements mieux équipés en ce domaine. Soulignant la nécessité de prendre en considération la personne du grand handicapé, ses besoins, ses possibilités d'évolution et d'épanouissement, quelle que soit la gravité de son état ; et aussi, de prendre en compte les renseignements et enquêtes qui peuvent être fournies par les familles et les associations concernées. Il tient à attirer son attention sur ces problèmes, et sur l'urgente nécessité d'apporter des solutions humaines et adaptées aux besoins des grands handicapés.

Parlement (fonctionnement des assemblées).

24536. — 14 janvier 1980. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du Gasset demande à **M. le Premier ministre (Relations avec le Parlement)**, s'il est possible de chiffrer l'incidence financière que va entraîner la session extraordinaire consécutive à la décision du Conseil constitutionnel.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

24537. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Foyer** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** quelles dispositions le Gouvernement a prises ou compte prendre pour l'exécution de la décision du Conseil d'Etat statuant au contentieux en date du 27 juillet 1979, annulant une décision implicite qui refusait le bénéfice du supplément familial de traitement aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

24538. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Foyer** demande à **M. le ministre du budget** quelles dispositions le Gouvernement a prises ou compte prendre pour l'exécution de la décision du Conseil d'Etat statuant au contentieux en date du 27 juillet 1979, annulant une décision implicite qui refusait le bénéfice du supplément familial de traitement aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

24539. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Foyer** demande à **M. le ministre des transports** quelles dispositions le Gouvernement a prises ou compte prendre pour l'exécution de la décision du Conseil d'Etat statuant au contentieux en date du 27 juillet 1979, annulant une décision implicite qui refusait le bénéfice du supplément familial de traitement aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées.

Voirie (pistes cyclables : Sarthe).

24540. — 14 janvier 1980. — M. Bertrand de Maigret a constaté avec plaisir la création de bandes stabilisées qui permettent désormais aux cyclistes, et notamment aux enfants d'âge scolaire, de circuler dans des conditions de sécurité accrue sur la R. N. 23, entre La Flèche et Clermont-Créans. Il demande à M. le ministre des transports le calendrier et les secteurs retenus pour développer ces aménagements dans la troisième circonscription du département de la Sarthe. Il lui demande, en outre, si l'Etat serait disposé à financer de tels travaux en bordure de la voirie départementale, à la sortie des agglomérations les plus importantes.

Circulation routière (sécurité).

24541. — 14 janvier 1980. — De nuit, les automobilistes éprouvent des difficultés pour apercevoir à temps les cyclistes roulant dans la même direction qu'eux, en raison de la faible intensité de leur éclairage de signalisation. Ce phénomène s'aggrave par temps de pluie et de brouillard, entraînant des risques accrus, notamment pour les enfants qui se rendent à l'école en période hivernale et ont une moindre conscience du danger que les adultes. M. Bertrand de Maigret demande donc à M. le ministre des transports s'il ne croit pas le moment venu d'engager avec les fabricants de cycles une concertation devant permettre de définir de nouvelles normes, comportant, par exemple, l'obligation d'enduire de peinture lumineuse ou de revêtir de dispositifs réfléchissants plus visibles la partie arrière des cycles.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

24542. — 14 janvier 1980. — M. Hubert Bassot attire l'attention de M. le ministre des transports sur les nouvelles dispositions prises par la S. N. C. F. concernant l'attribution de la carte « Vermeil » aux personnes âgées. Si le taux de réduction accordé aux possesseurs de la carte « Vermeil » sur les tarifs de la S. N. C. F. a été élevé de 30 p. 100 à 50 p. 100, par contre, les périodes d'utilisation de cette carte ont été réduites. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'inviter la S. N. C. F. à maintenir la possibilité d'utilisation de la carte « Vermeil » tous les samedis et lundis, excepté au moment de certaines fêtes et de certains grands départs, ainsi que cela était prévu avant les nouvelles dispositions.

Enseignement secondaire (personnel).

24543. — 14 janvier 1980. — M. Charles Ehrmann rappelle à M. le ministre de l'éducation que depuis 1958 les documentalistes des établissements d'enseignement du second degré se trouvent maintenus dans une situation provisoire dans l'attente de la publication d'un statut relatif à leur profession. Cette absence de statut entraîne pour les intéressés de nombreux préjudices. D'une part, en effet, ils se voient écartés des promotions dont peuvent bénéficier les adjoints d'enseignement de disciplines. D'autre part, en juin 1979 a été élaboré un projet de décret qui permettrait d'affecter aux centres de documentation et d'information tout professeur n'ayant pas un service complet d'enseignement. Ce projet va à l'encontre de la spécificité du rôle et des compétences de chaque catégorie d'enseignants et a pour effet de remettre entièrement en cause le projet de statut de documentaliste. Ceux-ci désirent être reconnus comme membres à part entière de l'équipe éducative. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions à l'égard de cette catégorie de personnels de l'éducation.

Enseignement (pédagogie).

24544. — 14 janvier 1980. — M. Charles Ehrmann attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la décision concernant le transfert de la section des collections historiques de l'Institut national de recherche pédagogique (I. N. R. P.) de la rue d'Ulm, à Paris, au futur « musée de l'histoire de l'éducation » en création près de Rouen. Un arrêté ministériel paru le 27 août 1979 a entériné définitivement cette décision qui a été prise, semble-t-il, sans qu'aucune concertation avec les intéressés n'ait eu lieu. Il lui fait observer que ce transfert à Rouen de l'ensemble des archives pédagogiques va pénaliser particulièrement les chercheurs du sud-est de la France. La situation excentrique du sud-est amène, en effet, ces chercheurs à utiliser les trajets les plus chers sur Air France. Par le train, Rouen se trouve à plus de dix-huit heures de Nice. Il apparaît qu'une solution de compromis pourrait être envisagée : le musée en création près de Rouen possédant déjà le gros matériel scolaire (tables, chaises, poêles, bureaux), l'I. N. R. P. pourrait lui transmettre l'ensemble de ses collections, très fournies,

de petit matériel scolaire (plumes, plumiers, ardoises, matériel de dessin et de travaux manuels). Le futur musée de Normandie posséderait alors une collection très complète de matériel scolaire. Par contre il serait nécessaire de conserver à Paris tout le fonds iconographique, soit plus de 38 000 documents, ayant trait soit à l'histoire de l'enseignement en France, soit à l'évolution des méthodes pédagogiques. Ces documents complètent ou illustrent la riche bibliothèque de l'I. N. R. P., laquelle n'est pas visée par le projet de transfert. Ils sont exploités par de nombreux chercheurs, dont beaucoup d'étrangers, Américains, Anglais et même Japonais, qui peuvent, au cours d'un séjour parisien, travailler à la fois aux Archives nationales, à la Bibliothèque nationale et à l'I. N. R. P. La très grande majorité des chercheurs français se trouverait désavantagée, par cette fâcheuse décentralisation, dans la banlieue de Rouen, d'un organisme de recherche si important. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il convient de rechercher une solution de compromis, comme celle proposée dans la présente question, en vue de faciliter les travaux des chercheurs.

Professions et activités immobilières (agences immobilières).

24545. — 14 janvier 1980. — M. Roger Fossé signale à M. le ministre de la justice que des agences immobilières semblent obtenir la délivrance au nom du seul gérant de l'agence ayant son siège social dans un département de cartes professionnelles valables dans d'autres départements. De ce fait, ces agences peuvent installer des bureaux dans lesdits départements. Or ces bureaux ne sont pas gérés par le titulaire de la carte, mais par un personnel qui peut ne pas répondre aux obligations et garanties imposées par la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970. Il lui demande si cette pratique répond bien à l'esprit et à la lettre de la loi qui visaient à faire en sorte que tous les cabinets immobiliers soient tenus par des personnes qualifiées. Dans la négative, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre un terme à la situation évoquée plus haut.

Enseignement secondaire (Fonctionnement).

24546. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Huyghes des Etages attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la dégradation des conditions de vie et de travail dans certains établissements d'enseignement du second degré : actes de violence à l'encontre d'enseignants et d'élèves ; installations diverses qui se dégradent par suite du manque de postes budgétaires d'agents de service et d'entretien ; heures de cours inscrites à l'emploi du temps qui ne peuvent être assurées alors que des maîtres auxiliaires se trouvent sans emploi. Il lui demande ce qu'il pense faire pour résoudre ces problèmes.

Electricité et gaz
(calamités et catastrophes : Seine-Maritime).

24547. — 14 janvier 1980. — M. Laurent Fabius appelle l'urgence attention de M. le ministre de l'industrie sur le nombre et la gravité des explosions dues au gaz dans l'agglomération elbeuvienne. En un peu plus d'un an, trois catastrophes au moins se sont produites, causant, outre des dégâts matériels importants, des pertes de vies humaines, à Elbeuf (rue Henry), à Caudebec-les-Elbeuf (rue de la République) et tout récemment à Saint-Aubin-les-Elbeuf (route de Freneuse). Cette situation, qui soulève une légitime émotion dans toute la population, n'est pas acceptable. Il lui demande : 1° de lui faire connaître les conclusions des enquêtes auxquelles il a été procédé et les raisons exactes de ces explosions (en particulier, vieillissement des réseaux) ; 2° de tout mettre en œuvre dans les meilleurs délais pour éviter que de telles catastrophes se reproduisent ; 3° de lui préciser quelles mesures concrètes vont être prises et quels moyens vont être dégagés en ce sens.

Syndicats professionnels (droits syndicaux : Val-de-Marne).

24548. — 14 janvier 1980. — M. Georges Marchais a pris connaissance de la convocation du commissaire de police de la ville de Cachan, agissant sur instruction du procureur de la République, et adressée à un travailleur des Arsenaux pour que ce dernier lui communique des renseignements d'état civil concernant les membres du syndicat C. G. T. de l'établissement technique de l'armement d'Arcueil. Une telle initiative de caractère illégal constitue une atteinte grave aux libertés syndicales dans la mesure où la recherche de tels renseignements et l'ingérence de la police ne peuvent viser qu'à la mise en fiches des salariés. Ces mesures évidemment arbitraires créent, en fait, les conditions d'un contrôle policier des travailleurs, et tendent à développer en France les sanctions et

interdits professionnels pour délit d'opinion. Il est donc conduit à exiger du Gouvernement le désaveu de telles méthodes, et notamment à demander à M. le ministre de la Défense de prendre l'engagement qu'aucune discrimination, qu'aucune enquête sur les options philosophiques, religieuses, politiques des travailleurs en général et de ceux de l'Etat en particulier ne sauraient être tolérées parce que contraires aux Droits de l'homme, aux libertés fondamentales et à la Constitution elle-même.

Syndicats professionnels (droits syndicaux : Val-de-Marne).

24549. — 14 janvier 1980. — M. Georges Marchais a pris connaissance de la convocation du commissaire de police de la ville de Cachan, agissant sur instruction du procureur de la République, et adressée à un travailleur des Arsenaux pour que ce dernier lui communique des renseignements d'état civil concernant les membres du syndicat C. G. T. de l'établissement technique de l'armement d'Arcueil. Une telle initiative de caractère illégal constitue une atteinte grave aux libertés syndicales dans la mesure où la recherche de tels renseignements et l'ingérence de la police ne peuvent viser qu'à la mise en fiches des salariés. Ces mesures évidemment arbitraires créent, en fait, les conditions d'un contrôle policier des travailleurs, et tendent à développer en France les sanctions et interdits professionnels pour délit d'opinion. Il est donc conduit à exiger du Gouvernement le désaveu de telles méthodes, et notamment à demander à M. le Premier ministre de prendre l'engagement qu'aucune discrimination, qu'aucune enquête sur les options philosophiques, religieuses, politiques des travailleurs en général et de ceux de l'Etat en particulier ne sauraient être tolérées parce que contraires aux Droits de l'homme, aux libertés fondamentales et à la Constitution elle-même.

Syndicats professionnels (droits syndicaux : Val-de-Marne).

24550. — 14 janvier 1980. — M. Georges Marchais a pris connaissance de la convocation du commissaire de police de la ville de Cachan, agissant sur instructions du procureur de la République et adressée à un travailleur des arsenaux, pour que ce dernier lui communique des renseignements d'état civil concernant les membres du syndicat C. G. T. de l'établissement technique de l'armement d'Arcueil. Une telle initiative de caractère illégal constitue une atteinte grave aux libertés syndicales dans la mesure où la recherche de tels renseignements et l'ingérence de la police ne peuvent viser qu'à la mise en fiches des salariés. Ces mesures, évidemment arbitraires, créent, en fait, les conditions d'un contrôle policier des travailleurs et tendent à développer en France les sanctions et interdits professionnels pour délit d'opinion. Il est donc conduit à exiger du Gouvernement le désaveu de telles méthodes, et notamment à demander à M. le ministre de l'Intérieur de prendre l'engagement qu'aucune discrimination, qu'aucune enquête sur les options philosophiques, religieuses, politiques des travailleurs en général et de ceux de l'Etat en particulier ne sauraient être tolérées, parce que contraires aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales et à la Constitution elle-même.

Circulation routière (signalisation).

24551. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer attire l'attention de M. le ministre des transports sur la collision survenue le 12 décembre 1979 entre un car transportant des ouvriers et des lycéens et deux semi-remorques de trente-deux tonnes. Elle eut lieu sur une route nationale, interdite aux poids lourds, près de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), au moment où le car quittait son arrêt, et elle fit une vingtaine de blessés dont huit lycéens. Il lui demande, d'une part, de bien vouloir lui indiquer, au cas où ladite route était bien interdite de fréquentation aux poids lourds par décision préfectorale, pourquoi les moyens de signalisation adéquate n'avaient pas été mis en place ; d'autre part, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que, à l'avenir, les décisions d'interdiction de fréquentation de telles ou telles routes pour telle ou telle catégorie d'usagers soient non seulement portées à la connaissance du public par voie d'affiches et de publications légales, mais aussi et simultanément par des moyens de signalisation pour éviter le renouvellement d'accidents aussi regrettable que celui auquel il fait allusion.

Circulation routière (sécurité).

24552. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer attire l'attention de M. le ministre des transports sur la collision survenue le 12 décembre 1979 entre un car transportant des ouvriers et des lycéens et deux semi-remorques de trente-deux tonnes. Elle eut lieu sur une route nationale, interdite aux poids lourds, près de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), au moment où le car quittait

son arrêt, et elle fit une vingtaine de blessés dont huit lycéens. Il lui demande, d'une part, de bien vouloir lui indiquer les dispositions qu'il compte prendre pour rappeler à tous les usagers de la route les prescriptions réglementaires du code de la route qui font obligation à tous les conducteurs de véhicules à observer la plus grande prudence au moment du croisement ou du dépassement d'un car venant de s'arrêter ou quittant son arrêt ; et, d'autre part, de bien vouloir lui indiquer les dispositions qu'il compte prendre, éventuellement avec les ministères intéressés, pour matérialiser les arrêts des cars scolaires et assurer leur visualisation comme le prévoient les dispositions et les recommandations contenues dans la circulaire interministérielle du 11 août 1976 relative à la sécurité des élèves et des enfants transportés.

Circulation routière (sécurité).

24553. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer attire l'attention de M. le ministre des transports sur le fait que plus de 500 000 élèves collégiens et lycéens utilisent les lignes régulières d'autocars au titre du ramassage scolaire et constituent donc, très souvent, la clientèle la plus importante transportée par ces véhicules. A la suite d'un accident survenu le 12 décembre 1979, près de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), il lui demande s'il ne serait pas nécessaire d'imposer des signaux lumineux de détresse sur les cars assurant les services réguliers dans lesquels les élèves sont en grand nombre, rejoignant ainsi la réglementation des autocars de services spéciaux que, par décision du ministre des transports, en accord avec le ministre de l'éducation, les adultes sont maintenant autorisés à emprunter.

Transports routiers (transports scolaires).

24554. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer attire l'attention de M. le ministre des transports sur le développement de l'usage des voitures particulières pour assurer le transport des élèves, quand les effectifs à transporter sont trop faibles pour envisager l'utilisation d'un car ou d'un mini-car, vers les écoles, les collèges, les lycées et les instituts spécialisés pour enfants handicapés, ainsi que pour assurer le transport des jeunes enfants vers les écoles maternelles, ce qui est notamment le cas en région agricole à habitat dispersé et en zones de montagne, et il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il n'y a pas lieu d'étendre l'obligation de la double inscription « Transports d'enfants » à laquelle sont soumis les cars des services spéciaux aux dites voitures particulières, dès lors qu'une subvention est accordée par l'Etat ou par les collectivités locales à ce genre de transport.

Assurance vieillesse : généralités (paiement des pensions).

24555. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer demande à M. le ministre du budget s'il a l'intention d'accélérer la mensualisation de toutes les retraites et quels seront les départements bénéficiaires de la mensualisation en 1980.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

24556. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 accorde aux femmes assurées au régime général de sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans, une retraite, au taux normalement applicable à soixante-cinq ans, à condition que les intéressées aient cotisé pendant au moins trente-sept années et demie. Il lui expose, à cet égard, qu'une assurée sociale a obtenu à soixante ans, dans ces conditions, une retraite d'un montant peu élevé qui lui ouvrirait (compte tenu de l'absence de toute autre ressource) droit à l'allocation supplémentaire du F. N. S. En fait, elle ne peut en bénéficier car l'allocation du F. N. S. n'est attribuée qu'à partir de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'incapacité au travail. L'assurée en cause n'étant pas inapte au travail ne peut donc y prétendre. Il y a là manifestement une lacune de la législation. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager des dispositions permettant l'attribution de l'allocation supplémentaire du F. N. S. aux femmes assurées sociales qui se sont vu accorder la retraite à taux plein à soixante ans en application de la loi du 12 juillet 1977.

Impôts et taxes (impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés).

24557. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Cressard expose à M. le ministre du budget qu'une société industrielle nouvelle créée le 31 mai 1978 a opté pour l'application de « l'abattement du tiers sur le bénéfice des petites et moyennes entreprises nouvelles » prévu à l'article 17 de la loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977.

L'assemblée des actionnaires a décidé dans le cadre de l'affectation des premiers résultats de distribuer une partie de ces bénéfices. Il lui demande si le précompte prévu aux articles 223 *sexies* et 1679 *ter* du code général des impôts est exigible dans la situation qu'il vient de lui exposer. Il souhaiterait également savoir si l'avoir fiscal prévu aux articles 153 *bis* et 158 *ter* pourrait être accordé aux actionnaires au taux plein.

Défense : ministère (personnel).

24558. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Cressard rappelle à M. le ministre de la défense que les chauffeurs du service automobile de l'administration centrale du ministère de la défense sont dotés d'une tenue civile qui leur est fournie gratuitement et renouvelée annuellement en ce qui concerne le costume et tous les deux ans en ce qui concerne le manteau. Cette attribution n'est pas, en revanche, envisagée au profit de leurs homologues du ministère de la défense en service en province. Il lui demande les raisons pouvant motiver cette discrimination et souhaite qu'il soit mis fin à celle-ci par l'extension à tous les personnels concernés de la mesure prise jusqu'à présent au seul bénéfice des chauffeurs de l'administration centrale.

Fonctionnaires et agents publics (statut).

24559. — 14 janvier 1980. — M. Henri de Gastines expose à Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la condition féminine que de nombreuses mères de famille fonctionnaires souhaiteraient solliciter leur disponibilité, en vertu des dispositions de l'article 28 du décret n° 59-309 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique pris en application de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, encouragées en cela dans une certaine mesure par le Gouvernement qui souhaite voir s'accroître le nombre d'enfants dans les familles françaises. Or, l'expérience prouve qu'une femme fonctionnaire, dans la région parisienne entre autres, ne retrouve plus son poste, ni de poste équivalent à l'issue d'une période de disponibilité; dans l'éducation nationale en particulier, la jeune femme professeur à Paris ou dans la proche banlieue se voit offrir à l'issue d'une mise en disponibilité de quelques années un poste à plusieurs centaines de kilomètres de son domicile; encore que cette réintégration soit « subordonnée aux besoins éventuels du recrutement ». De telles dispositions ne contribuent pas à favoriser la natalité car nombreuses sont les femmes fonctionnaires qui s'inquiètent d'un tel état de choses et qui estiment que cette mise en disponibilité est un piège. Le système des gardes n'étant pas toujours possible pour leurs jeunes enfants, elles préfèrent renoncer à une maternité plutôt que de perdre leur poste à défaut d'un autre poste accessible de leur domicile avec l'aide des transports en commun. Il lui demande si, dans l'esprit qui anime actuellement le Gouvernement, les femmes bénéficiant d'une telle mesure ne pourraient pas être réintégrées en priorité dans un poste aussi facilement accessible que celui qu'elles ont abandonné, comme celles qui reprennent leur service à l'issue du congé post-natal.

Assurance maladie maternité (cotisations).

24560. — 14 janvier 1980. — M. Louis Gosdoff rappelle à M. le ministre du budget que le conseil des ministres du 14 février 1979, dans le cadre du troisième programme de simplifications administratives, a notamment prévu que la cotisation d'assurance maladie mise à la charge des retraités militaires cesserait d'être retenue, comme c'est le cas actuellement, sur la pension perçue, lorsque les intéressés exercent une activité entraînant leur assujettissement à un autre régime de sécurité sociale. Cette nouvelle procédure a pour objet de supprimer le remboursement de cette cotisation aux retraités en cause. Or, dix mois après l'annonce de cette mesure de simplification, il est à noter que les retraités militaires des pensionnés concernés sont toujours amputés du montant de la cotisation d'assurance maladie. Il lui demande dans quels délais sera mise en œuvre la disposition rappelée ci-dessus.

Assurance maladie maternité (cotisations).

24561. — 14 janvier 1980. — M. Louis Gosdoff rappelle à M. le ministre de la défense que le conseil des ministres du 14 février 1979, dans le cadre du troisième programme de simplifications administratives, a notamment prévu que la cotisation d'assurance maladie mise à la charge des retraités militaires cesserait d'être retenue, comme c'est le cas actuellement, sur la pension perçue, lorsque les intéressés exercent une activité entraînant leur assujettissement à un autre régime de sécurité sociale. Cette nouvelle procédure a pour objet de supprimer le remboursement de cette cotisation aux retraités en cause. Or, dix mois après l'annonce

de cette mesure de simplification, il est à noter que les retraités militaires des pensionnés concernés sont toujours amputés du montant de la cotisation d'assurance maladie. Il lui demande dans quels délais sera mise en œuvre la disposition rappelée ci-dessus.

Boissons et alcools (alcoolisme).

24562. — 14 janvier 1980. — M. Louis Gosdoff insiste auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la gravité des problèmes posés par l'alcoolisme dans notre pays et sur la nécessité de mener une action à la mesure des conséquences de ce fléau. Il souhaite que des mesures soient prises dans le but de diminuer la consommation des boissons alcoolisées et de favoriser celle des boissons non alcoolisées par une diminution sensible du prix de celles-ci. Sur le plan de la thérapeutique à l'égard des alcooliques, il lui demande d'envisager : la création de chaires d'alcologie (en liaison avec sa collègue, Mme le ministre des universités); l'attribution aux millions de Français touchés ou menacés par l'alcoolisme des mêmes droits que ceux consentis aux victimes de la drogue, c'est-à-dire la gratuité totale de la cure et des soins qui en découlent, ainsi qu'une aide accrue dans la post-cure et la réinsertion sociale; la reconnaissance de la notion « d'alcoolisme-maladie » (entrée déjà dans les faits pour le ministère de la santé, la sécurité sociale et les organismes en découlant) par toutes les autres instances du pays). Il lui demande donc de bien vouloir intensifier la lutte contre l'alcoolisme et ses méfaits, par la prise en compte des suggestions figurant ci-dessus et par une information massive des Français sur ce tragique problème.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

24563. — 14 janvier 1980. — M. Daniel Goulet expose à M. le ministre du budget que certaines entreprises accordent à leurs personnels salariés une prime accompagnant les médailles d'argent ou d'or décernées après un certain temps d'activité dans la même entreprise. Une prime, dite de « non-absentéisme », peut également être attribuée en vue de reconnaître une assiduité confirmée. Or, ces différentes gratifications, du fait qu'elles sont comprises dans l'élément imposable, non seulement aboutissent à une majoration de l'impôt mais peuvent entraîner la suppression de divers avantages dont l'attribution repose sur un plafond de ressources (allocation de rentrée, bourses, etc.). Il lui demande s'il ne lui paraît pas logique et équitable que ces primes soient exclues des revenus imposables afin que leur octroi n'aboutisse pas paradoxalement à une diminution des ressources de ceux qui en attendaient légitimement un petit profit.

Prestations familiales (conditions d'attribution).

24564. — 14 janvier 1980. — M. Daniel Goulet souligne auprès de M. le ministre du budget les conséquences fâcheuses qu'entraîne, pour l'attribution de certaines allocations, la non-prise en compte des enfants âgés de plus de vingt ans poursuivant leurs études ou étant au chômage. Diverses allocations (complément familial, prestations familiales, bourses, allocation de rentrée, etc.) cessent d'être accordées de ce fait. Il lui demande s'il n'estime pas possible et souhaitable que les enfants qui sont encore à charge bien qu'ayant dépassé l'âge de vingt ans parce qu'ils sont étudiants ou sans emploi, soient encore pris en compte pour l'attribution de ces allocations, tout au moins en cas de veuvage d'un des parents.

Tourisme et loisirs (agences de voyages).

24565. — 14 janvier 1980. — M. Guy Guerneur expose à M. le ministre de l'économie que les agences de voyages françaises et celles des pays de la C. E. E. installées en France paraissent exercer leurs activités dans des conditions particulièrement inégales, les secondes bénéficiant d'avantages substantiels qui faussent l'exercice de la concurrence. En effet, des informations reçues, il apparaît que les agences de voyages étrangères peuvent notamment pratiquer la liberté des prix et que leurs tarifs ne semblent pas subir l'imposition de la T. V. A. Si ces éléments étaient exacts, ils constitueraient manifestement des privilèges portant atteinte à l'activité des agences françaises. Il lui demande en conséquence que des mesures soient prises rétablissant un équilibre souhaitable dans l'exercice de cette profession.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

24566. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Letaille attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que selon les textes actuellement en vigueur le transport en

ambulance nécessaire en vue d'examen médicaux ne peut être pris en charge au titre des prestations légales, malgré un avis favorable des services du contrôle médical, s'il n'y a pas hospitalisation. Il lui demande donc si, dans le cas bien précis d'une nécessité impérieuse et reconnue, sa position ne lui semble pas devoir être revue, le malade reculant devant la dépense étant alors obligé d'emprunter un moyen de locomotion tout à fait contre-indiqué pour l'affection dont il souffre.

*Patrimoine esthétique, archéologique et historique
(monuments historiques : Puy-de-Dôme).*

24567. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre du budget sur la grange de La Malvialle qualifiée par l'architecte des bâtiments de France de « bâtiment rural le plus remarquable du Puy-de-Dôme », qui a reçu de la commission supérieure des monuments historiques un avis favorable en vue de son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Il lui demande donc si les crédits nécessaires à la conservation de ce patrimoine, propriété de l'Etat depuis 1929, ont été débloqués.

*Patrimoine esthétique, archéologique et historique
(monuments historiques : Puy-de-Dôme).*

24568. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la grange de La Malvialle qualifiée par l'architecte des bâtiments de France de « bâtiment rural le plus remarquable du Puy-de-Dôme » et pour laquelle la commission supérieure des monuments historiques a donné un avis favorable, en vue de son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Or, à l'heure actuelle, aucun des travaux de restauration nécessaires à la survie de ce monument, sans cela irrémédiablement condamné à la ruine, n'a été entrepris. Il lui demande donc s'il entend donner les orientations nécessaires pour que soient entrepris les travaux de restauration de la grange de La Malvialle.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (étudiants).

24569. — 14 janvier 1980. — M. Arnaud Lepercq appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur l'attribution des subventions aux mouvements étudiants. A titre d'information, il lui demande de bien vouloir lui préciser sur quels critères sont distribués, supprimés ou octroyés ces crédits.

Enseignement privé (enseignement supérieur et postbaccalauréat : Moselle).

24570. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le Premier ministre que l'Institut européen d'écologie, qui est une association privée dont le conseil d'administration comprend plusieurs conseillers municipaux de Metz et plusieurs conseillers municipaux de Montigny-lès-Metz, a bénéficié à des titres divers de concours financiers très importants tant de la part de collectivités publiques que de la part de l'Etat. Compte tenu des difficultés actuelles entre l'U.E.R. d'écologie, qui fait partie de l'université de Metz, et l'Institut européen d'écologie, un certain nombre de questions subsistent quant à l'utilisation des fonds dont a bénéficié l'Institut européen d'écologie. Il souhaiterait donc qu'il veuille bien lui indiquer si en ce qui concerne les crédits d'Etat alloués à l'Institut européen d'écologie, un contrôle a été effectué sur leur utilisation en conformité avec les principes généraux régissant la mise en œuvre des fonds publics.

Enseignement secondaire (établissements : Moselle).

24571. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'éducation que l'association des parents d'élèves veut de prendre connaissance d'un projet visant à la suppression des sections A1, A2, A3, A4 au lycée Robert-Schuman de Metz. Ce projet présente de graves inconvénients pédagogiques et pratiques pour tous les enfants. La continuité de l'enseignement littéraire ne serait notamment plus assurée et le lycée Robert-Schuman serait orienté vers des vocations étroitement utilitaires. Il lui demande donc s'il ne lui serait pas possible de bien vouloir conserver les sections existantes au lycée Robert-Schuman.

Communes (conseillers municipaux).

24572. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le ministre de la justice veuille bien lui indiquer si lorsqu'un maire est président d'une société d'économie mixte dont sa ville possède la majorité du capital, l'intéressé peut souscrire des contrats au nom de la société d'économie mixte avec des sociétés appartenant à (ou dirigées par) des membres du conseil municipal lorsque par ailleurs l'intérêt de ces contrats pour la société d'économie mixte est douteux. Il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer quels sont les moyens juridiques pour les contraindre de la commune concernée d'agir afin de préserver leurs intérêts.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

24573. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de la défense que, parmi les légitimes revendications présentées par les retraités militaires, celles concernant les points suivants n'ont toujours pas reçu un début de satisfaction, alors que les intéressés les considèrent comme répondant à des préoccupations essentielles : classement en échelle de solde n° 4 des sous-officiers dont la carrière justifie cette mesure (ayant été nommé officier durant leur activité, à titre temporaire — ayant exercé un commandement au feu — titulaires de la Légion d'honneur) ; octroi de la pension de reversion aux veuves ne bénéficiant actuellement que d'une allocation annuelle ; révision de la situation, au plan des indices, des sergents-majors et des maîtres retraités ; garantie du droit au travail des militaires retraités, par la reconnaissance de l'exercice d'une profession civile et l'octroi de l'intégralité des avantages sociaux résultant de l'exercice de ce droit. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'état d'avancement des études concernant les problèmes ci-dessus évoqués et les possibilités de leur règlement.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres de convalescence et de cure : Moselle).*

24574. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Louis Masson expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en 1947, en collaboration avec les caisses de sécurité sociales des mines, la caisse agricole et les caisses primaires de Thionville, Sarreguemines et Metz, a été créé à Metz un centre de placement des enfants en cure, faisant partie des services de la D. D. A. S. S. Ce centre a pour but de placer des enfants déficients ou convalescents en maisons d'enfants, cures thermales, aériums, sanatoriums ou préventoriuns. Ce sont environ 2 000 enfants qui sont ainsi placés par an dans 753 maisons d'enfants ou établissements de cure thermique. Pour accompagner les enfants, le centre emploie une vingtaine de convoyeurs et convoyeuses dont l'activité est bénévole et qui reçoivent seulement une indemnité destinée à couvrir les frais personnels engagés. Or, ce centre est appelé à être supprimé, ce qui ne manquerait pas de mettre dans l'embarras de nombreuses familles. Les enfants devront en effet être accompagnés séparément par un membre de leur famille, cette obligation étant source de dépenses supplémentaires lorsqu'elle pourra être assumée et risquant par ailleurs d'entraîner l'annulation du placement des enfants lorsque les familles ne pourront, faute de moyens ou de temps, s'y conformer. C'est pourquoi il lui demande que toutes dispositions soient prises pour que soit maintenu le centre de placement des enfants en cure créé à Metz et fonctionnant à la satisfaction générale.

Emploi et activité (politique de l'emploi).

24575. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Séguin rappelle à M. le ministre du travail et de la participation que la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et du chômage avait relevé un certain nombre de lacunes dans l'information disponible sur les emplois en France, faute d'un recensement systématique fondé sur des observations scientifiques des situations de travail et du contenu réel des emplois. La réponse à cette préoccupation paraissait devoir être apportée par l'achèvement du répertoire français des emplois, confié au centre d'études et de recherche sur les qualifications. Cette réalisation interministérielle, fruit des efforts associés du ministère de l'éducation, du ministère du travail et de la participation, du ministère des universités, du commissariat général du plan, du secrétariat général de la formation professionnelle et de l'I.N.S.E.E., semblait avoir naturellement vocation à devenir le langage commun à tous les responsables de la formation et de l'emploi, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Or, le dernier numéro spécial du magazine de l'Agence nationale pour l'emploi « Situations » comporte une description extrêmement complète et élogieuse d'un autre répertoire des emplois : le répertoire opérationnel des emplois et des métiers dit R. O. M. E. II

y est exposé notamment que « le R. O. M. E. représente l'outil qui manquait pour situer avec précision les métiers et emplois dans leur famille professionnelle, ainsi que dans leur secteur d'appartenance, et pour tracer les modalités de passage de l'un à l'autre » et que « la partie sera gagnée lorsque le R. O. M. E. se sera imposé comme langage commun prédominant ». Il souhaiterait connaître le jugement porté par M. le ministre du travail et de la participation sur les valeurs respectives du R. O. M. E. et du répertoire français des emplois. Il lui demande, en outre, s'il lui paraît justifié, compte tenu du coût de l'élaboration de ces répertoires, d'assurer le développement de deux initiatives apparemment concurrentes. Il souhaiterait connaître enfin le coût des actions publicitaires destinées à augmenter la diffusion du R. O. M. E.

Peines (échelle des peines).

24576. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Séguin s'étonne auprès de M. le ministre de la justice que le projet de loi relatif à l'échelle des peines n'ait pas été déposé, à ce jour, sur le bureau de l'Assemblée nationale. Celle-ci avait pourtant reçu l'assurance, lors de sa deuxième séance du 16 novembre 1979 (*Journal officiel* Assemblée nationale, p. 10220) que ce texte — qui devait lui permettre de se prononcer (enfin) sur le problème de la peine de mort — serait déposé « d'ici à la fin de la présente session ». Il le prie de lui indiquer si cette situation remet également en cause un autre engagement au terme duquel « l'Assemblée nationale pourra examiner (ce texte) à la prochaine session ». Il lui demande par ailleurs si la crédibilité des arguments utilisés lors de deux discussions budgétaires successives, pour s'opposer aux amendements de suppression des crédits afférents aux exécutions capitales au prétexte « qu'une question de société aussi importante ne pouvait être réglée à la sauvette » ne risque pas d'en être singulièrement atténuée.

Impôts et taxes (taxes sur les salaires).

24578. — 14 janvier 1980. — M. Francis Geng attire l'attention de M. le ministre du budget sur la progression extrêmement préoccupante de la taxe sur les salaires auxquels sont soumis, en application de l'article L. 31 du code général des impôts, les hôpitaux publics. Il lui expose que dans sa région notamment, le montant des rémunérations servies au personnel d'un établissement a progressé de 47 p. 100 entre 1975 et 1978 ; durant cette même période le montant de la taxe acquittée a augmenté de plus de 72 p. 100. Ces chiffres font apparaître une distorsion qui à l'évidence tient au fait que l'assiette de cette taxe repose sur des tranches et des taux qui n'ont pas été réactualisés depuis plus de dix ans. Il y a donc lieu de souligner que le relèvement des tranches taxables pour 1979 est sans commune mesure avec l'évolution des traitements au cours des dix dernières années. Il lui demande en conséquence, de bien vouloir lui indiquer s'il ne juge pas nécessaire de prendre rapidement des mesures susceptibles de mettre fin à une situation qui manifestement semble nécessiter des aménagements importants.

Santé publique (politique de la santé).

24579. — 14 janvier 1980. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'intéressante étude consacrée aux risques de transmission de maladies contagieuses d'un étage à l'autre par des gaines d'aération parue dans le bulletin n° 3 de 1979 de l'Académie nationale de médecine. Cette importante question déjà exposée en janvier 1973 devant l'Académie de médecine avait fait l'objet en juin 1973 d'un vœu auquel il n'a pas été donné suite, ni dans les règlements relatifs à la construction des immeubles ni surtout dans ceux concernant les normes relatives aux constructions d'établissements hospitaliers. Il lui demande quelle suite il va donner à l'étude des pages 251-255 du *Bulletin* 1979, n° 3, de l'Académie nationale de médecine.

Santé publique (politique de la santé).

24580. — 14 janvier 1980. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'intéressante étude consacrée aux risques de transmission de maladies contagieuses d'un étage à l'autre par des gaines d'aération parue dans le bulletin n° 3 de 1979 de l'Académie nationale de médecine. Cette importante question déjà exposée en janvier 1973 devant l'Académie de médecine avait fait l'objet en juin 1973 d'un vœu auquel il n'a pas été donné suite, ni dans les règlements relatifs à la construction des immeubles ni surtout dans ceux concernant les normes relatives aux constructions d'établissements hospitaliers. Il lui demande quelle suite il va donner à l'étude des pages 251-255 du *Bulletin* 1979, n° 3, de l'Académie de médecine.

Handicapés (allocations et ressources).

24581. — 14 janvier 1980. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les aides dont peuvent bénéficier les personnes handicapées, en vue de leur maintien à domicile. Il lui fait observer à cet égard que l'allocation compensatrice, instituée par l'article 39 de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, a notamment pour objet de rémunérer l'aide effective d'une tierce personne à une personne handicapée, en vue de lui permettre d'accomplir les actes essentiels de l'existence, mais que cet objectif ne serait pas toujours atteint dans les faits. D'après l'un de ses correspondants, certaines personnes titulaires de l'allocation compensatrice refuseraient de rémunérer les services d'aide ménagère dont elles ont bénéficié, risquant ainsi d'aggraver les difficultés financières que ces derniers traversent actuellement. D'autre part, il lui rappelle que le médiateur, dans une note qu'il a adressée récemment aux services du ministère de la santé, ainsi que le Parlementaire en mission sur les problèmes du troisième âge dans son rapport élaboré au terme de la mission qui lui a été confiée par le Premier ministre, ont fait diverses propositions permettant de faciliter le maintien à domicile des personnes âgées handicapées. En conséquence, il lui demande : 1° s'il n'estime pas nécessaire de prendre des mesures afin que soient mis en œuvre les contrôles prévus par la circulaire n° 61 AS du 18 décembre 1978 relative à l'allocation compensatrice et qui permettraient de s'assurer que ses bénéficiaires l'utilisent conformément aux finalités pour lesquelles elle a été instituée ; 2° s'il envisage de donner suite, et dans quel délai, aux propositions du médiateur et du parlementaire en mission sur les problèmes du troisième âge.

Habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur).

24582. — 14 janvier 1980. — M. Alain Mayoud attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation de l'industrie textile. S'agissant des fibres synthétiques notamment, les producteurs américains face à une récession intérieure cherchent à « attaquer » le marché européen. Depuis le début de l'année, les importations ont augmenté de 60 p. 100, pour les fils la progression frôle les 130 p. 100. Des mesures ont été prises au niveau communautaire le 20 novembre, qui prévoient l'application d'une taxe sur les importations de fibres acryliques. Mais la solution véritable réside sans doute dans la perception de droits compensatoires pour corriger les avantages indiscutables dont bénéficient les producteurs américains dans leur approvisionnement en matière de base (du fait du double prix du pétrole aux U.S.A.). En attendant, les conditions d'une concurrence manifestement déloyale occasionnent de lourdes pertes pour les industriels européens, 285 millions de francs depuis 1975, 115 millions de francs pour Rhône-Poulenc en 1978. Il s'agit d'assurer la sauvegarde d'un secteur économique qui emploie 12 000 personnes. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour assurer le développement d'une industrie qui concerne 350 000 personnes et réalise 52 milliards de francs de chiffre d'affaires et qui se trouve aujourd'hui de nouveau menacée.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (œuvres universitaires).

24583. — 14 janvier 1980. — M. Bernard Derosier s'inquiète auprès de Mme le ministre des universités des modifications apportées à la composition des conseils d'administration des œuvres universitaires, par le décret du 17 septembre 1979. Ce décret, pris sans consultation des organismes des œuvres universitaires ou des associations étudiantes, pourrait conduire à la remise en cause de la parité actuellement existante entre les étudiants et l'Etat. Considérant l'importance des œuvres universitaires dans la vie quotidienne de tous les étudiants, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les dispositions qu'elle compte prendre afin d'y maintenir la parité qui, depuis 1955, a permis que s'y développe un climat de concertation qui mérite d'être souligné.

Elections et référendum (absentéisme).

24584. — 14 janvier 1980. — M. Michel Monet attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la non-participation des retraités aux élections, du fait de leur éloignement de leur bureau de vote parce qu'ils quittent leur domicile pour passer l'hiver sous un climat plus favorable. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Ordre public (maintien : Charente-Moritime).

24585. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Marchand expose à M. le ministre de l'intérieur que le mardi 4 décembre, à l'occasion de la comparution de commerçants devant le tribunal correctionnel de La Rochelle, d'importantes manifestations, d'ailleurs officieusement prévues, ont perturbé pendant toute la journée la vie de la cité. Parmi les manifestants, certains, après avoir neutralisé les deux seuls agents de police qui se trouvaient rue de l'Escale devant la Direction des services fiscaux, ont pénétré par effraction dans les locaux et commis des dégâts s'élevant à plusieurs milliers de francs. Le même procédé a été employé au service contentieux quai Valin. On est en droit de se poser la question de savoir si la plus élémentaire prudence n'aurait pas consisté à protéger, en égard aux motifs invoqués par les manifestants, les locaux de l'administration fiscale. En conséquence, il lui demande si toutes les mesures nécessaires avaient été prises avant le 4 décembre et notamment si toutes instructions utiles avaient été données à l'autorité chargée du maintien de l'ordre.

Agriculture (aides et prêts).

24586. — 14 janvier 1980. — M. Michel Barnier expose à M. le ministre de l'agriculture le cas d'un jeune agriculteur de 32 ans, double actif, cotisant comme ouvrier à la sécurité sociale et noté à l'A.M.E.X.A. mais inscrit cependant à la M.S.A. comme chef d'exploitation. L'usine dans laquelle il travaillait fermant ses portes, ce jeune agriculteur souhaite se consacrer, à plein temps, à son activité rurale et dans ce but s'inscrit à l'A.M.E.X.A. Il est en droit de solliciter la dotation d'installation s'il satisfait un certain nombre de conditions (diplômes suffisants, stage de formation de 200 heures et trois années d'exploitation). Ce jeune agriculteur se voit refuser la dotation d'installation car il est inscrit comme double actif à la M.S.A. depuis plus d'une année mais dans le même temps n'étant inscrit à l'A.M.E.X.A. que récemment, il ne peut faire état théoriquement des trois années d'exploitation exigées pour l'attribution de cette dotation. Il lui demande de faire étudier si, dans un tel cas, les règles d'attribution ne pourraient pas faire l'objet d'une interprétation plus souple et s'il ne lui paraît pas utile d'en donner l'instruction à ses services départementaux.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

24587. — 14 janvier 1980. — M. Emile Bizet demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale pour quels motifs des praticiens attachés à la fois, dans un C.H.R. siège de C.H.U. et dans un hôpital non universitaire, effectuant trois vacations par semaine (deux dans le premier, une dans le second) ne bénéficient pas des dispositions applicables aux attachés effectuant trois vacations et plus, prévues par le décret n° 74-445 du 13 mai 1974. Il demande s'il ne serait pas possible d'envisager une mesure permettant à ces praticiens de pouvoir obtenir le bénéfice des dispositions applicables aux attachés ayant une activité de trois vacations, quelque soit le type d'établissement dans lequel ils exercent leur activité.

Impôts et taxes (services extérieurs : Sarthe).

24588. — 14 janvier 1980. — M. Gérard Chasseguet rappelle à M. le ministre du budget que M. le Président de la République a déclaré au cours du conseil des ministres du 8 février 1978 : « Il est indispensable d'enrayer la tendance naturelle des administrations et des services publics à se concentrer dans les grands centres ou les chefs-lieux. Pour rester vivant et développer son nouvel équilibre, le milieu rural doit pouvoir compter sur la présence active des services publics. » Il apparaît que les faits sont contraires aux intentions exprimées et vont à l'encontre des mesures préconisées. C'est ainsi que la suppression prochaine de la perception de Beaufay (Sarthe) n'est pas sans susciter, à juste titre, de vives inquiétudes dans les quatre communes concernées par ce service. Un grand nombre de personnes âgées résidant dans les communes rurales sont attachées à la proximité des services administratifs et il est évident que tout allongement des distances qui leur serait imposé pour leurs relations avec ceux-ci ne pourrait que leur imposer une gêne supplémentaire. Dans le cadre des mesures envisagées pour freiner le dépeuplement du milieu rural et qui comportent au premier chef le maintien des services publics, il lui demande que soit reconsidérée la décision de suppression de la perception de Beaufay, implantée dans la localité depuis 1840, et dont le maintien serait particulièrement bien accueilli par les habitants des communes intéressées.

Communautés européennes (cour de justice).

24589. — 14 janvier 1980. — M. Michel Debré demande à M. le Premier ministre s'il est exact que le mandat de certains membres de la cour de justice des communautés européennes a été renouvelé récemment et sans discussion par les gouvernements des Etats membres, nonobstant les abus auxquels se livre la cour.

Enseignement secondaire (personnel).

24590. — 14 janvier 1980. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de l'éducation dans quel état d'avancement se trouvent les textes modifiant les règles de nomination, de rémunération et de promotion interne des personnels chargés d'un emploi de direction dans les lycées et collèges. Il lui demande notamment si conformément à ses déclarations faites au Sénat ces textes prévoient au bénéfice de ces personnels le rétablissement d'un grade assorti de garanties statutaires de la fonction publique.

Politique extérieure (Viet-Nam).

24591. — 14 janvier 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont demande à M. le ministre des affaires étrangères quel est le montant des crédits qu'il prévoit d'accorder au Gouvernement du Viet-Nam en 1980 et quelle quantité de fourniture de blé gratuit qu'il compte lui fournir pour cette année.

Logement (aide personnalisée au logement).

24592. — 14 janvier 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie quelles sont les conditions actuelles pour bénéficier de l'aide personnalisée au logement et quel est le tarif de l'aide accordée.

Logement (allocations de logement).

24593. — 14 janvier 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont, qui a constaté combien les bénéficiaires éventuels de l'allocation logement sont actuellement ignorant de leurs droits, demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie, les conditions d'âge, de ressources et de situation de famille à remplir pour pouvoir bénéficier de cette allocation. Il lui demande en outre le montant de celles-ci, suivant les cas envisagés.

Professions et activités sociales (aides ménagères : Ile-de-France).

24594. — 14 janvier 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale quelles sont les conditions d'âge et de ressources à remplir pour les ressortissants de la caisse d'assurance maladie de la région parisienne pour bénéficier d'heures d'aide ménagère. Il lui demande en particulier les cas où cette aide ménagère peut être fournie gratuitement ou de façon onéreuse. Il lui demande, en outre, de faire la discrimination dans le montant de l'aide ménagère de la part de la caisse d'assurance maladie de la région parisienne et des autres intervenants éventuellement, caisse de retraite, aide sociale ou tout autre organisme.

Impôts et taxes (taxe sur les salaires).

24595. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Letaille s'étonne auprès de M. le ministre du budget de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 14317 parue au *Journal officiel Débats A.N.*, n° 16, du 31 mars 1979, page 2013, et ceci malgré plusieurs rappels. Cette question datant maintenant de plus de neuf mois et comme il tient à connaître sa position au sujet du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes et lui rappelle à nouveau que, par lettre n° 2011-CF/3 du 27 septembre 1978, il a bien voulu indiquer à la fédération nationale de l'industrie hôtelière que les pourboires répartis entre le personnel n'ont pas à être pris en considération pour le calcul du rapport servant à la détermination de l'assiette de la taxe sur les salaires et, par voie de conséquence, pour le calcul du prorata de récupération de T.V.A. Les casinos ayant également une masse de pourboires individualisés à répartir, laissés par les joueurs, il souhaiterait avoir confirmation du fait que la disposition de faveur accordée à l'industrie hôtelière l'est également aux entreprises exploitant un casino. Cette mesure lui paraît d'autant plus légitime que ces mêmes entreprises exploitent le plus souvent, en même temps, un restaurant et un hôtel pour lesquels la disposition en cause s'applique déjà.

Personnes âgées (soins et maintien à domicile : Moselle).

24596. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Louis Masson** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation d'une association désireuse de mettre en place un service de soins à domicile en faveur des personnes âgées. L'agrément de remboursement du matériel para-médical utilisable par l'association a été refusé à celle-ci par la caisse primaire d'assurance maladie de Metz. Ce refus ne paraît reposer sur aucun texte législatif et la circulaire du 20 mars 1978 qui peut à la rigueur être invoquée à ce sujet n'exclut d'ailleurs pas la possibilité de fragmenter l'action tout en poursuivant le même but. La location de matériel selon le tarif de responsabilité de la sécurité sociale mettrait en effet ladite association à l'abri des problèmes financiers. Cet apport permettrait notamment la rémunération d'une aide-soignante dont les actes ne figurent pas dans la nomenclature. L'intervention de cette aide-soignante s'intégrerait parfaitement dans le fonctionnement du service et favoriserait la collaboration avec le secteur libéral, ce dernier ne pouvant assurer certains actes. Des études ont déterminé la nécessité de compter sur une moyenne de quinze personnes par jour avec un forfait de 60 francs, pour équilibrer un service de soins à domicile. Cette réalisation paraissant difficile à envisager d'emblée, il apparaît hautement souhaitable que la circulaire précitée puisse être appliquée avec souplesse, c'est-à-dire en permettant de fractionner les différents types d'actions. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir donner des instructions dans ce sens, afin de faciliter une action qui s'inscrit à la fois dans le cadre des mesures à mener en faveur des personnes du troisième âge et dans la recherche de la réduction des charges de la sécurité sociale.

Education : ministère (personnel).

24597. — 14 janvier 1980. — **M. José Moustache** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, outre leurs responsabilités de gestion dans le cadre de leurs circonscriptions et de leurs tâches d'inspection et de formation continue des instituteurs et des P.E.G.C., les inspecteurs départementaux ont d'importantes responsabilités dans la nouvelle formation en trois ans des instituteurs. Ils doivent accueillir les normaliens dans leurs circonscriptions pour des séjours de sensibilisation et des stages, y coordonner l'action des séjours formateurs, dresser des bilans d'évaluation et assurer toutes les démarches auprès des écoles afin d'y permettre l'accueil des élèves-instituteurs en formation. Ces nouvelles fonctions s'ajoutent à des charges déjà lourdes. Il serait souhaitable que cet accroissement des tâches se traduise par des moyens techniques de travail accrus et par une réévaluation des rémunérations. Actuellement, le taux d'encadrement s'élève en valeur pondérée à 400 postes d'enseignants par I.D.E.N., ce qui est incompatible avec l'animation rapprochée qu'exigent la formation continue et le progrès pédagogique. La récente décision de porter à 80 au lieu de 50 le nombre des emplois offerts au concours, si elle est appréciable, n'améliore cependant pas le taux d'encadrement. Il serait souhaitable d'établir un plan à long terme d'accroissement du nombre des I.D.E.N. permettant de réduire ce taux à 350. Afin de doter chaque inspection départementale de deux postes de secrétariat, 173 postes supplémentaires avaient été créés en 1973, 1974 et 1975. Il semble que 143 de ces postes ont été utilisés à d'autres fins. Par ailleurs, le nombre de conseillers pédagogiques adjoints aux I.D.E.N. n'a pas été accru. Les charges nouvelles qui leur sont confiées exigent une reprise significative du plan pluriannuel d'attribution d'une seconde secrétaire et la nomination d'un second conseiller pédagogique par circonscription. En ce qui concerne le fonctionnement administratif, un crédit dérisoire de l'ordre de 1 000 francs par an ne permet pas d'utiliser un matériel convenable. Même si les municipalités pouvaient aux lacunes qui existent en ce domaine, cela n'est guère souhaitable et il serait nécessaire d'attribuer à chaque inspection départementale un crédit annuel de 5 000 francs à réévaluer chaque année. Actuellement, les inspections départementales qui n'ont pas d'existence institutionnelle constituent des instances de fait, ce qui explique leur dénuement en personnel. Reconnaître l'existence institutionnelle des inspections départementales permettrait d'inscrire au budget de l'éducation des crédits de fonctionnement qui leur seraient clairement destinés. Les I.D.E.N. sont victimes en matière de rémunérations et d'indemnités d'un véritable déclassement. Ils sont tenus à l'écart de l'attribution de l'indemnité de logement, de l'indemnité de sujétion et de l'indemnité de responsabilité. L'indemnité de charges administratives s'est accrue récemment très légèrement mais dans des proportions sans aucune mesure avec ce qu'ils auraient pu légitimement attendre. Les inspecteurs professeurs sont exclus du bénéfice de cette indemnité et rien n'est prévu pour la participation des I.D.E.N. à la nouvelle formation initiale des instituteurs. Il apparaîtrait souhaitable que les intéressés soient reclassés en portant leur indice au niveau 400-650 en net. Il conviendrait de leur allouer des indemnités de logement et de respon-

sabilité ainsi qu'une indemnité de formation qui pourrait prendre tout d'abord la forme d'un groupement forfaitaire de vacances, dont le montant serait susceptible de correspondre aux dix heures environ qu'ils consacrent actuellement par semaine à cette activité. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, compte tenu des suggestions qu'il vient de lui exposer.

Postes et télécommunications (téléphone : tarifs).

24598. — 14 janvier 1980. — **M. Robert Poujade** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur le problème des créances dues à l'administration des télécommunications à la suite de la faillite d'une entreprise. Alors que les autres créanciers produisent à la masse auprès du syndicat et sont remboursés au prorata du recouvrement par ce dernier, l'industriel qui reprend une entreprise en faillite se voit parfois imposé, pour obtenir le téléphone, la reprise des arriérés dus par le failli. Il appelle son attention sur les inconvénients résultant de cette situation et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour éviter que ne soient pénalisées, par l'exercice d'une sorte de privilège de fait, les reprises d'entreprises.

Impôts et taxes (centres de gestion et associations agréées).

24599. — 14 janvier 1980. — **M. Claude Pringalle** rappelle à **M. le ministre du budget** que les avantages fiscaux attachés à l'adhésion à une association agréée peuvent être remis en cause lorsqu'un redressement est effectué par l'administration fiscale sur le montant du résultat déclaré pour des erreurs ou omissions imputables à l'adhérent sauf lorsque, la bonne foi du contribuable n'étant pas contestée, l'insuffisance consécutive à une erreur de fait n'excède pas le dixième du revenu professionnel déclaré et la somme de 5 000 francs, cette dernière limite s'appréciant par chef de redressement. Il lui demande de bien vouloir lui préciser ce qu'il faut entendre par « chef de redressement ». Ainsi dans le cas d'un médecin utilisant deux véhicules affectés en partie à usage professionnel, en partie à usage personnel, si l'administration effectue une réintégration de frais généraux mixtes d'un montant de 3 000 francs, pour chacun des deux véhicules, y a-t-il lieu de considérer pour l'application de la limite de 5 000 francs, que chacune de ces réintégrations constitue un chef de redressement.

Impôt sur les sociétés (détermination du bénéfice imposable).

24600. — 14 janvier 1980. — **M. Claude Pringalle** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 17 de la loi de finances pour 1978 a institué un abattement du tiers sur le bénéfice imposable des entreprises industrielles nouvelles à la condition, lorsque ces entreprises sont constituées sous forme de société, que les droits de vote attachés aux actions ou aux parts ne soient pas détenus directement ou indirectement pour plus de 50 p. 100 par d'autres sociétés. Or, dans son instruction du 18 avril 1979, l'administration fiscale a appliqué la notion de « détention indirecte » à des personnes physiques ou morales autres que des sociétés qui ont avec une société des liens de nature à établir une véritable communauté d'intérêts soit parce qu'ils la dirigent en droit ou en fait, soit parce qu'étant appointés ou subventionnés par elle ils sont placés sous sa dépendance. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser s'il entend exclure du bénéfice de l'abattement (ou de l'exonération prévue par la loi de finances pour 1979) toutes les sociétés créées par des dirigeants ou salariés d'une autre société quand bien même la société dont ils sont déjà dirigeants ou salariés ne détient aucun droit de vote dans la société nouvelle. En excluant du bénéfice des textes précités un nombre important d'entreprises industrielles exclusivement composées de personnes physiques ou morales autre que des sociétés, et en ne semblant en réserver l'application qu'aux entreprises composées de personnes privées d'emploi et n'ayant aucun lien avec une société déjà existante, une telle interprétation n'irait-elle pas à l'encontre de la volonté du législateur de favoriser la création d'entreprises nouvelles.

Taxe sur la valeur ajoutée (fait générateur).

24601. — 14 janvier 1980. — **M. Claude Pringalle** rappelle à **M. le ministre du budget** que les dispositions de l'article 269 du code des impôts prévoient que le fait générateur de la T.V.A. est, en ce qui concerne les prestations de services, l'encaissement des acomptes, des prix ou de la rémunération. Si le paiement est effectué par effet de commerce, l'exigibilité intervient à la date d'échéance de la traite même si l'effet est remis à l'escompte. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si les mêmes règles sont applicables pour les prestations entrant dans la catégorie des bénéfices non commerciaux.

Impôts locaux (taxes foncières).

24602. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Welsenhorn rappelle à M. le ministre du budget que si les constructions achevées avant le 1^{er} janvier 1973 bénéficient de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pendant vingt-cinq ans ou quinze ans suivant que les trois quarts au moins de leur superficie totale sont ou non affectés à l'habitation, les constructions nouvelles ne sont exonérées aux termes de l'article 1383 du C.G.I. que durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement. Il lui demande si les critères de date de construction, retenus actuellement pour différencier dans des proportions aussi sensibles le temps de l'exonération de la taxe foncière, lui paraissent équitables et s'il ne lui semble pas plus logique de moduler la période d'exonération de cette taxe en fonction des ressources des contribuables concernés.

Politique extérieure (Afghanistan).

24603. — 14 janvier 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre des affaires étrangères ce qui suit : A la suite de l'agression soviétique contre l'Afghanistan, l'Angleterre a vivement réagi en des termes qu'un démocrate convaincu ne peut qu'approuver. En effet, la déclaration britannique fait état du droit du peuple afghan de choisir librement son propre gouvernement, sans ingérence ni pression extérieures. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître quelle a été l'attitude du Gouvernement français dans cette affaire et si, au nom de la France, il n'entend pas élever la plus véhémente protestation contre cette violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe inscrit dans la Charte de l'O.N.U. et accepté par les Etats qui en font partie. Subsidièrement il lui demande s'il n'y a pas lieu de revoir les stipulations du traité d'Helsinki dont les Russes violent délibérément et la lettre et l'esprit.

Collectivités locales (finances).

24604. — 14 janvier 1980. — M. Jean Fontaine demande à M. le ministre de l'Intérieur dans quelle mesure et sous quelles conditions une collectivité locale (commune ou département) peut garantir un prêt au profit d'un organisme privé.

Commerce et artisanat (durée du travail).

24605. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Malaud appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la réglementation anarchique de l'ouverture des commerces. Les jours de fermeture étant fixés par arrêtés préfectoraux il s'ensuit que dans deux départements voisins des commerces identiques ne sont pas fermés obligatoirement en même temps. Lorsque ce jour est un dimanche dans un département, et un autre jour dans le département voisin, l'ensemble de la clientèle libérée d'activité professionnelle du second se trouve ainsi autoritairement dirigée sur les commerces du premier. C'est le cas notamment en ce qui concerne les acquisitions importantes, traditionnellement conclues « en famille » (les meubles, appareils de cuisine, chauffage, ustensiles, caravanes, etc.). Il lui demande ce qui s'oppose, d'une part, à ce que les commerces tenus exclusivement par les propriétaires soient autorisés à choisir leur jour de fermeture et, d'autre part, à ce que les salariés puissent également exercer leur choix en accord avec les employeurs. Il s'agirait bien là, en effet, d'une mesure « libérale » qui viendrait s'ajouter à l'instauration de « l'horaire à la carte » qui reçoit une approbation unanime.

Chasse (réglementation).

24606. — 14 janvier 1980. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications qu'il arrive fréquemment, semble-t-il, que par mégarde des chasseurs tirent des coups de fusil en direction des fils téléphoniques, ce qui entraînerait, à terme, des frais importants de remise en état. Si cela se trouve vérifié, il lui demande s'il n'envisagerait pas d'organiser une campagne d'informations spécialement près des sociétés de chasses, en vue d'attirer l'attention des chasseurs sur ce problème.

Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : agriculture).

24607. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Legourgeux constate, à la lecture du Journal officiel du 28 décembre 1979, qu'un arrêté en date du 19 décembre 1979 fixe le montant annuel de la majoration de l'indemnité viagère de départ allouée aux agriculteurs

ne bénéficiant pas d'un avantage vieillisse à un niveau supérieur à celui auquel il se trouvait. Il demande en conséquence à M. le ministre de l'Agriculture si ces mêmes montants : 8 500 francs si le bénéficiaire est célibataire veuf ou divorcé, sans enfants à charge, 13 500 francs si le bénéficiaire est marié ou si, étant célibataire, veuf ou divorcé il a un ou plusieurs enfants à charge, seraient applicables dans les départements d'outre-mer aux agriculteurs âgés cessant leur activité.

Circulation routière (circulation urbaine).

24608. — 14 janvier 1980. — M. Vincent Ansquer demande à M. le ministre des transports si l'obligation de circuler avec les codes, y compris dans les villes, est opportune et très justifiée. En effet, les villes sont généralement très éclairées ; ensuite, par temps de pluie, les codes peuvent provoquer des éblouissements, donc des accidents et en tout état de cause une tension supplémentaire des conducteurs et une baisse de l'acuité visuelle. Pour toutes ces raisons, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de rapporter cette mesure.

Circulation routière (circulation urbaine).

24609. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Baumel se permet, après d'autres parlementaires, d'attirer à nouveau l'attention de M. le ministre des transports sur les inconvénients croissants qui résultent du maintien de l'obligation de l'utilisation des feux de croisement en milieu urbain. Il lui demande de ne pas attendre la fin de l'expérience en avril pour abroger cet arrêté du 12 octobre 1979, dont l'efficacité est loin d'apparaître et dont la nocivité s'affirme chaque semaine pour la grande majorité des conducteurs et des piétons de la région parisienne, notamment en banlieue.

Justice (aide judiciaire).

24610. — 14 janvier 1980. — M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre de la justice si pour abréger les délais de réponse utile à un demandeur d'assistance judiciaire il accepterait que les dossiers sans difficultés d'obtention en raison des minimes ressources établies, de la réalité des motifs invoqués, de l'avis favorable de M. le procureur de la République puissent être réglés par ordonnance de M. le président du bureau d'assistance judiciaire ; qu'ainsi : a) le délai d'attente d'une réunion du bureau d'assistance judiciaire serait supprimé ; b) le greffe du tribunal ne recevrait pas après une réunion du bureau d'assistance judiciaire de nombreux dossiers ne pouvant être régularisés très rapidement. Il demande si selon l'importance du tribunal, un agent ou des agents du greffe ne peuvent être affectés au seul service de l'aide judiciaire, ce qui permettrait une mise en état des dossiers plus rapide et une notification des décisions d'accord ou de rejet sans retard.

Justice (aide judiciaire).

24611. — 14 janvier 1980. — M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre de la justice dans quel délai de temps, en 1975, 1978 et 1979, un demandeur d'assistance judiciaire a reçu une réponse utile à Paris, à Marseille et dans les ressorts des différents tribunaux de la cour d'appel de Toulouse.

Etrangers (Cambodgiens).

24612. — 14 janvier 1980. — M. Gilbert Barbier attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le drame vécu par les enfants orphelins des pays dévastés par la guerre et la famine comme le Cambodge. Il lui expose que, si l'année internationale de l'enfance vient de s'achever, nul ne peut rester insensible au désespoir et à la douleur d'un enfant. La France a mené une politique courageuse et, aussi efficace que possible, notamment dans l'aide humanitaire mais un effort tout particulier ne doit-il pas être réalisé à l'égard des enfants réfugiés, de ces jeunes victimes qui pourraient retrouver un foyer ? C'est pourquoi il lui demande quelles mesures spécifiques il entend prendre avec ses collègues compétents pour favoriser l'arrivée, l'accueil, le parrainage et l'adoption d'enfants orphelins susceptibles de retrouver l'équilibre dans notre pays.

Fruits et légumes (pommes de terre : Bretagne).

24613. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Charles Cavalié attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la situation des producteurs bretons de plants de pommes de terre qui voient, à nouveau, et pour la troisième année consécutive, s'effondrer le marché du

plant (surtout dans la variété Bintje) et qui, pour certains d'entre eux, s'acheminent inévitablement vers de réelles difficultés de trésorerie si des actions de soutien ne sont pas prises à leur égard. La cause profonde de cette crise réside essentiellement dans une carence de la réglementation du marché au niveau de la production et au niveau des échanges. Ceci est particulièrement flagrant en ce qui concerne l'application des règles phytosanitaires par les différents pays de la Communauté. La France ouvre largement ses frontières, sans contraintes particulières (des contrôles phytosanitaires étant à peu près inexistant), alors que d'autres pays comme les Pays-Bas imposent des mesures draconiennes (quarantaine). Alors que les sélectionneurs bretons, regroupés au sein du G. O. P. E. X., ont manifesté jusque-là un certain sens de discipline en respectant les règles définies par le comité nationale, à l'opposé, des opérateurs, peu scrupuleux, se tiennent à la vente à des prix légèrement inférieurs au prix de retrait, accaparant à leur profit, dès le début, le marché et laissant aux autres les mesures de soutien, les indemnités des invendus. Pour l'ensemble de toutes ces raisons, le G. O. P. E. X. ne peut plus continuer à soutenir le marché du plant comme par le passé. Il en résulte actuellement, pour les producteurs, des prix de misère jamais vus depuis la création de l'organisation. Il est donc fondamental que des mesures soient rapidement prises si l'on ne veut pas assister à l'anéantissement de toute une région, en l'occurrence la Bretagne. C'est pourquoi il lui demande de lui indiquer le sens qu'il entend donner à la politique du Gouvernement en la matière afin d'enrayer cette crise qui ne s'inscrit pas, cette fois-ci, dans le cycle des hauts et des bas de la production de pommes de terre.

Impôts sur le revenu (rémunérations des dirigeants de sociétés).

24614. — 14 janvier 1980. — M. Joseph Cornifl expose à M. le ministre du budget le point de droit suivant : un agent d'assurances opte pour le régime d'imposition des salariés, début 1975. En 1976 il devient gérant de société civile immobilière de construction-vente et il perçoit pour cette activité une rémunération. La dernière vente de la S. C. I. a lieu en 1977, mais il n'a aucune activité à ce titre, si ce n'est la signature des actes et il ne perçoit aucune rémunération au titre de gérant en 1977. Il lui demande si l'administration fiscale peut remettre en cause l'abattement de 20 p. 100 pour les trois années concernées.

Copropriété (régime juridique).

24615. — 14 janvier 1980. — M. Joseph Cornifl expose à M. le ministre de la justice le point de droit suivant : lors des élections au conseil syndical d'une copropriété, peut-on considérer comme représentant légal d'une société copropriétaire d'un ou de plusieurs appartements dans l'ensemble en copropriété un locataire habitant la copropriété, dûment mandaté par cette société, mais n'ayant aucune fonction à quelque titre que ce soit dans ladite société.

Professions et activités paramédicales (masseurs kinésithérapeutes.)

24616. — 14 janvier 1980. — M. Joseph Cornifl demande à M. le ministre du budget s'il envisage de faire paraître le décret concernant les sociétés civiles professionnelles de kinésithérapeute en particulier et, en général s'il envisage d'étendre rapidement les régimes des sociétés civiles professionnelles à l'ensemble des professions libérales.

Enseignement secondaire (personnel).

24617. — 14 janvier 1980. — M. Henri de Gastines demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre pour doter les chefs d'établissements et leurs adjoints d'un statut qui corresponde aux responsabilités qui sont aujourd'hui les leurs. A cet égard, l'avant-projet qui a été remis aux organisations corporatives semble ne tenir aucun compte des suggestions des personnels intéressés, aussi bien en ce qui concerne le rétablissement du grade assorti des garanties statutaires de la fonction publique que l'étude du profil des carrières. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser quels sont les obstacles majeurs qui s'opposent : 1° à la substitution de la notion de grade à celle d'emploi; 2° à l'octroi de l'échelonnement indiciaire de la catégorie supérieure à ceux qui prennent en charge un établissement d'enseignement (échelon indiciaire de l'agrégé au certifié, de l'agrégé hors classe à l'agrégé).

Enseignement secondaire (personnel).

24618. — 14 janvier 1980. — M. Antoine Gissinger expose à M. le ministre de l'éducation qu'un professeur technique d'enseignement professionnel a demandé pour améliorer sa situation professionnelle dans le cadre de l'enseignement de se présenter au concours interne de recrutement des professeurs techniques de lycée technique. Sa demande a été refusée parce qu'il avait dépassé l'âge de quarante ans. Il lui a été précisé comme motif de refus que le décret n° 75-1161 du 16 décembre 1975 relatif au recrutement et à la formation des professeurs techniques de lycée technique ne prévoit pas le recul de la limite d'âge au titre des services valables ou validables pour la retraite. Les professeurs techniques adjoints de lycée, titulaires ou stagiaires non atteints par la limite d'âge, en principe soixante-cinq ans, peuvent se présenter au concours de professeur technique de lycée technique. En revanche les professeurs de lycée d'enseignement professionnel n'ont plus, après quarante ans, la possibilité d'améliorer leur situation dans une carrière purement enseignante. Il ne leur reste ouvert que le concours de chef de travaux, fonction mi-enseignante, mi-administrative. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait particulièrement souhaitable de permettre la promotion interne des professeurs techniques d'enseignement professionnel en permettant un recul de la limite d'âge dans des conditions analogues à celles prévues pour les professeurs techniques adjoints de lycée qui peuvent se présenter au concours de professeur technique.

Adoption (réglementation).

24619. — 14 janvier 1980. — M. Gilbert Barbier attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'attitude des directions départementales des affaires sanitaires et sociales en matière d'adoption. Il lui expose que certaines de celles-ci pendant des délais qu'elles semblent fixer sous leur propre autorité refusent d'enregistrer des demandes de couples et leurs conseillent de s'adresser à des œuvres privées. Alors que le Parlement vient d'adopter un projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse et sa prévention, alors que des enfants orphelins de pays dévastés par la guerre et la famine comme le Cambodge souffrent atrocement et que la France recueille des enfants réfugiés, la mission des services publics compétents est de diffuser une large information sur la procédure d'adoption et d'essayer de résoudre au mieux le problème du couple et la solitude de l'enfant. C'est pourquoi il lui demande de prendre les mesures nécessaires afin que les D. D. A. S. S. s'acquittent de ce rôle le plus humainement possible avec pour souci l'efficacité.

Recherche scientifique et technique (Commissariat à l'énergie atomique : Essonne).

24620. — 14 janvier 1980. — M. Bernard Pons appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation des infirmiers diplômés d'Etat employés par le Commissariat à l'énergie atomique dans son établissement de Bruyères-le-Château (Essonne). Il souhaiterait connaître les raisons qui s'opposent à ce que ces personnels puissent être reclassés en qualité de technicien supérieur conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre du travail et de la participation du 25 octobre 1978.

Enseignement secondaire (personnel).

24621. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Pierre Abelin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels des centres de documentation et d'information des établissements du second degré qui, au même titre que leurs collègues enseignants, contribuent directement ou indirectement à la formation des élèves. Les personnels assurant le fonctionnement de ces services souhaitent qu'une amélioration de leur statut prévoyant en particulier des possibilités de promotion interne leur soient accordées et qu'un recrutement suffisant leur permette d'assumer leur mission dans de meilleures conditions. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour répondre aux préoccupations des intéressés.

Entreprises publiques (fonctionnement).

24622. — 14 janvier 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le rapport de la Cour des comptes et sur ses conclusions concernant l'endettement des entreprises publiques. Il souhaiterait savoir si la hausse des tarifs implicitement préconisée par la Cour des comptes lui apparaît comme une mesure souhaitable, et quelles conséquences pourraient en découler pour les entreprises publiques et pour les utilisateurs.

Communautés européennes (pays associés).

24623. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** où en est la négociation du protocole transitoire qui doit intervenir pour un an entre Chypre et la C. E. E. Il souhaiterait savoir pourquoi il n'a pas été possible de passer sans régime transitoire à la seconde phase de l'association qui lie Chypre à la C. E. E.

Communautés européennes (convention de Lomé).

24624. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** souhaiterait recevoir de **M. le ministre des affaires étrangères** des précisions sur les négociations préparant la signature de la convention de Lomé II, et sur les difficultés rencontrées et surmontées. Quelle est la position exacte du Gouvernement français dans le cadre de ces négociations.

Politique extérieure (énergie).

24625. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il ne pense pas qu'une solution durable des problèmes énergétiques passe par une coopération plus étroite entre pays industrialisés, pays producteurs et pays en voie de développement (non producteurs), afin de permettre la mise au point d'ajustements rendus nécessaires par l'incertitude des marchés dans le monde. Dans cette optique, ne lui paraît-il pas qu'une telle coopération pourrait être améliorée d'abord dans les instances internationales où sont débattus les problèmes énergétiques (O. N. U., O. C. D. E., commission économique de l'Europe, etc.). Il lui demande quel est le rôle de la France dans ce domaine, et ce qu'il envisage de faire pour que ce rôle devienne plus important encore à l'avenir.

Transports aériens (réglementation de sécurité : Bas-Rhin).

24626. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des transports** quelle procédure doit être suivie pour que le statut de ville ouverte soit conféré à Strasbourg. Quelles seraient pour cette ville et pour la C. E. E. les conséquences d'un tel statut pour les compagnies aériennes.

Handicapés (allocations et ressources : Seine-Saint-Denis).

24627. — 14 janvier 1980. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des travailleurs handicapés du C. A. T. de Villepinte. Cet établissement se trouve placé devant l'impossibilité de verser aux travailleurs du centre la part du salaire accordée par la tutelle du ministère du travail au titre de la garantie de ressources, étant donné que depuis septembre dernier, il ne reçoit plus aucune somme de la direction départementale du travail et de l'emploi. Il est bien évident que la trésorerie de l'établissement ne peut faire l'avance des fonds nécessaires au règlement des compléments de salaires relevant de la garantie de ressources, car l'ensemble de ces avances et des charges s'élèverait à la somme de 180 000 francs environ par mois. Le centre continue à assurer la part du salaire versé au titre du travail réalisé dans les ateliers, soit environ le tiers du salaire mensuel des travailleurs. Du fait de l'interruption du versement de leurs compléments de salaires à ces travailleurs handicapés, un certain nombre d'entre eux vont se trouver dans une situation financière critique, notamment ceux qui déjà se prennent en charge au niveau de leur nourriture, de leur vêture, de leurs déplacements voire même de leur hébergement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre le respect des engagements pris par l'administration de tutelle.

Enseignement agricole (enseignement supérieur et post-baccalauréat : Puy-de-Dôme).

24628. — 14 janvier 1980. — **M. Paul Balmigère** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si une partie de la dotation supplémentaire inscrite au budget de l'agriculture pour l'enseignement agricole sera utilisée pour donner à l'institut national de la montagne de Lempdes (63) les moyens suffisants pour accomplir la mission qui lui a été assignée.

Handicapés (allocations et ressources).

24629. — 14 janvier 1980. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les graves difficultés de trésorerie de nombreux centres d'aide par le travail, du fait de retards importants dans le remboursement par l'Etat des compléments de rémunérations avancés par l'établissement aux ouvriers handicapés. Si les C. A. T. peuvent à la rigueur avancer un ou deux mois le complément de rémunération, ils ne peuvent aller au-delà. Or, selon les déclarations des services compétents du ministère du travail, la situation actuelle risque de se prolonger, de s'aggraver et même de se généraliser dans tous les départements. Or, un nombre non négligeable d'ouvriers des C. A. T. mènent une vie autonome à l'extérieur, ont un loyer à payer et certains ont même des charges de famille. On peut ainsi imaginer facilement les répercussions auprès de l'ensemble de la population des C. A. T. d'une rupture ou de retards importants dans le paiement de la garantie de ressources, devenue un droit pour ces handicapés. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour faire appliquer la loi qui garantit aux travailleurs un minimum de ressources.

Chômage : indemnisation (allocation de base).

24630. — 14 janvier 1980. — **M. Irénée Bourgois** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des personnes saisonnières ou des personnes au chômage qui retrouvent de temps à autre un emploi temporaire. Il lui cite le cas d'une personne qui a été sans emploi pendant plusieurs mois. Elle a perçu normalement ses indemnités. Elle a ensuite travaillé « une saison » dans une entreprise du 5 avril au 16 juin 1979. Elle a reçu un salaire. Depuis cette date, elle repose à l'A. N. P. E. mais ne peut prétendre au bénéfice des prestations A. S. S. E. D. I. C. et aide publique qu'à partir du 29 mars 1980 si elle est toujours sans emploi. Or, très probablement, à cette date (29 mars 1980), cette personne aura à nouveau du travail compte tenu que la « saison » reprendra à cette époque et qu'elle serait réemployée par cette même entreprise. Ainsi cette personne n'aura perçu aucune indemnité pendant ces mois de chômage. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à ces travailleurs d'être protégés correctement contre le chômage.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

24631. — 14 janvier 1980. — **Mme Hélène Constans** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les problèmes posés par l'application de la loi n° 78-753 instituant le partage de la pension de réversion entre le conjoint survivant et les ex-épouses ou époux. Cette loi a généralisé la règle du partage de la pension de réversion entre les conjoints successifs d'un titulaire de pension de retraite, au prorata de la durée respective de chaque mariage et indépendamment de toute référence aux torts. Au décès d'un assuré social, à condition qu'il soit intervenu après le 17 juillet 1978, la pension de réversion est partagée entre le conjoint séparé de corps ou divorcé non remarié et la veuve quel que soit le motif du divorce et quelle que soit la date du jugement de divorce, y compris si ce divorce a été prononcé avant la loi nouvelle et avant la loi portant réforme du divorce. Ce dispositif suscite beaucoup de protestations et de controverses. Il lui est particulièrement reproché son caractère rétroactif. Il semble que cette loi n'aurait pas créé la même émotion si elle n'avait été applicable qu'aux divorcés contractant une nouvelle union après sa promulgation. Un groupe d'études ministériel ayant été constitué sur cette question, elle lui demande quelles sont leurs conclusions et quelles mesures compte prendre le Gouvernement.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Limousin).

24632. — 14 janvier 1980. — **Mme Hélène Constans** fait part à **M. le ministre de l'industrie** de l'indignation que le manque de moyens d'E. D. F. en personnel et en matériel a soulevée parmi la population des cantons d'Eymoutiers et Châteauneuf-la-Forêt en Haute-Vienne, du plateau de Millevaches et des communes limitrophes en Corrèze. A la suite d'une chute de neige les 30 et 31 décembre 1979, des communes ont été privées totalement d'électricité pendant vingt-quatre heures, des villages ont attendu plus de quarante-huit heures les réparations. Cette situation n'est pas exceptionnelle dans cette région qui connaît des pannes aussi longues chaque année. Les coupures prolongées d'électricité ont des conséquences graves. Le chauffage est interrompu alors que le froid se fait plus vif. Les agriculteurs ne peuvent utiliser les trapeuses électriques, les pompes à eau et le matériel de broyage. Les moyens de substitution sont rares, parfois inexistant. Les stocks contenus

Dans les congélateurs sont périssables au-delà d'un délai variable en fonction du lieu où ils sont entreposés. Pour toutes ces raisons la fourniture constante d'électricité doit être considérée comme un impératif absolu, essentiellement parce que les coupures paralysent des moyens de production au même titre que dans des entreprises. Les réparations ont été entreprises aussitôt l'alerte donnée. Les équipes d'E.D.F. ont travaillé jour et nuit dans des conditions de sécurité contestables comme le montre la mort par électrocution d'un jeune ouvrier monteur de vingt-cinq ans pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. Malgré l'interruption de leurs congés et un temps de travail très supérieur de la durée légale, les ouvriers d'E.D.F. n'étaient pas assez nombreux pour intervenir sur l'ensemble du réseau. Par ailleurs, les équipes de dépannage disposent d'un matériel roulant, notamment de véhicules tous terrains insuffisant. Les remarques en sont régulièrement faites dans les réunions de syndicats d'électrification tant par des élus de ces cantons que par des responsables d'E.D.F. Ces prises de position s'avèrent sans effet. Le caractère de service public d'E.D.F. continue de se dégrader alors que le prix de l'électricité ne cesse d'augmenter. Considérant que ces carences relèvent de la responsabilité du ministère de l'industrie qui refuse à E.D.F. les moyens de sa fonction, elle demande au ministre de prendre les dispositions qu'exige cette situation intolérable et de l'informer de ces mesures.

Edition, imprimerie et presse (livres).

24633. — 14 janvier 1980. — Mme Hélène Constans s'adresse à M. le ministre de la culture et de la communication pour lui exprimer son indignation devant l'autorisation de la vente d'un ouvrage d'un écrivain danois, Jørgen Kreusé, intitulé « Oradour-sur-Glane » (éditions Fayard) dans les ruines du village martyr d'Oradour-sur-Glane. A propos des résistants limousins, il écrit que les troupes allemandes S.S. « n'avaient plus affaire à des « botteurs... mais à des groupes d'opposants fanatiques » (p. 103). A propos du massacre de la population d'Oradour-sur-Glane : « Si ces mesures d'assassinat des enfants, femmes et vieillards frappent des innocents, c'est regrettable, mais la faute en incombe exclusivement aux terroristes » (p. 104). Plus loin : « En vain (les Allemands) lançaient-ils à sa poursuite (de la Résistance) des compagnies entières de l'Abwehr et de la Gestapo; plus d'une fois une de ces unités fut simplement anéantie par des résistants enragés. » Parmi les jugements portés par l'auteur sur ce massacre, on peut lire : « La culpabilité, qui donc n'en avait pas une part ? » (p. 145) et, dans la post-face : « Ce livre ne présente ni des héros ni des scélérats. Nous ne pouvons y discerner clairement les bourreaux et les victimes. » Elle lui demande instamment de faire retirer de la vente, en particulier à l'intérieur des ruines du village martyr d'Oradour-sur-Glane, un livre aussi scandaleusement contraire à la vérité historique, et qui innocente les S.S. criminels, qui assassinèrent les 469 victimes civiles d'Oradour-sur-Glane.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de reversion).

24634. — 14 janvier 1980. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le problème de certaines femmes divorcées. Celles-ci, aux termes de l'article 38 de la loi du 17 juillet 1978, peuvent prétendre, lorsqu'il existe une veuve, à une pension de reversion et ceci au prorata de la durée respective de chaque mariage. L'article susmentionné fait référence à la seule retraite de reversion de la sécurité sociale et non aux autres retraites (complémentaires, retraite cadre, etc.). Cette situation semble contradictoire avec l'esprit de la loi du 17 juillet 1978. Elle lui demande quelles dispositions il compte prendre pour y remédier.

Urbanisme (Hauts-de-Seine).

24635. — 14 janvier 1980. — M. Guy Ducloné indique à M. le ministre du budget qu'il a appris, par voie de presse, la décision du S.E.I.T.A. de vendre le terrain sur lequel la manufacture de tabacs d'Issy-les-Moulineaux est implantée. La municipalité de cette ville, ainsi que les organismes H.L.M. intéressés, sont écartés d'un achat éventuel, par la spéculation qui joue sur les terrains à bâtir de la capitale et de sa proche banlieue sud, ainsi que par la réglementation qui impose aux collectivités de se porter acquéreurs de biens dans le cadre des évaluations effectuées par les domaines. Il lui demande d'imposer aux administrations le respect des mêmes règles et d'obliger le S.E.I.T.A. à favoriser prioritairement l'achat de ce terrain par les organismes H.L.M. d'Issy-les-Moulineaux ou départemental, selon l'estimation établie par les domaines.

Matériels électriques et électroniques
(entreprises : Hauts-de-Seine).

24636. — 14 janvier 1980. — M. Guy Ducloné attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la menace de liquidation qui pèse sur le département C.G.R. Bio-médical, société sise 48, rue Camille-Desmoulin, à Issy-les-Moulineaux, et dépendant du groupe Thomson-Brandt. Dans les faits, ce département, qui produit un matériel de surveillance cardiaque de haute qualité, devrait être transféré à Stains, dans la Seine-Saint-Denis. Un premier transfert, qui a coûté 2 millions de francs, a déjà eu lieu de Saint-Cloud vers Issy-les-Moulineaux, au mois de mars 1979. Il apparaît à l'expérience que, de nombreux travailleurs ne désirant pas être mutés, c'est la disparition de ce secteur de production que recherche la direction de la C.G.R. Thomson-Brandt. Déjà, et bien que la qualité du matériel n'en soit pas la raison, de nombreux établissements hospitaliers s'équipent en matériel étranger (Siemens, Philips, ou Hewlett-Packard). Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour s'opposer à ce nouveau transfert, techniquement injustifié, qui met en danger l'emploi de cent vingt personnes et aboutit dans les faits à l'abandon de la recherche et à la production de matériel médical de technicité française au profit de produits étrangers.

Bâtiment et travaux publics
(accidents du travail et maladies professionnelles).

24637. — 14 janvier 1980. — M. Lucien Dutard attire l'attention de M. le ministre des transports sur les mauvaises conditions de sécurité qui ont coûté la vie à deux travailleurs à l'occasion des travaux d'électrification de la ligne S. N. C. F. Bordeaux-Montauban. Il proteste contre le choix de l'entreprise, actionnaire de la S. N. C. F., qui est responsable du chantier, choix qui donne la priorité au profit au plus grand mépris de la vie des hommes. Il lui demande de prendre les dispositions qui s'imposent afin que de tels drames ne se reproduisent plus. Il lui demande, en outre, de lui fournir les renseignements suivants : le montant des investissements par entreprise concernée pour ce chantier ; en formation du personnel et par quelle forme d'enseignement, en matériel de travail, en matériel de sécurité du personnel et surtout en matériel de protection et de sécurité des chantiers.

Fonctionnaires et agents publics
(formation professionnelle et promotion sociale).

24638. — 14 janvier 1980. — Mme Colette Goeuriot attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le cas des agents de l'Etat qui souhaitent se reconvertir, suivent des stages de formation professionnelle. Elle lui cite le cas d'une personne, fonctionnaire de l'éducation nationale qui a été admise à un stage de F. P. A. Selon les renseignements fournis par la direction départementale du travail, cet agent s'attendait à percevoir 70 p. 100 de son salaire antérieur. Deux mois plus tard, après que l'entrée en stage se fut effectuée, il lui était précisé que les fonctionnaires ne pouvaient prétendre au bénéfice de la loi du 17 juillet 1978 sur le congé formation. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre l'extension de ces dispositions aux agents de l'Etat.

Communes (conseillers municipaux).

24639. — 14 janvier 1980. — M. Roger Goulier attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation qui est faite aux cheminots qui sont élus dans les conseils municipaux. Le règlement parlant des congés (PS n° 5) octroie cinquante-deux jours par an sans solde. Cependant plusieurs problèmes se posent. Ces jours sans solde sont considérés comme absence et amputent les congés payés de l'agent au même titre que la maladie ou la grève. Même les repos hebdomadaires sont remis en cause. Pour les agents en 3 x 8 chaque douze jours de congés électifs, la S. N. C. F. retient un repos (quarante-huit heures) sans solde. Pour les sédentaires (ne travaillant pas le samedi et le dimanche) si ces agents prennent le vendredi ou le lundi sans solde, d'office la S. N. C. F. leur retient le samedi et le dimanche. De même s'ils prennent les cinq jours ouvrables. D'autre part, les jours de mandat électif retardent d'autant l'avancement en échelons et viennent en déduction dans l'ancienneté de leur grade. Cette situation est d'autant plus injuste qu'elle est discriminatoire. Seuls les élus municipaux communistes en sont pénalisés. Il lui demande quelles dispositions, il compte prendre afin que la S. N. C. F. élabore avec les intéressés un statut clair de l'élu municipal, réglant ainsi le problème des congés susmentionnés, mettant fin aux discriminations intolérables et permettant aux élus locaux de garder leur avancement et leur ancienneté.

Communes (conseillers municipaux).

24640. — 14 janvier 1980. — Monsieur Roger Gouhier attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation qui est faite aux cheminots qui sont élus dans les conseils municipaux. Le règlement parlant des congés (P.S. n° 5) octroie cinquante-deux jours par an sans solde. Cependant plusieurs problèmes se posent. Ces jours sans solde sont considérés comme absence et imputent les congés payés de l'agent au même titre que la maladie ou la grève. Même les repos hebdomadaires sont remis en cause. Pour les agents en 3 X 8 chaque douze jours de congés électifs, la S.N.C.F. retient un repos (quarante-huit heures) sans solde. Pour les sédentaires (ne travaillant pas le samedi et le dimanche) si ces agents prennent le vendredi ou le lundi sans solde, d'office la S.N.C.F. leur retient le samedi et le dimanche. De même s'ils prennent les cinq jours ouvrables. D'autre part, les jours de mandat électif retardent d'autant l'avancement en échelons et viennent en déduction dans l'ancienneté de leur grade. Cette situation est d'autant plus injuste qu'elle est discriminatoire. Seuls les élus municipaux communistes en sont pénalisés. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin que la S.N.C.F. élabore avec les intéressés un statut clair de l'élu municipal, réglant ainsi le problème des congés sus-mentionnés, mettant fin aux discriminations intolérables et permettant aux élus locaux de garder leur avancement et leur ancienneté.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

24641. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés persistantes que rencontre la restauration de la grange de la Malvalle qui a été qualifiée par l'architecte des bâtiments de France de « Bâtiment rural le plus remarquable du Puy-de-Dôme ». Au printemps dernier, la commission supérieure des monuments historiques a confirmé la valeur exceptionnelle de la Malvalle en donnant un avis favorable à son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Propriété de l'Etat depuis 1925, la Malvalle a été laissée dans un état d'abandon complet depuis trente ans. La restauration de la Malvalle par une association 1901 serait incontestablement la solution la meilleure. Les différents ministres compétents font preuve d'une attitude laxiste, préjudiciable à une restauration rapide. Un devis établi le 20 février 1979 par un architecte de Clermont-Ferrand pour le compte du parc naturel régional des volcans d'Auvergne, fait état de 80 millions de centimes environ pour remettre la grange de la Malvalle dans son état d'origine — soit la moitié du chiffre avancé par le préfet de la région d'Auvergne ! — L'administration chercherait-elle à surestimer le coût de la restauration de la Malvalle pour justifier son abandon ? Aujourd'hui, les crédits accordés par le ministère de l'agriculture au bénéfice de la grange de la Malvalle restent bloqués par le préfet de la région d'Auvergne alors qu'ils permettraient d'effectuer les travaux supprimant le risque d'accidents mortels pouvant être provoqués par ce bâtiment du fait de son état de dégradation extrême. Il lui demande donc d'intervenir d'urgence avec les autres ministres intéressés : 1° pour que l'Etat prenne ses responsabilités et dégage les crédits nécessaires afin que les travaux de restauration soient engagés sans délai ; 2° pour que l'association des amis de la Malvalle qui a prouvé son attachement à la préservation de ce chef-d'œuvre puisse en obtenir la cession à l'amiable.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

24642. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés persistantes que rencontre la restauration de la Grange de la Malvalle qui a été qualifiée par l'architecte des bâtiments de France de « Bâtiment rural le plus remarquable du Puy-de-Dôme ». Au printemps dernier, la commission supérieure des monuments historiques a confirmé la valeur exceptionnelle de la Malvalle en donnant un avis favorable à son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Propriété de l'Etat depuis 1925, la Malvalle a été laissée dans un état d'abandon complet depuis trente ans. La restauration de la Malvalle par une association 1901 serait incontestablement la solution la meilleure. Les différents ministres compétents font preuve d'une attitude laxiste, préjudiciable à une restauration rapide. Un devis établi le 20 février 1979 par un architecte de Clermont-Ferrand pour le compte du parc naturel régional des volcans d'Auvergne fait état de 80 millions de centimes environ pour remettre la grange de la Malvalle dans son état d'origine — soit la moitié du chiffre avancé par le préfet de la région d'Auvergne ! — L'administration chercherait-elle à surestimer le coût de la restauration de la Malvalle pour justifier son abandon ? Aujourd'hui, les crédits accordés par le ministère de l'agriculture au bénéfice de la grange de la Malvalle restent bloqués par le préfet de la région

d'Auvergne alors qu'ils permettraient d'effectuer les travaux supprimant le risque d'accidents mortels pouvant être provoqués par ce bâtiment du fait de son état de dégradation extrême. Il lui demande donc d'intervenir d'urgence avec les autres ministres intéressés : 1° pour que l'Etat prenne ses responsabilités et dégage les crédits nécessaires afin que les travaux de restauration soient engagés sans délai ; 2° pour que l'association des amis de la Malvalle qui a prouvé son attachement à la préservation de ce chef-d'œuvre puisse en obtenir la cession à l'amiable.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

24643. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les difficultés persistantes que rencontre la restauration de la Grange de la Malvalle qui a été qualifiée par l'architecte des bâtiments de France de « Bâtiment rural le plus remarquable du Puy-de-Dôme ». Au printemps dernier, la commission supérieure des monuments historiques a confirmé la valeur exceptionnelle de la Malvalle en donnant un avis favorable à son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Propriété de l'Etat depuis 1925, la Malvalle a été laissée dans un état d'abandon complet depuis trente ans. La restauration de la Malvalle par une association 1901 serait incontestablement la solution la meilleure. Les différents ministres compétents font preuve d'une attitude laxiste, préjudiciable à une restauration rapide. Un devis établi le 20 février 1979 par un architecte de Clermont-Ferrand pour le compte du parc naturel régional des volcans d'Auvergne fait état de 80 millions de centimes environ pour remettre la grange de la Malvalle dans son état d'origine — soit la moitié du chiffre avancé par le préfet de la région d'Auvergne ! — L'administration chercherait-elle à surestimer le coût de la restauration de la Malvalle pour justifier son abandon ? Aujourd'hui, les crédits accordés par le ministère de l'agriculture au bénéfice de la grange de la Malvalle restent bloqués par le préfet de la région d'Auvergne alors qu'ils permettraient d'effectuer les travaux supprimant le risque d'accidents mortels pouvant être provoqués par ce bâtiment du fait de son état de dégradation extrême. Il lui demande donc d'intervenir d'urgence avec les autres ministres intéressés : 1° pour que l'Etat prenne ses responsabilités et dégage les crédits nécessaires afin que les travaux de restauration soient engagés sans délai ; 2° pour que l'association des amis de la Malvalle qui a prouvé son attachement à la préservation de ce chef-d'œuvre puisse en obtenir la cession à l'amiable.

Tourisme et loisirs (centres de vacances et de loisirs : Deux-Sèvres).

24644. — 14 janvier 1980. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le problème qu'a pu poser la réquisition des centres de vacances du comité central d'entreprise d'Air France pour l'hébergement des forces de police lors du déplacement présidentiel à Niort, le 12 octobre 1979. Cette décision a été prise contre le gré du comité d'entreprise d'Air France. Il lui semble que cette décision autoritaire ne se justifie pas et que d'autres endroits auraient pu être choisis. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin que de tels incidents fâcheux ne se reproduisent pas.

Cautionnement (réglementation).

24645. — 14 janvier 1980. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre de la justice à propos du cautionnement. Considérant que le cautionnement est un acte grave qui engage le patrimoine par un acte généralement sous seing privé, donc non soumis à publicité, et que cette situation peut avoir des conséquences dommageables pour les tiers et pour la famille pendant de longues années et jusqu'à trente ans en matière immobilière, il lui demande s'il n'est pas possible de prendre certaines dispositions de protection, par exemple : que le cautionnement soit passé par acte authentique, avec la garantie des éclaircissements apportés aux parties dans le cadre du devoir de conseil du notaire ; qu'il soit mis en place un fichier central de cautionnement.

Agriculture : ministère (personnel).

24646. — 14 janvier 1980. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions de travail du personnel des haras nationaux. Il lui demande : 1° dans quel délai l'indemnité spéciale de séjour en monte sera remplacée par le versement d'une indemnité réglementaire de tournée ; 2° comment il estime pouvoir ramener la durée hebdomadaire du travail à quarante et une heures au lieu d'un minimum de quarante-trois heures trente ; 3° s'il envisage de créer prochainement les postes d'ouvriers professionnels et de contremaîtres indispensables au bon fonctionnement de certains dépôts.

Lait et produits laitiers (lait).

24647. — 14 janvier 1980. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les prix du lait. Il souligne les énormes distorsions créées au désavantage des petits producteurs en raison notamment de l'uniformisation de la taxe de coresponsabilité afin de résorber le poids d'excédents provoqués par d'autres pays et aussi à cause des montants compensatoires monétaires qui continuent à perturber les échanges et pèsent sur les prix. Il lui demande s'il est dans ses intentions d'agir : contre la taxe de coresponsabilité et contre tout prélèvement supplémentaire ; pour la suppression totale des M.C.M. ; pour une meilleure gestion des stocks d'intervention laitière.

Communautés européennes (politique de développement des régions).

24648. — 14 janvier 1980. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la dégradation continue du pouvoir d'achat des familles paysannes bretonnes. Il lui indique que, suivant l'étude faite par la chambre d'agriculture et malgré une augmentation de 12,8 p. 100 de la production agricole, le revenu brut d'exploitation de l'agriculture dans les Côtes-du-Nord n'augmentera que de 5,6 p. 100 cette année et se traduira donc par une nouvelle baisse du pouvoir d'achat. Une telle situation due essentiellement aux charges d'exploitation et aux conditions de rémunération des produits ne peut qu'aggraver encore le processus de désertification de la Bretagne, notamment celle de l'intérieur. Il lui demande s'il a l'intention d'exiger du prochain conseil des ministres européens qu'il prenne en compte la Bretagne dans le cadre des programmes spécifiques à mettre en place pour certaines régions défavorisées.

Fruits et légumes (pommes de terre : Bretagne).

24649. — 14 janvier 1980. — **M. François Leizour** interroge **M. le ministre de l'agriculture** au sujet de la crise qui sévit chez les producteurs bretons de plants de pomme de terre. Il lui rappelle que les producteurs bretons ont été à l'origine de l'organisation du marché du plant de pommes de terre en France et que les graves difficultés du marché ont réduit de 10 603 en 1968 à 4 500 en 1979 le nombre de sélectionneurs. Il insiste sur le fait que le prix payé est loin de couvrir les frais et que le déficit de 12 000 francs à l'hectare de l'année précédente sera encore plus élevé cette année. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour mettre fin à la discrimination dont sont victimes les producteurs bretons, notamment pour la variété Bintje, par rapport aux gros producteurs de la région Nord-Bassin parisien et de la Hollande ; pour une organisation plus équitable du marché national et européen ; pour obtenir dans l'immédiat l'aide directe du F.O.R.M.A. à la caisse de péréquation du G.O.P.E.X.

Santé publique (dialyses à domicile).

24650. — 14 janvier 1980. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème des dialysés qui se soignent à domicile avec l'aide d'un conjoint. Or la plupart de ces malades ne reçoivent aucune indemnité pour les frais spéciaux entraînés par leur condition. Il lui demande de bien vouloir révéler les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Enseignement secondaire (établissements : Seine-Saint-Denis).

24651. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Odru** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'au L.T.E. et au L.E.P. Condorcet de Montreuil (Seine-Saint-Denis) la responsabilité de l'intendance est assumée par un gestionnaire comptable, intérimaire, nommé à titre provisoire et exerçant à temps partiel. Les conseils d'établissement de ces lycées estiment que cette situation, qui semble devoir être reconduite durablement, entrave le fonctionnement des deux établissements. La présence de 1 000 élèves en formation initiale et de 1 500 stagiaires de formation continue y justifie, en effet, la nomination d'un intendant à temps complet. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre concrètement au vœu unanime de ces conseils d'établissement et nommer un intendant à temps complet pour les deux lycées.

Enseignement secondaire (établissements : Seine-Saint-Denis).

24652. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Odru** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les enseignants ainsi que les personnels administratifs et de service qui sont affectés au L.T.E. et au L.E.P. Condorcet de Montreuil (Seine-Saint-Denis) sont en nombre très

insuffisant. Ces établissements fonctionnent sur deux implantations géographiques distantes de deux kilomètres, s'étendant sur 40 000 mètres carrés et recevant 1 000 élèves en formation initiale et 1 500 stagiaires en formation continue. Des établissements nettement moins importants sont souvent dotés d'un personnel plus nombreux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire aux besoins exprimés par les conseils d'établissement qui, à l'unanimité, demandent que, pour ces deux lycées, soient nommés un second conseiller d'éducation, un secrétaire sténodactylographe, plusieurs ouvriers professionnels et que soit créé un second poste d'infirmière.

Enseignement secondaire (établissements : Seine-Saint-Denis).

24653. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Odru** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les vœux exprimés à l'unanimité par le conseil d'établissement du L.E.P. Condorcet, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Constatant que la moitié des élèves actuellement en première année, notamment les élèves étrangers, ne possèdent pas les connaissances élémentaires nécessaires à l'apprentissage d'une profession, ce conseil d'établissement estime, à juste titre, que ces élèves doivent bénéficier d'une authentique remise à niveau. Les quelques heures de soutien qui leur sont accordées sont absolument insuffisantes. Ce conseil d'établissement demande, en conséquence, que soient affectés au L.E.P. deux maîtres auxiliaires en surnombre (un en lettres, un en mathématiques) susceptibles d'assurer de trois à cinq heures d'enseignement de soutien et de rattrapage à chacune des cinq sections de première année recevant ces élèves particulièrement faibles. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre aux besoins exprimés par ce conseil d'établissement.

Intérieur : ministère (personnel).

24654. — 14 janvier 1980. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les revendications des personnels d'encadrement des préfectures. Le statut de ces personnels, élaboré en 1949, retouché en 1960, ne correspond plus aujourd'hui à leurs nouvelles responsabilités et à la complexité de leur fonction. Ces personnels demandent la revalorisation de leur statut. En conséquence, il lui demande donc les dispositions qu'il compte prendre afin de garantir aux cadres des préfectures une carrière raisonnable et d'améliorer leurs conditions matérielles notamment par : la suppression de la 1^{re} classe du grade d'attaché et la création d'une classe unique ; la promotion au grade d'attaché principal possible après cinq années de service, année de stage comprise ; l'augmentation sensible des promotions au choix dans le grade d'attaché principal et la création d'un grade de directeur adjoint assurant à tous les promus un accès à des responsabilités réelles de direction ; l'application de l'échelle lettre à la fin de carrière des directeurs de préfecture et la redéfinition de leurs fonctions dans le sens d'une plus large délégation de responsabilités et de compétence ; l'ouverture, dans une plus large proportion, au corps préfectoral, en particulier comme sous-préfet territorial ; la revalorisation des traitements, notamment pour les agents en début de carrière ; une forte majoration des indemnités forfaitaires et leur indexation sur l'évolution réelle du coût de la vie.

Administration (rapports avec les administrés).

24655. — 14 janvier 1980. — **M. Roland Renard** demande à **M. le Premier ministre** dans quelles conditions fonctionne la commission d'accès aux documents administratifs créée par la loi du 17 juillet 1978 et présidée par M. Ordonneau, conseiller d'Etat. Il lui signale que malgré l'article 7 de ladite loi cet organisme ne répond pas aux requérants dans le délai d'un mois, faute semble-t-il de personnel. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour que cette importante loi soit appliquée.

Administration (rapports avec les administrés).

24656. — 14 janvier 1980. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le décret du 22 septembre 1979 pris en application de la loi du 17 juillet 1978 supprimant le secret administratif. Le décret exclut du champ d'application de la loi tous les documents préparatoires à une décision non encore prise. Or ce sont souvent ces documents qui importent pour les personnes physiques ou morales qui veulent pouvoir intervenir avant qu'il ne soit trop tard. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour respecter dans les textes d'application l'esprit de la loi du 17 juillet 1978.

Fonctionnaires et agents publics (statut).

24657. — 14 janvier 1980. — **M. Roland Renard** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** dans quelles conditions est appliqué l'article 9 de la loi du 11 juillet 1979 dans les administrations pour la communication intégrale de leur dossier individuel aux fonctionnaires. Il lui signale que les ministères semblent encore ignorer cette loi, d'aucuns ne répondant pas aux demandes, d'autres offrant en communication des dossiers incomplets ou expurgés. Il lui demande, en conséquence, s'il entend adresser des instructions précises aux administratifs à ce sujet, en leur rappelant la composition d'un dossier telle qu'elle figure au statut général des fonctionnaires.

Enseignement (programmes).

24558. — 14 janvier 1980. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation** que la France, de par les leçons qui se dégagent de sa longue et souvent douloureuse histoire, est davantage le fait de sang donné que de sang reçu. C'est dans ce cadre qu'il est juste de situer toute la noblesse du geste des donateurs de sang volontaires français. Le pays a le droit de s'enorgueillir d'avoir à sa disposition dans les coins les plus reculés de l'hexagone des femmes et des hommes par dizaines de milliers qui, à plusieurs reprises, chaque année, offrent un peu de leur sang pour sauver directement une vie inconnue d'eux ou pour permettre aux sciences médicales d'atteindre des objectifs sans lesquels le mal ne serait pas vaincu. Ce sang donné volontairement, gratuitement et anonymement représente, à juste titre, un geste d'une très haute portée civique. Chaque cas est un exemple qui mérite d'être exalté. Toutefois, dans le monde d'aujourd'hui, la grandeur du geste des donateurs de sang volontaires semble tellement naturelle, elle est tellement enpreinte de modestie de leur part, que le geste ne trouve pas toujours l'écho nécessaire dans les établissements d'enseignement du pays. Bien sûr, il existe des enseignants et des enseignantes souvent donateurs de sang eux-mêmes, qui dans leurs leçons trouvent de temps en temps le moyen d'exalter l'exemple des donateurs de sang devant leurs élèves. Mais dans les programmes scolaires sous forme d'instruction civique ou sous forme des explications scientifiques, notamment pour situer les besoins en sang frais, rien de précis ne semble y figurer. En conséquence, il lui demande s'il ne pourrait pas inscrire dans les programmes scolaires un cours pour magnifier le geste des donateurs de sang volontaires, d'une part, et pour démontrer, d'autre part, combien les besoins de sang frais sont grands pour sauver chaque jour des vies humaines victimes d'accidents du travail, d'accidents de la route ou atteintes de maladies qui seraient incurables si le sang frais ne servait pas de thérapeutique pour les combattre.

Sang et organes humains (politique et réglementation).

24659. — 14 janvier 1980. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le sang recueilli chez les donateurs des deux sexes, volontairement, bénévolement et dans l'anonymat, est utilisé soit directement sous forme de transfusions sanguines, soit indirectement après conditionnement dans les laboratoires spécialisés. Il lui demande : 1° combien de transfusions sanguines ont été enregistrées au cours de l'année 1979 dans toute la France et quelles quantités de sang frais ont été utilisés à cet effet ; 2° quelles quantités de sang frais ont été utilisés pour produire des médicaments et des dérivés.

Sang et organes humains (politique et réglementation).

24660. — 14 janvier 1980. — **M. Tourné** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les besoins en sang frais pour faire face à certaines thérapeutiques : maladies graves, suite d'accidents du travail, suite d'accidents de la route, etc., ne cessent d'augmenter. Fort heureusement, la France a la chance de compter un nombre considérable de donateurs de sang volontaires qui offrent ainsi plusieurs fois par an bénévolement et d'une façon anonyme une part de leur vie pour sauver celle d'autrui. Il lui demande : 1° combien de flacons de sang ont été recueillis au cours de l'année 1979 chez les donateurs de sang bénévoles et volontaires : a) dans toute la France ; b) dans chacun des départements français ; 2° de préciser si le sang bénévolement recueilli suffit aux besoins thérapeutiques du pays.

Sang et organes humains (politique et réglementation).

24661. — 14 janvier 1980. — **M. André Tourné** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** dans quelles conditions est stocké, conservé, conditionné et distribué le sang frais

recolté chez les donateurs de sang bénévoles et volontaires. Une fois que le sang est recueilli, quel est le circuit qu'impose son utilisation pratique, qui en dispose et dans quelles conditions. De plus, il lui demande de préciser si le sang frais recolté chez les donateurs de sang bénévoles, utilisé médicalement par les équipes de secours ou par les établissements hospitaliers publics ou privés ou par les laboratoires spécialisés, est payé ; si oui, dans quelles conditions.

Handicapés (assistance d'une tierce personne).

24662. — 14 janvier 1980. — **M. André Tourné** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** qu'à l'heure actuelle, malgré l'aggravation de leur état de santé, beaucoup de grands invalides de guerre, amputés par exemple, ne peuvent obtenir le bénéfice de l'article L. 18 du code des pensions, article relatif au bénéfice d'une allocation pour tierce personne indispensable aux grands invalides pour accomplir les actes essentiels de la vie. Dans certains cas, pour justifier le refus d'accorder le bénéfice de l'article L. 18 au demandeur, on invoque qu'il n'y aurait pas de liaison de cause à effet. Dans d'autres cas, l'aggravation, quoique constatée, l'impotence indiscutable sont mises au compte de l'âge. En conséquence, il lui demande combien d'allocations pour tierce personne de l'article L. 18 du code des pensions ont été accordées au cours de l'année 1979 : a) dans toute la France ; b) dans chacune des régions dépendant d'une direction régionale des pensions ; c) dans chacun des départements français. En terminant, il lui demande s'il ne pouvait pas donner des instructions en vue de rendre plus accessible le bénéfice de l'article L. 18 en faveur des très grands invalides de guerre qui le souhaitent.

Anciens combattants et victimes de guerre (statistiques).

24663. — 14 janvier 1980. — **M. André Tourné** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** que les plus jeunes survivants de la guerre 1914-1918 titulaires d'une pension d'invalidité ou bénéficiaires de la retraite de combattant sont âgés au moins de quatre-vingts ans. Il en est de même, à deux ou trois ans près, des veuves de guerre du premier grand conflit mondial. Ceux qui avaient trente ans en 1914 sont déjà âgés de quatre-vingt-quinze ans et ceux qui avaient dix-neuf ans en 1918 ont déjà dépassé l'âge de quatre-vingts ans. Ainsi la moyenne d'âge des survivants de la Grande Guerre se situe à présent aux environs de quatre-vingt-dix ans. D'après les tables de mortalité des services du ministère de la santé à ces âges, la mortalité des Français et des Françaises varie entre 20 à 30 p. 100. Il lui demande de bien vouloir préciser : 1° quel est le pourcentage des décès chez les survivants de la guerre 1914-1918 ; 2° combien de ces survivants, ayants droit et ayants cause, ressortissants de son ministère, ont disparu au cours de l'année 1979 : a) dans toute la France ; b) dans chacune des directions régionales des pensions ; c) dans chacun des départements français. Il lui rappelle en terminant que les services dépendant du ministère du travail sont à même de fournir à tout instant des renseignements semblables au sujet des assujettis à la sécurité sociale.

Enseignement

(agence nationale pour le développement de l'éducation permanente).

24664. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Zarka** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation actuelle de l'agence nationale pour le développement de l'éducation permanente où des licenciements sont à craindre au cours de l'année 1980. Cette agence créée en 1973 a le statut d'établissement public et a pour mission de « susciter, promouvoir, valoriser des actions de formation... assurées par les établissements... du ministère de l'éducation nationale ». L'A.D.E.P. a ainsi contribué au développement d'une politique coordonnée du service public en matière de formation professionnelle continue. Son budget ne peut être équilibré autrement que par des commandes des partenaires publics. Aussi il s'étonne que le budget 1980 n'ait pas été présenté en temps voulu au conseil d'administration, et craint qu'à travers un déficit prévisible on cherche à remettre en cause l'activité d'un organisme public. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner à l'A.D.E.P. les moyens de remplir sa mission et éviter tout licenciement.

Produits agricoles et alimentaires (industries agricoles et alimentaires : Rhône-Alpes).

24665. — 14 janvier 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés soulevées par l'application du règlement 1361/78 dont le champ d'action restreint crée dans les zones limitrophes qui en sont exclues des distorsions absurdes de conséquence et inéquitables. Il lui demande

s'il n'estime pas devoir demander à la commission des Communautés européennes l'extension du règlement 1361 à tous les investissements du secteur agro-alimentaire effectués dans les départements de la Drôme et de l'Ardeche et dans les zones de production fruitière irriguée, viticoles et de montagne du département du Rhône.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements).

24666. — 14 janvier 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les charges supportées par les universités au titre de l'allocation pour perte d'emploi versée aux personnels vacataires au terme de leurs contrats. Il lui demande : 1° si elle n'estime pas devoir instituer sans tarder un système permettant de doter les universités à faibles ressources des moyens leur permettant de faire face au financement de l'allocation susdite ; 2° quand paraîtra, s'il n'est déjà publié, le décret devant organiser la constitution de provisions sur les contrats de recherche ; 3° si elle envisage, à l'expérience, de modifier la réglementation tendant à prévenir pour les universités le risque d'indemnisation des personnels vacataires au terme de leurs contrats en interdisant à ces établissements publics de conclure des contrats de travail à plein temps pour une durée supérieure à quelques mois.

Enseignement secondaire (programmes).

24667. — 14 janvier 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'écho suscité auprès des professeurs de biologie et des fédérations de parents d'élèves par l'expression de son intention de créer en classe de seconde pour tous les élèves un enseignement obligatoire de biologie alors qu'il n'existe pas actuellement. Il lui demande quand cet objectif de promotion de la biologie au rang des enseignements fondamentaux sera atteint en France, et plus particulièrement dans tous les établissements scolaires du département du Rhône.

S.N.C.F. (gares : Rhône).

24668. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Bernard Cousté**, rappelant que, depuis qu'il est question de l'édification d'une nouvelle gare à la Part-Dieu, à Lyon, il a de nombreuses fois interrogé le Gouvernement en 1976, 1977, 1978 et notamment par ses questions écrites n° 10468 du 6 décembre 1978 et n° 13955 du 16 mars 1979, demande à **M. le ministre des transports** si des conventions ont été finalement établies et signées entre la communauté urbaine de Lyon et la S.N.C.F. et si ces accords précisent les caractéristiques de cette nouvelle gare et les modalités de financement. Il rappelle, en effet, que dans la réponse à sa question du 21 décembre 1978, qui n'a d'ailleurs été rédigée que le 31 mai 1979, la gare de la Part-Dieu serait essentiellement « une gare de passage où s'arrêteraient les T.G.V. circulant de Paris sur le Sud et vice versa, ainsi que les rapides et express circulant du Nord ou de l'Est vers le Sud et vice versa ». Cela veut donc dire que la gare de Perrache serait origine et terminus pour les T.G.V. dont le parcours est limité à Paris-Lyon. Peut-il lui préciser si cette interprétation est exacte, car il apparaîtrait donc que les T.G.V. s'arrêteraient en deux endroits à Lyon, à la nouvelle gare de la Part-Dieu et à la gare de Perrache. Il lui demande, en outre, à quel moment commencera la période de transition où la gare des Brotteaux sera utilisée pour accueillir les T.G.V. Pourrait-il être précisé quels seront les T.G.V. qui s'arrêteront à la gare actuelle des Brotteaux, ceux de passage ou uniquement ceux de liaison terminale Lyon-Paris. Est-il possible enfin de savoir quand commencera cette phase transitoire et quand elle devrait être achevée, puisque aussi bien les études et travaux de la nouvelle gare de la Part-Dieu ne sont pas encore menés à leur terme.

Justice (cours et tribunaux : Rhône).

24669. — 14 janvier 1980. — Il y a un an, **M. Pierre-Bernard Cousté** interrogeait **M. le ministre de la justice** sur les projets d'édification d'une cité judiciaire à Lyon. Serait-il possible de savoir si, comme l'indiquait la réponse à la question n° 9391 du 30 novembre 1978 qu'il avait déposée, et à la suite des dernières études de la S.E.R.L., le département du Rhône et la chancellerie ont finalement procédé à l'acquisition des terrains avec l'assistance technique de la S.E.R.L. L'Assemblée départementale a-t-elle examiné les projets et a-t-elle inscrit à son budget les crédits nécessaires pour mener à bien les premières acquisitions de terrains. A-t-on dû avoir recours à la procédure d'expropriation compte tenu que certains immeubles compris dans l'îlot Créquel, Bonnel, Servient, Dugesclin sont encore habités ? Peut-il lui indiquer quel a été le montant des crédits représentant

la participation financière de l'Etat qui ont pu être dégagés en 1979 et prévus pour 1980 ? Est-il bien exact que, finalement, le coût global des acquisitions de terrains et immeubles peut être raisonnablement encore évalué à 23 millions de francs ? Est-il possible de savoir à quelle date raisonnable peut être prévu le démarrage des travaux de construction de la cité judiciaire et si cette construction est bien conçue comme constituant un ensemble unique regroupant les locaux de la cour d'appel et les locaux des juridictions du premier degré y compris la juridiction prud'homale.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Paris).

24670. — 14 janvier 1980. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de lui fournir une information aussi complète que possible sur les irrégularités qui auraient pu être constatées dans le fonctionnement de l'hôpital public de Passy. Convient-il ou non d'ajouter foi à certains faits relatés par la presse, touchant notamment l'obtention de certificats de complaisance en vue de tourner les dispositions légales sur l'interruption volontaire de grossesse, le recours à la prescription d'un maximum d'actes médicaux et le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Enseignement secondaire (personnel).

24671. — 14 janvier 1980. — **M. René Serres** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème intéressant les chefs d'établissement d'enseignement du second degré. Il semble que, contrairement à ce qui avait été prévu en 1978, on s'oriente, en ce qui concerne leur statut, vers une modification du texte de 1979 qui ne remettrait pas en cause la notion d'emploi. Les intéressés estiment que l'attribution d'un grade assorti d'une échelle indiciaire propre à ce grade constituerait une solution préférable à l'emploi. Il convient de souligner qu'en raison de leur haut niveau de qualification universitaire, complété par une formation spécifique, les chefs d'établissement font partie de ces fonctionnaires pleinement responsables, dont lui-même ne cesse de rappeler le rôle déterminant qu'ils jouent à la tête de communautés éducatives en pleine mutation. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions en ce qui concerne le projet de statut des chefs d'établissement de l'enseignement du second degré.

Commerce et artisanat (aides et prêts).

24672. — 14 janvier 1980. — **M. Paul Callaud** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que le décret n° 79-215 du 15 mars 1979 relatif aux mesures d'aide en faveur de l'installation d'entreprises artisanales dans certaines parties du territoire et déterminant les conditions d'attribution de ces primes, d'une part, en milieu rural, d'autre part, en zone urbaine nouvelle ou rénovée, laisse sans solution le problème des artisans s'établissant dans des communes de plus de 5 000 habitants ou exerçant certains services répondant aux besoins de la population. C'est ainsi qu'un artisan carrossier s'installant dans la zone industrielle légère d'une commune de plus de 5 000 habitants constituant un véritable centre de services et d'approvisionnement pour tout un secteur à économie rurale dominante, n'est pas admis au bénéfice d'une prime d'installation pour des investissements de plus de 200 000 francs. Il lui demande s'il ne paraît pas souhaitable d'assouplir cette réglementation dans tous les cas où la commune d'installation, même si sa population dépasse 5 000 habitants, présente un caractère d'activité rurale dominante. Il souhaite également qu'une appréciation moins stricte de la nature des services ou des productions soit retenue lorsqu'il s'agit d'une prime d'installation en zone urbaine. De telles dispositions seraient dans l'esprit de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat et corrigeraient certains effets de seuil regrettables.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

24673. — 14 janvier 1980. — **M. André Rossinot** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation d'un certain nombre de personnes qui ont versé des cotisations facultatives d'assurance vieillesse antérieurement au 1^{er} juillet 1952 aux caisses de mutualité sociale agricole et qui sont bénéficiaires de rentes annuelles d'un montant dérisoire. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas d'une personne qui a versé des cotisations facultatives du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1950, soit pendant vingt années et demie et qui ne perçoit de la caisse de mutualité sociale agricole qu'une rente annuelle d'un montant de douze francs, et cela depuis le 1^{er} janvier 1968, sans que la rente ait jamais été revalorisée depuis cette date. Ces

rentes doivent, semble-t-il, faire l'objet d'un rachat par versement d'un capital; mais cela ne peut être mis en œuvre sans qu'interviennent des dispositions législatives. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre afin qu'un projet de loi permettant un tel rachat soit soumis au vote du Parlement dans les meilleurs délais.

Enseignement secondaire (personnel).

24674. — 14 janvier 1980. — **M. Yves Le Cabelléc** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les inquiétudes éprouvées par les personnels chargés d'un emploi de direction dans les lycées et collèges devant les projets ministériels relatifs aux règles concernant leur nomination, leur rémunération et leur promotion interne. Ils s'étonnent que, malgré les déclarations qui ont été faites en 1978, l'administration refuse d'accéder à leur demande de rétablissement d'un grade assorti de garanties statutaires de la fonction publique. D'autre part, ils désiraient obtenir un traitement indiciaire permettant au professeur, au principal, au censeur professeur certifié bi-admissible à l'agrégation, ou ancien C.P.E., de recevoir comme chef d'établissement le traitement d'un agrégé et au professeur agrégé de recevoir le traitement d'agrégé hors classe quand il est chef d'établissement. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions à l'égard des diverses requêtes présentées par les chefs d'établissement et censeurs des établissements du second degré.

Communes (finances : Ile-de-France).

24675. — 14 janvier 1980. — **Mme Marie-Thérèse Goutmann** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les graves conséquences de la décision de liquidation de la Société d'aménagement d'Ile-de-France (Semeaso). Cette société d'économie mixte connaît en effet une grave crise financière qui résulte pour l'essentiel de la politique gouvernementale d'austérité : diminution brutale du nombre de logements construits, désindustrialisation de la région parisienne. Cette politique a pour résultat l'impossibilité pour les sociétés d'aménagement de vendre les terrains aménagés pour les logements ou les activités industrielles au rythme prévu dans les bilans initiaux. Elle a contraint la Semeaso à s'endetter lourdement auprès de la caisse des dépôts et des banques et à payer, de ce fait, des frais financiers considérables. Les élus communistes ont combattu et combattent cette politique qui est d'autant plus scandaleuse que jamais, les besoins en logements et en emplois n'ont été aussi importants dans la région parisienne. La liquidation de la Semeaso constitue un gâchis inadmissible. Or, il est question de faire payer les dettes de la Semeaso, par le jeu des garanties d'emprunts, aux départements et aux communes concernés. C'est, par exemple, un déficit d'environ cinquante millions de francs (cinq milliards d'anciens francs) qui est annoncé pour la seule commune de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), soit l'équivalent de 5 000 francs par famille nocée. En aucun cas les habitants des communes concernées n'accepteront de faire les frais des conséquences d'une politique dont la responsabilité entière incombe au Gouvernement et que les élus communistes ont combattue. Elle lui demande, en conséquence : 1° quelles mesures d'urgence il entend prendre pour permettre de mener à bonne fin les opérations engagées par la Semeaso dans le respect des objectifs fixés en matière de logement social et d'emploi; 2° quels crédits il entend mettre à la disposition de la Semeaso, ou des aménageurs désignés pour reprendre telle ou telle opération, pour permettre l'achèvement des opérations sans grever le budget des collectivités locales.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

24676. — 14 janvier 1980. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les montures de lunettes ne sont remboursées que dans des proportions infimes par la sécurité sociale. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour réparer cette omission alors que les lunettes sont de plus en plus coûteuses et constituent un instrument de travail indispensable pour de nombreux assujettis à la sécurité sociale.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

24677. — 14 janvier 1980. — **M. Henri Forretti** demande à **M. le ministre du budget** s'il ne lui apparaît pas souhaitable d'envisager l'autorisation pour les personnes âgées de plus de soixante-dix ans de déduire fiscalement les frais d'aide ménagère.

Jardins (jardins familiaux).

24678. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Bonhomme** demande à **M. le ministre de l'intérieur**, à la suite de la parution tardive du décret du 30 novembre 1979 pris pour l'application de la loi du 10 novembre 1976 relative à la création et à la protection des jardins familiaux : 1° si une commune peut être elle-même organisme de jardins familiaux ou si elle peut subventionner au prorata des dépenses réelles un organisme de jardins familiaux sans réelles ressources propres; 2° quel sera la destination ou le sort légal de terrains d'un organisme de jardins familiaux dans le cas de cessation d'existence ou même d'activité dudit organisme et particulièrement, dans le cas de terrains non préemptés par la collectivité locale mais acquis par l'organisme grâce à des subventions communales.

Régions (conseil économique et social).

24679. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Bonhomme** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que les organismes sociaux (caisse régionale d'assurance maladie, caisses d'allocations familiales, etc.) doivent, en accord, proposer au préfet régional les noms de leurs représentants au conseil régional économique et social. Il lui demande : si l'opposition par exemple du représentant d'un seul organisme peut empêcher la présentation de représentants désignés par tous les autres organismes; plus généralement, si l'accord des organismes doit être unanime ou majoritaire.

Copropriété (régime juridique).

24680. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Bonhomme** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si une majorité de copropriétaires peut imposer des travaux amortissables en moins de cinq ans mais d'un coût plus élevé que par exemple le revenu quinquennal des loyers. Il souhaiterait également savoir quelle proportion doit être respectée entre le coût des travaux susvisés et la valeur vénale du lot de copropriété.

Jardins (jardins familiaux).

24681. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Bonhomme** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale**, à la suite de la parution tardive du décret du 30 novembre 1979 pris pour l'application de la loi du 10 novembre 1976 relative à la création et à la protection des jardins familiaux, si les Caisses nationales ou départementales d'allocations familiales peuvent subventionner ou allouer des prêts sans intérêts à un organisme de jardins familiaux.

Impôts et taxes (centres de gestion et associations agréés).

24682. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Bonhomme** rappelle à **M. le ministre du budget** que tous ceux qui adhèrent déjà à un centre de gestion agréé pourront continuer à y appartenir, même s'ils franchissent les limites de recettes ou de chiffres d'affaires au-delà desquelles l'adhésion n'est pas possible. Il lui demande : 1° Pourquoi les limites de recettes ou de chiffres d'affaires ont été fixées sans majorations vraiment importantes surtout en ce qui concerne les entreprises prestataires de services; 2° Si les adhérents à un centre de gestion agréé antérieurement à l'année 1980 bénéficieront des 20 p. 100 d'allègements fiscaux quelles que soient les limites de leurs recettes ou de leurs chiffres d'affaires en 1980 et dans l'avenir.

Communes (personnel).

24683. — 14 janvier 1980. — **M. René La Combe** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en réponse à la question écrite n° 43365 (Journal officiel, Débats A.N. du 4 février 1978, page 421), il disait : « On peut estimer qu'une heure de leçon équivaut à deux heures de travail. Ainsi, un maître nageur qui dispense des leçons durant vingt heures et demie par semaine peut être considéré comme ayant effectué quarante et une heures de travail ce qui correspond à la durée légale qui est exigée des fonctionnaires et agents communaux. » Il lui demande quel est le texte législatif ou réglementaire qui permet de dire « qu'une heure de leçon équivaut à deux heures de travail ».

Impôts et taxes (bénéfices non commerciaux).

24684. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Ribes rappelle à M. le ministre du budget la question ayant fait l'objet de la réponse publiée au *Journal officiel* du 6 septembre 1973, p. 5968, n° 51509, qu'il se posait de savoir si devait être maintenue l'obligation, confirmée par une précédente réponse au *Journal officiel* du 13 novembre 1974, p. 6242, n° 12945, faite aux pharmaciens d'officine de déclarer, dans les conditions prévues au paragraphe I de l'article 246 du C.G.I., les sommes encaissées auprès de leurs clients et reversées aux laboratoires d'analyses médicales où sont effectués les travaux qui leur ont été confiés. Il avait fait observer, en effet, que les déclarations ainsi exigées des pharmaciens feraient double emploi avec les relevés récapitulatifs par laboratoire qu'étaient tenues d'établir les caisses de sécurité sociale en application de l'article 54 de la loi de finances pour 1973. Dans la réponse précitée du 6 septembre 1975, il lui avait été indiqué que dans le « cas particulier... les organismes de sécurité sociale n'établissent pas de relevés individuels d'honoraires au nom desdits laboratoires » et que, dès lors, le double emploi signalé ne pouvait exister. Or, par une réponse à M. de Kerveguen au *Journal officiel*, Débats A.N., 13 août 1977, p. 5154, n° 36814, Mme le ministre de la santé précisait que les services fiscaux recevraient « à partir de 1978 » et « sous forme d'une déclaration récapitulative globale, les relevés des sommes réglées (aux laboratoires) par les assurés sociaux », ces déclarations établies « dans les mêmes conditions que pour les relevés des honoraires des praticiens et auxiliaires médicaux ». Dans ces conditions, il lui demande s'il confirme les termes de la réponse précitée du 6 septembre 1975 en ce qui concerne l'obligation pour le pharmacien de déclarer annuellement le montant des analyses reverse au laboratoire comme ayant été encaissé pour son compte (et sur lequel il a retenu à la source le montant des honoraires de transmission lui revenant) alors que — à l'évidence — la déclaration par les organismes de sécurité sociale des sommes réellement payées par les assurés présenterait beaucoup plus d'intérêt pour le contrôle, par l'administration, des recettes encaissées par les laboratoires d'analyses médicales.

Commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat).

24685. — 14 janvier 1980. — M. Lucien Richard appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur le principe de l'élaboration d'une charte de l'artisanat, dont les travaux préparatoires se déroulent depuis plusieurs mois déjà. Sur un plan général, il souhaiterait être informé de l'objet et de la forme que le Gouvernement entend assigner à cette charte au regard de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, et si notamment les dispositions nouvelles auraient valeur législative, auquel cas il appartiendrait au parlement d'en être saisi et d'en discuter. Lui faisant observer que la nécessité de définir une politique d'ensemble pour l'artisanat a été à plusieurs reprises réaffirmée par le Gouvernement, il estime qu'un projet de cette envergure ne peut être mené à son terme qu'après une concertation aussi large que possible, et sans exclusive, des organismes représentatifs des intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. Il considère également qu'une telle entreprise constitue une démarche politique, et ne saurait se limiter à une série de décisions ponctuelles dont la mise en œuvre risquerait d'avoir un caractère aléatoire. Il lui demande en conséquence s'il peut lui faire connaître l'état d'avancement des travaux ainsi que les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Copropriété (régime juridique).

24686. — 14 janvier 1980. — M. Louis Sallé demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie si un copropriétaire ayant fait promesse de vente de son appartement au syndicat de copropriétaires, au moment du vote par l'assemblée générale extraordinaire réunie pour délibérer sur cette acquisition, devait prendre part au vote ou au contraire quitter la salle des délibérations. En effet, il semblerait qu'un copropriétaire traitant avec le syndicat de copropriétaires ne peut être juge et partie. Or ni la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 ni le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ne comportent une disposition traitant de ce cas particulier très rare.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (budget).

24687. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Seguin appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les résultats des travaux des premières assises nationales de l'associa-

tion des responsables de blanchisserie hospitalière qui se sont tenues tout récemment à Epinal. Il en ressort en effet qu'une rationalisation des conditions de traitement du linge hospitalier permettrait de réduire en valeur moyenne de 0,5 à 0,8 p. 100 le coût de la fonction linge qui représente, selon les cas, de 2,5 à 5 p. 100 du budget global des établissements hospitaliers. M. Philippe Seguin prie en conséquence M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, de bien vouloir lui faire connaître, à l'heure où l'allègement des charges hospitalières est à l'ordre du jour, s'il entre dans les intentions de ses services d'étudier les résultats des travaux de ladite association et, le cas échéant, de les mettre en œuvre.

Assurance vieillesse, régimes autonomes et spéciaux (travailleurs indépendants : retraite anticipée).

24688. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Seguin expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans ne bénéficie pas, à l'heure actuelle, aux ressortissants des régimes de l'Organic et de la Caneava, alignés sur le régime général et ce, contrairement à ce qui avait été annoncé par le Gouvernement à l'Assemblée nationale le 29 juin 1977. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour : 1° faire respecter la volonté du législateur ; 2° faire bénéficier de cette mesure les épouses de commerçants, d'artisans ou d'industriels qui ont interrompu leur carrière salariée pendant quelques années pour collaborer à l'entreprise familiale.

Chômage : indemnisation (allocation de garantie de ressources).

24689. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Seguin appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'opportunité de la suppression de l'obligation imposée aux demandeurs d'emploi de plus de cinquante-cinq ans de produire des certificats de recherche d'emploi. Il lui rappelle à cet égard la réponse que lui avait faite son prédécesseur à une question d'actualité du 25 avril 1979 : « L'excellente question de M. Seguin me donne l'occasion de faire, une fois de plus, une mise au point utile. Nous avons abaissé l'âge de la préretraite à cinquante-six ans huit mois. Il s'agit en effet, là aussi, de retraités qui ne sont pas réellement demandeurs d'emploi. Ils sont, en fait, insérés dans un système de retraites. » M. Philippe Seguin demande, en conséquence, à M. le ministre du travail et de la participation de lui faire connaître quelles initiatives il compte prendre pour faire mettre un terme à un système dont le caractère humiliant, illogique et inutile est unanimement reconnu.

Habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur).

24690. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Seguin fait part à M. le ministre de l'industrie des inquiétudes que lui paraît susceptible de nourrir, pour notre industrie textile, l'évolution récente des résultats de notre commerce extérieur et les perspectives pour 1980. Ainsi, les entrées de fibres de coton ont augmenté de 26,6 p. 100 de novembre 1978 à novembre 1979, tandis que les entrées de tissus coton progressaient de 17 p. 100. Tous articles textiles confondus, l'augmentation annuelle des importations s'établit à 23,9 p. 100. Or, sans vouloir rappeler l'absence de solution décisive au problème de la délinquance douanière intra-communautaire, justement dénoncée par le sénateur Maurice Schumann devant la Haute Assemblée, la possibilité ouverte à la Chine d'exporter vers l'Europe sans diminution corrélative des contingents alloués aux autres exportateurs risque d'aggraver cette situation. M. Philippe Seguin prie en conséquence M. le ministre de l'industrie de bien vouloir lui indiquer quelles initiatives il compte prendre en liaison avec son collègue chargé du commerce extérieur pour enrayer une évolution qui risque d'être préjudiciable à notre industrie textile et de compromettre les premiers effets positifs de l'accord multifibres et de la politique gouvernementale d'aide au renforcement de ce secteur.

Sécurité sociale (cotisations).

24691. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Seguin appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur certaines conséquences des initiatives prises de plus en plus fréquemment par les U. R. S. S. A. F. en vue de réintégrer dans l'assiette des cotisations les primes, indemnités ou « treizièmes mois » versés aux personnels communaux et départementaux par l'intermédiaire d'associations créées par les collectivités locales.

Les réintégrations ne concernent en effet que les agents non titulaires — relevant du régime général — puisqu'en ce qui concerne les titulaires — relevant du régime spécial des fonctionnaires — l'assiette des cotisations ne peut être constituée que des sommes soumises à pension. Il n'insistera pas sur le fait que cette discrimination s'ajoute à la liste de celles que provoque (entre communes, entre départements, entre agents d'une même collectivité...) le développement anarchique — et en toute illégalité — d'un système de rémunérations parallèles, voire occultes, qui n'a à ce jour suscité apparemment qu'indifférence de la part des services compétents du ministère du budget et du ministère de l'Intérieur en dépit d'interventions répétées de la Cour des comptes. Il lui demande simplement de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre, s'agissant des réintégrations en cause, pour mettre un terme à une situation aussi paradoxale et aussi profondément injuste.

Politique extérieure (Tunisie).

24692. — 14 janvier 1980. — **M. Philippe Séguin** prie **M. le ministre des affaires étrangères** de bien vouloir lui préciser les intentions du département au sujet du lycée Carnot de Tunis. Il lui demande d'indiquer, le cas échéant, quelles sont les raisons qui pourraient militer en faveur de la fermeture d'un établissement qui fut l'un des éléments moteurs et le symbole de la présence culturelle française en Tunisie.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Vosges).

24693. — 14 janvier 1980. — **M. Philippe Séguin** indique à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** qu'il a pris bonne note des dispositions du décret du 16 octobre 1979 qui retient les bureaux de poste comme support essentiel à la polyvalence des services publics en milieu rural. Il le prie de bien vouloir lui préciser quelles initiatives ont été prises ou envisagées en la matière dans le département des Vosges.

Administration (structures administratives : Vosges).

24694. — 14 janvier 1980. — **M. Philippe Séguin** indique à **M. le Premier ministre** qu'il a pris bonne note des dispositions prises en application des décisions du comité interministériel d'aménagement du territoire du 22 février 1979 et tendant notamment à la création d'agences de services publics et à la déconcentration au niveau des préfets du pouvoir de créer des services polyvalents. Il prie **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui indiquer quelles initiatives ont été prises ou envisagées en la matière dans le département des Vosges.

Handicapés (allocations et ressources).

24695. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Pierre Delalande** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème des ressources laissées à la disposition des handicapés résidant dans des foyers. Les personnes hébergées au titre de l'aide sociale ne se voient laisser que 10 p. 100 de l'ensemble de leurs ressources, ce qui représente pour la grande majorité d'entre elles une somme bien modeste et insuffisante pour faire face aux dépenses qui restent à leur charge (habillement, coiffeur, cigarettes, etc.). Sans doute, la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 prévoit-elle que les personnes hébergées dans des établissements de soins peuvent également percevoir, pour faire face à leurs frais personnels, 10 p. 100 du montant de l'allocation compensatrice pour tierce personne résultant de l'article 39 de la loi précitée. Il semble cependant que les C. O. T. O. R. E. P. adoptent à cet égard des positions différentes selon les départements. Certaines considèrent qu'il s'agit de ressources supplémentaires complétant les 10 p. 100 déjà laissés à leur disposition, d'autres considérant qu'il n'en est rien. Sans méconnaître le fait que de lourdes charges sont épargnées aux résidents compte tenu du prix de journée versé par l'aide sociale, il lui demande d'envisager la possibilité d'augmenter le montant des ressources laissées à la disposition des personnes handicapées hébergées dans un foyer d'accueil. Il souhaiterait en particulier que des dispositions d'ordre général soient prises en ce qui concerne la libre disposition des 10 p. 100 de l'allocation compensatrice pour tierce personne.

Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine).

24696. — 14 janvier 1980. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation du département biomédical de la Compagnie générale de radiologie. Celui-ci a pour spécialité des matériels de haute technicité destinés au monitoring

et au cathétérisme, pour lesquels il est une des rares entreprises françaises à intervenir. En mars 1979, par suite d'une restructuration, ses activités ont été transférées de Saint-Cloud à Issy-les-Moulineaux. Un deuxième déménagement est maintenant prévu à l'usine de Stains, où la nature de la production, réservée à de gros appareils radiologiques, permet difficilement d'envisager la poursuite des fabrications de monitoring. C'est le sort même du département biomédical qui est remis en cause, ce qui aurait pour effet de laisser le champ libre à la concurrence étrangère. Des compressions d'effectifs se sont déjà produites lors du premier transfert ; d'autres suivront, sans aucun doute avec le deuxième. Aussi, elle lui demande quelles dispositions il compte prendre pour éviter la disparition d'une technologie française de pointe, et pour protéger l'emploi des personnels de l'entreprise.

Crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes).

24697. — 14 janvier 1980. — **M. Raoul Bayou** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** quelles dispositions il entend prendre en vue de protéger les travailleurs contre des risques particuliers, et notamment ceux inhérents aux transports et mouvements de fonds. Il appelle son attention sur les récents événements qui ont démontré, s'il en était besoin, que certains établissements n'assurent pas suffisamment la sécurité de leurs salariés exposés aux agressions, aux atteintes physiques, à la tentation de la grande délinquance. Il lui demande s'il n'entend pas mettre en place, dans le domaine de la protection des travailleurs, des règles identiques à celles existant en matière de sécurité et d'hygiène. Il insiste auprès de lui pour que de rapides décisions soient prises, mettant un terme au désarroi qui règne actuellement dans le monde du travail, ce qui permettrait aux salariés de remplir leur tâche sans avoir à craindre pour leur personne et aux victimes éventuelles d'exercer tout recours utile.

Départements (parc automobile).

24698. — 14 janvier 1980. — A la suite de l'annonce des directives qu'il vient d'adresser aux administrations pour les inviter à réduire la puissance des voitures de service qu'elles ont à acquérir, **M. Louis Besson** demande à **M. le Premier ministre** quelle traduction leur donner en termes de recommandations aux collectivités locales, auxquelles incombe l'acquisition de véhicules, soit pour leurs propres services, soit pour certains fonctionnaires utilisant des voitures de fonction dont la mise à disposition est à la charge des départements.

Logement (allocations de logement).

24699. — 14 janvier 1980. — **M. Luis Darlot** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés des travailleurs privés d'emploi dont le pouvoir d'achat se trouve réduit dans des proportions relativement importantes ; néanmoins, ces travailleurs doivent continuer à faire face aux dépenses de loyer sans pouvoir prétendre, pour beaucoup d'entre eux, à l'allocation de logement. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux personnes privées d'emploi de percevoir toute ou partie de l'allocation de logement.

Enseignement secondaire (personnel).

24700. — 14 janvier 1980. — **M. Henri Darras** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'inquiétude des chefs d'établissements secondaires et des censeurs à la lecture des avant-projets ministériels modifiant leurs nominations, leurs rémunérations et leurs promotions. En effet, le refus du rétablissement d'un grade assorti de garanties statutaires de la fonction publique, la limitation éventuelle des promotions avec ses effets sur le reclassement indiciaire mécontentent les chefs d'établissement qui entendent être des fonctionnaires responsables et confirmés à la tête de leurs établissements par une situation clairement définie, à l'abri de tout arbitraire. Il lui demande en conséquence les dispositions qu'il compte prendre en concertation avec ces personnels pour que les propositions ministérielles répondent à leurs aspirations.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

24701. — 14 janvier 1980. — **M. Henri Darras** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur l'inquiétude des associations de retraités militaires et des veuves devant le refus opposé à leurs revendications essentielles, c'est-à-dire : le reclassement indiciaire de leurs pensions ; l'octroi de la pension de réversion aux veuves

titulaires d'une allocation mensuelle; la régularisation des cas litigieux pour lesquels la discussion traîne depuis trop longtemps; des garanties en matière d'exercice du droit au travail et de l'inégalité des avantages sociaux résultant de l'exercice de ce droit. Pour le moment, aucun indice ne leur permet de penser que des solutions satisfaisantes interviendront prochainement. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il compte prendre pour satisfaire les revendications exprimées par ces associations.

Handicapés (établissements pour).

24702. — 14 janvier 1980. — M. Henri Darras appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la nécessité d'accroître l'aide financière des pouvoirs publics aux ateliers protégés pour handicapés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à l'actuelle dégradation des subventions de fonctionnement afin d'atteindre les objectifs prévus, c'est-à-dire: l'élévation du niveau professionnel des handicapés; l'augmentation des places d'accueil; le recrutement des handicapés dont la capacité de travail est plus faible; le renforcement des structures d'encadrement; l'amélioration des conditions difficiles d'emploi du personnel.

Enseignement supérieur et post-baccalauréat (professions et activités sociales).

24703. — 14 janvier 1980. — M. Dominique Duplet, appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les problèmes soulevés par la réforme des études et du diplôme d'Etat des assistants de service social. A cet égard, il s'avérerait que le groupe de concertation émanant du conseil supérieur du service social et mis en place par le ministère pour préparer cette réforme qu'il étudie depuis janvier 1979 et lui fournissant régulièrement le résultat de ses travaux n'a pas eu la possibilité de se faire entendre en séances ni auprès des services de la direction de l'action sociale. Il en résulte des projets de décrets et arrêtés ne reflétant en rien les propositions de ce groupe qualifié et compétent. Il lui demande, en conséquence, et sur des points qui portent à contestation tels que les conditions d'accès aux études, la durée des études et l'absence de réforme véritable des stages, si le Gouvernement compte maintenir en l'état ces propositions.

Mer et littoral (sauvetage en mer: pays de la Loire).

24704. — 14 janvier 1980. — M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'organisation des secours en mer sur la zone côtière des pays de la Loire. En effet, lors du naufrage du chalutier « Le Flimou », dans la nuit du 23 au 24 décembre dernier, tout sauvetage par mer étant impossible par sa localisation et par l'état de la mer, une intervention immédiate par hélicoptère lourd était nécessaire. Or l'hélicoptère lourd le plus proche est basé à Brest et n'est parvenu que tardivement sur les lieux du naufrage. Les circonstances de ce naufrage posent donc le problème de l'insuffisance, d'une part, des moyens d'intervention rapide par mer et par air dans cette région et, d'autre part, d'une organisation administrative qui n'offre pas de garanties d'efficacité optimale. Il lui demande en conséquence ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation et s'il ne pense pas nécessaire de créer un corps de gardes-côtes susceptible d'assurer la sécurité en permanence.

Urbanisme (plafond légal de densité).

24705. — 14 janvier 1980. — M. Roland Florian attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur un cas particulier d'application des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme relatives à l'application du plafond légal de densité: Un contribuable a acquis il y a quatorze ans un immeuble ancien constituant son habitation principale. Cet immeuble nécessitant de grosses réparations de toiture, planchers et isolation, la direction départementale de l'équipement délivre un permis de construire, mais sous réserve qu'une pente de toit de 45 degrés soit observée. Cette inclinaison occasionne un grenier atteignant 1,80 mètre dans sa partie la plus haute, grenier qui n'existait pas auparavant, mais nullement souhaité par le requérant. Ce grenier ne peut d'ailleurs être aménagé car il ne peut être construit d'accès stable. En effet, tout le sol de l'immeuble étant déjà bâti, il ne peut être installé d'escalier extérieur; de même, un escalier intérieur ne pourrait être installé que dans le couloir de l'étage, obstruant le passage pour l'accès aux pièces principales. En conséquence il lui demande s'il estime que, dans ces conditions, la taxe pour dépassement du plafond légal de densité est exigible.

Collectivités locales (finances).

24706. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Lavédrine demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir lui faire connaître pour quels motifs le comité des finances locales prévu par l'article L. 234-20 du code des communes et institué par la loi du 3 janvier 1979 n'a pas encore été mis en place et à quelle date il pense pouvoir installer le nouveau comité à la place de l'actuel comité du fonds d'action local.

Boissons et alcools (vins et viticulteurs: Dordogne).

24707. — 14 janvier 1980. — M. Michel Manet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions de prise en charge des prêts contractés au titre des sinistres 1977. En cas de calamités agricoles, des prêts à moyen terme spéciaux peuvent être accordés aux victimes de ces calamités par les caisses de crédit agricole mutuel pour la réparation des dommages lorsque les dégâts atteignent au moins 25 p. 100. Les dégâts causés à la vigne par le gel du printemps 1977 ont été reconnus par un arrêté de M. le préfet de la Dordogne du 2 juin 1977. Le périmètre sinistré a été limité, volontairement, pour les récoltes de vin, à l'arrondissement de Bergerac et aux cinq communes produisant du cognac. L'article 678 du code rural prévoit que pour alléger les charges des sinistrés il est institué un fonds national de solidarité agricole pouvant comporter des sections par produit ou groupe de produits et l'article 679 du code rural prévoit les conditions de fonctionnement de la section viticole de ce fonds. Les viticulteurs du Bergeracois ont été informés, au moyen d'une lettre du directeur général de la caisse nationale de crédit agricole du 17 juillet 1979, des conditions de prise en charge des prêts contractés au titre des sinistres de 1977, réalisés en 1978 et venant la première fois à échéance en 1979. Les viticulteurs font observer que la prise en charge par la section viticole du fonds national de solidarité agricole de la première annuité de leurs emprunts est pratiquement diminuée de moitié par rapport à l'aide qu'ils escomptaient, sur la base des prises en charge des années antérieures. Ces viticulteurs sont dans une situation actuellement très difficile en raison des calamités successives qu'ils ont subies et en raison de l'état du marché du vin, particulièrement peu satisfaisant en matière de vins blancs liquoreux et moelleux, part importante de la production du département. Pour ces raisons, il demande que la situation particulière du Bergeracois soit considérée et que des mesures complémentaires soient prises en faveur des viticulteurs de cette région.

Enseignement supérieur et post-baccalauréat (personnel).

24708. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur les inquiétudes suscitées chez le personnel enseignant du supérieur par les décrets du 9 août 1979 modifiant le recrutement et le déroulement des carrières. Pour les universités régionales comme celles de Lille, la pratique du recrutement par concours sur postes déclarés vacants ou à créer apparaît comme un refus des promotions à l'intérieur des équipes et risquerait de décaper celles qui travaillent depuis plusieurs années. Dans l'immédiat, les mesures transitoires que souhaitait le conseil supérieur de la fonction publique, dans son vœu de juillet 1979 adressé à M. le ministre, devraient être précisées. En effet, les personnels qui ont déposé avant le 30 mai 1979 un dossier d'inscription, s'interrogent sur le sort qui leur sera réservé à la session du comité consultatif universitaire, initialement prévue par le ministère pour décembre 1979. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'assurer aux universités régionales le maintien effectif et le développement cohérent de leurs équipes enseignantes et afin de rassurer le personnel inscrit sur la liste d'aptitude ou ayant déposé un dossier d'inscription sur leurs possibilités réelles de titularisation et de promotion.

Enseignant supérieur et post-baccalauréat (établissement: Val-Oise).

24709. — 14 janvier 1980. — M. Alain Richard attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les atteintes aux libertés démocratiques intervenues récemment à l'école supérieure des sciences économiques et commerciales (E. S. S. E. C.) de Cergy-Pontoise. Un élève de cette école vient d'être l'objet d'une sanction disciplinaire pour avoir participé à une distribution de tracts politiques dans les locaux de cette école. Le règlement intérieur du groupe E. S. S. E. C. interdit tout affichage politique de propagande, toute distribution de tracts en dehors des casiers des élèves et toute vente d'ouvrages à caractère politique. Il lui demande: 1° si elle ne considère pas que la reconnaissance par

l'Etat du diplôme de l'E. S. S. E. C. n'implique pas pour celle-ci le respect des libertés et des franchises universitaires reconnues par la loi d'orientation de 1968 dans les établissements d'enseignements supérieurs; 2° quelles mesures elle compte prendre pour que les élèves, les personnels et les enseignants du groupe E. S. S. E. C. puissent disposer des libertés fondamentales d'expression reconnues à tout citoyen. A cet égard il lui demande de vouloir bien vérifier la conformité du règlement intérieur de l'E. S. S. E. C. aux statuts de cette association.

Défense nationale (défense civile).

24710. — 14 janvier 1980. — M. Albin Vivien attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les investissements engagés par de nombreux pays pour assurer la protection civile de leurs ressortissants en cas de conflit nucléaire. Le taux de protection des populations suisses et suédoises, en particulier, atteindrait pratiquement 90 p. 100. Il lui demande : 1° de dresser un bilan aussi exhaustif que possible des moyens de protection civile dans l'hypothèse d'un conflit nucléaire touchant le territoire national; 2° quels sont les crédits ouverts à cette fin au compte de l'Etat; 3° dans l'hypothèse où la protection civile, en cas de conflit nucléaire, serait quasi inexistante en France, quel plan d'équipement pourrait être élaboré par les pouvoirs publics afin de parvenir à une couverture maximale dans un délai raisonnable.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

24711. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Louis Beaumont fait remarquer à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, à l'heure où l'on parle de la médecine interne et de la médecine générale, il y a, dans les services de médecine interne et de médecine générale, une infirmière pour vingt malades, alors qu'il y en a beaucoup plus dans les services de spécialité. Que, en outre, lorsqu'on interroge l'administration, elle répond que pour les services de médecine interne, il n'y a pas de norme. Que, enfin, on constate, en regardant les statistiques générales, qu'il n'y a pas de corrélation entre le nombre total d'infirmières dans les hôpitaux et le niveau d'encadrement dans les services de médecine interne qui est très inférieur au niveau d'encadrement général. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour donner aux services de médecine interne les moyens correspondant aux responsabilités qu'on veut leur donner.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

24712. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Pierre Delalande expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que le décret du 6 décembre 1972 réglemente le fonctionnement des commissions médicales consultatives des hôpitaux, en particulier des centres hospitaliers régionaux. L'article 17 de ce décret prévoit l'élection d'un président et d'un vice-président parmi les membres de la commission médicale consultative. L'arrêté du 6 décembre 1972, en son article 11, détermine la procédure de ces élections, et le dernier alinéa de l'article 26 de l'arrêté du 6 décembre 1972 stipule que, lors des réunions de la commission médicale consultative, l'avis est émis valablement lorsque plus de la moitié des membres sont présents. En l'absence de certaines précisions, il lui demande : 1° une déclaration de candidature doit-elle être déposée par les candidats à la présidence et, dans l'affirmative, dans quel délai avant la date du scrutin; 2° le vote par procuration est-il admissible et, dans l'affirmative, quel est le nombre maximum de pouvoirs en blanc pouvant être remis à un membre électeur de la commission médicale consultative présent ou non au moment du vote.

Baux (baux d'habitation).

24713. — 14 janvier 1980. — M. Claude Dhinnin appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la réponse faite par M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie à sa question écrite n° 22797 (*Journal officiel*, Débats A.N., du 29 novembre 1979, p. 10875). Par cette question, il était demandé l'état actuel de création d'un « fonds de relais » susceptible d'assurer le paiement des loyers de locataires en difficultés, dans le cadre de la mise en œuvre (selon les propres termes du ministre de l'environnement et du cadre de vie) d'une « politique de l'usager » après les informations parues en février 1979 dans la presse. La réponse précitée disait que, en raison de situations très diverses rencontrées, la gestion et la responsabilité financière d'un fonds permettant d'assurer le paiement des loyers de locataires en difficultés ne pourraient être assurées que sur le plan local. La conclusion était « que

c'est dans le cadre plus général du développement des responsabilités et des moyens d'intervention des collectivités locales en matière de logement qu'il était poursuivi désormais l'étude de cette proposition ». Cette conclusion ayant pour effet de renvoyer le problème de fonds à M. le ministre de l'intérieur, il lui demande, en conséquence, quelle est sa position en ce qui concerne cette affaire particulièrement importante.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

24714. — 14 janvier 1980. — M. Claude Dhinnin expose à M. le ministre du budget que, dans le cadre des garanties offertes aux contribuables en matière de vérification, la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 fait obligation au vérificateur de faire viser par l'inspecteur principal dont il dépend la notification de redressement toutes les fois qu'il prend la décision de recourir à la procédure de taxation d'office. Dès lors, le non-respect de cette formalité essentielle établie par la loi entache la vérification d'un vice de forme. Il lui demande de bien vouloir préciser si ce vice de forme entraîne à la fois la nullité des bases d'imposition retenues à la suite de la taxation d'office et de l'imposition qui en découle.

Enseignement secondaire (programmes).

24715. — 14 janvier 1980. — M. Guy Guermeur appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la rencontre nationale de biologistes et de géologues qui a eu lieu le samedi 1^{er} décembre dernier à Paris sur le thème : « biologie-géologie, un enseignement, une éducation ». Les participants à cette rencontre qui comprenaient des enseignants, des chercheurs, des membres de l'Institut, des représentants du collège de France, ont constaté que les élèves de nos établissements scolaires qui seront les citoyens de demain, ne reçoivent pas tout au long de leur scolarité une véritable information des sciences de la vie et de la terre. Les professeurs des sciences naturelles estiment que ces sciences jouent un grand rôle dans la société alors que leur présence est mineure, souvent optionnelle, parfois absente même, dans les programmes de nombreuses sections de lycées. Ils considèrent que la suppression depuis la réforme des dédoublements dans les classes de collège, dédoublements qui permettent de travailler en petits groupes de moins de dix-huit élèves, et les obstacles administratifs et financiers qui leur sont opposés en permanence pour contrarier les sorties sur le terrain empêchent tout élan de leur enseignement. Un inspecteur général a indiqué que les nouveaux programmes des lycées en cours de préparation prévoyaient une heure hebdomadaire de biologie-géologie dans toutes les classes de seconde, ce qui entraînerait la création de 600 postes supplémentaires qui seraient réalisés en trois ans. Il lui demande si cette indication peut être considérée comme une certitude. Il apparaîtrait également souhaitable de rapprocher l'état de la recherche en ce domaine de celui de l'enseignement dans le second degré. Il importerait pour cela d'assurer la formation continue des professeurs, ce qui n'est actuellement pas le cas. Ces adaptations à l'état de la recherche ne devraient pas se traduire par quelques matières ajoutées aux programmes mais par un réexamen d'ensemble de ceux-ci. Pour tout dire, les enseignants des sciences de la vie et de la terre demandent qu'une juste place soit faite à leur discipline. Il lui demande quelles conclusions il a tirées de la rencontre nationale sur laquelle il vient d'appeler son attention.

Français (Français d'origine islamique).

24716. — 14 janvier 1980. — M. Marc Lauriol attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur l'expulsion du territoire national, au mépris des lois, de citoyens français d'origine algérienne. Il lui demande de lui fournir toutes précisions sur l'exactitude et les causes de ces faits relatés par la presse ainsi que sur les remèdes qu'il envisage d'y apporter.

Français (Français d'origine islamique).

24717. — 14 janvier 1980. — M. Marc Lauriol rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'il avait, par lettre adressée le 23 mai 1979 aux familles de Français musulmans, annoncé le lancement d'une action de formation professionnelle en faveur des jeunes (« ... contribution particulière de l'A. N. P. E. et nouveaux crédits pour l'organisation de stages de formation professionnelle... »). Que toujours, d'après des documents émanant de ses services, cette action a touché 187 jeunes en 1978 et 270 jeunes en 1979 (prévision). Il lui demande donc s'il n'estime pas, compte tenu des besoins concernant plusieurs milliers d'intéressés, ces actions insuffisantes et quelle mesure il entend prendre pour tenir les engagements pris.

Français (Français d'origine islamique : Bouches-du-Rhône).

24718. — 14 janvier 1980. — **M. Marc Lauriol** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la situation tragique des jeunes Français musulmans peuplant la cité « Le Logis d'Anne » à Jouques. Livrés à eux-mêmes, victimes privilégiées de la crise et du chômage, rejetés, oubliés, ne bénéficiant d'aucun encadrement socio-culturel, ils sombrent lentement dans la délinquance. Dix-sept d'entre eux viennent de se retrouver sur les bancs des tribunaux d'Aix et d'Avignon. Il lui demande quelle mesure d'urgence il entend prendre pour : 1° hâter l'insertion socio-économique des jeunes de Jouques ; 2° résorber le ghetto que constitue cette cité.

Rapatriés (structures administratives).

24719. — 14 janvier 1980. — **M. Marc Lauriol** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que le principe de l'entrée d'un rapatrié français musulman au conseil d'administration de l'A. N. I. F. O. M. avait été décidé par ses services à la fin 1978. Cette cooptation devant être au préalable précédée d'une modification des statuts de l'agence pour l'indemnisation, il lui demande de lui indiquer quand le président d'association désigné par ses pairs pourra siéger au sein de cet organisme.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

24720. — 14 janvier 1980. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** s'il est exact que l'administration a décidé de laisser s'écrouler la grange de la Malvalle, alors que ce chef-d'œuvre a été qualifié de « bâtiment rural le plus remarquable du Puy-de-Dôme » par l'architecte des bâtiments de France et que la commission supérieure des monuments historiques a donné, au printemps dernier, un avis favorable à son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Ce bâtiment — propriété de l'Etat depuis 1929 — a été laissé dans un état d'abandon complet depuis trente ans par l'Office national des forêts qui en est le gestionnaire. Cette attitude est en totale contradiction avec les directives données par **M. le Président de la République** lui-même. En effet, celui-ci, au cours de l'été 1978, a tenu à rappeler aux Français qu'ils devaient se sentir responsables du patrimoine artistique de leur pays. L'administration ne doit-elle pas être la première à donner l'exemple et à suivre les consignes du chef de l'Etat.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

24721. — 14 janvier 1980. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le ministre du budget** s'il est exact que l'administration exige de l'association des amis de la Malvalle qu'elle s'engage formellement à faire restaurer la grange de la Malvalle dans sa totalité pour lui céder ce chef-d'œuvre. Dans l'affirmative, comment l'administration peut-elle exiger un engagement quelconque de l'association des amis de la Malvalle alors que son seul objectif est de réparer des dégâts dont l'administration est l'unique responsable. En effet, la grange de la Malvalle — propriété de l'Etat depuis 1929 — a été laissée dans un état d'abandon complet depuis trente ans par l'administration et c'est la raison pour laquelle elle se trouve aujourd'hui au bord de la ruine.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

24722. — 14 janvier 1980. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** les raisons pour lesquelles la grange de la Malvalle n'a toujours pas été cédée à l'association des amis de la Malvalle. Après avoir laissé se dégrader jusqu'au bord de la ruine ce chef-d'œuvre de notre patrimoine national, l'Etat va-t-il maintenant interdire à ceux qui veulent le sauver la possibilité de le faire.

Français (Français d'origine islamique).

24723. — 14 janvier 1980. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)**, après la modification du décret du 14 décembre 1977 et la mise en place d'une nouvelle commission nationale pour les musulmans français et d'un comité national des associations et amicales, de bien vouloir : 1° définir le rôle dévolu à chacun de ces organismes ; 2° préciser les objectifs et les moyens de la mission interministérielle qui a été maintenue ;

3° préciser les attributions exactes et les moyens mis à la disposition du secrétaire général du comité national des associations et amicales ; 4° préciser s'il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de secrétaire général du comité et les fonctions d'inspecteur départemental de la santé. Il souhaite enfin avoir des précisions sur la juxtaposition et sur l'articulation de ces organismes avec ses services.

Assurance maladie (prestations en nature).

24724. — 14 janvier 1980. — **M. Arnaud Lepercq** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la prise en charge par la sécurité sociale des frais de lunetterie, des prothèses d'appareillages auditifs et d'autres prothèses et des soins de pédicure. Estimant que celle-ci est insuffisante et notamment pour les personnes âgées désireuses de conserver leur autonomie, il souhaite qu'il soit remédié à cet état de fait par une prise en charge de ces dépenses selon leur coût réel. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser la suite qu'il entend donner à cette suggestion.

Logement (prêts).

24725. — 14 janvier 1980. — **M. Arnaud Lepercq** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'aide au logement. Il souligne que pour l'acquisition ou l'amélioration du logement qui sera occupé lors de la retraite, l'Etat accorde une aide sous forme de prêts ou de primes. La demande peut être faite cinq ans avant la date prévue de la cessation d'activité. Mais, comme le remboursement des emprunts doit être généralement achevé avant l'âge de soixante-dix ans, les bénéficiaires doivent accepter des traites assez importantes. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser s'il ne pourrait être fait en sorte que cette aide soit accordée dès l'âge de cinquante ans afin que le remboursement s'étale sur une durée plus longue.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

24726. — 14 janvier 1980. — **M. Arnaud Lepercq** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le droit qu'a tout assuré social en activité, d'obtenir tous les cinq ans, un bilan de santé gratuit. Or, constatant que celui-ci disparaît avec le départ à la retraite, il souhaite au contraire que les retraités puissent en bénéficier gratuitement d'une façon plus régulière. Il lui demande la suite qu'il entend donner à cette suggestion.

Enseignement secondaire (personnel).

24727. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Mauger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'inquiétude des chefs d'établissement et censeurs à la suite de leur prise de connaissance des avant-projets ministériels de modification des règles concernant la nomination, la rémunération et la promotion interne des personnels chargés d'un emploi de direction dans les lycées et collèges. En effet, ces chefs d'établissement et censeurs s'étonnent que ces avant-projets soient tout à fait opposés au projet de statut que, depuis 1972, ils n'avaient cessé de présenter aux divers ministres de l'éducation nationale. Il semble en effet, à la lecture de ces avant-projets, que l'administration de l'éducation refuse d'accéder à la demande de rétablissement d'un grade assorti de garanties statutaires de la fonction publique qui avait été présentée par les personnels de direction des collèges et qui avait été acceptée par le ministre de l'éducation en décembre 1978, en réponse à une question d'un sénateur. La position actuelle de l'administration de l'éducation ne semblant pas satisfaisante, il lui demande de lui faire savoir s'il accepterait de reviser le texte proposé et, en particulier, de tenir davantage compte des justes revendications des personnels de direction des collèges concernant leur situation financière, en fixant, pour ces personnels, un traitement indiciaire qui fasse que le proviseur, le principal, le censeur professeur certifié, l'admissible à l'agrégation ou ancien C.P.E. reçoivent comme chef d'établissement le traitement d'un agrégé et que le professeur agrégé reçoive le traitement d'agrégé hors-classe quand il est chef d'établissement. De plus, il lui demande de supprimer la disposition prévoyant un tour extérieur qui limite ces promotions à un nombre non significatif par rapport à l'ensemble des personnels concernés.

Urbanisme (lotissements).

24728. — 14 janvier 1980. — **M. Gilbert Barbler** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la réglementation concernant la conception des lotissements. Il lui expose que, si ceux-ci doivent naturellement être conçus par un homme de l'art,

Il paraît discutable d'en réserver le monopole à une profession déterminée. Actuellement, la majorité des lotissements sont présentés par des géomètres et, pour de nombreux cabinets, il s'agit de la part essentielle de leur activité. Si une réglementation nouvelle devait exclure de ce champ d'activité, ce serait un coup sérieux porté à leur profession et à l'avenir des jeunes qui désirent l'exercer alors qu'il existe actuellement une libre concurrence entre les architectes et les géomètres en ce domaine qui crée une émulation. C'est pourquoi il demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il estime que, dans notre société libérale, le rôle du pouvoir réglementaire est d'intervenir en la matière et, si la réponse était affirmative, de bien vouloir lui préciser ses intentions et ses motivations.

Enseignement secondaire (personnel).

24729. — 14 janvier 1980. — M. Gilbert Barbier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels chargés d'un emploi de direction dans les lycées et collèges. Il lui expose que leur efficacité est liée à une définition claire des règles de nomination, de rémunération et de promotion interne les mettant à l'abri de tout arbitraire. Le rétablissement d'un grade qui n'impliquerait pas l'immobilité, assorti des garanties statutaires de la fonction publique ainsi qu'une politique de promotion générale par accès à la catégorie supérieure semblent de nature à dissiper le flou qui les entoure et les craintes qui les animent. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre à l'égard de ces personnels.

Pain, pâtisserie et confiserie (commerce).

24730. — 14 janvier 1980. — M. Alain Bonnet appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les difficultés rencontrées, notamment en secteur rural, par les boulangeries artisanales, compte tenu du développement tentaculaire des dépôts faits par les boulangeries industrielles. L'encouragement de ces entreprises industrielles, largement aidées par des fonds publics (sous forme de primes de développement régional, de primes à l'emploi...), constitue une concurrence parfois déloyale à l'égard d'entreprises artisanales, elles aussi créatrices d'emplois, et qui assurent une animation irremplaçable du milieu rural. Il lui demande, en conséquence : 1° de veiller, afin que la concurrence ne soit pas faussée, à ce que les industriels en question appliquent les conventions collectives en vigueur, ce qui ne paraît pas être toujours le cas ; 2° de ne pas favoriser par des aides publiques les implantations, rachats et extensions de ces boulangeries industrielles.

Chauffage (chauffage domestique).

24731. — 14 janvier 1980. — M. René Petit attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la croissante extrêmement préoccupante des charges de chauffage supportées par les habitants qui résident en zone de montagne. Il lui expose que, compte tenu de l'évolution du prix du fuel domestique, dans les départements H. L. M., le coût du chauffage tend à représenter une dépense quasiment équivalente à celle du montant du loyer principal des locataires, ce qui ainsi des difficultés réellement insupportables pour certains budgets familiaux. A titre d'exemple, il lui indique que dans deux villes de son département, dont l'une est située en plaine et l'autre à 700 mètres d'altitude, les coûts du chauffage sont du simple au double et prouvent combien les populations résidant en zone de montagne sont pénalisées. Pour un appartement de type F3, dans le premier cas, les charges s'élèvent à 160 francs contre 324 francs dans le second. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer s'il ne juge pas nécessaire d'envisager des mesures susceptibles d'atténuer de pareilles distorsions, en tenant compte du coût réel des dépenses de chauffage que subissent des populations vivant dans des régions au climat rigoureux et qui disposent le plus souvent de ressources modestes.

Défense : ministère (personnel).

24732. — 14 janvier 1980. — M. Henri Ferretti demande à M. le ministre de la défense de lui faire connaître, par grade et par armes, le nombre de sous-officiers de carrière ou servant sous contrat, ayant plus de treize ans et six mois de service, classés dans les échelles de solde n° 2, 3 et 4 à la date du 31 décembre 1979.

*Professions et activités immobilières
(sociétés civiles immobilières).*

24733. — 14 janvier 1980. — M. Henri Ginoux demande à M. le ministre du budget s'il est permis, fiscalement, à un membre associé d'une société civile immobilière d'acheter à ladite société un appartement en faisant l'économie des frais de commercialisation qui, en l'occurrence, ne sont d'aucune utilité puisque l'intervention d'une agence intermédiaire ne s'avère pas nécessaire. Par ailleurs et, indépendamment de la première question, la S.C.I. peut-elle consentir un prix préférentiel à ses associés et, dans l'affirmative, dans quelle proportion.

Professions et activités immobilières (marché immobilier).

24734. — 14 janvier 1980. — M. Henri Ginoux, devant l'ambiguïté de la réglementation et l'incertitude de l'interprétation qui pourrait en être donnée, demande à M. le ministre du budget si, dans un immeuble en construction où des contrats de vente d'appartements ont été passés plusieurs mois après les contrats de réservation stipulés à prix ferme et définitif — c'est à dire après la mise en place de l'une des garanties d'achèvement imposées par la loi — la valeur vénale des appartements doit s'apprécier à la date de la signature des contrats de vente proprement dits, ou à la date des contrats de réservation à partir desquels les parties se sont entendues sur la chose et sur le prix ; des écarts importants peuvent, en effet, intervenir entre les deux dates, en période de forte inflation.

*Gages et hypothèques
(mainlevée et radiation des nantissements).*

24735. — 14 janvier 1980. — M. René Benoit attire l'attention de M. le ministre du budget sur la disparité que l'on constate entre le montant des frais d'inscription et celui des frais de mainlevée de nantissement. Les frais occasionnés par une inscription de nantissement de fonds de commerce garantissant un crédit S. S. P. de 50 000 francs s'élevaient au 23 mars 1978 à 164,95 francs. Dans le cas d'un remboursement anticipé réalisé en mars 1979, la levée de nantissement intervenant par l'intermédiaire d'un notaire donne lieu à un montant de frais s'élevant à 661,85 francs. En vertu de l'article 29, alinéa 2 de la loi du 17 mars 1969, le nantissement peut être pris par acte sous seing privés alors que la mainlevée de son inscription doit donner lieu à un acte authentique. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue de mettre fin à la disparité signalée, une telle situation étant difficilement acceptable par les intéressés.

Enseignement (personnel).

24736. — 14 janvier 1980. — Plusieurs publications ayant fait état d'un accord de principe de M.M. les ministres de l'intérieur et de l'éducation et d'une réserve de M. le ministre du budget sur une prise en charge par l'Etat du financement des indemnités de logement actuellement versées par les collectivités locales au personnel enseignant, M. Louis Besson demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui préciser quelle valeur attacher aux informations ci-dessus et, dans l'hypothèse où leur véracité serait établie, lui indiquer dans quel délai un arbitrage est susceptible d'être rendu à son niveau, arbitrage dont les conclusions positives seraient appréciées des collectivités locales qui supportent incontestablement avec ces indemnités de logement une charge indue.

Entreprises (aides et prêts).

24737. — 14 janvier 1980. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'étude des adaptations éventuelles à apporter au texte du décret n° 77-850 du 27 juillet 1977 qui habilite les établissements publics régionaux à accorder une prime régionale à la création d'entreprises industrielles : le Gouvernement, à la suite d'un premier bilan d'application de ce décret, devait en effet faire procéder à l'étude des adaptations éventuelles à apporter au texte. Dans une précédente question écrite n° 15793, Journal officiel du 28 juillet 1979, il citait le décret du 27 juillet 1977 qui réserve le plafond maximum de 80 000 francs aux seules zones définies aux annexes I et II du décret n° 76-325 du 14 avril 1976, sans l'étendre aux zones primables au titre de l'aide spéciale rurale, et il lui demandait, compte tenu de l'acuité des problèmes d'emploi de ces secteurs ruraux souffrant de la plus grande hémorragie économique et démographique, s'il n'était pas possible de modifier le texte de l'article 4 du décret du 27 juillet 1977 afin qu'il vise également ces zones parmi les plus défavorisées. Il lui demande si cette proposition a été examinée à l'occasion de cette étude et la suite éventuelle qui lui a été réservée.

Assurance maladie maternité (bénéficiaires).

24738. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'application de l'article 3 du décret n° 68-400 du 30 avril 1966 modifié, qui assimile chaque journée de chômage involontaire constatée à six heures de travail salarié. Les personnes inscrites comme demandeurs d'emploi ne devraient donc pas être dépourvues de couverture sociale et les périodes de chômage devraient se totaliser avec les périodes d'activité pour la justification du droit aux prestations de l'assurance maladie. Dans ces conditions, une personne qui a occupé un emploi avant de se trouver en état de chômage peut bénéficier sans discontinuité d'une protection contre le risque maladie, dès lors qu'elle est inscrite sur la liste des demandeurs d'emploi dans le délai prévu par les textes. Or, des personnes se trouvent exclues du bénéfice de cet avantage social. Tel est le cas d'une salariée qui a eu un accident du travail après avoir travaillé à temps incomplet un an et avoir été inscrite au chômage pendant le trimestre précédent. La période d'inscription à l'A. N. P. E. n'a pas été prise en considération car cette personne n'avait pas exercé de travail salarié au cours de la période précédant cette inscription au chômage. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de remédier à cette situation.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (professions et activités sociales).

24739. — 14 janvier 1980. — **M. Alain Chenard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur ses projets concernant la réforme des études et du diplôme d'Etat d'assistant de service social. En premier lieu, le groupe de concertation mis en place (émanation du conseil supérieur du service social) a produit un certain nombre de documents qui n'ont jamais été étudiés ni même pris en considération. D'autre part, il paraîtrait que les projets arrêtés aboutiraient à une dégradation de la profession, à la qualité des services qu'elle rend, tant à cause d'une baisse des niveaux exigés pour accéder aux études préparatoires, qu'à cause de la durée de ces études, qu'à cause d'une absence de réelle réforme des stages. Il lui demande donc : quelles mesures il compte prendre afin d'établir une véritable concertation avec les intéressés ; quelles mesure il compte mettre à l'étude afin d'assurer une réelle promotion des assistants du service social alors que, dans ce secteur, une compétition pour l'emploi risque de s'ouvrir dans la Communauté européenne.

S.N.C.F. (transports de matières dangereuses : Manche).

24740. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Darinot** attire vivement l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les incidents de contamination radioactive qui viennent de lui être signalés. Il est fait état du démontage de planchers de wagons de chemin de fer, par les services de décontamination de la Cogema, à l'actuel embranchement ferroviaire de la Saline à Equeurdreville, lieu de débarquement des « châteaux » de combustibles irradiés. De tels faits tendent à démontrer l'insuffisance des mesures de sécurité relatives au transport nucléaire, en particulier à l'encontre des populations civiles ; ils mettent en évidence que l'information sur la réalité des événements reste clandestine et que les élus ne sont pas véritablement informés comme ils devraient l'être par des instances parfaitement indépendantes du commissariat à l'énergie atomique et de la Cogema. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer une réelle sécurité des populations civiles, compte tenu des incidents cités ci-dessus, et quelle suite il entend donner aux propositions constructives d'une réelle information des élus locaux présentés à plusieurs reprises par le groupe parlementaire socialiste et par la signature de la présente question.

Médecine (médecine scolaire : Manche).

24741. — 14 janvier 1980. — **M. Louis Darinot** attire vivement l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'importance des visites médicales scolaires, domaine d'intervention placé sous son autorité par le décret du 30 juillet 1964. Une étude de statistique a été faite à Tourlaville, ville de l'agglomération cherbourgeoise ; dans les six groupes scolaires de cette commune, près de 17 p. 100 des élèves présentent des troubles divers ; il est évident que la périodicité des visites médicales scolaires doit être renforcée. Elle permettrait de prévenir l'aggravation de ces troubles. Il lui demande quels moyens il compte donner au service concerné pour permettre une fréquence plus rapprochée des visites médicales scolaires.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

24742. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Laborde** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la disparité dont se trouvent victimes les sous-officiers retraités à l'échelle de solde n° 3 depuis que s'est creusé l'écart qui les sépare des retraités à l'échelle de solde n° 4. Il lui demande s'il n'estime pas juste de procéder à une réduction de cet écart et d'une façon plus générale de faire bénéficier les sous-officiers retraités des mesures prises en faveur des sous-officiers d'active.

Hôtellerie et restauration (hôtels).

24743. — 14 janvier 1980. — Constatant la disparition progressive de la petite hôtellerie rurale, bien souvent par non-renouvellement de gestionnaires généralement âgés, et dans le même temps le rôle que ces établissements familiaux tenaient dans les communes où ils étaient implantés, **M. Martin Maivy** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur l'urgence des mesures à prendre pour assurer la survie de ces établissements. Leur maintien doit être assimilé à celui des services que le Gouvernement affirme vouloir préserver dans le milieu rural où leur activité essentiellement saisonnière ne peut subsister que si des aides spéciales sont mises en œuvre. Celles-ci pour être incitatives et efficaces doivent porter tout à la fois sur la fiscalité, les charges sociales et l'acquisition voire la modernisation des installations. Dans l'hypothèse où dans une commune le dernier établissement de ce genre fermerait ses portes malgré ces mesures, il suggère que la commune ou le département puissent être aidés financièrement soit à louer, soit à racheter et que dans le cadre des emplois d'utilité collective du personnel voire des stagiaires d'établissements d'enseignement spécialisés soient délégués afin d'en assurer le service, pour le moins pendant les périodes de vacances, en liaison avec ces établissements d'enseignement et la profession. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître ses intentions en la matière.

Jeunes (établissements).

24744. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Mauroy** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les problèmes que connaissent les foyers de jeunes travailleurs du fait du développement croissant de leurs missions. Dans un contexte social marqué par l'aggravation du chômage des jeunes, il s'agit de tout d'abord de la suppression de l'effort consenti jusqu'à présent par la caisse nationale d'allocations familiales, sous la forme de prestation à l'hébergement, s'ajoutant pour des catégories très spécifiques à l'allocation logement. Il lui demande ensuite de lui préciser les intentions du Gouvernement concernant le maintien de la prestation socio-éducative de la C.N.A.F. et de son complément servi par l'Etat. Enfin, il souhaite obtenir des éclaircissements sur la manière dont l'Etat compte réformer le régime fiscal de ces établissements, notamment en ce qui concerne leur assujettissement à la taxe à la valeur ajoutée.

Politique extérieure (Sahara occidental).

24745. — 14 janvier 1980. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la résolution 34/37 adoptée le 4 décembre 1979 par l'Assemblée générale des Nations unies au sujet de la question du Sahara occidental. Il lui demande de lui exposer les motifs pour lesquels la France s'est abstenue de voter cette résolution.

Métaux (entreprises : Aveyron).

24746. — 14 janvier 1980. — **M. Paul Balmigère** expose à **M. le ministre de l'industrie** la nécessité de maintenir et développer le complexe sidérurgique du bas Rouergue (Decazeville). Depuis plus d'un mois (cinquante-cinq jours de grève), les ouvriers des aciéries et forges de Decazeville (A.F.D.) sont en grève pour le maintien de l'emploi, contre l'application du plan de licenciement et pour le respect des libertés syndicales. L'objectif des entreprises Ateliers et forges de l'Est (A.F.E.), Schlumberger est de ne maintenir à Decazeville que la production nécessaire à la fabrication des petites vannes utilisées par Schlumberger. Or l'intérêt régional et national ne peut être que dans l'utilisation et rentabilisation maximum de l'appareil sidérurgique decazevois ; les produits étant transformés sur place. L'Etat a d'ailleurs versé en deux ans près de 3 milliards de centimes de subvention d'équilibre aux aciéries

et forges de Decazeville, ce qui a permis à cette dernière de vendre à perte sa production. M. Balmigère demande donc à M. le ministre de l'industrie de s'opposer à tout licenciement et de faire soumettre au contrôle du comité d'entreprise le plan d'investissement et de création d'emplois de cette entreprise qui reçoit d'importants fonds publics.

*Bourses et allocations d'études
(bourses d'enseignement supérieur : Nord).*

24747. — 14 janvier 1980. — M. Alain Bocquet attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les revendications des étudiants éducateurs spécialisés de l'U.E.R. des techniques de réadaptation. En effet, il faut remarquer que la formation de ces étudiants étalée sur trois ans après sélection rigoureuse comporte pour mi-temps des stages pratiques d'expérience clinique entraînant des frais élevés de toute nature : transport et logement notamment. Il faut constater que l'aide financière qui leur est allouée par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale est nettement insuffisante et ne tient pas compte des astreintes qui leur sont imposées. Les étudiants éducateurs spécialisés de l'U.E.R. des techniques de réadaptation souhaitent donc qu'en application des dispositions de la loi du 17 juillet 1978 l'allocation professionnelle soit versée par le ministère du travail à tous les ayants droit et ils demandent qu'une convention nationale de stage soit établie en tenant compte des possibilités de formation des établissements d'accueil et de la situation des étudiants. En conséquence, M. Alain Bocquet demande à Mme le ministre quelles mesures elle compte prendre afin de satisfaire les revendications des étudiants éducateurs spécialisés de l'U.E.R. des techniques de réadaptation.

*Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(œuvres universitaires : Nord).*

24748. — 14 janvier 1980. — M. Alain Bocquet attire l'attention de Mme le ministre des universités sur le manque de résidence universitaire à proximité des nouveaux locaux de Lille-III, à Villeneuve-d'Ascq. En effet, alors que les besoins en résidences universitaires se font de plus en plus ressentir, les promesses faites en 1974 de construction de deux résidences universitaires sont restées lettre morte. Les constructions sont toujours possibles sur l'îlot n° 3 appartenant à l'université et sur réserve n° 10 conservée par l'E.P.A.L.E. à cet effet. En conséquence, M. Alain Bocquet demande à Mme le ministre quelles mesures elle compte prendre afin de réaliser rapidement la construction des deux résidences universitaires.

Sécurité sociale (cotisations).

24749. — 14 janvier 1980. — Dans une précédente question écrite du 3 mars 1979, M. Jacques Chaminade attirait l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que les augmentations des cotisations de sécurité sociale intervenant sur les salaires à partir du 1^{er} janvier précédent, étaient retenues un mois plus tôt pour les salariés dont la paie de décembre était versée les premiers jours du mois de janvier. Dans la réponse faite à cette question, le ministre reconnaissait le bien-fondé de la remarque et la pénalisation qui frappait les salariés. Il informait que le remboursement était fait aux employeurs sur simple demande, à charge pour eux de rembourser les salariés. Mais les mêmes conséquences ont résulté de l'augmentation du taux des cotisations intervenue le 1^{er} août et la mesure de remboursement prise ne vaut que pour l'augmentation du 1^{er} janvier. De ce fait, les U. R. S. S. A. F. ne peuvent procéder au remboursement comme ce fut le cas pour celle-ci. En conséquence, M. Jacques Chaminade demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il entend pas appliquer aux consignes de la majoration du 1^{er} août les mesures de remboursement prises pour celle du 1^{er} janvier, ce qui était vrai au début de l'année, le restait au milieu de celle-ci.

Industrie : ministère (personnel).

24750. — 14 janvier 1980. — M. Roger Gouhler attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur l'inquiétude des ingénieurs T. P. E. (Mines) devant la persistance du déséquilibre existant entre les missions qui incombent aux directions interdépartementales de l'industrie et les moyens en personnels dont celles-ci sont dotées. Cette inquiétude déjà manifestée et traduite à l'occasion de la précédente assemblée générale tenue à Lyon le 17 novembre 1978, par une motion, adoptée à l'unanimité, avait déjà été portée à la connaissance du ministre de l'industrie. L'inadéquation missions-moyens, dans cette administration, a créé une situation grave sur laquelle les personnels ont à maintes reprises, dans le passé, alerté

les divers ministres ainsi que les directeurs et chefs de service ayant en charge l'organisation des directions interdépartementales de l'industrie. Selon les syndicats, il s'agit d'un phénomène déjà ancien qui s'est amorcé au début de la présente décennie et qui, depuis, n'a cessé de s'affirmer par l'alourdissement des tâches traditionnelles et par la prise en charge d'activités nouvelles telles que : reprise de l'inspection des installations classées au début des années 1970 ; renforcement très notable, à partir de 1974, des interventions dans le domaine de l'utilisation et des économies d'énergie ; exercice d'attributions nouvelles en matière de développement régional à la suite de la réforme des services extérieurs en 1976. Les personnels ne contestent aucunement le bien fondé et la logique de l'attribution à leur service de l'ensemble des activités précédemment citées qui, avec les missions anciennes, constituent un ensemble cohérent, compatible avec la vocation et la spécificité du service : promouvoir le développement industriel tout en garantissant la sécurité des personnes et en protégeant l'environnement. Il paraît cependant indispensable et urgent de remédier à la situation de déséquilibre devenue insupportable par un renforcement des effectifs fonctionnaires et une structuration des tâches. Une des conséquences de la situation actuelle est l'impossibilité dans laquelle se trouvent les ingénieurs des T. P. E. (Mines) d'assumer normalement leurs responsabilités. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et satisfaire les revendications légitimes de ces personnels.

*Professions et activités sociales
(formation professionnelle et promotion sociale).*

24751. — 14 janvier 1980. — M. Georges Hage demande à M. le ministre du travail et de la participation s'il n'estime pas que les travailleurs sociaux stagiaires bénéficiaires de l'allocation professionnelle peuvent bénéficier du droit de faire grève en application du code du travail, et notamment de l'article R. 960-17, ce qui implique que l'exercice de ce droit ne saurait être considéré comme un abandon de stage.

*Enseignement supérieur et post-baccalauréat
(œuvres universitaires : Nord).*

24752. — 14 janvier 1980. — M. Georges Hage attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la promesse faite en 1974 de la construction de deux résidences universitaires à proximité des nouveaux locaux de l'université de Lille-III à Villeneuve-d'Ascq et qui est, à ce jour, restée lettre morte. Considérant que les besoins en résidences universitaires se font de plus en plus ressentir et que ces constructions sont toujours possibles sur l'îlot n° 3 appartenant à l'université et sur la réserve n° 10 conservée par l'E.P.A.L.E. à cet effet, M. Georges Hage demande à Mme le ministre des universités quelles mesures elle compte prendre pour qu'au moins une résidence universitaire soit construite à Villeneuve-d'Ascq dans les meilleurs délais.

Professions et activités paramédicales (infirmiers et infirmières).

24753. — 14 janvier 1980. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur le statut des infirmières et infirmiers des administrations de l'Etat, dont les trois quarts sont représentés par des agents dépendant du ministère de l'éducation. Les infirmières et infirmiers de l'Etat ont leur carrière limitée au premier grade de la catégorie B. Or, le déroulement de carrière du personnel infirmier se poursuit d'une manière générale dans les trois grades de cette catégorie B. Les études d'infirmières durent trois ans et le diplôme d'Etat est homologué par équivalence au B.T.S. ou au D.E.U.G. Depuis octobre 1976, le ministre de l'éducation a reconnu que le personnel infirmier des établissements publics d'enseignement devait pouvoir accéder aux trois grades de la catégorie B. Aucune disposition réglementaire n'est encore intervenue. M. Jouve demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) les dispositions qu'il entend prendre pour répondre favorablement à cette décision qui correspond à la formation et aux responsabilités des personnels infirmiers de l'Etat.

Administration (rapports avec les administrés).

24754. — 14 janvier 1980. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la gravité des questions que soulève l'attitude ministérielle au sujet de l'assassinat d'Henri Curriel. Madame Curriel a demandé le 27 décembre 1978 au ministre de l'intérieur de lui communiquer l'avis rendu par la commission des recours des réfugiés sur les mesures d'expulsion et d'assignation à résidence prises le 21 octobre 1977 par le ministre à l'encontre de Henri Curriel. Par lettre du 19 mars 1979, le ministre de

l'intérieur a refusé cette communication aux motifs que l'avis de la commission des recours ne pouvait être transmis à des tiers et qu'il n'était pas au nombre des documents dont la loi du 17 juillet 1978 donne à toute personne le droit d'avoir connaissance dès lors que ses conclusions peuvent lui être opposées. La commission d'accès aux documents administratifs saisie de cette décision de refus du ministre émit le 12 juillet 1979 un avis favorable à ce que l'avis de la commission des recours des réfugiés soit communiqué à Madame Curiel. Aux termes de l'article 7 de la loi du 17 juillet 1978, le ministre de l'intérieur devait, dans les deux mois de l'avis rendu par la commission d'accès, faire connaître à celle-ci et à Mme Curiel les suites qu'il entend donner à cette affaire. Le ministre ayant gardé le silence pendant plus de deux mois, Mme Curiel lui a rappelé, par lettre du 25 septembre 1979, l'obligation que lui fait la loi. Elle n'a obtenu aucune réponse à ce jour. Il lui demande en conséquence près d'un an après la demande de communication de l'avis de la commission des recours des réfugiés lui ait été présentée, sur quelle disposition législative ou réglementaire il prétend se fonder pour ignorer l'avis de la commission d'accès aux documents administratifs. Il lui demande comment il justifie la violation de la loi du 17 juillet 1978 qu'il commet.

Logement (H. L. M. : Essonne).

24755. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'état de la cité « La Grande Borne » à Grigny (Essonne) qui dépend de P.O. P. H. L. M. - I. R. P. Sur les 3 500 logements de cette cité, près de 500 logements sont insalubres du fait de nombreuses malfaçons. Presque tous les autres logements, bien qu'à un moindre niveau, sont aussi touchés. Des procès sont en cours notamment avec le constructeur Bouygues, mais ils traînent en longueur. Il n'est pas possible que des habitants continuent plus longtemps à vivre dans ces conditions. Le Gouvernement a été à l'époque à l'initiative de cette opération immobilière. Aujourd'hui, deux milliards de centimes sont nécessaires tout de suite pour rénover cette cité. Il lui demande en conséquence s'il compte, sans attendre, débloquer la somme nécessaire.

Postes et télécommunications (téléphone).

24756. — 14 janvier 1980. — **M. Maxime Kalinsky** a pris connaissance de la réponse de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** à sa question écrite numéro 22 727 concernant l'absence de moyens mis à la disposition des abonnés du téléphone en cas de litige sur la facturation des communications téléphoniques pour apporter une preuve par radiotele à une vérification des télécommunications. Il constate qu'il ne répond pas à sa question. Ainsi, il apparaît qu'aucune disposition ne donne à l'abonné, qui conteste, la possibilité de pouvoir vérifier la facture faite, les installations existantes ne le permettant pas. Or les responsables locaux et régionaux le confirment, des erreurs se produisent. De ce fait, l'usager qui doit payer ses communications doit avoir les moyens de contester la taxation de celles qui ne lui incombent pas. Aussi le service des télécommunications doit pouvoir apporter les justificatifs de leurs facturations. En conséquence, il lui précise à nouveau sa question : quels moyens sont réellement donnés à l'abonné pour qu'il puisse vérifier sans qu'il lui en coûte, que les sommes facturées correspondent bien à l'usage qu'il a fait de son téléphone.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (professions et activités sociales).

24757. — 14 janvier 1980. — **Mme Chantal Leblanc**, attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur son projet de réforme des études de service social. Ce projet qui a été rédigé sans l'avis du Conseil supérieur de service social, va en fait abaisser le niveau d'entrée, appauvrir le contenu de la formation, réduire le champ de la formation professionnelle, faire contrôler la sélection par l'administration. En conséquence, elle lui demande de revenir sur ce projet qui rencontre le mécontentement des assistants sociaux.

Retraites complémentaires (marins).

24758. — 14 janvier 1980. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation préjudiciable d'anciens travailleurs de la marine marchande au regard de la sécurité sociale. C'est ainsi qu'aux termes de la loi du 29 décembre 1972, tous les salariés assujettis au régime général de la sécurité sociale ou des assurances sociales agricoles, peuvent prétendre à une retraite complémentaire, même s'ils n'ont pas versé de cotisations

à ce titre. Or, certains assujettis au régime particulier de la marine marchande ne bénéficient pas de ces mesures légitimes. Un de ces travailleurs a saisi le médiateur de cette question. Il s'agit de M. X qui ne totalise pas à quelques mois près les 180 mois de cotisations exigés au titre de services effectués dans la navigation avant 1930. Il ne peut, ainsi que tous ceux qui sont dans son cas, obtenir une retraite proportionnelle bien qu'ayant cotisé de 1921 à 1928. De même, lui est refusée une retraite complémentaire pour cette même période où il cotisait comme officier salarié. En ce qui concerne la retraite proportionnelle, le médiateur avait obtenu un avis favorable du ministre des transports mais auquel votre autorité avait fait opposition sous le prétexte que « le coût de gestion serait hors de proportion avec les avantages accordés ». Enfin, le principe de la non-rétroactivité qui, en matière sociale, conduit à de graves et intolérables disparités interdit à l'intéressé et à ceux qui sont dans la même situation de bénéficier des nouvelles dispositions. **M. Georges Marchais** demande donc à **M. le ministre du budget** comment il entend rapidement faire droit à une demande reconnue comme légitime par le médiateur et agréée par le ministre des transports et qui consisterait à prendre en considération les services réels effectués avant 1930 lorsque ceux-ci sont inférieurs à 180 mois (y compris parce que ne peuvent être pris en compte les congés légaux qui n'existaient pas ou parce que certains services n'ont pu être validés). Il apparaît qu'un complément de retraite pourrait être accordé sur simple examen du dossier présenté par l'intéressé si les directions des affaires maritimes recevaient des directives leur permettant d'y faire droit.

Sang et organes humains (politique et réglementation : Charente).

24759. — 14 janvier 1980. — **M. André Soury**, attire tout particulièrement l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions dans lesquelles le don du sang qui était pratiqué tous les quatre mois dans la commune de Mornac vient d'être supprimé. Selon les renseignements qui lui sont communiqués, il apparaît que le Centre de transfusion sanguine de Paris serait en déficit du fait du retard pris par les hôpitaux pour régler leur approvisionnement, en raison des restrictions financières qui leur sont imposées. Cette situation a de graves répercussions au plan départemental puisque c'est, en tout, vingt-deux collectes qui ont été supprimées. Les conséquences pouvant être graves, **M. Soury** demande à **M. le ministre de la santé** : 1° le montant des subventions accordées par l'Etat au Centre de transfusion de Paris, au cours des années écoulées ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour permettre la collecte du sang dans des conditions normales.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (montant).

24760. — 14 janvier 1980. — **M. André Tourné** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** de lui faire connaître : 1° le nombre de demandes d'aggravation déposées par les ressortissants du code des pensions militaires en 1977, et de préciser : a) le nombre de demandes satisfaites en première instance ; b) le nombre de rejets prononcés par son administration. 2° en considérant le nombre ci-dessus, il lui est demandé de préciser : a) le nombre d'appels interjetés en 1977 ou début 1978 par les invalides ; b) le nombre d'appels interjetés par l'administration des anciens combattants sur ces affaires en 1977 ou début 1978. 3° le nombre de dossiers en instance à la fin 1978 : devant les tribunaux de pensions ; devant la cour régionale des pensions ; au Conseil d'Etat. 4° le nombre de dossiers soumis en 1977 et en 1978 à l'avis de la commission consultative médicale. a) qui n'ont pas appelé d'observation de sa part ; b) qui l'ont conduit à émettre un avis défavorable (suppression, minoration, etc.). 5° le nombre de dossiers de pensions de toutes natures ou de retraite qui ont été rejetés ou ont fait l'objet de propositions de modifications par le service réviseur du ministère des finances en 1977 et 1978.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

24761. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Bas** s'étonne auprès de **M. le ministre du budget** d'apprendre que des recrutements irréguliers d'enseignants semblent s'être produits dans certaines unités pédagogiques, et notamment à l'unité pédagogique d'architecture 4 pour pourvoir des postes vacants, cela jusqu'au 30 septembre 1979, selon la directive ministérielle du 10 octobre 1978 n° 70-10-06 EAR et comme il est bien précisé dans les appels de candidatures. Vu les conditions anormales de tels recrutements, il demande à **M. le ministre du budget** de quelle manière sont rétribués des postes d'une durée de quinze jours.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

24762. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Bas** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** d'apprendre que des recrutements irréguliers d'enseignants semblent s'être produits dans certaines unités pédagogiques depuis la publication du décret du 20 février 1978 instituant une liste nationale d'aptitude à l'enseignement de l'architecture. En effet, dans l'attente de la publication de cette liste d'aptitude, une circulaire ministérielle du 10 octobre 1978 avait prescrit que tous les recrutements à intervenir ne portent que sur des contrats à durée limitée au 30 septembre 1979. Il demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** ce qu'il compte faire pour que ces dispositions ne soient point contournées, ce qui semble pourtant être le cas à l'unité pédagogique d'architecture 4 où un recrutement proposé par une commission réunie le 14 septembre 1979 vient d'intervenir pour l'année 1979-1980.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (objets d'art).

24763. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur la statue de la Vérité par Cavaller qui ornaît le jardin des Tuileries. Cette célèbre statue (de 1853) qui figure dans le tableau de Cavaller dans son atelier par Félix Barrias, aurait été envoyée sur ordre du ministère dans un musée de province lorsque les bronzes de Maillol furent installés dans les jardins. Il paraîtrait qu'aucune précaution d'aucune sorte ne fut prise dans le transport et que la sculpture arriva endommagée, si bien qu'elle fut jetée à la décharge publique par ordre du maire de la ville de province auquel l'administration des affaires culturelles avait envoyé cette statue. **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication**, ce qu'il en est exactement, si cette sculpture est la seule qui ait été détruite dans le patrimoine parisien de son administration où ses prédécesseurs ont disposé pour en faire des dons à la province, et d'une façon plus générale les mesures qu'il entend prendre pour éviter que des faits aussi affligeants se reproduisent.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Meurthe-et-Moselle).

24764. — 14 janvier 1980. — **M. René Haby** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le service de chirurgie de l'hôpital public de Lunéville fonctionne depuis plusieurs années à la satisfaction de la population en combinant les responsabilités d'un praticien à temps plein et d'un praticien à temps partiel. Une décision de l'administration prescrit de ramener de trente-trois à vingt lits la capacité du service à temps partiel, et de porter de cinquante-deux à soixante-cinq lits celle du service à temps plein. Etant donné que cette restructuration n'a pas pour objectif de réduire une capacité globale qui serait jugée excédentaire, elle ne peut s'expliquer que correspondant à la mise en œuvre d'une politique générale de suppression progressive du temps partiel dans les hôpitaux. Il lui demande de bien vouloir indiquer ce qu'il en est exactement de cette orientation générale et s'il peut confirmer que telle est l'interprétation qui peut être donnée à la mesure intervenue dans le service de chirurgie de l'hôpital public de Lunéville.

Accidents du travail et maladies professionnelles (prestations en nature).

24765. — 14 janvier 1980. — **M. Bertrand de Malgret** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que, dans le cas de décès d'un assuré résultant d'un accident du travail, il est dû aux ayants droit du défunt une indemnité de frais funéraires dont le montant est fixé par la loi sur la réparation des accidents du travail. Cependant, il est prévu que cette indemnité, lorsqu'elle est versée aux mêmes ayants droit, quelle que soit la cause du décès, et non pas seulement dans le cas de décès faisant suite à un accident du travail. Il lui demande s'il n'estime pas que, pour donner une signification réelle à cette indemnité de frais funéraires, il serait nécessaire d'en autoriser le cumul avec le capital décès. Dans la négative, il conviendrait de remplacer ce terme « d'indemnité » qui se révèle trompeur en l'occurrence, puisque en raison de la législation actuelle, il ne s'agit d'aucune ressource supplémentaire pour les ayants droit.

Logement (amélioration de l'habitat).

24766. — 14 janvier 1980. — **M. Jean Prarion** signale à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** l'impossibilité de faire bénéficier de la prime à l'amélioration de l'habitat les personnes souscrivant à titre complémentaire un prêt bancaire destiné à la mise en

conformité avec les normes minimales d'habitabilité et à l'installation d'équipement de confort pour le logement occupé comme résidence principale. En effet l'article 7 du décret 78-94 du 26 janvier 1978 aboutit à provoquer une sélection impartante des bénéficiaires de cette aide incitative. Il souhaiterait savoir si une modification de cette réglementation ne pourrait prochainement permettre à des familles entreprenant d'importants travaux pour l'amélioration de leur logement ancien, réalisables surtout à partir et grâce aux concours financiers d'origine bancaire, de pouvoir prétendre à cette prime.

Handicapés (logement : Haute-Garonne).

24767. — 14 janvier 1980. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés. Cet article prévoit le versement, par les caisses d'allocations familiales, dans le cadre de l'action sociale, d'aides personnelles aux handicapés qui en font une demande pour l'acquisition ou la réalisation d'équipements spéciaux, nécessaires à une meilleure intégration. Or, les demandes faites dans la Haute-Garonne n'ont pas pu être satisfaites, les caisses d'allocations familiales n'ayant reçu aucun crédit à cet effet. Il lui demande de lui faire connaître les raisons qui s'opposent à l'application de la loi, et quelles mesures il compte prendre pour que les demandes faites en ce sens par les handicapés soient satisfaites.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (professions et activités sociales).

24768. — 14 janvier 1980. — **M. Gérard Bapt** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le projet de réforme des études d'assistant et d'assistante de service social tel qu'il est envisagé par son département. Au moment où l'un des maîtres mots de la politique gouvernementale est la concertation, il est surprenant que la seule base de discussion proposée aux intéressés soit le projet des services ministériels alors qu'un travail de réflexion et de proposition a été entrepris par les représentants des syndicats, associations et écoles concernés par la réforme. Chacun déplore qu'une pratique autoritaire mette un terme à cet effort. Dans ces conditions, les textes soumis à l'avis du conseil supérieur ne peuvent qu'être interprétés comme traduisant une volonté de centralisation et de mainmise de l'administration sur les personnels de l'action sociale et leurs interventions, dans le sens d'un renforcement du contrôle social. Le recul de la partie plus théorique des enseignements et l'accroissement de la durée des stages dans un temps inchangé de formation accablent l'interprétation évoquée ci-dessus. La suppression de l'exigence du baccalauréat et l'admission en équivalence de l'exercice de certaines responsabilités rendent pourtant plus nécessaire la formation théorique puisque celle-ci peut faire défaut lors de l'entrée dans les écoles de service social. Simultanément la durée des stages pratiques est accrue et ceux-ci se feront sous la dépendance plus directe et complète du futur employeur. Cela ne peut que conduire à l'affaiblissement de l'esprit critique et réduire les bases d'un exercice professionnel autonome. On peut par ailleurs déplore le fait que ces stages, qui constituent un véritable travail, ne fassent pas l'objet de rémunérations. Il lui demande donc s'il n'envisage pas de procéder à une véritable concertation avec les intéressés, y compris les élèves, et de prendre en compte leurs remarques, suggestions et propositions, différant jusqu'alors la publication des textes sur une réforme nécessaire.

Calamités et catastrophes (froid et neige : Savoie).

24769. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de la commune de Saint-Etienne-de-Cuines menacée par des avalanches. En effet, au cours de l'hiver 1977-1978 les avalanches qui parcourent les flancs du mont Cuchet au-dessus de Saint-Etienne-de-Cuines ont pris une ampleur inhabituelle, détruisant environ 60 hectares de forêts très anciennes, ouvrant des tranchées de plus de un kilomètre de large sur une très forte pente. Aujourd'hui, plus rien ne protège, non seulement des hameaux dont l'existence remonte à plusieurs siècles, mais aussi le chef-lieu. Des travaux dont l'ampleur dépasse les ressources financières de la commune quelles que soient les subventions obtenues sont absolument nécessaires pour préserver la sécurité des 1 100 habitants. La seule solution consiste en la création d'un périmètre de restauration de terrains en montagne ce qui permettrait le financement total des ouvrages par l'Etat, la commune se déclarant quant à elle prête à céder gracieusement les terrains nécessaires. Si, effectivement les lois des 4 avril 1882 et 16 août 1913 ne prévoient pas expressément la création de périmètre en vue de la protection contre les avalanches, il convient de rappeler : 1° Que la commune de Saint-Colomban-des-Villards, située à 10 kilomètres de

Saint-Etienne-de-Culnes, est protégée contre les avalanches par une série R. T. M. connue, créée spécialement à cet effet; 2° Qu'en 1973, la création d'un nouveau périmètre de restauration a été admis à Larche (Alpes de Haute-Provence) car les travaux de paravalanches étaient nécessaires au maintien de la vie rurale d'une part, et à la réussite de reboisements d'autre part. Tel est, précisément, le cas de Saint-Etienne-de-Culnes. Il lui demande que Saint-Etienne-de-Culnes bénéficie des mêmes avantages que Saint-Colomban-des-Villards, Larche, Celliers, etc., afin que soit préservée la vie rurale dans cette partie de la Maurienne et s'il faut voir dans le refus du ministère un exemple de la nouvelle politique en faveur de la montagne.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

24770. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre du budget sur le sort injuste que connaissent les agents brevetés retraités des douanes à qui l'assimilation au grade d'agent de constatation est refusée. En effet, alors que l'assimilation est intervenue en 1975 pour les officiers au grade d'inspecteur, pour les sous-officiers au grade de contrôleur dont le corps, comme celui des agents brevetés, a été mis en extinction par décret du 9 novembre 1962, elle reste contestée pour les agents brevetés retraités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Examens, concours et diplômes (équivalence de diplômes).

24771. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le refus qu'oppose la commission consultative de l'alpinisme à la demande d'obtention par équivalence du diplôme d'accompagnateur de moyenne montagne formulée par les gardes-moniteurs du parc national de la Vanoise. En effet, non seulement cette activité fait partie des fonctions de moniteur de nature en montagne des gardes, mais aussi elle est pratiquée depuis plus de dix ans à la plus grande satisfaction de tous par ce personnel hautement compétent. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de réparer cette injustice qui dévalorise cette profession.

Tabacs et allumettes (tabagisme).

24772. — 14 janvier 1980. — M. André Delehedde demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il considère que la distribution systématique de cigarettes aux jeunes recrues va à l'encontre des campagnes anti-tabac dont l'intérêt n'est plus à démontrer. Il ajoute que cette distribution constitue une incitation à une consommation, qui compte tenu de l'âge des personnes concernées, peut conduire rapidement à une dépendance. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre en liaison avec le ministre de la défense pour faire cesser cet état de fait inacceptable.

Assurances (assurance automobile).

24773. — 14 janvier 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres du 25 juillet 1979 qui précise qu'« un projet de loi rendant obligatoire l'assurance individuelle des conducteurs et de leurs passagers allègera la sécurité sociale de la charge des accidents de la route ». Il lui demande : 1° où en est l'élaboration d'un tel projet; 2° si l'objectif de ce projet est bien de retirer du domaine d'application de la sécurité sociale le versement des prestations consécutives à un accident corporel de la circulation pour le transférer à l'assurance automobile; 3° s'il considère que les 210 sociétés d'assurances agréées dans le secteur de l'automobile sont en mesure de remplir dans tous ses aspects le rôle de la sécurité sociale; 4° s'il a conscience de la charge que représenterait pour l'assuré social l'augmentation de la prime d'assurance automobile nécessaire à la couverture du risque nouveau sans garantie d'une réduction corrélative des cotisations de sécurité sociale; 5° s'il ne faut pas considérer que ce projet n'est qu'une étape dans un processus qui consiste à faire de la protection contre la maladie et l'accident une affaire privée qui, échappant à un régime général de caractère réglementaire, relèvera des seules relations de chacun avec son assureur.

Handicapés (allocations et ressources).

24774. — 14 janvier 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le remboursement des sommes soit-disant indûment perçues, réclamé par les caisses d'allocations familiales à des infirmes percevant l'allocation aux adultes handicapés. Le montant de ces sommes peut aller, suivant une enquête effectuée par la Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, jusqu'à 16 900 francs. Il apparaît que, depuis 1976, les caisses d'allocations familiales n'ont pas considéré le fonds national de solidarité comme faisant partie du minimum vieillesse et ont attribué de ce fait des sommes supérieures aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés. Trois ans plus tard, constatant leur erreur, elles réclament impérieusement des Indus dont ne sont absolument pas responsables les handicapés. Il semblerait, par ailleurs, que les services contentieux à la commission de recours gracieux faussent la décision de remise des dettes en y incluant comme ressources les allocations pour tierce personne. En conséquence, il lui demande s'il entend : 1° demander aux caisses de modifier leurs imprimés de déclaration afin qu'y apparaissent toutes les allocations non imposables (à l'exception de la majoration pour tierce personne et de l'allocation compensatrice); 2° donner des recommandations pour éviter le recouvrement brutal des sommes importantes qui ne laisseraient aux handicapés concernés que des moyens d'existence réduits.

Voirie (autoroutes : Pas-de-Calais).

24775. — 14 janvier 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le tracé de l'autoroute A 26. Cette voie qui a parmi ses vocations celle de relier la Grande-Bretagne via Calais au réseau routier européen s'arrêterait à Leulinghem (Pas-de-Calais), ce qui apparaît aberrant quand on sait que transitent chaque année à Calais plus de cinq millions de passagers et près de deux millions de véhicules. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que l'A 26 se termine en un endroit accessible de Calais.

Pensions militaires d'invalidité des victimes de guerre (montant).

24776. — 14 janvier 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la note d'information sur le rapport constant qu'il a diffusé le 30 octobre 1979. A la page 8 de ce document, il est indiqué : « Tous les ans le Gouvernement propose et le Parlement adopte dans le cadre de la loi de finances, des mesures catégorielles, c'est-à-dire des avantages (exprimés en points d'indice) pour telle ou telle catégorie d'invalides ou de victimes de guerre. Suivent trois exemples extraits du budget de 1961, de 1974 et de 1976. » Il souhaiterait connaître, année par année, du budget de 1961 à celui de 1980, les mesures catégorielles, c'est-à-dire des avantages (exprimés en points d'indice) prises « tous les ans » pour les invalides ou victimes de guerre.

Aide sociale (bureaux d'aide sociale).

24777. — 14 janvier 1980. — M. Bernard Derossier attire l'attention de M. le Premier ministre sur la nécessité d'accroître les ressources des bureaux d'aide sociale. Il lui demande s'il ne pourrait envisager, à cet effet, d'instaurer une taxe sur les dépenses de publicité dont le produit leur serait affecté.

Etrangers (Algériens).

24778. — 14 janvier 1980. — M. Bernard Derossier s'inquiète auprès de M. le ministre de l'intérieur du nombre croissant de retours effectués en violation des lois françaises et des accords franco-algériens. Il attire plus particulièrement son attention sur le cas de cette jeune Algérienne de seize ans qui a été refoulée, le 12 décembre dernier, à l'aéroport d'Orly, alors qu'elle venait rejoindre son père, émigré depuis près de dix ans à Evreux. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer l'exactitude de ces faits, notamment relatés par la presse du 4 janvier 1980, et lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour éviter que de telles atteintes aux règles les plus élémentaires d'humanité ne se reproduisent.

Enseignement secondaire (personnel).

24779. — 14 janvier 1980. — M. Alain Hauteœur attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation actuelle et sur l'inquiétude des responsables des centres de documentation

et d'information des établissements d'enseignement du second degré qui attendent depuis 1960 qu'un statut leur soit accordé. En effet, depuis 1959, on ont été créés les services de documentation des établissements du second degré, ces personnels, en l'absence d'un statut, sont placés dans une situation « provisoire » qui les écarte des promotions offertes aux adjoints d'enseignement de disciplines. D'autre part, il apparaît que cette situation risque d'être prolongée par un projet de décret qui semble être actuellement à l'étude visant à affecter dans les C.D.I. tout professeur qui n'aurait pas un service complet d'enseignement. Il lui rappelle toutefois la circulaire n° 77-070 du 17 février 1977 qui reconnaissait, d'une part, la fonction essentiellement pédagogique de ces personnels et, d'autre part, leur entière appartenance à la communauté éducative que constitue un établissement scolaire. Aussi, devant cette situation qui risque, malgré les promesses qui ont été faites, de se prolonger, il lui demande s'il compte réunir au plus tôt, comme le réclament ces personnels, un groupe de travail chargé d'étudier en concertation avec les intéressés un projet de statut reconnaissant la spécificité des documentalistes bibliothécaires.

*Anciens combattants et victimes de guerre
(retraite du combattant : Var).*

24780. — 14 janvier 1980. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les difficultés rencontrées par de nombreux anciens combattants pour percevoir, même s'ils en ont fait la demande un an à l'avance, leur retraite du combattant à la date où est liquidée leur pension de retraite. En effet, il apparaît que bon nombre d'anciens combattants ne perçoivent leur retraite du combattant qu'un an, voire deux ans après leur passage de la vie active à la retraite, et cela tout particulièrement dans le département du Var. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les raisons de ces retards et de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel : Var).

24781. — 14 janvier 1980. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les mesures de licenciement qui risquent d'intervenir au début de cette année à l'encontre de soixante-deux institutrices ou instituteurs, « loi Roustan », sur les quatre-vingt-onze que compte le département du Var et qui ne manqueront pas, si elles devaient intervenir, de créer une situation très préjudiciable au niveau de l'organisation des écoles varoisées. En effet, l'administration en commission administrative paritaire du 14 décembre dernier a annoncé qu'en application des circulaires n° 79227 du 19 juillet 1979 et 79331 du 22 octobre 1979, le département du Var n'aurait droit en 1980 qu'à l'emploi de vingt-neuf suppléants éventuels et qu'ainsi elle se trouvait placée dans l'obligation d'en licencier soixante-deux. Il lui rappelle toutefois que depuis plusieurs années les services de son ministère ont employé dans le département du Var des « lois Roustan » qui ont effectué bien souvent des remplacements les plus difficiles et les plus éloignés malgré les exigences que cela entraînait pour eux et ont rendu ainsi à l'éducation de grands services que tout le monde s'est accordé à reconnaître. En effet, sur les quatre-vingt-onze suppléants éventuels au titre de la loi Roustan, six ont quatre ans de suppléance, treize ont trois ans de suppléance, et quarante-cinq ont plus d'un an de suppléance. Aussi, après avoir utilisé ces personnels dans l'intérêt même du service public, il apparaît sur un plan humain tout à fait injuste, au regard des graves conséquences familiales et financières que cette situation ne manquerait pas de provoquer, que ces suppléants éventuels soient brutalement licenciés. Au-delà de cet aspect humain, il lui signale qu'au moment où quarante et une lois Roustan sont déjà affectées totalement pour l'année scolaire 1979-1980, procéder à ces licenciements conduira inévitablement à désorganiser le service public de l'éducation et cela une nouvelle fois au détriment des élèves et des personnels. C'est ainsi que si l'emploi de ces roustaniens est remis en cause, vingt-sept maîtres formateurs ne seront plus déchargés, vingt-trois directeurs également, et dix-sept classes ne seront plus assurées. Il se posera enfin le problème du déroulement des stages de formation continue. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre toutes les mesures nécessaires pour faire droit au vœu adopté à l'unanimité lors de la commission administrative paritaire départementale du 14 décembre dernier pour que des moyens exceptionnels puissent intervenir afin de réemployer les titulaires loi Roustan du Var.

Arts et spectacles (cinéma).

24782. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Yves Le Drien** attire l'attention du **ministre de la culture et de la communication** sur la campagne de dénigrement déclenchée contre l'actuel président de la

commission d'avance sur recettes cinématographiques. Certaines prises de position récentes visent, en effet, à mettre en doute par insinuation et sans aucun élément de preuve, la probité et l'objectivité de ce responsable dont la rigueur et l'impartialité alliées à une grande compétence dans le domaine de l'art cinématographique sont reconnues par tous et lui ont précisément valu d'être nommé à la présidence de cette commission. Il lui demande de mettre fin par une prise de position publique, à cette campagne de calomnies qui, au-delà de l'homme, met en cause l'exercice de la mission d'intérêt public confiée à la commission d'avance sur recettes cinématographiques.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Rhône).

24783. — 14 janvier 1980. — **M. Charles Hernu** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les conséquences des instructions du service de l'industrie et des mines, après consultation de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, retirant de la liste des abonnés prioritaires « plan Croix-Rouge », alimentés par le centre de distribution mixte de Lyon, les laboratoires de biologie clinique de Villeurbanne, ce qui revient très exactement à la désorganisation complète de leur activité. En effet, l'évolution de la biologie a imposé à ces laboratoires d'acquérir un appareillage sophistiqué : spectrophotomètres, enregistreurs, analyseurs, thermostatés travaillant en flux continu, ordinateurs d'exploitation des données, etc., ne pouvant supporter des interruptions de secteur. Ces laboratoires disposent tous de sérums de référence et d'échantillons destinés au contrôle de qualité auquel ils sont soumis par le ministère de la santé qui doivent être impérativement stockés en congélation ou à température bien précise. D'autre part, des étuves et des appareils fonctionnent à 37° avec des thermostats rigoureux, matériel destiné aux cultures microbiennes des prélèvements effectués journellement et qui ne peuvent subir des variations de température sans mettre en péril des développements microbiens et en particulier les antibiogrammes dont dépend toujours le geste thérapeutique du médecin. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour éviter que ces variations de température puissent mettre en péril la vie des patients.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Rhône).

24784. — 14 janvier 1980. — **M. Charles Hernu** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences des instructions du service de l'industrie et des mines, après consultation de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, retirant de la liste des abonnés prioritaires « plan Croix-Rouge » alimentés par le centre de distribution mixte de Lyon, les laboratoires de biologie clinique de Villeurbanne, ce qui revient très exactement à la désorganisation complète de leur activité. En effet, l'évolution de la biologie a imposé à ces laboratoires d'acquérir un appareillage sophistiqué : spectrophotomètres, enregistreurs, analyseurs, thermostatés travaillant en flux continu, ordinateurs d'exploitation des données, etc., ne pouvant supporter des interruptions de secteur. Ces laboratoires disposent tous de sérums de référence et d'échantillons destinés au contrôle de qualité auquel ils sont soumis par le ministère de la santé qui doivent être impérativement stockés en congélation ou à température bien précise. D'autre part, des étuves et des appareils fonctionnent à 37° avec des thermostats rigoureux, matériel destiné aux cultures microbiennes des prélèvements effectués journellement et qui ne peuvent subir des variations de température sans mettre en péril des développements microbiens et en particulier les antibiogrammes dont dépend toujours le geste thérapeutique du médecin. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour éviter que ces variations de température puissent mettre en péril la vie des patients.

Personnes âgées (politique en faveur des personnes âgées).

24785. — 14 janvier 1980. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation des personnes qui bénéficient d'une retraite avant soixante-cinq ans pour les hommes ou soixante ans pour les femmes, ou bien acceptent de suivre les recommandations gouvernementales et patronales et optent pour la pré-retraite. Leurs ressources sont souvent très modestes et, pourtant, la plupart des avantages dits « avantages vieillesse » leur sont refusés car ils n'ont pas soixante ou soixante-cinq ans. Il s'agit aussi bien des réductions S.N.C.F. que des exonérations de redevances ou d'avantages sociaux tels que l'allocation logement. Elle lui demande donc de bien vouloir l'informer des mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Finistère).

24786. — 14 janvier 1980. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les nouvelles inondations de Morlaix (décembre 1979). Après les inondations de 1974, suite à une procédure engagée par les sinistrés, le tribunal administratif de Rennes, en juin 1975, mettait en cause le service de la D. D. A. parce qu'ils avaient opéré parallèlement à des travaux de remembrement des arasements excessifs de talus, facteur déterminant des inondations. En conséquence, et au vu des dernières inondations, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour limiter réellement cet arasement systématique de talus qui occasionne en plus des inondations des dégâts écologiques certains : lessivage et assèchement des terres, pollution des rivières et des estuaires...

S. N. C. F. (torifs voyageurs).

24787. — 14 janvier 1980. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'insuffisance des conditions d'attribution de la « carte vermeil » S. N. C. F. pour les retraités. L'attribution de cette carte est liée non pas aux conditions du retraité mais à son âge, soit soixante ans pour les femmes et soixante-cinq ans pour les hommes. Si un retraité choisit de reprendre une activité rémunérée cumulée, il bénéficie de cet avantage. En revanche, les personnes qui sont en préretraite doivent attendre l'âge requis alors que leurs revenus sont parfois très modestes. Pour la survie de certaines entreprises, pour la résorption du chômage actuel, le patronat et le Gouvernement insistent certains travailleurs à accepter cette préretraite. Elle lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette injustice.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Finistère).

24788. — 14 janvier 1980. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la grave situation du C. H. U. de Brest. Aucune création de poste de chef de clinique assistant n'est prévue pour 1980. Alors que sa capacité atteint 2 033 lits, le C. H. U. ne dispose que de 37 postes de professeur et maître de conférences agrégé, de 11 postes de chef de travaux des universités, de 26 postes de chef de clinique assistant, de 12 postes d'assistant des hôpitaux-assistant des universités. Cet effectif hospitalo-universitaire ne peut suffire à assurer la triple mission dévolue à un centre hospitalo-universitaire : les soins à la population, vocation première de tout médecin ; l'enseignement et la formation des étudiants hospitaliers et des internes en médecine ; la recherche, corollaire indispensable à la haute qualité des soins dispensés. De plus, plusieurs disciplines cliniques ou biologiques ne sont pas encore représentées au niveau hospitalo-universitaire, situation de carence inacceptable pour un C. H. U. Les internes en médecine assurent une large part des soins tant par leur activité dans les services que par les gardes. Ils participent activement à l'enseignement hospitalier quotidien des étudiants. Elle lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour créer les postes nécessaires de maître de conférences agrégé et surtout de chef de clinique assistant dans les services dépourvus de ce type de poste et dans les services sous-encadrés sans utiliser la transformation de poste qui résoud des problèmes ponctuels, mais en aucune façon celui de l'effectif global.

Architecture (agréés en architecture).

24789. — 14 janvier 1980. — **M. Vincent Ansqer** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que l'article 37-2° de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture prévoit que les maîtres d'œuvre peuvent devenir agréés en architecture sous réserve d'un avis favorable donné par une commission régionale. Le décret n° 78-68 du 16 janvier 1978 dispose que cette commission est composée de quatre maîtres d'œuvre, de quatre architectes et de quatre représentants de l'administration. De nombreux maîtres d'œuvre protestent contre les conditions de fonctionnement de ces commissions d'agrément. Ils sont d'autant plus inquiets que sans l'agrément en cause, ils considèrent qu'ils disparaîtront à plus ou moins brève échéance puisque leur activité ne peut plus s'exercer que lorsqu'il s'agit de constructions à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher hors œuvre net n'exécède pas 170 mètres carrés. Les maîtres d'œuvre estiment qu'ils devraient avoir la possibilité de faire appel de la décision prise par la commission précitée. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de compléter les textes sur lesquels il vient d'appeler son attention en prévoyant effectivement un appel possible de l'avis donné par la commission régionale.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

24790. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Pierre Bechter** demande à **M. le ministre de la défense** de lui faire connaître l'interprétation exacte que le service des pensions de son administration fait de l'article 2 de la loi n° 376 du 29 juillet 1943, interprétation qui semble aller à l'encontre du principe selon lequel une pension accordée n'est plus révisable sauf en cas d'omission ou d'erreur.

Permis de conduire (réglementation).

24791. — 14 janvier 1980. — **M. Emile Bizet** demande à **M. le ministre des transports** si un employé municipal conduisant, pour le ramassage des ordures ménagères, un tracteur et sa remorque, doit être titulaire du permis de conduire « poids lourds ». Il lui fait observer que, s'il devait en être ainsi, il serait difficilement compréhensible qu'un agriculteur adjudicataire de l'enlèvement des ordures, soit tenu de posséder un permis de cette catégorie pour exercer ce service, alors qu'une telle obligation n'est absolument pas envisagée pour la conduite des mêmes engins dans l'exercice de sa profession.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

24792. — 14 janvier 1980. — **M. Auguste Cazalet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation de deux médecins qui exercent en commun leur activité depuis 1973. Ces médecins, conformément à la doctrine administrative résultant de la note du 4 décembre 1967 (B. O. C. D. 1967, III 590) et de l'instruction du 22 mars 1971 (B. O. 6 E, juillet 1971) ont été imposés à la patente en 1975, chacun personnellement, le groupe constitué entre eux étant également imposé à la patente pour la même année 1975. Depuis l'intervention de la taxe professionnelle, et des mesures de plafonnement prévues au profit des contribuables soumis à la patente en 1975, le plafonnement appliqué aux cotisations personnelles de ces médecins est calculé sur la base de leur cotisation personnelle de patente 1975, augmentée d'une quote-part de la patente établie en 1975 au nom de leur groupe médical. Ces modalités de calcul de plafonnement semblent contraires à la note de la D. G. I. du 1^{er} mars 1977, prévoyant que « ... si un contribuable redevable en 1975 d'une cotisation personnelle (et qui) est membre d'une société civile de moyens, le calcul de plafonnement ne s'effectue qu'en retenant les seules cotisations personnelles ». Aux termes de cette note, il apparaît que le plafonnement applicable à chacun de ces praticiens devrait être calculé sur la seule base de leur cotisation personnelle de patente pour 1975, abstraction faite de la cotisation établie au nom du groupe médical. **M. Auguste Cazalet** demande à **M. le ministre du budget** de confirmer s'il convient bien d'adopter ce dernier mode de calcul du plafonnement.

Impôts locaux (taxe d'habitation).

24793. — 14 janvier 1980. — **M. Claude Dhinnin** rappelle à **M. le ministre du budget** que, pour la détermination de la taxe d'habitation, la valeur locative des garages est plus élevée que celle des locaux d'habitation. En outre, il existe une grande différence de traitement entre les garages incorporés dans les maisons particulières et les garages extérieurs aux maisons ou situés dans les sous-sols d'immeubles collectifs. C'est ainsi que, pour un garage incorporé à une maison individuelle, la surface utile est multipliée par un coefficient de pondération (0,6). La surface pondérée qui résulte de ce produit est incluse dans la surface pondérée de la maison, et la valeur locative est déterminée en multipliant le prix du mètre carré par cette surface. A titre d'exemple, pour une maison classée 5 dans la commune de La Madeleine (département du Nord), le prix du mètre carré est de 26 francs. Pour les autres garages, la surface utile est prise en compte en totalité, c'est-à-dire sans l'application d'un coefficient de pondération. Seuls sont prévus les correctifs habituels (entretien, situation dans tel quartier, etc.). Cette surface est multipliée par le prix au mètre carré, lequel, pour reprendre l'exemple ci-dessus, est, pour la même localité, de 33 francs pour la catégorie B, 32 francs pour la catégorie C, 30 francs pour la catégorie D, ces prix étant harmonisés au niveau du département. En application de cette procédure, la valeur locative d'un garage d'une surface de 12 mètres carrés situés dans une maison individuelle sera de 187 francs, alors que celle d'un garage de même surface, construit isolément ou placé dans le sous-sol d'un immeuble collectif, oscille entre 360 et 396 francs. Une actualisation des valeurs locatives serait envisagée en 1980, au titre de laquelle les maisons et les garages seraient affectés d'un même coefficient. Il lui demande si, à cette occasion, il ne lui paraît pas opportun et logique de prévoir un coefficient moindre à appliquer aux garages.

Baux (baux d'habitation : Paris [11']).

24794. — 14 janvier 1980. — **M. Claude Martin** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le fait suivant : le détail des sommes demandées par la recette principale des domaines de Paris (11^e), rue Tronchet, à Paris, aux locataires du 39, rue de la Roquette, à Paris (11^e), n'est jamais communiqué aux locataires afin de leur permettre de connaître le coût du loyer, le coût des charges et de l'enregistrement. En conséquence, il souhaiterait connaître les raisons pour lesquelles aucune précision n'est donnée aux intéressés, ce qui est contraire à la législation en vigueur.

Enseignement secondaire (personnel).

24795. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Louis Masson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les deux projets de décrets relatifs aux fonctions et à la rémunération de certains emplois de direction d'établissement d'enseignement relevant du ministère de l'éducation qui sont actuellement à l'étude. Les avant-projets de décret ne traitent pas de la situation des directeurs d'écoles nationales de perfectionnement qui pourtant, au vu des textes officiels relatifs au fonctionnement des établissements dont ils ont la charge (décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, décret n° 59-1035 du 31 août 1959), assument, à la tête d'établissements publics nationaux à autonomie financière, les responsabilités de chefs d'établissements. En effet, les directeurs d'écoles nationales de perfectionnement, outre les fonctions d'animation pédagogique, sont les responsables administratifs de leurs établissements. Supérieurs hiérarchiques des personnels placés sous leur autorité, ils assument d'autre part toutes les responsabilités financières liées à leur qualité d'ordonnateur. Ces fonctions d'autorité et de responsabilité ont été reconnues : par l'attribution de l'indemnité de direction dont ils bénéficient au même titre que les autres chefs d'établissements (décret n° 79-449 du 7 juin 1979) ; par un statut calqué sur celui des autres chefs d'établissements notamment en ce qui concerne les conditions de nomination et de rémunération (décret n° 72-21 du 10 janvier 1972 et décret n° 74-863 du 27 septembre 1974). Dans ces conditions, il convient d'avoir le triple souci : d'une part, d'éviter le maintien de secteurs éducatifs marginaux, en favorisant au contraire le rapprochement, voire l'intégration de l'enseignement spécialisé et de ses personnels dans les structures normales (objectif de la réforme du système éducatif et de la loi d'orientation des personnes handicapées) ; d'autre part, d'établir une certaine équité envers une catégorie de chefs d'établissements chargés de lourdes responsabilités et d'une difficile mission ; enfin, de ne pas créer une nouvelle discrimination dans les statuts de personnels à même vocation relevant d'un même ministère. Il lui demande quelles sont ses intentions en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui soumettre.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements : Moselle).

24796. — 14 janvier 1980. — **M. Jean-Louis Masson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'éventualité de la fermeture d'une classe de l'enseignement primaire dans la commune d'Ay-sur-Moselle, éventualité qui serait envisagée pour la rentrée scolaire 1980. Il lui expose à cet égard la situation particulière de cette commune dans les mois à venir. Actuellement, se développe la zone industrielle d'Ennery qui amène de nombreuses caravanes à s'installer provisoirement dans la localité ce qui entraîne, de ce fait, une population scolaire mouvante. Les effectifs actuels peuvent donc être susceptibles de variations en hausse, hausse qu'il est difficile d'apprécier. Pour ces enfants, sujets à de fréquents changements d'établissements scolaires, il serait bénéfique d'être accueillis dans des classes à effectif peu chargé, ce qui ne serait pas le cas s'il était procédé à la fermeture d'une classe. Cette fermeture serait d'autant plus regrettable que la municipalité a consenti un gros sacrifice financier pour doter la commune d'un groupe scolaire accueillant et fonctionnel. Il lui demande de bien vouloir faire étudier avec bienveillance le problème qu'il vient de lui soumettre afin qu'aucune décision de fermeture n'intervienne dans cette commune à l'occasion de la rentrée scolaire 1980.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature : Vendée).

24797. — 14 janvier 1980. — **M. Pierre Mauger** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que, jusqu'au début de l'année 1979, en dépit de la loi 53-59 du 3 février 1953 (art. 3) et du décret n° 53-1185 du 27 novembre 1953, le grand appareillage, tel que corsets orthopédiques, dont étaient pourvus les malades, était pris en charge et remboursé par la caisse primaire d'assurance

maladie sans aucune difficulté. Depuis le mois de mars 1979, la caisse primaire d'assurance maladie de la Vendée, sans préavis, prétend que le grand appareillage dont sont dotés certains malades du centre de réadaptation fonctionnelle « Villa Notre-Dame », à Saint-Gilles-Croix-de-Vie doit être payé par cet établissement et imputé au prix de journée et se refuse à toute prise en charge. Il lui demande : 1° de lui préciser si cette attitude de la caisse de Vendée résulte d'une directive nationale ou d'une initiative particulière de cette caisse ; 2° de définir une règle générale applicable par toutes les caisses primaires afin que, si le grand appareillage doit être supporté par le prix de journée, les préfets reçoivent des instructions pour en tenir compte dans l'examen des propositions de prix de journée soumises à leur approbation.

Postes et télécommunications (bureaux de poste).

24798. — 14 janvier 1980. — **M. Michel Noir** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** les modalités actuelles de l'expérience de polyvalence des bureaux de poste en milieu rural, décidée par décret du 16 octobre 1979. Il désire notamment être informé en détail : sur les services publics intéressés par cette expérience ; sur les contrats passés entre les ministères concernés et le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications pour le paiement de ces services ; sur le projet de mise en place d'un service de téléconsultation de fichiers administratifs, à la disposition du public dans chaque bureau de poste rural.

Postes et télécommunications (bureaux de poste).

24799. — 14 janvier 1980. — **M. Michel Noir** rappelle à **M. le Premier ministre** que, par décret du 16 octobre 1979, le Gouvernement a pris l'excellente initiative de créer, en milieu rural, la polyvalence des bureaux de poste. Au niveau national, un groupe interministériel des services publics est chargé de préparer les décisions générales nécessaires à la mise en œuvre de cette expérience et de présenter un rapport au Premier ministre. Il lui demande où en sont les travaux de ce groupe et quel échéancier peut être retenu pour la remise des conclusions et donc pour les décisions du Gouvernement.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (commerçants et industriels : pensions de réversion).

24800. — 14 janvier 1980. — **M. Michel Périllard** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la veuve d'un assuré du régime des non-salariés des professions commerciales a demandé à bénéficier, aux termes du décret n° 73-733 du 23 juillet 1973, de la pension de réversion à titre anticipé. Cette demande n'a pu être prise en considération du fait que ses revenus dépassent le plafond autorisé et cela parce que dans lesdits revenus figure la pension d'invalidité qu'elle perçoit à titre de victime civile de guerre. Il apparaît profondément illogique qu'une pension ayant le caractère d'un droit à réparation et destinée à reconnaître, sans d'ailleurs y apporter complètement remède, un préjudice provenant d'une blessure de guerre soit prise en compte à cette occasion dans les ressources de l'intéressée, privant cette dernière de la pension de réversion à laquelle elle avait légitimement droit. Il lui demande si une modification des dispositions applicables dans ce domaine ne permettrait pas de remédier à ce qui semble une anomalie.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

24801. — 14 janvier 1980. — **M. Michel Périllard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les difficultés que rencontrent certaines personnes dans leur approvisionnement en fuel domestique. En effet, le quota, qui en règle générale est calculé sur la consommation de l'année précédente, est établi différemment pour les personnes qui ont emménagé en cours d'année et qui donc ne peuvent fournir le chiffre de leur consommation sur douze mois, mais seulement sur quelques mois. Il a été décidé que la quantité à laquelle elles ont droit serait donc appréciée en fonction de la surface de leur logement. Dans la mesure où le volume d'habitation serait toujours standard, il est évident que le calcul pourrait se faire en mètres carrés. Or, il est loin d'en être ainsi et très souvent les gens qui occupent des logements anciens ont droit à une quantité qui ne correspond pas à leurs besoins. C'est pourquoi il demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il ne serait pas préférable, pour éviter certains préjudices, que la consommation soit calculée à partir du volume habité.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Administration (rapports avec les administrés).

73202. — 1^{er} décembre 1979. — M. François Autain expose à M. le Premier ministre qu'en séance, le secrétaire d'Etat à la fonction publique, chargé de défendre le budget de ses services généraux, a expliqué la baisse des crédits consacrés aux campagnes d'information sur l'action des pouvoirs publics en 1978 par la circonstance des élections législatives. Il lui demande : 1^o si cette explication ne justifie pas les craintes de ceux qui volent dans les campagnes précitées des opérations de propagande politique, puisqu'elles sont interrompues par l'organisation des élections, et qu'elles ne sauraient l'être si elles avaient, comme il est prétendu, un simple but d'information du public sur l'action administrative ; 2^o à quel usage ont servi les crédits que la diminution du nombre des campagnes précitées a libérés.

Réponse. — L'intervention de M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, qui expliquait la baisse des crédits consacrés au premier semestre 1978 aux campagnes d'information sur l'action des pouvoirs publics ne permet pas de tirer les conclusions que M. Autain semble faire siennes. Il convient, en effet, de rappeler que la tradition républicaine veut qu'à l'approche d'élections législatives le gouvernement en place n'engage pas d'actions d'information nouvelles de grande envergure. Les élections législatives conduisent à une modification de l'Assemblée nationale et sont, par ce fait même, susceptibles d'entraîner une modification de la politique et de la composition du gouvernement ; il est donc naturel que le gouvernement en charge à la veille de cette consultation des affaires de la nation fasse en sorte, tout en assumant sa tâche normale d'information, de laisser à la disposition d'un éventuel nouveau gouvernement toute liberté pour mettre en œuvre sa propre politique de communication sur les actions qu'il serait amené à entreprendre. On peut ainsi souligner qu'une telle attitude répond également au souci de ne pas interférer, même sur un plan technique, avec le déroulement naturel du débat démocratique à la veille d'une consultation d'importance nationale. Il faut enfin rappeler qu'une telle attitude ne conduit pas à une diminution drastique des crédits d'information, tant il est vrai qu'un gouvernement se doit de mener à bien sa mission en la matière quelle que soit la conjoncture et que, en tout état de cause, une partie importante de ces campagnes portant sur des politiques à moyen terme qui visent essentiellement à modifier et à améliorer les comportements sociaux ne sont pas affectées par de telles échéances.

AGRICULTURE

Commerce extérieur (importation).

17213. — 9 juin 1979. — M. André Tourne expose à M. le ministre de l'agriculture que l'on assiste en ce moment à l'augmentation des importations de vins d'Italie en hectolitres, par types de vin, et par degré alcoolique, réalisées au cours de chacun des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1978, et au cours des mois de janvier, février, mars, avril et mai 1979. Il lui demande en outre de préciser : a) quels sont les ports français où ces vins importés d'Italie ont été débarqués ; b) et pour chacun d'eux, les quantités en hectolitres reçues.

Réponse. — Les renseignements demandés par l'honorable parlementaire ne font pas l'objet d'une publication. Toutefois, les statistiques mensuelles du commerce extérieur, notamment en matière de vin, peuvent être obtenues au centre de renseignements statistiques de la direction générale des douanes (182, rue Saint-Honoré, 75001 Paris), éventuellement par téléphone au numéro 260-33-00, poste 32-41.

Elevage (bâtiment d'élevage).

17208. — 13 juin 1979. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'insuffisance du dernier relèvement des prix plafonds intervenus en février pour les bâtiments d'élevage. Selon les catégories, ces prix plafonds par animal logé ont été relevés de 5 à 11 p. 100 par rapport au barème en vigueur depuis 1977. Or, dans le même temps, l'indice du coût de la construction est passé de 162 à 189,6, représentant une augmentation de 17 p. 100. Il en résulte qu'en francs constants les prix plafonds

ont été réduits puisque augmentés d'un pourcentage inférieur à celui de la hausse des coûts. Pouvant accéder à des prêts spéciaux moindres en francs constants, les agriculteurs des zones de montagne et défavorisées ont donc à faire face à des conditions plus difficiles pour la construction de bâtiments d'élevage. S'agissant de l'activité agricole principale de ces zones, cette situation est contradictoire avec les affirmations officielles selon lesquelles l'installation des jeunes serait une priorité gouvernementale. Ajoutée au renchérissement du coût du crédit intervenu il y a quelques mois et à la forte réduction des contingents de carburant détaxé, cette situation est intolérable pour une catégorie socio-professionnelle constamment trompée par des promesses non tenues et un manque permanent de loyauté de la part de l'Etat qui n'indexe pas ses concours et les laisse se dévaloriser au détriment des bénéficiaires. Il lui demande quelle mesure il compte prendre de toute urgence pour revoir une situation dont l'évolution est injuste et préoccupante.

Réponse. — Le relèvement des prix plafonds pour la construction de bâtiments d'élevage est intervenu en février 1979. Il a été effectué en tenant compte de l'investissement moyen constaté pour des formules simples et fonctionnelles. Il permet donc d'assurer dans des conditions normales le financement des travaux par des prêts spéciaux de modernisation ou d'élevage qui s'ajoutent aux subventions accordées en zones défavorisées. En zone de montagne, pour tenir compte des suppléments de dépenses dus au climat (renforcement des charpentes et de l'isolation thermique), au relief (terrassements importants) et à l'éloignement (voirle et réseaux divers plus longs), les prix plafonds sont majorés de 15 p. 100, en outre, les zones de production de fromage à pâte pressée cuite bénéficient de majorations très substantielles de ces prix plafonds pour le logement des vaches laitières, comportant un stockage de fourrage unique sous forme de foin. Enfin, la suppression des prix d'exclusion (dont le dépassement entraînait l'élimination des dossiers présentés à une aide de l'Etat) permet maintenant le financement de projets dont l'étude économique justifie la possibilité d'investissements plus élevés.

Viticulture (vins à appellation d'origine contrôlée).

18129. — 1^{er} juillet 1979. — M. Francisque Perrut attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences découlant de certaines mesures réglementaires qui s'appliquent aux producteurs de vins d'appellation d'origine contrôlée. Loraque, pour une appellation, la quantité de vin produite a dépassé le volume autorisé, l'excédent doit être livré à vil prix pour la distillation, même s'il est de qualité égale à celle du vin correspondant au volume autorisé. Or, si l'année suivante le vignoble concerné est ravagé en totalité ou en partie par un orage de grêle, comme cela s'est produit récemment dans certaines régions de Bourgogne et du Beaujolais, le viticulteur privé du prix de son travail de l'année n'a pas droit pour autant à une compensation équivalente à la perte subie. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable, afin d'assurer aux viticulteurs le maintien de leur revenu, de leur permettre de différer la livraison des excédents à distiller jusqu'à la récolte suivante, afin que le viticulteur durement frappé par quelque intempérie puisse, tout au moins, bénéficier du reclassement du surplus de l'année antérieure, dès lors que la qualité de ce surplus correspond aux critères exigés pour l'appellation.

Réponse. — L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre de l'agriculture sur les conséquences de certaines mesures réglementaires qui s'appliquent aux producteurs de vins A. O. C. et qui concernent essentiellement l'obligation d'envoyer les quantités produites au-delà du plafond limite de classement, à un usage industriel. Le décret n° 74-872 qui vient d'être modifié par le décret n° 78-951 du 9 novembre 1979, paru au Journal officiel du 11 novembre 1979, permet de revendiquer l'appellation pour les quantités produites dans la limite de ce plafond sous réserve : de vérifier les conditions de production des vins d'appellation de l'exploitation ; de soumettre la totalité de ces vins à l'examen analytique et organoleptique ; de livrer à la transformation en alcool, vinaigre ou jus de raisin, les quantités produites au-delà du plafond limite de classement et ce, après un engagement de livraison à effectuer au plus tard le 15 décembre de l'année suivant celle de la récolte, soit, pour la campagne 1979-1980, le 15 décembre 1981. La détermination et le respect de ces strictes règles de rendement paraissent essentielles car elles sont au cœur de la notion d'appellation d'origine contrôlée et la garantie d'obtention de produits de qualité.

Crédit agricole (personnel).

18157. — 7 juillet 1979. — M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'attitude de la direction de la caisse régionale de crédit agricole mutuel de Vendée. Le 6 juin 1979, la direction de cette caisse a adressé à cinq salariés, responsables syndicaux, une lettre de menace de licenciement, à la

suite de récents faits de grève. Dans sa réunion du 14 juin 1979, le conseil d'administration de la caisse régionale de crédit agricole mutuel a décidé, non pas de licencier les cinq syndicalistes, mais de les déclasser ainsi que trois autres salariés, ce qui entraînera une perte mensuelle de salaire de l'ordre de 200 à 900 francs. Il attire son attention sur la gravité de tels procédés et lui demande s'il compte donner des instructions aux services d'inspection des lois sociales en agriculture qui dépendent de son administration pour qu'ils examinent cette affaire et interviennent pour que les sanctions prises contre les salariés soient levées. Il lui demande d'autre part si le fait de grève est un motif de licenciement, et ce qu'il compte faire afin que soit respectée la législation concernant la protection des délégués syndicaux et du personnel.

Réponse. — Depuis les événements signalés par l'honorable parlementaire, la caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Vendée a demandé à l'inspection du travail et de la protection sociale agricoles de ce département l'autorisation de licencier quatre des salariés concernés; autorisation qui a été refusée le 19 novembre 1979. Ladite décision a fait l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'agriculture; ce recours sera examiné dans le cadre des dispositions en vigueur du code du travail et de l'interprétation qui en a été donnée par la jurisprudence administrative et judiciaire.

Viticulture (prestations d'alcool vinique).

18844. — 28 juillet 1979. — M. Philippe Marchand attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation difficile des viticulteurs de la région de Cognac, inquiétés pour non-livraison des prestations viniques. Les viticulteurs ont été convoqués par l'administration des contributions indirectes pour n'avoir pas fourni leurs prestations d'alcool vinique de la campagne 1977-1978. Or, la fourniture d'alcool vinique leur a été rendue impossible par l'absence de distillateurs, et nombre d'entre eux ont été contraints de détruire les lies qu'ils avaient conservées, souvent trop tard d'ailleurs, pour éviter que celles-ci ne détériorent leurs cuiviers. Quant à ceux qui les ont livrées, nombreux sont ceux qui ne sont pas payés. Par ailleurs, la redevance de 10,52 francs par litre d'alcool pur est injustifiée, car ce même litre d'alcool est commercialisé à 4 francs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette situation qui pénalise les viticulteurs de la région de Cognac.

Réponse. — Pour la campagne 1977-1978, la France a obtenu des autorités communautaires un report d'échéance permettant aux viticulteurs d'apurer leurs prestations viniques au plus tard le 31 janvier 1979. Passé cette date, la direction générale des impôts a appliqué l'ordonnance n° 59-125 du 7 janvier 1959, qui consiste à infliger aux contrevenants une amende, égale à la valeur d'achat de l'alcool, double à cette valeur si la régularisation n'intervient pas dans les trois mois. Ainsi, les viticulteurs qui n'ont pas apuré leurs prestations avant le 30 avril 1979 ont été normalement redevables d'une amende de 10,52 francs par litre d'alcool pur. Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du territoire national, et ont pour but d'éviter de produire des vins de qualité médiocre par le surpressurage des vendanges. Aussi ce régime a-t-il la faveur de la grande majorité des viticulteurs, ainsi que de leurs organisations professionnelles. En Charente, des distilleries permettaient déjà de satisfaire à cette obligation à taux réduit pour la campagne 1977-1978, et de nouvelles installations ont été agréées depuis lors. En outre, et depuis la campagne 1978-1979, les prestations viniques ne portent plus que sur la partie du vin non destinée à l'élaboration d'eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée, dans un souci de simplification et d'harmonisation avec les autres régions viticoles.

Pétrole et produits raffinés
(taxe intérieure sur les produits pétroliers).

18967. — 28 juillet 1979. — M. Gérard Braun attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes qui se posent dans le département des Vosges par l'attribution des bons d'essence détaxée. En effet, cette essence détaxée ne peut être attribuée que si au moins 100 litres de carburants sont utilisés. Or, dans le département des Vosges, beaucoup d'exploitations de montagne ne peuvent matériellement utiliser 100 litres de carburant. Il lui semble donc anormal que seuls les gros consommateurs de carburant soient avantagés. Il demande donc à M. le ministre de l'agriculture de revoir le problème de l'attribution des bons d'essence détaxée pour les agriculteurs des zones montagneuses, et si possible de supprimer le seuil des 100 litres.

Pétrole et produits raffinés
(taxe intérieure sur les produits pétroliers).

22889. — 28 novembre 1979. — M. Gérard Braun s'étonne auprès de M. le ministre de l'agriculture de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 18967 publiée au Journal officiel des débats

de l'Assemblée nationale n° 67 du 28 juillet 1979 (p. 6382). Quatre mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il attire son attention sur les problèmes qui se posent dans le département des Vosges par l'attribution des bons d'essence détaxée. En effet, cette essence détaxée ne peut être attribuée que si au moins 100 litres de carburant sont utilisés. Or, dans le département des Vosges, beaucoup d'exploitations de montagne ne peuvent matériellement utiliser 100 litres de carburant. Il lui semble donc anormal que seuls les gros consommateurs de carburant soient avantagés. Il demande donc à M. le ministre de l'agriculture de revoir le problème de l'attribution des bons d'essence détaxée pour les agriculteurs des zones montagneuses, et si possible de supprimer le seuil des 100 litres.

Réponse. — La disposition qui prévoit qu'aucune attribution de carburant détaxé ne sera faite pour les droits inférieurs à 100 litres figure à l'article 12 de la loi de finances pour 1972. Il n'est pas possible de déroger à une disposition législative par une simple décision administrative. En outre, cette mesure a été prise après avoir constaté que les conditions d'attribution d'une aide aussi réduite représentaient une charge importante de gestion administrative eu égard au faible avantage que pourraient en tirer les intéressés.

Elevage (veaux).

20132. — 22 septembre 1979. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les graves conséquences que peut avoir pour les consommateurs l'implantation d'hormones sur les veaux dont les viandes sont destinées à la boucherie. Fort justement, la loi française interdit rigoureusement cette implantation et des sanctions s'appliquent aux contrevenants, mais de nombreux pays, dont certains sont membres de la Communauté économique européenne, n'ont pas une telle législation et l'implantation d'hormones sur des veaux destinés à la boucherie se fait sur une grande échelle. Or, dans la dernière période, d'importantes quantités de veaux de boucherie ont été importées, notamment de Hollande qui se trouve dans cette situation. De telles importations concurrencent de manière déloyale les éleveurs français car les hormones accélèrent la croissance des animaux et elles font courir de graves risques aux consommateurs pour leur santé. En conséquence, il lui demande d'interdire immédiatement toutes les importations de veaux de boucherie de quelque pays que ce soit qui n'applique pas des législations aussi rigoureuses que la loi française dans ce domaine.

Réponse. — Il n'existe pas encore de réglementation communautaire relative à l'utilisation d'hormones et notamment des produits oestrogènes pour l'élevage des veaux dans les différents Etats Membres. Cette utilisation est donc soumise aux réglementations nationales. En 1978, 22 600 tonnes de viande de veau ont été importées en France dont 21 000 tonnes des Pays-Bas. Le problème se situe donc essentiellement à l'égard des importations en provenance de cet Etat. Or, sa réglementation en la matière est semblable à la nôtre et notamment l'utilisation des oestrogènes pour l'élevage des veaux y est interdite. De plus, des discussions sont en cours à Bruxelles pour élaborer la réglementation communautaire, qui apportera la solution au problème évoqué.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

20413. — 29 septembre 1979. — M. Antoine Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la nécessité de prendre des mesures tendant à faciliter l'installation et l'activité des jeunes agriculteurs. En effet, la situation de ceux-ci, dans les départements comme la Seine-Maritime, où l'urbanisation et les travaux d'infrastructure provoquent non seulement une hausse des prix de la terre, mais aussi une réduction des superficies cultivables, lui semble de plus en plus difficile. C'est pourquoi il lui propose de prendre notamment, dans le cadre de la loi d'orientation agricole, des mesures pour améliorer de façon substantielle la retraite des agriculteurs âgés. En dehors de leur caractère incitatif, de telles mesures permettraient en effet aux intéressés de mieux profiter de leurs dernières années d'existence.

Réponse. — Le Gouvernement n'ignore pas les difficultés auxquelles se heurtent les jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer à leur compte ou agrandir leur exploitation. Aussi, existe-t-il des aides en faveur des jeunes pour l'installation et le développement, d'une part, des incitations à la cessation d'activité pour les plus âgés, d'autre part. Une augmentation importante de l'indemnité viagère de départ non complément de retraite renforcera cet effet incitatif. Le Gouvernement entend, parallèlement, poursuivre l'effort d'amélioration de la retraite agricole entrepris depuis plusieurs années. A cet effet, le projet de loi d'orientation agricole contient

une disposition prévoyant la revalorisation progressive des retraites agricoles. Ces mesures, auxquelles s'ajoute l'indemnité complémentaire au conjoint créée par la loi de finances pour 1979, devraient permettre à un plus grand nombre d'agriculteurs de céder leur exploitation à de jeunes agriculteurs.

Elevage (aliments du bétail).

20442. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre Pasquini** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que la Corse ne produit pas pour le moment d'aliment de bétail. Cette nourriture est en conséquence importée du continent. Elle est donc grevée à la consommation d'un frais de transport de 40 centimes par kilogramme. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de relever les propriétaires de cheptels corses de cette pénalisation et, pour remédier dans l'avenir à un tel problème, s'il n'est pas possible de vulgariser la culture de la betterave fourragère qui semble réussir particulièrement sur la terre corse.

Réponse. — L'amélioration de la production fourragère en Corse apparaît à terme, comme une condition indispensable au développement de l'élevage; aussi le Gouvernement apporte-t-il son appui aux différentes expériences et essais réalisés dans ce sens. En particulier, la Société pour la mise en valeur de la Corse (Somivac) a entrepris d'importants travaux pour la mise en valeur des pâturages: pendant l'année 1979, un crédit total de 11 millions de francs y a été affecté. Ces actions de développement sont complétées par des travaux d'aménagement hydraulique, la recherche de variétés fourragères adaptées à la région et la mise en place d'un zonage pour déterminer les terrains offrant les meilleures potentialités fourragères. L'ensemble de ces actions devrait permettre d'obtenir un auto-approvisionnement fourrager de la Corse à moyen terme.

Agriculture (céréales: blé).

20742. — 5 octobre 1979. — **M. Michel Aurillac** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés d'écoulement des blés que rencontrent les organismes collecteurs de céréales. Un report important de la récolte précédente pèse sur le marché, à un point tel que les cours sont tombés en dessous du prix de référence (925,95 francs la tonne). Les organismes collecteurs ont commencé à mettre des blés à l'intervention, ce qui ne s'était pas vu depuis une dizaine d'années. Bien que le prix de référence de la nouvelle campagne ait été augmenté par la commission de Bruxelles de 8,5 p. 100, le prix de marché n'a pas suivi et, en fait, les producteurs risquent de ne pas toucher cette augmentation de 8,5 p. 100. Quelques chiffres éclaireront mieux cette situation: dans l'Indre, les stocks de blé ancienne récolte étaient: au 31 juillet 1978: 6 882 tonnes; au 31 juillet 1979: 81 134 tonnes, soit douze fois plus. Cette situation n'est pas particulière à l'Indre; elle est simplement plus grave dans l'Indre que dans les autres régions du fait de notre position géographique, éloignée des ports. Pour la France, les stocks de blé ancienne récolte étaient: au 1^{er} juillet 1978: 1 336 748 tonnes; au 1^{er} juillet 1979: 2 767 454 tonnes, soit + 107 p. 100. Pour la région d'Orléans, stocks de vieux blé en report: au 1^{er} juillet 1978: 360 823 tonnes; au 1^{er} juillet 1979: 742 753 tonnes, soit + 106 p. 100. La région d'Orléans a le même pourcentage (106 p. 100) de report que l'ensemble de la France, mais en valeur absolue son report représente près de 30 p. 100 du report national. Cela parce que la région d'Orléans est la plus productrice de blé de France et c'est là que ce phénomène de report prend le plus d'acuité. Pourquoi les blés 1978 ne se sont-ils pas vendus. Essentiellement parce que les autorités de Bruxelles n'ont pas accordé assez tôt de restitutions pour exporter sur les pays tiers. Actuellement il n'est pas accordé de restitutions pour les exportations de céréales. Le marché, encombré, a baissé en dessous du prix de référence (autresfois prix d'intervention) et les organismes stockeurs ont déposé auprès de l'O. N. I. C. des demandes d'intervention qui portent actuellement, dans l'Indre: sur 32 000 tonnes; en France: sur 110 000 tonnes. Pour redresser le marché du blé, il lui demande s'il n'estime pas devoir intervenir rapidement auprès de Bruxelles pour que des restitutions soient accordées, à un niveau suffisant, pour permettre des exportations vers les pays tiers.

Réponse. — Il est exact que le stock de report de blé enregistré au début de la campagne (2 700 000 tonnes) était nettement supérieur à celui de la campagne précédente (1 300 000 tonnes) et que les quantités importantes collectées ont amené un certain nombre de coopératives à avoir recours à l'intervention à la fois en raison du prix de marché qui se situait au niveau du prix de référence mais aussi, pour certaines d'entre elles, afin de dégager des capacités de stockage en prévision de l'arrivée du maïs. Compte tenu de la position exportatrice de la France, les besoins mensuels se

situent entre 1 200 000 et 1 400 000 tonnes. Le stock de report ne représentait donc que deux mois d'utilisation ce qui ne peut être considéré comme excessif. Les mises à l'intervention de blé tendre s'élevaient actuellement à 363 000 tonnes (2,3 p. 100 de la collecte de 16 millions de tonnes). Elles ont été effectuées sur la période ci-dessous:

	AU 31 AOUT 1979.	AU 30 SEPTEMBRE 1979.	AU 31 OCTOBRE 1979.
France	110 000 T	316 000 T	363 000 T
dont:			
Indre	32 000 T	34 000 T	36 000 T

Les stocks de blé détenus au 31 octobre 1979 s'élevaient en France à 8 487 102 tonnes, dans la région d'Orléans à 1 110 137 tonnes et dans l'Indre à 195 001 tonnes; au 31 octobre 1978 ils s'élevaient en France à 7 654 967 tonnes, dans la région d'Orléans à 923 767 tonnes et dans l'Indre à 146 109 tonnes. A la suite des interventions menées auprès de la commission de Bruxelles des restitutions opérationnelles ont été accordées. C'est ainsi que les adjudications des restitutions ont repris le 27 septembre. Les certificats délivrés à ce jour suivant cette procédure s'élevaient à 884 000 tonnes. Au cours de la seule adjudication du 15 courant, 303 500 tonnes ont été acceptées dont 298 500 pour des opérateurs français. Les tonnages totaux de certificats délivrés depuis le 1^{er} août 1979 pour exportation vers les pays tiers s'élevaient actuellement en blé tendre à 1 300 000 tonnes et en farine de blé à 640 000 tonnes. A la même époque, l'an dernier, il s'élevaient en blé tendre à 1 476 000 tonnes et en farine de blé à 576 000 tonnes. Si la reprise des exportations vers les pays tiers est intervenue avec quelque retard, les ventes à la Communauté ne se sont jamais arrêtées. Elles se chiffrent pour les trois premiers mois de la campagne à 831 000 tonnes de blé. Il est donc permis de penser que le tonnage de blé à sortir au titre de la campagne 1979-1980 tant sur la Communauté que vers les pays tiers sera exporté sans difficulté majeure.

Eaux (épuration).

20755. — 5 octobre 1979. — **M. Jean-François Mancel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème de l'assainissement des bourgs ruraux. La politique préconisée dans ce domaine consiste à inciter les industriels et les communes à équiper de stations d'épuration. Celles-ci sont de véritables petites usines, aux bassins bétonnés, munies de pompes et de systèmes de régulation qui coûtent cher à construire. Il faut naturellement les alimenter en électricité et les surveiller quotidiennement. Si cette solution dispendieuse est la seule applicable aux usines et aux agglomérations importantes, elle paraît contestable pour les petites entreprises et les bourgs ruraux. Faute de surveillance, la plupart des mini-stations ont un rendement dérisoire. Elles grèvent les budgets communaux, sans bénéfice pour l'environnement. Il apparaît qu'une solution plus simple peut être envisagée par le lagunage, s'appliquant aux eaux usées des villages. Cette technique est fréquemment utilisée à l'étranger et particulièrement en Allemagne. Pour un village de 300 habitants, il suffit de creuser un étang de 3 000 mètres carrés et profond de 1,20 mètre. C'est dans cette lagune que l'épuration se fait naturellement, grâce au pouvoir autonettoyant de l'eau, des plantes et du soleil. Ce procédé supprime la surveillance, et les frais d'entretien se réduisent à un fauchage annuel et un curage tous les dix ans, avec une simple pompe à lisier. Si le sol est naturellement imperméable, le coût de la lagune est estimé à 60 p. 100 de celui d'une station de même capacité, et s'il faut imperméabiliser le fond, le coût peut être équivalent. En tout état de cause, la commune aurait des frais de fonctionnement moindres que ceux nécessités par une station d'épuration, alors que l'efficacité de l'épuration de ses effluents serait garantie. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de faire procéder à une étude sur l'opportunité de recourir au lagunage pour l'assainissement des bourgs ruraux.

Réponse. — Le problème posé par l'installation, dans les petites agglomérations rurales, de stations d'épuration d'eaux usées de faibles dimensions, inspirées de réalisations urbaines alors que, dans certains cas, des stations moins élaborées seraient suffisantes pour garantir l'objectif de qualité du milieu récepteur, a retenu dès 1974 toute l'attention du ministre de l'agriculture. La circulaire n° 5058 du 15 juin 1976 a donné aux directeurs départementaux de l'agriculture, en accord avec la mission interministérielle de l'eau, les éléments d'appréciation des choix et appelé leur attention sur des solutions qui sont à la fois les plus simples et

les plus économiques. Ces choix doivent prendre en considération l'importance des populations à desservir, leur dispersion, et les possibilités offertes par l'environnement et le milieu récepteur. Le lagunage est l'une des techniques particulièrement intéressantes parmi celles qui permettent de réaliser des installations économiques en investissement lorsque la nature du terrain autorise la construction de bassins en terre sans étanchéité rapportée. Le problème de l'érosion peut facilement être résolu par engazonnement, en enrochement, ou protections locales des berges. Dans tous les cas, à l'économie d'investissement s'ajoute une nette économie d'exploitation, car les systèmes de traitement partiel évoqués ci-dessus sont toujours d'une conduite particulièrement fiable, les éléments de bonne marche étant perceptibles de manière visuelle et olfactive. Dans l'Oise, une analyse statistique entreprise au début de 1978 a montré que l'assainissement du type collectif était essentiellement réalisé dans les communes rurales les plus peuplées, qui sont les seules dans lesquelles se justifient de tels investissements. La part de la population rurale desservie par un réseau collectif est de 50 p. 100 environ dans les communes de plus de 1 000 habitants et de 25 p. 100 dans celles dont la population est comprise entre 500 et 1 000 habitants. Le nombre des communes de moins de 500 habitants qui sont assainies d'une manière collective est infime, l'évacuation et le traitement des eaux usées dans ces communes pouvant être conduits de manière individuelle. Les conditions dans lesquelles les services du ministère de l'agriculture s'efforcent d'adapter les systèmes d'épuration aux besoins semblent donc déjà aller assez largement dans le sens des préoccupations de l'honorable parlementaire.

Communautés européennes (C. E. E. : politique agricole commune).

20973. — 11 octobre 1979. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les avatars que continue de connaître la politique agricole commune et sur la permanence des mêmes maux dont elle souffre depuis dix ans. A cet égard, il lui demande : 1° s'il ne lui paraît pas opportun de rappeler solennellement à nos partenaires l'un des principes de base sur lesquels se fonde la politique agricole commune, à savoir la préférence communautaire. Ce principe fondamental ayant toujours été négligé, les mêmes effets ne peuvent que réapparaître à intervalles réguliers : hier les fleuves blancs, aujourd'hui les montagnes de beurre. Le problème des excédents n'atteindrait assurément pas cette ampleur si les Neuf, une fois pour toutes, à égalité de droits et de devoirs, décidaient « d'acheter européen » ; 2° s'il se solidarise avec les intentions de sir Henry Plumb, député britannique européen, président de la commission de l'agriculture de l'Assemblée de Strasbourg, quant à la réduction du nombre de vaches laitières dans une perspective de réaménagement de la politique agricole, lesquelles intentions étaient exprimées en ces termes : « Pour équilibrer l'offre et la demande, il faudrait diminuer le troupeau européen de trois millions de têtes. Ce n'est pas facile à faire, mais on peut quand même essayer. » (Interview dans un hebdomadaire français du 28 septembre 1979.) Sinon, quelles initiatives il entend prendre pour faire connaître la position du Gouvernement français sur ce point.

Réponse. — La France demande que les propositions de la commission de la C.E.E. relatives à la réforme du règlement laitier soient modifiées. Pour nous, il importe : que la taxe de coresponsabilité soit progressive et s'applique donc à un taux différent pour les « usines à lait » utilisant de fortes quantités d'aliments du bétail importés et pour les exploitations familiales utilisant les ressources herbagères de la Communauté ; que le problème des matières grasses végétales soit traité dans son ensemble, car il existe dans le Marché commun un excédent de l'ensemble des matières grasses, et non pas seulement un excédent de beurre ; que les éleveurs soient encouragés à produire de la viande bovine ; que des économies soient faites sur certains postes de dépenses exagérées, comme certaines aides à la consommation de produits laitiers ou à l'incorporation des produits laitiers dans l'alimentation animale ; que la politique d'exportation et d'aide alimentaire de la C.E.E. soit plus ambitieuse, notamment grâce à la passation de contrats à moyen terme avec les pays clients.

Viticulture (caves coopératives).

20979. — 11 octobre 1979. — M. Robert-Félix Fabre attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes posés aux adhérents de coopératives qui entreprennent l'arrachage de leurs plants de vigne avec option de réimplantation prévu à cet effet. En effet, ces arrachages peuvent être temporaires avec engagement de non-replantation dans le délai de six ans. Compte tenu des dispositions actuelles, le viticulteur adhérent à une cave coopérative est tenu d'honorer les parts qu'il détient de celle-ci. Dans le cas précédemment évoqué, il ne peut le faire pendant les six ans au moins repré-

sentant la durée de non-replantation. Il risque donc de ce fait un certain nombre de pénalités. Il lui demande si des mesures sont envisagées pour éviter ce genre de problème.

Réponse. — Chaque coopérative agricole fixe librement, dans ses statuts, la durée de l'engagement d'apport, généralement en fonction de l'investissement collectif que les associés doivent amortir. L'engagement coopératif traduit en premier lieu la solidarité des associés pour mener à bonne fin l'entreprise commune ; il est également la contrepartie d'avantages qu'apporte le contrat de société coopérative agricole. Le droit commun consacre la responsabilité de celui qui se met délibérément dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations et il en est ainsi du viticulteur qui a choisi d'arracher sa vigne : en effet, bien que la prime d'arrachage soit un droit ouvert à tout exploitant, l'acte d'arrachage est volontaire et ne délie pas celui qui l'a décidé de ses obligations envers les tiers et, en particulier, s'il est coopérateur, envers la coopérative dans laquelle il est engagé. Les statuts de toute coopérative agricole doivent prévoir les sanctions applicables à l'associé qui ne respecte pas son engagement d'apport ; ces sanctions correspondent à la réparation du préjudice causé à la coopérative, c'est-à-dire aux autres coopérateurs, soit généralement la quote-part des frais fixes afférente aux apports convenus et non réalisés. L'application des sanctions est décidée par le conseil d'administration de la coopérative. Il va de soi qu'aucune sanction ne serait applicable au coopérateur qui aurait transféré ses parts sociales à un autre exploitant, ni à celui qui, arrivé en fin de période d'engagement, aurait fait valoir son droit à la retraite. Il appartient donc à chaque coopérateur de prendre l'attache de sa coopérative pour connaître les sanctions qu'il pourrait encourir en cessant ses apports et, en fonction de cette information, d'apprécier l'intérêt que peut présenter pour lui l'arrachage de la vigne. En tout état de cause, il n'est pas prévu d'aide supplémentaire en faveur des viticulteurs qui se mettraient en situation d'être pénalisés par leur coopérative.

Investissements

(Languedoc-Roussillon : investissements étrangers en France).

21053. — 12 octobre 1979. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les acquisitions de terres agricoles réalisées par des étrangers en Languedoc-Roussillon ces dernières années. En 1977, cent cinquante achats pour 1 660 hectares. Cette région à elle seule comptabilise 36,9 p. 100 des superficies totales acquises en 1977. L'Aude vient en tête avec 1 014 hectares. Les Belges interviennent particulièrement dans la détermination de ce pourcentage élevé puisque quatorze d'entre eux se sont accaparés 652 hectares. L'Hérault venant ensuite avec 373 hectares pour quarante-deux acheteurs, ensuite les Pyrénées-Orientales et enfin le Gard. Il lui demande pour chacun des départements de cette région de faire connaître soit la nature des exploitations agricoles, soit pour les parcelles isolées la catégorie : terres cultivées, prairies, vignes, jardins et vergers, bois et friches, de faire connaître également le montant des transactions en cause par rapport au montant global des transactions sur des terres agricoles dans cette région, compte tenu du très fort pourcentage des acquisitions réalisées par des étrangers dans cette région — 1 663 hectares en Languedoc-Roussillon pour 4 505 hectares dans l'ensemble de la France. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour enrayer cette dangereuse évolution, notamment pour permettre aux jeunes agriculteurs de s'installer, y compris en interdisant pour cela les achats par des étrangers.

Réponse. — Les renseignements demandés par l'honorable parlementaire font l'objet d'une publication, chaque année, dans le Bulletin d'information du ministère de l'agriculture. Les derniers parus concernant l'année 1977 ont été publiés au Bulletin d'information n° 865 du 17 septembre 1979.

Élevage (lapins).

21078. — 12 octobre 1979. — M. Antoine Gissinger expose à M. le ministre de l'agriculture qu'une société française a passé récemment avec la Roumanie le plus important marché mondial relatif à l'élevage des lapins. Ce marché, qui porte sur plus de 10 millions de francs, a pour but de réaliser en Roumanie un important complexe cuniculicole dont la production devra atteindre en deux ans 15 000 tonnes de viande. Si une telle opération s'avère bénéfique dans le domaine de notre commerce extérieur, il doit être relevé par contre que la production en viande de lapin est, sur le plan extérieur, inférieure de 10 000 tonnes aux besoins. Il lui demande, en conséquence, les dispositions qu'il envisage de prendre afin de développer l'élevage des lapins et, ce faisant, de réduire dans les meilleurs délais le déficit existant actuellement.

Réponse. — La production française de lapins de chair s'élève à 200 000 tonnes environ, les importations à 9 518 tonnes, principalement en viande congelée, de Chine, et nos exportations à 2 540 tonnes.

C'est un élevage assez difficile, qui exige une bonne compétence de l'éleveur, une bonne organisation, et des soins constants. Un certain nombre de problèmes, notamment sanitaires, sont difficilement résolus. La production française est en régression du fait de la disparition des élevages fermiers alors que la création des élevages rationnels n'est pas aussi rapide que prévue. Un important effort a été entrepris sur le plan de la sélection dans le cadre de la relance des petites productions déficitaires, avec la création de souches par l'I.N.R.A. et les sélectionneurs privés. Actuellement, une aide est accordée pour le développement de la gestion technique des élevages qui va s'appliquer à 10 000 reproductrices. La coordination de ces actions s'effectue dans le cadre du comité consultatif provisoire pour l'espèce lapin de la commission nationale d'amélioration génétique. Dans le cadre de cette relance, le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles a attribué des subventions pour leurs bâtiments d'élevage aux producteurs de lapins de chair de certains groupements de producteurs reconnus. Toutefois pour représenter un ensemble d'un poids économique suffisant, ces groupements ont présenté leur demande par le canal d'un groupement d'intérêt économique constitué à cet effet. Les problèmes posés par le développement de la production du lapin de chair vont être étudiés prochainement par le conseil supérieur d'orientation des productions agricoles et de gestion des marchés agricoles. Les mesures nouvelles que pourraient nécessiter l'amélioration sanitaire et génétique du cheptel, la maîtrise des techniques d'élevage et la réduction du coût des investissements seront à cette occasion attentivement examinées.

Exploitants agricoles (indemnité viagère de départ).

21163. — 17 octobre 1979. — M. Marcel Rigout demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui préciser si, dans la superficie de 99 ares que peuvent conserver les ayants droit à l'indemnité viagère de départ, les surfaces occupées par la maison d'habitation, les dépendances, cours et voies d'accès sont comprises ou déduites de cette surface.

Réponse. — Il convient de rappeler à l'honorable parlementaire que, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 74-131 du 20 février 1974 modifié par le décret n° 77-1125 du 5 octobre 1977, le bénéficiaire de l'indemnité viagère de départ peut conserver une parcelle dite de subsistance dont la superficie ne doit pas dépasser, en surface agricole utile, un maximum fixé par arrêté préfectoral. La superficie ainsi déterminée comprend exclusivement les surfaces agricoles utiles au sens de l'article 188-3 (alinéa 4) du code rural, c'est-à-dire compte non tenu des forêts, bois, landes, terres à vocation forestière, étangs non utilisés pour la pisciculture, terrains non utilisés pour la culture tels que les surfaces bâties, cours et chemins.

Agriculture (zone de montagne).

21167. — 17 octobre 1979. — M. Louis Melonnat attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'inquiétude des élus des régions de montagne devant la suppression des crédits spécifiques de rénovation rurale et leur remplacement par le F.I.D.A.R. En effet, les crédits annoncés pour le F.I.D.A.R. en 1980 ne progressent que de 3,3 p. 100 par rapport à ceux de la R.R.M. de 1979, alors que l'aire d'intervention de ce nouveau fonds est appelée à s'élargir à tous les secteurs ruraux fragiles. Dans ces conditions, on peut craindre que les crédits spécifiques déjà insuffisants consacrés aux zones de montagne diminuent. Si l'attribution de crédits supplémentaires pour l'ensemble des secteurs ruraux fragiles s'avère tout à fait indispensable, ces derniers ne peuvent pas être pris sur l'enveloppe affectée aux zones de montagne, sauf à remettre en question toute politique d'aménagement de la montagne. Une telle perspective serait particulièrement grave, alors que la poursuite de l'exode rural dans bien des secteurs montre que les efforts en faveur de la montagne doivent être poursuivis et renforcés. Il lui demande donc de bien vouloir préciser les intentions du Gouvernement quant à la politique d'aménagement de la montagne et de lui indiquer en particulier quels sont les critères de répartition des crédits du F.I.D.A.R. entre les régions françaises, de définition des communes bénéficiaires.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que si le F.I.D.A.R. est effectivement susceptible de s'appliquer à l'ensemble des secteurs ruraux fragiles, une priorité dans l'affectation de ses crédits est marquée pour les zones de rénovation rurale et les zones de montagne. Le F.I.D.A.R. ne comprend pas uniquement les anciens crédits de rénovation rurale, mais regroupe également les crédits du F.I.A.T., consacrés jusqu'ici aux contrats de pays ou à l'amélioration des services publics en milieu rural, ainsi que les crédits du fonds d'action rurale, pour un montant total de 307 millions de francs. C'est dans le cadre de cette enveloppe globale

unique qu'interviendra le nouveau fonds. Aucun critère de répartition a priori des crédits n'est envisagé mais, dans le cadre de la priorité accordée aux zones de montagne et de rénovation rurale, celles-ci devront présenter au comité de gestion du F.I.D.A.R. des programmes qui correspondent aux orientations de la politique d'aménagement rural dont le F.I.D.A.R. doit être l'un des instruments majeurs : développement des activités économiques et de l'emploi, encouragement aux initiatives locales, mobilisation de l'ensemble des acteurs du milieu rural afin de permettre aux zones sensibles de se doter des moyens de leur animation et de leur renouvellement.

Elevage (abattoirs).

21192. — 17 octobre 1979. — Mme Marie Jacq rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les hausses des prix des produits alimentaires au détail ont porté une nouvelle fois cet été au-devant de l'actualité la question de la distribution de ces produits alimentaires. En effet, ces prix augmentent parfois fortement au détail alors qu'ils stagnent ou même baissent dans le même temps à la production. Elle l'informe que dans le conflit qui a entraîné la cessation d'activité de l'abattoir de Morlaix depuis plusieurs mois l'organisation et l'objet du fonds national des abattoirs sont en cause. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce sens pour modifier les conditions actuelles des conventions d'affermage et pour permettre, par exemple, la création de sociétés d'économie mixte d'abattage.

Réponse. — Le problème qui se pose à l'abattoir de Morlaix résulte avant tout du dépôt de bilan de la Société Omni-Viandes qui lui fait perdre une partie très importante de ses abattages. La chute d'activité consécutive à la disparition de cet usager principal entraîne des difficultés dans lesquelles le fonds national des abattoirs et ses conditions de fonctionnement n'ont strictement aucune implication. Au contraire, dans la mesure où le fonds sera amené à accorder à la ville des subventions d'allègement si les charges de remboursement des annuités des emprunts contractés pour la construction de l'abattoir ne sont pas couvertes par le produit de la taxe d'usage au niveau d'activité auquel risque de retomber l'établissement, il est permis de souligner que son intervention constituera un des facteurs positifs d'atténuation des difficultés. Le système mis en cause, dans la mesure où il permet de maintenir pour les usagers la charge d'amortissement financier et de gros entretien de l'abattoir au taux fixé de 90 francs/tonne, est précisément spécialement favorable dans une situation comme celle en cause à Morlaix. En tout état de cause il faut d'ailleurs souligner que ce taux n'est d'une façon générale pas prohibitif par rapport au coût des mêmes charges dans les abattoirs privés offrant le même niveau technique au regard des normes de l'agrément à l'exportation.

Investissements (investissements étrangers en France).

21281. — 18 octobre 1979. — M. Alain Hauteœur attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le nombre croissant d'acquisitions de terrains en France par des étrangers. Ces opérations ont suscité diverses polémiques qui semblent souvent reposer plus sur des impressions que sur des réalités. Si le montant des acquisitions dépasse 20 000 francs, les non-résidents sont tenus de faire une déclaration préalable d'investissements directs auprès de la direction du Trésor. Le prix moyen à l'hectare, qui s'est établi pour les étrangers aux alentours de 15 000 francs, permet donc maintenant d'avoir des statistiques à peu près fiables. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître, pour le département du Var et de 1968 à 1978 : 1° quel a été le nombre d'acquisitions effectuées par des non-résidents ; 2° quelle a été la surface acquise ; 3° quel a été le pourcentage par nature des terres achetées (terres agricoles, constructibles et forestières).

Réponse. — Les renseignements demandés par l'honorable parlementaire font l'objet d'une publication, chaque année, dans le bulletin d'information du ministère de l'agriculture. Les derniers parus, concernant l'année 1977, ont été publiés au bulletin d'information n° 865 du 17 septembre 1979.

Elevage (veaux).

21311. — 19 octobre 1979. — M. Joseph-Henri Maujolan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture que le problème de la disparité entre les législations des différents pays membres du Marché commun se pose très précisément en ce qui concerne l'élevage des veaux. Alors que l'utilisation des œstrogènes, implants, est à juste titre interdite en France, elle est autorisée dans certains pays du Marché commun : Belgique, Allemagne, Pays-Bas, etc. Il en résulte une concurrence véritablement intolérable, dont sont victimes les producteurs français, du fait de la libre circulation des produits à

l'intérieur du Marché commun. Et le problème qui se pose pour les veaux se pose également pour de nombreux produits, notamment le vin. Il lui demande de lui indiquer quelles démarches sont entreprises en vue d'harmoniser les législations économiques entre les différents pays du Marché commun.

Réponse. — L'honorable parlementaire évoque les inconvénients résultant dans les Etats membres de la C. E. E. des disparités, des législations applicables aux substances œstrogéniques. La commission scientifique vétérinaire de la C. E. E. (sous-groupe des résidus d'œstrogène) se réunit depuis plusieurs mois pour mettre au point des techniques de recherche des œstrogènes. Une technique fiable pour la recherche chez les animaux vivants a déjà été mise au point. Cette commission étudie en outre actuellement les propositions des différents Etats membres pour rechercher dans les viandes tous les œstrogènes, naturels ou artificiels. Elle devrait parvenir, dans un avenir proche, à des conclusions qui seront soumises à la commission. Par ailleurs, il convient toutefois de noter que près de 90 p. 100 de nos importations de viande de veau se font en provenance des Pays-Bas, pays qui en matière d'œstrogène possède une réglementation semblable à la nôtre et où par conséquent l'utilisation de ces substances en élevage des veaux est interdite.

Boissons et alcools (viticulture).

21335. — 19 octobre 1979 — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'au cours des dix dernières années le vignoble français a perdu une grande partie de sa surface cultivée. Il lui demande de préciser comment ont évolué les surfaces plantées en vigne dans chacun des départements français au cours de la même période. Il lui demande, en outre, dans quelles conditions l'arrachage des vignes est envisagé. S'agit-il d'une obligation impérative ou s'agit-il d'une orientation tendant à inciter l'arrachage volontaire des vignes. Il lui demande, de plus, de préciser combien de primes ont été accordées jusqu'ici à des viticulteurs obligés d'arracher leurs vignes ou les ayant arrachées volontairement : a) dans toute la France ; b) dans chaque département concerné.

Réponse. — L'octroi de primes de reconversion du vignoble, prévu par le règlement communautaire n° 1163/73 modifié du 17 mai 1976, est toujours lié à une décision volontaire de chaque viticulteur. Aucun règlement communautaire ou national n'oblige en effet à reconvertir ses vignes, mais dans le cadre de la politique de promotion de la qualité, d'équilibre du marché et de défense du revenu des producteurs, des aides sont accordées, soit pour améliorer la qualité du vignoble — tel est l'objet des primes de rénovation — soit pour faciliter la reconversion des vignes lorsque les producteurs veulent obtenir un revenu supérieur en diversifiant leurs cultures. Les vignes ayant bénéficié des primes de reconversion communautaires représentent les surfaces suivantes :

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIES 1977			SUPERFICIES 1978		
	ha	a	ca	ha	a	ca
Ain	6	91	13	2	25	21
Allier	11	52	15	22	09	14
Alpes-de-Haute-Provence	5	83	63	30	20	98
Alpes (Hautes-)		30	00			
Alpes-Maritimes					32	70
Ardèche	225	99	60	297	98	79
Ariège	14	79	53	2	45	90
Aude	835	78	83	1 047	45	66
Aveyron	2	21	70	1	10	60
Bouches-du-Rhône	660	07	27	767	10	09
Charentes	120	80	18	128	64	99
Charente-Maritime	265	61	83	201	53	50
Cher					96	60
Corse	1 158	35	70	1 137	81	75
Côte-d'Or	9	11	81	7	21	31
Dordogne	511	04	89	480	31	04
Drôme	91	31	97	73	83	53
Gard	1 302	97	43	1 704	47	84
Garonne (Haute-)	359	83	89	353	44	54
Gers	867	06	61	877	09	25
Gironde	2 777	74	80	1 292	41	27
Hérault	1 289	16	96	1 476	28	41
Indre	18	50	26	21	20	95
Indre-et-Loire	41	95	46	50	75	43
Isère	4	73	87	1	51	86
Jura		87	60		84	83
Landes	572	14	41	694	17	60
Loir-et-Cher	90	77	63	121	33	55
Loire	14	46	98	8	83	53
Loire-Atlantique	118	19	12	112	68	02

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIES 1977			SUPERFICIES 1978		
	ha	a	ca	ha	a	ca
Loiret		89	77	1	19	88
Lot	18	16	91	16	02	79
Lot-et-Garonne	479	06	32	490	27	56
Maine-et-Loire	49	97	84	28	47	68
Puy-de-Dôme	3	81	25	3	94	74
Pyrénées-Atlantiques	20	09	67	15	43	40
Pyrénées (Hautes-)	14	99	65	5	13	31
Pyrénées-Orientales	336	66	99	452	22	93
Rhône	2	99	34	2	08	01
Saône-et-Loire	4	88	19	3	04	60
Savoie		49	00			
Sèvres (Deux-)	10	31	99	6	95	25
Tarn	793	70	61	614	36	15
Tarn-et-Garonne	216	20	16	183	92	66
Var	479	87	30	828	47	52
Vaucluse	445	45	15	266	21	44
Vendée	61	92	35	53	94	47
Vienne	47	54	92	84	96	31
Yonne	1	56	81		80	67
Totaux	14 366	78	98	13 973	87	29

Fruits et légumes (noix).

21452. — 21 octobre 1979. — M. Martin Malvy attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la désastreuse diminution de revenu qui va frapper les producteurs de noix de notre pays si aucune mesure n'est rapidement prise pour limiter les importations de noix californiennes dans la C. E. E. Les exportateurs californiens, en effet, mettent sur le marché des noix à un prix tel que les prix effectivement perçus par nos producteurs cette année seront inférieurs de 25 à 30 p. 100 à ceux de l'an dernier, déjà nettement en dessous des prix de revient. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cet état de fait. Il souhaite que M. le ministre de l'agriculture demande à la Communauté européenne de déclarer dans les plus brefs délais la noix « produit sensible », ce qui permettrait à nos producteurs de bénéficier d'une aide rétablissant les règles de concurrence. Il demande d'autre part que soit appliqué à la production de noix le système du certificat d'importation qui existe actuellement pour la production de pruneaux et permet, en cas de risque de perturbation du marché, de recourir automatiquement à l'utilisation de la clause de sauvegarde.

Réponse. — Les disponibilités communautaires en noix, 75 000 tonnes environ, sont très nettement inférieures à celles des dernières années du fait, notamment, de la très faible récolte française qui ne doit pas dépasser 18 000 tonnes. Dans ces conditions, il ne semble pas que de réelles difficultés se présentent concernant la commercialisation de la récolte à des prix rémunérateurs, son écoulement sur le seul marché français étant pratiquement assuré tant pour les noix en coque que pour les cerneaux. Par contre, la production américaine, très importante, peut évidemment concurrencer les exportations traditionnelles réalisées au cours des années passées en France. Aussi des contacts ont déjà été pris avec les autorités de Bruxelles pour les informer de cette situation qui ne manquera pas d'être préjudiciable aux intérêts français dans l'avenir. Il y a lieu de préciser que le Gouvernement français a demandé à plusieurs reprises que les noix soient placées sous le régime des certificats d'importation de façon à connaître les prévisions d'importation et, par suite, d'apprécier les menaces de perturbation du marché justifiant un recours à la clause de sauvegarde. Toutefois, l'opposition de la plupart des Etats membres a fait échouer ce projet qui devra être repris au cours des prochaines négociations à Bruxelles. En tout état de cause, les éléments en ma possession ne permettent pas de présenter à la commission une demande tendant à l'application d'une clause de sauvegarde. La déroutement de la campagne, cependant, sera suivi avec la plus grande vigilance, et toutes les dispositions seront prises en temps utile au cas où le marché viendrait à se détériorer.

Produits agricoles et alimentaires (aliments du bétail).

21567. — 24 octobre 1979. — M. Henri de Gastines rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'il a attiré fréquemment l'attention des ministres de l'agriculture qui se sont succédé sur le problème de l'approvisionnement de la France en protéines d'origine végétale nécessaires à l'alimentation animale. Les réponses qui lui ont été faites ont toujours été décevantes. En septembre dernier même, selon une information de presse, M. le ministre de l'agriculture se

serait interrogé sur l'intérêt de développer nos ressources en protéines, compte tenu de ce que le coût des importations de celles-ci n'avait guère varié depuis 1974. En regard de cette indifférence, on peut citer la position contraire prise par les Danois qui doublent d'une année sur l'autre les surfaces consacrées à la culture du colza afin de se soustraire aux contraintes de l'importation de protéines nécessaires à l'alimentation animale. Des mesures analogues prises en France économiseraient évidemment des devises et nous rendraient plus indépendants économiquement, mais ouvriraient aussi à nos agriculteurs une perspective de débouchés intéressants. Les surfaces ainsi utilisées diminueraient d'autant celles jusqu'ici consacrées à des productions classiques pléthoriques. On peut faire observer par ailleurs que les conditions climatiques françaises pour la production des oléagineux sont *a priori* aussi favorables que celles du Danemark. Il lui demande quelle politique il entend mener en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui soumettre.

Réponse. — Le problème de l'approvisionnement de notre pays à matières riches en protéines destinées à l'alimentation du bétail est l'objet d'une grande attention de la part du Gouvernement. Un programme d'actions prioritaires sur les protéines a été retenu au titre du VII^e Plan; de plus, le Gouvernement a défini un « plan protéines » avec pour objectif de réduire notre taux de dépendance en protéines de 80 p. 100 à 65 p. 100 d'ici à 1982, objectif ambitieux si l'on tient compte, d'une part, de l'augmentation des besoins, d'autre part, du très bas niveau actuel des prix internationaux de soja. Ce plan comporte deux grands volets : l'accroissement de la production nationale et l'économie des matières riches en protéines. Le développement des ressources nationales de protéines repose sur quatre grands types d'actions : 1^o la mise en place de programmes accélérés de sélection et d'expérimentation pour l'obtention de nouvelles variétés végétales mieux adaptées et plus productives de pois tourragers, féveroles et soja avec la participation de la recherche agronomique et des organismes professionnels; 2^o un soutien économique à la production nationale de protéines : depuis le 1^{er} juillet 1978, l'entrée en vigueur d'un régime d'aide communautaire à la production de pois et de féveroles permet de garantir aux producteurs un prix minimum. Ces actions se traduisent par un développement plus rapide que prévu des cultures de protéagineux (41 000 hectares en 1979, alors que les objectifs fixés par le Plan à l'horizon 1982 étaient de 25 000 hectares). Les prévisions d'évolution des productions s'inscrivent ainsi : culture de protéagineux : 1 million de tonnes en 1985 pour une production actuelle de 160 000 tonnes; soja dans le Sud-Ouest : 100 000 tonnes en 1985 pour une production de 40 000 tonnes en 1979; colza : 1 million de tonnes en 1985 pour une production de 600 000 tonnes en 1978; 3^o des actions propres à favoriser une plus large utilisation des produits transformés du colza et de la luzerne : deux unités d'extraction de protéines à partir des jus de luzerne sont actuellement en place et une troisième est en cours d'installation; valorisation des produits finis du colza avec Bordeaux-oléagineux; campagne de promotion de la consommation d'huile de colza, qui commence à porter ses fruits; 4^o la valorisation des sous-produits et déchets de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires. L'extension de l'usine de production de lysine d'Amiens (passage de 6 000 à 10 000 tonnes par an), prévue pour juillet 1980, participe à ce développement des ressources nationales de protéines. L'économie des matières riches en protéines est encouragée par un ensemble de mesures incitatives : développement du fannage des tourteaux selon le procédé Inra en vue d'en améliorer l'efficacité; une plus grande maîtrise de la qualité des matières premières destinées à l'alimentation animale en fonction de leur valeur protéique par l'intermédiaire du laboratoire de contrôle de la qualité des matières premières importées de Vannes, dont l'expérience satisfaisante sera étendue; en application d'une directive communautaire du 2 avril 1979, ces actions seront complétées par une modification de la réglementation avec obligation de mentionner la teneur réelle en protéines des aliments du bétail et la publication par l'administration de normes alimentaires recommandées; une meilleure valorisation des herbages avec un programme financé par l'association de développement et une action de promotion financée par le Forma, pour l'utilisation de l'urée et de l'ammoniac en complément des fourrages grossiers; vulgarisation de modèles moins consommateurs de soja pour les vaches laitières.

Matières plastiques (vin).

21595. — 24 octobre 1979. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la nocivité de l'emballage plastique utilisé pour le vin et ses dérivés. Le centre international de recherche sur le cancer de Lyon a fait appel à des spécialistes qui ont conclu sans équivoque au caractère cancérigène du chlorure de vinyle. Il souhaite connaître ses intentions sur cette question et s'il est actuellement envisagé d'interdire par arrêté les emballages plastiques pour le transport des vins.

Réponse. — Le polychlorure de vinyle, utilisé pour le conditionnement de certains vins de consommation courante, est une résine thermoplastique obtenue par polymérisation, c'est-à-dire juxtaposition de molécules d'une substance monomère qui est, en l'espèce, le chlorure de vinyle. Si le polychlorure de vinyle ne présente pas de danger pour la santé, il n'en est pas de même du monomère dont il est issu. C'est pour cette raison que, dès 1975, sur la recommandation des toxicologues, il a été prescrit, en France, que le polychlorure de vinyle pouvait être utilisé pour le conditionnement des liquides alimentaires à condition d'être pratiquement exempt de gaz monomère. La circulaire du 10 juillet 1975 (D. G. A. F.-S. R. F. C-75-1324) fixe, en effet, qu'il ne doit pas migrer plus de 0,05 mg de monomère par litre ou kilogramme de denrée alimentaire. En outre, dans un cadre plus large, le Conseil des Communautés européennes a arrêté une directive le 30 janvier 1978 (J. O. C. E. n° L 44 du 15 février 1978). Ce texte est applicable dans les divers pays du Marché commun à compter du 26 novembre 1979. Il prévoit, d'une part, que la teneur des matériaux et objets en chlorure de vinyle monomère ne doit pas dépasser 1 mg par kilogramme de produit fini, d'autre part qu'aucune quantité de chlorure de vinyle monomère ne doit être décelée avec une méthode dont la limite de détection est de 0,01 mg de chlorure de vinyle par kilogramme de denrée alimentaire. Ces limites semblent d'ores et déjà respectées par les divers producteurs français d'emballages en polychlorure de vinyle.

Enseignement privé (enseignement agricole).

21692. — 26 octobre 1979. — M. Alain Madelin s'étonne des lenteurs prises à la publication du décret devant faire appliquer la loi n° 78-786 du 27 juillet 1978 pour la procédure d'agrément des établissements d'enseignement agricole privé, malgré la concertation avec les organisations fédératives et l'accord des ministères concernés. Il demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui indiquer à quelle date il compte faire appliquer l'intégralité de la loi n° 78-786 sur l'enseignement privé agricole, la situation financière des établissements d'enseignement agricole privé devenant de plus en plus préoccupante en l'absence de ce décret d'application.

Réponse. — Le décret n° 79-940 du 7 novembre 1979 relatif à l'agrément des établissements d'enseignement agricole privés permet l'application effective de la loi n° 78-786 du 27 juillet 1978 sur l'enseignement agricole privé, loi qui vise notamment à améliorer la situation financière de ces établissements. La procédure d'agrément a été entreprise dès la publication du décret et l'examen des dossiers est actuellement en cours.

Enseignement secondaire (Haute-Vienne : établissements).

21797. — 30 octobre 1979. — M. Jouve attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'insuffisance de personnel de surveillance au lycée d'enseignement professionnel agricole de Magnac-Laval (Haute-Vienne). L'effectif des élèves a sensiblement augmenté à la dernière rentrée scolaire mais la dotation en personnel d'éducation et de surveillance est identique à celle de l'an dernier. Compte tenu de la capacité et de la dispersion des locaux, trois dortoirs sont absolument nécessaires pour héberger dans des conditions normales les quatre-vingt-douze internes. Les besoins en personnel de surveillance sont chiffrés à 171 heures 30 par semaine alors que la dotation réelle (un répartiteur sur poste de conseiller d'éducation, un surveillant d'externat, deux maîtres d'internat, correspond à 123 heures. Un déficit de 35 heures 30 est ainsi enregistré, correspondant à l'équivalent d'un poste. Actuellement, par manque de personnel, les quatre-vingt-douze internes sont concentrés dans deux dortoirs dont la capacité est de quarante-quatre plus trente-six, ce qui fait quatre-vingt places. Les normes d'hygiène et de sécurité sont largement dépassées, la création d'un poste supplémentaire de maître d'internat est tout à fait justifiée. Il lui demande s'il compte prendre une solution rapide à la préoccupation de l'association des parents d'élèves et des enseignants de cet établissement.

Réponse. — La répartition entre les établissements d'enseignement technique agricole des postes budgétaires disponibles dans les différentes catégories de personnel d'éducation et de surveillance s'effectue, chaque année, en prenant en considération des données objectives telles que les effectifs globaux d'élèves scolarisés, le nombre d'internes, de demi-pensionnaires ou d'externes. Le lycée d'enseignement professionnel agricole de Magnac-Laval a reçu une dotation conforme aux moyennes de répartition appliquées dans ces conditions à tous les établissements de même type. En tout état de cause, les dotations en personnel feront comme chaque année l'objet d'une nouvelle étude en vue de la rentrée scolaire 1980, compte tenu de l'évolution des données ci-dessus rappelées.

Agriculture (exploitations agricoles).

21823. — 31 octobre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui faire connaître l'incidence des dispositions de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs sur l'application de l'article 188-5 du code rural qui réglemente les modalités d'octroi des autorisations de cumuls et réunions de terres agricoles.

Réponse. — La législation des cumuls exige que les décisions soient motivées. L'article 188-5 définit les critères devant servir de base à la motivation des arrêtés préfectoraux. De ce fait, les dispositions de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs n'ont pas d'incidence sur l'application de l'article 188-5 du code rural.

Communautés européennes (vétérinaires : droit d'établissement).

22041. — 7 novembre 1979. — M. Emile Bizet demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact que le Conseil des Communautés a, par un acte dénommé « Déclaration », prétendu écarter, s'agissant des activités du vétérinaire, l'application des articles 55, 66 et 48 (§ 4) du traité de Rome qui exceptent pertinemment des dispositions relatives au droit d'établissement, à la libre prestation de services et à l'exercice d'emplois dans la fonction publique « les activités participatif dans cet Etat, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique ». En conséquence de quoi, la « Déclaration » susvisée voudrait interdire aux Etats d'invoquer ces dispositions du Traité pour l'exercice des prophylaxies, pour l'inspection des denrées d'origine animale et, d'une façon générale, pour l'exercice des activités confiées au vétérinaire dans le cadre d'un mandat sanitaire conféré unilatéralement et individuellement par la puissance publique. Il semble bien que pour les médecins aucune « Déclaration » ne soit intervenue pour soustraire systématiquement à l'exception de puissance publique les activités exercées à ce titre par les praticiens. Il lui demande si cette déclaration n'est pas contraire à l'arrêt Heyers du 21 juin 1974 de la Cour de justice des Communautés qui déclare : « L'article 55 doit permettre aux Etats membres, dans le cas où certaines fonctions comportant l'exercice de l'autorité publique sont liées à l'une des activités non salariées envisagées par l'article 52, d'exclure l'accès de non-nationaux à de telles fonctions. » Il lui demande : quelle autorité il convient de reconnaître à cette « Déclaration » du Conseil, qui ne correspond pas à l'un des actes de la compétence de cette instance dont la liste figure à l'article 189 du Traité ; dans la mesure où cette « Déclaration » serait susceptible d'un effet positif, quelles conséquences le Gouvernement entend tirer de cette inmixtion du Conseil de la Communauté dans un domaine que le Traité lui-même, qui s'impose aux autorités communautaires comme Etats membres, réserve à la compétence nationale de chaque Etat ; quelles sont les voies de contestations ouvertes pour faire sanctionner par la Cour de justice des Communautés l'illégalité de cette « Déclaration » qui vise à une véritable modification du Traité ; quelles initiatives le Gouvernement français serait susceptible de prendre pour engager ces procédures et assurer ainsi, en cette matière, le plein respect du Traité.

Réponse. — Les engagements pris par le Gouvernement français dans le cadre communautaire le 18 décembre 1978 se sont traduits par l'adoption de deux directives vétérinaires et d'une déclaration souscrite par tous les Etats membres, susceptibles de donner tout son sens aux dispositions du Traité de Rome prévoyant la libre circulation des personnes pour le libre exercice de leurs activités professionnelles. La légalité de la déclaration des Etats membres de la C.E.E. ne s'apprécie pas en fonction des dispositions de l'article 189 du Traité de Rome, car il s'agit d'un accord international en forme simplifiée inscrit au procès-verbal de la réunion du Conseil, qui ne peut être invoqué devant la Cour de justice des Communautés. Rien dans le droit communautaire ne s'oppose à ce que les Etats membres renoncent à invoquer l'article 55, alinéa 1^{er}, du Traité de Rome ainsi que l'article 49, paragraphe 4, en ce qui concerne le droit d'établissement et les prestations de services, afin de permettre aux directives communautaires de trouver leur application dans tous les domaines des activités vétérinaires. Si le Gouvernement entend se conformer à l'engagement pris qui le lie au conseil des communautés, à la commission et aux gouvernements des autres Etats membres qui ont accepté de la même façon la réciprocité des droits relatifs au libre établissement et à la libre prestation de services des vétérinaires dans les domaines des prophylaxies et de l'inspection des denrées animales et d'origine animale, cet engagement de réciprocité qui a permis d'aboutir à un accord unanime sur le champ d'application des directives devra être honoré par tous les Etats membres et le Gouvernement verra à s'en tenir aux instances communautaires à son respect.

Mutualité sociale agricole (assurance maladie-maternité).

22364. — 13 novembre 1979. — M. Loïc Bouvard expose à M. le ministre de l'agriculture que la mutualité sociale agricole refuse de prendre en charge le retour hebdomadaire des enfants handicapés internes dans des établissements d'éducation spécialisée au motif que l'établissement facture à l'assurance maladie les samedis et dimanches compris dans la période scolaire, même si l'enfant rentre dans sa famille. Il lui fait observer que cette situation est contraire à l'intention du législateur qui n'avait pas soumis l'application de l'article 8 de la loi du 30 juin 1975 à une telle condition. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à cette injustice et faire triompher le souci de l'épanouissement des enfants inadaptés qui va dans le sens du retour hebdomadaire de l'enfant dans sa famille sur les préoccupations d'ordre administratif tendant à la ventilation du prix de journée ou le désir de réaliser de fausses économies.

Réponse. — Il est exact qu'en application de la réglementation en vigueur, les frais de transport exposés par les familles des enfants handicapés placés en internat dans des établissements d'éducation spécialisée, à l'occasion du retour de ces enfants chez leurs parents en fin de semaine, ne donnent pas lieu à une prise en charge par les organismes de sécurité sociale. Il convient d'observer à cet égard que l'article 8 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 ne visait pas de telles situations : il prévoyait en effet, d'une part, que les frais de transport individuel des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires et universitaires seraient supportés par l'Etat et, d'autre part, que les frais de transport collectif des enfants et adolescents handicapés vers les établissements médico-éducatifs fonctionnant en externat ou semi-internat seraient inclus dans le prix de journée de l'établissement et supportés par les organismes de prise en charge (en l'occurrence, les caisses de mutualité sociale agricole). Il y a lieu de rappeler en outre qu'il a été admis que les frais de transport des enfants qui reçoivent dans des instituts médico-pédagogiques des soins continus tels que ceux prévus à l'article L. 293 du code de la sécurité sociale et dont le retour dans les familles constitue un élément indispensable à leur traitement, peuvent être — après avis des services médicaux de la caisse — pris en charge au titre des prestations légales, en application de l'arrêté du 2 septembre 1955 relatif au remboursement des frais de transport exposés par les assurés sociaux. Toutefois, les conventions conclues entre les établissements d'accueil et les organismes assureurs doivent tenir compte, dans le prix de journée, de l'absence périodique de ces enfants. Dans les cas où le retour dans la famille n'étant pas motivé par des raisons d'ordre thérapeutique, une telle prise en charge au titre des prestations légales ne saurait avoir lieu, les intéressés peuvent obtenir éventuellement, dans la mesure où leur situation sociale le justifie, une aide financière du comité départemental d'action sociale des exploitants agricoles leur permettant de faire face aux dépenses que leur occasionnent les sorties hebdomadaires de leurs enfants. En tout état de cause, des études sont actuellement menées par les services compétents du ministère de la santé et de la sécurité sociale en vue d'apporter une solution aussi satisfaisante que possible à ce problème.

Produits agricoles et alimentaires (aliments du bétail).

22433. — 15 novembre 1979. — M. Jean-Charles Cavallé signale à M. le ministre de l'agriculture que les éleveurs bretons et leurs partenaires de la filière agro-alimentaire mènent actuellement une campagne de sensibilisation auprès des parlementaires de l'Ouest pour mettre l'accent sur leur problème d'approvisionnement en matières premières. En effet, comme chacun le sait, les articles pilotes en matière d'alimentation animale sont le maïs et le soja. Or, le prix du maïs est régi par un système de « prix de seuil » qui détermine, chaque année, le coût d'entrée des céréales dans la Communauté économique européenne. Mais le procédé prenant Rotterdam comme unique point de référence, il en résulte que les régions les plus éloignées géographiquement sont fortement pénalisées. En effet, à ce « prix de seuil », autoritairement fixé, s'ajoute le coût du transport qui est nécessairement appliqué pour acheminer les marchandises sur le lieu de l'élevage et c'est ainsi que les éleveurs bretons supportent une majoration d'environ 5 p. 100 par rapport à leurs concurrents du Benelux. Si, en conséquence, une correction n'est pas appliquée au système en place, on a, alors, tout lieu de craindre que nos éleveurs ainsi que les industriels du secteur agro-alimentaire et notamment les fabricants d'aliments soient condamnés, à brève échéance, à disparaître ou à vivre assistés. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire connaître les mesures qui pourraient être prises par le Gouvernement pour faire cesser ou au moins réduire ce handicap.

Réponse. — La question des disparités existant entre producteurs français et du Nord de l'Europe dans le domaine des coûts des matières premières utilisées en alimentation animale est l'objet d'une

grande attention de la part du Gouvernement. L'analyse de ce problème fait ressortir l'incidence défavorable : d'infrastructures portuaires françaises moins bien adaptées ; de frais de transport plus élevés. Des actions sont actuellement conduites afin de remédier à cette situation : augmentation de la capacité d'accueil des ports afin de les rendre compétitifs vis-à-vis de ceux du Nord de la C. E. E. ; amélioration des conditions de déchargement des bateaux, afin d'augmenter les cadences et de réduire leur durée d'immobilisation ; aménagement d'installations de stockage en vrac dans les ports puis de reprise et d'acheminement dans les mêmes conditions. Enfin, une intervention a été faite auprès du directeur de la S. N. C. F., visant à réduire le coût des transports ferroviaires.

Fruits et légumes (noix).

22679. — 21 novembre 1979. — M. Michel Manet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences que pose la concurrence californienne sur le marché de la noix en Périgord. Les exportations américaines à des prix inférieurs aux coûts de la production française, risquent de mettre en péril de nombreuses petites exploitations locales, et notre noyeraie nationale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il pense pouvoir prendre pour que la concurrence redevienne loyale et que la noix française reprenne sa place dans le commerce européen.

Réponse. — Les disponibilités communautaires en noix — 75 000 tonnes environ — sont très nettement inférieures à celles des dernières années du fait notamment de la très faible récolte française qui ne doit pas dépasser 18 000 tonnes. Dans ces conditions, il ne semble pas que de réelles difficultés se présentent concernant la commercialisation de la récolte à des prix rémunérateurs, son écoulement sur le seul marché français étant pratiquement assuré tant pour les noix en coque que pour les cerneaux. Par contre, la production américaine, très importante, peut évidemment concurrencer les exportations traditionnelles réalisées au cours des années passées par la France. Aussi des contacts ont déjà été pris avec les autorités de Bruxelles pour les informer de cette situation qui ne manquera pas d'être préjudiciable aux intérêts français dans l'avenir. Il y a lieu de préciser que le Gouvernement français a demandé à plusieurs reprises que les noix soient placées sous le régime des certificats d'importation de façon à connaître les prévisions d'importation et, par suite, d'apprécier les menaces de perturbation du marché justifiant un recours à la clause de sauvegarde. Le déroulement de la campagne sera suivi avec la plus grande vigilance, et toutes les dispositions seront prises en temps utile au cas où le marché viendrait à se détériorer.

Fruits et légumes (noix).

22764. — 22 novembre 1979. — M. Lucien Dutarde attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes suivants : après une audition du comité d'étude interprofessionnel de la noix et du noyer du Périgord et la récente manifestation des agriculteurs de la Dordogne, la situation des producteurs de noix de notre pays (et notamment ceux du Périgord) connaît un passage difficile en raison d'une production insuffisante et surtout de la concurrence américaine, sous forme de dumping auprès des pays de la Communauté européenne. L'ensemble de ces difficultés risque de porter un coup très dur aux producteurs de noix français et d'accélérer la ruine de nombreux petits exploitants familiaux, notamment en Sarladais. En conclusion il lui demande de faire les démarches nécessaires auprès des partenaires de la C. E. E. pour obtenir la garantie communautaire du prix de la noix comme cela a été fait pour d'autres productions agricoles.

Réponse. — Les disponibilités communautaires en noix — 75 000 tonnes environ — sont très nettement inférieures à celles des dernières années du fait notamment de la très faible récolte française qui ne doit pas excéder 18 000 tonnes. Dans ces conditions, il ne semble pas que de réelles difficultés se présentent concernant la commercialisation de la récolte à des prix rémunérateurs, son écoulement sur le seul marché français étant pratiquement assuré tant pour les noix en coque que pour les cerneaux. Par contre, la production américaine, très importante, peut concurrencer les exportations traditionnelles réalisées au cours des années passées par la France. Aussi des contacts ont déjà été pris avec les autorités de Bruxelles pour les informer de cette situation qui ne manquera pas d'être préjudiciable aux intérêts français dans l'avenir. Il y a lieu de préciser que le Gouvernement français a demandé à plusieurs reprises que les noix soient placées sous le régime des certificats d'importation de façon à connaître les prévisions d'importation et, par suite, d'apprécier les menaces de perturbation du marché justi-

flant un recours à la clause de sauvegarde. Le déroulement de la campagne sera suivi avec la plus grande vigilance, et toutes les dispositions seront prises en temps utile au cas où le marché viendrait à se détériorer.

BUDGET

Taxis (carburants).

4065. — 1^{er} juillet 1978. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à M. le ministre du budget que les deux dernières augmentations du carburant rendent l'exercice de la profession des chauffeurs de taxis déficitaire. Cela est d'autant plus grave que l'augmentation du tarif intervenue le 1^{er} mars dernier ne correspondant pas à l'augmentation des charges de la profession. D'autre part, le tarif de « l'heure arrêtée » n'a été l'objet d'aucune augmentation depuis dix-huit mois. Il demande, en conséquence, à M. le ministre quand la détaxe du carburant ou une augmentation normale du tarif des taxis interviendra.

Réponse. — Le Gouvernement n'ignore certes pas les difficultés que peuvent rencontrer, dans les circonstances actuelles, les personnes qui doivent utiliser un véhicule automobile pour l'exercice de leur activité professionnelle, mais il ne peut s'engager dans la voie d'une réduction des taxes sur les carburants pour compenser l'aggravation des coûts de revient d'exploitation. La détaxe demandée ne pourrait longtemps être limitée au seul cas des taxis. Elle susciterait de multiples demandes d'extension de la part d'autres utilisateurs qui ne manqueraient pas de solliciter un avantage équivalent sans qu'il soit équitablement possible de leur opposer un refus. Il en résulterait alors des pertes budgétaires importantes qui, dans la conjoncture présente, ne peuvent être envisagées et une très sérieuse réduction des incitations à l'économie de l'énergie pétrolière dont le caractère vital est chaque jour rappelé. Enfin, la mise en place, par le jeu d'une détaxe, d'un système de réduction du prix des carburants tenant compte de toutes les situations particulières impliquerait un système de contrôle de la destination effective du carburant, ce qui alourdirait nécessairement la technique de l'impôt et créerait des obligations difficilement supportables par les redevables. Par ailleurs, il convient de rappeler que les professionnels du taxi bénéficient déjà d'allègements fiscaux tels que l'exonération de la taxe professionnelle dans certains cas, l'exonération de la vignette à titre général et la déduction de la T.V.A. ayant grevé l'achat de leur véhicule. En ce qui concerne l'augmentation des tarifs, il est porté à la connaissance de l'honorable parlementaire que la tarification des taxis est établie chaque année à la suite des négociations menées avec les organisations professionnelles représentatives au plan national des intérêts du secteur considéré. Les taux prévisionnels de majoration relatifs aux prix de l'essence et du gasoil, dont l'évolution est signalée par l'honorable parlementaire, sont estimés de concert avec la profession au même titre et pour les mêmes périodes que ceux des autres postes entrant dans la composition de la course moyenne. La prévision étant effectuée en début de l'année, la profession bénéficie, dès ce moment, du prix maximum du carburant déterminé pour la durée de l'exercice. Cette solution a été favorable aux chauffeurs de taxis en 1978 et au cours du premier semestre de 1979. La dernière majoration du prix de l'essence ne rompt pas d'une manière significative l'équilibre des prévisions faites. En ce qui concerne l'heure arrêtée, qui est un des facteurs composant les courses moyennes, la revalorisation intervenue pour 1979 a bien prise en compte ce poste. Eu égard à la situation particulière des conducteurs de taxis qui offrent un service au public, mes services suivent avec la plus grande attention les coûts de cette prestation et des négociations sont en cours, dès maintenant, en vue de l'établissement des tarifs pour 1980.

Plus-values (imposition : évasion fiscale).

8033. — 3 novembre 1978. — M. Alain Faugaret appelle l'attention de M. le ministre du budget sur une annonce parue dans le quotidien Le Monde du 7 octobre 1978 qui tend à recommander une méthode ayant recours à des « astuces légales pour échapper aux impôts sur les plus-values mobilières ». Il s'étonne de ce que l'on puisse ainsi faire croire que tous les citoyens ne se trouvent pas égaux devant l'impôt et il lui demande quels moyens il entend mettre en œuvre pour empêcher que la justice fiscale ne soit bafouée par de tels procédés.

Plus-values (imposition : évasion fiscale).

8130. — 4 novembre 1978. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre du budget sur le contenu d'une publicité intitulée : « Comment échapper à l'impôt sur les plus-values » parue dans un journal quotidien. Cet encart vante les mérites d'un organe

de presse révélant la méthode légale pour éviter tout impôt sur les plus-values mobilières et choisir les meilleurs placements sans impôts. M. Noir demande à M. le ministre s'il considère que cette publicité est légale et s'il ne lui apparaît pas que des mesures devraient être prises pour éviter que de tels encarts soient publiés.

Réponse. — Le fait qu'un message publicitaire présente des exonérations fiscales prévues par la loi comme un moyen d'échapper à l'impôt pose incontestablement un problème. Cela dit, au cas particulier et en l'état actuel de la législation, il est apparu que la publicité évoquée n'est pas constitutive par elle-même d'une infraction susceptible d'être déférée aux tribunaux.

Impôts sur le revenu (bénéfices agricoles).

13877. — 17 mars 1979. — M. Jacques Delong expose à M. le ministre du budget le problème fiscal qui se pose lors de la constitution d'associations d'agriculteurs sous une forme de société, telles les G. A. E. C. En effet, lors de la vente ou de l'apport en société de leurs stocks, le cheptal par exemple, la valeur desdits biens concourt à l'appréciation de la limite des 500 000 francs qui détermine l'application des bénéfices agricoles réels. Cette position de l'administration fiscale constitue un obstacle à la création de formes sociétaires en agriculture et plus précisément des G. A. E. C. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de préciser les conditions de constitution des G. A. E. C. de telle sorte que ces conditions ne constituent pas un frein à la modernisation de l'agriculture.

Réponse. — Les recettes correspondant aux apports de stocks à des sociétés doivent normalement être prises en compte pour l'appréciation de la limite du forfait. Toutefois, en raison de la nature juridique particulière des G. A. E. C., il est admis qu'il soit fait abstraction à cet égard des apports de stocks à ces groupements.

Carburants (taxis).

15929. — 10 mai 1979. — M. Robert Bailenger demande à M. le ministre du budget quelles dispositions il compte prendre pour satisfaire les revendications exprimées par la résolution du congrès de la Fédération française des taxis de province, réuni le 7 avril 1979 à Saint-Etienne, en ces termes : constate que le coût du carburant ne cesse de s'élever et que ces hausses répétées sont appelées à se poursuivre; constate que pour les professionnels du taxi, le prix du carburant rend de plus en plus insupportables les charges de leur activité; fait remarquer que leur activité non subventionnée, relevant d'un service d'utilité publique devrait, à ce titre, être protégée dans l'intérêt des professionnels et du public transporté; prend acte que la session parlementaire de printemps doit débattre du problème de la détaxe pour les taxis, et qu'un projet de loi sera déposé; demande que la détaxe du carburant soit appliquée aux professionnels du taxi.

Carburants (taxis).

15977. — 10 mai 1979. — M. Roland Huguet, considérant la situation de l'industrie du taxi victime depuis une dizaine d'années de la dégradation économique et la nécessité de préserver ce service public, demande à M. le ministre du budget s'il compte prendre des dispositions afin que les chauffeurs de taxi puissent bénéficier d'un contingent de carburant détaxé.

Réponse. — Le Gouvernement n'ignore certes pas les difficultés que peuvent rencontrer, dans les circonstances actuelles, les personnes qui doivent utiliser un véhicule automobile pour l'exercice de leur activité professionnelle, mais il ne peut s'engager dans la voie d'une réduction des taxes sur les carburants pour compenser l'aggravation des coûts de revient d'exploitation. La détaxe demandée ne pourrait longtemps être limitée au seul cas des taxis. Elle susciterait de multiples demandes d'extension de la part d'autres utilisateurs qui ne manqueraient pas de solliciter un avantage équivalent sans qu'il soit équitablement possible de leur opposer un refus. Il en résulterait, alors, des pertes budgétaires importantes qui, dans la conjoncture présente, ne peuvent être envisagées et une très sérieuse réduction des incitations à l'économie de l'énergie pétrolière dont le caractère vital est chaque jour rappelé. Enfin, la mise en place, par le jeu d'une détaxe, d'un système de réduction du prix des carburants tenant compte de toutes les situations particulières impliquerait un système de contrôle de la destination effective du carburant, ce qui alourdirait nécessairement la technique de l'impôt et créerait des obligations difficilement supportables par les redevables. Par ailleurs, il convient de rappeler que les professionnels du taxi bénéficient déjà d'allègements fiscaux tels que l'exonération de la taxe professionnelle dans certains cas, l'exonération de la vignette à titre général et la

déduction de la T. V. A. ayant grevé l'achat de leur véhicule. Le Gouvernement porte, en outre, une attention permanente à l'adaptation des tarifs qui sont fixés en tenant compte de l'évolution des charges d'exploitation dont l'augmentation ne provient pas d'ailleurs, uniquement, de la hausse des carburants ni *a fortiori* de celle des taxes qui sont incluses dans le prix de ces produits.

Impôt sur le revenu (associations agréées).

16673. — 30 mai 1979. — M. Jean-Pierre Pierre-Bloch attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'exercice de la profession d'agent de représentation artistique qui implique in plus souvent pour son titulaire l'obligation de facturer et d'assurer l'encaissement du prix des services rendus par l'artiste. De ce fait, les agents de représentation artistique réalisent des chiffres de recettes qui ne leur permettent pas de bénéficier des avantages fiscaux attachés à l'adhésion à une association agréée pour les professions libérales, alors qu'après avoir rétrocédé 75 p. 100 des montants encaissés aux artistes représentés, le reliquat, qui représente le montant réel de leurs commissions, pourrait, le plus souvent, leur permettre de bénéficier desdits avantages. Dans ces conditions, il est demandé au ministre, s'il serait possible, pour apprécier le montant de la limite de 605 000 francs, de faire abstraction des honoraires rétrocédés aux artistes représentés, ainsi que cela est déjà prévu par l'instruction de la direction générale des impôts en date du 3 février 1978 (5 T-1-78) pour les collaborateurs non salariés employés à titre habituel.

Réponse. — Les agents artistiques qui exercent leur activité dans les conditions définies par la loi n° 69-1185 du 26 décembre 1969 ont la qualité de commerçants. A ce titre, ils peuvent adhérer à un centre de gestion agréé et bénéficier des allègements fiscaux correspondants lorsque les conditions légales sont satisfaites. Il est précisé à cet égard que la limite de chiffre d'affaires est appréciée, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, en ne tenant compte que des sommes reçues par l'agent artistique en rémunération de ses services et en remboursement de ses frais.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

17705. — 22 juin 1979. — M. Hamel fait observer à M. le ministre du budget que les seuils fixés à l'article 196 A du code général des impôts n'ont pas été rehaussés depuis plusieurs années en dépit de la forte augmentation des prix. Il lui demande en conséquence si, dans le cadre de la prochaine loi de finances, il n'est pas décidé à les actualiser en fonction de l'augmentation du coût de la vie, notamment en ce qui concerne les frères et sœurs titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

20167. — 22 septembre 1979. — M. Edmond Alphonbery rappelle à M. le ministre du budget que les chiffres limites prévus à l'article 196 A du code général des impôts n'ont pas été réévalués depuis plusieurs années. Cette situation, qui s'applique d'ailleurs à d'autres dispositions analogues incluses dans le code des impôts, apparaît comme particulièrement regrettable à une époque où la hausse annuelle des prix est voisine de 10 p. 100. Il lui demande donc s'il n'entend pas proposer au Parlement, dans le cadre de la prochaine loi de finances, de rehausser les plafonds concernés de manière à rendre tout son intérêt à une mesure qui vise à alléger la charge des personnes frappées par un sort particulièrement injuste.

Réponse. — Le système du quotient familial a essentiellement pour objet de proportionner l'impôt à la faculté contributive de chaque contribuable, celle-ci étant appréciée en fonction non seulement du montant du revenu de l'intéressé mais également de la composition du foyer familial. Par suite, seules peuvent être retenues, pour la détermination du quotient familial, les personnes qui ont un lien étroit de parenté avec le chef de famille : essentiellement son conjoint et ses enfants. C'est donc par dérogation à ce principe que l'article 196 A du code général des impôts prévoit, comme le rappelle l'honorable parlementaire, que les contribuables peuvent considérer comme à leur charge, pour le calcul de l'impôt, leurs parents ou beaux-parents, leurs frères ou sœurs gravement invalides ou ceux de leur conjoint, lorsqu'ils vivent sous leur toit. Cette possibilité est assortie d'une condition de ressources car elle doit, en raison même de son caractère exceptionnel, conserver une portée strictement limitée. Compte tenu des circonstances budgétaires, il n'est pas possible actuellement de relever le plafond de ressources applicable.

Taxe sur la valeur ajoutée (déduction).

18425. — 14 juillet 1979. — **M. Maurice Cornette** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 24 de la loi n° 74-1240 du 29 décembre 1978 pose le principe de l'assujettissement à la T. V. A. de toutes les activités économiques ne faisant pas l'objet d'une exonération expresse. Tel est le cas des auto-écoles lesquelles en contrepartie de leur assujettissement à la T. V. A. peuvent bénéficier de la déduction de la taxe afférente à leurs frais généraux, à l'achat ou à la location de leurs locaux professionnels, à l'acquisition de leur matériel audio-visuel et à leurs véhicules utilitaires (R. M. n° 29203 ; *Journal officiel*, Sénat du 28 avril 1979, page 1071). Il lui demande quel est le sens qu'il convient de donner aux mots : « véhicules utilitaires ». Celui-ci s'applique-t-il à tous les véhicules de tourisme normalement utilisés pour leur enseignement par les exploitants d'auto-écoles ?

Réponse. — Les véhicules utilitaires visés dans la réponse ministérielle dont fait état l'honorable parlementaire s'entendent de ceux qui ne présentent pas les caractéristiques de véhicules destinés au transport de personnes ou à usages mixtes, c'est-à-dire qui ne comportent ni banquettes ou sièges arrière relevables, ni points d'ancrage pour la fixation de tels sièges.

R. A. T. P. (comité d'entreprise).

18456. — 14 juillet 1979. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des œuvres sociales à personnalité civile du comité d'entreprise de la R. A. T. P. Depuis le début de l'année, les œuvres sociales et ses centres de loisirs pour les enfants de la R. A. T. P. se sont acquittés d'un montant de T. V. A. supérieur à la valeur d'une année de fonctionnement sans que, dans le même temps, une subvention quelconque de l'Etat ne leur ait été accordée. Surtout que la R. A. T. P. représente la plus grande entreprise de Paris et que son comité d'entreprise a décliné d'insérer ses initiatives dans le cadre de l'année internationale de l'enfant. Il lui demande quelles mesures seront prises pour permettre un développement des initiatives des œuvres sociales de la R. A. T. P. Dans l'immédiat, envisage-t-il d'exonérer de la T. V. A. les dépenses des œuvres sociales et ses centres de loisirs pour les enfants d'agents de la R. A. T. P.

Réponse. — La R. A. T. P. a prévu à son budget de l'année 1979 une subvention de 63,5 millions de francs destinée aux œuvres sociales de son comité d'entreprise. En augmentation de 12 p. 100 par rapport à 1978, cette dépense, très importante, témoigne de l'effort considérable que l'entreprise déploie en faveur des interventions du comité d'entreprise. Ces dépenses d'œuvres sociales constituent, à la R. A. T. P. comme dans les autres entreprises publiques, une charge d'exploitation courante pour laquelle aucune intervention financière spécifique de l'Etat n'est justifiée. Il n'apparaît pas non plus possible de faire bénéficier les organismes chargés, par les entreprises publiques, d'organiser les loisirs des enfants, d'une exonération du montant de la taxe à la valeur ajoutée qui leur est facturée par les fournisseurs et qu'ils supportent en tant que consommateurs finals. En effet, en raison du caractère d'impôt réel qui s'y attache, la T. V. A. s'applique aux opérations qui en sont passibles, sans que puissent être pris en considération le statut juridique ou les buts poursuivis par les personnes pour le compte de qui ces opérations sont effectuées. Ces personnes en supportent donc la charge au titre de leurs acquisitions de biens ou de services, qu'elles aient la qualité d'acheteur public ou privé. Compte tenu de ces principes et sans méconnaître l'intérêt des initiatives prises par les centres de loisirs de la R. A. T. P. dans le cadre de l'année internationale de l'enfant, il ne paraît pas possible d'envisager d'exonérer de la T. V. A. les livraisons faites ou les services rendus à ces organismes, ce qui ne manquerait pas, au surplus, de créer des distorsions entre les redevables exerçant des activités de même nature.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

18021. — 28 juillet 1979. — **Mme Jacqueline Faysse-Cozalla** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les faits suivants : le montant de la taxe sur la valeur ajoutée frappant les marchandises volées et dont la déduction a été opérée doit être reversé car l'article 221 de l'annexe II du code général des impôts ne dispense de la régularisation prévue par l'article 271 du même code que lorsque les biens ouvrant le droit à déduction ont été détruits et que cette destruction peut être prouvée. Ces dispositions contraignent tout particulièrement les bijoutiers et joailliers victimes de vols à souscrire des assurances « T. V. A. comprise » bien plus onéreuses que les contrats hors T. V. A. du fait de la valeur élevée des marchandises volées auxquelles est généralement appli-

qué le taux majoré. De même, les sociétés d'assurances obligent, dans bien des cas, les professionnels à souscrire des contrats « T. V. A. comprise » afin de maintenir leur marge bénéficiaire face à la montée de la criminalité. Ces diverses raisons font que les commerçants sont objectivement contraints de souscrire des contrats qui pèsent lourd dans leurs charges d'exploitation. Elle lui demande donc si le vol prouvé ne peut être assimilé à une perte au sens de l'article 271 du code général des impôts, de telle façon que les professionnels qui en sont victimes soient dispensés de la régularisation de la T. V. A. qui y est afférente.

Réponse. — L'article 221 de l'annexe II au code général des impôts prévoit le reversement de la taxe sur la valeur ajoutée dont la déduction a déjà été opérée lorsque les marchandises ont disparu. Cette règle est applicable à tous les redevables de la taxe. Elle répond au principe selon lequel la taxe supportée lors de l'acquisition d'un bien ne peut être déduite que dans la mesure où ce bien est utilisé pour la réalisation d'une opération imposable. Le fait que ce reversement ne soit pas exigé dans les cas où les biens ont été détruits et qu'il est justifié de cette destruction ne constitue pas une véritable dérogation au principe en cause mais il est la conséquence logique de la disparition définitive du produit qui, de ce fait, n'est pas susceptible de faire l'objet d'une consommation finale. La mesure qui consisterait à étendre aux marchandises volées la solution retenue en cas de destruction aurait pour effet de mettre à la charge du Trésor public le coût des déductions, c'est-à-dire le montant de la taxe portant sur les éléments constitutifs de produits dont la déduction n'a été accordée, par anticipation, qu'en vue d'éviter une double imposition au moment de la réalisation d'une affaire imposable. Elle ne saurait donc être retenue quelles que soient la nature et la valeur des marchandises volées puisque le Trésor serait ainsi abusivement amené à supporter une fraction du préjudice subi par la victime du vol, bien qu'à la différence de celle-ci il n'ait pas le moyen de s'assurer effectivement contre le risque encouru.

Impôt sur le revenu (revenus fonciers).

19371. — 11 août 1979. — **M. Jacques Plot** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le régime fiscal applicable aux Français demeurant dans les territoires d'outre-mer qui font l'acquisition d'un logement en métropole. En application de l'article 164 C du code général des impôts, les acquéreurs non résidents sont soumis à un impôt forfaitaire basé sur un montant égal à trois fois la valeur locative du logement. Ce régime fiscal assimilé à des étrangers les Français des territoires d'outre-mer désireux d'investir en métropole. Compte tenu de l'appartenance des territoires d'outre-mer à la République française, il serait conforme à l'équité de considérer qu'il s'agit pour cette catégorie de redevables d'une résidence secondaire dont le régime fiscal devrait être semblable à celui des résidents français. Dans la mesure où il ne serait pas possible de revenir sur le principe fiscal fondé sur la résidence, il lui demande de bien vouloir envisager l'étude d'un système de réfaction similaire à celui mis en place pour l'imposition des pensions servies en métropole, pour lesquelles un abattement de 40 p. 100 a été institué par la loi de finances rectificative pour 1977 (loi n° 77-1466 du 30 décembre 1977, art. 2, alinéa 2).

Réponse. — Pour l'application de l'impôt sur le revenu, la France s'entend, du point de vue territorial, de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Par suite, les règles concernant les contribuables domiciliés hors de France sont, à défaut de disposition contraire, également applicables à ceux qui résident dans les territoires d'outre-mer. Les règles prévoyant l'imposition sur une base forfaitaire des contribuables domiciliés dans un territoire d'outre-mer mais disposant d'une habitation en métropole ne sont, du reste, pas nouvelles. L'article 7 de la loi du 29 décembre 1976 ne fait que reprendre le principe qui était déjà posé par l'article 164-2 du code général des impôts. Néanmoins, un assouplissement important a été apporté au régime d'imposition des contribuables non domiciliés qui disposent d'une habitation en France, puisque le coefficient multiplicateur qui doit être appliqué à la valeur locative de cette habitation pour déterminer la base d'imposition a été ramené de cinq à trois. Il n'est pas envisagé de modifier sur ce point la législation en vigueur.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

19554. — 25 août 1979. — **M. Gilbert Sénés** expose à **M. le ministre du budget**, suite à une réponse imprécise de **M. le ministre du budget**, qu'un contribuable de sa circonscription lui signale avoir été récemment l'objet de mesures fiscales de recouvrement. Il a pu ainsi se rendre compte de discordances de nature à léser des pensionnés militaires d'invalidité, à multiples brevets, étant lui-même

pensionné pour blessures de guerre multiples (80 p. 100) et comme ascendant, avec taux entier pour son épouse. Les services fiscaux de l'Hérault ne nient pas ces discordances mais se refusent, se couvrant derrière leur ministre, à prendre position à leur sujet, malgré leurs effets fiscaux. Ces discordances existent depuis la mise en service en 1973 des déclarations simplifiées de revenus. L'article 195 du code des impôts, à propos des pensions militaires d'invalidité, et des demi-parts supplémentaires qu'il accorde, pour leur quotient fiscal, à certains de ces pensionnés et pas à d'autres ne concorde plus, ni avec le code de ces pensions (art. 1^{er}, 43, 67), ni avec certains arrêts du Conseil d'Etat concernant les mesures administratives à effets restrictifs et les condamnant formellement comme contraires à l'article 34 de notre Constitution; ni avec les Informaticiens des finances chargés de programmer, en respectant les lois et arrêts du Conseil d'Etat, les ordinateurs qui ont à traiter depuis 1974 les déclarations des revenus d'un contribuable; ni avec les avertissements annuels adressés aux contribuables par leurs services fiscaux. A cause de ces discordances et sans qu'il ne lui soit rien reproché, sans qu'il n'ait rien demandé, sans qu'il n'ait rien à se reprocher, ce contribuable se voit frustré par le chef de son centre d'impôts, appliquant son code, du bénéfice d'une demi-part supplémentaire à son quotient familial que l'ordinateur lui avait reconnu depuis 1974, vraisemblablement à bon droit. Il lui demande de lui préciser sa position dans ce domaine.

Réponse. — Le système du quotient familial a essentiellement pour objet de proportionner l'impôt à la faculté contributive de chaque redevable, celle-ci étant appréciée non seulement d'après le montant du revenu, mais aussi d'après le nombre de personnes qui vivent de ce revenu. Ainsi, les personnes seules n'ont-elles normalement droit qu'à une part de quotient familial et les personnes mariées sans enfant à charge à deux parts. Toutefois, pour tenir compte de la situation des handicapés les plus touchés tant sur le plan moral que matériel, une demi-part supplémentaire de quotient familial est accordée aux personnes seules invalides ou titulaires, à titre de veuve, d'une pension prévue par le code des pensions militaires, ainsi qu'aux foyers dans lesquels les deux époux sont invalides. Cela ressort clairement des dispositions de la loi codifiées à l'article 195 du code général des impôts. Si donc, comme il semble, la question de l'honorable parlementaire concerne un ménage dans lequel seul l'époux est invalide, ce serait à bon droit que le service aurait refusé à ce contribuable le bénéfice dudit avantage et aurait calculé sa cotisation sur la base de deux parts. Il est précisé que les dispositions dont il s'agit ont toujours été appliquées de la manière indiquée ci-dessus depuis leur institution.

Impôt sur le revenu (revenus fonciers).

19701. — 1^{er} septembre 1979. — M. René Gaillard expose à M. le ministre du budget que, par suite d'une jurisprudence nouvelle et d'une modification consécutive de la doctrine administrative, la part, dans les résultats d'une société civile jouissant de revenus fonciers, revenant à une société membre passible de l'impôt sur les sociétés ou à une entreprise industrielle et commerciale, doit maintenant être déterminée d'après les règles des revenus fonciers et non d'après celles des B. I. C. Se trouve soumise à ce nouveau régime depuis 1978 une S. C. I., constituée en 1971, dont 98 p. 100 des droits sociaux figurent à l'actif d'une entreprise commerciale, le surplus, soit 2 p. 100, étant détenu « privativement » par une personne physique. En 1976 ont été réalisés par la S. C. I. 42 977 francs de travaux de réparation et d'amélioration dans l'immeuble propriété de la société (mise en état localif d'un appartement immédiatement loué nu à un tiers). Pour 98 p. 100 de leur montant, ces dépenses ont été considérées comme amortissables et les dotations correspondantes, calculées au taux de 10 p. 100, ont été pratiquées en 1976 et 1977; les 2 p. 100 représentant la part de la personne physique ont été immédiatement déduits en totalité à titre de charges déductibles du revenu brut foncier (C. G. I., art. 31). Il lui demande comment doit être réglée à présent la déduction de la valeur résiduelle (36 700 F) de la partie réputée alors amortissable de ces dépenses, sachant qu'en régime foncier elles auraient été déduites intégralement l'année même de leur paiement.

Réponse. — D'une manière générale, seules les dépenses effectivement payées au cours de l'année d'imposition peuvent être déduites des revenus fonciers. Toutefois, dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire, il est admis que l'entreprise commerciale membre de la société civile immobilière peut retrancher de son résultat fiscal de 1978 la valeur résiduelle des dépenses qui ont fait l'objet d'un amortissement partiel au cours des exercices antérieurs. Bien entendu, cette mesure ne concerne que les charges foncières qui peuvent normalement faire l'objet d'une déduction immédiate, pour leur montant réel, en vertu de l'article 31 du code général des impôts.

Impôt sur le revenu (pensions alimentaires).

20100. — 22 septembre 1979. — M. Michel Rocard appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le sort fiscal réservé à celui des époux divorcé sous le régime antérieur à la loi du 11 juillet 1975 qui verse, sans y être astreint par une décision de justice, une pension alimentaire à son ancien conjoint pour subvenir à l'éducation de leurs enfants majeurs poursuivant des études. Non seulement aucune déduction des sommes versées n'est admise sur le revenu imposable du débiteur volontaire, mais l'ancien conjoint doit déclarer dans ses ressources l'argent ainsi perçu. La pension alimentaire est donc soumise deux fois à l'impôt. Ceci est particulièrement choquant si l'on veut bien considérer que les pensions obligatoires sont déjà elles-mêmes trop rarement versées, ou que dans un autre ordre d'idées, les revenus du capital se voient appliquer un mécanisme excluant la double imposition. En conséquence il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour supprimer cette double imposition.

Réponse. — L'article 3 de la loi de finances pour 1975 a posé en principe que la prise en compte des enfants majeurs peut s'effectuer jusqu'à l'âge de vingt et un ans, ou de vingt-cinq ans si l'enfant poursuit des études, et s'opère normalement par le rattachement, que celui-ci se traduise par une majoration de quotient familial ou, dans le cas où l'enfant a fondé un foyer distinct, par un abattement sur le revenu imposable. Par ailleurs, ce texte exclut toute déduction de pension alimentaire versée pour l'entretien d'un enfant majeur âgé de moins de vingt-cinq ans ou poursuivant ses études. Cette règle a une portée générale et vaut pour tous les contribuables, qu'ils soient mariés ou divorcés. Elle s'applique que les pensions concernées soient versées directement aux enfants ou qu'elles le soient à l'ex-conjoint. Bien entendu, les pensions qui ne sont pas déductibles par celui qui les verse ne sont pas non plus imposables entre les mains de celui qui les perçoit, contrairement à ce qui est indiqué dans la question de l'honorable parlementaire. Il convient de souligner, en outre, que le contribuable divorcé bénéficie, s'il n'a pas de charges de famille à faire valoir, d'une demi-part supplémentaire de quotient familial dès l'année au cours de laquelle l'enfant atteint sa majorité.

Entreprises publiques (impôts).

20335. — 29 septembre 1979. — M. Jacques Boyon demande à M. le ministre du budget de lui faire connaître : 1° le montant des impôts locaux versés en 1978, globalement aux régions, départements et communes et en distinguant taxes foncières et taxe professionnelle, par chacune des entreprises nationales suivantes : S. N. C. F., E. D. F., Gaz de France, Charbonnages de France, R. A. T. P. et C. E. A.; 2° le montant de la T. V. A. acquittée par chacune de ces mêmes entreprises; 3° la part que représente chacune de ces deux catégories d'imposition par rapport au chiffre d'affaires que ces entreprises ont réalisé.

Réponse. — 1° Le montant des impôts locaux versés en 1978 par les entreprises publiques visées dans la question écrite figure dans le tableau suivant (en milliers de francs) :

ENTREPRISES	IMPOTS	
	Taxes foncières.	Taxe professionnelle.
E. D. F.....	181 000	1 088 000
G. D. F.....	15 000	104 000
R. A. T. P.....	8 200	36 900
S. N. C. F.....	101 600	215 600
C. E. A.....	3 300	(1)
Charbonnages de France (2)....	(3) 68 300	70 100

(1) Le C. E. A. est exonéré de taxe professionnelle. Les activités industrielles et commerciales sont exercées par des filiales.

(2) Données consolidées des charbonnages et des houillères.

(3) Y compris la taxe d'habitation à la charge des houillères.

2° et 3° Les dispositions combinées de l'article 378 du code pénal et des articles 2006 à 2026 du code général des impôts ne permettent pas à l'administration fiscale de communiquer des renseignements qui lui ont été confiés en vue de l'établissement de l'impôt. Il n'est donc pas possible de transmettre à l'honorable parlementaire des données chiffrées afférentes à la T. V. A. acquittée ou au chiffre d'affaires déclaré par les entreprises en cause.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

20601. — 3 octobre 1979. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre du budget** si, au regard de ses obligations fiscales, le cas d'un président directeur général majoritaire d'une société en règlement judiciaire qui a subi une perte consécutive à l'exécution de ses engagements de caution souscrits pour cette société peut être assimilé au cas de l'architecte visé dans l'arrêt du Conseil d'Etat n° 10812 du 14 février 1979.

Réponse. — L'arrêt du Conseil d'Etat auquel fait référence l'honorable parlementaire concernait un contribuable dont les recettes professionnelles étaient imposées dans la catégorie des bénéfices des professions non commerciales, et qui s'était porté caution d'une société. En contrepartie, celle-ci avait pris l'engagement d'en faire son consultant exclusif. Il s'agissait donc d'une situation différente de celle qui fait l'objet de la question. Cela dit, le président directeur général d'une société anonyme ne peut faire valoir, pour la détermination de son revenu imposable, la perte qu'il a subie à la suite de l'exécution d'engagements de caution souscrits au profit de cette société. En effet, une telle dépense, qui n'est pas au nombre des charges déductibles limitativement énumérées par l'article 156-II du code général des impôts, ne correspond pas, d'autre part, à des frais professionnels inhérents à la fonction ou à l'emploi au sens de l'article 83-3° de ce code, ni à des frais exposés en vue de l'acquisition ou de la conservation du revenu.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

20829. — 6 octobre 1979. — **M. Hubert Dubedout** expose à **M. le ministre du budget** la situation absurde au regard du régime fiscal dans laquelle se trouvent les jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans et leur famille. En effet, le contribuable qui est parent d'un enfant dont l'âge se situe entre dix-huit et vingt-cinq ans, qui est chômeur et de ce fait à la charge de ses parents, ne peut, dans sa déclaration de revenu, compter un tel enfant à charge. Il lui expose qu'il est patent que c'est dans cette tranche d'âge que les jeunes chômeurs sont les plus nombreux. Il lui demande quelle mesure il envisage de prendre pour remédier à un état de fait inacceptable.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

21757. — 30 octobre 1979. — **M. Henri Darras** demande à **M. le ministre du budget** s'il envisage des mesures fiscales qui permettraient de considérer comme personne à charge, dans la détermination du nombre de parts, un enfant majeur, sans emploi, non étudiant, vivant au foyer des parents, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un emploi.

Réponse. — Les enfants majeurs sont normalement des contribuables distincts imposables sous leur propre responsabilité. L'article 3 de la loi de finances pour 1975 a prévu toutefois que ces enfants peuvent demander leur rattachement au foyer de leurs parents s'ils sont âgés de moins de vingt et un ans ou de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils poursuivent leurs études, enfin, quel que soit leur âge s'ils effectuent leur service militaire. Le chef de famille qui accepte le rattachement bénéficie alors d'une majoration de quotient familial si l'enfant est célibataire, d'un abattement si l'enfant est marié. Cette disposition a pour objet de maintenir l'avantage fiscal accordé sous le régime antérieur à l'abaissement de l'âge de la majorité civile de vingt et un ans à dix-huit ans. Les jeunes gens sans emploi en bénéficient donc jusqu'à l'âge de vingt et un ans. En outre, le rattachement jouant pour l'année entière, un jeune travailleur de plus de vingt et un ans qui n'a pas trouvé d'emploi à l'issue de ses études se trouve généralement pris en compte au regard du quotient familial pendant les six premiers mois de son attente. Il ne paraît pas possible d'aller au-delà de ces dispositions déjà très libérales. Néanmoins, s'il apparaissait, malgré tout, que certaines familles éprouvent de réelles difficultés pour acquitter les cotisations fiscales, à leur charge, les demandes de remise ou de modération qui pourraient être présentées seraient examinées attentivement.

Impôts et taxes (droits de circulation).

21237. — 18 octobre 1979. — **M. Jean-Charles Cavallé** rappelle à **M. le ministre du budget** que des textes réglementaires prévoient que toute opération de transport de céréales doit faire l'objet d'une taxe fiscale. Ceci ne soulevant aucune ambiguïté pour certaines céréales, il reste cependant une difficulté en ce qui concerne le maïs qui est récolté avant maturité pour être broyé et ensuite ensilé. De récentes méthodes de production et de nouvelles pratiques en matière d'élevage conduisent maintenant de nombreux agriculteurs à ensiler le maïs humide afin de le destiner à l'alimentation du bétail. Cette méthode est devenue courante en Bretagne

car le manque d'ensoleillement ne permet pas de récolter le maïs sec dans d'aussi bonnes conditions et avec d'aussi bons rendements que dans d'autres régions de France. La pratique adoptée consiste donc à couper l'épi entier de la plante avant sa maturité et à le transporter sur le lieu même de l'élevage où il sera broyé et ensuite ensilé. Doit-on considérer qu'il y a là transport de céréales ou bien transport de fourrage. Il faut noter, en effet, que le pourcentage d'humidité qui est relevé en moyenne se situe aux environs de 40 p. 100. L'analyse de la composition chimique de la matière sèche fait ressortir que le taux cellulosique du maïs humide fourrage se rapproche beaucoup plus du taux de la plante entière que du taux cellulosique du grain sec. Il lui demande donc, en accord avec son collègue, **M. le ministre de l'agriculture**, de bien vouloir lui indiquer quelle qualification doit être donnée à ce produit qui est récolté en fait à l'état de fourrage et destiné à l'alimentation du bétail.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire nécessite la consultation d'une commission spécialisée, constituée au sein du conseil central de l'office national interprofessionnel des céréales. Il sera répondu dès que l'avis demandé aura été recueilli. Dans le même temps, une instruction sera publiée par la direction générale des impôts.

Impôt sur le revenu (abattement de 20 p. 100).

21374. — 20 octobre 1979. — **M. Jean Briane** rappelle, à l'attention de **M. le ministre du budget**, la question n° 13055 qu'il lui a posée le 3 mars 1979 et à laquelle il a été répondu par une publication au *Journal officiel* du 18 mai 1979 (Débats A.N., p. 4045). Sans reprendre ici le texte de cette question, il y a lieu de préciser qu'elle avait trait à l'application des dispositions de l'article 4 de la loi de finances pour 1977 qui, par exception aux dispositions de l'article 158-5 du code général des impôts limite à 10 p. 100 l'abattement applicable aux revenus provenant des salaires et indemnités accessoires alloués par des sociétés à des personnes qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 35 p. 100 des droits sociaux, pour la fraction de ces rémunérations, nettes de frais professionnels, excédant 150 000 francs, ce en vertu des dispositions de l'article 6 de la loi de finances pour 1978. Dans sa réponse, **M. le ministre** a indiqué que, pour apprécier le pourcentage des droits détenus « directement ou indirectement » par un associé dans les bénéfices d'une société, il convient, en vertu de l'article 160 du code général des impôts, de totaliser les droits détenus par le groupe familial composé de la personne intéressée, de son conjoint et de leurs descendants et ascendants. **M. Briane** fait remarquer à **M. le ministre du budget** que cette interprétation de la loi, directement issue d'une instruction de la direction générale des impôts du 24 janvier 1977 (B. O. 5 F-977) est en contradiction avec : 1° les déclarations de **M. Michel Durafour**, ministre délégué à l'économie et aux finances, qui, lors de la discussion de cet article 4 de la loi de finances pour 1977, avait précisé devant le Sénat, dans sa séance du 12 décembre 1976, qu'afin d'éviter « toute ambiguïté » il fallait entendre que les mots « directement ou indirectement comprennent, comme dans le cas de l'article 160 du code général des impôts, les droits possédés par le conjoint, les enfants à charge et les ascendants » (*J.O.*, Débats Sénat, 13 décembre 1976, p. 4376) ; qu'ainsi le ministre délégué a exclu les descendants non à charge pour le calcul des droits détenus par le groupe familial et que c'est au vu de ses explications que les parlementaires ont voté les dispositions dont s'agit, qu'en conséquence leur effet ne saurait être étendu par voie réglementaire ; 2° la doctrine du ministère des finances, quant à l'application de l'article 160 telle qu'elle résulte d'une instruction de la direction générale des impôts du 19 février 1974 pour qui le mot « indirectement » n'a pas la portée que **M. le ministre** lui confère maintenant, en ce sens qu'il ne peut viser que les participations détenues, au travers de personnes morales, par le seul groupe familial ci-dessus défini. En conséquence, au vu de ces contradictions entre les travaux préparatoires de la loi, la réponse faite le 18 mai 1979 et les instructions administratives précitées, il lui demande de vouloir bien confirmer que, pour l'application de l'article 4 de la loi de finances pour 1977, quant à la détermination des droits détenus par le groupe familial du salarié en cause, s'il y a bien lieu de se référer aux modalités d'application de l'article 160, il ne doit être tenu compte que des droits détenus : directement, par l'associé actionnaire salarié de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés, son conjoint, leurs enfants à charge, à l'exclusion des descendants non à charge et leurs ascendants ; indirectement, par ce même groupe familial, par l'intermédiaire de personnes morales, associées ou actionnaires desdites sociétés. A défaut, il le prie de vouloir bien lui indiquer sur quels textes légaux il s'appuie pour confronter une interprétation contraire.

Réponse. — Dans ses déclarations faites au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote de l'article 4 de la loi de finances pour 1977, le ministre a, pour définir l'expression « direct-

ment ou indirectement » qui y figure, fait référence à l'article 160 du code général des impôts. Si l'explication qui a suivi est incomplète, elle ne peut cependant conduire à une définition du groupe familial différente de celle qui résulte de l'article 160 précité qui mentionne expressément les descendants sans faire aucune distinction suivant qu'ils sont à charge ou non. Dans ces conditions écarter de ce groupe familial les descendants non à charge alors qu'aucune destruction de cette nature n'existe pour les ascendants créerait une distorsion inexplicable. D'autre part, on ne relève dans la réponse ministérielle à la question écrite n° 13055 aucune contradiction avec l'instruction administrative du 19 février 1974 quant à la portée du terme « indirectement ». La formulation générale de cette réponse sous-entend, bien évidemment, qu'il doit être tenu compte de tous les droits sociaux détenus par tous les membres du groupe familial, personnellement ou par l'intermédiaire de sociétés dont ils sont associés. Cela dit, par rapport à un associé donné, le terme « indirectement » recouvre, outre les droits que les autres membres du groupe familial dont fait partie cet associé détiennent personnellement dans la société, les droits que l'intéressé lui-même et les autres membres du groupe possèdent dans cette société par l'intermédiaire de sociétés dont ils sont associés.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

21390. — 20 octobre 1979. — M. Gabriel Kaspercik expose à M. le ministre du budget qu'en l'état actuel de la législation, les importations de perles de culture non montées en bijou ou non incorporées dans un ouvrage quelconque sont passibles du taux normal de la T.V.A. (17,60 p. 100). L'application de ces dispositions n'avait jusqu'alors soulevé aucune difficulté, mais une récente décision de la direction générale des douanes vient d'assujettir au taux majoré de la T.V.A. (33 1/3 p. 100) les importations de perles montées sur fil, en limitant le bénéfice du taux normal aux perles livrées en vrac. Cette décision semble procéder d'une interprétation contestable des textes en vigueur. En effet, la présentation sur fil des perles en importation tend essentiellement à faciliter leur transport. Cette opération qui ne fait intervenir aucun fermoir reste donc, tant par son objet que par ses résultats, absolument sans aucun rapport avec le montage en bijou ou l'incorporation des perles à un ouvrage, visés par l'article 89 de l'annexe III du code général des impôts qui fixe la liste des produits soumis au taux majoré de la T.V.A. L'auteur de la présente question demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux errements que crée la décision administrative susévoquée et maintenir sous le régime de la T.V.A. au taux normal de 17,6 p. 100 les importations de perles de culture montées sur fil.

Réponse. — Comme le souligne l'honorable parlementaire, les opérations portant sur les ouvrages composés en totalité ou en partie de perles fines et de perles de culture sont, aux termes de l'article 89 1° de l'annexe III au code général des impôts, assujetties au taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée. C'est à ce titre qu'à l'importation, les articles qui sont classés comme ouvrages en perles dans le tarif des douanes (rubrique 71-15) sont assujettis au taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée. Les perles assorties et constituant un article pour servir à la parure relèvent de cette rubrique, sans que la présence ou l'absence d'un fermoir ait une influence déterminante sur leur caractère d'ouvrage. Les perles classées à la rubrique 71-01 de la même nomenclature et qui ne constituent pas un ouvrage composé au sens de l'article 89 1° de l'annexe III au code général des impôts, c'est-à-dire celles qui sont présentées en vrac ou qui, sans avoir été assorties, ont été simplement enfilées pour la seule commodité du transport, demeurent assujetties au taux normal de la taxe.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

21504. — 24 octobre 1979. — M. Charles Ehrmann attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des entreprises dont les déclarations de chiffres d'affaires ont fait apparaître des crédits de taxe déductible en 1971 et qui se voient ainsi opposer, lors de la cessation de leur activité, la règle du crédit de référence en matière de remboursement de crédit de taxe déductible non imputable. En application de l'article 242-0G de l'annexe II au code général des impôts, lorsqu'un assujetti cesse son activité, le crédit de taxe déductible dont il dispose peut faire l'objet d'un remboursement pour son montant total. Toutefois, pour les assujettis visés à l'article 242-0B, c'est-à-dire ceux qui avaient un crédit de taxe déductible en 1971, le remboursement ne peut porter que sur la fraction excédant le crédit de référence défini audit article 242-0B. Ces restrictions au droit à déduction ont été introduites pour limiter les effets budgétaires de la suppression de la

règle du butoir. Revêtant une portée générale, aucune disposition législative ou réglementaire ne permet d'y faire exception. Elles n'ont d'ailleurs fait l'objet d'aucune dérogation de caractère sectoriel ou individuel. Cependant, le Gouvernement a constamment déclaré son intention de supprimer progressivement cette limitation. Il lui demande dans quel délai il envisage de prendre des mesures en ce sens.

Réponse. — La situation budgétaire actuelle ne permet pas de préciser la date à laquelle des mesures pourront être adoptées dans le sens d'une suppression de la règle du crédit de référence qui se traduirait par une perte de recettes de l'ordre de 2 400 millions de francs.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (cumul).

21611. — 25 octobre 1979. — M. Philippe Malaud appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation d'une veuve âgée de quatre-vingts ans à qui l'administration réclame le montant d'un trop-perçu depuis dix années, au titre de pension de veuve victime civile de guerre, non cumulée avec une carte accident du travail, le fait générateur étant le même. La somme réclamée s'élève à environ 20 000 francs. Une remise de 9 000 francs a été accordée à l'intéressée, sous réserve du versement au Trésor de 11 000 francs. M. le Médiateur, consulté, estime que le mauvais fonctionnement des services ne peut être invoqué en l'espèce. Il est permis de ne pas partager cette opinion. Il reste que l'intéressée, ignorant l'impossibilité du cumul, n'est pas en mesure de faire face au remboursement du trop-perçu. M. Philippe Malaud demande à M. le ministre du budget s'il n'estime pas que, dans des cas de ce genre, il est possible de considérer que l'intéressée ne peut être déclarée responsable de l'erreur de l'administration et qu'il peut être fait remise de l'intégralité des sommes réclamées.

Réponse. — Les dispositions législatives du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre prévoient l'interdiction du cumul d'une rente accident servie par un organisme de réparation et d'une pension de victime de la guerre allouée par l'Etat pour le même fait générateur. En application de l'article L 219 du code précité, la pension de victime de guerre doit faire l'objet d'une suspension pour le montant de l'indemnité qui est attribuée par ailleurs en réparation d'un préjudice identique. En cas de débet résultant de l'application de ces règles de non-cumul le recouvrement des sommes perçues en trop, par erreur ou sciemment, est poursuivi en vertu du principe juridique général de la répétition de l'indû expressément posé par les articles 1235 et 1376 du code civil. Cependant lorsque la régularisation de leurs droits porte sur une longue période, les redevables bénéficient d'une exonération légale du reversement d'une fraction de leur dette par l'effet de la prescription extinctive, applicable de plein droit aux pensionnés de bonne foi, prévue par l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1965 qui stipule que : « la restitution des sommes payées indûment au titre des pensions inscrites au grand livre de la dette publique et de leurs accessoires ne peut être exigée que pour celles de ces sommes correspondant aux arrérages afférents à l'année au cours de laquelle le trop-perçu a été constaté et aux trois années antérieures ». Les pensionnés peuvent s'acquitter des sommes laissées en définitive à leur charge au moyen des retenues légales du 1/5 pratiquées sur les arrérages de leur pension ainsi que par des versements libératoires dans les délais qui leur sont consentis. Enfin, s'ils estiment être dans l'incapacité de se libérer, les redevables ont la faculté de présenter une demande de remise gracieuse par laquelle ils sollicitent la remise totale ou partielle de leur dette. Celle-ci est instruite par le comptable du Trésor assignataire de la pension dans les conditions prévues par le décret n° 68-445 du 13 mai 1968 modifié par le décret n° 76-1028 du 10 novembre 1975, qui permet l'octroi de remise gracieuse selon un critère de compétence basé, quel que soit le montant du débet, sur le montant de la remise accordée. Suivant la procédure applicable, l'octroi d'une remise gracieuse supérieure à 5 000 francs mais n'excédant pas 20 000 francs est prononcée par décision du ministre du budget. En raison de leur caractère gracieux les remises de débet constatés envers le Trésor sont strictement individuelles et tiennent compte, conformément à la jurisprudence suivie par le Conseil d'Etat, des circonstances particulières de l'affaire, de la situation de chaque débiteur, de sa bonne foi, de l'importance de ses ressources et de ses charges et de toutes considérations qui permettent d'acquiescer la conviction que la poursuite du recouvrement serait susceptible de le mettre dans un état de gêne excessive incompatible avec des conditions décentes d'existence. Par conséquent, la procédure de remise gracieuse, qui ne se justifie que par des circonstances de fait propres à chaque cas examiné, ne peut se concevoir comme un droit d'être systématiquement exonéré de tout reversement. Ce serait dénier toute valeur au principe de la répétition de l'indû que d'admettre cette dernière interprétation.

C'est dans ces conditions qu'a été prise la décision faisant suite à la requête de la pensionnée dont fait état l'honorable parlementaire. Il n'en demeure pas moins que l'intéressée à laquelle une remise partielle et conditionnelle importante a été accordée peut solliciter par requête motivée, auprès du trésorier-payeur général assignataire de sa pension, des délais pour s'acquitter de la fraction du débet laissée à sa charge. Les demandes de l'espèce font l'objet d'un examen attentif et bienveillant.

*Impôt sur le revenu
(centres de gestion et associations agréées).*

21652. — 26 octobre 1979. — La nomenclature comptable obligatoire pour les adhérents des associations de gestion agréées publiée par arrêté du 30 janvier 1978 trouve son application pour la première fois en 1979. Plusieurs solutions pratiques peuvent être proposées en réponse à cette obligation nouvelle de certaines professions libérales. Néanmoins, bien souvent, ces solutions pratiques rencontrent des difficultés d'application du fait de l'incertitude découlant de l'existence de doctrines différentes quant à la définition de l'encaissement taxable sous le régime des B.N.C. : selon une instruction rendue en 1972 en matière de bénéfices agricoles et transposée, semble-t-il, en matière de B.N.C., la recette imposable serait constituée, lorsqu'elle est payée par chèque, par la remise du chèque par le patient ou le client au professionnel concerné. Néanmoins, l'instruction précitée est peu explicite sur ce point, et compte tenu de l'importance extrême qu'il y a à définir cette notion, notamment pour les chèques remis en fin d'année, **M. Eugène Berest** demande à **M. le ministre du budget** si une profession libérale doit comprendre dans ses recettes d'une année déterminée les chèques reçus en retenant : la date à laquelle son client lui a remis ce chèque, ou la date de remise de ce chèque à sa banque (date d'opération), ou la date à laquelle la banque porte ce chèque à son crédit (date de valeur).

Réponse. — Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, un chèque constitue, dès sa remise, un instrument de paiement entre les mains du bénéficiaire. Ce dernier doit, de ce fait, être regardé comme ayant eu la disposition de la somme correspondante quelle que soit la date à laquelle son compte bancaire a été crédité. C'est donc la date de remise des chèques par les clients qui détermine l'année au titre de laquelle les membres des professions libérales doivent déclarer les recettes qu'ils encaissent sous cette forme.

Français (Français de l'étranger).

21724. — 27 octobre 1979. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le fait que le Conseil économique et social, en première séance du 23 mars 1977 (*Journal officiel* du 3 mai 1977) a évalué entre 1 250 000 et 1 500 000 le nombre de Français à l'étranger. Actuellement, le centre des impôts des non-résidents compte environ 40 000 dossiers « non-résidents » et 75 000 dossiers « fonctionnaires et militaires ». En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui donner quelques indications quant à l'écart entre l'importance des Français vivant à l'étranger et le nombre de dossiers possédés par l'administration fiscale.

Réponse. — Les Français partant pour l'étranger peuvent cesser d'être imposables en France en raison soit de l'absence de revenus de source française, ou du faible montant de ceux-ci ou de leur assujettissement dans notre pays à un prélèvement libératoire, soit de conventions internationales prévoyant la taxation des revenus dans le pays de la nouvelle résidence, soit encore des règles de territorialité de l'impôt sur le revenu relatives aux agents de l'Etat et aux salariés du secteur privé travaillant provisoirement à l'étranger. En outre, le dossier fiscal est ouvert au nom du chef de famille et peut donc concerner plusieurs personnes. Enfin, dans certains cas, les dossiers de Français à l'étranger pouvaient jusqu'à cette année être gérés dans les centres des impôts ordinaires. Aussi, n'est-il pas significatif de rapprocher le nombre des Français vivant à l'étranger de celui des dossiers détenus par le centre des impôts des non-résidents. La réorganisation en cours de ce centre visant à l'amélioration de son fonctionnement devrait toutefois permettre dans le sens semble-t-il souhaité par l'honorable parlementaire d'y regrouper l'ensemble des dossiers des Français à l'étranger.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

21840. — 31 octobre 1979. — **M. Jacques Féron** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la lenteur avec laquelle l'administration fiscale procède au paiement d'une somme allouée en dégrèvement sur des impôts perçus. Il lui signale à ce sujet le cas

d'un contribuable qui a été avisé au début du mois de mai 1979 que le remboursement d'un trop-perçu sur l'imposition de 1977 devait intervenir sans démarche particulière de sa part et qui n'est pas encore, à ce jour, soit plus de cinq mois après, en possession de ce qui lui est dû. Il lui demande que des directives soient données — et qu'il soit veillé à leur exécution — afin que les contribuables bénéficiaires de créances fiscales puissent obtenir le paiement de celles-ci dans des délais raisonnables.

Réponse. — La situation évoquée n'a pas échappé à l'administration fiscale qui a recommandé à ses services de procéder, le plus rapidement possible, à l'exécution des décisions de dégrèvements. D'une manière générale, les pièces comptables qui matérialisent les décisions intervenues sont établies dans des délais relativement courts, et cela, malgré le nombre considérable d'affaires que l'administration des impôts examine chaque année. Par ailleurs, dans le même souci, des instructions permanentes, et récemment rappelées, ont été données aux comptables du Trésor afin qu'ils procèdent, sans délai, à la liquidation des excédents de versement, à compter de la réception des certificats de dégrèvement correspondants qui sont émis par les services fiscaux. Dans ces conditions, dès lors qu'un trop-perçu est constaté au bénéfice des contribuables et que ceux-ci ne sont redevables d'aucune autre cotisation, les services du Trésor adressent immédiatement aux intéressés un avis pour leur demander sous quelle forme ils souhaitent obtenir leur restitution. Dès que les bénéficiaires ont fait retour de cet avis dûment complété, les comptables du Trésor remboursent, suivant le mode de règlement choisi par les bénéficiaires, les sommes versées en excès. Les dispositions actuelles paraissent ainsi de nature à régler, dans la plupart des cas, les problèmes sur lesquels l'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention. Si, en dépit de ces dispositions, certains remboursements ne pouvaient être obtenus, il conviendrait, par l'indication précise des nom, prénom et adresse des bénéficiaires concernés, d'en saisir l'administration centrale du ministère du budget, qui serait ainsi mise en mesure de faire procéder à une enquête.

Impôts et taxes (vignette automobile).

21897. — 1^{er} novembre 1979. — **M. Gérard Longuet** demande à **M. le ministre du budget** pourquoi les voyageurs représentants placiers ne bénéficient pas de l'exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur quand leur véhicule a été acquis en location-vente.

Réponse. — L'article 354-7^o de l'annexe II au code général des impôts subordonne le bénéfice de l'exonération de taxe différentielle sur les véhicules à moteur prévue en faveur des voyageurs, représentants de commerce et placiers titulaires d'une carte professionnelle d'identité délivrée, validée ou renouvelée depuis moins d'un an à la condition que le véhicule leur appartienne. Or, en cas de crédit-bail, la société de location demeure propriétaire du véhicule tant que l'option ouverte au locataire n'est pas levée. Par suite, les voyageurs, représentants de commerce et placiers qui détiennent un véhicule en vertu d'un contrat de crédit-bail ne peuvent être exonérés de la vignette.

Impôts et taxes (paiement).

21921. — 1^{er} novembre 1979. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation, au regard du recouvrement de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux, des contribuables salariés qui, à l'occasion de conflits sociaux liés à la défense de leur emploi ou de leurs conditions de rémunération et de travail, subissent d'importantes pertes de salaires; il souhaite savoir s'il est exact que les comptables publics ont pour instruction d'accueillir avec bienveillance les demandes de délais de paiement d'impôts directs (impôt sur les sociétés compris) et de remises gracieuses de majoration correspondantes, émanant des catégories suivantes de contribuables : entreprises créancières de l'Etat ou des collectivités publiques; entreprises exerçant une activité saisonnière; entreprises appartenant à un secteur d'activité économique atteint par des difficultés exceptionnelles; entreprises invoquant la nécessité de développer ou reconstituer leurs moyens de production ou leurs stocks; contribuables faisant l'objet de rappels de droits importants à la suite de vérifications fiscales; contribuables en chômage total ou partiel; il demande à **M. le ministre** s'il ne lui paraît pas équitable et opportun d'étendre le bénéfice de ces mesures de bienveillance aux contribuables salariés en difficulté financière à la suite de conflits sociaux importants touchant leur entreprise.

Réponse. — Il est exact que des instructions permanentes ont été données aux comptables du Trésor pour qu'ils accueillent avec bienveillance les demandes de délais de paiement d'impôts directs et de

remises de majorations correspondantes sollicités par certaines catégories de contribuables particulièrement dignes d'intérêt en raison de considérations d'ordre économique ou social. Cependant, compte tenu de la multiplicité des situations susceptibles de se présenter, les directives ministérielles n'en ont pas donné une énumération qui puisse être regardée comme limitative, de même qu'elles n'impliquent pas, pour les contribuables entrant dans l'une ou l'autre des catégories visées, un droit à bénéficier automatiquement de telles facilités, si par ailleurs leur situation personnelle ne le justifie pas. Il convient, en effet, de tenir compte de l'état de la trésorerie du contribuable, de l'importance de la réduction de ses revenus réguliers, de la ponctualité dont il a fait preuve jusqu'alors pour s'acquitter de ses obligations fiscales, enfin des concours extérieurs qu'il serait susceptible de recevoir. Il est, à cet égard, indispensable de s'assurer que le redevable n'est pas en mesure de s'acquitter immédiatement des sommes dues, et que les difficultés particulières qu'il connaît étaient imprévisibles et ne sont pas la conséquence d'une mauvaise gestion de ses revenus. C'est, en particulier, en tenant compte de ces critères qu'est examinée la situation des contribuables faisant l'objet de rappels de droits importants à la suite de vérifications fiscales, étant précisé qu'il ne peut être sursis au recouvrement d'office de l'impôt les concernant que s'ils ont engagé une action contentieuse et présenté les garanties dans les conditions prévues par l'article 1952 du code général des impôts. La situation des contribuables touchés par le chômage fait l'objet de mesures de bienveillance particulières, qu'il s'agisse des délais de paiement qui peuvent leur être consentis sur justification de leur qualité de demandeur d'emploi ou qu'il s'agisse de la remise de la majoration pour paiement tardif. Encore que la situation des redevables sur laquelle l'honorable parlementaire attire l'attention ne puisse, dans tous les cas, être assimilée à celle des personnes dépourvues d'emploi pendant une assez longue période, il n'en reste pas moins que c'est dans le cadre particulièrement souple mais néanmoins précis des dispositions générales précitées qu'il appartient aux comptables du Trésor d'apprécier, en fonction des circonstances propres à chaque cas particulier, si ces contribuables peuvent bénéficier de mesures de bienveillance. Il est en outre rappelé que les services fiscaux ont la possibilité d'accorder des remises gratuites de cotisations fiscales aux contribuables qui, du fait des événements de l'existence, se trouvent dans l'impossibilité de s'acquitter de leur dette fiscale. Ces contribuables doivent, à cet effet, présenter une demande motivée à la direction des services fiscaux dont dépend leur domicile.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

21978. — 6 novembre 1979. — **M. Jean-Claude Pasty** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'anomalie que présentent les propositions faites par l'administration fiscale en ce qui concerne la fixation des bénéfices agricoles forfaitaires pour 1978 en ce qui concerne le département de la Creuse. En effet, ces propositions sont en moyenne supérieures de 19 p. 100 aux chiffres retenus l'année dernière alors que les revenus agricoles spécialement des éleveurs subissent simultanément les incidences d'une baisse des cours à la production en valeur constante et d'une augmentation très importante des autres charges d'exploitation. Il lui demande en conséquence sur quelles bases comptables l'administration s'est fondée pour établir ces propositions et s'il lui paraît opportun dans le contexte agricole et actuel de l'élevage d'accroître les difficultés de trésorerie et de revenus des éleveurs.

Réponse. — Le bénéfice forfaitaire agricole des exploitations de polyculture (région d'élevage) de la Creuse a été fixé, pour 1978, par la Commission centrale des bénéfices agricoles, au cours de sa session de juin 1979. Le chiffre retenu, soit 250 F par hectare, est inférieur à celui déterminé par l'administration dans son compte-type d'exploitation. Il tient compte des conditions locales de production et s'harmonise avec les bénéfices arrêtés dans des départements voisins qui présentent des caractéristiques analogues.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires) (pensions : liquidation et calcul).

22027. — 6 novembre 1979. — **M. René Feit** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'injustice subie par certains fonctionnaires, anciens résistants, qui ne peuvent obtenir la prise en compte, pour le calcul de leur pension de retraite, des services accomplis dans la Résistance du fait qu'ils n'ont pas présenté une demande de délivrance du certificat d'homologation du modèle national, dans les délais prescrits par le décret n° 51-95 du 27 janvier 1951, c'est-à-dire avant le 1^{er} mars 1951. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas d'un fonctionnaire retraité des P.T.T. qui est titulaire de la

carte de combattant volontaire de la Résistance et d'une attestation du secrétariat d'Etat aux anciens combattants relative au temps de présence dans la Résistance qui a été pris en considération pour l'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance (période du 1^{er} janvier 1943 au 13 septembre 1944). Cet ancien résistant n'a pu obtenir la validation pour sa pension de retraite de ses services dans la Résistance en raison de l'absence du certificat d'homologation qui devait être demandé avant le 1^{er} mars 1951. Il semble que cette exigence du certificat d'homologation pour obtenir la validation pour la retraite des services accomplis dans la Résistance ne vise que les fonctionnaires. Il lui demande s'il ne pense pas que cette différence de traitement, suivant les régimes de retraite, devrait être supprimée et que toutes mesures utiles devraient être prises pour faire cesser la situation défavorisée dans laquelle se trouvent ainsi placés les fonctionnaires anciens résistants.

Réponse. — Les fonctionnaires combattants volontaires de la Résistance ont eu, en application du décret n° 51-95 du 27 janvier 1951, la possibilité, jusqu'au 1^{er} mars 1951, de faire homologuer leurs services de Résistance par l'autorité militaire. Cette homologation a pour objet d'assimiler lesdits services à des services militaires au regard du code des pensions civiles et militaires de retraite, entraînant notamment l'octroi de bénéfices de campagne. Les attestations délivrées par l'office national des anciens combattants établissant la durée des périodes pendant lesquelles les personnes en cause n'ont pu exercer une activité professionnelle en raison de faits de Résistance ne peuvent suppléer le défaut d'homologation par l'autorité militaire et ouvrir droit à des avantages particuliers au regard du code des pensions civiles et militaires de retraite. Si pour les ressortissants du régime général de la sécurité sociale, les services de combattants volontaires de la Résistance peuvent, en application du décret n° 74-54 du 23 janvier 1974, au vu de l'attestation délivrée par l'office national des anciens combattants, être pris en compte pour l'ouverture du droit et la liquidation de la pension de vieillesse, cette prise en compte n'a pas pour objet d'assimiler lesdits services à des services militaires mais à des périodes d'assurance. Ainsi la nature des services de combattants volontaires de la Résistance est-elle différente au regard de l'un et l'autre régime. S'agissant des personnes qui possédaient la qualité de fonctionnaire ou d'agent des services publics avant leur entrée dans la Résistance, la délivrance de l'attestation précitée n'est pas sans effet puisqu'elle permet aux intéressés de faire prendre en compte, dans leur pension, les services rendus, en application des articles 2 et 4 de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945.

Assurance vieillesse

(régime des fonctionnaires civils et militaires : militaires).

22053. — 7 novembre 1979. — **M. Claude Labbé** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'une décision récente a été prise permettant le reversement du pécule prévu par l'article 80 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. Il lui demande de bien vouloir envisager une mesure en ce qui concerne la prise en compte de services militaires rémunérés par une solde de réforme expirée. Une décision dans ce sens permettrait la prise en compte de services militaires ainsi rémunérés par la sécurité sociale ou par tout autre régime de retraite.

Réponse. — Aux termes d'une décision du 10 juillet 1969, les dispositions de l'article R. 60 qui autorisent le militaire remis en activité à reverser le pécule institué par la loi du 30 mars 1928 ont été étendues aux militaires qui reprennent de l'activité dans un emploi conduisant à pension civile, ce qui leur permet de voir leur temps de service militaire (rémunéré par le pécule) pris en compte dans la constitution et la liquidation de leurs droits à pension. Comme le prévoit l'article R. 60, le reversement du pécule doit être effectué dans le délai d'un an suivant la reprise d'activité. Le ministère du budget a cependant été amené, pour tenir compte de l'insuffisance des renseignements fournis aux intéressés par leur administration gestionnaire, à accorder à diverses reprises la réouverture du délai en cause, en dernier lieu jusqu'au 30 juin 1978 ; il n'a toutefois jamais accepté de reporter de manière générale ce délai de forclusion, mais par décision du 17 janvier 1979, a accepté à titre bienveillant que les demandes de reversement du pécule soient prises en considération dès lors qu'elles auront été présentées avant la concession des pensions, compte tenu de ce que les pécules qui ont été attribués ne représentent que des sommes minimes. En revanche, la solde de réforme, servie pendant une durée égale à celle des services effectifs et indexée en permanence sur les rémunérations d'activité (atteignant des montants souvent très importants) est entièrement assimilable à une pension ainsi qu'il résulte du titre IV du code des pensions civiles et militaires de retraite. L'article 77 apporte une dérogation importante à cette règle en offrant au militaire titulaire d'une solde de réforme non encore expirée, nommé à un nouvel emploi de l'Etat

ou d'une collectivité, la possibilité de renoncer à celle-ci en vue d'acquiescer des droits à une pension unique rémunérant la totalité de la carrière. Il est donc parfaitement légitime que les conditions de validation dans une pension civile des services rémunérés par une solde de réforme soient plus rigoureuses que ceux rémunérés par un pécule et que les délais impartis aux intéressés pour exercer leur droit d'option aient été enfermés dans un laps de temps fixé à trois mois. Relever les intéressés, au demeurant parfaitement informés de leurs droits en la matière, de la forclusion encourue reviendrait à les favoriser par rapport à ceux qui ont exercé ce droit en temps opportun puisqu'ils reverseraient aujourd'hui pour le même montant nominal des sommes perçues depuis de nombreuses années et ne représentant plus le même pouvoir d'achat. Dès lors il n'est pas dans les intentions du Gouvernement de lever les forclusions encourues en la matière ni de valider, au titre d'une pension, les services militaires rémunérés par une solde de réforme expirée.

*Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires)
(pensions : Gard).*

22168. — 9 novembre 1979. — **Mme Adrienne Horvath** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des retraités des P. T. T. dans le département du Gard. En effet, successivement les zones dépendant de la trésorerie de Bordeaux, Grenoble, Châlons-sur-Marne, Besançon et Clermont-Ferrand ont bénéficié de la loi concernant le paiement mensuel des retraités. Elle lui demande à quelle date les retraités des P. T. T. du Gard pourront prétendre au paiement mensuel de leurs pensions ou retraités.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que la généralisation du paiement mensuel des pensions de l'Etat (pensions civiles et militaires de retraite et pensions des victimes de guerre), institué par l'article 62 de la loi de finances pour 1975, qui en a prévu l'application progressive sans toutefois fixer de délai d'achèvement, est essentiellement conditionnée par l'ouverture des moyens budgétaires correspondants, lesquels ne peuvent être appréciés que dans la limite des autorisations des lois de finances annuelles. Depuis le 1^{er} janvier 1979, la réforme est appliquée dans quarante-quatre départements à 726 000 bénéficiaires, soit les tiers des pensionnés. Il n'est actuellement pas possible de préciser avec certitude la date à laquelle cette mesure pourra être étendue à l'ensemble des pensionnés de l'Etat, et plus particulièrement aux anciens agents des postes et télécommunications du Gard. Il est toutefois précisé que, dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances pour 1980, le département a prévu l'inscription des crédits nécessaires à la mensualisation des centres régionaux des pensions de Dijon, Caen, Metz et Rennes. Si cette disposition est adoptée par le Parlement, le paiement mensuel pourra être appliqué dès le début de l'année 1980, à treize nouveaux départements, groupant 275 000 intéressés.

*Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires)
(pensions : Pas-de-Calais).*

22194. — 9 novembre 1979. — **M. Dominique Duplet** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le problème de la mensualisation des pensions des retraités. Alors que la date limite d'application était fixée à 1980, il semble que les délais soient prolongés et que notre département du Pas-de-Calais ne figure pas parmi les bénéficiaires de cette proposition. Pourtant, le paiement mensuel facilite l'adaptation des retraités aux conditions nouvelles de la vie économique et sociale tels que les crédits, les impôts, les prélèvements mensuels, et permettrait de mettre fin à la perte que constitue aujourd'hui pour les retraités une augmentation décalée d'un ou de deux trimestres par rapport à l'inflation. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement compte prendre les mesures nécessaires pour accélérer cette mise en place de la mensualisation promise des retraités.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que la mensualisation d'un centre régional des pensions provoque deux catégories de dépenses supplémentaires, qui tiennent : l'une, au renforcement nécessaire des effectifs et du potentiel informatique qu'elle exige et représente en général, selon la taille des centres, environ 5 à 10 millions de francs ; l'autre, au fait que, l'année où la mensualisation est appliquée pour la première fois, l'Etat doit payer, au lieu de douze mois, treize ou quatorze mois d'arrérages selon le type de pensions et subir ainsi une charge budgétaire supplémentaire pendant l'année considérée, s'élevant en moyenne à 300 millions de francs selon l'effectif des pensionnés des centres concernés. C'est pourquoi, ainsi que l'a prévu la loi qui l'a instituée, le paiement mensuel des pensions ne peut être appliqué que pro-

gressivement compte tenu de cette contrainte budgétaire. Depuis le 1^{er} janvier 1979, le paiement mensuel est effectif dans les régions Aquitaine, Auvergne, Centre, Champagne, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Picardie et Rhône-Alpes, groupant au total quarante-quatre départements et 726 000 bénéficiaires. Il n'est pas possible de fixer le délai d'achèvement de cette réforme, et plus particulièrement d'application aux pensionnés du Pas-de-Calais, qui sera essentiellement conditionné par les possibilités de dégager les moyens budgétaires correspondants dans les lois de finances annuelles. Lors de la préparation du projet de loi de finances pour 1980 il a seulement été possible de prévoir l'inscription des crédits nécessaires à la mensualisation des centres régionaux de pensions de Caen, Dijon, Metz et Rennes. Si cette disposition est adoptée par le Parlement, le paiement mensuel pourra être appliqué, dès le début de l'année 1980, à treize nouveaux départements, groupant 275 000 intéressés.

*Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires)
(pensions : Sarthe).*

22233. — 10 novembre 1979. — **M. Gérard Chasseguet** rappelle à **M. le ministre du budget** que la loi de finances pour 1975 a institué la règle du paiement mensuel et à terme échu des pensions de l'Etat. A ce jour, le paiement mensuel est appliqué seulement dans quarante-quatre départements et la Sarthe n'y figure pas. Cette situation est particulièrement préjudiciable à ceux des retraités continuant à percevoir leur pension trimestriellement et qui sont pénalisés par l'immobilisation pendant deux mois de ce qui leur est dû. Il lui demande qu'un effort soit fait afin de hâter au maximum la mise en œuvre de la mensualisation du paiement des retraités des agents de l'Etat par le dégagement des moyens budgétaires correspondants.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que la généralisation du paiement mensuel des pensions de l'Etat (pensions civiles et militaires de retraite et pensions des victimes de guerre), institué par l'article 62 de la loi de finances pour 1975, qui en a prévu l'application progressive sans toutefois fixer de délai d'achèvement, est essentiellement conditionnée par l'ouverture des moyens budgétaires correspondants, lesquels ne peuvent être appréciés que dans la limite des autorisations des lois de finances annuelles. Il n'est actuellement pas possible de préciser avec certitude la date à laquelle cette réforme pourra être appliquée à l'ensemble des pensionnés de l'Etat et, plus particulièrement, à ceux de la Sarthe. Il est toutefois précisé que, dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances pour 1980 le département a prévu l'inscription des crédits nécessaires à la mensualisation des centres régionaux des pensions de Dijon, Caen, Metz et Rennes. Si cette disposition est adoptée par le Parlement le paiement mensuel pourra être appliqué, dès le début de l'année 1980, à treize nouveaux départements qui viendront s'ajouter aux quarante-quatre départements où cette procédure est déjà en vigueur.

Coopération (ministère) (personnel).

22280. — 10 novembre 1979. — **M. Bernard Deschamps** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation de certains personnels de l'administration centrale du ministère de la coopération. Une opération de titularisation de certains personnels contractuels a été engagée, à la demande des syndicats, par le Gouvernement. Les conditions de cette titularisation sont définies par les décrets n° 78-462 du 29 mars 1978, 78-841 et 78-842 du 2 août 1978. Avec l'accord de votre ministère, les personnels concernés seront reclassés dans les corps de fonctionnaires compte tenu de toute leur ancienneté de service public en tant qu'agents contractuels ou auxiliaires. Il apparaît cependant que, en l'absence d'un texte explicite, cette ancienneté ne sera retenue que partiellement pour certains de ces personnels concernés lorsqu'il s'agira de la « validation » pour la retraite. En effet, lors de leur recrutement et parfois pendant plusieurs années, ces agents, bien qu'affectés au ministère de la coopération et y travaillant à plein temps, ont été rémunérés par l'intermédiaire d'organismes de statut privé qui opéraient pour le compte du ministère de la coopération et sous sa tutelle. De ce fait, la validation de ces services ne serait pas de plein droit, ce qui est préjudiciable pour cette catégorie de personnel et nécessiterait un texte particulier. Il lui demande donc s'il pense contresigner le texte indispensable qui lui a été soumis récemment par le ministre de la coopération afin que ces travailleurs ne soient pas lésés dans leurs droits.

Réponse. — Aux termes du dernier alinéa de l'article L. 5 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les services rendus en qualité d'agent contractuel dans les administrations centrales de l'Etat, les services extérieurs en dépendant et les établissements

publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel ou commercial, sont susceptibles d'être admis à validation. Ces dispositions ne concernent que les agents de droit public. Elles ne peuvent s'appliquer à des personnels recrutés et rémunérés par des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, c'est-à-dire soumises au droit privé.

*Droits d'enregistrement et de timbre
(enregistrement : mutations à titre gratuit).*

22378. — 14 novembre 1979. — M. Jean-Louis Schnetter expose à M. le ministre du budget qu'une société civile immobilière ayant son siège à Paris a été constituée le 1^{er} juin 1960 entre les consorts X en vue de gérer — sans les inconvénients de l'indivision — un domaine rural sis sur les territoires de deux communes du département de la Marne leur appartenant pour leur avoir été attribué indivisément lors du partage des biens de la succession de leur père décédé en 1958. Ce dernier en était lui-même propriétaire depuis 1934 ainsi que leur grand-père depuis 1897 et de même sur plusieurs générations. N'ayant pas de personnalité fiscale propre, cette société civile immobilière a pu être considérée comme une indivision familiale dès lors qu'elle n'a admis « d'autres associés que les membres fondateurs ». Aujourd'hui, la situation se trouve inchangée, sans autres associés. Toujours dans un esprit de continuité familiale, l'assemblée générale de la société civile immobilière du 24 février 1974 avait donné à son gérant statutaire, membre de la société civile immobilière, le pouvoir pour traiter un nouveau bail à long terme de dix-huit ans avec le fermier. M. Y qui avait donné son accord. Il était précisé que les taux de fermage seraient fixés selon les arrêtés préfectoraux d'application à paraître, comme le précisait la loi du 31 décembre 1970. Parmi les signataires du procès-verbal de cette assemblée, figurait Mme Z, née X..., mère de trois enfants mineurs qui, comme les autres co-associés, désirait profiter des avantages apportés par la loi en matière de succession. Or cette dernière est décédée le 1^{er} juin 1974 et les arrêtés préfectoraux d'application ne sont parus que le 17 juillet 1974, donc après sa mort. Le 1^{er} mars 1971, M. Taittinger, alors secrétaire d'Etat, chargé du budget, avait précisé à propos de la même loi « qu'elle était entrée en vigueur selon les règles du droit commun et se trouve donc actuellement applicable ». L'accord entre les parties étant prouvé par le procès-verbal de l'assemblée de la société civile immobilière du 24 février 1974 dûment signé par la *de cuius*, il est évident que seul l'exceptionnel délai écoulé entre la parution de la loi et celle des arrêtés d'application a empêché la conclusion avant le décès de la *de cuius* du bail à long terme dans sa forme définitive, et que le bail à long terme de dix-huit ans verbalement conclu et reconnu par écrit dès le procès-verbal de la société civile immobilière du 24 février 1974 est opposable ayant, du reste, été régularisé en bonne et due forme depuis la parution de l'arrêté du préfet de la Marne du 17 juillet 1974. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser que les héritiers mineurs de Mme Z, née X, sont en droit de bénéficier de la remise des droits de mutation à titre gratuit sur les trois quarts de la valeur des terres ainsi affermées à long terme à M. Y, fermier sur les mêmes terres depuis 1950.

Réponse. — S'agissant d'un cas particulier, il ne pourrait être répondu à la question posée par l'honorable parlementaire que si, par l'indication du nom et du dernier domicile de la défunte ainsi que du lieu de situation des immeubles ruraux, l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête.

Budget (ministère) (personnel [Allier]).

22423. — 15 novembre 1979. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation devant laquelle se trouvent les géomètres du cadastre du département de l'Allier. Il l'informe que la dotation kilométrique annuelle qui leur est allouée pour effectuer leurs travaux est épuisée et que jusqu'ici l'administration a refusé de leur accorder une dotation complémentaire. Ils sont donc dans l'impossibilité d'achever leurs travaux et d'accomplir leur mission de service public : 1^o mise à jour des valeurs locatives servant de base aux impôts directs (taxes, à la taxe foncière, à la taxe d'habitation, à la taxe professionnelle ; 2^o instruction du contentieux relatif à ces taxes ; mise à jour du plan cadastral. Cet état de fait est préjudiciable à la répartition des taxes locales. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour y remédier.

Réponse. — Afin de permettre le remboursement des dépenses de voiture automobile engagées par les agents de la direction générale des impôts pour les besoins du service, les directions des services fiscaux disposent d'une dotation dont le montant tient

compte des besoins des services tout en restant dans les limites des crédits budgétaires. La dotation attribuée à ce titre au directeur des services fiscaux de l'Allier a permis jusqu'ici aux géomètres du cadastre de mener à bien l'ensemble de leurs missions. En outre, la situation arrêtée au 1^{er} novembre dernier a fait apparaître que, dans ce département, 11,4 p. 100 des crédits réservés aux géomètres demeuraient disponibles. Compte tenu des distances plus limitées restant à parcourir en fin d'année, ces crédits permettront d'assurer le service public jusqu'au terme de l'exercice budgétaire.

*Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires)
(paiement des pensions : Paris).*

22543. — 18 novembre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont s'informe qu'au moment où toutes les sociétés privées utilisent l'informatique, l'administration n'a pas encore trouvé les moyens d'assurer la mensualisation des retraites. Il n'y a pas un seul salarié privé qui accepterait d'être payé aujourd'hui trimestriellement à terme échu, et c'est pourtant bien le régime des retraités. Il souligne, en outre, que certains retraités peuvent demander des acomptes mensuels qui leur sont parcimonieusement accordés, mais qui leur est réclamé un prélèvement de 1 p. 100 alors qu'il s'agit non pas d'une avance mais d'un acompte sur une somme qui est due au moment où elle est payée. Il demande à M. le ministre du budget quand les retraités de Paris pourront bénéficier, comme certains retraités de France, de la mensualisation et quand il compte supprimer les frais de prélèvement de 1 p. 100 sur les sommes versées à titre d'acompte alors qu'il s'agit de sommes dues.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que la mensualisation d'un centre régional des pensions provoque deux catégories de dépenses supplémentaires qui tiennent l'une, au renforcement nécessaire des effectifs et du potentiel informatique qu'elle exige et représente en général, selon la taille des centres, environ 5 à 10 millions de francs, l'autre, au fait que, l'année où la mensualisation est appliquée pour la première fois, l'Etat doit payer, au lieu de douze mois, treize ou quatorze mois d'arrérages selon le type de pensions et subir ainsi une charge budgétaire supplémentaire pendant l'année considérée s'élevant en moyenne à 300 millions de francs selon l'effectif des pensionnés des centres concernés. C'est pourquoi, ainsi que l'a prévu la loi qui l'a instituée, le paiement mensuel des pensions ne peut être appliqué que progressivement compte tenu de cette contrainte budgétaire. Depuis le 1^{er} janvier 1979, le paiement mensuel est effectif dans les régions Aquitaine, Auvergne, Centre, Champagne, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Picardie et Rhône-Alpes, groupant au total quarante-quatre départements et 726 000 bénéficiaires. Il n'est pas possible de fixer le délai d'achèvement de cette réforme, et plus particulièrement d'application aux pensionnés de Paris, qui sera essentiellement conditionné par les possibilités de dégager les moyens budgétaires correspondants dans les lois de finances annuelles. Lors de la préparation du projet de loi de finances pour 1980 il a seulement été possible de prévoir l'inscription des crédits nécessaires à la mensualisation des centres régionaux de pensions de Caen, Dijon, Metz et Rennes. Si cette disposition est adoptée par le Parlement, le paiement mensuel pourra être appliqué, dès le début de l'année 1980, à treize nouveaux départements groupant 275 000 intéressés. D'autre part, il convient de distinguer le paiement mensuel des pensions de l'Etat du système des avances mensuelles prévues par les articles L. 96 et R. 105 du code des pensions civiles et militaires de retraite et accordées systématiquement aux pensionnés qui en font la demande. Ces avances sont payables par les bureaux de postes agissant pour le compte de la Caisse nationale d'épargne qui prélève, pour intérêts et frais, une commission fixée uniformément à 1 p. 100 quelle que soit la durée des avances, lesquelles sont consenties sur les fonds propres de cet organisme. Il n'est donc pas possible de dispenser les bénéficiaires de ces avances du versement de cette commission. Seule, la généralisation du paiement mensuel entraînera la disparition de la commission de 1 p. 100 en même temps que celle du système des avances mensuelles devenu sans objet.

Timbres fiscaux (délivrance dans les mairies).

22660. — 21 novembre 1979. — Les antennes de la préfecture de police de Paris, récemment installées dans les mairies annexes d'arrondissement de la capitale afin de permettre notamment une délivrance plus rapide des documents d'identité, ne sont pas habilitées à délivrer les timbres fiscaux nécessaires à leur établissement. Le public parisien, généralement satisfait par cette mesure de déconcentration, ne comprend pas, à juste titre, les raisons de cette anomalie qui est la cause de bien des contretemps. M. Gilbert

Gantier demande à **M. le ministre du budget** s'il n'est pas possible d'obvier à ces inconvénients en permettant la délivrance des timbres fiscaux dans ces antennes de la préfecture de police.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que dans le cadre, notamment, du troisième programme de simplifications administratives adopté par le conseil des ministres du 14 janvier 1979, les différents départements ministériels intéressés procèdent actuellement à l'étude des modalités selon lesquelles les timbres fiscaux nécessaires à l'établissement de certains documents officiels tels que carte d'identité et passeports pourraient être délivrés par les services administratifs chargés de la délivrance de ces documents.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel : Paris).

22752. — 22 novembre 1979. — **M. Pierre-Charles Krieg** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conséquences regrettables du refus opposé par le ministère du budget au paiement de l'indemnité de résidence des instituteurs parisiens, au taux fixé le 26 mars 1979 par le conseil de Paris (431 francs par mois). Alors que le montant de cette indemnité est inférieur à celui versé dans les Hauts-de-Seine, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne où il dépasse 500 francs par mois, la décision gouvernementale, prise sans aucune explication valable, vient de provoquer un mouvement de grève tournante de la part des personnels intéressés, pour le plus grand préjudice des écoliers et de leurs parents, victimes d'un litige entre la ville de Paris et l'Etat. Or il faut bien reconnaître que, cette fois, l'attitude des enseignants est parfaitement compréhensible, que la ville de Paris a, de son côté, pris les décisions qui lui incombent et que l'entière responsabilité de l'actuel conflit incombe à l'Etat. Il devient donc urgent qu'une décision soit prise sur le plan gouvernemental afin que l'indemnité votée par les élus de la capitale puisse, enfin, être payée aux instituteurs qui l'attendent et y ont droit.

Réponse. — Les taux de l'indemnité allouée par la commune de Paris aux instituteurs non logés ont été fixés au titre de l'année 1979 conformément à la réglementation en vigueur par un arrêté conjoint des ministres de l'intérieur et du budget. Les instituteurs parisiens concernés percevront donc l'indemnité en cause d'ici à la fin de la présente année. La revalorisation de 12,5 p. 100 qui a été autorisée, cohérente avec les règles générales appliquées en la matière tient compte de la progression constatée du coût du logement.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires, paiement des pensions : Ile-de-France).

22816. — 23 novembre 1979. — **M. Jack Ralite** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le problème posé par le syndicat national des instituteurs de Seine-Saint-Denis relatif à la mensualisation des pensions des instituteurs et P.E.G.C. des retraités de la région parisienne. Les enseignants actifs et retraités ont fait connaître à plusieurs reprises leur volonté de voir généraliser le paiement mensuel des retraites, sous forme de pétition, de demandes d'audience, etc. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre favorablement à cette demande.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que la mensualisation d'un centre régional des pensions provoque deux catégories de dépenses supplémentaires qui tiennent l'une, au renforcement nécessaire des effectifs et du potentiel informatique qu'elle exige et représente en général, selon la taille des centres, environ 5 à 10 millions de francs, l'autre, au fait que, l'année où la mensualisation est appliquée pour la première fois, l'Etat doit payer, au lieu de douze mois, treize ou quatorze mois d'arrérages selon le type de pensions et subir ainsi une charge budgétaire supplémentaire pendant l'année considérée s'élevant en moyenne à 300 millions de francs selon l'effectif des pensionnés des centres concernés. C'est pourquoi, ainsi que l'a prévu la loi qui l'a institué, le paiement mensuel des pensions ne peut être appliqué que progressivement compte tenu de cette contrainte budgétaire. Depuis le 1^{er} janvier 1979, le paiement mensuel est effectif dans les régions Aquitaine, Auvergne, Centre, Champagne, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Picardie et Rhône-Alpes, groupant au total quarante-quatre départements et 726 000 bénéficiaires. Il n'est actuellement pas possible de fixer le délai d'achèvement de cette réforme et, en particulier, d'application aux anciens instituteurs et P.E.G.C. retraités de la région Ile-de-France, notamment du département de Seine-Saint-Denis, qui sera essentiellement conditionné par les

possibilités de dégager les moyens budgétaires correspondants dans les lois de finances annuelles. Lors de la préparation du projet de loi de finances pour 1980, il a seulement été possible de prévoir l'inscription des crédits nécessaires à la mensualisation des centres régionaux de pensions de Dijon, Caen, Metz et Rennes, soit dans treize nouveaux départements groupant 275 000 pensionnés.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions).

22978. — 28 novembre 1979. — **M. Jean Laurain** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'injustice qui frappe les agents brevetés des douanes à la retraite. Ces agents ou leurs ayants droit sont actuellement écartés du bénéfice des mesures d'assimilation auxquelles ils ont légitimement droit, comme le dispose l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Cette situation est d'autant plus inacceptable que les sous-officiers et officiers des douanes bénéficient de la péréquation des retraites depuis la promulgation du décret du 31 octobre 1975, conformément au principe inscrit dans la loi du 20 septembre 1940 et confirmé par la loi du 26 décembre 1964. Il lui demande, en conséquence, quelles sont les mesures qu'il compte rapidement prendre pour mettre un terme à cette discrimination qui atteint des agents auxquels on a appliqué une réforme statutaire similaire à celle qui concernait la catégorie des officiers et sous-officiers.

Réponse. — L'assimilation des fonctionnaires retraités ne peut être faite que sur le fondement des dispositions de l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Cet article a pour objet soit de faire bénéficier les fonctionnaires retraités des mesures accordées automatiquement à leurs collègues en activité par l'effet d'une réforme affectant la structure ou le classement judiciaire de leur corps, soit d'éviter que des retraités ayant appartenu à un corps qui ne comporte plus de membres en activité ne soient privés des révisions judiciaires dont peuvent bénéficier les corps de niveau similaire et qui, par hypothèse, auraient été aussi accordées à leur ancien corps s'il existait encore. Or aucune disposition réglementaire ayant le caractère de réforme statutaire n'est intervenue qui aurait eu pour conséquence d'intégrer de plein droit dans le corps des agents de constatation des douanes tous les agents brevetés en activité. Par ailleurs fonctionnaires de catégorie C, ces agents brevetés sont classés dans une échelle de rémunération commune à plusieurs grades de cette catégorie. Ils bénéficient donc systématiquement des révisions judiciaires qui affectent cette échelle de rémunération. Au 31 décembre 1969, ils appartenaient à l'échelle ES 2. Lors de la réforme des catégories C et D qui est intervenue le 1^{er} janvier 1970, comme d'autres fonctionnaires retraités de l'ancienne échelle ES 2, ils ont été assimilés au nouveau groupe III par l'effet de l'article 14 du décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des fonctionnaires de ces catégories. Les dispositions de l'article L. 16 du code des pensions leur ont donc bien été appliquées dans les conditions de droit commun.

COMMERCE EXTERIEUR

Commerce extérieur (l'industrie de la broserie)

19436. — 25 août 1979. — **M. Jean-François Mancel** expose à **M. le ministre du commerce extérieur** que par décret publié au B. O. E. du 28 avril 1979 les autorités espagnoles ont décidé de réduire les taux des droits à l'importation sur les brosses pour une période de trois mois. Ceux-ci s'établissent donc actuellement ainsi : brosses à dents : droit général : 40 p. 100 ; réduction temporaire : 10 p. 100 ; soit 30 p. 100 ; réduction : 23 p. 100 pour les pays de la C. E. E. ; soit 22,3 p. 100 ; brosseries autres : droit général : 27 p. 100 ; réduction temporaire : 5,1 p. 100 ; soit 21,9 p. 100 ; réduction : 23 p. 100 pour les pays de la C.E.E. ; 5,5 p. 100 ; soit 16,4 p. 100. Il semble qu'à cette taxation s'ajoute une taxe de luxe de 24,6 p. 100 au moins sur les brosses à cheveu. A l'inverse les droits d'entrée sur la broserie espagnole en France sont les suivants : brosses à dents : droit général : 10 p. 100 ; droit réduit (abattement de 10 p. 100 du droit général) : 4 p. 100 ; autres brosses : droit général : 15 p. 100 ; droit réduit (abattement de 10 p. 100 du droit général) : 6 p. 100. **M. Jean-François Mancel** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** les dispositions qu'il envisage de prendre afin que soient protégées les entreprises françaises travaillant pour la broserie.

Réponse. — Il est exact que les droits de douane effectivement appliqués par les autorités espagnoles sur les brosses originales et en provenance de la Communauté économique européenne — et

donc de la France — sont plus élevés que ceux en vigueur dans le tarif douanier commun sur les brosses originales et en provenance d'Espagne. Il est cependant indiqué à l'honorable parlementaire que cette situation de fait ne semble pas porter préjudice aux entreprises françaises travaillant pour la broserie ainsi que le montrent les statistiques douanières relevées pour les dix premiers mois de 1978 et les dix premiers mois de 1979. En effet, pour les brosses des positions 9601 B1 et B111 du tarif douanier commun, les exportations espagnoles vers la France ont augmenté entre ces deux périodes, de 42 p. 100 en quantité, alors que nos propres exportations vers l'Espagne ont plus que doublé (+ 124 p. 100 en volume). De même, pour l'ensemble des brosses (position 9601 du tarif douanier commun), les importations en provenance d'Espagne ont augmenté de 15 p. 100 en quantité et de 99 p. 100 en valeur, alors que nos exportations vers l'Espagne ont augmenté de 131 p. 100 en quantité et de 458 p. 100 en valeur, notre solde commercial vis-à-vis de l'Espagne dans ce secteur passant d'un déficit de 0,4 million de francs au cours des dix premiers mois de 1978 à un excédent de 1,5 million de francs. Il ne semble pas nécessaire, dans ces conditions, de prendre actuellement des dispositions particulières. Les services compétents suivent cependant avec vigilance l'évolution des échanges franco-espagnols de brosses.

CONDITION FEMININE

Licenciement (licenciement individuel).

13417. — 10 mars 1979. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine** sur la situation de **Mme M. G.**, employée depuis plus de six ans au magasin Parunis de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il y a deux ans, **Mme M. G.** obtint de la direction de ce magasin la possibilité de disposer du samedi pour garder son enfant en bas âge. Récemment, la nouvelle direction de Parunis, mise en place par la société de distribution Sofraded dont dépend ce magasin, a remis en cause l'avantage accordé à **Mme M. G.** Cette mère de famille n'ayant pas trouvé de nourrice pour garder son enfant le samedi a été licenciée pour insubordination. Désespérée, elle constate avec amertume que les patrons de la puissante Sofraded ont une façon bien particulière de célébrer l'année internationale de l'enfance. **M. Odru** demande à **Mme le ministre délégué** auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine, quelles mesures elle compte prendre pour annuler le licenciement de cette mère de famille et lui permettre de conserver la libre disposition du samedi pour garder son enfant.

Réponse. — Dans le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire le problème se situe à la fois sur le plan des relations individuelles du travail et sur celui de la répartition du temps du travail dans l'entreprise. Il va de soi que dans la mesure où la salariée concernée estime devoir contester la décision prise par son employeur, elle a faculté de saisir la juridiction prud'homale. Au-delà de ce cas particulier, le ministre délégué à la condition féminine tient à rappeler qu'elle s'attache constamment à susciter et à faciliter les aménagements d'horaires en faveur des mères de famille.

COOPERATION

Coopération culturelle et technique (personnel).

21128. — 13 octobre 1979. — **M. Pierre Mauger** attire l'attention de **M. le ministre de la coopération** sur la situation actuelle des coopérants et en particulier des coopérants de l'enseignement, qui s'est considérablement dégradée depuis plusieurs années. En effet, les coopérants, du fait de la réglementation nouvelle qui leur est appliquée en matière de salaire et d'indemnité d'expatriation, ont vu leur niveau de vie diminuer considérablement au point qu'il n'y aura bientôt plus de candidats pour les postes proposés. Cette situation n'est certes pas nouvelle mais s'est aggravée au cours de la dernière année, la vie ayant beaucoup augmenté en Afrique alors que les émoluments des coopérants sont bloqués. On constate donc un profond mécontentement parmi tous ces Français qui s'étaient volontairement expatriés pour soutenir le renom de la France en Afrique et concourir à la défense de son image de marque. Pour pallier cette situation il lui demande de lui faire savoir s'il serait prêt à étudier les propositions des coopérants qui sont les suivantes : retour aux indices variables suivant la hausse des prix dans le pays de contrat ; mesures pour permettre aux coopérants d'enseigner à l'étranger sans que leur carrière en soit affectée, avec facilités de réintégration dans le cadre français ; suppression des

majorations dans le cas de couples coopérants (art. 7 et 8 du décret n° 78-571 du 25 avril 1978) ; révision du coefficient multiplicateur pour le calcul des majorations familiales ; établissement d'une majoration pour frais de scolarisation.

Réponse. — La réforme du régime de rémunération des agents de coopération relevant du ministère de la coopération a eu pour objet, outre d'assurer aux agents une rémunération tenant compte de leur qualification et des conditions de vie à l'étranger, de permettre au gouvernement de maîtriser l'évolution des crédits publics destinés à payer ces rémunérations ; il est donc exclu que l'on revienne au système antérieur caractérisé par une évolution de rémunération liée à un paramètre sur lequel l'Etat français n'avait aucun moyen d'action. Il convient de noter au demeurant que la mise en œuvre du nouveau régime de rémunération est loin d'être un frein aux candidatures : en effet, on constate en 1979 un des taux les plus faibles de vacances d'emploi de ces dernières années. Par ailleurs, le montant des émoluments des agents n'est en rien bloqué : en effet, une partie de ces émoluments bénéficient des mêmes augmentations que les traitements de la fonction publique ; quant à l'indemnité d'expatriation et de sujétions spéciales elle est en principe revalorisée au début de chaque année et, le cas échéant, à titre exceptionnel, en cours d'année. S'agissant de l'abatement affectant l'une des indemnités d'expatriation des couples de coopérants, le Conseil d'Etat a été saisi d'un recours en annulation. Il convient donc d'attendre que la haute juridiction se soit prononcée. Quant aux majorations familiales, leur taux en a été fixé compte tenu des crédits antérieurement disponibles pour payer cet élément de rémunération. Ces taux ne sont pas définitifs et peuvent, le cas échéant, être revus à l'occasion de l'examen annuel des conditions de rémunération des agents. Toutefois, toute augmentation de ce poste de rémunération supérieure à la moyenne de l'évolution des crédits ne pourrait se faire qu'au détriment des autres éléments de la rémunération qui stagneraient, voire, diminueraient. La majoration familiale pour frais de scolarisation a été créée, par arrêté du 7 août 1978, au bénéfice des agents affectés dans des Etats étrangers ne comportant pas de système public d'enseignement gratuit compatible avec les normes françaises et contraints de ce fait d'assurer la scolarisation de leurs enfants dans des établissements privés payants homologués par le ministère français de l'éducation. Son montant en est fixé chaque année à un montant équivalent au coût de la scolarisation dans chaque Etat. Enfin, je rappelle que la loi du 13 juillet 1972 relative à la condition des agents de coopération, précisée par le décret du 15 mars 1973 applicable aux fonctionnaires et magistrats servant en coopération, a organisé la garantie de carrière des agents de coopération et assuré la réintégration des agents à l'issue de leur service à l'étranger. Mes services sont très attentifs à une application efficace et correcte de ce texte fondamental par les différents ministères intéressés.

DEFENSE

Service national (appelés : discipline).

21488. — 23 octobre 1979. — **M. Marcel Houël** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le cas de trois appelés du 7^e bataillon de chasseurs alpins cantonné à Bourg-Saint-Maurice (Savoie) qui sont incarcérés depuis le 22 août dernier. Malgré de nombreuses interventions et la démarche d'un avocat, aucune information précise n'a pu être obtenue. Seule une lettre datée du 20 septembre a appris aux parents de ces appelés qu'ils subissaient une punition de soixante jours d'arrêts de rigueur et qu'ils seraient jugés par le tribunal permanent des forces armées. Le 26 septembre, date de la fin de leurs obligations militaires, ils n'ont pas été libérés. Il lui indique que la procédure engagée apparaît disproportionnée avec le prétexte de leur incarcération : en effet, ces trois appelés, interrogés par la sécurité militaire, ont reconnu avoir participé à la rédaction d'un tract pour de meilleures conditions de vie du soldat. Or, il n'y a pas eu en France une telle demande de passage en tribunal permanent des forces armées pour un tel motif depuis l'affaire de Draguignan. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : afin que l'institution militaire ne soit pas en infraction avec la déclaration universelle des droits de l'homme : article 8 : droit aux moyens de défense et possibilité de recours ; article 9 : sur l'arbitraire de la détention ; article 19 : et préambule de la Constitution française sur la liberté d'opinion et d'expression ; pour que ces trois appelés soient libérés sans délai.

Réponse. — Les jeunes appelés auxquels fait allusion l'honorable parlementaire ont fait l'objet de punitions disciplinaires pour avoir contrevenu aux dispositions du règlement de discipline générale dans les armées. Ils ont été rendus à la vie civile successivement en octobre et décembre 1979.

Armée (manœuvres).

22248. — 10 novembre 1979. — **M. Édouard Frédéric-Dupont** a appris par la presse que 13 p. 100 des réservistes convoqués à Canjuers pour la manœuvre de mobilisation « Chamols » en septembre dernier n'ont pas répondu à la convocation. Il demande à **M. le ministre de la défense** quel est le pourcentage de ceux qui ont pu justifier d'un motif valable pour ne pas se rendre à cette convocation et les sanctions qui ont été éventuellement prises contre ceux qui se sont volontairement abstenus d'y répondre.

Réponse. — Les enquêtes relatives aux réservistes qui, devant participer au cours du mois de septembre 1979 à la mise sur pieds de la 114^e division d'infanterie, n'ont pas répondu à leur convocation, sont en cours. Ceux qui ne pourront justifier d'un empêchement valable se verront appliquer les dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

Service national (report d'incorporation).

22575. — 18 novembre 1979. — **M. Henri Darras** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des jeunes gens qui se trouvent dans l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de vingt-deux ans et qui poursuivent une formation au sein d'une entreprise soit au titre de la formation professionnelle continue, soit au titre d'un contrat emploi-formation conclu en application des dispositions du décret n° 78-798 du 28 juillet 1978 dans le cadre d'un pacte national pour l'emploi. L'article L. 5 bis du code du service national prévoit en effet qu'un « report supplémentaire d'incorporation, dans la limite d'une année scolaire ou universitaire, sauf exception à apprécier par le ministre des armées, peut être accordé, sur leur demande, aux jeunes gens visés au 2° de l'article L. 5 qui justifient : être en mesure d'achever dans ce délai un cycle d'enseignement ou de formation professionnelle ; s'être présentés à un concours d'admission dans un établissement à nombre de places déterminé et être, à la date prévue à l'article L. 5 (2°), inscrits dans un cycle préparatoire à ce concours en vue de s'y présenter une nouvelle fois ». Or, par jugement rendu le 2 février 1979, le conseil d'Etat a précisé que tout cycle d'études doit être sanctionné par l'attribution d'un certificat d'aptitude professionnelle, d'un brevet d'étude professionnelle, d'un certificat de capacité, d'un diplôme d'Etat ou d'un diplôme nécessaire à la titularisation dans un emploi public. La formation professionnelle, de même que les stages emploi-formation n'étant sanctionnés par aucun diplôme, il en résulte, l'administration se référant à la jurisprudence du Conseil d'Etat, que les jeunes gens placés dans la situation exposée ci-dessus ne peuvent obtenir un report supplémentaire d'incorporation. Ceci est d'autant plus inquiétant pour les jeunes gens qui bénéficient des mesures du pacte national pour l'emploi qu'à l'expiration de leur service national actif, ils ne peuvent prétendre obtenir un emploi dans l'entreprise où ils effectuaient leur stage puisqu'il y a eu rupture de contrat. Il lui demande en conséquence s'il envisage de prendre certaines dispositions afin d'étendre aux intéressés l'application de l'article L. 5 bis du code du service national.

Réponse. — Selon les articles L. 5 bis et R. 9-1 du code du service national, les cycles de formation professionnelle ouvrant droit au bénéfice d'un report supplémentaire d'incorporation doivent être sanctionnés par l'attribution d'un certificat d'aptitude professionnelle, d'un brevet d'étude professionnelle, d'un certificat de capacité, d'un diplôme d'Etat ou d'un diplôme nécessaire à la titularisation dans un emploi public. Mais il convient de souligner que le système des reports d'incorporation qui s'est substitué au système des sursis et dont font partie les dispositions rappelées ci-dessus a pour but de permettre aux jeunes gens d'accomplir les obligations du service national actif en perturbant le moins possible le déroulement de leurs études ou leur entrée dans la vie active. C'est ainsi que le code du service national offre à tous les jeunes gens la possibilité de choisir la date de leur incorporation entre leur dix-huitième anniversaire et le 31 octobre de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de vingt-deux ans. Il appartient donc à chacun de retenir comme date d'appel sous les drapeaux celle qui est la plus conforme à ses intérêts, de manière notamment à ne pas devoir suspendre l'application d'un contrat de travail souscrit avant le départ au service.

Défense : ministère (personnel).

22608. — 21 novembre 1979. — **M. André Lebarrère** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des vétérinaires biologistes du service de santé des armées. En effet, dans la note n° 029 066 du 30 juin 1979, Monsieur le ministre de la défense décide d'arrêter le recrutement des vétérinaires biologistes des armées et demande conjointement une étude pour faire assumer les missions

jusqu'alors imparties aux vétérinaires biologistes des armées (loi n° 71-460 du 18 juin 1971). Cette orientation semble donc impliquer une mise en extinction de fait de ce corps d'officiers. Il lui demande : 1° Si l'arrêt du recrutement de vétérinaires biologistes d'active est de caractère provisoire ou définitif ; 2° Dans le cas d'un arrêt définitif de ce recrutement, quelles mesures il compte prendre pour garantir les intérêts légitimes des vétérinaires biologistes des armées.

Réponse. — Les armées disposent d'un service de santé constitué de médecins militaires et de plusieurs autres corps (pharmaciens, dentistes, biologistes, chimistes, vétérinaires, etc.). Il est envisagé, dans un souci de gestion plus équilibré, de créer un corps unique de spécialistes du service de santé des armées composé de différentes branches dont, entre autres, les vétérinaires biologistes. Dans cette perspective, une étude est en cours. Les intérêts légitimes des officiers du corps actuel des vétérinaires biologistes seront préservés.

Défense (ministère) (personnel).

22689. — 21 novembre 1979. — **M. Emmanuel Aubert** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur certaines conséquences malheureuses de la réforme de la carrière des sous-officiers, décidée en application de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975. Si la réforme du statut général des militaires s'est traduite par une accélération sensible de la carrière des intéressés, le trop grand écart entre les derniers échelons (obtenus à treize ans, dix-sept ans et vingt et un ans de services) produit des effets de seuil regrettables. Cette situation lèse particulièrement les retraités, qui n'ont naturellement pas eu la possibilité de tenir compte de cette nouvelle législation pour choisir leur date de radiation des cadres. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir mettre à l'étude la création de nouveaux échelons à quinze ans et dix-neuf ans de services.

Réponse. — Le ministre de la défense s'est attaché à apporter des améliorations notables à la situation des retraités militaires, en particulier lors de la réforme de la condition militaire, et plus récemment encore par un reclassement en échelle 3 de certains sous-officiers précédemment classés dans les échelles 1 et 2. La concertation se poursuit avec les associations de retraités aux fins de rechercher des solutions appropriées à leurs problèmes ; les mesures spécifiques qui les concernent encore sont examinées avec le plus grand soin.

Défense (ministère) (personnel).

22748. — 22 novembre 1979. — **M. Gérard Chasseguet** rappelle à **M. le ministre de la défense** que trois propositions de loi (n° 706, 2157 et 2853) ont été déposées sur le bureau de l'Assemblée Nationale, tendant à réparer en partie le préjudice causé aux militaires qui ont été frustrés du bénéfice de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne par la forclusion qui leur a été opposée au titre de la déchéance quadriennale. La commission de la défense nationale a présenté des propositions au Gouvernement, permettant de donner à cette affaire, vieille de dix ans, une solution fondée sur l'équité. Jusqu'à présent, les réponses apportées à toutes les tentatives de règlement se sont bornées à invoquer l'impossibilité de déroger à la règle de la déchéance quadriennale et cette fin de non-recevoir a provoqué et provoque encore une amertume particulièrement justifiée chez les militaires concernés, qui estiment avec raison que leurs intérêts ont été totalement négligés dans cette affaire, par rapport à ceux reconnus aux personnels civils. Il lui demande, en conséquence, si les pouvoirs publics entendent continuer à donner à ce propos les réponses formellement négatives faites jusqu'à présent et basées sur des considérations administratives, et s'il n'estime pas qu'un pas s'impose dans le règlement d'une affaire dans laquelle les intérêts légitimes des personnels militaires ayant servi en Allemagne ont été bafoués.

Réponse. — Le ministre de la défense a fait procéder, à l'époque, à l'examen des propositions formulées par la commission de la défense nationale et des forces armées au sujet de l'indemnité familiale d'expatriation des militaires stationnés en Allemagne pendant la période 1956-1963 ; le paiement de cette indemnité impliquerait des charges financières élevées et ne saurait justifier une dérogation à la déchéance dont le bien-fondé a été confirmé par le Conseil d'Etat dans plusieurs arrêts.

Service national (objecteurs de conscience).

23088. — 30 novembre 1979. — **M. André Delella** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le droit à l'objection de conscience qui est actuellement remis en cause par le refus systématique et

Injuste des demandes de statut formulées par les objecteurs qui risquent ainsi une peine de deux ans de prison sanctionnant un délit d'opinion. Il lui demande, en conséquence, si ces refus ne constituent pas une atteinte aux droits de l'homme et quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette situation.

Réponse. — Conformément aux dispositions du code du service national (art. L. 45), c'est une commission juridictionnelle qui est chargée de s'assurer des convictions des jeunes gens qui, préalablement à leur incorporation, demandent à satisfaire aux obligations du service national soit dans une formation militaire non armée, soit dans une formation civile assurant un travail d'intérêt général. Cette commission est présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre de la justice. Elle est composée en outre de six membres, trois personnalités désignées par le Premier ministre et trois officiers désignés par le ministre de la défense. Les décisions qu'elle prend peuvent faire l'objet, à l'initiative des intéressés, d'un nouvel examen avant toute incorporation et d'un recours en cassation devant le Conseil d'Etat. Cette procédure, une des plus libérales de l'Europe, est appliquée par des instances indépendantes et n'est en rien subordonnée au ministre de la défense.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

23564. — 7 décembre 1979. — M. Georges Mesmin attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation des fonctionnaires et assimilés ayant participé aux opérations menées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 auxquels la qualité de combattant a été reconnue en application de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974. Bien que l'article 1^{er} de ladite loi prévoit que les anciens combattants d'Afrique du Nord doivent être traités dans des conditions de stricte égalité avec les combattants des conflits antérieurs, ceux d'entre eux qui ont la qualité de fonctionnaire ou assimilé ne bénéficient pas de la campagne double dans les mêmes conditions que les combattants des autres générations du feu. Il lui rappelle que l'article L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 stipule qu'« aux services effectifs s'ajoutent dans les conditions déterminées par un règlement d'administration... les bonifications résultant des bénéfices de campagne, notamment en temps de guerre et pour services à la mer et outre-mer... » D'autre part, l'article R. 14 du code précise que les bénéfices de campagne prévus à l'article L. 12 c attribués en sus de la durée effective des services militaires sont décomptés selon les règles ci-après : A) double en sus de la durée effective pour le service accompli en opérations de guerre, soit dans les opérations des armées françaises et des armées alliées, soit à bord des bâtiments de guerre de l'Etat, des bâtiments de commerce au compte de l'Etat ou des mêmes bâtiments des puissances alliées. Ces dispositions semblent bien applicables aux militaires d'Afrique du Nord auxquels la qualité de combattant a été reconnue. Tel était d'ailleurs l'avis de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, qui en juillet 1977 avait indiqué que des concertations étaient engagées à ce sujet entre les ministères concernés. Etant donné que depuis lors aucune décision officielle n'a été prise, il lui demande de bien vouloir indiquer quelle est sa position en ce qui concerne l'octroi aux anciens militaires d'Afrique du Nord, fonctionnaires ou assimilés, d'un avantage dont, en toute logique, ils devraient pouvoir bénéficier sans plus tarder.

Réponse. — Les personnes qui ont participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 bénéficient, suivant les dispositions de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 complétant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, de la qualité de combattant ainsi que du droit au seul bénéfice de la campagne simple majorant le taux de la pension de retraite.

EDUCATION

Etrangers (élèves).

19464. — 25 août 1979. — M. Guy Hermler attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème de la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés dans sa circonscription. Alors que la moyenne nationale est de 9,35 p. 100 d'enfants étrangers pour le premier cycle, dans la quatrième circonscription de Marseille ces enfants représentent 27,30 p. 100 de la population scolaire. Dans ces quartiers populaires, ces enfants, qui sont aussi les premières victimes de la crise économique et sociale que connaît le pays, subissent de plein fouet les conséquences dramatiques de la politique scolaire d'austérité et de redéploiement. Les classes d'accueil

— C. L. I. N., C. R. L., adaptation — sont trop souvent des classes fourre-tout pour élèves en difficulté, la formation des enseignants n'est pas toujours adaptée aux besoins des enfants, les équipes permettant un véritable système de soutien et de rattrapage (psychologues, orthophonistes, etc.) sont inexistantes, alors que d'après son ministère les autorités académiques se seraient efforcées de mettre l'école en mesure de jouer son rôle dans la compensation des handicaps. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les mesures envisagées pour la prochaine rentrée par son ministère pour lutter contre ces nombreux handicaps que connaît une partie importante de la population scolaire.

Réponse. — Le ministère de l'éducation mène des actions spécifiques pour perfectionner la connaissance de la langue française chez les enfants d'immigrés et pour intégrer ces élèves dans le milieu scolaire français. Là où la présence d'enfants étrangers nouveaux venus, ne parlant pas encore le français, le justifie, il est ouvert dans la mesure des disponibilités en postes des classes d'initiation devant permettre au bout de quelques mois, ou le plus souvent, d'une année scolaire l'insertion des élèves dans des classes ordinaires correspondant autant que faire se peut à leur âge. Soit pour prolonger la période d'adaptation de ces élèves, soit pour d'autres élèves insérés dans les classes ordinaires mais connaissant des difficultés importantes, il peut être ouvert des cours de rattrapage ou de soutien assurés par des instituteurs qui prennent ces élèves à part trois ou six heures, ou plus, par semaine. Il existe 900 classes d'initiation et 153 postes de soutien pour les enfants étrangers, ce qui permet d'offrir des actions spécifiques à 20 000 élèves environ. Afin de former les maîtres qui donnent leur enseignement principalement ou exclusivement à des enfants étrangers et plus encore d'informer et de sensibiliser l'ensemble des maîtres recevant des enfants étrangers dans les classes ordinaires, il a été ouvert sept centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants (C. E. F. I. S. E. M.) auprès des écoles normales primaires à Douai, Paris, Metz, Lyon, Grenoble, Marseille et Bordeaux. Il est probable que l'ouverture de trois nouveaux centres sera effectivement réalisée dans un proche avenir. En ce qui concerne, les 15^e et 16^e arrondissements de Marseille, le bilan de la rentrée fait apparaître une diminution sensible des effectifs scolarisés. Les effectifs de l'enseignement préélémentaire ont baissé de 98 élèves dans le 16^e arrondissement (1 173 élèves en 1978-1979 ; 1 075 élèves à la rentrée 1979) ; dans le 15^e arrondissement on compte 363 élèves en moins (4 516 à 4 133). Les effectifs de l'enseignement élémentaire ont diminué de 334 élèves dans le 15^e arrondissement (8 662 à 8 328) et de 247 élèves (3 154 à 2 907) dans le 16^e arrondissement. Cette baisse a effectivement entraîné des fermetures de classes dans les 15^e et 16^e arrondissements, mais les taux d'encadrement dans les écoles touchées par ces fermetures se situent entre 29 et 35 élèves par classe dans l'enseignement maternel, 19 et 28 élèves dans l'enseignement élémentaire. Malgré la baisse des effectifs, les autorités académiques ont poursuivi leur effort dans ce secteur de Marseille. Dans le 15^e arrondissement, 5 classes ont été ouvertes : 2 classes primaires (1 à l'école Saint-André la Bricarde, 1 à l'école ZAC Solidarité), 1 classe maternelle à l'école ZAC (zone d'aménagement concerné) Solidarité, 2 classes d'initiation (1 à l'école maternelle de la Cité Bassens, 1 à l'école Saint-Louis-Gare). Dans le 16^e arrondissement 1 C. R. I. (cours de rattrapage intégré) a été ouvert à la cité Saint-Louis. Pour l'ensemble des Bouches-du-Rhône, 10 postes supplémentaires ont été attribués aux classes d'initiation pour enfants étrangers. Le C. E. F. I. S. E. M. de Marseille a été doté de 2 postes supplémentaires afin d'encadrer les actions d'information et de formation des maîtres qui accueillent, comme c'est le cas dans plus de la moitié des écoles de ce secteur, un nombre important d'enfants d'origine non francophone. Les moyens mis à la disposition des groupes d'aide psycho-pédagogique qui ont pour rôle de prévenir et de traiter les difficultés particulières, temporaires ou durables, rencontrées par les enfants à tous les niveaux de leur scolarité, ont été accrus : 50 postes nouveaux ont été affectés au renforcement de leur implantation au niveau national ; le nombre de personnel en formation qui leur est destiné a été doublé (300 en 1978, 620 en 1979). Dans le 15^e arrondissement de Marseille, 2 postes de rééducateurs psycho-pédagogiques de G. A. P. P. (groupe d'aide psycho-pédagogique) ont été implantés. En outre, 3 classes de perfectionnement ont été ouvertes : 1 à Notre-Dame Limite Perrin, 1 à Saint-Antoine Canavas et 1 à Saint-André de Castellane.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements de Meurthe-et-Moselle).

20125. — 22 septembre 1979. — M. Claude Coulais attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les fermetures de classes qui, à chaque rentrée, affectent de nombreuses communes. C'est ainsi qu'en Meurthe-et-Moselle, pour la rentrée 1979, soixante-neuf classes touchant soixante-trois communes ont été fermées. De telles décisions, dans de nombreux cas, ne peuvent qu'accélérer le déclin

de communes rurales ou de villes industrielles déjà durement touchées par les difficultés économiques. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas d'assouplir les critères en vertu desquels sont prises les décisions de fermeture et de les adapter aux situations locales.

Réponse. — Le ministre de l'éducation partage les préoccupations de l'honorable parlementaire en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'enseignement en zone rurale. Aussi bien un groupe de travail a-t-il été constitué sous son égide comprenant, outre les représentants des services centraux et extérieurs de l'éducation, des représentants du ministère de l'intérieur et de la D. A. T. A. R. Ce groupe s'est donné comme objectif la recherche d'une meilleure utilisation des moyens afin, tout en préservant l'élément de vitalisation des zones rurales que constitue le maintien de l'école, d'aboutir à une pédagogie de meilleure qualité. En ce domaine précis, le ministre de l'éducation reste persuadé que, sans pénaliser le milieu rural, il est possible d'améliorer la qualité d'un enseignement sur lequel ne doit pas peser l'inconvénient que constitue la présence d'un trop petit nombre d'élèves. La situation du département de Meurthe-et-Moselle a fait l'objet d'une attention particulière de la part des services du ministère de l'éducation. S'il a été procédé, comme les années précédentes, à des fermetures de classes lorsque la baisse des effectifs le justifiait, ou a également effectué des ouvertures chaque fois que l'augmentation des effectifs le rendait nécessaire. C'est ainsi qu'il a été procédé à la fermeture de huit classes maternelles et à l'ouverture de vingt classes ainsi qu'à la fermeture de neuf classes maternelles des écoles élémentaires; soixante-treize classes élémentaires ont été également fermées par suite de l'insuffisance des effectifs et soixante ouvertes; de plus, quatre classes d'initiation pour enfants étrangers ont été fermées mais six classes de ce type ont été ouvertes. En outre quatre postes de maîtres adjoints ayant été fermés et un poste de rééducateur en psychomotricité ayant été attribué, les treize postes ainsi libérés ont été réimplantés: dix dans l'enseignement spécialisé (G. A. P. P. et établissements médico-éducatifs) et trois pour les décharges. Dans neuf écoles une fermeture de classe a été différée car elle risquait de porter au-delà de vingt-cinq élèves les effectifs du C. E. 1 et sept ouvertures ont été effectuées afin d'alléger les effectifs des classes de ce niveau. Il convient de préciser qu'aucune fermeture d'école à classe unique n'est intervenue. Tout ceci montre bien que, loin d'appliquer une politique de fermeture de classes sans nuances, les responsables tiennent, comme le souhaite l'honorable parlementaire, et dans la mesure compatible avec les impératifs budgétaires, le plus grand compte des situations locales.

Enseignement (établissements).

20316. — 29 septembre 1979. — **Mme Paulette Fost** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur un certain nombre d'insuffisances relevées dans les établissements scolaires de Saint-Ouen, insuffisances mettant en cause l'année scolaire des élèves concernés et qui nuisent au bon fonctionnement de ces établissements. La situation dans la localité est actuellement la suivante: lycée Blanqui: douze heures de cours ne sont pas assurées (sciences physiques et lettres); la section Lettres a été fermée; certaines classes préparant les élèves à des examens sont anormalement surchargées (plus de trente-cinq élèves); il convient d'ajouter que la construction du nouveau lycée polyvalent reste toujours à l'état de projet; collège Jean-Jaurès: les crédits de fonctionnement sont pratiquement épuisés (chauffage et électricité); les classes de troisième sont anormalement surchargées (trente-cinq élèves et plus); il manque deux professeurs de travail manuel; un poste de surveillant n'est toujours pas pourvu; un poste de secrétaire a été supprimé; collège Michelet: il manque un auxiliaire d'intendance; un demi-poste de musique reste à pourvoir; il manque un homme de peine; dans les écoles primaires et maternelles: une classe a été fermée à l'école Michelet primaire et Anatole-France maternelle; une classe est créée à l'école Emile-Zola mais le poste n'est pas occupé; la plupart des directrices et directeurs sont chargés de classe. Enfin, on constate dans tous les établissements que des enseignants sont au chômage ou ont des craintes pour leur emploi, alors que les congés de maternité et de maladie ne sont pas remplacés. En conséquence, elle lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il entend prendre pour que les élèves des établissements en cause bénéficient des conditions d'enseignement qu'ils sont en droit d'attendre, ce qui implique qu'il soit rapidement remédié aux inconvénients précités.

Réponse. — Il convient de rappeler à l'honorable parlementaire que c'est le Parlement qui, lors du vote de la loi de finances, fixe chaque année le volume des crédits attribués à chaque département ministériel. Dans ce cadre, et notamment déterminé, de façon limitative, le nombre total des emplois nouveaux qui sont répartis entre les académies en fonction de divers critères objectifs tels

que la prévision d'effectifs d'élèves, l'ouverture d'établissements nouveaux, le taux d'encadrement constaté... En application des mesures de concentration administrative, il appartient aux recteurs d'académie d'implanter ces postes dans les établissements relevant de leur ressort après avoir examiné la situation de chacun d'eux; ils peuvent également transférer certains postes dans des établissements où sont apparues des charges supplémentaires. Ces principes étant précisés, il convient de noter que l'examen de conditions dans lesquelles la rentrée scolaire s'est déroulée dans la commune de Saint-Ouen Indique que les difficultés évoquées ont toutes été aplanies dans les jours suivant immédiatement la date de la rentrée. C'est ainsi notamment qu'en ce qui concerne le lycée Blanqui, le groupement d'heures de lettres et celui de sciences physiques ont été pourvus dès le 17 septembre. Une dotation budgétaire complémentaire a été allouée au collège Jean-Jaurès dans le cadre de ses crédits de fonctionnement. Dans ce même établissement, les postes d'éducation manuelle et technique et de surveillant d'externat ont été pourvus dans les jours suivant la rentrée scolaire. Au collège Michelet, un poste d'auxiliaire d'intendance a été implanté pour la durée de la présente année scolaire et un agent a été nommé sur ce poste. S'agissant des écoles, il convient de préciser que les décharges de services accordées aux directeurs et directrices d'école primaire et maternelle l'ont été en application de la réglementation en vigueur, les baisses d'effectifs constatées ayant entraîné des réajustements. C'est cette même évolution démographique qui a entraîné des aménagements dans le nombre des classes des différentes écoles. Enfin, le réemploi de la quasi-totalité des maîtres auxiliaires a permis le remplacement des enseignants en congé de maladie ou de maternité. Il est donc permis d'affirmer que les élèves de la commune de Saint-Ouen disposent des conditions leur donnant la possibilité d'effectuer une scolarité satisfaisante.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

20312. — 6 octobre 1979. — **M. Vincent Porelli** attire tout particulièrement l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les menaces que fait peser son ministère sur la Camargue. En effet, en décidant la fermeture d'une classe à l'école du hameau de Gageron, situé en Arles, l'inspection académique des Bouches-du-Rhône porte un coup très dur à l'économie camarguaise. La fermeture de cette classe entraînera à terme la disparition d'une école à Gageron. Les exploitants agricoles, le parc national de Camargue, l'ensemble de la population camarguaise sont très inquiets devant une telle perspective. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre auprès de son collègue du ministère de l'éducation pour que soit ouverte une classe qui devrait fonctionner avec au moins quinze élèves. Il y va, en effet, de l'avenir de la Camargue et de son environnement.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

20313. — 6 octobre 1979. — **M. Vincent Porelli** attire tout particulièrement l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la grave situation qu'a créée une décision de **M. l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône**, en Camargue. En effet, en décidant la fermeture de la deuxième classe de l'école de Gageron, **M. l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône** a pris la grave responsabilité de condamner une des rares écoles qui existent encore en Camargue où la population disséminée a un impératif besoin de scolarisation dans les hameaux de la commune d'Arles. **M. Vincent Porelli** rappelle à **M. Beullac** que la commune d'Arles est la plus grande commune de France (76 000 hectares). La fermeture d'une classe et, à terme d'une école, entraînera pour la Camargue des difficultés très importantes qui, ajoutées à celles qu'elle connaît aujourd'hui, lui porteront des coups très durs. Trente enfants se trouvent, de ce fait, rassemblés dans une classe unique dont trois enfants de trois ans. Deux enfants de plus de sept ans se présenteront, d'autre part, le 15 octobre, dans cette école dont le maître devra enseigner à trente-deux élèves. Cette situation démentielle exige que s'il, sans tarder, rouverte la deuxième classe. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'école de Gageron puisse à nouveau fonctionner avec deux classes.

Réponse. — La situation de l'école de Gageron fait l'objet d'une attention toute particulière de la part du ministre de l'éducation. La deuxième classe de cette école aurait dû être fermée à la rentrée 1978, compte tenu d'un effectif inférieur au seuil réglementaire de vingt-six élèves. Les deux classes ont cependant fonctionné toute l'année avec onze et douze élèves. Au 30 juin 1979 l'école ne comportait plus que dix-neuf inscrits pour la rentrée de septembre 1979. Or au 4 octobre 1979 on compte trente élèves inscrits.

On a pu constater que sur les onze inscriptions recueillies entre les 10 et 13 septembre 1979, trois concernent des enfants de trois ans pour lesquels aucune dérogation n'a été demandée, les huit autres concernent des enfants retirés, sans qu'il y ait eu changement de domiciliation, de l'école où ils étaient précédemment scolarisés et que pour deux de ces enfants, le changement d'école (des Bastières vers Gagneron) s'accompagne d'un allongement notable du trajet. Les conditions dans lesquelles a été obtenu l'effectif de cette année apparaissent trop artificielles pour justifier la réouverture de la deuxième classe, bien que l'administration de l'éducation soit soucieuse de préserver l'accueil sur place des enfants en milieu rural et n'envisage absolument pas la fermeture de l'école de Gagneron. Cependant, l'occupation des locaux ayant cessé, le recteur a décidé de faire examiner par l'inspecteur d'académie une formule permettant tout à la fois de respecter les normes d'encadrement et d'assurer la scolarisation des enfants les plus jeunes.

Education (ministère) (personnel : inspecteurs d'académie).

20963. — 10 octobre 1979. — **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les six décrets n° 79-772 à 79-777 du 10 septembre 1979 concernant le statut des inspecteurs d'académie. Le remplacement du grade d'inspecteur d'académie par un emploi que le ministre peut retirer à tout moment (art. 5 du décret n° 79-772) correspond évidemment à un renforcement de l'autorité gouvernementale sur le corps enseignant. Comme il serait étonnant que les fonctionnaires choisis sur liste d'aptitude par le ministre pour exercer les fonctions de directeur des services départementaux de l'éducation se rendent coupables de défaillances professionnelles graves, on peut craindre que l'application du nouveau statut conduise à des mesures purement politiques, comme cela s'est produit récemment pour d'autres fonctionnaires de l'éducation occupant un emploi. Or, les inspecteurs d'académie sont les chefs directs des instituteurs dans les départements depuis que la fonction existe. Les instituteurs, dont l'esprit de service est indiscutable, sont très attachés à l'indépendance universitaire de leur hiérarchie. Il serait profondément regrettable pour les relations entre les enseignants et le Gouvernement que des initiatives d'inspiration partisane, prises dans le cadre du nouveau statut, compromettent l'autorité morale dont jouissaient jusque-là les inspecteurs d'académie. Il lui demande de lui préciser les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à modifier ce statut.

Réponse. — Les textes concernant les inspecteurs d'académie, auxquels se réfère la question formulée, constituent un ensemble cohérent. Il renforce par une situation égale à celle des autres grands chefs des services départementaux de l'Etat l'autorité morale de ces enseignants, chargés d'une fonction essentielle, la responsabilité dans l'organisation du système éducatif. Il apporte sur le plan matériel des améliorations sensibles justifiées par le caractère particulier des emplois de directeur de services départementaux, et les charges qui en découlent dans le cadre de l'intérêt prééminent du service public. Une lecture attentive des textes dont il s'agit montre à l'évidence la traduction erronée qui semble en avoir été faite par l'honorable parlementaire dans le libellé de la question. Elle offre en tout cas l'occasion d'une réaffirmation de l'importance des fonctions d'inspecteur d'académie et la pleine responsabilité qui caractérise leur fonction dans le cadre des bonnes règles du fonctionnement du service public.

Enseignement préscolaire et élémentaire (Tarn : écoles normales)

20982. — 11 octobre 1979. — **Mme Myriam Barbers** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de neuf candidats ayant eu recours au concours interne à l'école normale d'Albi (Tarn). Elle lui indique que ces personnes se sont vu signifier que l'école normale de Cahors (Lot) les accueillerait pour leur donner cette formation. Ce déplacement risque d'entraîner des problèmes humains et familiaux aux intéressés et de porter un coup supplémentaire à l'école normale d'Albi où trois postes d'enseignant ont été supprimés pour cette rentrée. Elle lui demande ce qu'il compte faire pour que la formation professionnelle des candidats admis au concours interne de l'école normale d'Albi se déroule dans cette ville.

Réponse. — Il est exact que cinq élèves institutrices et non pas neuf, admises au concours de recrutement des élèves instituteurs ouvert dans le département du Tarn aux candidats justifiant de services d'instituteur suppléant accompliront leur formation à l'école normale de Cahors et non pas à l'école normale d'Albi. En effet, dans le cadre d'un plan d'ensemble d'organisation et de répartition des tâches entre les écoles normales de l'académie de Toulouse,

il a été prévu de regrouper les élèves instituteurs en fonction de la durée de leur formation. Deux régimes de formation doivent être assurés par ces établissements selon qu'il s'agit d'élèves instituteurs recrutés par le concours ouvert aux titulaires du baccalauréat — dit concours externe — pour lesquels la durée de la formation est de trois ans, ou d'élèves instituteurs recrutés par le concours ouvert aux candidats justifiant de services d'instituteurs suppléants — dit concours interne — pour lesquels la durée de la formation a été fixée, à titre transitoire à deux ans. En raison du petit nombre d'élèves instituteurs (23) recrutés par le concours interne pour l'ensemble de l'académie la totalité a été affectée à l'école normale de Cahors où est organisée leur formation en deux ans.

Enseignement préscolaire et élémentaire (Var).

21201. — 21 octobre 1979. — **M. Guy Hermier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves problèmes que connaissent les écoles maternelles dans le département du Var. En effet, dans de nombreuses communes, les postes d'enseignant nécessaires au bon fonctionnement des classes ne sont pas assurés en nombre suffisant, bien que les locaux existent. Des centaines d'enfants sont inscrits sur des listes d'attente. Cette situation anormale suscite une vive inquiétude des parents et des enseignants concernés. A ce jour, cinq directrices d'écoles maternelles ont été sanctionnées par les services de l'éducation parce qu'elles respectent l'effectif maximum de trente élèves par classe. Ces mêmes services ont porté plainte nominativement contre des parents, animés du même souci pédagogique. Devant cette sérieuse dégradation de la qualité de l'école laïque, il lui demande avec force la levée immédiate des sanctions prises et le retrait des procédures judiciaires engagées contre les parents et de lui préciser les mesures effectives qu'il entend prendre afin de pourvoir les postes d'enseignant indispensables au bon fonctionnement des écoles maternelles dans le Var.

Réponse. — Le développement de l'éducation préscolaire constitue l'une des principales préoccupations du ministre de l'éducation. La priorité doit être donnée à la scolarisation des enfants de cinq et quatre ans ; le développement de la scolarisation des enfants de trois et deux ans demeure un objectif qui doit être poursuivi en fonction des moyens disponibles. Ceci était rappelé dans la circulaire n° 78-430 du 1^{er} décembre 1978 qui visait à améliorer les conditions d'encadrement afin d'adapter le réseau scolaire aux objectifs pédagogiques. Les instructions les plus récentes fixent le seuil d'ouverture d'une classe maternelle à trente-cinq élèves présents (circulaire n° 76-362 du 25 octobre 1976). Cette disposition doit être appréciée à la lumière d'enquêtes menées au cours de l'année scolaire 1978-1979 qui précisent que le taux de fréquentation moyen s'établit à 80 p. 100 pour les sections de petits (deux et trois ans) et à 85 p. 100 pour les sections moyennes et grandes (quatre et cinq ans). Des renseignements recueillis auprès des services académiques, il ressort que, au 2 octobre 1979, quinze enfants étaient inscrits en liste d'attente aux Arcs (douze de deux ans, trois de trois ans, neuf de deux ans à Saint-Maximin et quarante-huit de deux ans à Toulon. En revanche, à la même date, aucune liste d'attente n'existait dans les villes suivantes : Draguignan, Fayence, Saint-Raphaël, Fréjus, Sainte-Maxime et La Seyne. Dans cette dernière ville une classe maternelle a été ouverte à l'école Léo-Lagrange. La rentrée dans l'enseignement préélémentaire s'est donc effectuée de façon satisfaisante. Les seules difficultés ont pour origine des consignes syndicales qui ont visé à limiter à trente élèves inscrits les effectifs des classes maternelles, alors même que des enfants de trois et quatre ans n'étaient pas tous accueillis. Cette attitude s'est manifestée dans quelques écoles, entre autres dans le département du Var. Cette consigne ne peut qu'aboutir à restreindre les capacités d'accueil. La prise en charge des jeunes élèves doit être assurée en utilisant au mieux l'ensemble des moyens disponibles. Il convient de signaler par ailleurs que les directrices et les institutrices ayant refusé d'accueillir dans leurs classes les élèves inscrits au-delà de trente n'ont pas fait l'objet de sanctions disciplinaires mais de retenues sur traitement conformément aux dispositions de la loi n° 77-826 du 22 juillet 1977.

Enseignement secondaire (personnel).

21717. — 27 octobre 1979. — **M. Louis Maisonnat** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, lors du recrutement des professeurs des L. E. P., il est procédé, comme pour les autres corps de fonctionnaires, à leur reclassement dans leur nouveau grade en fonction des services qu'ils ont accomplis antérieurement. Il lui demande de lui préciser quels sont les services effectivement pris en compte

et, en particulier, si l'article 10 du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 vise bien la totalité des services accomplis dans l'enseignement supérieur quelle qu'en soit la nature.

Réponse. — L'honorable parlementaire souhaiterait que lui soient fournies toutes informations concernant les modalités exactes de reclassement dans le corps des professeurs de collège d'enseignement technique, notamment en ce qui concerne la nature des services qui sont pris en compte à cet effet et particulièrement lorsqu'il s'agit de services accomplis dans l'enseignement supérieur. Il ressort de l'article 10 du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 que les services suivants peuvent être pris en compte : service national obligatoire ; services accomplis dans les établissements d'enseignement public, les établissements d'enseignement agricole, les maisons d'éducation de la Légion d'honneur en qualité de professeur, conseiller d'éducation, adjoint d'enseignement, P.E.G., P.E.G.C., P.T.A., instituteur, maître auxiliaire, surveillant d'internat ; services de maître d'externat et de demi-pension des établissements d'enseignement public ; services de maître auxiliaire des enseignements spéciaux de Paris et de la Seine ; services accomplis par les fonctionnaires stagiaires ou titulaires des enseignements supérieurs ; services de maître, chargé, attaché ou stagiaire de recherche du centre national de la recherche scientifique ; services d'enseignement accomplis dans l'enseignement privé ; scolarité accomplie dans les écoles normales supérieures ; services d'instituteurs ; scolarité des P.E.G.C. stagiaires des centres de formation admis aux épreuves pratiques du C.A. (dans la limite d'une année scolaire) ; services professionnels ayant contribué à la formation spécialisée et obligatoire des professeurs d'enseignement technique. Il y a donc lieu de relever que seuls les services accomplis par des fonctionnaires stagiaires ou titulaires des enseignements supérieurs sont susceptibles d'être pris en considération.

Enseignement secondaire (Aveyron : établissements).

21911. — 1^{er} novembre 1979. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'éducation** la très grave situation de l'enseignement des matières artistiques à Villefranche-de-Rouergue. Depuis la rentrée scolaire, les cours facultatifs de musique et de dessin, prévus dans les programmes mêmes de deuxième, première, terminale du lycée, ainsi que les cours de dessin prévus aux programmes des classes du L.E.P. ne sont pas assurés. Il attire son attention sur les conséquences de telles dispositions tant sur l'éveil par l'accès à la culture artistique des jeunes que sur la réduction des inégalités culturelles initiales. Il lui demande, en conséquence, de lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour faire assurer dès la rentrée de novembre aux jeunes de Villefranche-de-Rouergue, les enseignements auxquels ils ont droit, ne serait-ce qu'aux termes des textes qui prévoient de tels enseignements, et qui organisent des épreuves aux examens.

Réponse. — Le Parlement, lors de l'adoption de la loi de finances, fixe chaque année de façon limitative le nombre total des nouveaux emplois qui peuvent être affectés aux lycées et lycées d'enseignement professionnel. Ces emplois sont ensuite répartis entre les académies selon divers critères, tels que les prévisions d'effectifs, l'ouverture d'établissements neufs, les taux d'encadrement réalisés, et c'est aux recteurs qu'il appartient en définitive, en application des mesures de déconcentration, de les implanter dans les établissements de leur ressort. Ils peuvent être conduits, à cette occasion, afin de respecter les limites budgétaires qui s'imposent à eux, à fixer des ordres de priorité entre les besoins recensés et, notamment, à privilégier les disciplines fondamentales du programme ; de ce fait, l'enseignement de certaines disciplines facultatives, telles la musique ou le dessin, peut parfois ne pas être assuré en totalité. Informé des préoccupations de l'honorable parlementaire, le recteur de l'académie de Toulouse a reçu instruction de prendre son attaché pour examiner, dans le détail, la situation du lycée et L.E.P. de Villefranche-de-Rouergue, seule une approche locale étant susceptible d'apporter des précisions sur tel ou tel aspect des questions évoquées.

Enseignement secondaire (Ariège : établissements).

21926. — 1^{er} novembre 1979. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'éducation** que l'effectif des classes de seconde du lycée de Foix (Ariège) entraîne des difficultés majeures qui affectent à la fois les élèves et les enseignants. Ce problème pourrait être facilement résolu par la création d'une classe supplémentaire en seconde AB et une en seconde C. Au lieu des cinq classes actuelles, dont trois de trente-cinq élèves, une de trente-quatre et l'autre de trente-sept, il y aurait alors six classes de seconde AB dont quatre de vingt-neuf élèves et deux de trente. En ce qui concerne la seconde C, au lieu de trois classes de trente-huit élèves chacune,

il y aurait quatre classes dont deux à vingt-huit élèves et deux à vingt-neuf. Il lui demande, dans l'intérêt des élèves et des maîtres, si les deux classes précitées ne pourraient pas être créées le plus rapidement possible.

Réponse. — Le Parlement, lors de l'adoption de la loi de finances, fixe chaque année de façon limitative le nombre total des nouveaux emplois qui peuvent être effectués aux lycées. Ces emplois sont ensuite répartis entre les académies selon divers critères tels que les prévisions d'effectifs, l'ouverture d'établissements neufs, les taux d'encadrement réalisés, et c'est aux recteurs qu'il appartient en définitive, en vertu des mesures de déconcentration, de décider des implantations dans les établissements de leur ressort, après avoir examiné la situation de chacun d'eux et arrêté sa structure. Au cours de ces opérations, les services académiques doivent veiller au respect des textes réglementaires, notamment de ceux relatifs aux seuils de déboulement. Ces derniers sont fixés à quarante élèves pour les divisions de second cycle long. Cependant, informé des préoccupations de l'honorable parlementaire, le recteur de l'académie de Toulouse a reçu instruction de prendre son attaché pour examiner dans le détail la situation du lycée de Foix, seule une approche locale étant susceptible d'apporter des précisions sur tel ou tel aspect des questions évoquées.

Enseignement préscolaire et élémentaire (Yvelines : établissements).

22066. — 7 novembre 1979. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions d'accueil des écoles maternelles des villes de Plaisir et des Clayes-sous-Bois (78). En effet, plus de 350 enfants ne sont pas scolarisés cette année : Plaisir : 180 enfants sans classe ; Les Clayes-sous-Bois : 170 enfants non scolarisés. En conséquence, il lui demande quelles mesures effectives il compte prendre pour que des postes soient créés afin d'accueillir tous les enfants de deux à six ans dont les parents en expriment la demande, et ce dans des classes ne dépassant pas 30 élèves.

Réponse. — La circulaire n° 78-430 du 1^{er} décembre 1978 visait à améliorer les conditions d'encadrement afin d'adapter le réseau scolaire aux objectifs pédagogiques. Elle rappelait aux services académiques que dans l'enseignement pré-élémentaire la priorité doit être donnée à la scolarisation des enfants de cinq et quatre ans. Le développement de la scolarisation des enfants de trois et deux ans demeure un objectif qui doit être poursuivi en fonction des moyens disponibles, et des éléments d'appréciation locale. Les instructions les plus récentes fixent le seuil d'ouverture d'une classe maternelle à trente-cinq élèves présents (circulaire n° 76362 du 25 octobre 1976). Cette disposition doit être appréciée à la lumière d'enquêtes menées au cours de l'année scolaire 1978-1979 qui précisent que le taux de fréquentation moyen s'établit à 80 p. 100 pour les sections de petits (deux et trois ans) et à 95 p. 100 pour les sections moyennes et grandes (quatre et cinq ans). De l'enquête effectuée auprès des services académiques, il ressort que les conditions d'accueil dans les villes de Plaisir et des Clayes-sous-Bois sont satisfaisantes puisque les moyennes générales sont respectivement de : 31 et 30,93. Il y a effectivement de listes d'attente mais elles comprennent des enfants nés, pour la plupart, en 1977. La volonté d'accueillir tous les enfants de deux ans et le désir d'observer la consigne syndicale de limitation à trente élèves par classe relèvent d'une fâcheuse contradiction. En effet, cette consigne ne peut qu'aboutir à restreindre les capacités d'accueil. La prise en charge des jeunes élèves doit être assurée en utilisant au mieux l'ensemble des moyens disponibles. L'intérêt général commande donc, dans les écoles maternelles, d'étaler les échéances des mesures de desserrement des effectifs pour privilégier l'accueil des enfants dont la famille demande la scolarisation.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires) (Yvelines : établissements).

22075. — 7 novembre 1979. — **Mme Chantal Leblanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions d'accueil des écoles maternelles de la ville de Trappes : maternelle Jean-Baptiste-Clément : une classe fermée « par erreur » de l'aveu de l'administration, soixante-neuf enfants en attente ; maternelle Louis-Mourguet : une classe vide, quarante enfants en attente. Par ailleurs, dans la plaine de Neauphle, secteur en urbanisation constante, une centaine d'enfants attendent une place en maternelle, les maîtres n'étant toujours pas nommés ; écoles Casanova et Cotton : fermeture de deux classes, alors que les effectifs sont de

trente-cinq élèves par classe. En conséquence, elle lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour remédier à cette situation gravement préjudiciable aux enfants.

Réponse. — Le développement de l'éducation préscolaire constitue l'une des principales préoccupations du ministre de l'éducation. La priorité doit être donnée à la scolarisation des enfants de 5 et 4 ans. Le développement de la scolarisation des enfants de 3 et 2 ans demeure un objectif qui doit être poursuivi en fonction des moyens disponibles et des éléments d'appréciation locale. Ceci était rappelé dans la circulaire n° 78430 du 1^{er} décembre 1978 qui visait à améliorer les conditions d'encadrement afin d'adapter le réseau scolaire aux objectifs pédagogiques. Les instructions les plus récentes fixent à 35 élèves présents le seuil d'ouverture d'une classe maternelle (circulaire n° 78362 du 25 octobre 1976). Cette disposition doit être appréciée à la lumière d'enquêtes menées au cours de l'année scolaire 1978-1979 qui précisent que le taux de fréquentation moyen s'établit à 80 p. 100 pour les sections de petits (2 et 3 ans) et à 85 p. 100 pour les sections moyennes et grandes (4 à 5 ans). De l'enquête effectuée auprès des services académiques il ressort que la situation des établissements scolaires à Trappes est la suivante : Jean-Baptiste-Clément : cette école fonctionne actuellement avec 3 classes pour 91 inscrits ; il y a eu effectivement une suppression le 1^{er} octobre mais la moyenne est de 33 et la liste d'attente comprend 14 enfants nés en 1977. Louis-Mourguet : cette école compte 91 inscrits pour 3 classes et la moyenne est également de 30 ; il y a donc des possibilités d'accueil pour les 22 enfants de la liste d'attente (5 nés en 1975, 17 nés en 1976). En ce qui concerne la situation des deux écoles maternelles situées dans la plaine de Neauphle, il convient de noter que si une suppression est intervenue à l'école Casanova, la moyenne est de 35 élèves (71 inscrits pour 2 classes) ; l'école Cotton fonctionne avec 97 élèves inscrits répartis dans 3 classes ce qui donne une moyenne de 32,30. La liste d'attente pour ces deux établissements est de 46 enfants dont 39 âgés de 3 et 2 ans. Le ministre tient à assurer à l'honorable parlementaire que tous les moyens sont mis en œuvre pour accentuer la progression des conditions d'enseignement menée depuis plusieurs années dans les écoles maternelles.

Enseignement secondaire (programmes).

22162. — 9 novembre 1979. — **M. Jacques Brunhes** a pris connaissance de la circulaire de juillet 1979 instituant les séquences éducatives pour les élèves de L. E. P. dans les entreprises. Il demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il peut lui fournir : la carte académique des L. E. P. concernés par cette circulaire ; la liste des entreprises d'accueil de ces premiers stages ; le nombre d'élèves actuellement concernés.

Réponse. — Au 26 novembre 1979, 22 académies sur 27 ont fait des propositions de séquences éducatives en entreprises pour les élèves de L. E. P. Ces propositions émanent de 374 établissements, elles concernent 852 divisions, et 16 053 élèves. Les résultats chiffrés ne sont pas définitifs, un certain nombre d'académies n'ayant pas achevé la phase préliminaire de prospection et de mise au point des projets. Les fiches de propositions de stages éducatifs en entreprises établies par les proviseurs de L. E. P., en liaison avec les chefs d'entreprise, précisent notamment le nom et l'adresse des entreprises, le nombre de tuteurs techniques, le nombre des élèves accueillis, ainsi que les objectifs pédagogiques assignés à la séquence. Ces propositions font en ce moment l'objet d'un examen par les services du ministère de l'éducation pour vérifier qu'elles vont répondre à l'esprit de la circulaire de juillet 1979.

Enseignement (personnel).

22186. — 9 novembre 1979. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des conseillers d'orientation. Il semblerait que se déroulent actuellement au niveau ministériel des discussions sur la redéfinition du rôle des conseillers d'orientation, que votre ministère envisage la diminution du nombre de postes mis au concours d'élèves conseillers, et l'éventuelle fermeture de trois centres de formation d'élèves conseillers. Il demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui faire connaître les intentions de son ministère sur les conseillers d'orientation.

Réponse. — Les missions des services d'information et d'orientation ont fait l'objet d'une réflexion au sein d'un groupe de travail qui s'est réuni au début de l'année civile 1979. Compte tenu des conclusions de ce groupe, a été établi un document de synthèse qui a été adressé pour avis aux fédérations de parents d'élèves, aux

organisations syndicales représentatives des personnels des services d'information et d'orientation, aux syndicats de chefs d'établissements et aux associations et amicales des conseillers d'orientation et des personnels d'encadrement des services. Ce document ne remet évidemment pas en cause le rôle des services d'information et d'orientation, mais plutôt d'élargir leur action, notamment au bénéfice des élèves des lycées et des lycées d'enseignement professionnel. Le nombre des emplois techniques des services d'information et d'orientation a plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 1 612 en 1970 à 3 272 en 1979. Cette croissance rapide tend à s'infléchir vers une stabilisation progressive des effectifs. Le recrutement a été aménagé en conséquence, le nombre des emplois d'élèves conseillers d'orientation se trouvant fixé à 290 pour le budget 1979. Dans ces conditions, il n'aurait pas été pédagogiquement sain de maintenir ouverts tous les centres de formation existants. Il a donc été procédé à l'affectation d'élèves conseillers d'orientation de première année dans cinq centres à la rentrée 1979. Cependant, les élèves conseillers d'orientation de deuxième année ont été autorisés à terminer leurs études dans les centres où ils les ont commencées. Il convient de souligner que le développement des services d'information et d'orientation n'est pas arrêté puisque le projet de loi de finances pour 1980 prévoit la création de 160 emplois nouveaux de directeur de centre et de conseiller d'orientation. Ces services seront en mesure de remplir leurs missions dans des conditions améliorées, et donc d'élever encore la qualité du service rendu aux familles.

Enseignement privé (personnel).

22244. — 10 novembre 1979. — **M. Charles Miossec** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation particulière des professeurs de l'enseignement privé (notamment enseignants de collège) en matière de formation professionnelle continue. Dans l'enseignement privé, le maître se recycle surtout pendant les vacances, à raison de huit jours environ, et lors des journées pédagogiques qui ont lieu au cours de l'année scolaire, à raison d'une par trimestre. Les frais qui en résultent sont en partie couverts par l'Association régionale pour la promotion professionnelle et pédagogique des personnels de l'enseignement catholique (A.P.R.E.S.). A cet égard, il lui demande si les décrets d'application de la loi du 25 novembre 1977 permettront de garantir concrètement une véritable parité eu égard aux possibilités offertes dans l'enseignement public, à savoir des recyclages organisés pendant le temps de cours pour une période de quinze jours à trois semaines, avec maintien du salaire pour l'enseignant. Il lui demande par ailleurs de lui faire savoir quelles sont, dans cette éventualité, les mesures envisagées susceptibles d'assurer les remplacements pendant le temps de formation.

Réponse. — La loi du 25 novembre 1977 relative à la liberté de l'enseignement a prévu en son article 3 le financement par l'Etat, au même niveau et dans les mêmes limites que pour les personnels de l'enseignement public, des actions de formation continue organisées au profit des maîtres des établissements privés sous contrat. Les crédits inscrits au projet de budget pour 1980 au titre des subventions allouées aux organismes habilités par convention à assurer la formation continue de ces maîtres viendront compléter l'effort accompli en 1978 et en 1979 pour réaliser cet alignement et permettront, ainsi que le ministre de l'éducation l'a déclaré lors du récent débat budgétaire, la mise en place d'un dispositif dans lequel les maîtres des établissements privés sous contrat bénéficieront des mêmes conditions de formation que leurs homologues de l'enseignement public, tant en ce qui concerne l'encadrement et la durée des stages que le régime d'indemnisation et de remboursement des frais de déplacement. Cependant, les dispositions législatives régissant l'enseignement privé ne permettent pas d'organiser les stages de formation pendant le temps de service des maîtres en leur assurant, suivant la formule envisagée par l'honorable parlementaire, le maintien de leur rémunération. Il résulte, en effet, du principe posé à l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1959, selon lequel seuls les services d'enseignement peuvent faire l'objet d'un contrat avec l'Etat, qu'il n'est pas possible de maintenir le contrat ou l'agrément d'un maître, et la rémunération afférente à celui-ci, s'il remplit d'autres fonctions que le service d'enseignement qui lui a été confié.

Enseignement (établissements).

22351. — 13 novembre 1979. — **M. Charles Miossec** s'inquiète une nouvelle fois auprès de **M. le ministre de l'éducation** des retards apportés à la mise en œuvre d'une véritable refonte de la carte scolaire. La dernière rentrée scolaire a permis de constater une certaine évolution géographique des effectifs, évolution

découlant de la réalité démographique liée à la natalité, ou plus exactement la dénatalité que nous connaissons actuellement, mais aussi de mouvements dus à la situation économique instable de notre pays. Alors que des établissements scolaires, classes primaires ou établissements du second degré, souffrent du manque d'effectifs, soit du fait de la dénatalité évoquée plus haut, soit par le phénomène de désertion des campagnes que nous ne connaissons que trop dans notre pays, d'autres établissements sont sur-saturés et ne peuvent répondre dans des conditions convenables à la mission d'éducation et de formation des jeunes qui devrait être la leur. Sans doute des regroupements seront-ils nécessaires, mais surtout des créations seront inévitables et le sont déjà. M. Charles Miossec demande donc à M. le ministre de l'éducation les raisons du retard apporté aux instructions qui devaient, semble-t-il, être données aux Inspecteurs d'académie à la fin de cette année et à quelle date il envisage de les donner.

Réponse. — Le renforcement de la déconcentration administrative actuellement poursuivi par le ministère de l'éducation conduira prochainement les recteurs d'académie à exercer, avec les inspecteurs d'académie, des responsabilités accrues dans le domaine de la carte scolaire. En effet, un décret interministériel relatif à l'organisation générale et la déconcentration de la carte scolaire, en cours de signature, donne compétence aux recteurs dans le domaine essentiel de l'action éducative qu'est la carte scolaire et prévoit l'aménagement des procédures dans la perspective d'une amélioration de la concertation avec les partenaires du système éducatif au niveau régional et départemental, notamment en matière de formation professionnelle. Au moment où les pouvoirs des échelons locaux vont être élargis, il a paru utile de faire établir par ceux-ci un bilan de la réalisation de la carte scolaire arrivée à son terme en 1978 et de rassembler un certain nombre d'informations intéressant la démographie et l'économie de la région. Ces travaux, préalable indispensable à l'opération proprement dite de révision de la carte scolaire, se sont déroulés au cours de l'année 1978 et donnent lieu actuellement, au niveau de l'administration centrale, à l'établissement de comparaisons entre les situations académiques et d'une synthèse nationale. A la lumière des résultats constatés, de nouveaux objectifs de scolarisation intégrant les orientations pédagogiques définies par les décrets d'application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation, pourront alors être dégagés. Il est permis de penser que les instructions générales nécessaires à la mise à jour de la carte scolaire devraient être communiquées aux services régionaux dans le courant du premier trimestre de 1980.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(établissements : Hérault).*

22383. — 14 novembre 1979. — **M. Paul Balmigère** expose à **M. le ministre de l'éducation** la nécessité d'ouvrir une deuxième classe maternelle à l'école du Grau-d'Agde. En effet, l'effectif inscrit à l'école est de trente-cinq élèves, la liste d'attente comporte cinq noms, l'effectif des enfants scolarisables à la prochaine rentrée (deux ans) est de douze. La création du deuxième poste d'institutrice permettrait d'ouvrir une classe pour les deux à quatre ans et une classe pour les quatre à six ans. Les enfants scolarisables du Grau-d'Agde pourraient ainsi bénéficier d'une pédagogie appropriée à leur âge. Les locaux, ancienne garderie municipale, actuellement inutilisés, sont prêts à accueillir des enfants de deux à quatre ans dans les conditions requises. Il lui demande, en tenant compte en particulier de l'arrêté ministériel fixant les vacances d'été à la mi-juillet dans l'académie de Montpellier, ce qui posera des problèmes insolubles à de nombreux parents occupant, dès le mois de juin, un emploi saisonnier indispensable, compte tenu de leur situation financière critique, de prévoir l'ouverture rapide de ce poste.

Réponse. — La situation de l'école du Grau-d'Agde est suivie avec attention par les autorités académiques du département de l'Hérault. Lors de la préparation de la rentrée scolaire de 1979, les besoins recensés par ailleurs et les priorités fixées par la circulaire n° 78-430 du 1^{er} décembre 1978 (scolarisation des enfants de cinq et quatre ans) n'ont pas permis l'ouverture d'une classe supplémentaire dans cette école. Cependant, cette situation sera examinée à nouveau, à l'occasion de la révision annuelle de 1980 de la carte scolaire.

Enseignement secondaire (établissements).

22430. — 15 novembre 1979. — **M. Michel Bernier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés que rencontrent les établissements du second degré sur le remplacement des professeurs absents. C'est ainsi, par exemple, qu'un collège n'a

pu faire remplacer un P.E.G.C., qu'un mois après le début du congé maladie de celui-ci. Ce délai excessif tient au fait que le rectorat a dû recruter un maître auxiliaire nouveau pour assurer le remplacement de ce professeur dont le congé se situait en période d'examen universitaires. Il n'existe pas en fait de corps de professeurs titulaires remplaçants dans l'enseignement secondaire mais seulement un contingent de maîtres auxiliaires suppléants en sur-nombre. Cette lacune est évidemment regrettable et il serait souhaitable de prendre les dispositions nécessaires à la création de ce corps de professeurs titulaires remplaçants. **M. Michel Bernier** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelle est sa position à l'égard du problème qu'il vient de lui exposer.

Réponse. — Les problèmes que pose le remplacement des maîtres absents figurent au premier plan des préoccupations du ministre de l'éducation dont les services extérieurs s'attachent particulièrement à mettre en œuvre les solutions les plus conformes à l'intérêt des élèves et à la continuité du service public d'éducation. Il convient de signaler, tout d'abord, que ce problème a déjà reçu un certain nombre de solutions qui permettent de faire face à l'essentiel des besoins dans ce domaine. C'est ainsi que le remplacement des enseignants lors de congés dont la durée est aisément déterminable (congés de maternité, congés de longue durée) est généralement assuré dans des conditions satisfaisantes, notamment par le recours aux maîtres auxiliaires. En outre, il est également demandé aux personnels enseignants titulaires d'effectuer, le cas échéant, des heures supplémentaires. Cependant, les principales difficultés résultent des congés inopinés de courte durée qui, pour des raisons matérielles évidentes (délais de signalement de l'absence, recherche de personnel disponible de la même discipline) ne peuvent que très difficilement donner lieu à un remplacement, et ce, d'autant plus qu'il arrive malheureusement que les maîtres indisponibles informent tardivement les services compétents de la durée de leur congé et que, de surcroît, les congés de maladie ne sont pas toujours d'une durée déterminée car ils peuvent faire l'objet de prolongations imprévisibles. De même, le manque de mobilité des personnels de remplacement qui hésitent à assurer des suppléances de courte durée un tant soit peu éloignées de leur domicile ou des villes universitaires, en ce qui concerne en particulier les maîtres auxiliaires, surajoute aux difficultés d'une rapide satisfaction des besoins de suppléance. Il s'ensuit que certaines absences peuvent n'être pas suppléées en dépit de la disponibilité des moyens de remplacement. En outre, la multiplicité et l'importance relative des variables (annuelles, saisonnières, géographiques) qui influencent les taux d'absentéisme ajoutées aux écarts tenant aux catégories de personnels et aux disciplines enseignées ne permettent guère d'établir des indicateurs ayant valeur permanente d'une année sur l'autre, même au niveau local. Ajoutées à la forte spécialisation des enseignants de collège (les P.E.G.C. sont répartis en treize sections), des contraintes rendent particulièrement difficile la création d'un corps d'enseignants ayant pour fonctions d'assurer à plein temps le remplacement des professeurs momentanément indisponibles, ainsi que le suggère l'honorable parlementaire. Il a toutefois été décidé, à compter de la présente année scolaire, de confier aux professeurs débutants, agrégés et certifiés mis à la disposition du recteur ou P.E.G.C. issus en 1979 des centres de formation, des tâches de suppléance de leurs collègues momentanément absents. Il devrait en résulter une amélioration sensible du service d'enseignement, les remplacements pour des absences imprévues et de courte durée étant ainsi facilités et pouvant s'effectuer dans les meilleures conditions pour les élèves. Des études en vue de l'éventuelle mise en place de nouvelles modalités de remplacement sont actuellement en cours. Toutefois, la difficulté de bien saisir toutes les dimensions du problème et la nécessité d'assurer au personnel de remplacement des conditions d'emploi et de carrière satisfaisantes expliquent qu'un certain délai sera nécessaire avant l'aboutissement de ces travaux.

*Departements et territoires d'outre-mer
(Réunion : enseignement secondaire).*

22540. — 18 novembre 1979. — **M. Pierre Lagourgue** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait suivant : dans le département de la Réunion, au fur et à mesure que les C.E.G. sont transformés en collèges, les anciens directeurs de ces C.E.G. qui ont souvent entre dix et quinze ans de service sont remplacés en qualité de chefs d'établissements par des cadres plus jeunes qui occupent leur poste. En effet, lors de la transformation d'un C.E.G. en collège, il est fait appel à un principal inscrit sur la liste d'aptitude et les directeurs de C.E.G., dont la compétence a été officiellement reconnue, et qui sont aussi inscrits sur la liste d'aptitude, sont la plupart du temps écartés de ces postes. C'est pourquoi il serait souhaitable, compte tenu de leur ancienneté et de leur compétence, que les anciens directeurs de C.E.G. puissent conserver leur poste lorsque celui-ci est transformé en collège sans

qu'il soit fait appel à des candidatures extérieures. Il lui demande s'il pense pouvoir prendre une telle disposition qui éviterait de causer de graves préjudices, en particulier moraux, à ces anciens chefs d'établissements.

Réponse. — En application des dispositions du décret n° 76-1305 du 28 décembre 1976 modifié par le décret n° 78-829 du 2 août 1978 relatif à l'organisation administrative et financière des collèges et des lycées, tous les établissements d'enseignement de premier cycle sont désormais dénommés collèges et le fonctionnaire appelé à en prendre la direction est désigné par le terme de principal de collège. Mais ces textes maintiennent également les deux catégories d'emplois de direction prévues dans les établissements de premier cycle par le décret n° 69-494 du 30 mai 1969 relatif au statut des chefs d'établissement: les principaux de collège d'enseignement secondaire, d'une part et les directeurs de collège d'enseignement général, d'autre part, qui exercent respectivement les fonctions de chef d'établissement dans les collèges pourvus d'un emploi de principal de collège d'enseignement secondaire et dans les collèges pourvus d'un emploi de directeur de collège d'enseignement général » (cf. article 51 modifié du décret du 28 décembre 1976 précité). Il n'est donc nullement dans les intentions du ministre de l'éducation d'écarter de la direction des collèges les directeurs de collèges d'enseignement général. Afin de préserver la situation des personnels concernés, la transformation du poste qu'ils occupent en emploi de principal de collège d'enseignement secondaire n'est effectuée qu'à l'occasion de leur départ en retraite ou lorsqu'ils peuvent effectivement être inscrits sur la liste d'aptitude à l'emploi de principal de collège d'enseignement secondaire et nommés à un tel emploi. C'est pourquoi, dans le même souci de sauvegarder leurs intérêts, un certain nombre de postes vacants de principaux de collège d'enseignement secondaire ne sont pas mis en compétition lors des travaux annuels de mouvement mais « bloqués », jusqu'à ce qu'ils puissent faire l'objet d'une nomination ministérielle, en faveur de directeurs de C.E.G. ou de sous-directeurs de C.E.S. chargés d'intérim de direction et de l'inscription sur la liste d'aptitude à l'emploi de principal de C.E.S. est proposée par les autorités académiques. C'est ainsi qu'à la Réunion notamment un poste de principal de collège d'enseignement secondaire n'a pas été pourvu mais « bloqué » jusqu'à la dernière rentrée scolaire, date à laquelle le directeur de collège d'enseignement général assurant l'intérim a été nommé, sur place, principal de collège d'enseignement secondaire. Au demeurant les avant-projets de textes ministériels destinés à aménager les dispositions statutaires applicables aux personnels de direction — qui sont actuellement proposés à l'examen des organisations représentatives des personnels — devraient avoir pour effet de rendre inutile la distinction entre les deux types d'emploi de chef d'établissement dans les collèges figurant au décret du 28 décembre 1976 précité, et, en unifiant les conditions de recrutement à l'emploi de principal de collège, de résoudre à l'avenir les difficultés actuelles, dues à l'inadéquation entre les structures pédagogiques et les textes réglementaires applicables aux personnels.

Transports (transports scolaires).

22541. — 18 novembre 1979. — M. Jean-Louis Schmitter rappelle à M. le ministre de l'éducation que la liste des établissements d'enseignement privés ouvrant la possibilité d'une participation de l'Etat aux dépenses de transport engagées pour assurer leur fréquentation est actuellement définie par le décret n° 69-820 du 31 mai 1969. Suivant l'article 2 de ce décret, cette aide aux familles est accordée pour les transports des élèves fréquentant, soit les établissements d'enseignement privés placés sous le régime du contrat d'association ou du contrat simple, soit les établissements d'enseignement technique privés reconnus par l'Etat au titre des dispositions de l'article 73 du code de l'enseignement technique, ainsi que les écoles créées et administrées par les chambres de commerce et d'industrie dans les conditions définies par l'article 10 de la loi du 25 juillet 1919. Il lui cite le cas d'un élève fréquentant un établissement privé qui doit utiliser un service de cars pour se rendre dans cet établissement, celui-ci ne rentrant pas dans les catégories prévues par le décret du 31 mai 1969. La famille ne peut ainsi bénéficier d'aucune subvention pour ce transport dont elle doit supporter entièrement la charge, alors que le car de transports scolaires passe devant la résidence de cette famille. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'assouplir la réglementation actuelle afin d'alléger la charge des familles dont les enfants fréquentent des établissements d'enseignement privés autres que ceux prévus par le décret du 31 mai 1969.

Réponse. — Il est exact qu'en application de la réglementation en vigueur (décret n° 69-520 du 31 mai 1969), les établissements d'enseignement privés n'ouvrent droit, pour leur fréquentation, aux subventions de transports scolaires que s'ils sont signalés d'un contrat d'association ou d'un contrat simple, au titre de la

loi du 31 décembre 1959 fixant les rapports de l'Etat et ces établissements. La distinction qui est ainsi faite, entre secteur contractuel et secteur non contractuel de l'enseignement privé se trouve du reste dans tous les secteurs relatifs à l'aide de l'Etat à l'enseignement privé. Elle se fonde sur les relations privilégiées que les établissements privés établissent avec l'Etat en acceptant les contrôles et les sujétions prévus par la loi. Les dispositions de la réglementation relative aux transports scolaires subordonnant l'octroi de la subvention de l'Etat à la conclusion par l'établissement fréquenté de l'un des contrats prévus par la loi du 31 décembre 1959 se justifient donc par des motifs d'intérêt général en rapport avec le fonctionnement du service public d'enseignement et sont la contrepartie de services rendus. Il n'est pas envisagé d'apporter à cette réglementation de modifications permettant aux familles dont les enfants fréquentent des établissements hors contrat de bénéficier de l'aide en cause.

Enseignement secondaire (personnel).

22598. — 21 novembre 1979. — M. Gérard Houtee attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'inquiétude des conseillers d'orientation, fondée sur la convergence des faits suivants: discussions au niveau ministériel, sans représentation syndicale, sur une redéfinition de leur rôle, lequel serait essentiellement limité à l'information sur les débouchés et à la liaison école-profession mais délaierait l'indispensable observation psychopédagogique; déclaration ministérielle du deuxième trimestre 1979; diminution de deux cent cinquante à cent du nombre de postes mis au concours d'élèves-conseillers en 1979, alors que le déficit en conseillers est toujours important même en regard des normes ministérielles; probabilité de fermeture de trois centres de formation d'élèves-conseillers. Or, pour assurer leurs missions définies par le statut du 21 avril 1979, dans le cadre des établissements scolaires, il est indispensable qu'ils puissent consacrer au minimum quatre demi-journées par semaine à un même établissement et qu'ils aient à prendre en charge six cents élèves au plus, ce qui suppose le recrutement de quatre cent cinquante conseillers d'orientation par an. En conséquence, il lui demande, d'une part, de bien vouloir prendre en considération la volonté de tous les conseillers d'orientation de poursuivre leur tâche dans les conditions statutaires, d'autre part, de les fixer sur toutes modifications de leur rôle au sein de l'éducation.

Réponse. — Les missions des services d'information et d'orientation ont été étudiées au sein d'un groupe de réflexion qui s'est réuni au début de l'année civile 1979. Compte tenu des conclusions de ce groupe a été établi un document de synthèse qui a fait l'objet d'une large consultation. Ce document a en effet été adressé pour avis, aux fédérations de parents d'élèves, aux organisations syndicales représentatives des personnels des services d'information et d'orientation, aux syndicats des chefs d'établissements et aux associations et amicales des conseillers d'orientation et des personnels d'encadrement des services. Ce document ne remet évidemment pas en cause la participation des conseillers d'orientation à l'observation continue des élèves et aux travaux du conseil des professeurs et du conseil de classe. Le nombre des emplois techniques des services d'information et d'orientation a plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 1 612 en 1970 à 3 272 en 1979. Cette croissance rapide tend à s'effrayer vers une stabilisation progressive des effectifs. Le recrutement a été aménagé en conséquence, le nombre des emplois d'élèves-conseillers d'orientation se trouvant fixé à 290 pour le budget 1979. Dans ces conditions, il n'aurait pas été pédagogiquement sain de maintenir ouverts tous les centres de formation existants. Il a donc été procédé à l'affectation d'élèves-conseillers d'orientation de première année dans cinq centres à la rentrée 1979. Cependant, les élèves-conseillers d'orientation de deuxième année ont été autorisés à terminer leurs études dans les centres où ils les ont commencées. Il convient de souligner que le développement des services d'information et d'orientation n'est pas arrêté puisque le projet de loi de finances pour 1980 porte création de 160 emplois nouveaux de directeur de centre et de conseiller d'orientation. Ces services seront en mesure de remplir leurs missions dans des conditions améliorées, et donc d'élever encore la qualité du service rendu aux familles.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

22614. — 21 novembre 1979. — M. Jean-Yves Le Drian rappelle à M. le ministre de l'éducation que les directeurs et directrices des écoles maternelles et élémentaires doivent faire face à des responsabilités de plus en plus écrasantes qui se font, pour la quasi-totalité, en plus de leur journée de travail. Ils jouent ainsi: un rôle d'animation dans l'école et à l'intérieur du conseil des maîtres;

un rôle de conseiller auprès des jeunes maîtres ; un rôle social auprès des parents d'élèves, s'occupant des cantines, des bourses, de la liaison avec la D. A. S. S., avec la C. A. ; un rôle de coordination des œuvres (ligue, organismes locaux) ; un rôle administratif (relations avec l'I. D. E. N., l'I. A., les municipalités, la médecine scolaire) ; un rôle de responsable général en assurant la surveillance des locaux scolaires, du personnel de service, des travaux, et en outre ils participent à la vie de la cité en assistant aux commissions, en étant membres d'associations. Cette situation est particulièrement dramatique dans le Morbihan où le problème des décharges de service pour ces personnels se pose avec une grande acuité. Il lui demande en conséquence que la mise en œuvre de la circulaire du 16 décembre 1977 portant sur l'amélioration de leurs conditions de travail soit immédiatement appliquée pour ce département, et s'il compte dégager des moyens budgétaires permettant d'établir une décharge progressive pour tous les directeurs de petites écoles (exemple : une demi-journée, une demi-décharge à partir de cinq classes ou 150 élèves, une décharge totale à partir de dix classes ou 225 élèves).

Réponse. — La situation des directeurs et directrices d'école — notamment leurs responsabilités et leur charge de travail — constitue l'une des principales préoccupations du ministre de l'éducation. Une décharge complète de service est accordée aux directeurs et directrices dont les établissements accueillent 400 élèves et plus, une demi-décharge pour un effectif de 300 élèves au moins et 399 au plus. En outre, une demi-journée par semaine de décharge est accordée depuis la rentrée de 1976 à ceux dont l'école a un effectif compris entre 250 et 300 élèves. Enfin, depuis la rentrée de septembre 1978, les inspecteurs d'académie peuvent accorder des demi-décharges aux directeurs d'école à dix classes et une décharge d'une journée par semaine aux directeurs d'école à huit et neuf classes. L'extension progressive du régime d'attribution des décharges de service constitue un des objectifs fixés par la circulaire n° 78-430 du 1^{er} décembre 1978. Sa réalisation passe par une utilisation différente des emplois mis à la disposition des recteurs d'académie et dégagés par des fermetures de classes opérées en raison de la baisse des effectifs d'élèves. C'est ainsi qu'à la rentrée de 1979, une centaine d'emplois ont pu être réutilisés dans cette perspective. Le ministre de l'éducation tient à assurer à l'honorable parlementaire que tout en s'efforçant d'améliorer les conditions d'exercice des fonctions de directeurs, notamment par l'extension des décharges de classe dont ils bénéficient, il est conscient de la nécessité de définir clairement le rôle de ces fonctionnaires. La loi du 11 juillet 1975 relative à l'éducation et le décret du 28 septembre 1976 pris pour son application dans les écoles ont en effet donné aux directeurs des attributions d'ordre administratif et d'ordre pédagogique. Les modalités d'exercice des premières doivent être nettement précisées. Le rôle d'animation pédagogique doit quant à lui être renforcé. Chargé de l'animation de la vie de la communauté scolaire, du bon déroulement des enseignements et de l'aide aux maîtres, le directeur doit être en mesure, par sa compétence pédagogique et son sens de l'initiative, d'assurer l'adaptation permanente des activités pédagogiques de l'école. Cette fonction doit s'insérer dans l'ensemble du réseau d'animation pédagogique. Elle est appelée à prendre une importance grandissante à mesure qu'est ressenti plus vivement la nécessité d'un perfectionnement continu des méthodes pédagogiques et de la constitution d'une véritable équipe éducative à l'école. C'est dans ce sens qu'est engagée actuellement une réflexion approfondie sur le rôle des directeurs et directrices d'école.

*Enseignement supérieur et post-baccalauréat
(établissements : Morbihan).*

22615. — 21 novembre 1979. — **M. Jean-Yves Le Drian** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés qu'éprouvent, à l'heure actuelle, les jeunes bacheliers du Morbihan pour poursuivre des études de technicien dans ce département en raison de l'insuffisance des capacités d'accueil des établissements d'enseignement. En effet, le nombre de places disponibles dans les classes de technicien supérieur apparaît très nettement inférieur aux demandes des élèves. Ainsi, à la rentrée 1979, une seule section de technicien supérieur électrotechnique était ouverte dans l'ensemble du Morbihan, ne pouvant accueillir que 24 élèves sur les 270 candidatures enregistrées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour corriger cet état de fait et remédier ainsi à une des causes d'exode des jeunes de ce département breton.

Réponse. — Il convient de rappeler que l'admission d'un bachelier dans les classes post-baccalauréat, qu'il s'agisse d'une classe préparatoire à une grande école ou d'une section de techniciens supérieurs, est conditionnée, en premier lieu, par le dossier scolaire. D'autre part, on remarque que de nombreux élèves qui postulent

pour l'entrée dans une section de techniciens supérieurs demandent également leur inscription dans un département d'I. U. T., une classe préparatoire aux grandes écoles et à l'université. C'est ainsi que de nombreux désistements sont enregistrés après la rentrée. Ce phénomène réduit considérablement le nombre réel de candidats à une section de techniciens supérieurs. De ce fait et selon les renseignements recueillis auprès du recteur de l'académie de Rennes, l'accueil des élèves reconnus aptes à suivre avec profit un enseignement de niveau III en électronique n'a pas posé, à la dernière rentrée scolaire, de problèmes particuliers, les structures d'accueil actuellement en place dans l'académie (deux sections de techniciens supérieurs implantés à Saint-Malo et à Lorient et un département génie électrique option électrotechnique ouvert à l'Institut universitaire de technologie de Brest) répondent aux besoins de la région, compte tenu, par ailleurs, des débouchés offerts par le marché de l'emploi.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel : Paris).

22649. — 21 novembre 1979. — **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des instituteurs de la Ville de Paris bénéficiaires du supplément communal de traitement. Le Conseil de Paris avait fixé pour 1979 une indemnité de logement en augmentation de 23,8 p. 100 par rapport à 1978, l'indemnité mensuelle passant ainsi de 348 francs à 431 francs, ce qui est loin d'être excessif étant donné la cherté des loyers et des charges à Paris. Les ministères de tutelle ont refusé ce taux, décidant de le limiter à 12,5 p. 100. Il lui fait remarquer que l'indemnité ainsi fixée serait à peu de choses près équivalente à celles pratiquées dans les départements de la région parisienne, alors que, selon la réglementation en vigueur, il est bien prévu que les instituteurs parisiens bénéficieraient d'une indemnité tenant compte des difficultés propres à Paris. Il lui demande ce qu'il a l'intention de faire pour que les instituteurs de la Ville de Paris puissent bénéficier d'une indemnité de logement décente.

Réponse. — Les problèmes posés par la détermination du taux du supplément communal alloué aux instituteurs non logés de la ville de Paris n'entrent pas dans les attributions du ministre de l'éducation. Ces problèmes sont de la compétence du ministre de l'intérieur et du ministre du budget.

Enseignement secondaire (établissements).

22714. — 21 novembre 1979. — **M. Augustin Chauvet** signale à **M. le ministre de l'éducation** le cas d'un collège sans internat de cinq cent soixante-dix élèves dont l'équipe administrative se compose : d'un principal logé par nécessité absolue de service ; d'un sous-directeur logé par nécessité absolue de service, mais logé par sa femme proviseur d'un lycée avec internat ; d'un attaché d'intendance logé par nécessité absolue de service, mais logé par sa femme attaché d'intendance dans un lycée avec internat ; d'un sous-directeur de S. E. S. logé par nécessité absolue de service ; d'un conseiller d'éducation nommé sur un poste non logé, et logé par son mari (C. P. E.) dans un lycée avec internat. Il demande si cet établissement (deux personnes seulement logées par nécessité absolue de service) peut bénéficier de la circulaire n° 77-120 du 28 mars 1977 applicable aux petits établissements pour les dimanches et jours fériés.

Réponse. — Conformément aux termes de la circulaire n° 77-120 du 28 mars 1977 sont considérés comme petits établissements pour l'application des dispositions en vigueur en matière de service de vacances dans les établissements d'enseignement du second degré, ceux qui ne comptent que trois personnes astreintes à ce service, ce seuil étant porté à quatre dans le cas d'établissements comportant une section d'éducation spécialisée. Il convient de rappeler que ledit service de vacances concerne l'ensemble des personnels assurant des fonctions de direction, d'éducation et d'intendance, qu'ils soient titulaires ou non, logés ou non. C'est donc bien l'ensemble de ces personnels qu'il convient de prendre en considération pour déterminer si les dispositions relatives aux petits établissements sont applicables ou non.

*Bourses et allocations d'études
(bourses nationales du second degré).*

22746. — 22 novembre 1979. — **M. Jean-Charles Cavallé** fait part à **M. le ministre de l'éducation** de son étonnement devant le fait que les élèves qui sont scolarisés en classe de certificat d'études professionnelles (C. E. P.) et qui réussissent, à l'issue de leur formation, à se faire admettre en classe de C. A. P. se voient supprimer l'intégralité des bourses nationales qui avaient pu leur être accordées jusque-là. Ce problème se pose dans les mêmes termes pour les élèves qui obtiennent un C. A. P. et qui décident

de rentrer en classe de B.E.P. Dans ces deux cas, en effet, on considère qu'ils avaient terminé leur cycle normal d'études et qu'ils s'engagent donc dans une filière qui ne leur donnera pas une formation sensiblement identique. Mais alors, cette position ne condamne-t-elle pas certains enfants à devoir se contenter d'une instruction minimum puisque, en fait, elle tend à décourager ceux qui voudraient acquiescer un diplôme plus valorisant. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les différentes mesures qui pourraient être prises pour faire disparaître cette situation à la fois peu équitable et surtout discriminatoire.

Réponse. — Les bourses nationales d'études du second degré sont attribuées en fonction des charges et des ressources familiales appréciées selon un barème national qui permet de déterminer de façon très précise la vocation à bourse de chaque candidat, quelle que soit son origine socio-professionnelle. Mais, aux termes de l'article 12 du décret n° 59-39 du 2 janvier 1959 relatif aux modalités d'attribution des bourses nationales d'études du second degré dans les classes secondaires et terminales « les bourses sont accordées pour la durée normale de la scolarité dans l'enseignement du second degré ». Une bourse peut donc être accordée à un élève préparant un certificat d'études professionnelles ou un certificat d'aptitude professionnelle jusqu'à l'obtention de ce diplôme. En outre, l'élève titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle peut conserver le bénéfice de l'aide de l'Etat s'il a été autorisé à préparer en une année d'études supplémentaire un second certificat d'aptitude professionnelle, sous réserve, d'une part, qu'il n'ait pas déjà redoublé une année d'études au cours de sa scolarité de second cycle court et, d'autre part, que le second certificat d'aptitude professionnelle ne soit pas sans rapport avec celui qu'il a obtenu précédemment. Par ailleurs les meilleurs élèves titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle peuvent être admis, conformément aux règles de scolarité, dans un lycée d'enseignement technologique pour la préparation d'un brevet de technicien supérieur ou d'un baccalauréat de technicien qui leur assure une qualification supérieure à celle du certificat d'aptitude professionnelle. Le maintien de l'aide de l'Etat est alors automatique à condition, toutefois, que les ressources familiales justifient encore l'attribution d'une bourse d'études. Les élèves qui ont suivi une formation sanctionnée par le certificat d'aptitude professionnelle ne peuvent être admis dans une section de formation sanctionnant un brevet d'études professionnelles. D'une part il s'agit d'une formation qui aboutit au même niveau de qualification, d'autre part le décret n° 69-102 du 18 janvier 1969 portant règlement général des brevets d'études professionnelles exige que les candidats aient suivi la totalité du premier cycle de l'enseignement secondaire jusqu'à la classe de troisième incluse avant d'avoir accompli les deux années du second cycle court. Il s'ensuit qu'en l'état actuel de la réglementation, les titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle admis en section de brevet d'études professionnelles ne pourraient donc être candidats à cet examen.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale : Seine-Saint-Denis).

22771. — 22 novembre 1979. — **M. Maurice Nilès** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le cas d'un professeur agrégé d'arabe au lycée de Drancy. Du fait de la cécité de cet enseignant, il lui avait été attribué une assistante pour le secourir dans son travail trente-six heures par semaine. Cette année, cet enseignant ne dispose d'une assistante que le temps de ses cours, soit quinze heures par semaine. Le droit au travail des handicapés suppose que leur soient donnés les moyens d'exercer leur métier et pour un enseignant, son temps de travail ne se limite évidemment pas à son temps de présence en classe. De plus, la situation de cette assistante est particulièrement grave, puisqu'elle voit son salaire amputé d'autant et son affiliation à la sécurité sociale remise en cause. Devant l'émotion soulevée par cette mesure parmi les enseignants, les parents d'élèves et la population, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer à ce professeur handicapé la possibilité d'enseigner et lui attribuer une assistante dont le service serait identique à l'an passé.

Réponse. — Le cas évoqué concernant un agent public qui peut être identifié sans difficulté, il n'est pas possible de répondre à cette question dans le cadre de la présente procédure. Une lettre de réponse sera adressée directement à l'honorable parlementaire, dès que les éléments d'information auront été recueillis.

*Enseignement supérieur et post-baccalauréat
(établissements : Nord).*

22813. — 23 novembre 1979. — **M. Gustave Ansart** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la classe technique supérieure « Exploitation de véhicules à moteur » ouverte au lycée technique du Hainaut, à Valenciennes. Réclamé depuis longtemps

par les enseignants et leurs syndicats, cet enseignement s'avère indispensable dans une région où les industries automobiles devraient s'installer (déjà Peugeot s'implante à Trith-Saint-Léger), et où, par conséquent, la demande de techniciens supérieurs en véhicules à moteur pourrait être, a terme, importante. Le 22 juin 1973, la décision a été enfin prise d'ouvrir, à titre expérimental, une demi-section au lycée du Hainaut, alors qu'une infrastructure en matériel, les demandes comme les débouchés, permettraient et même engendreraient la création d'une section entière. Je rappelle que cet enseignement, unique en France (il y a actuellement douze élèves) semble intéresser tous les jeunes Français ayant les capacités requises. Or cette demi-section ne comporte que douze élèves. Devant de tels faits, **M. Gustave Ansart** demande au ministre : 1° s'il n'entend pas créer, dans les plus brefs délais, une section entière préparant au B.T.S. « Exploitation de véhicules à moteur » ; 2° comment et sur quelles bases s'effectuera le recrutement de cette section ; 3° s'il n'entend pas donner une priorité aux jeunes du département du Nord qui seront les cadres et techniciens dont notre région aura besoin demain.

Réponse. — La préparation au brevet de technicien supérieur « Exploitation des véhicules à moteur », créé par arrêté du 10 septembre 1979, sera, dans un premier temps, assurée par trois sections, dont le recrutement s'effectuera au plan national. Deux de ces sections fonctionnent actuellement, l'une au lycée du Hainaut, à Valenciennes, la seconde au lycée Jean-Perrin, à Marseille. La troisième est prévue au lycée technique, rue Condorcet, à Montreuil-sous-Bois. Conformément à la décision ministérielle du 18 mai 1979, une section entière a été ouverte à Valenciennes, appelée à recruter sur la base normale de vingt-cinq élèves. En fait, dix-sept élèves seulement y étaient inscrits à la rentrée, et elle n'en accueille plus actuellement que quinze. Il est rappelé à cet égard que les sections de techniciens supérieurs concernant les seuls élèves ayant un dossier scolaire qui leur permette de suivre avec profit les enseignements dispensés à ce niveau.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Mayotte : fonctionnaires et agents publics).*

22828. — 23 novembre 1979. — **M. Younoussa Bamana** expose à **M. le ministre de l'éducation** que le décret n° 78-1159 du 12 décembre 1978 modifiant le régime de rémunération des fonctionnaires de l'Etat, à Mayotte semble rencontrer quelques difficultés d'application dans son département ministériel puisque le paiement de l'indemnité spéciale d'éloignement intervient très tardivement, puisque les réquisitions de transport de bagages sont délivrées de façon incomplète ou irrégulière et puisque, plus généralement, les enseignants affectés à Mayotte sont très insuffisamment informés des conditions matérielles et financières de leur séjour. Les fonctionnaires intéressés étant déjà très largement pénalisés par le décret n° 78-115 du 12 décembre 1978, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à ces difficultés d'application.

Réponse. — En application des dispositions du décret n° 78-1159 du 12 décembre 1978, article 4, les fonctionnaires de l'Etat qui reçoivent une affectation à Mayotte doivent percevoir, dans le mois qui précède leur prise de fonctions dans le territoire précité, la première fraction de l'indemnité d'éloignement. Cette disposition est précisée dans les arrêtés d'affectation qui sont notifiés aux services académiques dont relèvent les intéressés, services qui doivent faire procéder à la liquidation de l'indemnité en cause. Il est vrai que, dans certains cas, en nombre limité, des arrêtés n'ont pu être pris suffisamment à l'avance. De ce fait les personnels concernés n'ont été crédités de leur première fraction d'indemnité d'éloignement qu'après leur départ pour Mayotte. D'autre part, il est exact que des difficultés ont été rencontrées par les personnels nouvellement affectés à Mayotte auxquels l'administration n'a pu délivrer de bons individuels de transport de bagages, ni établir des réquisitions par voie aérienne, ce qui les a contraints à devoir avancer les sommes correspondantes et les a privés de la réception de ces bagages dans des délais beaucoup plus courts que ceux afférents à la voie maritime. Ce problème n'a pas échappé à l'attention du ministre de l'éducation et il doit faire l'objet d'une saisine du ministère du budget en vue d'obtenir la prise en charge des frais de transport des bagages par voie aérienne.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Mayotte : fonctionnaires et agents publics).*

22829. — 23 novembre 1979. — **M. Younoussa Bamana** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'en application d'un décret du 2 mars 1910, modifié par le décret n° 48-1718 du 10 novembre 1948, les enseignants, fonctionnaires de l'Etat, en service à Mayotte, bénéficiaient d'un congé administratif de six mois, à l'issue d'un

séjour de deux ans. Il semble — bien que la réglementation ne soit pas claire à cet égard — que le décret n° 78-1159 du 12 décembre 1978 ait supprimé ce congé au motif, d'ailleurs fondé, qu'il ne correspondait pas aux vacances scolaires. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'envisage pas le rétablissement de la prise en charge par l'Etat de leur voyage vers la métropole pendant les congés scolaires intervenant à l'issue de la première année de séjour, sans toutefois que cette prise en charge puisse interrompre la course du délai ouvrant droit à l'indemnité d'éloignement.

Réponse. — En réalité les personnels enseignants en fonctions à Mayotte sont soumis depuis l'entrée en vigueur du décret n° 78-1159 du 12 décembre 1978 fixant la rémunération des magistrats et des fonctionnaires en service à Mayotte, au régime de congés prévu par le décret du 2 mars 1910 modifié, c'est-à-dire bénéficient d'un congé administratif de six mois à l'issue d'un séjour de deux ans. Il est rappelé en effet que le décret n° 56-253 du 12 mars 1956 portant modification du régime des congés des personnels de l'enseignement en service dans les territoires d'outre-mer a donné au chef du territoire la possibilité de soustraire, par arrêté, les personnels enseignants au régime des congés administratifs et que l'arrêté n° 57-69 du 26 avril 1957 pris par le chef du territoire des Comores a accordé, en application du décret du 12 mars 1956 précité, un droit de passage annuel aux enseignants, en leur supprimant le coefficient de majoration de leur rémunération propre à ce territoire durant les vacances scolaires qu'ils passaient en métropole. Le décret du 12 décembre 1978 susmentionné ayant supprimé ce coefficient, l'arrêté accordant ces voyages gratuits annuels a été rapporté. Toutefois, sur l'intervention du ministre de l'éducation, le ministre du budget a maintenu le bénéfice de cette mesure aux personnels soumis aux dispositions transitoires de l'article 8 du décret du 12 décembre 1978 — soit ceux qui étaient en poste à Mayotte antérieurement au 21 décembre 1978, date d'application de ce texte. En ce qui concerne les personnels commençant un séjour après ladite date, il va de soi que les intéressés peuvent quitter l'île à leurs frais, à l'occasion des vacances scolaires de la première année de séjour, sans cesser d'acquiescer des droits à la deuxième fraction de l'indemnité spéciale d'éloignement.

Enseignement secondaire (établissements).

22910. — 23 novembre 1979. — **M. Henry Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation financière catastrophique des établissements secondaires. Les budgets des établissements sont tellement insuffisants que l'entretien courant est mal assuré, et que les conditions d'hygiène laissent grandement à désirer. Les crédits ne permettent même plus d'assurer simultanément les frais de chauffage et les frais d'enseignement ; et même en y affectant tous les crédits disponibles, les risques de rupture de chauffage ne sont pas à écarter. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour dégager, très rapidement, les moyens financiers nécessaires.

Réponse. — D'importants crédits supplémentaires ont été prévus pour compléter, au titre de l'augmentation des dépenses de chauffage, les dotations de fonctionnement mises cette année à la disposition des collèges et lycées. Les dispositions nécessaires seront prises pour qu'en aucun cas, la hausse des produits pétroliers n'ait pour conséquence de perturber, au détriment des élèves, par une diminution des crédits d'enseignement ou par une quelconque atteinte aux règles d'hygiène, les conditions de fonctionnement du service public.

Enseignement secondaire (personnel).

22926. — 28 novembre 1979. — **M. Henri Colombier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les instructions données dans la circulaire n° 79-223 du 17 juillet 1979 concernant les modifications d'horaires des professeurs auxiliaires. En vertu de cette circulaire, les intéressés doivent effectuer, pour un service complet, vingt et une heures hebdomadaires au lieu de dix-huit précédemment. Il en résulte que les intéressés voient diminuer leurs rémunérations d'une somme correspondant à trois heures supplémentaires annuelles, soit environ 5 400 francs pour un MA III et 6 300 francs pour un MA II. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait conforme à la plus stricte équité de compenser ce surcoût d'horaire par un relèvement d'indice pour les professeurs qui exerçaient précédemment, ce qui permettrait tout à la fois de maintenir le principe des vingt et une heures hebdomadaires et le pouvoir d'achat des professeurs en cause.

Réponse. — La circulaire n° 79-223 du 17 juillet 1979 a pour objet de fixer à 21 heures le service des maîtres auxiliaires en fonction dans les collèges. Cette mesure ne modifie pas, pour les intéressés assurant un service complet, leur niveau de rémunération qui reste le même que celui dont ils pouvaient bénéficier antérieurement

dans les mêmes fonctions. L'attribution d'un avantage indemnitaire à ceux qui, en fonction précédemment, ont connu, du fait de ces nouvelles dispositions une augmentation de leurs obligations de service, n'est pas envisageable. Une telle mesure aboutirait, en effet, à instituer des discriminations entre des maîtres auxiliaires exerçant au même niveau d'enseignement, discriminations que tend à supprimer, par souci d'équité, la circulaire précitée.

Enseignement privé (personnel).

23752. — 4 décembre 1979. — **M. Joseph-Henri Maujoui** du **Gasset** rappelle à **M. le ministre de l'éducation**, que la loi Guerin prévoit que les instituteurs titulaires en collège, non promus P. E. G. C., seront automatiquement reclassés à compter du 15 septembre 1982, dans les groupes de professeurs de C. E. G. (ancien régime). Il lui demande ce qui est prévu pour ceux qui, titulaires du C.A.E.T. et du C.A.E.P. sont déjà classés dans cette catégorie.

Réponse. — Les maîtres qui n'auront pas satisfait aux épreuves de vérification d'aptitude et qui, de ce fait, ne seront pas admis à bénéficier de l'échelonnement indiciaire des professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.) par application du décret n° 78-252 du 8 mars 1978 continueront, comme les maîtres de l'enseignement public se trouvant dans une situation analogue, à faire carrière dans les groupes de professeurs de collège d'enseignement général (ancien régime). Ce serait le cas, notamment, des maîtres titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les classes de transition (C.A.E.T.) ou du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les classes pratiques (C.A.E.P.).

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

23289. — 4 décembre 1979. — **M. Jean Bernard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les dispositions du décret n° 71-772 du 16 septembre 1971, pris pour l'application de l'article 33 de la loi sur la gestion municipale et les libertés communales. Il lui rappelle que l'article 1^{er} de ce texte prévoit que la part des dépenses assumées par les collectivités pour la construction et le fonctionnement des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire est, à défaut de prise en charge par un district ou par un syndicat de communes ou, à défaut d'accord amiable, répartie entre les collectivités et les groupements de communes selon des conditions qui sont fixées par le texte même. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement et s'agissant des établissements nationalisés, la répartition des dépenses se fait, pour 60 p. 100, au prorata du nombre d'élèves domiciliés sur le territoire de chacune des communes et, pour 40 p. 100, au prorata de la valeur du centime de chacune de ces communes. Il ne semble pas que des dispositions analogues existent en ce qui concerne les frais de fonctionnement des établissements du premier degré recevant, en raison de regroupements pédagogiques, des enfants dont les parents sont domiciliés dans des communes différentes. Dans un certain nombre de cas, la commune où se trouve l'école primaire fréquentée ne reçoit aucune aide, résultant d'un accord amiable, de la part des communes qui envoient leurs enfants dans cette école. Il y a là une anomalie regrettable. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que des dispositions analogues à celles figurant dans le décret du 16 septembre 1971 soient prises pour que la charge des écoles se trouvant dans ce cas n'incombe pas uniquement aux communes où ces écoles se trouvent.

Réponse. — En application des articles 11 et 12 de la loi du 30 octobre 1886, toute commune doit couvrir, qu'elle soit ou non pourvue d'une école, les dépenses inhérentes à la scolarisation de ses propres enfants. Dans le cas où des enfants se trouvent scolarisés dans une localité voisine faute d'école dans leur propre commune, la commune de résidence doit ainsi participer aux frais d'entretien de l'école de la commune d'accueil. Il appartient aux conseils municipaux des communes intéressées de se concerter pour déterminer, en retenant les critères de leur choix, leur contribution financière respective. Il ne leur est pas, dans ces conditions, interdit de se référer aux dispositions prévues pour la répartition des dépenses des collèges par le décret n° 71-772 du 16 septembre 1971.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Finances locales (projets et travaux de l'équipement : honoraires payés par les collectivités locales).

6330. — 23 septembre 1978. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les problèmes posés par le système des honoraires payés par les collectivités locales pour les projets et travaux effectués pour

le compte de ces dernières par les services de l'équipement. Outre le coût important pour les collectivités et la suspicion sans fondement sans doute, mais bien réelle, de certains élus que la liaison entre honoraires et travaux fait naître, ce système est injuste pour les personnels intéressés : en effet, ces ressources ne sont pas prises en compte pour la retraite et les revenus des retraités des catégories concernées ne représentent qu'une part très modeste de ceux qu'ils auraient si leur salaire correspondait à leur niveau dans la hiérarchie de la fonction publique. C'est pourquoi il lui demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de faire disparaître, ou tout au moins réformer, un système archaïque, désuet et aujourd'hui néfaste, et dans quel délai il compte aboutir.

Réponse. — Dans le cadre de la politique de développement des responsabilités locales, le Président de la République a chargé le Gouvernement de préparer les conditions d'une transformation profonde des rapports entre les collectivités territoriales et les services techniques de l'Etat. En effet, les communes et leurs groupements font souvent appel aux administrations de l'équipement et de l'agriculture pour gérer leur voirie, étudier des projets d'infrastructure ou surveiller des chantiers. Beaucoup d'élus critiquent les modalités de ces interventions : outre la lourdeur des procédures, ils leur reprochent d'établir un lien direct entre le volume des travaux ainsi exécutés et le montant des indemnités allouées en contrepartie aux ingénieurs et techniciens de l'Etat. Pour mettre fin à cette ambiguïté, le Gouvernement a adopté une réforme inspirée par un triple souci de vérité, de simplicité et d'équité. Vérité : à compter du 1^{er} janvier 1980, tout lien sera supprimé entre les indemnités des ingénieurs et techniciens de l'Etat et les sommes versées par les collectivités locales pour les interventions des administrations de l'équipement et de l'agriculture. Les communes et leurs groupements seront ainsi assurés d'une liberté totale dans le choix de leur maître d'œuvre. L'objectivité des services de l'Etat ne pourra plus être mise en cause lorsqu'ils seront appelés à émettre un avis technique sur un projet intéressant une collectivité locale. La réforme supprimera également certains obstacles à la mobilité des personnels et facilitera l'affectation de ceux-ci dans les zones prioritaires. Simplicité : par une seule délibération annuelle de leur conseil municipal, les communes pourront obtenir des directives départementales de l'équipement une prestation d'aide technique à la gestion. Pour les communes ne dépassant pas 2 000 habitants, moyennant une contribution de 2,50 francs par habitant en 1980, cette prestation comprendra la gestion de la voirie communale, l'étude et la direction des travaux de voirie d'un montant inférieur à 100 000 francs, ainsi qu'une mission générale d'assistance et de conseil en matière d'aménagement, d'urbanisme et d'habitat. Equité : pour les autres missions de maîtrise d'œuvre, les barèmes de rémunération seront aménagés afin de mieux correspondre à l'importance réelle de chaque type d'intervention. Les sommes versées par l'ensemble des collectivités locales étant maintenues à leur niveau actuel, il en résultera une diminution du coût des travaux courants qui intéressent souvent les communes petites et moyennes. La réforme décidée par le Gouvernement rendra ainsi plus claires et plus confiantes les relations des collectivités locales avec les services techniques de l'Etat appelés à privilégier désormais leur mission de conseil.

Logement : amélioration de l'habitat.

9347. — 29 novembre 1978. — M. Roland Renard attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les demandes de prime à l'amélioration de l'habitat rural. Principalement formulées par des personnes âgées, bon nombre d'entre elles se sont vu rejetées du seul fait que les travaux avaient été commencés, voire exécutés avant la notification de décision d'octroi de prime. Or le problème qui se pose, c'est qu'entre la date de dépôt de la demande et la décision de principe d'octroi de prime, il s'écoule généralement un laps de temps particulièrement long. Il faut ajouter également que les travaux à entreprendre sont tributaires du temps, en particulier pour les réfections de toiture ou les installations de chauffage central. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas créer une dérogation pour des cas litigieux ou permettre aux maires de délivrer une attestation certifiant que les travaux à la date de dépôt de la demande de prime à l'amélioration de l'habitat rural ne sont pas commencés.

Logement : amélioration de l'habitat.

19305. — 11 août 1979. — M. Roland Renard attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la question écrite n° 9347 qu'il avait déposée le 29 novembre 1978, restée à ce jour sans réponse, et qui concernait les demandes de primes

à l'amélioration de l'habitat rural. Principalement formulées par des personnes âgées, bon nombre d'entre elles se sont vu rejetées du seul fait que les travaux avaient été commencés, voire exécutés, avant la notification de décision d'octroi de prime. Or, le problème qui se pose, c'est qu'entre la date de dépôt de la demande et la décision de principe d'octroi de prime, il s'écoule généralement un laps de temps particulièrement long. Il faut ajouter également que les travaux à entreprendre sont tributaires du temps, en particulier pour les réfections de toiture ou les installations de chauffage central. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas créer une dérogation pour des cas litigieux ou permettre aux maires de délivrer une attestation certifiant que les travaux à la date de dépôt de la demande de prime à l'amélioration de l'habitat rural ne sont pas commencés.

Logement : amélioration de l'habitat.

12490. — 17 février 1979. — M. Alain Bonnet appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés que rencontrent, dans certains cas, les usagers qui ont recours aux primes de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat rural (ANAH). Pour commencer les travaux, les personnes qui ont vu leur dossier accepté doivent attendre cependant le déblocage effectif des fonds. Un intervalle parfois très long peut exister entre ces deux opérations, qui retarde inutilement les travaux que souhaitent entreprendre les intéressés. Il lui demande, en conséquence, s'il ne pense pas possible d'envisager un assouplissement de la procédure qui permettrait notamment aux personnes qui le désirent de commencer les réparations qu'elles veulent réaliser, dès acceptation du dossier, même si les fonds ne sont déblocués qu'ultérieurement.

Réponse. — Dans le cadre du plan global d'amélioration de l'habitat, approuvé en conseil des ministres le 29 août 1979, les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie ont procédé à la refonte des textes réglementaires relatifs à la prime à l'amélioration de l'habitat rural (P.A.H.R.) et à la prime à l'amélioration de l'habitat (P.A.H.). Cette fusion a fait l'objet du décret n° 79-977 du 20 novembre 1979 (*Journal officiel* du 22 novembre), codifié sous les articles R. 322-1 à R. 322-17 du code de la construction et de l'habitation, qui tient compte des observations formulées dans la présente question. En effet, ce texte stipule notamment que « ne donnent pas lieu à l'octroi de la prime, les travaux commencés avant la notification de la décision d'octroi de prime. En cas de circonstances exceptionnelles, des dérogations à cette condition peuvent être accordées par le préfet en fonction de l'urgence et de l'intérêt des travaux à réaliser. Toutefois, cette dérogation ne peut être accordée que pour des travaux commencés après la date de dépôt de la demande de prime ». Des instructions doivent préciser les cas où les dérogations pourront être accordées. En outre, l'augmentation importante des crédits destinés au financement des primes à l'amélioration de l'habitat, prévue au titre du projet de la loi de finances pour 1980, devrait limiter les éventuels délais d'attente.

Eau (eau potable : production et distribution).

13160. — 3 mars 1979. — Mme Colette Goeriot attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'alimentation en eau potable des communes du Pays Lorrain en Lorraine, dépend de plus en plus des prélèvements opérés sur les eaux d'exhaure des mines de fer. Chaque collectivité a passé avec une ou plusieurs sociétés concessionnaires des exploitations de concessions érites ou des arrangements oraux de caractère souvent très différent mais qui, en général, n'offrent guère d'assurance pour l'avenir. Or, la fermeture progressive des mines ou les modifications apportées par les concessionnaires sur le tracé de circulation des eaux souterraines risquent de poser de graves problèmes de maintien des ressources ou d'adaptation aux conditions nouvelles. Aucun texte, aucune jurisprudence, ni dans le code minier, ni dans le code rural, ni dans notre législation ne traite du problème de l'eau et de sa propriété. Sous quelle forme les collectivités peuvent-elles en prendre livraison pour les besoins des populations. L'exploitation intensive du sous-sol n'a-t-elle pas provoqué un détournement des eaux dans le sens vertical comme il peut y avoir un détournement des eaux de surface. Les sociétés minières peuvent-elles modifier à leur gré le sens de circulation et les points de recueil. En cas d'abandon de la concession, par qui et comment seront assurés le maintien des installations réalisées au fond des mines et l'exhaure des eaux. Quelles mesures de protection de la qualité des eaux peuvent-elles être prises et par qui. De plus, il n'est plus possible qu'une commune ou qu'un syndicat travaille

chaun dans son secteur sans plan d'ensemble. Le problème de l'eau est un problème national et doit être traité comme tel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obtenir un texte législatif traitant du problème de l'eau.

Eau (eau potable).

17515. — 20 juin 1979. — Mme Colette Gœuriot attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'alimentation en eau potable des communes du Pays-Haut de Lorraine. L'alimentation en eau potable des communes du Pays-Haut de Lorraine dépend de plus en plus de prélèvements opérés sur les eaux d'exhaure des mines de fer. Chaque collectivité a passé avec une ou plusieurs sociétés concessionnaires des exploitations, des conventions écrites ou des arrangements oraux de caractère souvent très différents mais qui, en général, n'offrent guère d'assurance pour l'avenir. Or, la fermeture progressive des mines, ou les modifications apportées par les concessionnaires sur les tracés de circulation des eaux souterraines risquent de causer de graves problèmes de maintien des ressources ou d'adaptation aux conditions nouvelles ; aucun texte, aucune jurisprudence, ni dans le code minier, ni dans le code rural, ni dans notre législation, ne traitent du problème de l'eau. Sous quelles formes les collectivités peuvent-elles en prendre livraison pour les besoins des populations. L'exploitation intensive du sous-sol n'a-t-elle pas provoqué le détournement des eaux dans un sens vertical comme il peut y avoir un détournement des eaux de surface. Les sociétés minières peuvent-elles modifier à leur gré le sens de circulation et les points de recueil. En cas d'abandon de la concession, par qui et comment seront assurés le maintien des installations réalisées au fond des mines et l'exhaure des eaux. Quelles mesures de protection de la qualité des eaux peuvent être prises et par qui. De plus, il n'est plus possible qu'une commune ou qu'un syndicat travaillent chacun dans son secteur, sans plan d'ensemble. Le problème de l'eau est un problème national, et doit être traité en temps que tel. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre en place un texte législatif traitant du problème de l'eau.

Réponse. — Il est exact que des problèmes spécifiques risquent de se poser à certaines communes du bassin ferrifère de Lorraine dont l'alimentation en eau est aggravée par des prélèvements effectués sur les eaux d'exhaure des mines, à la suite de modifications ou de l'arrêt de travaux miniers. D'une façon générale, il faut noter que les pouvoirs publics ont mis en place, dès 1964, un ensemble cohérent de textes législatifs et réglementaires concernant la protection de la qualité des eaux de surface et destinés à protéger les approvisionnements des collectivités, auxquels les dispositions du code minier et les textes d'application du décret-loi de 1935 relatif à la protection des eaux souterraines ont apporté les compléments indispensables. Il convient, par ailleurs, de rappeler qu'aux termes de l'article 552 du code civil, l'eau souterraine appartient au propriétaire du sol qui en dispose à son gré au fur et à mesure qu'il la recueille, mais, selon une jurisprudence bien établie, il ne devient propriétaire que de l'eau qu'il capte effectivement et ne saurait se plaindre de pompages effectués par son voisin. L'eau d'exhaure de la mine revient au propriétaire du terrain sur lequel l'eau débouche en surface. Les collectivités peuvent prendre livraison de cette eau en concluant des contrats avec les sociétés minières, les travaux de dérivation étant déclarés d'utilité publique en application de l'article 113 du code rural. L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux doit également déterminer les mesures à prendre en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux. Si l'exploitation des mines de fer a modifié les conditions d'écoulement des eaux dans le sous-sol et a notamment abaissé sensiblement par endroits le niveau des nappes, elle a également permis de rassembler des débits et des volumes importants mis à la disposition des collectivités. Il est vrai, toutefois, que l'arrêt de certaines exploitations minières pourra entraîner des difficultés et qu'il y aura bien un détournement physique des eaux souterraines hors de leur gîte naturel. Mais ce détournement n'est pas spécifiquement interdit. S'il peut faire l'objet d'une recherche de responsabilité au titre des articles 13 et 82 et suivant du code civil, l'administration ne pourrait cependant prescrire, sur le fondement des articles 83 et 84 du code minier, la poursuite des contrats de fourniture d'eau potable aux collectivités. Il n'en est pas moins nécessaire de pallier les inconvénients éventuels d'un arrêt des exploitations minières. A cet effet, le conseil d'administration de l'agence financière de bassin Rhin-Meuse a pris la décision de principe d'examiner, cas par cas et en liaison avec les administrations concernées, les problèmes urgents soulevés localement. Par ailleurs, un examen d'ensemble de tous les problèmes posés sera entrepris par l'agence, l'administration et la mission déléguée de bassin Rhin-Meuse, instances auxquelles le ministre de l'environnement et du cadre de vie a demandé de lui faire part dans les meilleurs délais des propositions techniques, éventuellement juridiques, propres à apporter des solutions positives.

Sites (protection : électricité de France).

15846. — 10 mai 1979. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la façon, trop souvent désinvolte, dont E.D.F. procède à ses installations, sans se soucier de la protection nécessaire de leur environnement. Il pourrait citer maints exemples de réseaux touffus de fils électriques s'enchevêtrant devant tel portail d'église romane ou déparant la façade de tel château du XV^e siècle au grand désespoir des touristes et, notamment des photographes amateurs. Il lui demande s'il ne pourrait pas faire les recommandations nécessaires pour que E.D.F. montre un peu plus de sens esthétique, tout au moins chaque fois que cela sera possible, afin qu'on ne la range pas parmi les responsables de la « France défigurée ».

Réponse. — Parmi les nombreux problèmes que pose l'introduction des ouvrages électriques dans les sites et les paysages, l'un des plus préoccupants est celui du transport et de la distribution de l'énergie dans les agglomérations et dans les milieux ruraux. Des travaux de dissimulation ont été entrepris en fonction des urgences, dans la limite des possibilités financières offertes par une dotation annuelle spéciale dérogée par E.D.F. et qui, dès 1967, a permis de réaliser une vingtaine d'opérations par an, réparties entre trois catégories de biens culturels : les monuments d'importance nationale et leurs abords ; les villes et villages protégés au titre de la législation sur les sites et dont l'intérêt dépasse le cadre départemental ou régional ; enfin, depuis le vote de la loi du 4 août 1962, les secteurs sauvegardés. En règle générale, la charge des travaux est supportée par moitié par Electricité de France, la charge de l'autre moitié devant être normalement assurée par les collectivités locales concernées (conseils généraux et municipaux). Il reste, néanmoins, beaucoup à faire. Une liste d'environ 400 monuments et sites de premier intérêt a été dressée et c'est dans cette liste que s'effectuent les choix prioritaires pour les opérations à engager au cours des prochaines années. Dans une mesure appréciable, ce choix est facilité par la nécessité où se trouve E.D.F. de rénover de nombreux réseaux de distribution. Chaque opération de renforcement qui concerne des édifices ou des sites figurant sur la liste prioritaire s'effectue, bien entendu, suivant les techniques de dissimulation qui ont été décrites et sans grever pour autant le budget de la dotation spéciale. Il en va de même pour les travaux de cette nature qui sont réalisés dans l'ensemble des sites protégés et qui, comme l'exige la loi, doivent avoir été préalablement examinés et approuvés par les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie.

Architecture agréés en architecture.

17237. — 14 juin 1979. — M. Henri Emmanuelli appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le fonctionnement des comités d'agrément régionaux créés en application de l'article 37-2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et du décret n° 78-68 du 16 janvier 1978. Il semble que des disparités importantes soient observées quant au nombre de maîtres d'œuvre agréés, selon les régions. Il lui demande, en conséquence, s'il lui est possible de lui fournir le pourcentage des candidatures agréées et rejetées par région et notamment pour la région aquitaine. Il lui demande également de lui faire connaître les possibilités qui s'offrent aux candidats non agréés.

Réponse. — La loi sur l'architecture (loi du 3 janvier 1977) a prévu deux procédures spécifiques d'agrément en faveur de certains maîtres d'œuvre en bâtiment susceptibles d'obtenir leur inscription à un tableau régional de l'ordre des architectes. La première, fondée sur l'examen de critères objectifs (art. 37, 1^{er} de la loi) a permis à environ 1 450 maîtres d'œuvre, ayant exercé de façon « libérale, exclusive et constante (...) depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1972 » et remplissant un certain nombre de conditions d'assurance et de patente, d'obtenir l'agrément. Les maîtres d'œuvre ne répondant pas à ces conditions étaient soumis à une procédure de reconnaissance de qualification, comportant l'examen d'un dossier de références professionnelles par une commission régionale. Un peu plus de 5 800 demandes de reconnaissance de qualification ont été déposées dans les délais impartis par la loi au titre de l'article 37, 2^o. A ce jour, 2 814 demandes ont été examinées par les commissions. Parmi ces dossiers, 1 300 ont fait l'objet d'une décision ministérielle. On ne doit pas se livrer au jeu des comparaisons entre les pourcentages d'avis favorables d'une région à l'autre. Pour de nombreuses régions, une partie seulement des dossiers ont été examinés, ce qui crée une distorsion puisque la qualité des candidatures n'est pas uniforme si l'on compare les demandes déposées à divers moments. Par ailleurs, la qualification des maîtres d'œuvre candidats à l'agrément est très inégale selon les régions. Dans ces conditions, il serait vain de comparer les résultats régionaux actuels en citant des pourcentages statistiques.

Cours d'eau (aménagement).

17464. — 16 juin 1979. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le vœu concernant l'aménagement de la rivière Allier adopté par la chambre d'agriculture de l'Allier, réunie en session ordinaire le 29 mai. La chambre d'agriculture de l'Allier rappelle ses diverses interventions, réitérées au fil des ans, en faveur d'un aménagement de la rivière Allier et plus particulièrement sa délibération en date du 23 juin 1977 concernant la mise en place d'une politique départementale de l'eau et notamment le paragraphe concernant l'aménagement de l'Allier et la consolidation de ses berges. Si elle se félicite des diverses dispositions prises depuis cette date par l'administration en matière de gestion du domaine public fluvial de l'Allier, particulièrement en ce qui concerne le contrôle des extractions de matériaux; elle déplore cependant qu'à sa connaissance, aucune mesure efficace de lutte contre l'érosion des berges n'ait été entreprise. Elle attire l'attention sur la situation devenue critique en certains points du cours et les mesures d'urgence qui s'imposent. Elle s'inquiète de la nature de certains projets de rectification de ruisseaux affluents de l'Allier, qui, sans aménagement préalable de celle-ci, risquent de se révéler inefficaces du fait du refoulement de l'Allier en périodes de crues (le Luzeray à Bessay). Elle souhaite que l'ensemble des problèmes posés par la rivière Allier ne soient plus traités au coup par coup mais fassent l'objet d'interventions concertées et programmées. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire de prendre en considération le vœu de la chambre d'agriculture de l'Allier qui demande la constitution d'une commission mixte : conseil général/administrations concernées/chambre d'agriculture, afin d'étudier en détail la situation actuelle, de faire des propositions concrètes de mesures à prendre et de travaux à réaliser, ainsi que de rechercher les moyens de financement de telles opérations.

Réponse. — L'aménagement du bassin de l'Allier a déjà fait l'objet d'un effort particulier et soutenu de la part de la direction départementale de l'équipement, qui, pleinement consciente de l'acuité du problème, a engagé une action concertée dès 1975 avec la chambre d'agriculture de l'Allier afin de dégager un financement destiné à lutter contre ce phénomène d'érosion. Une équipe d'intervention a également été créée afin de lutter contre l'érosion là où la situation est des plus critiques. Au niveau national, le ministère de l'équipement a accordé une subvention de 20 000 francs au département de l'Allier pour réaliser une étude permettant de déterminer les méthodes les plus adaptées à la lutte contre l'érosion. Les efforts entrepris pour une saine gestion du domaine public fluvial du secteur de l'Allier portent leurs fruits et celle-ci ne paraît plus poser de problèmes majeurs. Par ailleurs, dans le cadre général du schéma national d'aménagement des eaux, approuvés par le comité interministériel d'action pour la nature de l'environnement, une circulaire datant du 19 juillet 1979 demande aux préfets la mise en place de schémas d'aménagement spécifiques des bassins des rivières en cohérence avec le schéma national et les besoins locaux en concertation notamment avec les chambres d'agriculture. Des instructions particulières vont être données aux services des différents ministères concernés par les problèmes posés dans la vallée de l'Allier pour que cette cohérence soit rapidement assurée.

Habitat ancien (primes à l'amélioration de l'habitat).

18615. — 21 juillet 1979. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les problèmes pratiques posés par l'attribution de la prime nationale et la subvention départementale d'amélioration à l'habitat rural. Il demande à **M. le ministre** : 1° s'il n'y aurait pas intérêt à simplifier l'imprimé de demande de prime à l'habitat rural, car il est complexe pour une utilisation courante; 2° que les travaux conservatoires (réfection de toiture et ravalement) qui ne sont, d'après les textes, pris en compte que dans le cadre d'une mise aux normes totale, puissent l'être en complément d'éléments d'équipement représentant au moins 50 p. 100 de la prime accordée (cas des personnes âgées); 3° que la subvention globale (fixée présentement à 10 000 francs) et celles concernant les éléments de confort, puissent être révisables annuellement, en fonction d'un indice officiel (par exemple, indice I.N.S.E.E. de la construction ou BT01). Il lui signale que l'interdiction de commencer les travaux avant l'accord de prime risque de compromettre la sauvegarde d'un bâtiment en cas de travaux conservatoires nécessaires et une dérogation devrait être envisageable pour ces travaux (par exemple, accord tacite sans le délai d'un mois sauf opposition de l'administration). D'autre part, il est à noter que la subvention départementale habituellement complémentaire reste très liée, quant à ses modalités d'attribution, à la prime elle-même. Par ailleurs, le montant des res-

sources pourrait être modulé en fonction de la situation familiale, dans un souci d'homogénéité avec les plafonds de ressources utilisés pour la prime nationale à l'amélioration de l'habitat rural.

Réponse. — Dans le cadre du plan global d'amélioration de l'habitat approuvé en conseil des ministres le 29 août 1979, les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie ont procédé à la refonte des textes réglementaires relatifs à la prime à l'amélioration de l'habitat rural (P. A. H. R.) et à la prime à l'amélioration de l'habitat (P. A. H.). Cette fusion a fait l'objet du décret n° 79-977 du 20 novembre 1979 (J. O. du 22 novembre) codifié sous les articles R. 322-1 à R. 322-17 du code de la construction et de l'habitation qui tient compte des observations formulées dans la présente question. En effet, ce texte prévoit : la prise en compte des travaux de couverture dans le cadre d'une mise aux normes partielle; l'actualisation de la subvention dont le plafond passe de 10 000 francs à 12 000 francs; la possibilité de déroger à l'interdiction de commencer les travaux en fonction de leur urgence et de l'intérêt qu'ils présentent. Toutefois, ces dérogations ne sont autorisées que pour des travaux commencés à une date ultérieure à celle du dépôt de la demande de prime. Des instructions doivent préciser les cas où les dérogations pourront être accordées. En outre, dans le cadre de cette fusion, de nouveaux imprimés sont mis au point dans le sens d'une plus grande simplification.

Habitations à loyer modéré (offices).

18905. — 28 juillet 1979. — **M. Marcel Houël** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le problème du remboursement des frais de déplacement des administrateurs représentant les locataires d'organismes d'H. L. M. Le régime des frais de déplacement des membres du conseil d'administration est fixé de manière limitative par un arrêté interministériel du 28 juin 1978. Or, les intéressés doivent pouvoir assumer leur fonction sans pour cela être pénalisés; ils ont en effet un rôle déterminant à jouer dans les décisions à intervenir en matière de logement social. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour la normalisation de la situation.

Réponse. — Le régime des frais de déplacement des administrateurs des offices publics d'aménagement et de construction (O.P.A.C.) a été fixé, en application de l'article R. 421-14 du code de la construction et de l'habitation, par arrêté du 28 juin 1978. Il n'est pas envisagé de modifier les dispositions de ce texte qui prévoyait, dans son article 3, que les administrateurs percevraient à ce titre par séance du conseil d'administration, une somme de 112 francs et que ce taux suivrait l'évolution fixée pour le groupe 1 par l'arrêté pris en application du décret n° 66-619 du 10 août 1966. A titre indicatif, il est signalé que l'arrêté du 16 mai 1979, le dernier en date pris dans ce cadre, a fixé le montant de l'indemnité à 154 francs. En ce qui concerne les administrateurs des offices publics d'H. L. M., il n'existe pas de texte comparable mais il est de pratique constante que les frais de déplacement soient remboursés sur états justificatifs.

Urbanisme (réglementation).

20362. — 29 septembre 1979. — **M. Georges Mesmin** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que l'article 13 du titre 1^{er} de la loi du 7 février 1953, dite « loi Lafay », dispose que la ville de Paris pourra, sur les terrains de l'ancienne zone *non edificandi*, édifier ou faire construire des groupes d'immeubles à usage d'habitation ou à usage d'intérêt public, ainsi que des bâtiments publics, ne couvrant pas une superficie supérieure à 20 p. 100 de celle de cette zone et sous réserve de l'aménagement en espaces libres publics de terrains d'une surface équivalente, soit sur l'emplacement de l'ancienne enceinte fortifiée, soit en d'autres points de son territoire. Il demande s'il lui est possible de connaître les statistiques, mises à jour à la date la plus récente possible, portant sur la surface exacte des constructions réalisées ou projetées sur l'ancienne zone et celle des terrains qui ont été, en compensation, aménagés en espaces verts.

Réponse. — La ville de Paris procède actuellement, en vue de leur mise à jour, à une revision systématique des éléments d'informations dont elle dispose quant aux conditions d'occupation des terrains de l'ancienne zone *non edificandi*. Les données statistiques demandées seront communiquées à l'honorable parlementaire dès l'achèvement par la ville de Paris de cette opération de revision, dans un délai de l'ordre de trois mois.

Sites (protection) (environnement des bassins miniers).

18835. — 28 juillet 1979. — M. André Delelis attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les retards apportés au versement de certaines subventions de l'Etat pour les opérations ponctuelles d'amélioration de l'environnement du bassin minier. En effet, dans certains cas, des subventions de l'année 1977 n'ont pas encore été versées aux communes et le retard sera préjudiciable aux collectivités concernées. En tout état de cause, il lui demande de bien vouloir lui préciser les raisons de ces retards dans le mandatement des subventions.

Réponse. — Le montant de la participation du ministère de l'environnement et du cadre de vie pour les opérations ponctuelles d'amélioration est fixé par le comité interministériel d'aménagement du territoire (C.I.A.T.) sur proposition du groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (G.I.R.Z.O.M.). L'attribution aux communes des crédits d'investissement est effectuée au vu des programmes établis conjointement par les collectivités locales et la délégation à la qualité de la vie (aide technique) en liaison avec les préfets concernés. Pour l'année 1977, le financement des opérations ponctuelles a fait l'objet d'une décision du comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (C.I.A.N.E.) prise en date du 12 juillet 1977. Cette décision référencée sous le numéro 77-224 a autorisé le transfert de 5,5 millions de francs du fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (F.I.A.N.E.) sur le chapitre 67-01 (art. 10), crédit de catégorie 1. L'arrêté de transfert en date du 29 septembre 1977 a été publié au *Journal officiel* du 6 octobre 1977. Le déroulement des opérations sur le terrain a été le suivant : l'aide technique destinée à mettre au point les dossiers des communes bénéficiant des subventions a débuté courant novembre 1977. Précision est donnée que cette aide technique a été mise en place préalablement aux décisions visées ci-dessus. Les délibérations des assemblées municipales sur les actions à subventionner ont été regroupées par la préfecture de région et transmises à la délégation à la qualité de la vie courant janvier 1978. La mise au point définitive des dossiers de demande de subvention a été effectuée en liaison avec la délégation à la qualité de la vie par les maîtres d'œuvres de la région, choisis par les collectivités locales. Les dossiers instruits par la direction régionale de l'équipement ont été transmis le 12 décembre 1978 par la préfecture de région. La délégation à la qualité de la vie a donné un avis favorable aux demandes de subvention et les a transmises pour exécution aux services financiers le 10 novembre 1978, en anticipant sur la remise effective des dossiers. Entre le moment où la décision a été prise d'accorder les aides au bassin du Nord et du Pas-de-Calais et le moment où elles ont été mises en œuvre, il s'est écoulé environ dix-huit mois (12 juillet 1977 et 10 novembre 1978). Ce délai n'aurait pu être réduit que dans la mesure où le programme d'études aurait été préalable à la décision de principe d'affecter des crédits. En conclusion, la réduction de ces délais sera obtenue en cas de répétitivité des opérations ce qui est le cas pour le programme 1980.

Urbanisme (collectivités locales).

19935. — 15 septembre 1979 — M. Emile Koehl rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie la réponse à sa question écrite n° 8223 du 8 novembre 1978 parue au *Journal officiel* du 26 avril 1979 et relative au développement de la concession d'usage des sols par les collectivités locales. Il souhaiterait connaître les conclusions de l'étude demandée par son ministère à la Caisse des dépôts en vue d'une adaptation des prêts consentis pour les acquisitions foncières reposant sur un remboursement progressif et non plus constant.

Réponse. — Pour remédier aux difficultés financières rencontrées par les collectivités locales dans l'application des formules de concession des sols, le ministère de l'environnement et du cadre de vie a demandé à la caisse des dépôts et consignations d'étudier la possibilité de mettre en place un financement spécifique, sous forme de prêts à annuités progressives. Après avoir procédé à un examen attentif du problème sous tous ses aspects, la caisse des dépôts vient de faire connaître son avis très réservé, sur le principe de l'instauration de tels prêts. Sans méconnaître l'intérêt évident qu'ils présenteraient pour les collectivités locales désireuses de mettre en œuvre une politique foncière à long terme, la caisse estime en effet qu'il lui serait très difficile de limiter ce type de prêts aux opérations de l'espèce et qu'elle, serait inévitablement amenée à en faire bénéficier d'autres emprunteurs dont les finalités sociales ou d'intérêt général pourraient les conduire à présenter la même demande. La caisse des dépôts considère dès lors que la multiplication possible des domaines d'application de tels prêts ne serait compatible, ni avec l'origine de ses ressources, ni avec l'obligation

dans laquelle elle se trouve de satisfaire de nouveaux emprunteurs en grande partie au moyen des fonds qui proviennent du remboursement de prêts qu'elle a antérieurement consentis. La difficulté de ces problèmes a jusqu'ici rendu impossible la définition d'une solution satisfaisante pour la mise en place de prêts adaptés aux formules de location des sols. Des nouvelles négociations seront engagées à l'effet de trouver un moyen satisfaisant de financement de la concession d'usage des sols.

Habitat ancien (rénovation).

20474. — 3 octobre 1979. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les crédits d'Etat affectés à l'habitat ancien. Il note que de nombreuses collectivités locales entreprennent à juste titre une politique volontariste de rénovation de l'habitat ancien dans les centres villes et dans certaines zones d'aménagement délaissées jusqu'à aujourd'hui. Les crédits prévus au budget 1980 concernant l'habitat ancien augmentent d'un peu plus de 20 p. 100. L'augmentation réelle de ce chapitre doit être corrigée du fait que les crédits de résorption de l'habitat insalubre y sont intégrés. Il propose en conséquence que les crédits à l'habitat ancien soient augmentés réellement de 20 p. 100. Il demande à M. le ministre quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Les crédits prévus au budget 1980 concernant l'habitat ancien enregistrent une hausse de 21,61 p. 100 en passant de 861 millions de francs à 1 047 millions de francs, hors crédits de résorption de l'habitat insalubre (R. H. I.). Ils correspondent dans la conjoncture actuelle à un effort important de la part de l'Etat en ce domaine, qui prend en compte les besoins réels exprimés dans de nombreuses communes.

Lotissements (lotissements communaux).

20733. — 5 octobre 1979. — M. Fernand Marin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le cas de la ville de Laroque-d'Olmes (09600). En mars 1978, avant les élections, la municipalité de cette ville a été convoquée aux services de l'équipement à Foix, afin de constituer un dossier relatif à un lotissement communal. Il s'agissait de lui faire bénéficier, suivant la circulaire n° 78-19 du 26 janvier 1978, d'une subvention pour aider à l'aménagement de cette réalisation sociale. Depuis lors, la municipalité est dans l'attente. Il lui demande donc de répondre aux questions suivantes : 1° quelle suite a été donnée à la demande de la municipalité de Laroque-d'Olmes ; 2° à quelle date ont été débloqués les fonds promis dans ladite circulaire ; 3° quelles sont les communes ariégeoises bénéficiaires de ces aides ; 4° à quelle date sera attribuée la subvention à notre ville et quel en sera le montant.

Réponse. — Les demandes de subvention transmises par les préfets, au titre de la circulaire n° 78-19 du 26 janvier 1978, ont été honorées dans la limite des crédits disponibles et en suivant l'ordre de priorité. Compte tenu de ces éléments, la demande de la ville de Laroque-d'Olmes n'a pas pu être satisfaite. La dotation globale de 30 millions de francs pour l'ensemble des départements français ayant revêtu un caractère exceptionnel, limité à la seule année 1978 (la date de clôture pour la réception des demandes étant fixée au 30 mars 1978), la ville de Laroque-d'Olmes n'est plus en mesure de solliciter l'attribution d'une subvention de cette nature.

Pollution et nuisances (Alpes-de-Haute-Provence : eau).

20870. — 10 octobre 1979. — M. Pierre Girardo attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation critique du barrage-réservoir de Sainte-Croix-de-Verdon, à cause de la pollution provoquée par le passage de plus de 30 000 campeurs sauvages en été (immenses, détergents des lessives, lavage des véhicules, absences de sanitaires, feux dans les bols, etc.). Il lui rappelle que ce lac artificiel est destiné en partie à alimenter en eau potable les grandes cités de la côte et qu'en conséquence cet état de fait ne peut se prolonger. Il lui propose : 1° de demander à MM. les préfets des Alpes-de-Haute-Provence et du Var une enquête sur la situation qu'il vient de signaler ; 2° une aide de l'Etat aux collectivités locales riveraines du lac pour leur permettre le développement d'équipements collectifs qui limiteraient le camping sauvage ; 3° une réglementation plus stricte du camping sauvage dans ce secteur.

Réponse. — L'honorable parlementaire s'inquiète de la situation critique du barrage-réservoir de Sainte-Croix-de-Verdon, et en particulier de la pollution engendrée par les campeurs sauvages. Il est

exact que, depuis la création du barrage de Sainte-Croix-du-Verdon, le nombre de campeurs sauvages a augmenté considérablement chaque année. Devant ce problème préoccupant, plusieurs solutions ont été envisagées et font l'objet d'une réflexion afin de prendre des mesures pour la saison prochaine : possibilité d'aménagement de nouveaux terrains de camping ; dispositions à prendre pour entraver le développement du camping sauvage sur les rives du lac ; lutte contre la pollution du lac. Les points d'accueil pouvant être proposés en alternative étant insuffisants localement, il ne paraît pas apportant d'engager une répression du camping sauvage tant que de nouvelles structures n'auront pas été mises en place. Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence envisage de proposer un programme s'inscrivant dans le cadre du « Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural » et qui portera sur la mise en place d'infrastructures sur l'ensemble de ce secteur. Cette perspective, qui a recueilli un avis de principe favorable du commissariat à la montagne, permettrait aux collectivités locales riveraines du lac d'obtenir une aide de l'Etat afin de permettre la création d'équipements collectifs, ce qui limiterait le camping sauvage.

Permis de construire (délivrance).

21682. — 26 octobre 1979. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que les textes déterminant les nouvelles normes pour les surfaces hors œuvre nettes (S.H.O.N.) en vue de l'établissement des C.O.S., parus en fin 1977, donnent, pour un projet moyen, une variation de l'ordre de 30 mètres carrés par logement et se traduit donc par un C.O.S. supérieur pour une construction dont la surface initiale habitable reste inchangée. Il s'ensuit par exemple que dans une zone d'habitation concertée : créée en 1974 ; ayant vu ses arrêtés de réalisation publiés en 1976 ; son règlement de P.A.Z. élaboré en 1976 ; son bilan d'équilibre arrêté en partant des surfaces hors œuvre nettes (S.H.O.N.) en vigueur à l'époque pour l'établissement du C.O.S. Les permis de construire risquent d'être étudiés actuellement en fonction des S.H.O.N. arrêtés postérieurement aux arrêtés de création en 1977. Ce qui équivaldrait à rejeter bon nombre de permis pour ces constructions cependant conformes au règlement de la zone et au C.O.S. précédemment établis et fixés. Ceci entraînerait un déséquilibre sur le plan financier de la zone en faisant disparaître un déséquilibre sur le plan financier de la zone en faisant disparaître près de 30 p. 100 des surfaces habitables. De tels errements seraient la négation des principes fondamentaux réglementaires qui veulent qu'aucun texte ne peut entraîner d'effet rétroactif. Sans compter les conséquences désastreuses pour les constructions en cours d'édification autorisées en fonction du C.O.S. de la Z.A.C. considérée qui se verrait refuser la conformité en application d'un C.O.S. résultant des calculs de fin 1977 avec toutes les conséquences que ce refus entraînerait pour les constructeurs ayant recours aux prêts aidés. Pour ces motifs, il lui demande que l'administration centrale veuille bien se pencher sur la question et confirmer à ses instances départementales que les permis de construire instruits dans de telles zones créées et réalisées avant la publication des normes S.H.O.N. de 1977 devront se faire par référence aux textes qui ont déterminé et motivé les arrêtés de réalisation de la Z.A.C. et le règlement P.A.Z., le C.O.S. étant normalement calculé par référence aux S.H.O.N. en vigueur avant la publication des textes de fin 1977.

Réponse. — La surface servant de référence au calcul du coefficient d'occupation du sol a fait l'objet de trois définitions successives en 1970, 1976 et 1977. Les définitions données par l'ancien article R. 123-22 du code de l'urbanisme (définition de 1970) et par le nouvel article R. 112-2 (décret n° 77-739 du 7 juillet 1977) sont très voisines et le passage de l'une à l'autre ne devrait avoir que des incidences mineures en matière de calcul du C.O.S. dans une zone d'aménagement concertée créée entre 1970 et 1976 et sur laquelle des permis de construire sont déposés postérieurement à la parution du décret du 7 juillet 1977. La définition de 1976 était différente de celles de 1970 et 1977 en ce qu'elle instaurait un pourcentage de surface déductible au titre des combles et des sous-sols non aménageables. Le passage à la définition actuelle, qui s'est fait sur la base d'un large consensus après consultation de l'ensemble des parties prenantes, la définition de 1976 ne satisfaisant personne, peut sans doute avoir une incidence en matière de calcul du C.O.S. dans une zone d'aménagement concertée créée en 1976 et sur laquelle des permis ont été déposés après la parution du décret du 7 juillet 1977 définissant la nouvelle surface de référence, à savoir la surface hors œuvre nette. On ne peut toutefois laisser affirmer que le décret du 7 juillet 1977 puisse avoir un effet rétroactif car il ne s'applique qu'aux permis de construire déposés à partir du 8 juillet 1977 et ne peut donc concerner en aucune manière les constructions en cours de réalisation lors de sa parution (art. 13 du décret n° 77-739 du 7 juillet 1977). Quant aux modifications dans le calcul des surfaces, entraînées par la définition du

décret de juillet 1977, par rapport à la définition de 1976, il semble qu'elles vont le plus généralement dans un sens favorable au constructeur. En ce qui concerne les maisons individuelles, les déductions contenues dans le texte du décret du 7 juillet 1977 et précisées dans sa circulaire d'application dépassent dans la très grande majorité des cas les 25 p. 100 prévus par le texte de 1976 au titre des combles et des sous-sols non aménageables. En ce qui concerne les collectifs, la définition de 1977 n'est moins favorable que si le projet ne comporte aucune déduction possible et ne peut donc bénéficier du forfait de 15 p. 100 prévu par la définition de 1976. Le cas peut toutefois se présenter. Cependant, l'affirmation suivant laquelle la définition de 1977 ferait perdre 30 p. 100 de la surface habitable apparaît excessive, les forfaits prévus par la définition de 1976 n'étant respectivement de 25 p. 100 pour une maison individuelle et de 15 p. 100 pour un collectif. Enfin, il faut souligner que cette question n'avait encore jamais été soulevée depuis deux ans, ce qui laisse penser qu'elle ne présente pas de caractère général.

Environnement (protection : associations de défense de l'environnement).

21695. — 26 octobre 1979. — M. Pierre Jagoret souhaiterait que M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie précise de quelle manière concrète les fonctionnaires et les personnes assimilées relevant de son autorité peuvent mettre en pratique le souhait qu'il a exprimé de les voir « contribuer à l'animation des associations de défense de l'environnement et à l'éducation de leurs membres et dirigeants ». Il a eu connaissance d'un emploi local où la participation à une réunion privée d'un fonctionnaire d'une autre région a provoqué une intervention des autorités départementales qui s'est traduite d'une part par une sanction administrative — heureusement levée — et d'autre part, par l'interdiction de toute participation ultérieure. Les raisons invoquées, obligation en réserve, confusion des activités professionnelles et privées, effet fâcheux pour l'opinion locale de la critique d'un projet administratif par un fonctionnaire, sont de nature à rendre impossible l'application des instructions que M. le ministre a lui-même formulées. Comme il semble évident que seule l'assistance d'experts compétents permettra aux associations de défense de l'environnement de jouer un rôle constructif de voir s'établir un dialogue fructueux entre administrations et usagers, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient résolues les difficultés dont le cas cité est un exemple caractéristique.

Réponse. — Le ministre de l'environnement et du cadre de vie souhaite que les différents services qui dépendent de son ministère développent leurs relations avec les associations de l'environnement et du cadre de vie et participent à l'information et la formation de leurs membres. Des réunions mensuelles d'information sont organisées à Paris à l'attention des associations nationales de l'environnement et du cadre de vie. Présidées par le ministre, elles portent sur des thèmes spécifiques choisis par les associations. Elles permettent un dialogue sur les grands dossiers entre les associations et les directeurs de l'administration centrale. Parallèlement et conformément aux instructions du Premier ministre, des réunions départementales de l'environnement sont programmées chaque année à l'initiative des préfets. Elles permettent la rencontre et le dialogue, au plan local, entre les associations, les élus et les responsables de l'administration. Le ministère de l'environnement et du cadre de vie, pour sa part, a lancé depuis plusieurs années une série de sessions de formation régionales à l'attention des associations, sur des thèmes choisis par les associations elles-mêmes. Il publie, en outre, des documents d'information bien adaptés à leurs besoins. Ce sont toutes ces actions qui traduisent la politique du ministère, et le cas évoqué par l'honorable parlementaire d'un agent ayant été sanctionné pour avoir collaboré à titre privé avec une association est un cas isolé, où la sanction a été immédiatement levée dès que l'affaire a été portée à la connaissance du ministre.

Impôts et taxes (taxe par animal à tirer).

21987. — 6 novembre 1979. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la taxe instituée par l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 1979 du 29 décembre 1979 dans le cadre des plans de chasse définis par l'article 373 du code rural. Les conséquences de l'article 17 sont particulièrement critiquables dans le cas de la zone de montagne du Limousin et ont fait l'objet de vives protestations de la part des sociétés de chasse des cantons d'Eymouliers, Château-neuf-la-Forêt (Haute-Vienne), Bugeat (Corrèze), Bourgneuf, Pontarion, Royères, Gentoux, Pigerolles, La Courtine, Felletin et Crocq (Creuse). En effet (et ce en l'absence du décret d'application prévu à l'art. 17), le plan de chasse implique : 1° que les A.C.C.A. perçoivent la taxe

alors qu'elles sont des associations type loi 1901 à but non lucratif et ne sont donc pas habilitées à percevoir ce genre de fonds ; 2° que les présidents des sociétés de chasse sont chargés de faire la police au regard des infractions au plan de chasse, ce qui ne correspond ni à leur rôle ni à leurs compétences ; 3° que ces mêmes présidents ou les bureaux des sociétés répartissent les bracelets entre les adhérents. Or le nombre de bracelets à répartir étant très faible par rapport au nombre de sociétés la répartition ne peut être établie sur aucun critère objectif et on parviendrait à des situations d'injustice, ce à quoi chasseurs et responsables de sociétés se refusent. Elle lui fait remarquer aussi que la taxe instituée par l'article 17 de la loi de finances de 1979 est destinée à indemniser les dégâts causés par le gros gibier. Or, dans le prix du permis de chasser constitué par l'arrêté du 29 juin 1977 est déjà incluse une taxe identique ; on fait donc payer aujourd'hui deux fois la même taxe aux chasseurs de certaines régions, ce qui crée une inégalité des chasseurs devant les lois cynégétiques. Elle lui demande donc : 1° l'abrogation de l'article 17 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 1979 ; 2° une concertation entre les administrations (au niveau régional), les représentants des chasseurs et les élus pour l'organisation de la chasse au plan régional en tenant compte des particularités géographiques et climatiques de chaque zone.

Réponse. — La taxe instituée par l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 1978 est calculée d'après le nombre maximum d'animaux à tirer soumis au plan de chasse rendu obligatoire par le même texte. 1° Son recouvrement s'effectuera pour le compte de l'office national de la chasse, par des régies de recettes créées auprès de chaque fédération départementale des chasseurs. Il n'est donc pas envisagé que les présidents d'associations communales de chasse agréées soient chargés de cette perception, ce qui serait effectivement hors de leurs attributions. 2° Les demandes de plans de chasse sont établies annuellement par les titulaires de droits de chasse sur les territoires où des grands animaux sont présents, c'est-à-dire par les présidents de sociétés lorsque celles-ci existent, compte tenu de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique recherché ; cette demande est instruite par le directeur départemental de l'agriculture avant d'être examinée par une commission départementale. La responsabilité des présidents de société évidente lors de l'établissement des demandes, se prolonge tout naturellement pour la bonne exécution du plan arrêté par le préfet. 3° La répartition des bracelets entre les chasseurs ou les équipes constituées à cet effet incombe aux responsables de chasse ; tout dépasement est sanctionné par le décret n° 65-458 du 14 juin 1965. Il convient de rappeler que le tableau national des chevreuils tués avoisine 65 000 têtes ; la liberté de chasser le chevreuil n'est absolument pas mise en cause mais les aléas de la chasse et l'équilibre agro-sylvo-cynégétique préconisé par la loi font que les chasseurs, s'ils ont vocation à chasser cette espèce, resteront peu nombreux. La taxe susmentionnée est effectivement destinée à abonder le compte d'indemnisation des dégâts causés aux cultures par les grands animaux soumis au plan de chasse et par les sangliers. Tous les chasseurs sont solidaires, par la quote-part prélevée à cet effet sur les redevances cynégétiques pour l'indemnisation de ces dégâts. La nouvelle taxe est une mesure d'équité car elle ne concerne que les chasseurs qui reçoivent des bracelets et qui ont davantage de chances de tirer de grands animaux. Il n'apparaît en conséquence pas opportun d'abroger l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 1978. Les textes d'application de cet article ont été examinés par le conseil national de la chasse et de la faune sauvage, organisme consultatif placé auprès du ministre chargé de la chasse et qui comprend en son sein, outre les représentants des chasseurs, ceux des intérêts agricoles et forestiers des sociétés de protection de la nature et des personnalités qualifiées.

Assurances (assurance de la construction).

22110. — 7 novembre 1979. — **M. Jacques Richomme** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés qui subsistent encore, plus de neuf mois après l'entrée en vigueur de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, pour délimiter exactement le champ d'application de l'obligation d'assurance à propos des « ouvrages de viabilité d'un bâtiment » mentionnés à l'article 1792-2 nouveau du code civil. Dans les situations variées où de tels ouvrages peuvent être exécutés, en particulier lorsqu'il s'agit des ouvrages communément dénommés « V.R.D. » (voirie et réseaux divers), il est urgent de pouvoir distinguer de façon concrète ceux de ces ouvrages qui sont obligatoirement assurables de ceux qui ne le sont pas, en vue, notamment, d'établir les contrats d'assurances nécessaires. Il lui demande par conséquent s'il serait possible de faire préciser rapidement la notion de « viabilité d'un bâtiment » au sens des obligations légales d'assurance instituées par la loi du 4 janvier 1978.

Réponse. — Les articles L. 241-1 et L. 242-1 du code des assurances imposent dans le domaine du bâtiment une double obligation d'assurances : une obligation d'assurance dommage souscrite par le maître

de l'ouvrage et une obligation d'assurance responsabilité souscrite par les constructeurs dès lors que les travaux réalisés sont susceptibles d'engager la responsabilité décennale des constructeurs prévue aux articles 1792 et suivants du code civil. Les réseaux et voiries divers qui appartiennent traditionnellement au domaine fonctionnel « genre civil » ne sont pas, en principe, visés par les obligations d'assurance qui ne s'appliquent qu'aux ouvrages de bâtiment. Toutefois une dérogation est apportée à ce principe en vertu de la théorie selon laquelle l'accessoire suit le principal. Doivent être considérés comme ouvrages de viabilité d'un bâtiment les réseaux et voiries divers accessoires de ce bâtiment c'est-à-dire les réseaux et voiries divers qui assurent la desserte privative de ce bâtiment et qui sont, en tant que tels, assujettis aux obligations d'assurance rappelées ci-dessus. La notion de desserte privative étant attachée aux obligations légales d'assurance qui sont assorties de sanctions pénales, il est nécessaire de l'interpréter strictement. C'est pourquoi doivent être regardés comme V.R.D. assurant la desserte privative du bâtiment ceux qui sont réservés à l'usage restrictif d'une catégorie limitée de personnes. Le critère à retenir n'est pas celui de la propriété mais celui de l'affectation. Lorsque les V.R.D. desservent simultanément plusieurs bâtiments, il s'agit d'une desserte collective qui n'emporte pas obligation d'assurance.

Assurance vieillesse (régime général : âge de la retraite).

22129. — 8 novembre 1979. — **M. Loïc Bouvard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des gardes-chasse. Il est certain que le décret du 2 août 1977, fixant le statut national de la garderie chasse, a amélioré les conditions de rémunération et de déroulement de carrières des gardes ; mais les garanties professionnelles et sociales alors accordées aux gardes semblent encore insuffisantes. Ce statut prévoit ainsi que la hiérarchie doit comprendre une part relativement importante de gardes en première catégorie, ce qui est évidemment défavorable aux perspectives d'avancement de ces derniers. En outre, l'âge de la retraite est fixé à soixante-cinq ans, alors que le travail des gardes-chasse s'effectue souvent la nuit sur des étendues considérables et entraîne une fatigue nerveuse indiscutable. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'abaisser à soixante ans l'âge d'admission à la retraite des gardes-chasse, qui seraient alors dans une situation identique à celle des gendarmes et des policiers.

Assurance vieillesse (régime général : âge de la retraite).

22144. — 14 novembre 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des gardes de l'office national de la chasse dont l'âge de la retraite est actuellement fixé à soixante-cinq ans. Il lui fait part à ce sujet du vœu exprimé par l'ensemble de la profession pour que soit ramené à soixante ans l'âge de la retraite comme cela est d'ailleurs de droit pour d'autres catégories d'agents de la fonction publique. En effet, compte tenu des conditions de travail particulièrement pénibles dans lesquelles doit s'accomplir leur mission de protection de la chasse et de la nature, notamment par l'accomplissement de nombreux services de nuit, il apparaît tout à fait souhaitable que cette revendication puisse aboutir dans l'intérêt même d'une meilleure protection de la chasse et de la nature. C'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir faire droit à cette légitime revendication et de lui faire connaître quelles dispositions il compte prendre en ce sens.

Réponse. — L'abaissement de l'âge de la retraite ne peut provenir que d'une mesure d'ordre législatif. La situation des gardes-chasse de l'office national de la chasse ne pourrait être examinée que dans l'hypothèse où des mesures d'ordre général seraient envisagées pour les personnels exerçant des tâches semblables, ce qui n'est pas le cas actuellement. Si la mission des gardes-chasse est parfois difficile, il a été tenu compte des sujétions physiques ou matérielles particulièrement pénibles dans la définition des repos compensateurs prévus dans le statut fixé par le décret du 2 août 1977. Par ailleurs, un effort important est consenti par l'office national de la chasse et par les fédérations départementales des chasseurs en matière d'équipements en matériel, surtout automobiles, en faveur de ces agents.

Environnement et cadre de vie (ministère : personnel).

22251. — 10 novembre 1979. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les carences du statut des officiers de port. L'augmentation du trafic portuaire et du tonnage des navires ont en effet provoqué une

extension des attributions classiques de ce corps, notamment dans le domaine de la sécurité, du contrôle des marchandises dangereuses et de la lutte anti-pollution. Cette situation a provoqué une détérioration de leurs conditions de travail, cela sans aucune contrepartie. Il en résulte de graves problèmes de recrutement. Il lui demande, en conséquence, s'il ne juge pas urgent de donner satisfaction aux propositions des officiers de port concernant le régime indemnitaire afin de revaloriser cette profession.

Réponse. — La situation des officiers de port et officiers de port adjoints est actuellement examinée par un groupe de travail associant les représentants des personnels et des administrations concernées (ministère des transports et ministère de l'environnement et du cadre de vie), en vue de déterminer les moyens propres à améliorer la situation financière de ces agents. Les travaux réalisés ont permis de dégager, au début de 1979, certaines orientations dans le domaine indemnitaire. Les démarches entreprises auprès des ministères du budget et de la fonction publique, lors de l'élaboration du projet de loi de finances pour 1980, ont permis dans un premier temps d'abonder les dotations réservées au paiement des primes et indemnités dont peuvent bénéficier les officiers de port et officiers de port adjoints. Dès 1980, ces personnels bénéficieront donc d'une amélioration de leur situation indemnitaire, laquelle fera l'objet d'un nouvel examen lors de la préparation du prochain budget.

Logement (H. L. M.).

22279. — 10 novembre 1979. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'augmentation des coûts de chauffage frappant particulièrement les logements sociaux. L'union des H. L. M. recommande dans une note d'information l'application des provisions de chauffage pour la saison 1979-1980, prévoyant deux majorations de 15 p. 100 du gaz naturel. Il souligne que cette mesure intervient après les augmentations scandaleuses des produits pétroliers de ces dernières semaines et les graves conséquences qu'elles font peser notamment sur les coûts de chauffage. Il lui rappelle que ces coûts sont particulièrement insupportables pour des millions de familles qui doivent consacrer une grande part de leur pouvoir d'achat à leur logement. Il lui demande quelles raisons pourraient motiver de telles augmentations du prix du gaz naturel et s'il ne compte pas prendre des dispositions contre toute nouvelle augmentation des coûts de chauffage.

Réponse. — Il convient de noter que parmi les hypothèses d'évolution du prix du gaz naturel qu'elle avait envisagées, l'union des H.L.M., dans sa recommandation, a retenu une hypothèse très élevée par rapport aux hausses constatées. En raison des hausses des charges de chauffage liées à l'évolution du prix des carburants et du gaz naturel, le Gouvernement a décidé d'accorder une aide exceptionnelle forfaitaire modulée en fonction de la composition du ménage, aux bénéficiaires de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement. Cette aide exceptionnelle sera versée en une seule fois au mois de janvier 1980.

Chasse et pêche (personnel).

22304. — 13 novembre 1979. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des gardes de l'office national de la chasse dont la profession se trouve actuellement régie par un décret en date du 2 août 1977. Or, il apparaît après deux ans d'expérience que ce nouveau régime qui a concédé à tous les gardes-chasse la qualité d'agents publics révèle de surprenantes distorsions notamment en matière d'avancement. C'est ainsi que lorsque des gardes sont promus gardes chefs et que des gardes chefs sont promus gardes chefs principaux, ils se trouvent classés dans leur nouveau grade à un échelon comportant un traitement égal au traitement perçu en dernier lieu dans l'échelle précédente. D'autre part, il semble que ces personnels soient privés actuellement du glissement des gardes et gardes chefs dans l'ordre de 25 p. 100 dans chaque grade dans les groupes V et VII alors que cette mesure est retenue pour leurs collègues gardes-pêche ainsi que pour l'ensemble des fonctionnaires des catégories C et D. Il lui demande à la lumière de ces distorsions révélées par le syndicat national des gardes-chasse, quelles mesures il compte prendre pour améliorer le sort de ces agents publics.

Réponse. — L'application du décret du 2 août 1977 portant statut des gardes de l'office national de la chasse permet d'apprécier l'amélioration importante apportée à la situation de ces agents, au déroulement de leur carrière, à l'harmonisation des avancements et des rémunérations, à la sécurité de l'emploi. La règle selon laquelle les gardes de deuxième classe promus à la première classe sont maintenus dans leur nouveau grade à l'échelon auquel ils

étaient parvenus dans leur précédent grade et conservent l'ancienneté d'échelon acquise, constitue un avantage indiciaire destiné à favoriser les débuts de carrière et ne peut pas être étendue à toute la hiérarchie. Quant aux avantages semblables à ceux des gardes-pêche, consistant en un glissement de l'ordre de 25 p. 100 dans les groupes V et VII, les avantages indiciaires accordés par ailleurs aux gardes-chasse ont conduit l'administration à ne pas retenir cette mesure.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

22354. — 13 novembre 1979. — **M. Pierre Pasquinal** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si les ouvriers des établissements industriels de l'Etat et, à ce titre, ceux des parcs et ateliers des ponts et chaussées, bénéficient des dispositions de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928.

Réponse. — L'article 41 de la loi du 19 mars 1928 prévoit que les fonctionnaires qui ont, pendant leur présence sous les drapeaux au cours d'une campagne de guerre, soit reçu des blessures, soit contracté une maladie leur ayant donné droit à une pension militaire d'invalidité, peuvent bénéficier, en cas d'indisponibilité résultant de ces blessures ou de cette maladie, d'un congé avec traitement intégral d'une durée maximale de deux ans. Ainsi qu'il ressort des termes mêmes de cette loi, les dispositions ci-dessus ne sont applicables qu'aux fonctionnaires et le ministère de l'environnement et du cadre de vie ne peut donc en faire bénéficier les ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées.

Logement (construction).

23369. — 5 décembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** qu'en vertu des dispositions conjuguées des circulaires des 19 mars 1953 et 1^{er} juin 1955 des ministères de la reconstruction et du logement et de la santé publique et de la population portant dérogation au règlement sanitaire départemental les immeubles devaient comporter : 1^{er} si l'immeuble était pourvu de chauffage central : un conduit de fumée pour la cuisine, un conduit pour trois pièces dans les immeubles collectifs et un conduit dans les immeubles individuels ; 2^o si l'immeuble n'était pas pourvu du chauffage central : un conduit pour deux pièces communicantes dans les immeubles et un conduit par étage dans les immeubles individuels. Au fil des années les dispositions ci-dessus rappelées ont cessé d'être appliquées du fait que les règles générales de construction ont été successivement modifiées, notamment par les décrets n^{os} 69-536 et n^o 74-553 du 24 mai 1974. Il en résulte que les immeubles construits depuis plusieurs années sont généralement démunis de conduits de fumée, ce qui est particulièrement inquiétant dans les circonstances présentes. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas opportun de prendre l'initiative d'un projet de décret tendant à rendre obligatoire un minimum de conduits de fumée dans les immeubles construits au cours des années à venir.

Réponse. — Jusqu'en 1969, le règlement de construction des bâtiments d'habitation prévoyait, en effet, l'obligation de construire à l'intérieur de chaque logement un conduit de fumée dans la cuisine et, en outre : soit un conduit par pièce principale, si le logement n'était pas équipé d'un chauffage central ; soit un conduit pour les logements de trois pièces et moins, deux conduits pour les logements de quatre pièces et plus si les logements étaient équipés d'un chauffage central. L'installation du chauffage central étant devenue, au moins dans les bâtiments collectifs, une disposition quasi générale, les conduits en cause étaient pratiquement inutilisés et il est apparu raisonnable de ne pas maintenir l'obligation de les construire, pour doubler les moyens de chauffage réellement utilisés. C'est ainsi que la réglementation issue du décret n^o 69-536 du 14 juin 1969 et de ses arrêtés d'application n'impose plus la construction des conduits de fumée mais exige seulement que les équipements et caractéristiques des bâtiments d'habitation permettent de maintenir au-dessus de 18 °C la température résultante au centre des pièces ; la mise en place de conduits de fumée permet, éventuellement, de répondre à cette exigence et dans cette hypothèse les conduits réalisés doivent répondre aux règles de sécurité fixées par un arrêté du 22 octobre 1969. Il y a lieu de signaler que si les constructeurs ont usé largement de la possibilité qui leur était offerte de ne plus construire de tels conduits, sans qu'aient été notées des réactions défavorables de la clientèle, il a été observé, par la suite, dans diverses réalisations d'immeubles collectifs ou de pavillons individuels, une tendance à la mise en place de conduits permettant l'installation, notamment, de cheminées à feu ouvert. En période de crise, la mise en service de conduits en attente ne pourrait se faire sans danger car la plupart d'entre eux ne seraient pas en état de remplir leur office (risque d'obturation notamment) après de très

longues périodes de non-fonctionnement. Sur un plan différent, il est vraisemblable qu'il ne pourrait être répondu à la demande massive des particuliers en vue de se procurer des appareils de chauffage adaptés. Le rendement de tels appareils susceptibles d'utiliser en temps de crise aigüé des combustibles de récupération les plus divers, étant très faible, il vaudrait mieux utiliser ces derniers dans des chaufferies collectives spécialement adaptées qui auraient des rendements thermiques bien supérieurs à ceux des appareils individuels. En définitive, compte tenu des incidences financières de l'obligation de construire systématiquement des conduits de fumée dans tous les logements, il n'apparaît pas opportun de retenir une telle éventualité pour la période qui nous sépare encore de la mise à disposition des usagers de courant électrique d'origines nouvelles ou même de l'utilisation de nouvelles sources d'énergie. Une telle réglementation, alors que l'administration s'efforce de la simplifier, paraîtrait particulièrement contraignante.

Assurance vieillesse (régime général : âge de la retraite).

23026. — 29 novembre 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** s'il n'estime pas que l'âge de la retraite des gardes-chasse, compte tenu des sujétions matérielles et physiques particulièrement pénibles auxquelles les membres de cette profession sont astreints, ne devrait pas être abaissée à soixante ans.

Réponse. — L'abaissement de l'âge de la retraite ne peut résulter que d'une disposition d'ordre législatif. Si la mission des gardes de l'office national de la chasse paraît parfois difficile, elle n'expose pas plus que d'autres professions à des sujétions physiques ou matérielles particulièrement pénibles, compte tenu des repos compensateurs statutaires et de l'important effort d'équipement en matériel, surtout automobile, encaissé à la fois par l'office national de la chasse et les fédérations départementales des chasseurs. C'est pourquoi il ne semble pas opportun de prévoir une modification de l'âge de la retraite des gardes-chasse.

Chasse (personnel).

23027. — 29 novembre 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation actuelle des gardes-chasse résultant des dispositions, par ailleurs tout à fait positives, du décret du 2 août 1977. Il apparaît, en effet, que lorsqu'un garde-chasse de deuxième classe est promu au grade de première classe « il est maintenu dans son nouveau grade à l'échelon auquel il était parvenu dans son précédent grade et conserve l'ancienneté d'échelon acquise ». En revanche, lorsque les gardes sont promus gardes chefs ou que les gardes chefs sont promus gardes chefs principaux, ils sont classés dans leur nouveau grade à un échelon « comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur au traitement perçu en dernier lieu dans l'échelle précédente ». De la sorte, les gardes chefs et les gardes chefs principaux se trouvent, au moment de leur promotion, dans une situation défavorable. Il lui demande, donc si des mesures modifiant cet état de fait, en améliorant le décret du 2 août 1977, pourraient être envisagées.

Réponse. — Le statut des gardes-chasse institué par le décret du 2 août 1977 assure à ces agents un recrutement, un déroulement de carrière, une rémunération et divers avantages identiques à ce que procure un statut de droit public. Les dispositions relatives aux avancements de grade et d'échelon sont conformes à celles du décret du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D. Ainsi les gardes de 2^e classe promus à la première classe sont maintenus dans leur nouveau grade à l'échelon auquel ils étaient parvenus dans leur précédent grade et conservent l'ancienneté d'échelon acquise. Cette disposition procure un avantage indiciaire certain qui n'est pas applicable à toute la hiérarchie car il est destiné à favoriser les débuts de carrière. Le glissement des gardes et gardes chefs dans l'ordre de 25 p. 100 dans chaque grade, n'a pas été retenu lors de la préparation du statut car les indices des gardes chefs principaux sont supérieurs à ceux de la catégorie VII. Il ne paraît donc pas opportun de modifier le statut des gardes de l'office national de la chasse récemment promulgué et qui assure aux intéressés des garanties et des avantages importants par rapport à leur ancienne situation.

Chasse (personnel).

23028. — 29 novembre 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter**, rappelant à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que le statut régissant l'ensemble de la profession des gardes-chasse pré-

voit que la hiérarchie doit comporter 40 p. 100 de gardes en première catégorie et 60 p. 100 en deuxième et notant que ces chiffres paraissent défavorables aux perspectives d'avancement de l'ensemble des gardes, il lui demande s'il n'estimerait pas plus opportun d'inverser cette proportion de telle sorte que les gardes-chasse puissent bénéficier des mêmes avantages que ceux accordés aux gardes-pêche qui, à certains égards, exercent une profession et une mission analogues.

Chasse (personnel).

23107. — 30 novembre 1979. — **M. Claude Witquir** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des gardes-chasse. Le décret du 2 août 1977 a concédé la qualité d'agents publics à l'ensemble de la profession de garde-chasse et en a défini leur statut. C'est ainsi que celui-ci prévoit que la hiérarchie doit comporter 40 p. 100 de gardes de première catégorie et 60 p. 100 de gardes de deuxième catégorie. Cette répartition limite nettement les perspectives d'avancement de l'ensemble des membres de cette profession et ne lui permet pas de bénéficier des mêmes avantages accordés aux gardes-pêche. En conséquence, il lui demande s'il envisage de modifier cette répartition donnant ainsi un statut identique à deux corps d'agents publics exerçant une profession et une mission analogues.

Réponse. — Les avantages à consentir aux gardes de l'office national de la chasse, semblables à ceux dont bénéficient les gardes-pêche du conseil supérieur de la pêche, consistant à inverser les pourcentages des agents dans les différents grades, n'ont pas été retenus lors de la préparation du décret du 2 août 1977 portant statut des gardes-chasse, à cause d'autres avantages indiciaires déjà accordés. Il ne semble pas opportun de modifier à ce sujet le statut du 2 août 1977 précité.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires et agents publics (rémunérations).

22895. — 28 novembre 1979. — **M. Henri de Gastines** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les conditions dans lesquelles la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics affectés au traitement automatisé de l'information est assurée et la prime de fonctions spécifique, prévue par le décret n° 71-343 du 29 avril 1971 modifié relatif aux fonctions et au régime indemnitaire de ces agents, est attribuée. Ce décret prévoit en effet, outre une exclusion du bénéfice des primes de fonctions spécifiques, des agents parvenus au-delà d'un niveau hiérarchique donné, sanctionnant par là même ceux qui accomplissent un effort de promotion, une décroissance desdites primes à partir d'une certaine durée de fonctions. Cette réduction de la rémunération des intéressés, injustifiable du point de vue fonctionnel, conduit à pénaliser des fonctionnaires au moment même où ils ont acquis une expérience administrative précieuse et une qualification professionnelle solide, privant ainsi l'administration des moyens de récompenser les compétences dans un secteur pourtant indispensible au bon fonctionnement des pouvoirs publics. Devant la juste inquiétude de ces personnels et les difficultés très graves que ne manqueraient pas d'engendrer des mouvements revendicatifs dans ce secteur particulièrement sensible, il demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation inquiétante, injustifiée et dangereuse.

Réponse. — La situation des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics affectés au traitement automatisé de l'information a fait l'objet d'un rapport du comité des experts pour les personnels de l'informatique. Une large consultation sur les suites à donner à ce rapport a été effectuée auprès des divers ministères et l'ensemble des organisations syndicales représentatives de fonctionnaires auront très prochainement la possibilité de faire connaître leur point de vue sur les diverses questions relatives à la situation des personnels affectés au traitement automatisé de l'information. Enfin, il est rappelé que la prime provisoire allouée à certains de ces personnels vient d'être prorogée pour une nouvelle période de deux années.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires) (calcul des pensions).

22898. — 28 novembre 1979. — **M. Jean-François Mancel** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que les dispositions inscrites dans la loi de finances pour 1955, concernant l'intégration de l'indemnité de résidence dans les traitements soumis à pension, ne sont pas encore entièrement réalisées. A ce jour, treize points ont été intégrés et la poursuite de la mesure envisagée en exécution

des accords « Oudinot » de 1968 se doit d'être accélérée. Il lui demande de lui faire connaître le calendrier prévu pour cette opération et la date d'achèvement envisagée.

Réponse. — En matière d'indemnité de résidence, les différentes mesures décidées depuis les accords Oudinot de 1968 ont été prises à la suite des discussions salariales menées chaque année par le Gouvernement avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique. Il n'est pas possible à l'heure actuelle de préjuger les orientations qui seront susceptibles d'être retenues pour l'avenir.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires) (montant des pensions).

22900. — 28 novembre 1979. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la nécessité de prévoir un minimum de pension de retraite, au même titre qu'a pu être déterminé un minimum s'appliquant à la rémunération d'activité. Il apparaît en effet normal et équitable que les retraités soient pourvus d'une pension leur permettant de vivre décemment, alors que leur âge, et la condition physique qui souvent en découle, les rendent plus vulnérables et rendent leur protection plus nécessaire. Il lui demande de bien vouloir envisager les mesures à prendre à cet effet.

Réponse. — L'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite prévoit d'ores et déjà un montant minimum de pension qui ne peut être inférieur, lorsqu'elle rémunère vingt-cinq années au moins de services, au traitement brut afférent à l'indice 100 prévu à l'article premier du décret n° 48-1608 du 10 juillet 1948 et les textes subséquents. Il est rappelé qu'en vertu des dispositions de l'article 6, 2^e alinéa du décret n° 74-652 du 13 juillet 1974 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, il convient de prendre en considération notamment pour l'application des dispositions de l'article L. 27, le traitement afférent à l'indice majoré 185 (indice brut 143) soit au 1^{er} décembre 1979 : 2 349 francs par mois. Lorsque la pension rémunère moins de vingt-cinq ans de services effectifs, le montant de la pension ne peut être inférieur à 4 p. 100 du traitement brut afférent à l'indice majoré 185 par année de services effectifs de bonifications prévues à l'article L. 12 dudit code. En toute hypothèse le montant de la pension ne peut dans ce dernier cas être inférieur à 60 p. 100 de l'indice majoré 185, soit au 1^{er} décembre 1979 1 409,4 francs par mois, pour quinze ans de services effectifs. Il n'est donc pas nécessaire d'envisager sur ce point de nouvelles mesures en faveur des retraités de la fonction publique.

Fonctionnaires et agents publics (nominations).

23257. — 4 décembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) que l'on a pu constater une tendance fâcheuse à modifier, dans la hâte, les dispositions régissant la nomination à des emplois de responsabilités dans l'administration, toutes les fois que ces dispositions n'assuraient pas la nomination de la personne primitivement choisie par les pouvoirs publics. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas plus convenable d'étendre clairement aux emplois dont il s'agit les dispositions relatives aux emplois à la discrétion du Gouvernement.

Réponse. — Le statut général de 1959 comme celui de 1946 a retenu la notion d'emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la décision du Gouvernement, mais il a prévu que la liste desdits emplois devrait être fixée par règlement d'administration publique. Ce système s'inscrit dans la conception traditionnelle de la fonction publique française qui a toujours mis l'accent sur les garanties statutaires des fonctionnaires. Le Gouvernement n'entend pas remettre en cause ces principes de notre fonction publique.

INDUSTRIE

Entreprises (activité et emploi).

12085. — 10 février 1979. — M. Philippe Madrelle attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les menaces de licenciements qui pèsent sur les travailleurs de la S. A. Auximeca de Bordeaux, filiale du groupe Saint-Gobain Pont-à-Mousson et du groupe suédois Sund. Au moment où l'Aquitaine voit tous les jours des entreprises en difficulté licencier leur personnel et où le chômage afflige un des taux les plus importants en France, il lui demande ce qu'il compte entreprendre pour que la direction de la S. A. Auximeca revoie les mesures annoncées.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Recherche scientifique (établissements).

18677. — 21 juillet 1979. — M. Charles Hernu appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les inquiétudes des personnels du centre technique des industries aéronautiques et thermiques de Villeurbanne (C. E. T. I. A. T.) devant le nouveau fonctionnement du comité de coordination des centres de recherches en mécanique (C. O. R. E. M.) projeté par le Gouvernement. Le C. O. R. E. M. est une association regroupant six organismes de recherche dont quatre centres techniques: le C. E. T. I. M., le C. T. I. C. M., le C. E. T. I. A. T., le C. T. D. E. C., le C. E. R. M. O., l'I. S. Les missions des centres techniques comprennent des mises au point de nouveaux produits, de la recherche appliquée, de l'assistance technique, de la formation professionnelle et permanente. Les ressources des centres techniques proviennent des cotisations versées par les entreprises exerçant leur activité dans la branche d'activité intéressée, des rémunérations pour services rendus, des revenus des biens et valeurs leur appartenant, des subventions et legs. Les nouvelles règles de fonctionnement du C. O. R. E. M. visent à recentrer les activités de chaque centre, redécouper et redistribuer les activités de ces centres dans le but de réduire les emplois et de réorienter la recherche industrielle; ces nouvelles règles sont susceptibles de provoquer le chômage et de réduire les capacités de recherche des différents centres regroupés dans le C. O. R. E. M. Par rapport à ce projet de restructuration, il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour garantir l'emploi dans ces services; 2° pour leur permettre d'assurer pleinement leur compétence technique et scientifique.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Produits agricoles et alimentaires (industries agricoles et alimentaires).

22406. — 15 novembre 1979. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le Premier ministre (Industries agricoles et alimentaires) sur les perspectives ouvertes par un secteur d'activité qui est en plein essor en Bretagne, celui des industries agro-alimentaires. La vitalité de ce secteur constitue un puissant facteur d'entraînement pour toute l'économie de la région: à lui seul, il représente 36,7 p. 100 du chiffre d'affaires breton à l'étranger. Mais les potentialités de l'agro-industrie sont telles que la part relative de cette activité doit encore s'accroître considérablement. Ces industries sont, en effet, suffisamment jeunes pour contribuer d'une façon plus déterminante à la valorisation sur place des produits bruts, à une meilleure commercialisation de ces produits et, objectif ultime, à la conquête de marchés extérieurs. Cela concerne, bien entendu, la production agricole régionale, mais aussi et de plus en plus, les produits de la mer. Pour franchir cette nouvelle étape, certaines conditions doivent être réunies au premier rang desquelles la recherche, qui doit guider l'innovation et la promotion future de nos productions. Or, cette recherche est tragiquement inexistante: elle ne représente, en effet, que 0,1 p. 100 du chiffre d'affaires des industries agro-alimentaires. Autant dire que c'est là amputer ce secteur d'une partie de sa puissance car cette absence de recherche en amont risque de stériliser tout effort novateur. Devant cette inconséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de combler au plus tôt le déficit de la recherche dans le secteur agro-alimentaire. A cet égard, il lui demande également de lui faire part de son opinion sur la suggestion plusieurs fois exprimée de créer des centres de recherches collectives, par exemple en matière de nutrition. Il souhaiterait enfin savoir si une véritable réglementation phyto-sanitaire pourra voir le jour à l'échelon européen, afin de valoriser globalement les exportations agro-alimentaires.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires est très conscient des progrès qui restent à réaliser en matière de recherche dans le secteur agro-alimentaire pour le hisser au niveau qui correspond à ses véritables potentialités. L'un des premiers éléments de ce renforcement, bien qu'il ne porte pas spécifiquement sur la recherche, a été la constitution d'un pôle d'enseignement supérieur technologique qui doit permettre une meilleure diffusion des résultats de la recherche et des technologies de pointe auprès des ingénieurs et techniciens du secteur. D'autres mesures seront étudiées dans un proche avenir et notamment celles concernant les centres régionaux en matière de recherche-développement qui recevront l'appui du secrétariat d'Etat. Enfin, il convient de replacer la réglementation phyto-sanitaire dans le cadre beaucoup plus vaste de l'harmonisation des législations qui fait l'objet à Bruxelles de travaux importants mais dont l'avancement ne dépend pas que des autorités françaises. Le Gouvernement français

apporte sa contribution à l'étude de ces questions avec le triple souci de faciliter les échanges intra-communautaires, de préserver les intérêts légitimes de l'industrie agro-alimentaire française et de veiller à la santé des consommateurs en s'assurant de la parfaite qualité des produits qui leur sont proposés.

INTERIEUR

Bois et forêts (incendies : Provence-Côte d'Azur).

16877. — 28 juillet 1979. — M. René Rieubon expose à M. le ministre de l'intérieur quelles terribles conséquences ont pour la région Provence-Côte d'Azur les incendies de forêts qui chaque année ravagent les espaces boisés de la région. La disparition de milliers et de milliers d'hectares de pins, de chênes ou d'arbustes entraîne une véritable défiguration des paysages provençaux et des rivages méditerranéens qui ne seront bientôt plus que désert au rythme actuel des destructions par les incendies. La dénudation des sites et des collines provoque également une modification du climat, constatée par les spécialistes. Si les portes suées par la forêt méditerranéenne représentent des sommes astronomiques, il s'y ajoute une perte difficilement estimable, celle de la qualité de la vie et de la beauté de cette région, ce qui n'a pas de prix. La Provence est véritablement assainie dans son écologie, ce qui complète hélas l'asphyxie économique à laquelle elle est vouée depuis quelques années à partir du plus haut niveau des responsabilités nationales. Afin que le potentiel forestier et les espaces boisés restant encore sur cette malheureuse terre puissent être sauvés, il lui demande : de prendre toutes dispositions pour renforcer la flotte de « Canadair » et d'autres moyens aériens pour combattre, dès l'origine (car c'est là surtout l'efficacité de ces engins), les feux de forêts en Provence et dans la région méditerranéenne ; d'assurer la formation et l'accroissement du personnel de ces moyens aériens de lutte contre le feu, en ne négligeant par également de leur attribuer un statut où leurs capacités, leurs mérites et les risques encourus soient véritablement reconnus ; dans l'immédiat, de débloquer les crédits de fonctionnement nécessaires, qui sont prêts d'être actuellement dépassés ; d'accroître les effectifs des sapeurs forestiers dans des proportions considérables pour l'unité de Brignoles ; d'utiliser, tant pour la prévention que pour la lutte contre le feu, une partie importante des soldats du contingent ; de fournir sur les crédits d'Etat aux services départementaux d'incendie les matériels et engins d'intervention en nombre suffisant à tous les départements méridionaux particulièrement affectés par les incendies de forêts.

Réponse. — Le problème des incendies de forêts dans le Midi méditerranéen s'est toujours posé, mais il s'est amplifié par suite de la désertification du milieu rural, du développement du tourisme et des grandes migrations saisonnières auxquelles il donne lieu, d'une certaine forme d'urbanisme, mais aussi en raison d'une ignorance de plus en plus grande de l'homme à l'égard de la nature. Cette année, il a pris une dimension considérable en raison de circonstances climatiques particulièrement difficiles. Le déficit pluviométrique s'est manifesté dans toutes les régions du Sud-Est, sauf en Roussillon, dès le mois de mai et même dès le mois d'avril. De plus, la violence des vents, en certains jours de juillet et d'août, a été telle qu'elle a rendu, à certains moments, la lutte contre la progression des feux particulièrement difficile. C'est ce qui explique pour une grande part la gravité des incendies des Bouches-du-Rhône et du Var. Le Gouvernement a décidé de tirer tous les enseignements de cette situation et de prendre, dès le début de l'année 1980, les dispositions qui s'imposent, après consultation des élus locaux. Ces mesures tendent à la conception d'un nouvel aménagement de la forêt qui puisse entraver la propagation du feu, à une amélioration du dispositif de détection des feux et de l'alerte, à un renforcement des moyens aériens lourds existants qui ne peuvent cependant, en aucun cas, être considérés comme des substituts aux moyens terrestres. Elles visent également un renforcement des équipements et une meilleure coordination des moyens. Les décisions seront annoncées dans leur détail, dans les premiers jours de 1980.

Forêts (incendies).

19459. — 25 août 1979. — M. Bernard Deschamps appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les incendies qui ont ravagé d'importantes superficies — plus de 1 000 hectares de forêts et de garrigues — les 10 et 11 août 1979, dans le Gard. Ces destructions catastrophiques mettent en relief l'insuffisance des mesures d'entretien et de protection de nos forêts. De plus, de l'avis général, elles auraient pu être limitées — voire évitées — si des Canadair étaient intervenus, comme le réclamaient les élus locaux et les services

d'incendie. Malheureusement, aucun Canadair n'a été engagé, tous étant déjà utilisés au même moment dans d'autres départements. Ce qui confirme combien leur nombre est insuffisant. Il s'agit là d'une carence grave et coupable dont l'Etat porte l'entière responsabilité. Il convient de rendre hommage au courage des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, ainsi qu'à la population et à l'armée amenée en renfort. Cependant, le dévouement des hommes ne peut suppléer à l'insuffisance des effectifs de pompiers professionnels et au manque de matériel et notamment de matériel volant. Il lui demande donc les mesures qu'il compte prendre pour remédier, dans les meilleurs délais, à ces carences et, plus généralement, pour protéger efficacement les forêts méridionales. Sans préjuger des propositions que ne manqueraient pas de faire les élus locaux, dès qu'ils auront le bilan complet de ces incendies, il lui demande : de faire déclarer sinistrées les zones ravagées et de faire en sorte que les collectivités locales et les particuliers soient indemnisés pour les pertes subies ; de promouvoir un plan de reboisement, financé par l'Etat et placé sous la responsabilité des élus locaux.

Réponse. — Aucun appareil CL215 n'a pu effectivement intervenir dans le Gard, les 11 et 12 août 1979, parce que toute la flotte aérienne opérait, dans le même temps, pour combattre à la fois le feu des Maures dans le Var et les incendies qui se multipliaient dans les autres départements des Bouches-du-Rhône et de la Corse. Par contre, un DC 6 équipé en avion porteur d'eau est intervenu dans le Gard le 11 août. De toute manière, les moyens aériens n'interviennent qu'en renfort et ne font que compléter l'action des troupes au sol dont le rôle est prépondérant, tout particulièrement lorsque, comme ce fut le cas le 11 août, plusieurs dizaines de feux se déclarent simultanément. La coordination entre ces divers éléments de la lutte est donc indispensable pour assurer l'efficacité des interventions. C'est pour cette raison que vient d'être mis sur pied à Valabre (Bouches-du-Rhône), le centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile (C. I. R. C. O. S. C.) qui, en cas de sinistres simultanés assure la ventilation des moyens aériens et terrestres, en fonction des priorités perçues (populations menacées, nature de la végétation, accessibilité du terrain). D'une manière générale, après consultation des élus locaux sur les mesures à prendre pour renforcer l'efficacité de la prévention et de la lutte contre les feux de forêts, le Gouvernement arrêtera très prochainement, un certain nombre de décisions dans ces domaines, et les rendra publiques. Dans cette perspective, des études sont en cours, qui comportent un accroissement du nombre des moyens aériens à mettre en œuvre. Enfin, les dispositions envisagées pour assurer un reboisement rapide, s'inscrivent dans le cadre de l'action communautaire instaurée par le règlement de la Communauté économique européenne du 6 février 1979, qui devrait entrer en application en 1980. Elles concernent le financement d'opérations de reboisement et d'amélioration des peuplements susceptibles d'avoir une action bénéfique sur l'agriculture et l'élevage.

Forêts (incendies).

19592. — 25 août 1979. — M. Gilbert Sèné, traduisant l'émoi des populations méridionales devant l'ampleur des incendies qui ravagent la forêt méditerranéenne, mettant en péril notre patrimoine régional et en cause l'équilibre de la nature, regrette le manque de moyens publics de lutte contre les incendies de forêt et rappelle à M. le ministre de l'intérieur les promesses du Gouvernement sur le supplément de crédits d'Etat dans le cadre du plan Sud-Ouest. Il lui demande à être informé des moyens techniques, financiers et humains qui devraient rapidement être mis en place afin de sauver la forêt méditerranéenne.

Réponse. — Après avoir consulté les élus locaux sur les mesures à prendre pour renforcer l'efficacité de la prévention et de la lutte contre les feux de forêts, le Gouvernement arrêtera très prochainement un certain nombre de décisions dans ce domaine. Elles seront immédiatement rendues publiques.

Circulation routière (circulation urbaine).

20594. — 3 octobre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître si un bilan quantitatif et, s'il se peut, qualitatif, a été établi par ses services des initiatives de rues piétonnes (ou « piétonnières ») expérimentées depuis quelques années dans un certain nombre de communes. Il lui serait reconnaissant de lui faire connaître : 1° le nombre de municipalités ayant instauré des rues piétonnes, en distinguant selon que l'interdiction de la circulation automobile y est permanente, ou ne s'applique que pour certaines heures ou certains

jours ; 2° s'il existe des études, localité par localité, de l'incidence de ces expériences sur le chiffre d'affaires des commerçants riverains et quels sont leurs résultats ; 3° le nombre de municipalités qui ont dû mettre fin à une expérience de rue piétonne, et pour quelles raisons.

Réponse. — La création de rues piétonnes relève exclusivement de l'initiative municipale. Afin de répondre à la question posée, une enquête a été menée auprès des municipalités. Ses résultats sont les suivants : 1° 159 villes ont instauré des rues piétonnes, avec interdiction permanente de la circulation ; 156 villes ont instauré des rues piétonnes avec interdiction temporaire de la circulation ; 2° il n'est pas possible de connaître avec précision l'incidence de l'existence de rues piétonnes sur le chiffre d'affaires des commerçants riverains ; en effet, celle-ci varie dans des proportions très importantes, non seulement en fonction des villes concernées mais encore de la nature des commerces. Il semble cependant que de façon générale les commerces dits de luxe (habillement, maroquinerie, parfumerie, confiserie) ainsi que les débits de boissons, ont augmenté leur chiffre d'affaires, grâce aux rues piétonnes. Le succès des expériences dépend beaucoup des possibilités de stationnement à proximité de la voie piétonne ; 3° le nombre des villes qui ont mis fin à une expérience de rues piétonnes s'élève à dix-huit. Elles l'ont fait en général à cause du mécontentement de riverains dont l'accès à leur domicile était devenu difficile, et des protestations de certains commerçants dont le chiffre d'affaires avait pu baisser.

Automobiles et cycles (pollution et nuisances)

21205. — 17 octobre 1979. — **M. Christian Pierref** s'indigne auprès de **M. le ministre de l'intérieur** des violations des libertés individuelles lors des contrôles anti-pollution. Lorsqu'un véhicule est arrêté, un agent fait déplacer le conducteur et s'installe au volant. L'absence de tout mandat frappe d'illégalité de tels comportements. Il lui demande s'il compte y mettre fin.

Réponse. — La procédure des contrôles antipollution est déterminée par l'arrêté ministériel du 12 novembre 1963 qui prévoit trois accélérations successives aussi rapides que possible pour éliminer les suies et résidus du système d'échappement et une quatrième accélération au cours de laquelle est effectué le contrôle proprement dit, à l'aide d'un opacimètre. Cette opération demande une technicité poussée et ne peut être exercée que par une personne initiée, de façon à obtenir un résultat objectif et répondre aux normes de la réglementation. C'est la raison pour laquelle les contrôles sont effectués par des agents ayant reçu un enseignement spécialisé lors de stages de formation et de recyclages annuels aux laboratoires de l'Union technique de l'automobile, du motocycle et du cycle (U.T.A.C.), à Montlhéry. Le code de la route permet à ces agents d'effectuer les contrôles nécessaires pour vérifier que les véhicules automobiles n'émettent pas de fumées, de gaz toxiques, corrosifs ou odorants présentant un danger pour la santé et la sécurité publiques (art. R. 69 et R. 281). Au cas où un automobiliste refuserait de se soumettre à ce contrôle, il pourrait être poursuivi sur la base de l'article L. 4 du code précité. Je tiens toutefois à signaler que, de manière habituelle, les agents effectuant ces contrôles agissent avec l'accord des conducteurs et, lorsque des véhicules se révèlent polluants, font souvent preuve de bienveillance à l'égard des propriétaires qui leur paraissent de bonne foi, sous réserve de se faire représenter, dans un bref délai, les véhicules après mise au point chez un professionnel de l'automobile.

Circulation routière (sécurité).

21227. — 18 octobre 1979. — **M. Marc Lauriol** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les constats d'excès de vitesse des véhicules automobiles font l'objet de la part des automobilistes en cause de très nombreuses contestations. En conséquence, il lui demande dans quelles conditions sont constatés les excès de vitesse en ville, sur route et sur autoroute. Il lui demande spécialement quelles mesures sont mises en place pour offrir toute garantie d'exactitude : individualisation du conducteur et de la voiture incriminés, identification de l'agent verbalisateur, élément précis retenu pour constater par cinémomètre, radar, appréciation directe, l'excès de vitesse. Il lui demande, en particulier, comment il est procédé sur une autoroute lorsqu'une file tout entière roule à la même vitesse.

Réponse. — Les dépassements des vitesses maximales prévues par le code de la route sont constatés à l'aide de cinémomètres Mesta employés seuls ou couplés à un système de prises de vues

photographiques appelé Traffipax. La mise en œuvre de ces appareils est faite par un ou plusieurs servants, militaires de la gendarmerie ou fonctionnaires de la police nationale, conformément aux indications mentionnées dans une notice technique d'emploi. Les cas suivants doivent être distingués selon que l'interception du véhicule est possible ou non : 1° lorsque l'interception du véhicule est possible, une première équipe d'agents placés au poste de contrôle constatent l'infraction, c'est-à-dire la mesure de vitesse enregistrée par le cinémomètre. Ils transmettent par radio les indications concernant l'identification du véhicule contrôlé (marque, type, couleur, immatriculation) ainsi que sa vitesse, à une deuxième équipe d'agents qui interceptent le véhicule en infraction et identifient le contrevenant. Le procès-verbal établi à cette occasion porte le nom des agents verbalisateurs ayant constaté l'infraction et l'identité des conducteurs et il est signé par chacun d'eux ; 2° lorsque l'interception des véhicules est impossible ou dangereuse en raison des circonstances, les personnels contrôleurs emploient un appareil couplé à un cinémomètre afin de prendre des clichés photographiques des véhicules en infraction. Les constatations matérielles des agents sont confirmées par l'enregistrement sur ces clichés des indications relatives à la vitesse contrôlée, à la date (jour et heure) de la prise de vues, aux éléments permettant l'identification du véhicule et, si possible, de son conducteur par photographie ; 3° sur autoroute, lorsqu'une file tout entière roule à la même vitesse, les infractions de dépassement de vitesse sont constatées dans les conditions exposées aux deux paragraphes précédents, selon que l'interception est possible ou impossible ; 4° en ce qui concerne les appareils de contrôle, ils sont homologués et régulièrement vérifiés par le service des instruments de mesure. Ils sont également conçus de telle sorte que si deux ou plusieurs voitures traversent le faisceau simultanément, aucune vitesse n'est relevée.

Automobiles et cycles (pollution et nuisances).

21694. — 26 octobre 1979. — **M. Philippe Séguin** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui préciser quelles sont les normes techniques appliquées lors de contrôles anti-pollution des automobiles, effectués par les services de police, notamment en ce qui concerne les véhicules munis d'un moteur diesel. Dans ce dernier cas, le dérèglement du carburateur étant fréquent, aucune justification de vérification annuelle n'est fournie au propriétaire. Celui-ci, malgré le soin qu'il peut apporter à l'entretien de son véhicule, peut donc être sanctionné journalièrement. Ne serait-il pas plus équitable qu'après avoir souligné les défauts de fonctionnement des organes en cause, un nouveau contrôle soit effectué obligatoirement dans un délai raisonnable. D'une manière plus générale, il souhaiterait savoir si la manière de procéder à ces contrôles, consistant à accélérer à fond le moteur puis à lâcher subitement l'accélérateur (opération effectuée par les agents de la force publique et non par le propriétaire du véhicule), n'a pas pour conséquence inévitable de laisser échapper les gaz non brûlés et de provoquer l'émission exagérée de fumée qui ne se produit pas lors de l'utilisation normale du véhicule.

Réponse. — Lors des contrôles antipollution des véhicules, les services de police et de gendarmerie vérifient la teneur en monoxyde de carbone émis par les gaz d'échappement des voitures à essence. Lorsque le taux de 4,5 p. 100 fixé par l'article 6 de l'arrêté interministériel du 16 janvier 1975 est dépassé, les propriétaires des véhicules polluants peuvent faire l'objet de procès-verbaux, en application de l'article R. 239 du code de la route. La procédure des contrôles est déterminée par l'arrêté ministériel du 12 novembre 1963 qui prévoit trois accélérations préliminaires successives aussi rapides que possible jusqu'au régime maximal du moteur, puis la mesure proprement dite de contrôle effectuée au cours d'une quatrième accélération, immédiatement après les trois premières. Cette façon d'opérer a pour objectif d'éliminer les suies et résidus du système d'échappement et de déceler, à l'aide du compte-tours, l'éventuelle modification du régime de régulation du moteur reconnue lors de l'homologation. Cette question demande une technicité poussée et ne peut être exercée que par une personne initiée, de façon à obtenir un résultat objectif et répondre aux normes prévues par la réglementation. C'est la raison pour laquelle ces accélérations sont effectuées par des spécialistes ayant reçu un enseignement lors de stages de formation et de recyclages annuels aux laboratoires de l'Union technique de l'automobile, du motocycle et du cycle (U.T.A.C.), à Montlhéry. Si un automobiliste refuse de se soumettre à ce contrôle, il peut être poursuivi sur la base des dispositions du code de la route (art. L. 4 et L. 25). D'une manière habituelle, l'agent effectuant le contrôle agit avec l'accord du conducteur. En ce qui concerne le contrôle des véhicules munis d'un moteur diesel, de l'avis des spécialistes, ces moteurs sont moins sujets à dérèglement que les moteurs à essence. On constate, en effet, que ces véhicules ne se révèlent

pas polluants lorsque le contrôle et l'entretien des organes moteurs sont effectués avec la périodicité préconisée par les constructeurs. Le nombre des véhicules à moteur diesel constatés polluants n'excède pas 12 p. 100 de l'ensemble des véhicules de ce type qui ont été contrôlés ces cinq dernières années. Il ne paraît donc pas nécessaire d'instituer pour ce type de véhicule l'équivalent de la carte blanche pour les véhicules à moteur essence, plus sujets à dérèglement. Cette carte sert uniquement, pour les propriétaires, de justification de bonne foi, apportant la preuve d'un réglage récent du moteur de leur véhicule. Au cas où un véhicule à moteur diesel se révélerait toutefois polluant, les services de police ont la possibilité de se montrer bienveillants à l'égard de son propriétaire s'il leur paraît de bonne foi et sous condition de se faire représenter dans un bref délai le véhicule après mise au point chez un professionnel de l'automobile.

Politique économique et sociale (Plans : Somme).

22226. — 10 novembre 1979. — **M. Paul Quilès** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les établissements publics régionaux et de très nombreux conseils généraux ont été récemment amenés à discuter sur les options du VIII^e Plan, sur saisine des préfets. Pour cette consultation, un délai devait être respecté, qui expirait à la fin du mois d'octobre. Le conseil général de la Somme, malgré de nombreuses démarches auprès du préfet, n'a pas examiné cette question, alors que la région Picardie, dont le préfet est aussi préfet de la Somme, a été saisie dans les délais. Alors que le département de la Somme connaît, au sein de la région Picardie, une situation économique et sociale qui se dégrade à un rythme particulièrement impressionnant et que les élus auraient à cette occasion eu la possibilité de s'exprimer sur les problèmes cruciaux de leur département, le préfet n'a pas répondu à leurs demandes réitérées. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les raisons pour lesquelles la consultation du conseil général de la Somme n'a pas eu lieu et s'il a l'intention d'intervenir auprès du préfet afin que cette consultation s'effectue.

Réponse. — Il appartient au ministre de l'intérieur d'intervenir auprès du préfet pour réunir le conseil général et fixer l'ordre du jour lorsque les dispositions de la loi de 1871 ne sont pas respectées. Dans le cas signalé par l'honorable parlementaire, ce sont les établissements publics régionaux qui ont été consultés sur la préparation du VIII^e Plan, conformément à l'article 8 de la loi du 5 juillet 1972. Il n'y avait donc pas lieu de saisir simultanément les conseils généraux. Certes, le conseil général doit être associé à la préparation des programmes d'équipements collectifs et à la politique de développement économique au niveau du département. En ce qui concerne la Somme, l'assemblée départementale doit débattre de ces questions au cours de la session de décembre 1979.

Pompes funèbres (articles funéraires).

22169. — 13 novembre 1979. — **M. Rémy Montagne** a l'honneur d'exposer à **M. le ministre de l'intérieur** que, lorsqu'un Français meurt aux Etats-Unis et que son corps est ramené en France, une difficulté surgit au moment même des obsèques. En effet, les cercueils américains étant plus grands que les cercueils français (les premiers faisant 2,16 mètres, les seconds 2 mètres), il faut alors souvent refaire le caveau en France à la dimension du cercueil américain. **M. Rémy Montagne** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si une information ne pourrait être obligatoirement donnée par les pompes funèbres aux familles des défunts morts à l'étranger, afin d'éviter pour l'avenir ce genre de désagrément le jour ou, au mieux, la veille des obsèques.

Réponse. — En France, la longueur des cercueils est comprise entre 0,80 mètre et 2 mètres et les caveaux sont adaptés à ces dimensions. Les difficultés dont **M. Rémy Montagne** fait état peuvent donc effectivement survenir dans le cas où le corps d'un Français décédé dans un pays étranger est rapatrié en France dans un cercueil dont les dimensions ne sont pas adaptées à nos normes nationales. Il ne paraît tout à fait souhaitable, comme cela est suggéré, d'appeler l'attention des familles sur ces problèmes afin d'éviter des difficultés administratives en des moments où les familles sont sous le coup d'un deuil. Les services diplomatiques et consulaires pourraient délivrer à toute l'année venant s'adresser à eux pour faire rapatrier leur défunt, une courte notice appelant leur attention sur les dimensions obligatoires des cercueils dans notre pays. J'ai attiré l'attention du ministre des affaires étrangères sur ce problème afin que ses agents en poste à l'étranger puissent prendre les mesures nécessaires.

Bibliothèques (bibliothèques municipales).

22435. — 15 novembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelles suites il compte donner aux revendications du personnel des bibliothèques municipales qui souhaite un reclassement statutaire et indiciaire.

Réponse. — La situation des emplois des bibliothèques municipales fait l'objet d'une étude en liaison avec les ministères concernés. Toutefois, la situation économique actuelle impose des contraintes budgétaires à l'ensemble des collectivités publiques. C'est dans cet esprit que le Gouvernement a décidé qu'il ne serait pas envisagé, pour le moment, de mesures catégorielles pour les emplois de la fonction publique et, par conséquent, pour ceux des collectivités locales. On ne peut, par conséquent, que maintenir le statu quo tant que la mesure évoquée ne sera pas levée.

Circulation routière (réglementation).

22517. — 17 novembre 1979. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de faire connaître s'il ne lui paraît pas opportun de faire bénéficier les collectivités locales — en particulier les communes rurales — en matière de conduite de tracteurs automobiles, du même régime que l'agriculture.

Réponse. — Le problème de la catégorie de permis exigible pour la conduite des engins réceptivés et immatriculés comme tracteurs agricoles est réglé par le code de la route. Celui-ci, par le jeu combiné des articles R. 138-A, R. 167-2 et R. 159, ne dispense les conducteurs de ces engins de permis que s'ils sont « attachés à une exploitation agricole ou à une coopérative d'utilisation de matériel agricole ». Tous les autres engins de ce type sont soumis à la réglementation générale qui impose le permis « B » au-dessous de 3,5 tonnes, le permis « C » au-dessus. Pour des raisons de sécurité, il ne paraît pas opportun d'apporter des dérogations à ces règles. En effet, si des mesures particulières ont été prévues pour les exploitations et coopératives agricoles, c'est en raison du fait que cette utilisation de matériel ou engins pour les agriculteurs se fait épisodiquement, à l'intérieur des propriétés ou sur de courtes distances et, le plus souvent, en dehors des agglomérations, tandis que les services municipaux sont assurés en permanence à l'intérieur des agglomérations et sur des distances importantes.

Produits fissiles et composés (protection).

23043. — 29 novembre 1979. — **M. Roger Fosse** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que certains corps de sapeurs-pompiers ont été dotés, il y a quelques années, des appareils et des vêtements de protection nécessaires pour détecter et mesurer la radioactivité. Il lui demande, compte tenu de l'évolution des techniques dans le domaine nucléaire, si ces appareils et vêtements sont toujours adaptés et pourraient servir utilement en cas de nécessité, et s'il ne conviendrait pas de réaliser de nouvelles dotations en liaison avec le commissariat à l'énergie atomique.

Réponse. — Les missions du service de l'alerte de la direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur, créé par arrêté du 8 mai 1973, comprennent, en cas de conflit, le contrôle des retombées radioactives et l'évaluation des effets des attaques biologiques ou chimiques, éléments indispensables aux autorités administratives pour prescrire les mesures assurant la sauvegarde des populations. Ces opérations seront confiées à des équipes de détection de la radioactivité, constituées dès le temps de paix au sein des corps de sapeurs-pompiers, et dotées par les soins de l'administration centrale des matériels (appareils de détection et vêtements de protection) nécessaires, réalisés sur crédits civils de défense. Cette création d'équipes se poursuit, au rythme de l'attribution des crédits, de manière à couvrir le territoire national d'un réseau dense et régulier. Les appareils de détection, mis en œuvre par un personnel non technicien, doivent être robustes, d'une mise en œuvre simple et, compte tenu de leur grande diffusion, d'un prix de revient aussi peu élevé que possible. Le remplacement des appareils de détection arrivés à limite d'utilisation, bien que vérifiés périodiquement et régulièrement entretenus, ainsi que la dotation d'équipes nouvelles, sont assurés par un appareil simple de conception moderne ayant reçu l'aval du C.E.A. Les équipements de protection (vêtements et appareils respiratoires) ont pour objet de protéger l'homme contre la contamination externe et interne, l'irradiation par rayonnements alpha et contre les agressions chimiques actuelles. Les équipements utilisés par le commissariat à l'énergie atomique n'assurant pas la protection contre les agressions chimiques, la direction de la sécurité civile a adopté, en prévision du temps de guerre, les équipements en service dans l'armée de terre, dont les formations auraient à résoudre, lors

d'un conflit, des problèmes semblables à ceux qui se présenteraient aux équipes du service de l'alerte. Toutefois, certaines équipes de sapeurs-pompiers destinés à agir, en temps de paix, avec celles du commissariat à l'énergie atomique, en cas d'incident ou d'accident nucléaire, ont été dotées de matériels et d'équipements rigoureusement identiques à ceux des éléments mobiles d'intervention du commissariat à l'énergie atomique.

Police (police municipale : Eure-et-Loir).

23341. — 5 décembre 1979. — **M. Maxime Kollinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation de la ville de Châteaudun. Conformément à la loi, la ville de Châteaudun demande, depuis plusieurs années, l'étatisation de sa police municipale, cela afin de répondre à une meilleure qualité du service pour la sécurité des habitants et à la prise en charge par l'Etat des charges lui incombant. Il lui rappelle les nombreuses promesses qui ont été faites à la ville depuis 1975. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre des mesures exceptionnelles en vue de répondre à l'attente déjà trop longue de cette ville de plus de 15 000 habitants.

Réponse. — Quatre-vingt-six communes de plus de 10 000 habitants souhaitent actuellement l'institution du régime de la police d'Etat. Ce problème fait l'objet d'une disposition particulière du projet de loi sur le développement des responsabilités locales qui est actuellement soumis au Parlement. C'est dans le cadre de ce texte que la situation particulière de la commune de Châteaudun sera examinée.

Jeux et paris (jeux de lot).

23454. — 6 décembre 1979. — **M. Marcel Garrouste** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que dans les petites communes des départements du Sud-Ouest, le financement de beaucoup d'associations repose, pour une large part, sur l'organisation de jeux de lot, dits « jeux de société », qui, actuellement, ne sont autorisés que pendant les mois de décembre et janvier (cf. circulaire ministère de l'intérieur en date du 3 octobre 1975). Il est certes nécessaire de réglementer les jeux d'argent ; mais il ne faudrait pas les exclure dans tous les cas où ils ne portent que sur des sommes minimes et où ils sont surtout l'occasion pour les habitants de se réunir et d'apporter leur aide à une association locale (club du troisième âge, association sportive, d'aide familiale, etc.). Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager un assouplissement de la réglementation en la matière afin de faciliter le développement de la vie associative dans les villages et de mettre les dirigeants à l'abri des poursuites lorsqu'ils ont recours à un jeu de lot pour alimenter la trésorerie de leur association à but non lucratif.

Réponse. — Les autorités locales ont été appelées à tolérer dans certaines conditions les jeux de lots pendant les mois de décembre et janvier, ceci afin de ne pas supprimer une tradition qui crée l'animation dans de nombreuses villes du Midi. Certains ont profité de cette tolérance pour organiser de véritables opérations commerciales qui ne profitent nullement aux associations locales. Aussi, afin d'éviter ces abus et permettre l'organisation des jeux de lots toute l'année, il est envisagé de mettre en place une réglementation, dans le cadre, bien entendu, des dérogations prévues par la loi du 21 mai 1836 qui concerne toutes les formes de loteries. Il y a tout lieu de penser que cette solution sera de nature à donner satisfaction à la demande exprimée par les associations.

JUSTICE

Grâce et amnistie (amnistie).

23156. — 1^{er} décembre 1979. — **M. Jacques Doufflaques** fait observer à **M. le ministre de la justice** que dix-sept ans après la fin des événements d'Algérie, il apparaît que les séquelles de cette tragédie ne sont pas encore effacées, faute notamment de l'intervention d'une amnistie pleine et entière au bénéfice de ceux qui avaient opté pour des solutions différentes de celles retenues par le Gouvernement de l'époque. Notamment, les diverses propositions de loi déposées en ce sens n'ont pu être inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Aussi il lui demande quelles dispositions compte prendre le Gouvernement afin que cesse cette situation anormale et s'il envisage, notamment, le dépôt, à son initiative, d'un projet de loi portant amnistie définitive et générale des actes qualifiés crimes et délits qui ont pu intervenir, en relation avec les événements d'Algérie, avant le mois de juillet 1962.

Réponse. — La loi d'amnistie du 16 juillet 1974 contient des dispositions de caractère exceptionnel en faveur des personnes condamnées pour des infractions en relation avec les événements

d'Algérie. La réintégration des fonctionnaires amnistiés dans les ordres nationaux et dans les grades civils et militaires ainsi que le paiement intégral des pensions militaires d'invalidité y sont notamment prévus. Des mesures plus favorables, qui figurent aujourd'hui dans diverses propositions de loi, avaient été suggérées à l'époque par les auteurs de plusieurs amendements. Mais le Parlement avait refusé de les adopter en raison de la gravité de certaines infractions et de la nécessité de respecter certains principes juridiques fondamentaux. Il est, par exemple, traditionnel que l'effacement des condamnations par l'amnistie n'a pas d'effet rétroactif et qu'il laisse subsister l'obligation de réparer le préjudice causé à l'Etat ou aux tiers. Il apparaît au garde des sceaux qu'il n'est pas possible d'aller plus avant dans la voie de l'indulgence.

Décorations (Légion d'honneur).

23306. — 4 décembre 1979. — **M. Philippe Séguin** observe qu'à la demande tant du Conseil de l'Europe que de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la circulaire du ministère de l'intérieur en date du 5 août 1976, autorisant l'inscription sur la carte d'identité nationale de l'appartenance à l'ordre de la Légion d'honneur, a été abrogée. Tout en comprenant les motifs de la décision liée à l'adoption d'une carte d'identité valable dans tous les pays de la Communauté européenne, **M. Séguin** ne peut que déplorer la situation créée qui met désormais les membres de la Légion d'honneur dans l'impossibilité de prouver leur appartenance à notre prestigieux ordre national. **M. Séguin** prie, en conséquence, **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui indiquer, en sa qualité de ministre de tutelle de la Grande Chancellerie, s'il ne pourrait faire mettre à l'étude le principe de la création d'une carte d'identité de membre de la Légion d'honneur à laquelle pourraient, de surcroît, être reconnus certains droits et prérogatives.

Réponse. — La circulaire du ministre de l'intérieur en date du 5 août 1976, qui prévoyait la possibilité de faire mention de la qualité de légionnaire sur la carte nationale d'identité a, en effet, été abrogée. Mais cette abrogation est intervenue avant même que le texte n'ait reçu application : elle n'a donc pas créé de situation nouvelle préjudiciable aux légionnaires. Aujourd'hui, comme avant, chacun d'eux a la possibilité de prouver son appartenance au premier ordre national : un brevet lui est délivré dès le retour à la grande chancellerie du procès-verbal attestant que la réception est bien intervenue. Quant à la mesure proposée, sa mise en œuvre paraît difficile. Les effectifs en personnel de la grande chancellerie sont, en effet, réduits et, au surplus, les crédits d'équipement existants ne permettraient pas d'engager les dépenses en matériel correspondantes. Il est précisé enfin que la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur délivre à ses adhérents une carte qui peut être considérée comme une preuve de la qualité de légionnaire.

Administration et régimes pénitentiaires (personnel : Essonne).

23406. — 5 décembre 1979. — **M. Pierre Jouquin** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la note suivante relative aux congés de maladie de certains personnels du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) qui émane de son directeur. Celle-ci indique que «... Le recours sans vergogne à des certificats de complaisance pour échapper aux servitudes d'un travail que l'on a librement choisi dénote un manque de conscience professionnelle lamentable... Pour répliquer à des congés de maladie intempestifs qu'il faut stigmatiser sans relâche, des sanctions exemplaires s'imposent... Dans tous les cas, le contrôle de l'agent à domicile sera effectué de même que sera ordonnée une contre-visite médicale. » Il lui demande : 1^o s'il compte prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'amélioration des conditions de travail des personnels du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis comme il s'y était engagé en réponse à sa question écrite n° 18468 du 14 juillet 1979 ; 2^o s'il compte inviter les autorités administratives placées sous son autorité à annuler cette note de service et à assurer le respect du droit à se soigner des personnels pénitentiaires ; 3^o si le texte de cette lettre est inspiré par des directives de son ministère.

Réponse. — Comme cela était précisé à l'honorable parlementaire dans la réponse à la question écrite n° 18468 du 14 juillet 1979, l'administration pénitentiaire s'est efforcée de maîtriser, dans la mesure du possible, le surcroisement, malheureusement chronique, du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, situation qui n'est d'ailleurs que le reflet, en région parisienne, de l'augmentation régulière de la population pénale sur le plan national. Afin de limiter cette croissance de l'effectif des détenus, elle a été conduite à hâter l'ouverture de la maison d'arrêt des Yvelines (Bois-d'Arcy). La montée en charge progressive de ce nouvel établissement, à

partir du 1^{er} janvier 1980, devrait permettre de revenir, à court terme, à une situation plus satisfaisante dans les prisons de la région parisienne et par là-même à l'amélioration des conditions de travail des personnels du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis. En outre, il est exact que la chancellerie, pour lutter contre les abus de certains fonctionnaires absentéistes qui, sous différents prétextes, s'autorisent à perturber la marche normale des services par des congés injustifiés, a été amenée à donner des directives pour que des contrôles soient effectués au domicile des agents en congé de maladie. Il est toutefois évident que de telles dispositions ne peuvent en rien porter atteinte au droit qu'ont les personnels pénitentiaires de se soigner lorsque leur état le requiert.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications (personnel).

21675. — 26 octobre 1979. — **M. Michel Aurillac** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la distorsion qui existe entre le statut des receveurs-distributeurs des postes et la réalité de leurs attributions. En effet, les receveurs-distributeurs sont aujourd'hui classés en catégorie C alors que les recettes distribution situées en milieu rural effectuent toutes les opérations des recettes urbaines dont les receveurs sont classés au moins en catégorie B. Il paraîtrait logique, par un mécanisme d'unification des carrières, d'intégrer les receveurs-distributeurs dans le corps des receveurs. Le Gouvernement s'est, à juste titre, engagé dans une politique de polyvalence des bureaux de poste ruraux afin de permettre aux usagers d'effectuer près de leur domicile des opérations qu'ils n'auraient pu normalement effectuer qu'au chef-lieu d'arrondissement et parfois au chef-lieu du département. Cette politique ne peut reposer que sur un niveau élevé de qualification des responsables des bureaux de poste ruraux et sur l'affectation d'un certain nombre de fonctionnaires pour les renforcer dans leurs tâches et permettre l'ouverture du bureau tout au long de la journée.

Postes et télécommunications (personnel).

22557. — 18 novembre 1979. — **M. Roland Beix** attire à nouveau l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des receveurs-distributeurs des postes dont il rappelle le rôle essentiel en milieu rural, rôle qui est appelé à s'étendre par l'adjonction de nouvelles tâches, telles que la distribution des versements de la sécurité sociale, l'enregistrement, la vente de la vignette auto. Pour assurer correctement ces responsabilités professionnelles les moyens budgétaires semblent bien insuffisants, puisque les 28,8 millions de francs prévus pour cette catégorie de receveurs-distributeurs ont disparu avant la discussion budgétaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une véritable réforme professionnelle ait lieu et permette aux receveurs-distributeurs d'effectuer leur travail dans les meilleures conditions.

Réponse. — Les problèmes qui préoccupent les receveurs-distributeurs font l'objet d'une attention toute particulière de la part de l'administration des P. T. T. qui mesure à leur juste valeur, les mérites et les qualités de ces fonctionnaires ainsi que le rôle essentiel qu'ils jouent dans les zones rurales. Les projets qui ont été élaborés en vue d'améliorer leur situation et notamment celui présenté dans le cadre de la préparation du budget de 1980 n'ont pas abouti. L'administration des P. T. T. a l'intention de poursuivre ses efforts pour tenter de trouver une solution favorable aux intéressés.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires) (pensions).

23061. — 30 novembre 1979. — **M. Emile Jourdan** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la dégradation constante du pouvoir d'achat des retraités des P.T.T. Cette situation n'a pas cessé d'empirer avec l'aggravation de la crise économique et sociale et les hausses brutales des prix. Cela implique dans le budget 1980 les crédits nécessaires à la satisfaction de leurs revendications, à savoir : 1^o des pensions mensuelles à 3 000 F minimum ; 2^o 400 F d'acompte mensuel à valoir sur le reclassement indiciaire par le respect de la loi de 1948 sur la péréquation ; 3^o l'intégration complète au 1^{er} janvier 1980 des sept points de l'indemnité de résidence ainsi que des primes et indemnités ayant le caractère de complément de salaire ; 4^o le relèvement du taux des pensions de réversion de 50 p. 100 à 75 p. 100. La satisfaction de cette dernière revendication permettrait d'améliorer sensiblement la situation de nombreuses veuves des P. T. T. actuellement dans la gêne et le besoin. Dans notre pays,

ce taux est de 60 p. 100 pour les retraités des régimes complémentaires, de 66 p. 100 pour les retraités dans le régime spécial pour les veuves de parlementaires, de 75 p. 100 pour les veuves de généraux et de 100 p. 100 pour les veuves de maréchaux. La France, de plus, dans ce domaine, est derrière les autres nations de l'Europe occidentale. Le taux des pensions de réversion est de 60 p. 100 en Allemagne, en Italie et en Suisse. Il est de 70 p. 100 en Yougoslavie et de 75 p. 100 au Danemark. Ces chiffres témoignent du retard pris par notre pays. Enfin, les retraités des P. T. T. souhaitent la généralisation du paiement mensuel des pensions, le paiement d'avance et non à terme échu. A ce sujet, le centre de Montpellier dont le Gard fait partie ne se trouve toujours pas programmé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire l'ensemble de ces revendications.

Réponse. — Les retraités des postes et télécommunications, comme l'ensemble des retraités de la fonction publique, sont régis par les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite. Il s'ensuit que toute modification des règles législatives ou réglementaires qui leur sont applicables sur le plan de la retraite entraîne une évolution non seulement de leurs propres droits mais également des droits de tous les retraités de la fonction publique. Dès lors les questions évoquées par l'honorable parlementaire présentent un caractère général et, comme telles, sont de la compétence du ministère du budget et du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique).

Postes et télécommunications (caisse nationale d'épargne).

23724. — 12 décembre 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les préoccupations des retraités des P.T.T. en ce qui concerne l'organisation par la Caisse d'épargne des tirages « Coup double ». Ceux-ci ont lieu chaque année au mois de février et permettent aux titulaires de livrets, si la chance les favorise, de doubler leurs dépôts. Or, les retraités des P. T. T. qui touchent leur pension de retraite les 6 mars, juin, septembre et décembre, ne peuvent bénéficier de ces tirages. En conséquence, il lui demande s'il ne jugerait pas opportun de déplacer la date de ce tirage « Coup double » au mois de mars, par exemple, ce qui permettrait à un plus grand nombre de titulaires de livrets d'y participer.

Réponse. — L'opération « Coup double » à laquelle se réfère l'honorable parlementaire était une opération promotionnelle en faveur de l'épargne, lancée à l'échelon national pendant les mois de janvier et février. Les résultats constatés s'étant amenuisés au fil des ans, il a été décidé, à partir de l'année 1980, de la supprimer et de la remplacer par des actions plus proches de la clientèle et menées au niveau des régimes. Cependant, lors des réunions préparatoires au lancement de cette nouvelle forme de promotion, des mesures seront étudiées afin que les épargnants retraités se trouvent bien associés au tirage éventuel de lots.

Postes et télécommunications (secrétariat d'Etat) (personnel).

23892. — 14 décembre 1979. — **M. Raymond Maillet** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des 3 500 facteurs ruraux dénommés receveurs-distributeurs des postes et télécommunications. Leurs responsabilités croissent sans cesse. L'insécurité grandit. Ils se plaignent à juste titre de leurs traitements particulièrement bas et des très faibles possibilités de promotion. Ce furent essentiellement les raisons de leur grève du 24 octobre. Ce jour-là, M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il se préoccupait des revendications de ses personnels et que le budget des P. T. T. permettrait pour 1980 une priorité nationale. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour : revaloriser les traitements des facteurs distributeurs, leur assurer des possibilités d'avancement plus rapide, et garantir de réelles possibilités de promotion interne, notamment par la formation professionnelle.

Réponse. — Les problèmes qui préoccupent les receveurs-distributeurs font l'objet d'une attention toute particulière de l'administration des P. T. T. qui mesure à leur juste valeur les mérites et les qualités de ces fonctionnaires dont le rôle est essentiel dans les zones rurales. C'est ainsi que dans le cadre de la réforme du statut des receveurs et chefs de centre, plusieurs mesures en faveur de ces agents avaient été proposées. En outre un projet tendant à leur reconnaître la qualité de comptable avait été soumis au ministère du budget. Ces projets n'ont pas abouti mais des demandes ont été entreprises par la voie budgétaire, notamment lors de la préparation du budget pour 1980, afin d'obtenir le reclassement indiciaire des receveurs-distributeurs et l'amélioration du dérou-

lement de leur carrière. Ces mesures ont été repoussées. Toutefois mon administration, qui entend faire aboutir cette revendication, demeure en relations avec les départements ministériels concernés afin de rechercher des mesures susceptibles de répondre aux préoccupations des intéressés et aux besoins des services. De plus, la parution du décret n° 79-889 du 16 octobre 1979 relatif à l'organisation administrative en milieu rural et à la création de services postaux polyvalents va permettre de conforter les propositions faites jusqu'à présent en faveur de ces personnels. D'ores et déjà, la condition d'ancienneté requise des intéressés pour postuler receveur de quatrième classe a été abaissée de onze à six ans. S'agissant de la formation professionnelle, les receveurs-distributeurs bénéficient d'une formation théorique et pratique d'une durée de 11 semaines. Compte tenu de l'extension de leurs attributions, il est envisagé d'augmenter la durée de cette formation dans un avenir proche. En outre, comme tous les autres agents des P. T. T., les receveurs-distributeurs ont la possibilité de s'inscrire à des cours de préparation à certains concours organisés par la direction générale des postes.

RECHERCHE.

*Recherche scientifique et technique
(commissariat à l'énergie atomique).*

21820. — 30 octobre 1979. — M. Robert Vizet attire l'attention de A. le Premier ministre (Recherche) sur les graves conséquences de l'arrêt des travaux d'étude sur la centrifugation au centre d'études nucléaires de Saclay, à la suite d'une réduction de crédits. Cette technologie prometteuse était destinée à prendre le relais de la diffusion gazeuse pour l'enrichissement de l'uranium, avec tous les avantages qu'elle comportait quant à l'économie d'énergie. Ainsi, un laboratoire nouvellement équipé et des machines neuves commandées ne seront pas utilisés. Par ailleurs, dix-sept travailleurs d'une entreprise extérieure seront remis à disposition, ce qui signifie pour eux le chômage et pour l'entreprise la liquidation. Devant un tel gâchis humain et matériel, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de permettre au C. E. A. de revenir sur sa décision en lui donnant les moyens de poursuivre les études sur la centrifugation. Ce nouvel incident au C. E. A. pose le problème de l'intégration des personnels des entreprises extérieures. Il montre bien qu'il est urgent, dans l'intérêt de l'avenir du C. E. A., de mettre rapidement en œuvre un plan d'intégration de ces personnels avec la garantie des avantages acquis.

Réponse. — Les actions de recherche et développement en matière de séparation isotopique doivent tenir compte du marché potentiel et de l'acquis technologique français ; l'effort financier considérable nécessaire pour faire aboutir, sur le plan industriel, une technique d'enrichissement isotopique de l'uranium, impose d'éviter une trop grande dispersion des études et de limiter le nombre des procédés développés. C'est en fonction de ces diverses considérations que le Commissariat à l'Énergie atomique a été récemment amené à concentrer davantage ses efforts, dans le domaine de la séparation isotopique : en donnant la priorité au procédé de diffusion gazeuse mis en œuvre dans l'usine d'Eurodif au Tricastin ; et en développant, dans une optique à plus long terme, le procédé français d'enrichissement par échange chimique et la technique d'excitation photochimique par laser. Ces orientations ont entraîné une diminution des crédits affectés au procédé d'ultracentrifugation gazeuse, dont les avantages techniques et économiques n'apparaissent pas déterminants ; il faut d'ailleurs ajouter qu'il sur le plan de la prolifération, ce procédé présente beaucoup plus de risques que les autres. Toutes ces raisons ont conduit à ne pas encourager en France le développement de ce procédé dont aucune application industrielle n'est envisagée dans l'immédiat. Lorsque l'évolution de ses programmes peut avoir pour conséquence la réduction du personnel d'entreprises extérieures, le Commissariat à l'Énergie atomique se préoccupe bien entendu du sort des salariés concernés. C'est ainsi qu'une solution a déjà pu être trouvée pour la majorité des salariés visés par les récentes décisions prises sur l'ultracentrifugation. Ces derniers n'appartiennent d'ailleurs pas tous à la même entreprise. Actuellement, des solutions sont activement recherchées pour les quelques personnes dont la situation n'a pas encore pu être réglée.

SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE.

Hôpitaux (Tulle [Corrèze]).

3500. — 23 juin 1978. — M. Jacques Chaminaud expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les difficultés que rencontrent, pour l'établissement de leur bilan de santé, les personnels

occupés à la manufacture d'armes de Tulle et qui ont atteint l'âge de la retraite. Ces personnels souhaiteraient que le centre hospitalier de Tulle soit agréé pour l'établissement de leur bilan de santé. Le conseil d'administration de cet hôpital a donné un accord de principe. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures indispensables pour l'agrément de cet établissement hospitalier.

Réponse. — L'article L. 294 du code de la sécurité sociale prévoit que la caisse d'assurance maladie doit soumettre l'assuré et les membres de sa famille, à certaines périodes de la vie, à un examen médical gratuit ; en cas de carence de la caisse, les intéressés peuvent demander le bénéfice de cette mesure. Un arrêté du 19 juillet 1946, qui détermine les périodes de la vie auxquelles doivent être pratiqués ces examens, fixe à soixante ans l'âge limite auquel peut avoir lieu le dernier examen obligatoire gratuit. L'existence d'une limite d'âge au-delà de laquelle les assurés ne peuvent plus se prévaloir du bénéfice des dispositions en cause résulte du but poursuivi par ce type d'examen de dépistage. Ceux-ci doivent tout d'abord, au plan de l'efficacité, se fixer pour objectif la recherche de maladies qui soient identifiables avec des tests ayant fait leur preuve et ne présentant aucun risque pour les intéressés, et qui soient susceptibles d'être traités précocement avec efficacité. Le nombre de ces maladies qui doivent en outre être suffisamment répandues pour être détectées dans une proportion satisfaisante, est relativement restreint, et ceci d'autant plus que les affections recherchées doivent présenter un caractère de gravité justifiant une recherche systématique. Il en est ainsi notamment de certains cancers, certaines affections respiratoires chroniques, le diabète, et certaines maladies nutritionnelles. Quant au contenu de ces examens, celui-ci dépend des maladies recherchées, des tests qui permettent de les dépister et des moyens susceptibles d'être raisonnablement mis en œuvre afin de pouvoir en faire bénéficier le maximum de personnes et non une catégorie précise. En effet, une trop grande complexité et une trop grande accumulation d'examen rendraient ceux-ci sur le plan pratique, difficilement réalisables pour un nombre suffisant de personnes et, par conséquent, ne permettraient pas d'atteindre au mieux l'objectif poursuivi. Les caractéristiques particulières de ces bilans de santé les rendent peu adaptés à la situation des personnes âgées. Toutefois, si le principe même d'une limite d'âge continue d'être justifié, des études sont actuellement poursuivies, en vue de déterminer s'il y a lieu de procéder à un aménagement de la réglementation en vigueur, et notamment de reporter cette limite de soixante à soixante-cinq ans. En tout état de cause, les examens de santé pratiqués sur les personnes âgées peuvent être pris en charge sur le budget d'action sanitaire et sociale de la caisse d'assurance maladie à laquelle sont affiliés les intéressés dès lors que leur situation le justifie. Il convient, par ailleurs, d'observer que l'arrêté du 19 juillet 1946 prévoit la gratuité des examens effectués dans les centres gérés ou agréés par la caisse d'assurance maladie et une indemnité forfaitaire en faveur des assurés qui se sont adressés à un médecin particulier en vue de subir cet examen de santé. Les caisses peuvent gérer elles-mêmes des centres d'examen de santé ou passer une convention avec certains d'entre eux, ou bien avec un établissement hospitalier.

Handicapés (ressources).

12995. — 3 mars 1979. — M. Louis Meissonnat signale à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale l'amertume et le mécontentement grandissant des handicapés devant la situation inadmissible qui leur est faite et le non-respect des engagements pris par les plus hautes autorités de l'État d'améliorer leurs ressources. En particulier, le programme électoral de l'actuel Président de la République annonçait « une majoration substantielle des indemnités journalières des maladies de longue durée. Les pensions d'invalidité seront revalorisées de façon tout à fait comparable, ce qui devrait amener ce minimum à un niveau voisin du S. M. I. C. d'ici trois ans ». Or, aujourd'hui, ce délai est largement écoulé et les pensions minima ne représentent que 52 p. 100 du S. M. I. C., ce qui est notablement insuffisant et crée des conditions de vie inadmissibles pour les intéressés déjà éprouvés par l'adversité. Il lui demande donc quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour tenir les engagements solennellement pris par l'actuel Président de la République lors des élections présidentielles de 1974.

Réponse. — La situation des assurés sociaux bénéficiaires des prestations relatives à une affection de longue durée figure au premier plan des préoccupations du Gouvernement. Actuellement, les indemnités journalières de l'assurance maladie peuvent donner lieu, en cas d'augmentation générale des salaires, à une revalorisation selon deux procédures différentes : par voie de convention collective lorsqu'il existe une telle convention dans la branche professionnelle à laquelle appartient l'assuré, ou par arrêté interministériel. L'arrêté fixant les nouveaux coefficients de revalorisation a

été publié au *Journal officiel* le 15 septembre 1979. Par ailleurs, lors du troisième programme de simplifications administratives adopté par le conseil des ministres du 14 février 1979, le Gouvernement s'est engagé à procéder à l'uniformisation des modalités de revalorisation des indemnités journalières de l'assurance maladie et de celles dues au titre de la législation sur les accidents du travail en retenant le principe d'une révision régulière et automatique de leur montant. En ce qui concerne les pensions d'invalidité, il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'elles font l'objet d'une revalorisation au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année, conformément aux dispositions du décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973, d'après le rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée. Compte tenu de la situation financière actuelle du régime général de la sécurité sociale, il n'est pas envisagé de modifier ces dispositions.

Handicapés (allocations).

12893. — 3 mars 1979. — **M. Jean-Charles Cavallé** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des adultes handicapés, atteints d'une incapacité permanente au moins égale à 80 p. 100, qui bénéficient d'une allocation ne donnant pas lieu à réparation en vertu de la loi d'orientation du 30 juin 1975. Le droit à cette allocation affilie automatiquement la personne handicapée à un régime de maladie maternité et ce, à titre gratuit. A son soixantième anniversaire et compte tenu de son incapacité de travail égale ou supérieure à 80 p. 100, le bénéficiaire de ces mesures va donc pouvoir faire valoir ses droits à retraite auprès du régime général, agricole ou indépendant s'il a le nombre de trimestres de versement suffisant, fait, d'ailleurs en général, rarissime, car, dans ce cas, une pension d'invalidité lui aurait été attribuée par son régime social et, bien entendu, un tel avantage n'aurait pas été cumulable avec l'allocation servie aux handicapés adultes. Par contre, de façon courante et même automatique, c'est la caisse des dépôts et consignations qui, sollicitée, accordera une allocation vieillesse qui n'est malheureusement pas assortie de la garantie maladie. Le handicapé adulte va donc cesser de percevoir l'allocation prévue par la loi de 1975 (cumul impossible, par suite du dépassement du plafond de ressources). Parallèlement, la couverture maladie dont il bénéficierait gratuitement, et qui était un complément de son allocation aux handicapés adultes, cessera. La seule solution pour le retraité handicapé qui, dans la plupart des cas, a besoin de soins médicaux onéreux, voire de séjours d'hospitalisation, sera l'adhésion à un régime d'assurance volontaire, recours qu'il ne pourra adopter étant donné ses ressources précaires. Il se tournera alors, par nécessité, vers l'aide sociale avec son train d'obligations alimentaires, de récupération de garanties hypothécaires, sujétion à laquelle il avait cru échapper après la promulgation de la loi de 1975 qui avait fait naître en lui un espoir. Il souhaiterait que des dispositions soient rapidement mises en place pour pallier cette grave lacune lourde de conséquences.

Handicapés (allocations).

12121. — 18 octobre 1979. — **M. Jean-Charles Cavallé** s'étonne auprès de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 12893 qu'il avait posée à son prédécesseur, question publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 3 mars 1979 (p. 1243). Huit mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il attire son attention sur la situation des adultes handicapés, atteints d'une incapacité permanente au moins égale à 80 p. 100, qui bénéficient d'une allocation ne donnant pas lieu à récupération en vertu de la loi d'orientation du 30 juin 1975. Le droit à cette allocation affilie automatiquement la personne handicapée à un régime de maladie maternité et ce, à titre gratuit. A son soixantième anniversaire et compte tenu de son incapacité au travail égale ou supérieure à 80 p. 100, le bénéficiaire de ces mesures va donc pouvoir faire valoir ses droits à retraite auprès du régime général, agricole ou indépendant s'il a le nombre de trimestres de versement suffisant, fait, d'ailleurs, en général, rarissime, car, dans ce cas, une pension d'invalidité lui aurait été attribuée par son régime social et, bien entendu, un tel avantage n'aurait pas été cumulable avec l'allocation servie aux handicapés adultes. Par contre, de façon courante et même automatique, c'est la caisse des dépôts et consignations qui, sollicitée, accordera une allocation vieillesse qui n'est malheureusement pas assortie de la garantie maladie. Le handicapé adulte va donc cesser de percevoir l'allocation prévue par la loi de 1975 (cumul impossible, par suite du dépassement du plafond de res-

sources). Parallèlement, la couverture maladie dont il bénéficierait gratuitement, et qui était un complément de son allocation aux handicapés adultes, cessera. La seule solution pour le retraité handicapé qui, dans la plupart des cas, a besoin de soins médicaux onéreux, voire de séjours d'hospitalisation, sera l'adhésion à un régime d'assurance volontaire, recours qu'il ne pourra adopter étant donné ses ressources précaires. Il se tournera alors, par nécessité, vers l'aide sociale avec son train d'obligations alimentaires, de récupération de garanties hypothécaires, sujétion à laquelle il avait cru échapper après la promulgation de la loi de 1975 qui avait fait naître en lui un espoir. Il souhaiterait que des dispositions soient rapidement mises en place pour pallier cette grave lacune lourde de conséquences.

Réponse. — La législation en faveur des personnes handicapées revêt un caractère subsidiaire par rapport aux autres branches de la protection sociale et, notamment, par rapport au régime vieillesse. Il appartient donc aux handicapés bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de faire valoir leurs droits à la retraite lorsqu'ils atteignent l'âge de soixante ans. La question soulevée par l'honorable parlementaire relative à la couverture maladie des personnes handicapées âgées titulaires du minimum vieillesse, n'a pas échappé au ministre de la santé et de la sécurité sociale. Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 12 janvier 1978 de généralisation de la sécurité sociale, un texte en cours de préparation prévoit, dans le cadre de l'assurance personnelle, la couverture gratuite contre le risque maladie de cette catégorie de personnes.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (contrôle).

15479. — 26 avril 1979. — **M. René Serres** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les divers établissements médicaux existant dans le secteur privé font l'objet d'un certain nombre de contrôles effectués soit par les services de la sécurité sociale, soit par la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre. Ils sont également soumis à certaines vérifications en matière de sécurité et d'incendie. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait opportun de prendre toutes mesures utiles afin que les rapports établis par ces diverses administrations à l'issue de tels contrôles ou vérifications soient transmis à la direction des établissements médicaux concernés.

Réponse. — A l'heure actuelle les établissements d'hospitalisation privés font l'objet d'opérations de classement en application du décret n° 73-183 du 22 février 1973 relatif aux conditions d'homologation des conventions et tarifs applicables en cas d'hospitalisation des assurés sociaux dans les établissements privés mentionnés à l'article L. 275 du code de la sécurité sociale. La mise en œuvre de la procédure de classement nécessite des contrôles et visites de chaque établissement qui doivent permettre leur notaloin conformément aux règles établies par l'arrêté du 15 décembre 1977 qui fixe les critères et la procédure du classement des établissements d'hospitalisation privés. Les motifs des décisions préfectorales de classement des établissements, leur notation et les observations que leur fonctionnement soulève peuvent être communiqués aux établissements intéressés. Bien entendu, les contrôles portent, entre autres, sur les dispositifs de sécurité, notamment en matière de lutte contre l'incendie. Il appartient aux organismes d'assurance maladie, dans le cadre de la procédure de classement, et plus généralement du contrôle qu'ils exercent, de s'assurer que les recommandations émises éventuellement dans les rapports des commissions de sécurité ont bien été suivies d'effet. Il s'agit toutefois de problèmes relevant des services de la sécurité civile qui dépendent du ministre de l'intérieur. Pour ce qui concerne les contrôles effectués par les directions départementales du travail et de la main-d'œuvre, ces problèmes entrent dans les attributions du ministre du travail et de la participation et, par conséquent, comme les précédents, échappent à la compétence du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

Cliniques privées (prix de journée).

16395. — 19 mai 1979. — **M. Pierre Bas** revient auprès de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème des tarifs publics et privés. Il faut bien comparer ce qui est comparable. Le prix de journée d'une clinique médicale libérale, conventionnée en catégorie A1, est de 254 francs par jour, honoraires compris. L'établissement en question fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre et reçoit des urgences médicales, tout comme l'hôpital public voisin, type hôpital rural, qui lui a un prix de journée de 473 francs, honoraires compris. Dans une clinique chirurgicale privée conventionnée, une opération de l'appendicite revient tout compris — séjour, examens et honoraires — à 3 600 francs et à

l'hôpital le coût est de 6 000 francs. Cette différence est vraiment injuste, même si l'on tient compte que le prix de journée de l'hôpital, comme les centres hospitaliers, comprend 10 p. 100 pour la recherche mais aussi pour les fonctions d'enseignement qui sont prises en charge par le ministère des universités. Il y a une grande différence également entre le secteur privé à but non lucratif — association loi 1901 — qui a des praticiens salariés et le secteur privé libéral — où les médecins sont réglés à l'honoraire. Dans un hôpital privé à but non lucratif, le coût d'une appendicite varie de 6 000 francs à 9 000 francs, selon les tarifs de la caisse régionale, mais il est de 3 600 francs dans une clinique privée libérale conventionnée. Il lui demande si ces chiffres ne sont pas de nature à conforter la thèse soutenue par M. Pierre Bas, à savoir qu'il y a des anomalies extrêmement graves dans ce pays entre le sort de ce qui est libéral et le sort de ce qui est public. Peut-on proclamer sans doute que l'on va faire une démocratie libérale avancée, et même que l'on y est déjà, alors que l'on socialise constamment tous les secteurs d'activité en accordant des faveurs au secteur public et en empêchant le secteur privé de se développer. Il y a une nécessité absolue à mettre en harmonie les paroles et les actes.

Réponse. — La comparaison des tarifs pratiqués dans les secteurs hospitaliers public et privé a fait l'objet de nombreuses études; celles-ci ont mis en évidence l'impossibilité de cette comparaison, s'agissant de systèmes fort différents. En premier lieu, la notion de prix de journée ne recouvre pas les mêmes éléments dans chacun de ces secteurs. Le prix de journée du secteur public est, en effet, un prix « tout compris » auquel il convient seulement d'ajouter les honoraires des praticiens. Par contre, le prix de journée dans un établissement privé correspond aux frais de séjour et de soins infirmiers ainsi qu'aux frais pharmaceutiques afférents à l'hospitalisation. Ne sont pas compris dans ce prix de journée et font l'objet d'une facturation et d'un remboursement distincts, outre les honoraires des praticiens, les soins dispensés par les auxiliaires médicaux (à l'exclusion des soins infirmiers) les médicaments dits « coûteux », les dépenses de fonctionnement des salles d'opération ou d'accouchement, les frais de laboratoires, d'électroradiologie et d'électrothérapie, de transfusion sanguine et de gros appareillage. En second lieu, s'agissant plus particulièrement du coût des interventions chirurgicales, il convient de remarquer que celui-ci varie en fonction de l'importance des actes pratiqués. Ainsi, la comparaison avec un cas plus « lourd » que celui cité n'aurait pas manqué de faire apparaître, sinon une différence inversée, du moins un écart plus faible. Enfin, il pèse surtout sur l'hospitalisation publique des contraintes spécifiques qui tiennent, d'une part, à sa fonction de service public (admission de tous les malades, permanences, services d'urgence) et, d'autre part, à ses obligations relatives tant à l'enseignement et à la formation du corps médical qu'à la recherche et à l'expérimentation thérapeutique pour lesquelles l'hôpital public constitue le lieu privilégié. En ce qui concerne les établissements de soins privés à but non lucratif, il convient de faire une distinction entre ceux qui ont passé convention avec l'aide sociale et reçoivent effectivement des bénéficiaires de l'aide sociale, et ceux qui ne remplissent pas ces deux conditions. Dans le premier cas, les prix de journée sont fixés par les préfets conformément à la réglementation applicable aux établissements publics, les tarifs de la sécurité sociale étant alignés sur les prix préfectoraux. Dans le second cas, les tarifs sont déterminés dans les mêmes conditions que pour les établissements privés à but lucratif, c'est-à-dire, tarifs conventionnels ou d'autorité soumis à l'homologation préfectorale. En tout état de cause, les réformes en cours concernant tant les établissements publics que les établissements privés de toute nature devraient permettre de mieux cerner le coût réel de chacun de ces types d'établissements d'hospitalisation. Par ailleurs, il faut souligner que le nombre de lits du secteur privé a cru dans des proportions plus importantes que celui du secteur public.

Assurance maladie-maternité (indemnités journalières).

17518. — 20 juin 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le retard au relèvement des indemnités journalières de maladie et d'accidents du travail. Pour que les assurés sociaux ne soient pas l'objet de perte de pouvoir d'achat, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de fixer le relèvement systématique de ces indemnités. Un tel système favoriserait par ailleurs l'administration de la sécurité sociale ainsi que des organismes qui versent leur part de la mensualisation.

Réponse. La situation des assurés sociaux dont l'arrêt de travail se prolonge au-delà d'une période de trois mois constitue une des préoccupations constantes du Gouvernement. L'arrêt de revalorisation des indemnités journalières pris en application des dispositions de l'article L. 290 du code de la sécurité sociale et publié le 11 sep-

tembre 1979 permet la révision des prestations en espèces liquidées avant le 1^{er} janvier 1979. Toutefois, il est signalé à l'honorable parlementaire que dans le cadre du troisième programme de simplifications administratives adopté par le conseil des ministres du 14 février 1979, il a été décidé de procéder à l'unification et à l'harmonisation des modalités de revalorisation des indemnités journalières dues au titre de l'assurance maladie et de la législation sur les accidents du travail par une révision régulière et automatique de leur montant.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

17557. — 20 juin 1979. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** : devant l'émotion soulevée par le récent appel des cotisations personnelles d'assurance maladie des praticiens conventionnés, si elle n'envisage pas d'assouplir le taux applicable sur le revenu limité au plafond au moins pour les praticiens qui ont, par ailleurs, une activité salariée qui leur confère déjà à ce titre une couverture complète.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphe 1^{er} du décret n° 71-543 du 2 juillet 1971, le taux de la cotisation due par les praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés est celui de la cotisation personnelle due par les fonctionnaires. Des décrets du 25 décembre 1978 ont transféré deux points de cotisation du salaire plafonné au salaire total, cette mesure étant applicable à l'appel de cotisation établi pour la période du 1^{er} mai 1979 au 30 avril 1980. Le taux de la cotisation assise sur les revenus dans la limite du plafond est ainsi réduit à 0,25 p. 100 porté à 0,275 p. 100 compte tenu de la contribution sociale de solidarité. D'autre part, en vertu des mêmes décrets l'intégralité des cotisations personnelles est déduite à partir du 1^{er} janvier 1980. Dans ces conditions, à compter des cotisations dues au titre de la période du 1^{er} mai 1980 au 30 avril 1981, il n'y aura plus lieu à application des dispositions de l'article 8 du décret n° 71-543 du 2 juillet 1971 relatives au remboursement de la cotisation calculée dans la limite du plafond au régime des avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, en cas d'exercice simultané en qualité de salarié et en clientèle privée.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (budget).

1802. — 30 juin 1979. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences dommageables de l'application de la circulaire n° 947 du 29 mars 1979 relative au contrôle de l'exécution des budgets et de l'activité des établissements publics d'hospitalisation. Ces instructions prévoient en effet que le dispositif de contrôle administratif et financier sur les hôpitaux va être renforcé par la mise en place et l'envoi à la D. D. A. S. S. d'un état mensuel des dépenses engagées, de la situation de trésorerie, de l'activité de l'établissement, des dépenses médicales et pharmaceutiques, accompagnées d'un rapport du directeur sur la situation budgétaire et financière de son établissement et des prévisions des mesures à prendre pour faire face aux difficultés éventuelles. De plus, chaque mois devrait être établie la liste nominative des agents rémunérés et deux états se rapportant au personnel devraient être envoyés mensuellement au directeur de la D. D. A. S. S. Enfin, il semblerait que le budget 1980 doive être déterminé à partir des dotations budgétaires de 1979, et non plus, comme cela est pratiqué depuis plusieurs années, à partir du compte administratif anticipé et qu'aucun passage de crédits ne serait plus toléré; de plus, comme il est indiqué que les recettes hospitalières constituent des dépenses pour l'assurance maladie, il conviendrait de ne plus rechercher systématiquement un accroissement de ces recettes. Devant ces contraintes nouvelles et ces orientations, il lui demande : 1° comment les conseils d'administration pourront continuer à assumer leur tâche alors qu'on leur enlève la plus grande partie de leurs pouvoirs réels; 2° comment les établissements, devant faire face à des faits imprévisibles (maladie, maternité ou autres congés) pourront faire appel à un personnel auxiliaire supplémentaire si les prévisions de besoins sont dépassées et les crédits épuisés avant la fin de l'année; 3° comment, ne connaissant pas les résultats des appels d'offres (analyses, produits divers...) les chefs d'établissement pourront-ils présenter un budget non aménageable par un budget supplémentaire; 4° si ces mesures seront applicables, au même titre que pour les établissements publics d'hospitalisation, aux établissements privés; 5° quels moyens techniques et humains, déjà notablement insuffisants, seront dégagés, particulièrement pour permettre l'élaboration des états mensuels.

Réponse. — Les dispositions de la circulaire n° 947 du 29 mars 1979 relative au contrôle de l'exécution des budgets et de l'activité des établissements publics d'hospitalisation, de soins et de cure, résul-

tent de l'impérieuse nécessité de mieux maîtriser les dépenses hospitalières, tout en maintenant la qualité du service rendu auquel les Français sont légitimement attachés. Il convient en effet de souligner que, si les dépenses d'hospitalisation publique ont augmenté de près de 20 p. 100 au cours de l'année 1978, les recettes de l'assurance maladie n'ont progressé, dans le même temps, que de 11 p. 100. Dans cette perspective, il a été demandé aux responsables des hôpitaux publics de mettre en œuvre des procédures destinées à assurer un meilleur suivi de la gestion des établissements. C'est dans le même esprit qu'est substituée à la procédure dite « campagne des prix de journée » une appréciation de l'évolution générale des budgets grâce à un recensement qui tient compte, notamment, des évolutions de prix et de salaires. Ces compléments apportés aux procédures de contrôle ne modifient en rien les règles d'élaboration et de vote des budgets hospitaliers, et ne portent pas atteinte aux attributions des conseils d'administration telles qu'elles sont établies par la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970. De la même façon, ils ne préjugent pas des mesures qui pourraient être soumises au Parlement à la suite de l'expérimentation de plusieurs formules tarifaires nouvelles autorisée par la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978. Le Gouvernement vient de confirmer le dispositif mis en œuvre par la circulaire du 29 mars 1979, notamment l'interdiction de principes de tout dépassement des dépenses inscrites au budget primitif des hôpitaux publics, sauf dérogation justifiée par la situation critique de l'établissement, dans le cadre des mesures destinées à freiner le rythme de progression des dépenses de santé pour rétablir l'équilibre financier du régime général d'assurance maladie. Parallèlement, les mécanismes de contrôle de l'engagement des dépenses hospitalières seront prochainement allégés en liaison avec les responsables hospitaliers, de façon à faciliter la tâche des services administratifs des établissements et à rendre plus efficace le contrôle de l'autorité tutelle en le ramenant à l'essentiel. Pour ce qui concerne le personnel des hôpitaux dont on doit rappeler qu'il s'est accru, depuis 1970, de plus de 50 p. 100, les directeurs des établissements conservent la faculté, pour faire face aux congés et aux absences, de recruter, à titre temporaire, des auxiliaires de remplacement dans les limites fixées par la réglementation et la masse salariale dont ils ont eux-mêmes proposé l'inscription au budget. Enfin, les mesures prises à l'égard des hôpitaux publics ne peuvent être applicables directement aux établissements privés en raison de la différence des régimes juridiques et financiers qui existent entre ces deux catégories ; mais le Gouvernement a décidé qu'aucune revalorisation des tarifs des cliniques privées ne serait accordée en 1979.

Assurance maladie-maternité (remboursement : curcs).

18136. — 7 juillet 1979. — **M. Gérard Longuet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les plafonds de revenus retenus pour la prise en charge des frais de cure thermique des représentants de commerce. En effet pour ces derniers le plafond ne tient pas compte de l'abattement forfaitaire spécifique à leur profession. Cette disposition est discriminatoire dans la mesure où on ne tient pas compte aussi de leur revenu effectivement imposable et ceci est d'autant plus paradoxal qu'en cas d'arrêt maladie, leurs indemnités journalières ne tiennent compte que du salaire effectivement soumis à cotisation. En conséquence, il lui demande ce qu'elle compte faire pour remédier à cette situation et notamment unifier les critères de référence.

Réponse. — En matière de cure thermique l'attribution des indemnités journalières et des prestations supplémentaires (frais de voyage et d'hébergement) sont soumises à une condition de ressources. Le décret du 6 février 1969 concernant les indemnités journalières, à l'occasion des cures thermales, ainsi que l'article 71 du règlement intérieur des caisses annexé à l'arrêté du 19 juin 1947, pour les prestations supplémentaires, subordonnent l'attribution de ces prestations à la condition que les ressources « de toute nature » de l'assuré et de ses ayants droit et ascendants vivant au foyer soient inférieures à un certain plafond. Cette notion très générale de « ressources de toute nature » conduit à inclure dans les revenus des intéressés les indemnités sur frais professionnels versées aux représentants ou encore les indemnités de fonction versées aux maires, bien que ces indemnités ne soient pas soumises à précompte de la fraction de cotisation d'assurances sociales. Il n'est pas envisagé actuellement de modifier les dispositions des textes précités.

Pharmacie (préparateurs en pharmacie).

18636. — 21 juillet 1979. — **M. Gilbert Millot** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'inquiétude des élèves des B.E.P. sanitaire et sociale au sujet du projet d'un décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie. Le projet de décret prévoit que les titulaires d'un C.A.P. pourraient se présenter à l'examen du brevet professionnel de préparateur en pharmacie ; or la loi

n° 77-745 du 8 juillet 1977 a justement abrogé le C.A.P. d'aide préparateur en pharmacie. Par le biais de ce décret, le patronat pharmaceutique semble vouloir s'assurer : une main-d'œuvre bon marché exempte de charges sociales dans les apprentis ; une récupération de la taxe d'apprentissage pour faire fonctionner leurs centres de formation professionnelle d'apprentissage déjà largement subventionnés par l'Etat. En conséquence, il lui demande de respecter les termes de la loi n° 77-745 en supprimant toute mention à un C.A.P. dans les textes du décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel.

Pharmacie (préparateurs en pharmacie).

20862. — 10 octobre 1979. — **M. Gilbert Millet** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'inquiétude des élèves des B.E.P. sanitaire et social au sujet du projet d'un décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie. Le projet de décret prévoit que les titulaires d'un C.A.P. pourront se présenter à l'examen du brevet professionnel de préparateur en pharmacie ; or la loi n° 77-745 du 8 juillet 1977 a justement abrogé le C.A.P. d'aide préparateur en pharmacie. Par le biais de ce décret, le patronat pharmaceutique semble vouloir s'assurer : une main-d'œuvre bon marché exempte de charges sociales dans les apprentis ; une récupération de la taxe d'apprentissage pour faire fonctionner leurs centres de formation professionnelle d'apprentissage déjà largement subventionnés par l'Etat. En conséquence, il lui demande de respecter les termes de la loi n° 77-745 en supprimant toute mention à un C.A.P. dans les textes du décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel.

Réponse. — Le décret fixant les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie signé le 3 juillet 1979 a été publié au *Journal officiel* du 6 juillet 1979. Aux termes de l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, de ce texte, les titulaires du brevet d'études professionnelles préparatoire aux carrières sanitaires et sociales (option sanitaire), les étudiants en pharmacie ayant effectué une année d'étude et produit une attestation d'assiduité aux travaux pratiques ainsi que les titulaires de tout autre diplôme figurant sur une liste établie par arrêté interministériel pris après avis de la commission prévue à l'article L. 583 du code de la santé publique, peuvent être admis à suivre les cours professionnels en vue de la préparation à ce diplôme. L'établissement de la liste susvisée fait actuellement l'objet d'une étude entre les administrations et les organismes professionnels concernés.

Aides ménagères (service : fonctionnement).

18646. — 21 juillet 1979. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait qu'il vient d'apprendre par l'aide médico-sociale (A. M. S. A. D.), 25, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris, que les « régimes spéciaux » de la caisse d'assurance maladie de la région parisienne, 10, rue du Sentier, 75002 Paris, dont dépendent les retraités des P. T. T., ne subventionneraient plus désormais l'A. M. S. A. D. pour les aides-ménagères, faute d'argent. Cette situation est scandaleuse et gravement préjudiciable à de nombreux retraités âgés. Il connaît en particulier le cas d'une personne de quatre-vingt-un ans, retraité des P. T. T., ancien combattant de la guerre 1914-1918, gazé à l'âge de dix-neuf ans et condamné à vivre dans un fauteuil. Sa femme, prise en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale, est cardiaque et doit, si elle veut vivre, ne fournir aucun effort. Il lui demande donc les mesures urgentes qu'il compte prendre pour que les personnes dans ce cas soient rétablies dans leurs droits et puissent bénéficier normalement de l'aide ménagère.

Réponse. — La prise en charge des frais d'aide ménagère peut être effectuée, à titre de secours, par les caisses primaires d'assurance maladie au profit de certains assurés dans les conditions fixées par l'article 71-3 de leur règlement intérieur provisoire. Toutefois, le montant total des fonds d'action sanitaire et sociale que chaque caisse primaire consacre à l'attribution de ces secours ne doit pas dépasser le pourcentage de 12,5 p. 100 du budget d'action sanitaire et sociale de cet organisme. En ce qui concerne la prise en charge des frais d'aide ménagère des retraités du régime général, elle est assurée par la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, sous condition qu'ils ne disposent pas de ressources supérieures à un certain plafond. De telles dispositions n'ont pas été prévues en faveur des retraités des régimes spéciaux, de la part de leurs propres régimes de prévoyance. Afin de ne pas pénaliser, la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne s'est efforcée, jusqu'à présent, de leur accorder les mêmes avantages dans les mêmes conditions de ressources. Les conditions particulières de fonctionnement de cette caisse (amplitude du nombre des assurés et proportion importante du nombre des retraités des régimes spéciaux), ont entraîné au cours de l'été certaines difficultés concernant l'octroi de ces secours,

dont le montant risquait de dépasser le seuil fixé. Des mesures ont cependant été prises afin d'honorer les engagements antérieurs et de maintenir les aides accordées. Une prise en considération des besoins propres à cet organisme est d'autre part envisagée pour la fixation du fonds d'action sanitaire et sociale qui lui sera accordé à compter de l'année prochaine.

Assurance maladie-maternité (indemnités journalières).

19337. — 11 août 1979. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le caractère trop restrictif des dispositions de l'article 2 du décret n° 78-854 du 9 août 1978 en matière d'indemnités journalières de repos pour les femmes suivant ou ayant suivi un stage de formation avant un congé de maternité. Le décret précité limite l'obligation de l'Etat aux cas des femmes concernées dont le repos de maternité a débuté pendant la durée du stage ou pendant le trimestre qui suit la fin de ce stage. Or, il semblerait plus normal que cette garantie existe pour les trois trimestres suivant la fin du stage en cause. A défaut, la rémunération journalière peut être d'un montant très faible : 9,75 francs seulement dans certains cas, sinon dans de nombreux cas. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour un règlement plus équitable de ce problème.

Réponse. — L'indemnité en espèces versée par l'Etat aux stagiaires de formation professionnelle qu'il rémunère conformément aux dispositions du décret n° 78-854 du 9 août 1978, constitue une indemnité différentielle qui complète les prestations en espèces versées par les caisses de sécurité sociale aux intéressés, du fait de leur maladie, maternité ou décès. L'indemnité versée par l'Etat suit le sort des indemnités journalières attribuées par les caisses d'assurance maladie et doit être attribuée pendant la même durée. Son versement peut être maintenu à l'issue de la période de stage si la maladie, le début de congé de maternité ou le décès surviennent dans les trois mois qui suivent la fin de celui-ci. Ce délai qui était auparavant fixé à un mois et ne couvrait pas les charges de la maternité ni le décès a été porté à trois mois par le décret du 9 août 1978 et a intégré ces deux risques. Il n'est pas envisagé actuellement de prolonger cette période de garantie pendant les trois trimestres suivant la fin du stage. Toutefois, il convient de souligner que, dans le cas des anciens salariés demandeurs d'emploi à l'issue d'un stage, il est possible, en application du décret n° 77-1348 du 22 novembre 1977, de neutraliser la période de stage pour la détermination des indemnités journalières et de les calculer sur la base du dernier salaire d'activité précédant l'admission en stage.

Mineurs (travailleurs de la mine : assurance maladie-maternité).

19614. — 23 août 1979. — M. Emile Roger rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les modalités d'application de l'article 8 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 relatif à l'affiliation des polypensionnés pour l'assurance maladie-maternité, ont conduit ses services, par lettre du 24 août 1976, référence bureau RS n° RM 5000 S/D 3522, à faire savoir à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines que les veuves de mineurs titulaires d'une pension de réversion servie par ladite caisse et qui, ultérieurement bénéficient d'un avantage personnel liquidé par un autre régime obligatoire de sécurité sociale pourront, par dérogation aux dispositions des décrets n° 52-1055 du 12 septembre 1952 modifié et n° 61.091 du 15 décembre 1967, rester affiliées aux sociétés de secours mineurs sauf demande contraire de leur part. En conséquence, bénéficient de cette dérogation les femmes de mineurs devenues veuves avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans, qui ouvrent droit à une pension à titre personnel. Par contre, ne peuvent en bénéficier les femmes mineurs qui deviennent veuves après soixante-cinq ans, puisqu'elles sont titulaires d'un avantage personnel liquidé antérieurement à la pension de réversion que va leur servir le régime minier. Il y a là une anomalie difficile à justifier : dans le second cas, dès la liquidation de sa pension personnelle, la femme de mineur sera privée des avantages du régime spécial, devra changer de médecin et se verra interdire l'accès aux structures de soins spécifiques dont elle aura bénéficié tout au long de sa vie conjugale. Car il s'agit le plus souvent de personnes qui n'ont travaillé que par intermittence, avant ou au début de leur mariage et qui, pendant des années et jusqu'à leur soixante-cinquième anniversaire, ont été affiliées au régime minier en qualité d'ayant droit de leur mari. M. Emile Roger spécifie bien qu'il n'évoque pas ici le cas de la femme de mineur qui, du fait de son travail, a relevé à titre personnel d'un autre régime de sécurité sociale que celui de son mari, mais de la conjointe, ayant droit d'un affilié du régime spécial qui, à soixante-cinq ans, peut prétendre à pension pour un travail salarié exercé antérieurement et qui n'a pas été privée du bénéfice de l'assurance maladie du régime minier en sa qualité d'ayant droit. En conséquence, M. Emile Roger demande à M. le

ministre de la santé et de la sécurité sociale si des dispositions plus souples ne pourraient être envisagées afin que l'article 8 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 puisse s'appliquer non seulement aux veuves de mineurs polypensionnées, mais également aux femmes de mineurs qui, des lors qu'elles justifient d'une durée suffisante de rattachement au régime spécial en qualité d'ayant droit, avant leur soixante-cinquième anniversaire, pourraient, sur leur demande, rester affiliées à ce régime après liquidation de leur droits à des avantages vieillesse acquis à titre personnel auprès d'autres régimes, avant le décès de leur conjoint.

Réponse. — Ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, l'article 8 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 relatif à l'affiliation des polypensionnés pour l'assurance maladie maternité donne à l'assuré social ayant des droits ouverts dans plusieurs régimes de retraites la possibilité de maintien au régime d'assurance maladie et maternité auquel il est rattaché depuis au moins trois ans au moment de la cessation de son activité professionnelle. Bénéficiaire de ces dispositions, par interprétation bienveillante dudit article, étant donné la date à laquelle les intéressés peuvent prétendre à un autre avantage de vieillesse, les veuves de mineurs titulaires d'une pension de réversion qui deviennent, ultérieurement à leur veuvage, titulaires d'un avantage personnel liquidé par un autre régime obligatoire de sécurité sociale. Par contre, ne peuvent prétendre à l'application de cette règle, les veuves de mineurs qui sont titulaires d'un avantage personnel liquidé antérieurement au décès de leur mari. De même qu'il ne peut être envisagé de donner aux femmes mariées qui travaillent un droit d'option entre le régime maladie correspondant à leur activité professionnelle et celui dont relève leur mari, il paraît difficile de déroger, pour les femmes mariées titulaires d'un avantage de vieillesse, au principe de la primauté du droit propre sur le droit dérivé.

Assurance maladie-maternité (remboursement : cures).

20027. — 15 septembre 1979. — M. Joseph Franceschi appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le taux de remboursement des soins, et notamment des cures, qui s'effectue sur une base forfaitaire incompatible avec les frais réellement engagés. A titre d'exemple, il lui expose que pour une cure de vingt et un jours, le régime général de la sécurité sociale rembourse forfaitairement 484 francs alors que la cure revient au minimum à 1 550 francs, en ce compris uniquement l'hébergement et la nourriture. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et permettre aux assurés sociaux, particulièrement ceux dont les revenus sont les plus modestes, de se faire soigner dans les meilleures conditions possibles.

Réponse. — La participation accordée par l'assurance maladie au titre des prestations supplémentaires pour les frais de séjour dans une station thermale est calculée sur une base forfaitaire revalorisée chaque année par arrêté en fonction de l'augmentation du prix des hôtels. L'arrêté du 11 juin 1979 a fixé ce forfait à 484 francs pour la saison 1979. Il convient de préciser que cette participation forfaitaire ne vise pas à la prise en charge intégrale des frais de séjour de l'assuré dans la station thermale ; elle est destinée à compenser les frais supplémentaires de nourriture et d'hébergement occasionnés par son séjour hors de son domicile. En outre, en application de l'article 71 du règlement intérieur modèle des caisses primaires d'assurance maladie, annexé à l'arrêté du 19 juin 1947 modifié, les organismes d'assurance maladie ont la possibilité d'attribuer un supplément au forfait d'hébergement déjà accordé sur les bases indiquées ci-dessus, lorsque la situation de l'intéressé le justifie.

Pharmacie (médicaments).

20029. — 15 septembre 1979. — M. Jacques-Antoine Gau demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de lui indiquer ce qui a été fait en France à la suite de la divulgation au Japon des effets de la prise de élioquinol, et notamment si de nouvelles recherches de toxicité ont été entreprises pour s'assurer de l'innocuité du produit.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la commission technique de pharmacovigilance a étudié dans son ensemble le problème lié à la toxicité du élioquinol. Il lui est apparu que les atteintes neurologiques graves (S.M.O.N.) décelées, en particulier au Japon, étaient liées à un usage trop prolongé de ce produit ou à son utilisation chez certains malades déjà atteints d'une insuffisance rénale ou hépatique, d'une dénutrition ou présentant une diarrhée virale. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a donc décidé de laisser ce produit à la disposition des malades en raison d'une part de son intérêt thérapeutique et d'autre part des garanties de sécurité qui ont pu être apportées

aux malades par l'adoption des mesures suivantes : la restriction des indications thérapeutiques du clioquinol limite dorénavant son emploi ; l'inscription du clioquinol au tableau A des substances vénéneuses permet d'en réglementer étroitement la délivrance, d'en limiter la durée d'utilisation et d'assurer une surveillance médicale stricte ; les contre-indications et précautions d'emploi ont été précisées ; de ce double point de vue l'information du corps médical comporte une mise en garde appropriée. Une attitude comparable semble avoir été adoptée par la plupart des pays, en dehors du Japon où il a été interdit. Le Japon paraît effectivement présenter une sensibilité particulière à l'usage de ce produit. Il convient en effet, d'une façon générale, de prendre en considération, lors de l'étude de la toxicité des médicaments, l'éthnie, les habitudes alimentaires et autres particularités propres à chaque pays. Un exemple de ces contingences nationales est notamment fourni par les sels insolubles de bismuth dont la toxicité a justifié un retrait du marché en France alors que les autres pays ne semblent pas concernés par ce phénomène.

Assurance maladie-maternité (pensions d'invalidité).

20063. — 15 septembre 1979. — **M. Marcel Bigeard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les imperfections nées de la législation sur les cumuls dont sont victimes les anciens militaires, article 384-39 du code de la sécurité sociale, et article 4 du décret du 16 décembre 1955. En effet, les anciens militaires percevant une pension militaire et placés en invalidité durant l'exercice de leur seconde carrière, se voient imposer une législation qui les pénalise par rapport aux Français placés dans la même situation d'invalidité. Ainsi, un ancien gendarme placé en invalidité, se verra déduire de sa pension versée par la C. R. A. M. la somme de 4 195,64 F par trimestre et ne percevra que 919 F, sous prétexte qu'il a droit à une pension militaire. Ce type de disposition vise à introduire une discrimination entre les Français et présente un caractère vexatoire pour des Français qui ont servi leur pays. Il lui demande ce que ses services comptent faire pour remédier à cette imperfection de notre législation.

Réponse. — Conformément à l'article L. 384 du code de la sécurité sociale l'assuré, titulaire d'une pension allouée en vertu de la législation sur les pensions militaires, dont l'état d'invalidité subit, à la suite d'une maladie ou d'un accident, une aggravation non susceptible d'être indemnisée par application de ladite législation, peut prétendre à une pension d'invalidité du régime général si le degré total d'incapacité est au moins des deux tiers. Toutefois, le total de la pension militaire et de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ne peut, en aucun cas, excéder le salaire perçu par un travailleur valide de la même catégorie professionnelle. D'autre part, conformément aux dispositions du décret du 16 décembre 1955 relatif à la coordination entre le régime général et les régimes spéciaux d'assurances sociales, les mêmes règles de cumul sont applicables lorsque le bénéficiaire d'une pension d'invalidité du régime général est également titulaire d'une pension militaire de retraite. Lorsque le salaire de comparaison défini ci-dessus est dépassé, la pension du régime général est réduite à concurrence de l'excédent. Il convient d'ajouter que des règles de cumul sont, également, applicables aux assurés, invalidés du régime général non titulaires d'une pension d'invalidité ou de retraite militaire ; c'est ainsi que des règles de cumul sont prévues lorsque l'assuré invalide est titulaire d'une retraite d'un régime spécial, d'une rente d'accident du travail ou s'il a repris une activité salariée ; dans ce dernier cas, la pension d'invalidité peut être suspendue lorsqu'il a été constaté que l'assuré a joui, sous forme de pension d'invalidité et de gain cumulés, pendant deux trimestres consécutifs, de ressources supérieures au salaire moyen des quatre derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail suivi d'invalidité. Compte tenu de la situation financière de l'assurance maladie, une modification de ces règles de cumul ne peut être envisagée.

Assurance maladie-maternité (ticket modérateur).

20265. — 29 septembre 1979 — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait que seuls peuvent bénéficier de l'exonération du ticket modérateur, les titulaires de la majoration pour tierce personne dont la pension de vieillesse succède à une pension d'invalidité. Or, il paraît légitime que la nature même de l'infirmité justifiant cette majoration entraîne automatiquement l'exonération. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas d'élargir l'exonération du ticket modérateur à tous les bénéficiaires de la majoration pour tierce personne.

Réponse. — En application du décret du 19 octobre 1967, seuls les titulaires d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité, bénéficient pour eux-mêmes de l'exonération du ticket modérateur, quelle que soit la catégorie dans laquelle ils étaient classés, lorsqu'ils bénéficiaient de l'assurance invalidité. Les litu-

laire d'une pension de vieillesse qui se voient attribuer la majoration pour tierce personne peuvent cependant, dans certains cas, bénéficier de l'exonération du ticket modérateur, compte tenu de la nature de l'affection dont ils sont atteints. En application du décret du 6 février 1969 modifié, le remboursement à 100 p. 100 est accordé aux malades atteints d'une affection inscrite sur une liste établie par décret. Les malades atteints d'une affection ne figurant pas sur la liste mentionnée ci-dessus, peuvent néanmoins bénéficier de l'exonération du ticket modérateur, s'il est reconnu sur avis du médecin conseil, que l'affection dont ils sont atteints nécessite un traitement prolongé, et une thérapeutique particulièrement coûteuse. Actuellement, est regardée comme particulièrement coûteux, un traitement devant laisser à la charge de l'assuré une participation de 99 francs par mois pendant six mois ou de 594 francs au total pendant la même période. Par ailleurs, les caisses primaires d'assurance maladie ont la possibilité de prendre en charge au titre des prestations supplémentaires, la participation de l'assuré dans tous les cas où l'insuffisance de ses ressources, compte tenu de ses charges familiales et des dépenses occasionnées par la maladie le justifie. Ces dispositions favorables aux assurés sociaux prennent principalement en considération le coût des traitements thérapeutiques. Compte tenu de la situation financière de l'assurance maladie, il ne peut être envisagé d'élargir le champ d'application des dispositions relatives à l'exonération du ticket modérateur.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

20744. — 5 octobre 1979. — **M. Emile Bizet** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'ampleur de la majoration imposée aux cotisations d'assurance maladie mises à la charge des membres des professions libérales. Cette augmentation, qui est de l'ordre de plus de 29 p. 100, apparaît comme excessive et tout à fait injustifiée pour les ressortissants de ce régime qui considèrent à juste titre que l'action de solidarité qui leur est demandée dépasse les limites du raisonnable. Il lui demande de lui faire connaître les raisons qui peuvent motiver une telle augmentation des cotisations et si celles-ci ne sont pas appelées à retrouver un taux moins élevé.

Réponse. — Le décret n° 79-203 du 12 mars 1979 a, en effet, relevé les taux de cotisations du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles pour les assurés dont les revenus sont supérieurs au plafond de la sécurité sociale. Il s'en est suivi, pour les adhérents du régime dont les revenus professionnels dépassent le montant du précédent plafond de la sécurité sociale, à savoir : 48 000 francs, un effort contributif accru proportionnel à leurs gains. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale en mesure pleinement l'importance. Mais cet effort était indispensable à l'équilibre et à la survie même du régime : à défaut et compte tenu du rythme actuel d'augmentation des dépenses, un déficit de l'ordre de 800 millions de francs aurait été enregistré en 1979. Les réserves des caisses ne leur permettaient pas de faire face à un tel déséquilibre. Au contraire, les avances de l'Etat, nécessaires pour assurer la continuité des paiements, ont atteint au début du mois d'avril un montant supérieur à un milliard de francs. Sauf à suspendre le paiement des prestations, il était donc nécessaire de procurer aux caisses des ressources supplémentaires. Cette situation n'est pas propre au régime des travailleurs non salariés. Les salariés eux-mêmes ont dû faire face cette année à des hausses de cotisations dont l'ampleur et la fréquence sont encore supérieures à celles demandées aux non-salariés qui, il faut le souligner, n'ont pas été touchés par les récentes mesures applicables pour les salariés depuis le 1^{er} août 1979. L'essentiel paraît donc désormais de modérer la progression des dépenses. Le Gouvernement s'y est engagé par un ensemble de dispositions qui visent les causes réelles de la croissance des dépenses.

Sécurité sociale (régimes spéciaux : mines).

20941. — 10 octobre 1979. — **M. André Detelis** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la disparition envisagée des puits de mine et la suppression des emplois qu'elle entraîne auront pour effet de compromettre sérieusement la gestion des sociétés de secours minières. Il lui demande à cette occasion de bien vouloir lui préciser les moyens envisagés par les pouvoirs publics en vue d'équilibrer la gestion de ces organismes qui ont fait leurs preuves sur le plan médical et sanitaire depuis bientôt un siècle.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que le régime minier bénéficie de mécanismes de compensation inter-régimes institués par l'article 73 de la loi de finances pour 1972 et la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974 relative à la protection sociale commune à tous les Français. Dans le cadre de ces opéra-

lions, le régime minier bénéficie d'un transfert en provenance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Celui-ci est destiné à compenser la surcharge financière supportée par le régime minier en raison des particularités de sa structure démographique qui se caractérise par une proportion particulièrement élevée de personnes à charge par salarié en activité et une aggravation du rapport entre le nombre des retraités et celui des actifs. La compensation interprofessionnelle apparaît comme la résultante de deux séries d'opérations réalisées au niveau national entre la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, d'une part, et la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, d'autre part. A la suite de la mise en œuvre de la compensation interprofessionnelle, un arrêté du 13 août 1975 a opéré une révision des mécanismes de compensation interne au régime minier en vue d'équilibrer la gestion des sociétés de secours minières. La caisse autonome répartit ainsi entre les sociétés de secours minières un crédit égal à la charge brute annuelle de l'assurance constatée sur le plan national. De plus, la caisse autonome nationale peut être amenée, dans les conditions de l'article 5 de l'arrêté du 13 août 1975, à attribuer une dotation complémentaire aux sociétés de secours minières pour compenser éventuellement certaines surcharges justifiées de fonctionnement. En dernier lieu, il est rappelé à l'honorable parlementaire que des subventions complémentaires pour déficit peuvent être accordées aux sociétés de secours déficitaires dans les conditions définies par le comité de gestion du fonds maladie de la caisse autonome nationale.

Assurance maladie-maternité (remboursement : frais de transport).

20948. — 10 octobre 1979. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conditions de prise en charge des frais de déplacement des personnes qui sont tenues de subir des bilans médicaux ou des soins spécialisés. Il semble qu'actuellement soient seuls remboursés les trajets effectués dans des véhicules sanitaires. Or dans un nombre non négligeable de cas les intéressés pourraient utiliser des moyens de transport moins onéreux sans danger pour les usagers. Il lui demande s'il n'envisage pas un assouplissement des normes en vigueur sur ce point.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'en application de l'arrêté du 2 septembre 1955, qui énumère limitativement les cas ouvrant droit au remboursement des frais de transport sanitaire exposés par les assurés sociaux, les frais de transport afférents à des soins ambulatoires ne sont pris en charge que si ces soins sont prescrits dans le cadre de l'article L. 293 du code de la sécurité sociale (soins de longue durée). En dehors du cadre prévu par cet arrêté, les frais de transport peuvent être pris en charge si les soins ont permis d'éviter ou d'écourter une hospitalisation. Les frais de transport exposés par les assurés pour subir des bilans médicaux ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie, sauf s'il s'agit d'examen organisé par les caisses dans le cadre de l'article L. 294 du code de la sécurité sociale. L'arrêté du 2 septembre 1955 prévoit que les frais de transport sont remboursés sur la base du transport le plus économique. Ainsi les frais de transport sont remboursés, chaque fois que l'état du malade permet ce mode de transport, sur la base du tarif transport en commun.

Sécurité sociale (administration).

21168. — 17 octobre 1979. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'utilisation des personnels des centres de sécurité sociale à des tâches qui ne relèvent pas de leurs attributions. C'est ainsi qu'au centre de sécurité sociale n° 202, sis rue de Lagny, 75020 Paris, une partie importante du personnel est utilisée à établir, pour le compte de l'administration des finances, le relevé du montant des indemnités journalières perçues par les assurés. Ce relevé est une charge supplémentaire imposée aux employés de la sécurité sociale qui se traduit par un retard considérable dans le règlement des dossiers des assurés malades. Cette situation est très préjudiciable aux salariés, déjà frappés par la maladie, le chômage, et qui doivent attendre au minimum quinze jours pour percevoir leurs indemnités journalières et le règlement des prestations auxquelles ils ont droit. Il lui demande de prendre les mesures qui s'imposent pour que les organismes de sécurité sociale disposent d'un personnel suffisant. En aucun cas, les assurés sociaux ne doivent subir les conséquences d'une loi qui les frappe déjà durement.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que, d'après les dispositions de l'article 80 *quinquies* du code général des impôts, les organismes de sécurité sociale sont tenus de déclarer, depuis cette année, aux services compétents du ministère du budget, certaines périodes de travail ayant donné lieu à indemnisation. Cette nouvelle attribution est prise en charge progressivement par l'ensemble des

caisses primaires. Pour ce qui concerne la région parisienne, la direction de la caisse primaire centrale d'assurance maladie a prévu, pour absorber les tâches liées au lancement de cette application, la possibilité de recruter des auxiliaires. En outre, dès 1980, cette application sera automatisée et ne nécessitera plus d'intervention humaine. Plus particulièrement, le centre de la rue de Lagny (20^e arrondissement) a commencé, en juillet 1979, à assurer cette fonction en y affectant, dans un premier temps, trois agents et, actuellement, deux seulement et ce sans recourir à du personnel intérimaire. Ce centre n'a connu aucune perturbation de ce fait. En effet, malgré cette récente obligation, les délais de liquidation et de paiement sont restés constants, le solde journalier de dossiers demeurant très minime. Il apparaît donc que le fonctionnement du service public est assuré dans des conditions satisfaisantes par le centre de la rue de Lagny.

Assurance maladie-maternité (remboursement : vaccination)

21214. — 17 octobre 1979. — M. Claude Wilquin attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème du remboursement du vaccin antigrippal. Ce vaccin est relativement onéreux pour les bénéficiaires du minimum vieillesse et représente presque une journée de retraite. En conséquence, il lui demande s'il envisage de dévier le remboursement du vaccin à tous les retraités handicapés et invalides ou d'organiser des séances de vaccination gratuite dans toutes les communes. Ceci, loin d'aggraver le déficit de la sécurité sociale, pourrait s'avérer rentable lorsqu'on sait qu'une grippe peut coûter de 10 à 50 fois le prix d'un vaccin.

Réponse. — La grippe est provoquée par plusieurs souches virales dont les caractères sont parfois assez différents. En conséquence, pour être efficace, le vaccin antigrippal doit être adapté aux virus qui ont été signalés dans le monde et dont on peut prévoir l'arrivée en France dans l'hiver suivant. Il faut donc, d'une part, une surveillance mondiale des virus grippaux en circulation, d'autre part, un remaniement annuel de la composition du vaccin. Cette situation particulière, qui ne se retrouve pour aucune autre affection, rend la vaccination antigrippale à la fois plus chère et plus incertaine que les autres puisqu'elle repose sur une hypothèse concernant le virus attendu. Elle doit, en outre, être renouvelée chaque année et on ne peut, dans ces conditions, que se montrer très réservé sur l'efficacité de cette vaccination. Elle peut être recommandée aux personnes âgées atteintes d'affections respiratoires ou cardiaques. Il appartient, alors, au corps médical de poser l'indication de cette protection. D'autre part, conformément à la réglementation, les frais de médecine préventive ne peuvent, en principe, être pris en charge au titre des prestations légales de l'assurance maladie. En conséquence, les frais afférents à la vaccination antigrippale ne peuvent faire l'objet d'un remboursement au titre des prestations légales. Cependant, les caisses d'assurance maladie ont la possibilité, à la demande des intéressés, de prendre en charge tout ou partie des frais sur leur fonds d'action sanitaire et sociale.

Assurance maladie-maternité (bénéficiaires)

21228. — 18 octobre 1979. — M. Jean-Louis Masson appelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée institue un régime obligatoire d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés non agricoles. Le bénéfice des prestations est subordonné au paiement des cotisations fixées individuellement en fonction du résultat d'exploitation antérieurement obtenu. En cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, l'organisme chargé de recouvrer les cotisations est admis à produire sa créance entre les mains du syndic. La loi impose au syndic et au débiteur de ne pas régler les cotisations échues avant le règlement judiciaire ou la liquidation de biens. Dans ces conditions, la personne se trouvant en liquidation de biens ou en règlement judiciaire se trouve définitivement déchu du droit au remboursement pour la période au titre de laquelle les cotisations n'ont pas été versées. Pour autant, les cotisations sont toujours dues et l'organisme de recouvrement de la cotisation produit effectivement sa créance entre les mains du syndic. Il lui demande s'il n'y a pas de contradiction entre le fait que le débiteur en règlement judiciaire ou en liquidation de biens se voit déchu de ses droits à remboursement et le fait que l'organisme de recouvrement continue de revendiquer, en produisant sa créance, le règlement de la cotisation. Au surplus, si le débiteur règle la cotisation dans le cadre du règlement judiciaire à la suite d'un concordat, le débiteur qui a ainsi acquitté sa dette ne recouvre pas pour autant son droit au remboursement des prestations pour la période correspondante.

Réponse. — L'article 5 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles subordonne effectivement le droit aux pres-

tations au paiement préalable des cotisations échues. Si les cotisations dont sont redevables les intéressés ne sont pas versées au régime, soit par eux-mêmes, soit pour leur compte, il est évident que le régime ne saurait être tenu d'assurer à leur égard le service des prestations. L'autonomie reconnue par la loi au régime dont il s'agit trouve, en effet, sa contrepartie dans l'obligation faite à ce régime d'assurer son équilibre financier par ses propres ressources, c'est-à-dire par les cotisations de ses adhérents. La loi n'a prévu aucune disposition à l'égard des commerçants en situation de règlement judiciaire ou de liquidation de biens évitant ainsi de mettre les intéressés dans une situation privilégiée par rapport aux autres assurés qui, éprouvant pour une raison quelconque des difficultés de trésorerie, n'auraient pu faire face à leurs obligations envers le régime. C'est dire que les caisses gestionnaires ne sauraient, sans porter atteinte à la sauvegarde du régime, être autorisées à dispenser de leurs obligations certains de leurs ressortissants. Certes, des circonstances particulières sont susceptibles de faire obstacle au règlement des cotisations aux dates d'exigibilité. Aussi, les caisses ont-elles été invitées, à plusieurs reprises, à examiner avec bienveillance les cas sociaux qui leur sont signalés. Il n'apparaît pas, du reste, que leurs conseils d'administration, composés de professionnels élus par leurs pairs, se soient, en règle générale, refusés à prendre les mesures de bienveillance justifiées par les situations particulièrement dignes d'intérêt. La loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat a, du reste, assoupli notablement les conditions d'ouverture du droit aux prestations, puisqu'elle permet aux assurés, momentanément gênés ou empêchés, de sauvegarder leurs droits aux prestations, soit de plein droit s'ils s'acquittent de leurs obligations dans un délai de trois mois, soit sous certaines conditions définies par le décret d'application n° 75-1109 du 2 décembre 1975, en cas de force majeure ou de bonne foi dûment prouvée. Les assurés qui fournissent les justifications permettant d'établir la force majeure ou de prouver leur bonne foi peuvent, sur décision expresse de la commission de recours gracieux, bénéficier d'un délai supplémentaire pendant lequel le paiement tardif de la cotisation n'entraîne pas définitivement la déchéance du droit aux prestations. Mais ce délai supplémentaire ne saurait dépasser trois mois, puisque, aux termes du décret, le rétablissement du droit aux prestations est expressément subordonné à la condition que la cotisation du semestre en cours ait été totalement réglée avant la date d'échéance semestrielle suivante. Telles sont les mesures d'assouplissement applicables à l'égard des assurés en retard dans le paiement de leurs cotisations. Il n'en demeure pas moins, toutefois, que le recours à l'action sanitaire et sociale des caisses peut constituer un palliatif à la rigueur d'une réglementation générale et impersonnelle. C'est ainsi que les assurés dont la situation sociale le justifie, conservent la possibilité de solliciter auprès de la commission d'action sanitaire et sociale fonctionnant au sein de leur organisme d'affiliation la prise en charge, totale ou partielle de leurs cotisations. Les intéressés peuvent également solliciter leur admission au bénéfice de l'aide sociale auprès de la mairie de leur résidence.

Pharmacie (officines).

21367. — 20 octobre 1979. — M. Jean Laurain appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la discrimination dont sont victimes les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour ce qui concerne la création des officines de pharmacie. En effet, l'article L. 572 du code de la santé publique, par dérogation aux dispositions de l'article L. 571, précise « qu'aucune création ne peut être accordée dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle dans les villes où une licence a déjà été délivrée à une officine pour 5 000 habitants. Toutefois, une création d'officine peut être accordée dans une commune dépourvue d'officine et d'une population inférieure à 5 000 habitants lorsqu'il est justifié que cette commune constitue pour les populations des localités avoisinantes, un centre d'approvisionnement sous réserve que l'officine à créer et les officines voisines déjà existantes puissent être assurées chacune d'un minimum de 5 000 habitants à desservir. » Pour tous les autres départements, la création d'une nouvelle officine est autorisée par tranche de 3 000 habitants pour les villes de plus de 30 000 habitants, par tranche de 2 500 habitants pour celles dont la population est comprise entre 5 000 et 30 000 habitants et par tranche de 2 000 habitants pour les communes d'une population inférieure à 5 000 habitants. Pour les communes dont la population est inférieure à 2 000 habitants, la création d'une nouvelle officine est autorisée dans les mêmes conditions qu'à l'article L. 572, la limite étant de 2 000 habitants au lieu de 5 000. Il semble souhaitable de supprimer l'article L. 572 pour que les dispositions de l'article L. 571 soient applicables à tous les départements, y compris ceux du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation discriminatoire.

Réponse. — Les règles auxquelles sont subordonnées les créations d'officines de pharmacie dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, figurant à l'article L. 572 du code de la santé publique, résultent de l'ordonnance n° 45-1976 du 1^{er} septembre 1945 qui prévoit une création d'officine pour 5 000 habitants. Mais il est précisé que, sous sa forme actuelle la loi n'impose pas, sans discrimination, le respect d'un quota de population pour la création d'officines, puisque, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la procédure prévue au cinquième alinéa de l'article L. 571 du code de la santé publique, qui autorise le préfet à déroger au principe de la proportionnalité « si les besoins de la population l'exigent », est applicable aux départements concernés. La suppression du seuil de population, imposé pour toute ouverture d'officine de pharmacie — hormis dans le cadre de la procédure de dérogation applicable sur l'ensemble du territoire — n'est pas envisagée actuellement, le système mis en place ayant pour objectif une répartition harmonieuse des points d'implantation à une distance minimale des usagers.

Pharmacie (personnel).

21381. — 20 octobre 1979. — M. Aimé Kergueris signale à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les craintes que suscite le projet de création d'un C. A. P. d'employé de pharmacie. En effet, la profession de préparateur en pharmacie est actuellement encombrée : de nombreux licenciements sont prononcés chaque année. De plus, on ne peut plus y accéder par la voie de l'apprentissage depuis le 31 décembre 1978. Enfin, le niveau du brevet professionnel de préparateur en pharmacie a été relevé et il existe une filière normale pour le préparer : le B. E. P. des professions sanitaires et sociales. Si un C. A. P. d'employé en pharmacie accessible après un apprentissage de deux années était institué, il créerait une main-d'œuvre sous-qualifiée et bon marché qui menacerait l'emploi de personnes titulaires du brevet professionnel et ayant donc acquis une formation bien mieux adaptée à leur métier. De plus, compte tenu du niveau initial des personnes qui posséderaient ce C. A. P., il leur serait impossible, contrairement à ce qui est annoncé, d'acquiescer le brevet professionnel par la voie de la formation permanente. Enfin, leur manque de qualification pourrait présenter des risques d'erreurs et d'accidents. Compte tenu de tous ces éléments, M. Aimé Kergueris demande à M. le ministre de la santé : 1° où en est la procédure de préparation des textes relatifs à ce projet de C. A. P. d'employé en pharmacie ; 2° s'il ne lui semble pas souhaitable d'abandonner purement et simplement ce projet.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale ne partage pas les craintes de l'honorable parlementaire en ce qui concerne la création d'un certificat d'aptitude professionnelle de pharmacie. En effet, cette formation professionnelle dans l'officine répond aux aspirations de certains adolescents qui ne souhaitent pas prolonger leur scolarité et sont attirés par la vie professionnelle. La création d'un certificat d'aptitude professionnelle d'employé en pharmacie permettra de sanctionner un apprentissage de deux ans dans une officine et après l'obtention d'une mention complémentaire à l'issue d'une année d'études supplémentaires, de préparer le brevet professionnel de préparateur dans les mêmes conditions que les titulaires du brevet d'études professionnelles préparatoire aux carrières sanitaires et sociales. Il doit être souligné que les titulaires de ce nouveau certificat d'aptitude professionnelle ne pourront menacer l'emploi des préparateurs en pharmacie. Leurs attributions sont, en effet, différentes. Ils n'ont pas le droit de délivrer au public les médicaments, cette activité étant réservée exclusivement aux pharmaciens et aux préparateurs ; mais en revanche, ils seront habilités à assumer la gestion des stocks, le rangement et la collecte des médicaments, la tenue de la caisse ainsi que la délivrance de tous produits et objets n'étant pas des médicaments destinés à l'usage humain. En raison de l'ensemble de ces éléments, il n'apparaît pas souhaitable au ministre de la santé et de la sécurité sociale de renoncer au projet de création de ce certificat d'aptitude professionnelle qui a reçu un avis favorable de la commission professionnelle consultative siégeant auprès du ministre de l'éducation et qui interviendra prochainement.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

21564. — 24 octobre 1979. — M. Jean-Pierre Delalande expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, par décision de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, les retraités de la fonction publique, ouvriers de l'Etat, collectivités locales, secteurs nationalisés vivant en Ile-de-France, n'ont plus droit depuis fin mai 1979 aux services de l'aide ménagère à domicile. Cette décision, qui lèse environ un millier de retraités (350 pour la seule ville de Paris), est motivée, paraît-il, par l'insuffisance de la dotation d'action sanitaire et sociale. Depuis la mise en œuvre de cette mesure, les associations assurant cette action

ont, dans l'ensemble, maintenu leurs services auprès des retraités concernés, dont la moyenne d'âge est de quatre-vingt-deux ans et dont la plupart sont de grands handicapés ne disposant que de faibles ressources. Toutefois, ces associations ne peuvent plus, sans l'aide de financement nécessaire, poursuivre leur intervention auprès de ces personnes sans risquer de compromettre jusqu'à l'existence de l'ensemble des 160 associations de la région parisienne (Seine-et-Marne exclue). Les solutions qui sont envisagées dans le cadre de l'aide sociale facultative ne peuvent être que des palliatifs, n'apportant pas de règlement au problème de fond et enfermant les fonctionnaires retraités dans un système d'assistance. Sans soulever la question de la détermination de l'organisme devant assurer le financement de l'aide ménagère à cette catégorie de personnes âgées, il s'étonne de constater que les fonctionnaires n'ont pas droit, contrairement aux retraités du régime général, à l'aide ménagère, sauf s'ils relèvent de l'aide sociale comme tout Français reconnu économiquement faible. Il lui demande en conséquence que les déclarations faites en matière d'aide ménagère dans le cadre du maintien à domicile entrent dans les faits et que cette action soit rendue possible pour tous, en prévoyant à cet effet les crédits nécessaires.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

21572. — 24 octobre 1979. — **M. Etienne Pinte** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que, par décision de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, les retraités de la fonction publique, ouvriers de l'Etat, collectivités locales, secteurs nationalisés vivant en Ile-de-France n'ont plus droit depuis fin mai 1979 aux services de l'aide ménagère à domicile. Cette décision, qui lèse environ un millier de retraités (trois cent cinquante pour la seule ville de Paris) est motivée, paraît-il, par l'insuffisance de la dotation d'action sanitaire et sociale. Depuis la mise en œuvre de cette mesure, les associations assurant cette action ont, dans l'ensemble, maintenu leurs services auprès des retraités concernés, dont la moyenne d'âge est de quatre-vingt-deux ans et dont la plupart sont de grands handicapés ne disposant que de faibles ressources. Toutefois, ces associations ne peuvent plus, sans le financement nécessaire, poursuivre leur intervention auprès de ces personnes sans risquer de compromettre jusqu'à l'existence de l'ensemble des cent soixante associations de la région parisienne (Seine-et-Marne exclue). Les solutions qui sont envisagées dans le cadre de l'aide sociale facultative ne peuvent être que des palliatifs, n'apportant pas de règlement au problème de fond et enfermant les fonctionnaires retraités dans un système d'assistance. Sans soulever la question de la détermination de l'organisme devant assurer le financement de l'aide ménagère à cette catégorie de personnes âgées, il s'étonne de constater que les fonctionnaires retraités n'ont pas droit, contrairement aux retraités du régime général, à l'aide ménagère, sauf s'ils relèvent de l'aide sociale comme tout Français reconnu économiquement faible. Il lui demande, en conséquence, que les déclarations faites en matière d'aide ménagère dans le cadre du maintien à domicile entrent dans les faits et que cette action soit rendue possible pour tous, donc également pour les retraités de la fonction publique, en prévoyant à cet effet les crédits nécessaires.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

21586. — 24 octobre 1979. — **M. Georges Mesmin** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la caisse primaire d'assurance maladie de la région parisienne (direction des services spéciaux) a interrompu depuis le mois de juin dernier le remboursement de l'aide ménagère dispensée par des associations de soins et services aux retraités de la fonction publique et aux anciens agents des collectivités locales. Une telle mesure cause un grave préjudice à ces retraités qui se trouvent ainsi désavantagés par rapport aux retraités du secteur privé. Il est permis, d'autre part, de s'interroger sur la rentabilité d'une telle décision, étant donné que, dans la plupart des cas, les personnes intéressées ne peuvent se passer d'une aide et qu'elles doivent être hospitalisées, ce qui aura pour effet de multiplier par dix les dépenses à la charge des collectivités, le prix de journée dans les maisons de cure médicale étant environ dix fois plus élevé que la somme moyenne dépensée par jour et par bénéficiaire pour le remboursement des frais d'aide à domicile. Il lui demande quelles raisons ont motivé une telle décision et s'il n'estime pas qu'il conviendrait de revoir ce problème.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

21996. — 6 novembre 1979. — **M. Jack Rallat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les restrictions apportées à l'aide ménagère à domicile pour les personnes âgées retraitées affiliées aux régimes spéciaux. C'est faute de crédits suffisants alloués au fonds d'action sanitaire et sociale que cette décision est prise. L'austérité programmée dans ce domaine

a des conséquences humaines très graves et une forte émotion est ressentie au niveau des services sociaux concernés, au niveau des associations de soins qui ont en charge la gestion de service d'aide ménagère à domicile. A-t-on conscience en prenant ces mesures des situations dramatiques qu'elles entraînent pour ces personnes très âgées (la moyenne d'âge est de quatre-vingt-deux ans) la plupart du temps handicapées dont les soins et la vie dépendent bien souvent des seules aides ménagères. Cette décision est inadmissible. Les collectivités locales, dans l'état d'étranglement financier qui est le leur, ne pourront, dans le cadre de l'aide facultative, pas prendre en charge ce secteur. Cette décision est prise au mépris de toute justice comme au mépris de toute logique si l'on compare le prix de revient d'une journée d'aide ménagère à celui d'une journée d'hospitalisation qu'elle permet d'éviter. Il est vrai que les nouvelles mesures gouvernementales prévoient qu'au bout de soixante jours d'hospitalisation ces personnes âgées devront régler 150 francs par jour, ce qui est exclu pour la majorité d'entre elles. Il ne leur restera donc qu'à rentrer chez elles seules et sans aide. Dans ces conditions il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire cesser cette situation inadmissible, en étendant cette prestation dans son intégralité; en étendant les services des aides ménagères dont tout le monde reconnaît le rôle social et humain primordial.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

22294. — 13 novembre 1979. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation difficile qui est aujourd'hui faite aux anciens fonctionnaires de la région parisienne au regard du maintien à domicile. Jusqu'ici la caisse régionale de l'Ile-de-France acceptait d'attribuer des prestations d'aide ménagère à certains fonctionnaires âgés de sa circonscription. Or, faute de crédits d'action sociale suffisants, cette tolérance a été supprimée, de telle sorte que plus d'un millier de personnes ne pourront plus bénéficier d'un tel service dans des conditions financières acceptables. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer aux anciens bénéficiaires les services sur lesquels ils comptaient pour éviter de recourir à l'hospitalisation, beaucoup plus onéreuse pour la collectivité.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

22871. — 24 novembre 1979. — **Mme Paulette Fost** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'un certain nombre de caisses d'assurance maladie, et c'est notamment le cas pour celle de la région parisienne, viennent de réduire sensiblement le nombre d'heures d'aides ménagères. Sans doute alléguerait-elle que cette décision s'imposait en raison de difficultés découlant du budget limité de la caisse nationale d'assurance vieillesse, laquelle assure le financement de l'aide ménagère aux personnes ayant un revenu supérieur à 14 700 francs. Elle attire toutefois son attention sur les conséquences, parfois dramatiques, qu'elle ne manquera pas d'avoir pour ces personnes dont la plupart ne peuvent se suffire et qui vont devoir solliciter leur accueil dans des établissements hospitaliers publics. Ainsi, malgré les apparences, la sécurité sociale n'en tirera aucun bénéfice. Qui plus est, la suppression des heures d'aides ménagères est un facteur de chômage; elle va également à l'encontre de la politique du maintien à domicile des personnes du troisième âge. Même si cette prestation a connu une progression sensible ces dernières années, tous financements confondus au plan national, il n'en reste pas moins qu'elle est encore nettement insuffisante au regard des besoins, d'où la situation que l'on connaît actuellement. En conséquence, elle lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour que la sécurité sociale bénéficie d'une subvention exceptionnelle, afin qu'elle soit en mesure d'augmenter les fonds d'action sociale et permette ainsi aux conseils d'administration de financer, comme par le passé, les heures d'aides ménagères aux personnes en cause.

Réponse. — La prestation d'aide ménagère fait l'objet d'un double financement. Elle est prise en charge par l'aide sociale dans le cadre des dépenses obligatoires pour les personnes dont les ressources n'excèdent pas actuellement 15 500 francs par an pour une personne seule. Au-dessus de ce plafond, les caisses de retraite et en particulier la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés interviennent sur leur fonds d'action sanitaire et sociale. Tous financements confondus au plan national, le budget de cette prestation a connu une progression remarquable puisqu'il est passé de 300 millions environ en 1974 à plus de 1 000 millions en 1979 permettant de desservir 300 000 personnes. Sa progression est également assurée pour 1980. Le cas de la caisse primaire d'assurance maladie de la région parisienne est tout à fait particulier car l'action qui y est menée se situe en dehors du système décrit plus haut. Il s'agit d'une prise en charge sur les « fonds de secours » de la caisse dont l'attribution relève de la seule responsabilité de son conseil d'administration. Cette action n'étant pas prévue au titre des prestations supplémentaires. C'est ainsi qu'en 1978 environ

5 millions de francs ont été affectés à l'aide ménagère au bénéfice des veuves de guerre des grands invalides et des ressortissants des régimes spéciaux et qu'environ 2 000 prises en charge ont été délivrées. En mai 1979, le conseil d'administration de cette caisse a décidé de suspendre son action après que les crédits qu'il avait décidé de lui affecter furent épuisés. Toutefois, des dispositions ont été prises pour, d'une part, honorer toutes les demandes effectuées avant le 1^{er} juillet dernier et, d'autre part, pour que les dossiers déposés avant le 1^{er} septembre soient examinés en vue de l'octroi éventuel de « secours » aux assurés eux-mêmes. La suppression de prise en charge concerne donc en fait les demandes déposées après le 1^{er} septembre dernier concernant les ressortissants des régimes spéciaux pour lesquels la recherche de solutions individuelles en liaison avec l'administration ou l'établissement d'origine, est entreprise. Sur un plan général, des dispositions ont été prises pour permettre en 1980 aux agents des collectivités locales retraités de bénéficier de prises en charge d'aide ménagère par leur caisse de rattachement. En ce qui concerne les agents de la fonction publique, une expérience est dans un premier temps entreprise en vue de desservir neuf départements métropolitains. Cette action pourra ensuite faire l'objet d'une extension.

Assurance maladie-maternité (ticket modérateur).

21683. — 26 octobre 1979. — **M. Pierre Mauger** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'une rumeur circule dans les milieux mutualistes d'après laquelle un décret aurait été préparé par le ministère de la santé et de la sécurité sociale pour être soumis très prochainement au conseil des ministres et qui envisage de modifier la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 et l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 et ceci au détriment des adhérents mutualistes dont on voudrait modifier les statuts afin que le remboursement de certains soins soient soumis à un ticket modérateur, ce qui permettrait de combler, dans une certaine mesure, le déficit de la sécurité sociale. Qu'en est-il exactement de cette rumeur qui soulève une grande émotion dans les milieux mutualistes et qui a besoin d'être ou confirmée ou infirmée ?

Réponse. — L'institution d'un ticket modérateur d'ordre public figure parmi les mesures adoptées lors du conseil des ministres du 25 juillet 1979 dans le cadre du plan de redressement financier de la sécurité sociale auquel le Gouvernement a décidé de faire contribuer l'ensemble des partenaires sociaux, car il s'agit bien d'un effort collectif. Le principe même de ticket modérateur est très ancien. Dès l'origine, la législation des assurances sociales, dont les mutualistes ont été, parmi d'autres, les promoteurs, avait retenu comme principe de bonne gestion d'une institution sociale, l'obligation faite à l'assuré de supporter une certaine participation aux frais exposés. Or, au fil des temps, la participation de l'assuré s'est réduite et a même été supprimée dans de nombreux cas alors que le principe du ticket modérateur subsiste. En effet, de nombreux organismes pratiquant la couverture complémentaire du risque maladie remboursent intégralement les dépenses de leurs adhérents. Une telle situation ne manque pas de retentir sur l'équilibre financier général de l'assurance maladie. Ainsi, le Gouvernement face à l'accélération de la croissance des dépenses de santé a-t-il décidé de mettre en application les dispositions prévues par l'article 20 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967. Ainsi, un tel projet ne constitue-t-il pas une innovation, mais un retour aux principes originels des assurances sociales; il est destiné à faire prendre conscience aux assurés sociaux que, si la santé est un bien précieux, elle n'en a pas moins un coût. Il convient d'observer d'ailleurs que certains groupements et sociétés mutualistes laissent déjà à leurs adhérents une fraction des frais exposés. Il faut souligner par ailleurs, que le projet de décret en cause exclut les frais d'hospitalisation étant donné que l'institution de la règle commune aurait risqué de laisser à la charge de l'assuré une fraction de la dépense qui aurait pu être importante dans certains cas. En outre, le texte prévoit une égalité de traitement entre tous les assurés sociaux dans la mesure où la charge résiduelle sera identique pour l'ensemble des assurés sociaux quel que soit le régime obligatoire de sécurité sociale dont il relève. En conséquence, il apparaît que toutes les dispositions ont été prévues pour que l'intervention d'un ticket modérateur ne pénalise pas les assurés sociaux mais leur fasse prendre conscience du coût de la santé. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale ne doute pas que les mutualistes, particulièrement conscients de leurs responsabilités dans le domaine sanitaire, participent à l'effort qui a été demandé à l'ensemble de la Nation.

Médecine (médecine scolaire).

21792. — 30 octobre 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur une note scandaleuse adressée aux maires par les direc-

tions départementales des affaires sanitaires et sociales relative à la suppression du service social de santé scolaire dans l'enseignement pré-élémentaire. Cette note précise qu'il s'agit d'appliquer « les orientations souhaitées par le Gouvernement ». Elle s'élève contre la politique gouvernementale d'austérité qui conduit à faire des économies sur la santé des enfants. Cette mesure tourne le dos à une véritable politique de prévention. Elle compromet l'avenir de nos enfants et aggrave les inégalités devant la maladie et les soins, pénalisant d'abord les petits nés de familles modestes. Elle lui fait savoir que les élus communistes alerteront la population sur l'objectif gouvernemental de suppression totale du service de santé scolaire et prendront avec elle l'initiative d'actions pour faire annuler cette mesure scandaleuse. En conséquence, elle lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour que cette note soit annulée; 2° quelles démarches il compte faire pour que des crédits suffisants soient alloués au service de santé scolaire.

Médecine (médecine scolaire).

22325. — 13 novembre 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur une note scandaleuse adressée aux maires par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales relative à la suppression du service social de santé scolaire dans l'enseignement pré-élémentaire. Cette note précise qu'il s'agit d'appliquer « les orientations souhaitées par le Gouvernement ». Elle s'élève contre la politique gouvernementale d'austérité qui conduit à faire des économies sur la santé des enfants. Cette mesure tourne le dos à une véritable politique de prévention. Elle compromet l'avenir de nos enfants et aggrave les inégalités devant la maladie et les soins, pénalisant d'abord les petits nés de familles modestes. Elle lui fait savoir que les élus communistes alerteront la population sur l'objectif gouvernemental de suppression totale du service de santé scolaire et prendront avec elle l'initiative d'actions pour faire annuler cette mesure scandaleuse. En conséquence, elle lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour que cette note soit annulée; 2° quelles démarches il compte faire pour que des crédits suffisants soient alloués au service de santé scolaire.

Réponse. — Le problème posé dans ces deux questions écrites est celui de la protection sociale des enfants fréquentant les établissements de l'enseignement pré-élémentaire. La protection sanitaire et sociale des enfants jusqu'à six ans révolus est organisée conformément au titre 1^{er} du livre II du code de la santé publique. L'article L. 164 de ce titre dispose que « jusqu'au début de l'obligation scolaire, tous les enfants sont l'objet d'une surveillance sanitaire préventive et, le cas échéant, d'une surveillance sociale ». Cette surveillance sociale est assurée par les assistantes sociales du service social polyvalent. La note adressée aux maires du département des Hauts-de-Seine ne contrevient donc pas à la législation actuelle sur la protection sanitaire et sociale de l'enfance et ne fait que redresser une situation qui était anormale. Lors du récent débat au Sénat sur le projet de loi portant développement des responsabilités des collectivités locales l'engagement a été pris de revoir dès les prochains mois les questions concernant les orientations de la santé scolaire et le renforcement de ses moyens.

Action sanitaire et sociale (financement).

21819. — 30 octobre 1978. — **M. André Tourné** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** à combien se montent les dépenses au titre de l'action sanitaire et sociale engagées au cours de l'année 1977 : a) pour toute la France et par habitant; b) pour chacun des départements français et par habitant. Dans la dépense globale pour 1977, il lui demande de préciser la part : 1° de l'Etat; 2° des départements; 3° des communes.

Réponse. — Les dépenses nettes totales d'aide sociale, d'hygiène et de prévention sanitaire ont atteint en 1977 la somme de 19 926 194 000 francs, soit une dépense moyenne par habitant de 367,25 francs. La participation des trois collectivités publiques à ces dépenses a été fixée comme suit : 5 169 676 400 francs pour les départements, 2 522 068 600 francs pour les communes, 12 234 449 000 francs pour l'Etat, dont 875 789 000 francs au titre des personnes dépourvues de domicile de secours. Le tableau n° 1 indique les participations supportées par le département, les communes et l'Etat (déduction faite des dépenses payées par les personnes sans domicile de secours) pour chacun des départements français et par groupe de dépenses d'aide sociale. La classification par groupe des différentes formes d'aide sociale a été précisée par le décret n° 54-1139 du 17 novembre 1954 modifié. Enfin, dans le tableau n° 2, figure le montant par habitant des sommes payées dans chaque groupe par chaque collectivité publique.

TABLEAU N° 1

Montant en valeur absolue des sommes payées pour le groupe I, le groupe II et le groupe III par les trois collectivités (dépenses contingenciables de la gestion 1977).
(En milliers de francs.)

DÉPARTEMENTS	GROUPE I		GROUPE II			GROUPE III		
	Départements.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.
Ain	5 354	32 991	1 924	482	6 189	10 326	15 489	20 283
Aisne	17 003	89 772	3 633	907	9 651	35 072	15 031	28 184
Allier	5 151	35 150	2 485	275	7 859	20 327	5 131	23 683
Alpes-de-Haute-Provence	1 420	13 122	402	100	2 010	1 425	3 327	7 131
Alpes (Hautes-)	1 023	8 366	565	142	2 507	3 244	4 866	10 323
Alpes-Maritimes*	17 871	81 056	10 023	1 114	18 169	90 268	22 566	35 632
Ardèche	2 343	16 380	1 047	261	5 968	3 548	8 279	21 027
Ardennes	10 243	53 883	1 758	1 124	6 125	7 745	18 072	14 523
Ariège	653	8 441	516	128	3 560	2 304	3 455	12 238
Aube	7 616	32 670	3 517	881	7 174	7 066	10 599	5 579
Aude	3 025	22 745	2 021	1 444	10 970	11 720	23 442	38 092
Aveyron	2 859	23 124	2 521	630	11 171	3 593	10 778	18 291
Bouches-du-Rhône	39 074	194 054	18 267	9 962	54 796	101 456	212 136	147 573
Calvados*	30 911	110 459	5 826	647	8 240	53 842	37 227	12 691
Cantal	1 810	15 491	1 037	1 037	6 569	5 114	10 953	17 405
Charente	5 635	34 956	2 094	524	6 735	16 750	9 019	20 247
Charente-Maritime	7 932	49 410	3 666	917	11 787	18 738	28 107	36 807
Cher	6 046	40 690	2 005	669	7 613	15 382	12 595	25 816
Corrèze	2 109	19 347	833	209	4 167	8 460	8 461	25 381
Corse (Haute-)	455	15 554	209	209	6 538	2 359	5 502	57 659
Corse-du-Sud*	583	19 841	230	231	7 240	2 363	5 513	57 766
Côte-d'Or	11 138	55 592	3 039	2 060	9 995	13 581	24 360	17 856
Côtes-du-Nord	5 711	46 204	3 443	861	15 260	17 063	17 061	43 431
Creuse	1 496	15 108	750	403	5 155	2 830	5 763	15 295
Dordogne	3 833	34 833	1 833	458	9 164	12 896	19 342	48 357
Doubs	10 393	45 505	2 682	1 789	7 294	24 352	16 235	12 816
Drôme	7 114	44 127	1 864	467	5 992	12 839	15 920	22 598
Eure	9 681	50 713	3 715	413	8 770	28 228	24 907	29 888
Eure-et-Loir	8 625	36 923	2 324	620	4 803	10 486	16 078	8 389
Finistère	9 816	80 201	4 896	1 835	23 861	13 181	39 543	67 104
Gard	5 666	37 034	1 668	1 667	9 493	31 439	31 438	58 042
Garonne (Haute-)	17 901	84 356	7 721	1 931	17 158	75 795	18 950	36 846
Gers	1 877	15 963	1 253	537	6 347	6 338	11 089	22 180
Gironde	30 440	150 170	9 189	1 019	19 822	81 254	20 312	47 795
Hérault	10 837	68 401	4 050	1 013	13 021	34 716	34 716	54 554
Ille-et-Vilaine	15 877	91 991	4 807	1 201	14 024	35 802	23 868	39 779
Indre	3 367	21 317	944	509	4 137	8 112	8 112	14 977
Indre-et-Loire	10 202	58 800	3 194	564	8 769	24 429	24 428	32 573
Isère	18 535	91 735	5 559	3 707	17 986	35 681	61 681	45 817
Jura	3 629	19 054	2 424	836	6 927	12 457	6 616	10 728
Landes	2 434	32 326	816	136	5 859	6 523	3 458	25 665
Loir-et-Cher	6 112	37 979	1 308	870	5 606	7 842	11 763	15 404
Loire	12 355	71 425	2 439	1 046	8 130	17 086	25 599	28 444
Loire (Haute-)	1 357	10 978	905	227	4 011	3 422	5 133	10 889
Loire-Atlantique	28 114	129 894	9 693	1 077	19 149	84 617	21 154	41 131
Loiret	12 906	63 398	2 897	1 932	9 373	11 525	21 403	15 496
Lot	1 494	14 171	964	374	5 352	2 392	5 325	11 576
Lot-et-Garonne	4 941	37 055	1 686	421	5 415	10 545	15 818	20 713
Lozère	658	7 551	374	249	3 274	3 452	2 302	12 228
Maine-et-Loire*	10 743	60 885	3 167	487	8 528	14 268	14 266	19 023
Manche	8 805	37 895	6 268	283	12 324	34 486	19 404	17 022
Marne	16 896	74 548	5 129	1 331	10 459	29 062	25 772	17 316
Marne (Haute-)*	3 529	18 531	1 179	180	5 014	4 675	10 477	8 524
Mayenne	3 760	23 097	1 228	308	3 951	8 852	10 820	15 457
Meurthe-et-Moselle	30 356	108 397	5 930	1 524	9 486	28 463	26 464	7 217
Meuse	5 226	27 439	1 138	1 138	4 841	6 342	12 109	10 378
Morbihan	8 535	62 981	6 168	1 947	25 698	12 914	33 204	49 960
Moselle	26 707	122 224	7 676	1 919	17 060	20 006	30 007	19 449
Nièvre	5 500	34 635	1 997	664	6 845	7 272	7 272	11 427
Nord	65 934	379 576	10 314	10 314	48 132	161 208	128 473	193 129
Normandie	19 201	90 315	2 727	1 819	8 081	32 518	32 518	25 290
Orne*	7 879	41 366	2 347	587	6 236	19 858	20 361	22 623
Pas-de-Calais	28 524	191 752	9 354	3 117	35 500	49 569	92 058	130 732
Puy-de-Dôme	8 729	50 980	2 188	2 190	10 214	18 337	26 280	28 412
Pyrénées-Atlantiques	10 135	62 814	2 028	506	6 514	21 722	32 583	42 870
Pyrénées (Hautes-)	3 028	28 160	1 748	194	7 759	7 367	9 005	24 558

(*) Groupe II : chiffres provisoires.

DÉPARTEMENTS	GROUPE I		GROUPE II			GROUPE III		
	Départements.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.
Pyrénées-Orientales	3 024	26 130	1 805	956	7 856	11 523	23 720	32 532
Rhin (Bas-)	26 950	102 452	3 971	3 970	10 968	16 293	27 153	8 276
Rhin (Haut-)	20 690	83 938	2 872	2 874	8 619	14 239	28 913	10 789
Rhône	45 223	173 188	8 629	8 630	23 833	43 416	130 247	33 079
Saône (Haute-)	4 647	29 596	1 333	1 332	6 856	4 296	6 862	8 769
Saône-et-Loire	6 841	42 914	1 887	886	7 130	11 070	25 830	28 995
Sarthe	10 362	55 617	4 938	5:8	11 655	32 939	8 235	23 160
Savoie*	7 732	38 117	1 581	677	4 385	9 858	18 307	13 253
Savoie (Haute-)	5 292	26 917	1 674	558	4 333	13 624	13 623	12 622
Paris*	260 252	322 913	129 840	—	14 426	484 541	—	53 837
Seine-Maritime	47 905	183 847	12 287	1 365	18 853	152 291	38 073	36 260
Seine-et-Marne	19 294	88 253	4 562	507	9 010	62 150	26 636	34 527
Yvelines	26 125	118 096	4 556	505	8 842	76 047	19 012	35 517
Sèvres (Deux)*	2 631	19 393	969	970	6 144	10 676	16 014	28 915
Somme	16 470	82 925	4 675	624	10 283	34 125	19 840	25 394
Tarn	3 318	24 554	1 984	496	7 857	6 478	9 717	17 546
Tarn-et-Garonne	2 017	16 544	701	300	3 555	4 110	6 983	14 120
Var	10 186	62 753	2 307	2 307	10 763	16 656	49 965	44 414
Vaucluse	9 723	52 404	3 450	863	9 166	22 266	22 264	25 050
Vendée	4 277	35 368	2 653	664	11 762	8 399	16 305	31 443
Vienne*	5 363	36 405	2 515	628	8 247	10 258	23 934	31 564
Vienne (Haute-)	5 175	38 929	2 991	747	11 836	13 993	20 991	37 899
Vosges	7 872	37 525	1 694	1 694	6 019	8 247	18 743	10 496
Yonne	8 639	48 312	1 704	1 464	7 395	12 995	12 994	17 325
Territoire-de-Belfort	3 577	14 393	1 113	197	1 963	8 024	2 005	2 508
Essonne	27 666	135 539	5 631	625	12 145	54 829	13 707	32 252
Hauts-de-Seine	43 912	180 562	20 215	2 246	32 569	153 600	38 400	43 294
Seine-Saint-Denis	45 404	207 786	13 311	1 479	25 844	142 097	35 524	60 364
Val-de-Marne	29 065	218 913	8 837	2 360	20 254	103 265	52 508	63 009
Val-d'Oise	21 298	107 120	6 764	823	15 127	75 483	18 870	46 893
Guadeloupe	6 229	82 760	2 925	2 924	35 925	14 327	14 326	73 679
Guyane*	637	20 604	235	156	6 126	1 402	2 104	25 718
Martinique	3 604	49 855	3 583	3 584	44 029	22 412	22 413	115 264
Réunion	16 515	219 394	2 895	4 341	44 447	35 143	52 711	225 905

(*) Groupe II : chiffres provisoires.

TABLEAU N° 2

Montant par habitant des sommes payées dans chaque groupe par les trois collectivités.
(En francs.)

DÉPARTEMENTS	GROUPE I		GROUPE II			GROUPE III		
	Départements.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.
Ain	14	85	5	1	16	27	40	52
Aisne	32	169	7	2	18	66	28	53
Allier	14	95	7	1	21	55	14	64
Alpes-de-Haute-Provence	12	115	4	1	18	13	29	63
Alpes (Hautes-)	10	85	6	1	25	33	49	105
Alpes-Maritimes	21	96	12	1	22	107	27	42
Ardèche	9	64	4	1	23	14	33	83
Ardennes	34	177	6	4	20	25	59	43
Ariège	5	62	4	1	25	17	25	89
Aube	27	114	12	3	25	25	37	19
Aude	11	85	8	5	41	44	87	142
Aveyron	10	85	9	2	41	13	39	67
Bouches-du-Rhône	23	116	11	6	33	60	126	88
Calvados	54	194	10	1	14	98	65	22
Cantal	11	95	6	6	40	31	67	106
Charente	17	104	6	2	20	50	27	60
Charente-Maritime	16	99	7	2	22	38	56	74
Cher	19	128	6	2	24	48	40	81
Corrèze	9	81	3	1	17	35	35	108
Corse (Haute-)	4	123	2	2	52	19	44	457
Corse-du-Sud	5	195	2	2	71	23	54	587
Côte-d'Or	24	120	7	4	21	29	52	38
Côtes-du-Nord	11	88	7	2	29	32	32	82
Creuse	11	106	5	3	38	20	40	107
Dordogne	10	94	5	1	25	35	52	131
Doubs	22	94	6	4	15	51	34	27
Drôme	20	121	5	1	16	35	44	62

DÉPARTEMENTS	GROUPE I		GROUPE II			GROUPE III		
	Départements.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.	Départements.	Communes.	Etat.
Eure	22	117	9	1	20	65	57	69
Eure-et-Loir	25	108	7	2	14	31	47	24
Finistère	12	99	6	2	29	16	49	83
Gard	11	75	3	3	19	63	63	117
Garonne (Haute-)	22	106	10	2	21	95	24	46
Gers	11	93	7	3	37	37	65	129
Gironde	28	140	9	1	18	76	19	44
Hérault	16	103	6	2	20	52	52	82
Ile-et-Vilaine	22	128	7	2	20	50	33	56
Indre	14	99	4	2	17	33	33	61
Indre-et-Loire	21	120	7	1	18	50	50	67
Isère	21	104	6	4	20	40	70	52
Jura	15	80	10	4	29	52	28	45
Landes	8	111	3	0,47	20	22	12	88
Loir-et-Cher	21	133	5	3	20	27	41	54
Loire	17	97	3	1	11	23	35	39
Loire (Haute-)	7	54	4	1	20	17	25	54
Loire-Atlantique	29	136	10	1	20	89	22	43
Loiret	26	125	6	4	19	23	42	31
Lot	10	95	6	3	36	16	36	77
Lot-et-Garonne	17	128	6	1	19	36	54	71
Lozère	9	103	5	3	45	47	31	166
Maine-et-Loire	17	95	5	1	13	22	22	30
Manche	20	85	14	3	28	77	43	38
Marne	31	138	9	2	19	54	48	32
Marne (Haute-)	17	89	6	6	24	22	50	41
Mayenne	14	88	5	1	15	34	41	59
Meurthe-et-Moselle	42	151	8	2	13	37	37	10
Meuse	26	139	6	6	24	32	61	52
Morbihan	15	111	11	3	45	23	59	88
Moselle	27	121	8	2	17	20	30	19
Nièvre	23	143	8	3	28	30	30	47
Nord	26	151	4	4	19	64	51	77
Oise	31	145	4	3	13	52	52	41
Orne	27	142	8	2	21	68	70	78
Pas-de-Calais	20	137	7	2	25	35	66	94
Puy-de-Dôme	15	87	4	4	17	28	45	48
Pyrénées-Atlantiques	19	117	4	1	12	40	61	79
Pyrénées (Hautes-)	13	125	8	1	34	33	40	109
Pyrénées-Orientales	13	86	6	3	26	38	78	107
Rhin (Bas-)	30	115	4	4	12	18	30	9
Rhin (Haut-)	32	130	4	4	13	22	45	17
Rhône	31	119	6	6	16	30	90	23
Saône (Haute-)	21	133	6	6	31	19	31	39
Saône-et-Loire	12	75	3	2	13	19	45	51
Sarthe	21	112	10	1	24	67	17	47
Savoie	25	124	5	2	14	32	59	43
Savoie (Haute-)	11	58	4	1	9	29	29	28
Paris (ville de)	119	148	60	»	7	222	»	25
Seine-Maritime	40	155	10	1	16	129	32	31
Seine-et-Marne	24	108	6	1	11	78	33	42
Yvelines	23	102	4	(0,4)	8	66	16	31
Sèvres (Deux-)	8	58	3	3	18	32	48	86
Somme	30	153	9	1	19	63	37	47
Tarn	10	73	6	1	23	19	29	52
Tarn-et-Garonne	11	91	4	2	20	23	38	78
Var	16	97	4	4	17	26	77	69
Vaucluse	24	131	9	2	23	55	55	82
Vendée	9	77	8	1	26	18	36	69
Vienne	15	101	7	2	25	28	66	37
Vienne (Haute-)	15	110	8	2	33	39	59	107
Vosges	20	94	4	4	15	21	47	26
Yonne	28	159	6	5	24	43	43	57
Territoire-de-Belfort	28	111	9	2	15	62	15	19
Essonne	28	136	6	1	12	55	14	32
Hauts-de-Seine	31	129	14	2	23	109	21	31
Seine-Saint-Denis	35	158	10	1	20	108	27	51
Val-de-Marne	24	179	7	2	17	84	43	51
Val-d'Oise	24	122	8	1	17	86	22	53
Guadeloupe	20	259	9	9	113	45	45	231
Guyane	12	373	4	3	111	25	38	465
Martinique	11	157	11	11	139	71	71	363
Réunion	34	449	6	9	91	72	108	463

Professions et activités sociales (assistants sociaux).

21859. — 31 octobre 1979. — **M. Jean Proriot** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la dégradation des possibilités, déjà restreintes, offertes aux assistants sociaux, dépendant de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, dans le cadre du remboursement de leurs frais de déplacements et s'étonne que, compte tenu du caractère dispersé des populations rurales et de l'existence de nombreux hameaux, aucune commune ne figure sur la liste dérogatoire, prévue par l'arrêté du 27 mars 1979, complétant le décret n° 66-619 du 10 août 1966 modifié par l'article 7 du décret n° 71-856 du 12 octobre 1971. Il exprime par conséquent le vœu que la notion de « territoire communal » puisse être actualisée, en prenant en considération les effets d'un important exode rural et agricole complété de l'accroissement du vieillissement des populations, dont la première conséquence se traduit par un éclatement des habitations.

Réponse. — Les problèmes relatifs au remboursement des frais de déplacement des assistants de service social employés par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales dans les zones rurales n'ont pas échappé à l'attention du ministre de la santé et de la sécurité sociale. Dans l'état actuel de la réglementation, les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, notamment à l'intérieur de la commune de résidence, sont fixés par l'arrêté du 28 mai 1968. Le remboursement des frais de transport est assuré dans le cas d'agents exerçant dans des communes de moins de 70 000 habitants mais néanmoins très étendues (plus de 10 000 hectares de superficie). Les assistants de service social peuvent par ailleurs bénéficier dans les mêmes conditions, de l'indemnité forfaitaire prévue par l'arrêté du 27 novembre 1968 et étendue à ces personnels par l'arrêté du 9 mars 1970. Il n'apparaît pas possible présentement au ministre de la santé et de la sécurité sociale de modifier cette réglementation.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (hôpitaux).

22022. — 6 novembre 1979. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la restriction des prérogatives des élus membres de droit des conseils d'administration des établissements hospitaliers contenue dans sa réponse à une question au Gouvernement le mercredi 3 octobre 1979. Le ministre a en effet précisé que la direction de la D. D. A. S. S., le préfet et tous les services extérieurs du ministère de la santé et de la sécurité sociale aideraient la direction de l'hôpital à définir les économies de gestion à réaliser. Les élus sont ainsi privés d'une partie de leurs droits et notamment du droit qui consiste à donner leur avis sur les dépenses et les recettes envisagées pour l'établissement. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de revenir sur sa déclaration en permettant aux élus de donner leur avis sur les mesures budgétaires, ce qui est leur droit le plus strict.

Réponse. — La maîtrise des dépenses hospitalières que le Gouvernement s'est fixée pour objectif, afin de les rendre compatibles avec l'évolution de la richesse nationale, exige le concours de tous ceux qui exercent une responsabilité dans l'élaboration, le vote, l'approbation et l'exécution des budgets hospitaliers. Les autorités de tutelle ont, à cet égard, un rôle important à jouer, non seulement dans leur activité de contrôle, mais également, et peut-être surtout, par les relations qu'elles ont pu établir avec les responsables hospitaliers, et qui facilitent une connaissance plus précise des problèmes de gestion. Il reste que les directeurs d'établissements ont à préparer le projet de budget, et les conseils d'administration doivent en délibérer en vertu de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 et notamment de son article 22. Le conseil d'administration, éclairé par les concours que peuvent lui apporter, outre le directeur, la commission médicale consultative et éventuellement la commission des finances, quand elle existe, doit donc voter le budget, et les élus locaux qui y siègent font ainsi plus que de donner un avis : ils prennent part au vote. Cette attribution fondamentale, bien qu'elle ne puisse s'exercer, dans notre droit, que sous réserve de l'approbation de la tutelle, ne saurait être retirée aux conseils d'administration, ni leur être contestée.

Enfants (garde des enfants : crèches).

22070. — 7 novembre 1979. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés que rencontrent les communes pour réaliser certains de leurs équipements, et notamment les crèches, en raison du décalage

important entre la date de notification de la subvention de l'Etat et celle de la subvention de la Caisse d'allocations familiales. Ce délai est actuellement de plusieurs mois, voire de plus d'une année, ne permettant donc pas aux communes de mener à bien une construction qui, la plupart du temps, s'avère indispensable et urgente pour répondre aux besoins de la population. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire respecter la corrélation immédiate prévue en la matière.

Réponse. — De nombreux équipements sociaux font l'objet d'un financement conjoint de l'Etat, de la sécurité sociale, d'une ou plusieurs collectivités locales, et souvent d'autres organismes, parmi lesquels les caisses d'épargne, la Caisse des dépôts et consignations et la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales jouent le plus grand rôle. Chaque organisme déterminant de manière autonome les procédures d'attribution de ses aides financières, les collectivités locales rencontrent de fait des difficultés à mobiliser au même moment les divers financements prévus. Ces difficultés préjudiciables aux promoteurs d'équipements sociaux ont conduit le Gouvernement à engager en même temps un effort important d'information du public sur les procédures actuelles, et une expérience de concertation entre les principaux intervenants dans les opérations d'investissement sanitaire et social. Un « Guide du promoteur social » a donc été publié par le secrétariat d'Etat chargé de l'action sociale et a été très largement diffusé dans les municipalités, les services extérieurs de l'Etat et les associations ; de nombreuses erreurs, dues à une méconnaissance des procédures peuvent ainsi être évitées. Par ailleurs, une circulaire du 25 avril 1979 a engagé dans sept départements une expérience d'harmonisation des procédures de l'Etat et de la sécurité sociale ; dans ce cadre, un seul type de dossier est demandé au promoteur et une concertation s'établit entre les services extérieurs de l'Etat et les organismes locaux de sécurité sociale lors de la programmation budgétaire, afin d'éviter des incohérences ou des délais trop importants entre les différents financements. La durée moyenne des opérations d'équipement devrait ainsi être sensiblement réduite. Un bilan sera prochainement tiré de cette expérience et, s'il est favorable, elle sera généralisée. A terme, selon le projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales actuellement en discussion devant le Parlement, l'Etat n'interviendrait plus dans le financement d'une partie des équipements sociaux, l'effort d'harmonisation se poursuivant pour les autres équipements sanitaires et sociaux.

Médecine (Charente-Maritime : médecine scolaire).

22093. — 7 novembre 1979. — **M. Philippe Marchand** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions plus que précaires de fonctionnement du service de la santé scolaire dans le secteur de Jonzac. En application des instructions générales du 12 juin 1969, c'est une équipe composée d'un médecin, de deux assistantes sociales, de deux infirmières et d'une secrétaire médico-légale qui devrait être chargée d'un tel secteur comprenant 6 000 élèves. Cet effectif n'a jamais été atteint et jusqu'en juillet 1979 le médecin titulaire était seulement assisté d'une infirmière titulaire et d'une secrétaire vacataire à mi-temps. L'infirmière en poste depuis dix-huit ans vient sur sa demande d'être mutée, à ce jour elle n'a pas été remplacée et cette absence ne permet pas au service de remplir sa mission. Il lui demande quelle décision il entend prendre en ce qui concerne le service de la santé scolaire de Jonzac ; la nomination de toute urgence d'une infirmière titulaire s'avère indispensable au fonctionnement dudit service.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale est conscient des difficultés auxquelles doit faire face le service de santé scolaire dans certains départements en regard à la diversité des missions qui lui sont imparties. En ce qui concerne le département de la Charente-Maritime l'effectif d'infirmières mis à la disposition de ce service est actuellement en dépassement de deux unités ; il ne peut donc pas être envisagé pour le moment de nommer une autre infirmière dans ce département. Des instructions ont été données au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour qu'il fasse assurer les examens des enfants dans les établissements scolaires de Jonzac compte tenu des personnels dont il dispose. La situation des effectifs sera examinée avec le plus grand intérêt dès que les circonstances le permettront.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

22295. — 13 novembre 1979. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le retard important apporté par les Colorep dans l'examen des dossiers

de nombreux handicapés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer le fonctionnement de ces commissions, afin que les handicapés n'aient pas de préjudices supplémentaires.

Réponse. — Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel ont été mises en place récemment et fonctionnent régulièrement depuis environ dix-huit mois. Elles ont rencontré dans la phase de démarrage, certaines difficultés génératrices de délais dans l'instruction des dossiers qui leur étaient soumis. En 1978 et 1979 plusieurs mesures ont été prises pour améliorer leur fonctionnement. Leurs moyens ont été considérablement renforcés au cours de ces deux années. Au total ce sont environ 1200 agents qui concourent au fonctionnement des Cotorep. Un effort complémentaire sera effectué en 1980. Au début de l'année 1979, la mise en œuvre des derniers textes d'application de la loi d'orientation a occasionné un afflux de nouvelles demandes dont le traitement est en cours. Des instructions très fermes ont alors été données à l'échelon départemental pour que toutes dispositions nécessaires, en vue de résorber rapidement les stocks des dossiers en instance, soient mises en œuvre. Ces mesures concernant principalement la seconde section des Cotorep visent à permettre un rythme de travail normal au début de l'année 1980. Les sondages régulièrement effectués sur la situation des différents départements révèlent un redressement sensible de la situation. Un nouveau pointage sera effectué en fin d'année pour vérifier les conditions dans lesquelles un redressement définitif de la situation des Cotorep aura pu être obtenu.

Fonctionnaires et agents publics (autorisations d'absence).

22298. — 13 novembre 1979. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'élargissement de la circulaire n° 344 du 14 septembre 1978 au personnel des collectivités locales. Il note que le Gouvernement a accordé à titre expérimental pour 1978-1979 aux pères et mères de famille l'autorisation de s'absenter le mercredi pour s'occuper de leurs enfants. Il propose que cette mesure soit généralisée à tous les services publics y compris les collectivités locales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Une circulaire n° 344 du 14 septembre 1978 du ministre de la santé et de la famille et du ministre du travail et de la participation avait effectivement prévu une expérience du « mercredi libre » pour les pères ou mères d'enfants scolarisés et une nouvelle circulaire n° 332 du 12 septembre 1979 a permis la poursuite de l'expérience dans ces deux ministères. Il est précisé à l'honorable parlementaire que le Gouvernement a décidé d'étendre la formule du « mercredi libre » au ministère de l'environnement et du cadre de vie. Par ailleurs, une expérimentation du travail à temps partiel sera effectuée sous des formes différentes dans certains services relevant du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications. Il n'appartient pas au ministre de la santé et de la sécurité sociale de décider si l'expérience du « mercredi libre » peut être généralisée dans tous les services publics, y compris les collectivités locales.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

22403. — 14 novembre 1979. — **M. Jean-François Mancel** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les délais exagérément longs qui sont constatés en ce qui concerne l'étude, par les Cotorep, des dossiers déposés par les handicapés ou leurs familles, en vue de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés. Il lui demande s'il n'envisage pas de renforcer les moyens mis à la disposition de ces commissions afin de réduire efficacement les délais pendant lesquels, dans l'attente de l'allocation, les demandeurs sont pratiquement sans ressources.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

22502. — 17 novembre 1979. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la longueur de la procédure visant à l'attribution de la carte d'invalidité et de l'allocation pour handicapés adultes. Si le cheminement des dossiers entre le bureau d'aide sociale, la D. D. A. S. S., la caisse d'allocations familiales prend déjà un temps très important, les délais sont encore considérablement allongés du fait que la Cotorep qui a pouvoir de décision n'est pas une commission permanente et que l'équipe technique qui instruit les dossiers

ne dispose pas de moyens suffisants. Ainsi, il a été porté à sa connaissance que de nombreuses personnes sont soumises à une attente d'un an et plus. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à une situation qui aggrave les difficultés de vie de femmes et d'hommes déjà cruellement éprouvés.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

22994. — 29 novembre 1979. — **M. Aimé Kergueris** signale à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'examen des dossiers sociaux accuse des retards considérables, surtout depuis la création des Cotorep. Ce retard est préjudiciable aux handicapés qui attendent l'allocation compensatrice, parfois pendant plus d'une année, et qui ne disposent d'aucune autre ressource durant cette période. Il lui demande quels moyens il envisage de mettre à la disposition de ces organismes pour leur permettre de résorber ce retard.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

23072. — 30 novembre 1979. — **M. François Autain** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés de fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel mises en place dans le cadre de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975. Il lui fait observer que des milliers de dossiers sont actuellement en instance, dont certains depuis 1975, ce qui a pour conséquence de placer les handicapés concernés dans une situation parfois très critique. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour assurer, dès 1980, le fonctionnement normal des Cotorep.

Réponse. — Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel ont été mises en place récemment et fonctionnent régulièrement depuis environ dix-huit mois. Elles ont rencontré dans la phase de démarrage, certaines difficultés génératrices de délais dans l'instruction des dossiers qui leur étaient soumis. En 1978 et 1979 plusieurs mesures ont été prises pour améliorer leur fonctionnement. Leurs moyens ont été considérablement renforcés au cours de ces deux dernières années. Au total ce sont environ 1200 agents qui concourent au fonctionnement des Cotorep. Un effort complémentaire sera effectué en 1980. Au début de l'année 1979, la mise en œuvre des derniers textes d'application de la loi d'orientation a occasionné un afflux de nouvelles demandes dont le traitement est en cours. Des instructions très fermes ont alors été données à l'échelon départemental pour que toutes dispositions nécessaires, en vue de résorber rapidement les stocks des dossiers en instance, soient mises en œuvre. Ces mesures concernant principalement la seconde section des Cotorep visent à permettre un rythme de travail normal au début de l'année 1980. Les sondages régulièrement effectués sur la situation des différents départements révèlent un redressement sensible de la situation. Un nouveau pointage sera effectué en fin d'année pour vérifier les conditions dans lesquelles un redressement définitif de la situation des Cotorep aura pu être obtenu.

Contrôle des naissances (centres : Pas-de-Calais).

22480. — 16 novembre 1979. — **M. Jean-Pierre Defontaine** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'application de la loi du 17 janvier 1975, relative à l'interruption volontaire de grossesse. En effet, dans son département du Pas-de-Calais, il n'existe qu'un seul centre d'orthogénie et seulement deux centres de planification pour l'ensemble de la région. Compte tenu de la densité de la population, cette déficience notoire rend l'accès à ces centres difficile et l'accueil souvent médiocre. Ils ne permettent pas à l'évidence l'application convenable de la loi. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour créer dans les plus brefs délais dans le département et la région à la fois les centres d'orthogénie et de planification sans lesquels les personnes concernées ne peuvent user d'un droit que la loi leur a reconnu.

Réponse. — D'après les renseignements fournis par les instances locales, cinq établissements hospitaliers publics appliquent la loi du 17 janvier 1975 dans le Pas-de-Calais tandis qu'il n'existe qu'un seul centre de planification au centre hospitalier de Lens qui fonctionne dans le cadre de la consultation de gynécologie. Les services d'actions sanitaires et sociales régionaux et départementaux ont entrepris plusieurs actions qui ont abouti à faire ouvrir l'unité d'interruptions volontaires de grossesse à l'hôpital de Béthune; on peut

envisager l'ouverture certaine d'une unité d'interruptions volontaires de grossesse et d'un centre de planification ou d'éducation familiale dans le secteur sanitaire de Boulogne. Les tentatives concernant les secteurs sanitaires de Saint-Omer et de Montreuil sont pour l'instant restées vaines mais feront l'objet d'une action soutenue. La reconduction sans limitation de temps de la loi du 17 janvier 1975 aidera les services régionaux et départementaux à prendre les mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement du service public. A cet égard, il ne paraît pas inutile de rappeler que les maires des communes président les conseils d'administration des établissements hospitaliers publics qui sont habilités à faire les choix budgétaires et à créer les conditions qui permettent que les interruptions volontaires de grossesse puissent être pratiquées. De même, la création de centres de planification, structures dont l'intérêt est constamment rappelé par mes services est à l'initiative des conseils généraux, des municipalités et des associations, l'Etat intervenant dans leur financement par la prise en charge de dépenses obligatoires.

Handicapés (allocations et ressources).

22548. — 18 novembre 1979. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale**, quelles mesures il compte prendre pour porter l'allocation aux adultes handicapés dans un premier temps à 80 p. 100 du S.M.I.C. A l'heure actuelle en effet, cette allocation n'atteint que 53 p. 100, et les handicapés sont maintenus dans une marginalité scandaleuse, leur pouvoir d'achat très limité ne leur permettant pas d'accéder à un mode de vie décent et à une réelle intégration sociale.

Handicapés (allocations et ressources).

22676. — 21 novembre 1979. — **M. Gérard Houteer** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les difficultés croissantes des handicapés dont l'allocation n'atteint que 53 p. 100 du S.M.I.C. Leur pouvoir d'achat très limité ne leur permettant pas d'accéder à un mode de vie décent et à une réelle intégration sociale, il lui demande de bien vouloir lui préciser si des mesures tendant à l'améliorer sont envisagées à court terme.

Réponse. — Le montant mensuel de l'allocation aux adultes handicapés s'élève actuellement à 1 150 francs soit 57 p. 100 du S.M.I.C. net des cotisations sociales ouvrières. Le montant de l'allocation aux adultes handicapés, qui est lié à celui du minimum vieillesse, a progressé de 62,5 p. 100 depuis le 1^{er} janvier 1976, au cours de la même période, le S.M.I.C. s'est accru de 52,4 p. 100 et les prix de 41,7 p. 100. Cette prestation concerne aujourd'hui 213 000 personnes, les crédits qui lui sont affectés se sont élevés à plus de 2 milliards de francs. Il convient de rappeler qu'à cette allocation de base s'ajoute pour tous les handicapés dont le taux d'incapacité est supérieur à 80 p. 100 et qui recourent à l'assistance d'une tierce personne, une allocation compensatrice dont le montant mensuel, modulé en fonction du besoin, varie de 974 francs à 1 948 francs.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (examens, concours et diplômes).

23584. — 8 décembre 1979. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur une question qui concerne les titulaires des bacs F 7 (biologie) et F 7 (biochimie). Ceux-ci n'ont actuellement pas la possibilité de passer le certificat de prélèvement délivré par la D. A. S. S., possibilité accordée seulement aux titulaires des D. U. T. et des B. T. S. de biochimie. Cela constitue une entrave à leur recherche d'emploi, ainsi qu'une différence de salaire importante par rapport aux titulaires de ce certificat. Il souhaite savoir si la possibilité d'ouvrir cet examen aux titulaires des bacs précités a été étudiée par le ministère.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale est en mesure d'assurer à l'honorable parlementaire que les revendications des titulaires des baccalauréats F 7 et F 7' en vue d'être autorisés à se présenter au certificat de prélèvement sanguin vont aboutir prochainement; le projet de décret qui, entre autres mesures, leur ouvre cette possibilité, a été soumis à l'avis de l'Académie nationale de médecine et sa publication au *Journal officiel* devrait intervenir dans le courant du premier trimestre 1980.

Santé publique (tuberculose).

23624. — 8 décembre 1979. — **M. Michel Debré** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il est exact que l'on assiste en France à un léger renouveau de la tuberculose et dans ce cas quelles sont les mesures que compte prendre le ministre.

Réponse. — Les données épidémiologiques, qui sont recueillies d'une manière très rigoureuse par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, ne permettent pas de justifier les inquiétudes de l'honorable parlementaire quant à un éventuel « renouveau » de la tuberculose dont il fait état. Dans l'ensemble de la France, la régression de la maladie apparaît au contraire profonde et continue. Les taux de mortalité diminuent de 10 p. 100 par an et le taux d'incidence (c'est-à-dire morbidité annuelle des nouveaux cas) d'environ 9 p. 100 par an. Enfin, le risque annuel d'infection, c'est-à-dire la proportion de la population venant d'être infectée, diminue de plus de 14 p. 100 par an. En effet, grâce à la chimiothérapie spécifique, les malades sont beaucoup moins longtemps contagieux et les sujets contaminés dans l'entourage sont moins nombreux. Dans ces conditions, il n'apparaît pas nécessaire de prendre d'autres mesures que celles qui sont actuellement mises en œuvre et qui font preuve de leur efficacité.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cures (hôpital psychiatriques: Paris).

22643. — 21 novembre 1979. — **M. Christian Pierret** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le dramatique incident survenu à l'hôpital Sainte-Anne (Paris), le 24 octobre 1979. Selon les informations rapportées par la presse, deux malades accueillis en consultation au C. P. O. A. étaient seuls, sans aucune surveillance. Il s'inquiète du manque de moyens dont dispose le C. P. O. A. pour remplir les lourdes, importantes et difficiles missions qui lui sont confiées. De nombreuses fois déjà, sans que cela prenne un caractère aussi spectaculaire, le C. P. O. A. n'a pas été en mesure, qualitativement, de répondre aux demandes qui lui parvenaient. Par ailleurs, très fréquemment, de graves incidents se produisent dans différents établissements psychiatriques. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour améliorer cette situation.

Réponse. — L'enquête à laquelle a donné lieu l'incident survenu le 24 octobre 1979 au centre psychiatrique d'orientation et d'accueil (C. P. O. A.) de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, a révélé que cet incident n'est nullement imputable à l'organisation ou aux conditions matérielles du fonctionnement de ce centre, mais que seul un concours de circonstances imprévisibles a pu le rendre possible. En effet, c'est tout à fait fortuitement que les deux malades se sont trouvés dans le même local, l'un attendant d'être examiné par l'interniste de garde, l'autre son transfert au centre hospitalier spécialisé de Maison-Blanche. Le personnel présent ce jour-là au C. P. O. A., en nombre suffisant, est intervenu rapidement et avec courage pour tenter de maîtriser le malade qui agressait son voisin. Il n'a malheureusement pas été possible d'arrêter son geste fatal. Quoiqu'il en soit, le ministre de la santé et de la sécurité sociale assure l'honorable parlementaire que des mesures sont à l'étude pour tenter de prévenir les agressions du fait de malades en consultation ou admis dans un hôpital psychiatrique, afin de garantir la sécurité de tous dans cette catégorie d'établissements.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cures (hôpital: Seine-Saint-Denis).

22818. — 23 novembre 1979. — **M. Jack Ralite** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la volonté des élus locaux de Seine-Saint-Denis de voir repris en compte le projet de construction du centre hospitalier universitaire d'Aubervilliers. Il lui rappelle son courrier du 26 septembre concernant ce dossier ainsi que la question écrite de son collègue Maurice Nilès portant sur les structures de l'hôpital Avicenne, elles-mêmes déclinées en fonction de la construction du C. H. U. Il lui demande un nouvel examen du projet: définition et calendrier précis.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait savoir à l'honorable parlementaire qu'à la suite de son courrier du 26 septembre 1979, il a saisi l'assistance publique à Paris pour connaître ses intentions quant à l'ordre de priorité accordé à la construction du centre hospitalier régional d'Aubervilliers. Il lui rappelle que cette opération, qui figure au plan directeur général de l'assistance publique, soulève un problème essentiel qui est celui de son intégration dans l'équipement du secteur Nord de Paris, car ce secteur est actuellement largement excédentaire au regard de la carte sanitaire, avec: plus 1 346 lits en médecine, plus 1 506 lits en chirurgie, plus 244 lits en gynécologie-obstétrique, soit au total, plus de 3 000 lits d'excédent.

TRANSPORTS

Transports maritimes (marins).

18512. — 14 juillet 1979. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les graves menaces que fait peser sur le statut et l'emploi des marins français sa récente décision d'autoriser l'embauche de dix-neuf marins indiens en remplacement de marins français à bord du navire *La Rochelle*. Cette décision est en contradiction avec les dispositions du code du travail maritime, qui institue le monopole d'emploi des marins français sur les navires français. Elle s'appuie, d'autre part, sur une instruction de 1885 relative à l'autorisation d'embarquer des équipages étrangers en mer lointaine qui ne vise que les bâtiments non français et apparaît caduque aujourd'hui, la durée des voyages s'étant nettement réduite et les remplacements d'équipages s'effectuant le plus souvent par avion. Il lui rappelle enfin qu'il a lui-même affirmé avoir refusé à la Société navale des chargeurs Delmas Vieljeux, en janvier 1978, l'autorisation d'embarquer sur le *Taj* des marins indiens. En conséquence, il lui demande les raisons pour lesquelles cette autorisation a été accordée ainsi que les dispositions qu'il compte prendre pour faire respecter le code du travail maritime et protéger l'emploi dans un secteur déjà particulièrement touché.

Réponse. — La formule d'armement en mers lointaines ne peut être utilisée que pour les seuls navires français ne touchant aucun port français ni aucun port étranger proche du territoire métropolitain. Elle permet l'embarquement de marins étrangers conformément à la circulaire du 25 novembre 1885, confirmée par des textes ultérieurs. Il appartient aux consuls, en vertu du décret du 27 novembre 1946, de délivrer le permis de navigation dans les mers lointaines, valable pour une durée d'un an. Cette formule a toujours été utilisée à titre exceptionnel, pour des trafics qui échapperaient autrement d'une manière certaine au pavillon national. Alors que le nombre de navires de commerce de plus de 100 tonnes était de 514 au 1^{er} janvier 1975 représentant plus de 8 millions de tonnes, et de 465 au 1^{er} janvier 1979 représentant plus de 11 millions de tonnes, le nombre d'autorisations délivrées n'a été que de deux en 1975, une en 1976 et 1977, deux en 1978, une en 1979. Actuellement, *La Rochelle* est le seul navire qui demeure armé dans ces conditions. Le navire était antérieurement désarmé ce qui n'était pas le cas du *Taj* au moment où la même autorisation avait été demandée ; sa remise en exploitation a créé un certain nombre d'emplois pour des navigants français. Plus généralement, le conseil des ministres du 17 octobre a adopté diverses mesures concernant la politique à mener dans ce secteur d'activité, et qui marquent de manière indiscutable la volonté du Gouvernement de conserver une flotte de commerce digne de notre pays.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

Entreprises (activité et emploi).

19549. — 25 août 1979. — **M. Dominique Dupilet** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les problèmes d'emploi dans le Pas-de-Calais et des Etablissements papeteries et cartonneries de Lumbres, plus particulièrement. Alors que ce département a déjà le triste privilège de posséder un taux de chômage nettement plus élevé que la moyenne nationale et que la région boulonnaise voit encore son avenir s'assombrir à cause de nouveaux licenciements prévus au centre hospitalier, voici que les Etablissements papeteries et cartonneries de Lumbres envisagent le licenciement de 117 personnes. Il lui demande, en conséquence, quelles sont les mesures exceptionnelles que compte prendre le Gouvernement afin d'empêcher ces nouveaux licenciements dans cette entreprise pourtant saine financièrement, et ce dans une région déjà fortement touchée par le chômage.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire au sujet de la situation des Etablissements papeteries et cartonneries de Lumbres appelle les observations suivantes : cette société, qui employait cinq cent cinquante salariés à Lumbres, connaissait un déficit d'exploitation qui selon la direction de l'entreprise était dû au caractère non compétitif d'une machine employée. La direction a alors envisagé de ne plus utiliser cette machine et par voie de conséquence de réduire ses effectifs. Quarante-sept salariés se trouvaient concernés par cette mesure. Ce projet a été annoncé au comité d'entreprise le 17 juillet 1979 et celui-ci a pu se prononcer le 7 septembre. Le 14 septembre une demande d'autorisation a été déposée auprès de la direction départementale du travail du Pas-de-Calais pour quatre-vingt-sept personnes. A la suite d'une enquête approfondie de l'inspection du travail destinée, notamment, à vérifier le bien-fondé des motifs économiques avancés, une autorisation a été donnée le 12 octobre 1979 par le directeur départemental du travail

pour quatre-vingt-une personnes. Parmi ces personnes quarante-sept âgées de plus de cinquante-cinq ans auront jusqu'à l'âge de soixante ans où elles pourront bénéficier de la garantie de ressources, un revenu garanti égal à 70 p. 100 de leur salaire antérieur. S'agissant de licenciements pour motif économique les personnes concernées bénéficient des indemnités spéciales prévues à cet effet en matière de prestations d'assurance chômage. Les services locaux du ministère du travail, en liaison avec l'agence nationale pour l'emploi, font tous les efforts nécessaires afin de faciliter le reclassement de ces personnes dans les meilleurs délais.

Syndicats professionnels (libertés syndicales).

21369. — 20 octobre 1979. — **M. Alain Richard** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'impossibilité dans laquelle se trouvent les handicapés travaillant en centre d'aide par le travail d'adhérer à un syndicat et d'en constituer des sections. Il lui demande de lui indiquer quelles sont les raisons qui ont conduit et qui conduiraient encore à l'exclusion des C.A.T. du droit du travail et s'il n'envisage pas de procéder à une extension qui s'impose et que les travailleurs handicapés concernés appellent de leurs vœux.

Réponse. — Il existe en France deux types d'établissements de travail protégé. D'une part, les ateliers protégés dans lesquels les travailleurs handicapés exercent leur activité professionnelle dans des conditions adaptées à leur handicap et selon les modalités prévues par le code du travail. Ils bénéficient donc du libre exercice des libertés syndicales, élisent des délégués du personnel et, le cas échéant, des comités d'entreprise ; d'autre part, les centres d'aide par le travail prévus par l'article 167 (modifié) du code de la famille et de l'aide sociale. Ils ont pour finalité de faire accéder, grâce à une structure et des conditions de travail aménagées, à une vie sociale et professionnelle les personnes gravement handicapées incapables d'exercer une activité professionnelle dans le secteur ordinaire de production ou en atelier protégé. Les centres d'aide par le travail bénéficient d'un prix de journée établi comme en matière hospitalière. Ils ne sont pas destinés à s'insérer dans l'économie de production. Il convient de signaler qu'un grand nombre de personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail sont atteintes de handicaps mentaux et ne disposent pas de l'autonomie nécessaire à leur participation à des élections professionnelles. Enfin, les rémunérations qui leur sont versées n'ont pas le caractère de salaire au sens du code du travail. C'est pourquoi les personnes accueillies en centre d'aide par le travail ne peuvent bénéficier de tous les droits attachés au statut de salarié.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

21880. — 1^{er} novembre 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'insuffisance de documentation des Cotorep. En dehors du document de la Fagerh sur les centres de rééducation professionnelle, elles ne possèdent pas toute la documentation nécessaire pour accomplir leur tâche dans les meilleures conditions. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de fournir aux Cotorep la documentation dont elles ont besoin.

Réponse. — Au cours des années 1978 et 1979, le personnel de secrétariat des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel a reçu des services de la délégation à l'emploi, mission pour l'insertion professionnelle des handicapés, une formation professionnelle spécifique, une assistance technique et une documentation juridique pour l'ensemble des tâches qui leur sont confiées, en application de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, d'orientation en faveur des personnes handicapées. Afin de poursuivre dans cette voie, un ensemble de fiches thématiques est en préparation, ainsi qu'un document audio-visuel. En outre, les textes législatifs et réglementaires concernant les handicapés seront publiés, par cahiers, au cours de l'année 1980, par les Journaux officiels pour être mis à la disposition des secrétariats des Cotorep.

UNIVERSITES

Bibliothèques (Bibliothèque nationale).

19563. — 25 août 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les problèmes que pose à la Bibliothèque nationale la conservation de certains livres imprimés notamment au siècle dernier sur du papier sujet à une dégradation chimique rapide. Il semblerait que, dans certains cas au moins, ce processus aboutisse à une disparition complète de l'imprimé. **M. Cousté** serait heureux de connaître : 1° que le est l'importance statistique des collections touchées par ce processus

et à quelle époque ont été imprimés les livres qui le subissent; 2° quel est l'état des recherches menées pour étudier une éventuelle parade à la dégradation constatée; qui est chargé de mener ces recherches, depuis quand et à quel coût; 3° quelle concertation a eu lieu entre le ministère des universités et les services compétents de la direction du livre au ministère de la culture et de la communication en vue, éventuellement, d'une coopération technique ou d'un échange d'informations; 4° quelles mesures sont prévues dans le cadre du budget pour 1979 et du budget pour 1980 afin d'assurer la sauvegarde des collections menacées.

Réponse. — A la suite d'un recensement des documents menacés, en raison essentiellement de la mauvaise qualité des papiers modernes, le ministre des universités a décidé la mise en place d'un plan de sauvetage des collections de la Bibliothèque nationale. Trois actions sont envisagées: la reproduction photographique des documents en péril; la désacidification du papier pour arrêter le processus d'autodestruction; la restauration des documents de valeur et la reliure des ouvrages importants. Le budget du ministère des universités prévoit pour 1980 10 millions de francs de crédits supplémentaires pour la Bibliothèque nationale. Ce crédit permettra, entre autres, l'équipement des nouveaux centres de la Bibliothèque nationale dont la réalisation a été engagée à Sable et à Provins. L'action engagée par le ministre des universités doit permettre en moins de dix ans la restauration définitive de l'essentiel des collections menacées depuis plus d'un siècle.

Enseignement supérieur (enseignants).

20355. — 29 septembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **Mme le ministre des universités** pour quelles raisons elle n'a pas cru devoir tenir compte du vœu adopté le 17 juillet dernier par le conseil supérieur de la fonction publique demandant qu'« en tout état de cause soient préservés les droits des enseignants chercheurs actuellement en fonctions, inscrits sur la liste d'aptitude ou candidats à l'inscription ayant normalement déposé leur dossier en vue de la session prévue par le comité consultatif des universités en décembre ». Il apparaît que l'absence de toute mesure transitoire dans le décret n° 79-686 du 9 août 1979, outre qu'elle est contraire à la tradition juridique française et à l'équité, lèse gravement de nombreux enseignants et risque de compromettre la bonne application du nouveau statut des enseignants du supérieur.

Réponse. — Les décrets n° 79-683 et n° 79-686 du 9 août 1979 portant respectivement statut du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres-assistants ont institué, pour l'accès à ces corps, un système de concours. L'inscription sur une liste d'aptitude et à plus forte raison le dépôt d'un dossier en vue de cette inscription, n'ont jamais ouvert aucun droit à l'obtention d'un poste. Aucune mesure transitoire n'était donc nécessaire. Néanmoins l'article 3 (4°) du décret n° 79-683 et l'article 4 (5°) du décret n° 79-686 ont prévu que les candidats inscrits sur les listes d'aptitude étaient considérés comme remplissant les conditions pour se présenter aux deux types de concours.

Enseignement supérieur (œuvres universitaires : université de Valenciennes).

20350. — 3 octobre 1979. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les difficultés que rencontrent les étudiants de l'université de Valenciennes pour se loger. En effet, la situation actuelle laisse prévoir que trois cents étudiants seront sans logement. La rentrée universitaire se fera donc dans des conditions difficiles. Les études coûtent de plus en plus cher, les universités manquent de crédits, de locaux et d'enseignants et les étudiants manquent de logements. En conséquence, il lui demande si elle ne pense pas utile de faire construire une résidence universitaire supplémentaire à Valenciennes.

Réponse. — Pour répondre aux besoins des étudiants de Valenciennes en matière d'hébergement, la construction d'une deuxième résidence universitaire à Aulnoy-lez-Valenciennes a été confiée à l'office public d'H.L.M. de l'arrondissement de Valenciennes. Sur les 498 chambres prévues dans cette opération 239 ont été livrées pour la rentrée 1979-1980, la totalité des chambres devant être mise en service au cours de l'année 1980.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Moselle).

18982. — 28 juillet 1979. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **Mme le ministre des universités** qu'à plusieurs reprises des engagements ont été pris afin de développer le centre de transit Carolor. Dans cet

ordre d'idées, la création d'un département « Transport et logistique industriels » à l'I. U. T. de Metz est particulièrement nécessaire. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si cette demande est susceptible d'obtenir une suite favorable.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Moselle).

23523. — 7 décembre 1979. — **M. Jean-Louis Masson** s'étonne auprès de **Mme le ministre des universités** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 18982 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 67 du 28 juillet 1979 (p. 6383). Plus de quatre mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle qu'à plusieurs reprises des engagements ont été pris afin de développer le centre de transit Carolor. Dans cet ordre d'idées, la création d'un département « Transport et logistique industriels » à l'I. U. T. de Metz est particulièrement nécessaire. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si cette demande est susceptible d'obtenir une suite favorable.

Réponse. — La commission pédagogique nationale a estimé jusqu'à présent que les quatre départements de transport logistique existant en France n'avaient pas encore des effectifs suffisants pour envisager une nouvelle création. Dans le cadre des travaux du groupe de réflexion sur l'avenir des I.U.T., le ministre des universités demandera à nouveau l'avis de la commission pédagogique nationale sur l'ouverture d'un tel département à Metz.

QUESTIONS ECRITES pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23611 posée le 8 décembre 1979 par **M. Marcel Houël**.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23630 posée le 8 décembre 1979 par **M. Didier Julie**.

M. le ministre de l'intérieur fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question n° 23638 posée le 8 décembre 1979 par **M. Pierre Cornet**.

M. le ministre des transports fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23659 posée le 11 décembre 1979 par **M. Michel Couillet**.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23670 posée le 11 décembre 1979 par **M. André Lajoie**.

M. le ministre de l'intérieur fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23674 posée le 11 décembre 1979 par **M. Pierre Cornet**.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23683 posée le 11 décembre 1979 par **M. Michel Debré**.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23684 posée le 11 décembre 1979 par M. Michel Debré.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23696 posée le 11 décembre 1979 par M. François d'Aubert.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23715 posée le 12 décembre 1979 par M. Antoine Porcu.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23739 posée le 12 décembre 1979 par M. François d'Harcourt.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23747 posée le 13 décembre 1979 par M. André Lajoie.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le Président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23759 posée le 13 décembre 1979 par M. Pierre Latallade.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23786 posée le 13 décembre 1979 par M. André Delehedde.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23799 posée le 13 décembre 1979 par M. Bernard Derosier.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23808 posée le 13 décembre 1979 par M. Alain Hautecœur.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23828 posée le 13 décembre 1979 par M. Joseph-Henri Maujougan du Gasset.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23848 posée le 14 décembre 1979 par M. Charles Pistre.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23849 posée le 14 décembre 1979 par M. Charles Pistre.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23865 posée le 14 décembre 1979 par M. Joseph-Henri Maujougan du Gasset.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23882 posée le 14 décembre 1979 par M. Daniel Bouley.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23884 posée le 14 décembre 1979 par M. Léonard Deschamps.

M. le ministre de la justice fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23885 posée le 14 décembre 1979 par M. Bernard Deschamps.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23886 posée le 14 décembre 1979 par M. André Duroméa.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23888 posée le 14 décembre 1979 par M. Jacques Jouvé.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23936 posée le 15 décembre 1979 par M. Charles Miossec.

M. le ministre de la justice fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23943 posée le 15 décembre 1979 par M. Maurice Sergheraert.

M. le ministre de la justice fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23945 posée le 15 décembre 1979 par M. Maurice Sergheraert.

M. le Premier ministre (Relations avec le Parlement) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 23982 posée le 16 décembre 1979 par M. Philippe Séguin.

M. le ministre de la justice fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 24279 posée le 23 décembre 1979 par M. Jacques Piot.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

PREMIER MINISTRE

N° 21822 Pierre-Bernard Cousté ; 23087 André Delelis ; 23102 Pierre Forgues ; 23511 Jean-Louis Masson.

AFFAIRES ETRANGERES

N° 22948 Michel Debré ; 22963 Pierre-Bernard Cousté ; 22969 André Delehedde ; 23015 Bernard Deschamps ; 23121 Christian Laurissergues ; 23135 Michel Rocard ; 23142 François Grussenmeyer ; 23147 Pierre-Bernard Cousté ; 23215 André Delehedde ; 23216 André Delehedde ; 23217 André Delehedde ; 23224 Christian Laurissergues ; 23293 Michel Debré ; 23320 Christian Laurissergues ; 23321 Christian Laurissergues ; 23332 Bernard Deschamps ; 23348 Antoine Porcu ; 23375 Michel Debré ; 23376 Michel Debré ; 23377 Michel Debré ; 23441 Alain Chenard ; 23442 Alain Chenard ; 23443 Alain Chenard ; 23536 Jean-Pierre Cot.

AGRICULTURE

N° 21744 Robert Poujade ; 21776 Henri Michel ; 21811 André Tourné ; 21845 Pierre Mauger ; 21889 Emmanuel Hamel ; 21914 Jean-Michel Boucheron ; 21940 André Laurent ; 21943 Michel Manet ; 21977 Jean-Louis Masson ; 21993 Fernand Marin ; 22009 Claude

Martin; 22039 Jacques Baumel; 22058 Henri Bayard; 22187 Roland Beix; 22196 Dominique Dupilet; 22271 André Jarrot; 22928 Jacques Doufflaques; 22933 François Léotard; 22950 Ant-Vne Gissinger; 22968 Francis Hardy; 22973 Roland Florian; 22983 Jean Foyer; 23004 Emmanuel Hamel; 23042 Roger Fosse; 23052 Raymond Tourrain; 23077 Jacques Cambolive; 23073 Jacques Cambolive; 23080 Philippe Malaud; 23104 Pierre Guidoni; 23127 Michel Manet; 23171 Irénée Bourgois; 23191 André Tourné; 23192 André Tourné; 23222 Dominique Dupilet; 23246 Bernard Deschamps; 23251 Pierre Lagourgue; 23255 Pierre-Bernard Cousté; 23258 Pierre-Bernard Cousté; 23259 Pierre-Bernard Cousté; 23262 Jacques Chaminade; 23263 Hector Rivlièze; 23292 Yves Le Cabellè; 23294 Jean Pineau; 23456 Pierre Guidoni; 23481 Lucien Pignion; 23497 Guy Guermeur; 23512 Jean-Louis Masson; 23573 Antoine Gissinger; 23580 Joël Le Tac; 23588 Paul Balmigère; 23589 Paul Balmigère; 23598 Louis Maissonnat; 23623 Michel Debré; 23469 Francisque Perrut.

ANCIENS COMBATTANTS

N° 22890 Michel Debré; 22997 Alain Madelin; 23032 Jean-Louis Masson; 23124 Philippe Madrelle; 23307 Charles Millon; 23308 Charles Millon; 23309 Charles Millon; 23447 André Delehedde.

BUDGET

N° 22886 Emile Bizet; 22888 Alexandre Bolo; 22901 Georges Tranchant; 22904 Pierre Weisenhorn; 22905 Pierre Weisenhorn; 22909 Philippe Macaud; 22927 Jean Desanlis; 22930 Maurice Drouet; 22949 Alain Devaquet; 22952 Gabriel Kasperelt; 22960 Charles Miossec; 22962 Hector Rolland; 22967 Francis Hardy; 22970 André Delehedde; 22986 Michel Rocard; 22996 Gérard Longuet; 22999 Arthur Paecht; 23000 Jean-Louis Schneider; 23002 André Audinot; 23018 Edmond Garcin; 23029 Jacques Cressard; 23030 Jacques Godfrain; 23031 Henri Moule; 23039 Arthur Dehaine; 23050 Pierre Sauvaigo; 23066 Jean Bégault; 23067 Jean Brianc; 23059 Philippe Malaud; 23075 Jean-Michel Boucheron; 23092 Bernard Derosier; 23114 Marie Jacq; 23118 Pierre Lagorce; 23119 Pierre Lagorce; 23133 Paul Quilès; 23143 Jean-Louis Masson; 23144 Michel Noir; 23145 Etienne Pinte; 23167 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 23193 André Tourné; 23198 Jean-François Mancel; 23229 Jean-Yves Le Drian; 23233 Rodolphe Pesce; 23237 Christian Pierret; 23240 Christian Pierret; 23271 Paul Pernin; 23277 Georges Delfosse; 23275 Charles Ehrmann; 23286 Lucien Neuwirth; 23298 Antoine Gissinger; 23302 Olivier Guichard; 23301 André Jarrot; 23305 Claude Pringale; 23357 Jean-Claude Gaudin; 23330 Gabriel Kasperelt; 23389 Jean Brianc; 23390 Georges Delfosse; 23391 Georges Delfosse; 23413 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 23414 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 23422 Paul Balmigère; 23453 Marcel Garrouste; 23465 Philippe Madrelle; 23465 Jacques Santrot; 23495 Gérard Chasseguet; 23499 Pierre-Charles Krieg; 23500 Marc Lauriol; 23509 Marc Lauriol; 23513 Jean-Louis Masson; 23514 Jean-Louis Masson; 23516 Jean-Louis Masson; 23517 Jean-Louis Masson; 23524 Philippe Séguin; 23526 Robert Fabre; 23531 Pierre-Bernard Cousté; 23539 Jacques Huyghues des Etages; 23540 Georges Marchais; 23548 Philippe Madrelle; 23565 Michel Delprat; 23572 Michel Debré; 23573 Antoine Gissinger; 23575 Antoine Gissinger; 23577 Jean Hamelin; 23579 Didier Julia; 23596 Robert Fabre; 23608 Francis Geng; 23621 Alexandre Bolo; 23626 Jean Falala; 23627 Jacques Godfrain; 23633 Jean-Claude Pasty; 23634 Jacques Piot; 23639 Loïc Bouvard; 23641 Pierre Chantelat; 23645 Sébastien Couepel; 23646 Jacques Doufflaques; 23647 François d'Harcourt; 23651 Georges Marchais.

COMMERCE ET ARTISANAT

N° 23108 Gérard Houteer; 23409 Edmond Alphandéry; 23440 Almé Césaire; 23494 Alexandre Bolo; 23631 Jean-François Mancel.

COMMERCE EXTERIEUR

N° 23130 Christian Pierret; 23156 Pierre-Bernard Cousté; 23367 Pierre-Bernard Cousté; 23368 Pierre-Bernard Cousté; 23415 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 23570 Pierre-Bernard Cousté; 23688 Pierre Lataillade.

CONDITION FEMININE

N° 23172 Emile Jourdan; 23294 Michel Debré; 23434 Pierre Zarka; 23599 Georges Marchais.

COOPERATION

N° 23218 André Delehedde; 23691 Hector Rivlièze.

CULTURE ET COMMUNICATION

N° 22891 Michel Debré; 22940 Jean Bonhomme; 22983 Paul Quilès; 23037 Emmanuel Hamel; 23021 Jack Ralite; 23022 Jack Ralite; 23040 Jean-Pierre Delalande; 23143 Pierre-Bernard Cousté; 23173 Alain

Bocquet; 23240 Pierre-Bernard Cousté; 23261 Pierre-Bernard Cousté; 23262 Pierre-Bernard Cousté; 23263 Pierre-Bernard Cousté; 23264 Pierre-Bernard Cousté; 23267 Pierre-Bernard Cousté; 23291 Jacques Boyon; 23405 Pierre Juquin; 23451 Roland Florian; 23486 Jacques Santrot; 23532 Pierre-Bernard Cousté; 23538 Edouard Frédéric Dupont; 23569 Pierre-Bernard Cousté; 23585 Georges Gosnat; 23602 André Tourné; 23612 Roland Leroy.

DEFENSE

N° 23103 Pierre Guidoni; 23244 Jean Fontaine; 23299 Antoine Gissinger; 23382 Jean-Louis Masson; 23408 Jacques Murette; 23460 Jacques Huyghues des Etages; 23582 Pierre Mauger; 23583 Roger Combrisson; 23643 Sébastien Couepel.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

N° 23086 André Delehedde; 23243 Jean Fontaine; 23439 Jean-Michel Boucheron; 23527 Hector Rivlièze.

ECONOMIE

N° 22887 Alexandre Bolo; 22892 Michel Debré; 23106 Gérard Haesebroeck; 23149 Pierre-Bernard Cousté; 23211 Jean-Michel Boucheron; 23238 Christian Pierret; 23265 Pierre-Bernard Cousté; 23360 Jean-François Mancel; 23379 André Durr; 23383 Jean-Louis Masson; 23395 Jean Pineau; 23436 Maurice Andrieu; 23528 Raymond Tourrain; 23530 César Depiètri; 23542 Georges Lemoine; 23556 Michel Rocard; 23561 Gilbert Gantier; 23594 Guy Duconloné.

EDUCATION

N° 21789 Guy Duconloné; 21962 Alain Vivien; 22059 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 22102 Emmanuel Hamel; 22224 Charles Pistre; 22854 Pierre Gascher; 22897 Claude Labbé; 23211 Henry Canacos; 22955 Pierre Mauger; 22956 Pierre Mauger; 22984 Michel Rocard; 23005 Emmanuel Hamel; 23019 Joseph Legrand; 23023 Lucien Villa; 23044 Henri de Gastines; 23059 Jacques Brunhes; 23070 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 23071 Maurice Andrieu; 23074 André Billoux; 23078 Jacques Cambolive; 23095 Dominique Dupilet; 23110 Roland Huguet; 23112 Roland Huguet; 23126 Philippe Madrelle; 23131 Charles Pistre; 23136 Michel Rocard; 23161 Sébastien Couepel; 23162 Bertrand de Maigret; 23166 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 23181 Roland Leroy; 23187 Gilbert Millet; 23201 François Autain; 23219 André Delehedde; 23225 Christian Laurisergues; 23227 Jean-Yves Le Drian; 23239 Christian Pierret; 23245 Jean Fontaine; 23278 Henri Ferretti; 23279 Henri Ferretti; 23290 Jean Bouhomme; 23296 Jean Falala; 23300 Antoine Gissinger; 23310 Charles Millon; 23337 Adrienne Horvath; 23338 Adrienne Horvath; 23342 Raymond Maillet; 23385 Michel Noir; 23393 Gabriel Péronnet; 23449 André Delellis; 23455 Jacques-Antoine Gau; 23466 Jacques Mellick; 23468 Louis Mexandeau; 23478 Christian Pierret; 23482 Charles Pistre; 23483 Charles Pistre; 23488 Alain Vivien; 23518 Jean-Louis Masson; 23534 Jean-Michel Boucheron; 23541 Gérard Haesebroeck; 23546 Louis Le Pensec; 23549 Philippe Madrelle; 23550 Philippe Madrelle; 23553 Louis Mexandeau; 23554 Louis Mexandeau; 23555 Alain Richard; 23557 Michel Rocard; 23616 André Spury; 23628 Jacques Godfrain; 23640 Loïc Bouvard; 23648 François d'Harcourt; 23662 Colette Goeuriot; 23675 Emmanuel Hamel; 23677 Henri Bayard.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

N° 21742 Jean-Louis Masson; 22038 Joseph-Henri Maujôan du Gasset; 22047 Serge Charles; 22064 Alain Bocquet; 22065 Alain Bocquet; 22122 René Benoît; 22156 Guy Guermeur; 22208 Pierre Lagorce; 22232 André Bord; 22235 Pierre-Bernard Cousté; 22242 Bernard Marie; 22262 Maurice Ligot; 22907 Jacques Murette; 22990 Jean-Marie Caro; 23146 Philippe Seguin; 23184 Marcel Houël; 23221 Bernard Derosier; 23234 Rodolphe Pesce; 23266 Pierre-Bernard Cousté; 23345 Maurice Niles; 23346 Maurice Niles; 23425 Roger Combrisson; 23448 André Delehedde; 23489 Alain Vivien; 23490 Alain Vivien; 23498 Olivier Guichard; 23519 Jean-Louis Masson; 23521 Jean-Louis Masson; 23559 Alain Vivien; 23581 Jean-Louis Masson; 23600 Marcel Tassy; 23603 André Tourné; 23604 André Tourné; 23615 Roland Renard; 23617 André Tourné; 23658 Henry Canacos; 23663 Colette Goeuriot; 23702 Robert-Félix Fabre.

FONCTION PUBLIQUE

N° 22910 Jean-Pierre Abelin; 23636 Louis Sallé.

INDUSTRIE

N° 22902 Pierre Weisenhorn; 22912 Henry Canacos; 22913 Hélène Constans; 22914 Hélène Constans; 22951 Antoine Gissinger; 22965 Pierre-Bernard Cousté; 22987 Michel Rocard; 23048 Jean-Louis Masson; 23085 Jean Jarosz; 23137 Michel Rocard; 23140 Joseph

Vidal; 23150 Pierre-Bernard Cousté; 23152 Alain Chénard; 23164 Hubert Voilquin; 23170 Jacqueline Frayssé-Cazalis; 23136 Théo Vial-Massat; 23200 Jean-Louis Masson; 23213 Jacques Cambolive; 23235 Rodolph Pesce; 23247 Bernard Deschamps; 23295 Michel Debré; 23323 Robert Ballanger; 23327 César Depiétri; 23328 César Depiétri; 23336 Roger Gouhier; 23343 Raymond Maillet; 23362 Charles Miossec; 23370 Pierre-Bernard Cousté; 23371 Pierre-Bernard Cousté; 23372 Pierre-Bernard Cousté; 23378 Michel Debré; 23397 Jean Pineau; 23473 Henri Michel; 23529 Pierre Weisenhern; 23535 André Billardon; 23545 Jean-Yves Le Drian; 23590 Paul Balmigère; 23597 Joseph Legrand; 23629 Didier Julia; 23632 Jean-François Mancel; 23664 Colette Goeuriot; 23665 Colette Goeuriot; 23671 Louis Odru; 23695 Gilbert Faure.

INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

N° 21800 Alain Léger; 23214 Henri Darras; 23220 André Delehedde; 23664 Colette Goeuriot.

INTERIEUR

N° 21905 Alain Madelin; 21959 Christian Pierret; 21982 Pierre Sudreau; 22269 Jean-Pierre Delalande; 22916 Louis Maisonnat; 22922 Paul Alduy; 22934 Emile Muller; 22936 André Rossinot; 22959 Charles Miossec; 23009 Emmanuel Hamel; 23024 Lucien Villa; 23056 Pierre Bas; 23051 Julien Schwartz; 23128 Michel Manet; 23155 Henri Ferretti; 23178 Maxime Kalinsky; 23182 Daniel Boulay; 23194 André Tourné; 23226 Christian Laurissegues; 23248 Jean Bégault; 23270 Paul Alduy; 23318 André-Georges Voisin; 23329 César Depiétri; 23330 César Depiétri; 23311 César Depiétri; 23349 Antoine Porcu; 23352 André Tourné; 23353 André Tourné; 23354 André Tourné; 23358 Adrien Zeller; 23381 Jean-François Mancel; 23427 Lucien Dutarid; 23464 Georges Lemoine; 23471 Louis Mexandeau; 23477 Rodolphe Pesce; 23547 Louis Le Pen; 23566 Vincent Ansqer; 23586 Lucien Richard; 23618 André Tourné; 23650 Charles Revet; 23669 Maxime Kalinsky; 23703 Emile Muller.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

N° 23047 Jean-Louis Masson; 23159 Henri Colombier; 23185 André Lajoine; 23232 Louis Mexandeau; 23339 Adrienne Horvath; 23364 Pierre-Bernard Cousté; 23424 Daniel Goulet; 23472 Louis Mexandeau; 23508 René de Branche; 23515 Jean-Louis Masson; 23697 Paul Chapel; 23698 Paul Chapel; 23699 Paul Chapel.

JUSTICE

N° 21832 Antoine Rufenacht; 21846 Pierre Mauger; 21847 Pierre Mauger; 22159 Pierre Mauger; 22160 Pierre Mauger; 22942 Jean Bonhomme; 22943 Jean Bonhomme; 22944 Jean Bonhomme; 22945 Jean Bonhomme; 22946 Jean Bonhomme; 22947 Jean Bonhomme; 23006 Emmanuel Hamel; 23016 Dominique Frelaut; 23154 Alain Bonnet; 23203 François Autain; 23311 Charles Millon; 23312 Charles Millon; 23333 Louis Besson; 23544 Pierre Lagorce; 23690 Etienne Pinte.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

N° 23467 Jacques Mellick; 23563 Pierre Lagourgue; 23642 Pierre Chantelat.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

22227 Paul Quilès; 22896 Henri de Gastines; 22917 Georges Marchais; 22920 Jean-Pierre Abelin; 22923 Loïc Bouvard; 22924 Loïc Bouvard; 22931 Henri Ferretti; 22937 Jean-Louis Schneider; 22938 Bernard Stasi; 22939 Hubert Voilquin; 22972 Paul Durafour; 22988 Michel Rocard; 22991 Henri Colombier; 22993 Claude Coulais; 23012 Paul Balmigère; 23013 Michel Couillet; 23014 Michel Couillet; 23020 Gilbert Millet; 23025 Lucien Villa; 23038 Alexandre Bolo; 23066 Pierre Lagourgue; 23073 Roland Beix; 23089 André Delelis; 23090 André Delelis; 23094 Bernard Derosier; 23096 Dominique Dupilet; 23097 Dominique Dupilet; 23098 Dominique Dupilet; 23099 Claude Evin; 23100 Gilbert Faure; 23101 Georges Fillioud; 23105 Pierre Guidoni; 23120 Pierre Lagorce; 23123 Jean-Yves Le Drian; 23139 Gilbert Séné; 23141 Claude Wilquin; 23157 Jean Briane; 23163 Bernard Stasi; 23165 Michel Crépeau; 23163 André Lajoine; 23174 Alain Bocquet; 23175 Alain Bocquet; 23176 Alain Bocquet; 23177 Paul Balmigère; 23179 François Leizour; 23188 Gilbert Millet; 23189 Colette Privat; 23197 Henri de Gastines; 23199 Jean-François Mancel; 23205 François Autain; 23207 Gérard Bap; 23228 Jean-Yves Le Drian; 23231 Louis Mermaz; 23236 Rodolphe Pesce; 23272 Eugène Bérest; 23273 Eugène Bérest; 23285 Paul Pernin; 23287 Michel Barnier; 23288 Jean-Pierre Lechter; 23314

Charles Millon; 23315 Charles Millon; 23316 Charles Millon; 23344 Gilbert Millet; 23361 Jean-François Mancel; 23366 Serge Charles; 23373 Pierre-Bernard Cousté; 23384 Jean-Louis Masson; 23387 Marc Lauriol; 23396 Jean Pineau; 23398 Edmond Garcin; 23401 Pierre Juquin; 23407 André Lajoine; 23411 Jean-Claude Gaudin; 23417 Joseph-Henri Maujoui du Gasset; 23418 Joseph-Henri Maujoui du Gasset; 23419 Francisque Perrut; 23420 Maurice Tissandier; 23423 Gérard Bordu; 23426 Bernard Deschamps; 23429 Alain Léger; 23430 Joseph Legrand; 23438 André Billoux; 23445 Louis Darinot; 23446 Henri Darras; 23487 Dominique Taddei; 23492 Vincent Ansqer; 23522 Jean-Louis Masson; 23525 Philippe Seguin; 23537 Jean-Pierre Col; 23551 Philippe Madrelle; 23568 Emile Bizet; 23578 Emile Koehl; 23583 Jean Narquin; 23590 Paul Balmigère; 23606 André Tourné; 23607 Claude Coulais; 23610 André Duroméa; 23614 Jeannine Porte; 23622 Jean Bonhomme; 23625 Michel Debré; 23637 Jacques Delong; 23644 Sébastien Couepel; 23652 Jean Foyer; 23654 Myriam Barbera; 23655 Irénée Bourgois; 23656 Irénée Bourgois; 23667 Colette Goeuriot; 23672 Louis Odru; 23673 Louis Odru; 23686 Pierre Godfrain; 23687 André Jarrot; 23689 Jean-Louis Masson; 23693 Joseph-Henri Maujoui du Gasset; 23700 Paul Chapel; 23701 Paul Chapel; 23704 Jean Proriot.

TRANSPORTS

N° 21759 Roland Florian; 21775 Pierre Maurois; 21903 Emile Muller; 21916 Jean-Michel Boucheron; 22139 Claude Labbé; 22211 Louis Le Pen; 22932 Louis Mermaz; 23151 Pierre-Bernard Cousté; 23158 Charles Ehrmann; 23206 François Autain; 23230 Jean-Yves Le Drian; 23270 Roger Fenech; 23253 Alain Mayoud; 23288 Pierre-Bernard Cousté; 23274 Eugène Bérest; 23282 Bertrand de Maigret; 23284 Bertrand de Maigret; 23301 Antoine Gissinger; 23324 Gérard Bordu; 23333 André Duroméa; 23334 André Duroméa; 23350 Jeanine Porte; 23351 André Tourné; 23374 Pierre-Bernard Cousté; 23399 Pierre Girardot; 23410 Henri Ferretti; 23416 Joseph-Henri Maujoui du Gasset; 23431 Daniel Le Meur; 23432 Maurice Niles; 23437 Maurice Andricu; 23452 Joseph Franceschi; 23558 Michel Rocard; 23560 Jean Delaneau; 23605 André Tourné; 23613 Raymond Maillet; 23619 André Tourné; 23635 Robert Pourjade; 23657 Irénée Bourgois; 23681 Alexandre Bolo.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

N° 22932 Henri Ferretti; 22935 Jean Proriot; 22998 Alain Madelin; 23057 Daniel Boulay; 23063 Alain Léger; 23113 Roland Hugué; 23132 Maurice Pourchon; 23190 Colette Privat; 23195 Gérard Chasseguet; 23241 Christian Pierret; 23242 Claude Wilquin; 23276 Charles Ehrmann; 23297 Jean Falala; 23317 Charles Millon; 23325 Daniel Boulay; 23340 Pierre Juquin; 23347 Maurice Niles; 23356 Lucien Villa; 23402 Pierre Juquin; 23403 Pierre Juquin; 23412 Anne Kerguéris; 23433 Louis Odru; 23461 Pierre Joxe; 23474 Christian Nucci; 23476 Rodolphe Pesce; 23484 Pierre Prouvost; 23493 Vincent Ansqer; 23552 Philippe Madrelle; 23567 Pierre Bas; 23576 Antoine Gissinger; 23587 Robert Ballanger; 23601 Marcel Tassy; 23660 Guy Duecloné; 23661 Dominique Frelaut; 23668 Roger Gouhier; 23680 Henry Berger; 23694 André Audinot.

UNIVERSITES

N° 22921 Jean-Pierre Abelin; 23045 Henri de Gastines; 23153 Alain Chénard; 23335 Colette Goeuriot; 23386 Michel Noir; 23404 Pierre Juquin; 23470 Louis Mexandeau; 23475 Christian Nucci; 23496 Pierre-Bernard Cousté; 23543 Pierre Lagorce; 23685 Michel Debré.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel (*Débats parlementaires, Assemblée nationale*), n° 123 du 13 décembre 1979.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

Page 11735, 1^{re} colonne, tableau de la réponse à la question écrite n° 21180 posée par M. François Autain à M. le ministre des transports, totaux des pays de la Loire, dans la colonne « Partie VII^e Plan », au lieu de « 8 752 893 », lire : « 8 752 693 ».

II. — Au Journal officiel (*Débats parlementaires, Assemblée nationale*), n° 128 du 19 décembre 1979.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

Page 12267, 2^e colonne, première ligne de la question de M. Henri Ginoux à M. le ministre de l'éducation, au lieu de : « n° 12438 », lire : « n° 12348 ».

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. Téléphone } Renseignements : 575-62-31 Administration : 578-61-39 TELEX 201176 P DIRJO - PARIS	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.		
Assemblée nationale :					
63	Débats	72	282		
67	Documents	260	538		
Sénat :					
65	Débats	56	162		
69	Documents	260	540		

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : 1 F. (Fascicule hebdomadaire comportant un ou plusieurs cahiers.)